

AGNES GUELLEC

LES COTES-DU-NORD

ESPACE RURAL?

TOME I

THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE RENNES II
- LE 4 NOVEMBRE 1977 -

SERVICE DE REPRODUCTION DES THESES
UNIVERSITE DE LILLE III

- 1980 -

COMPOSITION DU JURY

- Mme. J. BEAUJEU - GARNIER, *Présidente, Professeur à l'Université de Paris I,*
M. M. PHILIPPONNEAU, *Rapporteur, Professeur à l'Université de Rennes II,*
M. M. DENIS, *Professeur à l'Université de Rennes II,*
M. P. FLATRES, *Professeur à l'Université de Rennes II,*
M. A. FREMONT, *Professeur à l'Université de Caen,*
M. A. MEYNIER, *Professeur Honoraire à l'Université de Rennes II,*

AGNES GUELLEC

LES COTES-DU-NORD

ESPACE RURAL?

TOME I

THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE RENNES II

— LE 4 NOVEMBRE 1977 —

SERVICE DE REPRODUCTION DES THESES

UNIVERSITE DE LILLE III

- 1980 -

LES COTES-DU-NORD ESPACE RURAL?



THÈSE PRÉSENTÉE DEVANT L'UNIVERSITÉ DE NANTES
LE 2 NOVEMBRE 1977

SERVICES DE REPRODUCTION DES THÈSES
UNIVERSITÉ DE NANTES

PLAN

AVANT-PROPOS	I
INTRODUCTION GENERALE	1
1ère partie : "L'ESPACE TRADITIONNEL" : CELUI DU XIX ^e SIECLE QUI SE PROLONGE JUSQU'AU MILIEU DU XX ^e .	
Introduction.	9
Chapitre 1 : <u>L'espace démographique traditionnel : ses pertes de-</u> <u>puis cent cinquante ans.</u>	11
A) <u>Le fait</u>	11
- Sa mise en évidence par le film des cartes.	
- Par le recul du rang des Côtes-du-Nord.	
- Sa nature.	
- Conclusion.	
B) <u>La grande responsable des pertes démographiques :</u> <u>l'émigration.</u>	20
- L'importance numérique de l'émigration et son rythme selon les époques.	
- Selon les "pays".	
- Conclusion.	
C) <u>Quelle a été l'influence de l'émigration sur le mouve-</u> <u>ment et l'accroissement naturels de la population ?</u>	35
- La structure par âge de la population : le vieillissement.	
- Influence de l'émigration sur le mouvement naturel.	
- Conclusion.	
D) <u>L'espace démographique traditionnel du département :</u> <u>typologie des cantons.</u>	47
- Type 1 : Quintin	
- Type 2 : Rostrenen	
- Type 3 : Tréguier	
- Type : 4 : Pléneuf.	
- Conclusion.	
Chapitre 2 : <u>"L'agrarisation" de l'espace rural intérieur, ou l'en-</u> <u>vironnement économique des pertes démographiques depuis</u> <u>cent cinquante ans.</u>	56
A) <u>Les causes économiques non agricoles de l'émigration.</u>	56

a) L'agonie de l'industrie des toiles des Côtes-du-Nord.

b) La pêche et les activités de l'armor.

Conclusion.

B) Le tissu artisanal de l'espace rural tel qu'il apparaît dans le contexte de l'exode rural et de la disparition de l'industrie : sa contribution à la définition d'un certain espace rural.

65

- carte I

- carte II

Conclusion.

Chapitre 3 : Le rôle de l'armor et de l'argot dans la différenciation de l'espace rural agricole traditionnel.

72

A) Les disparités physiques et humaines entre l'armor et l'argot.

72

a) La fatalité est-elle dans le climat ?

- Volume des précipitations.

- Répartition des précipitations.

- Régime des précipitations.

b) La pédologie dans le contexte de l'espace traditionnel favorable à l'armor.

78

- Les engrais marins et les limons ; sables, goémons.

- Les sols sur granit et gneiss.

- Les sols sur le briovérien.

- Les sols caillouteux.

- Les sols schisteux.

c) L'inégale pénétration des voies de communication.

90

- Les voies naturelles : les cours d'eau.

- Les routes.

- Les chemins de fer.

B) Le poids des structures de l'agriculture défavorable à l'argot.

97

a) Le bocage traditionnel en pays gallo et en pays bretonnant.

Introduction : Importance et méthode.

1 - Les champs ouverts du littoral et de l'intérieur.

- répartition

- méjous

- formes allongées

- formes trapues

- dimension et orientation

- allongement selon le relief, les indications de la géologie, la nature des sols, les mégalithes, les chemins.

2 - Les types de champs enclos.

- répartition

- clôture, haie

- forme des parcelles

- les chemins, trame de l'organisation parcellaire.

Conclusion sur le bocage traditionnel.

b) L'habitat	115
- La dispersion	
- Sites, selon les époques	
- La maison rurale	
- les manoirs	
- les fermes d'armor et d'argot	
. la maison-bloc	
. la ferme à cour très petite	
. la ferme à fonctions multiples et à structure équilibrée	
. la ferme à fonctions spécialisées et structure développée	
- Les formes de groupements de bourgs et de villages	
. alignement	
. tas.	
c) La propriété et l'exploitation : l'originalité du pays bretonnant dans les Côtes-du-Nord.	137
C) <u>Les produits et les pays : la preuve d'une grande disparité entre l'armor et l'argot dans le département des Côtes-du-Nord.</u>	140
Introduction : L'opposition entre l'armor et l'argot : les témoignages unanimes des érudits sur le point.	
- la ceinture dorée	
- le Trégor, pays du lin	
- le pays du blé	
- le pays du seigle	
- pays pauvres et moins bien définis : ceux des autres cultures que le lin, le blé ou le seigle (celles de la pomme de terre, de l'avoine, du sarrasin et de l'orge)	
- l'argot herbager : les surfaces consacrées à l'élevage et leur signification économique	
- prairies, landes, pâtures et leur valeur	
- landes et pâtures, friches et jachère	
- le cheptel.	
D) <u>Conclusion sur l'agriculture traditionnelle et la situation en 1955.</u>	165
1 - L'annonce des progrès dans l'entre-deux-guerres.	
2 - Le retard d'ensemble dans les structures en 1955.	
- L'enseignement agricole	
- La vulgarisation agricole	
- L'effort technique	
3 - Armor et argot en 1955.	
a) Comment vit-on en argot en 1955 ?	
b) L'armor en 1955.	

2e partie : LE XXe SIECLE ESCAMOTE : LE PALMARES, LES
EMERGENCES ET LES "LAISSES-POUR-COMPTE", OU
LES BOULEVERSEMENTS DANS L'ESPACE RURAL TRA-
DITIONNEL.

Introduction.

180

Chapitre 1 : Le retournement possible et commencé de l'espace
démographique.

180

A) La situation démographique actuelle, ses aspects d'ensem-
ble, ses points forts et ses zones de faiblesse : une nouvelle
géographie démographique ?

180

a) Le redressement démographique depuis 1946 et l'expansion urbaine dans le département des Côtes-du-Nord.

b) Le redressement démographique et ses composantes :
mouvement migratoire et excédent naturel ; bilan.

1 - Le solde migratoire.

- . les directions
- . la structure par âge des migrants
- . la structure de l'emploi des migrants
- . la répartition cantonale.

2 - Le mouvement naturel selon les villes et les campagnes.

- . la natalité et la nuptialité
- . la fécondité
- . la mortalité

3 - L'excédent naturel.

- . le 1er type
- . le 2e type.

Conclusion : La structure démographique actuelle.

B) La population active.

196

a) Les caractéristiques de la population active d'aujourd'hui.

- L'évolution récente.
- Le taux d'activité.

b) L'argot agricole.

Conclusion.

C) La toile de fond très lâche du secondaire et du tertiaire
dans l'ensemble des Côtes-du-Nord.

204

- Les créations d'emplois entre 1954 et aujourd'hui.
- Les créations industrielles intéressent principalement trois branches d'activité.

D) Le tertiaire : une spécificité littorale remise en question.

210

- Le tertiaire est récent.
- Conclusion : La typologie cantonale de la population active.

212

Chapitre 2 : <u>L'aménagement d'ensemble des structures et le tableau de la production agricole actuelle.</u>	215
A) <u>L'aménagement d'ensemble des structures.</u>	215
a) <u>Le remembrement.</u>	
- Comment a été perçu le remembrement à ses débuts ?	
- L'arasement des talus	
- La voirie	
- Le remembrement lui-même	
. rentabilité	
. "pénibilité"	
. la situation actuelle et les perspectives	
- Ce que coûte le remembrement	
en argoat	
en pays d'armor.	
- Conclusion : Faut-il poursuivre le remembrement ?	
b) Les réalisations de la SBAFER. Echanges à l'amiable. I.V.D.	229
. SBAFER en Bretagne et dans les Côtes-du-Nord	
. les effets	
. Echanges à l'amiable	
. Les effets de l'I.V.D.	
c) <u>Le reboisement.</u>	233
- L'état des superficies boisées.	
. superficies	
. essences	
. propriété foncière des espaces boisés.	
- Le reboisement proprement dit.	
. historique	
. exemples.	
d) <u>Les aménagements des eaux terrestres.</u>	253
B) <u>Le tableau actuel de la production agricole.</u>	257
a) <u>Les grandes phases de l'évolution de la production et des structures.</u>	257
1 - La phase des progrès techniques (1950-1959).	
2 - La phase de l'organisation économique (1960-1966).	
3 - La phase d'aménagement plus global du territoire (à partir de 1967).	
b) <u>Tableau de la production agricole actuelle.</u>	270
- La production céréalière.	
- La production de l'élevage laitier.	
- La production de viande bovine et porcine.	
- La production des poulets de chair et des œufs. (abattoirs de volailles).	
- La production légumière.	

C) Les cadres de la coopération agricole et des autres formes d'association de la production agricole.

280

a) Les coopératives.

1 - Les types de coopératives relativement anciennes plus ou moins renouvelés.

- Les coopératives de 1934-1936.
- Les coopératives de 1950 : les coopératives laitières.
 - . La coopérative de Lanfains
 - . La coopérative de Plancoët
 - . La place des coopératives dans la collecte des produits laitiers

Conclusion : Le dynamisme mitigé des coopératives laitières.

2 - Coopératives de production de viande porcine.

- des porcelets uniquement
- des porcs et porcelets
- assurant l'abattage et la transformation.

3 - Coopératives de production des poulets de chair et d'œufs.

(et groupements de producteurs).

4 - Coopératives légumières et groupements de producteurs.

- La "Paimpolaise".
- L'"Union des trois coopératives".
- "Urne et Gouessant".

5 - Coopératives d'insémination artificielle bovine et la recherche porcine.

- Les problèmes des coopératives.

b) Les autres formes d'association : des "sans importance" et des capitales.

1 - Les formes mineures d'associations et leur peu d'importance dans le département.

2 - Les formes commerciales : les Sica.

3 - Les aspects aujourd'hui marginaux : C.E.T.A., C.U.M.A. et le Centre de Gestion.

4 - Les G.A.E.C.

c) La coopération en agriculture face à l'intégration industrielle dans le monde rural.

- L'industrie des aliments du bétail dans les Côtes-du-Nord.
- Les firmes.
- La place des coopératives^{dans} les I.A.A.

D) Les exploitations : production et organisation : leur typologie.

326

a) L'approche des systèmes d'exploitation par la méthode Kostrowicki.

b) L'endettement des exploitations.

Conclusion de la deuxième partie.

338

3e partie : LES "PAYS" : LA NOUVELLE GEOGRAPHIE DES COTES-DU-NORD.

Introduction.

346

- En Bretagne : "point de pays".
- La première révolution fourragère.
- Problème du rôle de la petite ville.
- Problèmes de délimitation
- La base démographique de 1975.
- Une certaine notion de pays.
- Forces convergentes et forces divergentes au sein du département : celles du Conseil Général (portraits).

LE MENE.

Introduction : L'arrivée au Mené : un milieu physique et humain austère. Un pays divisé et traditionnellement en retard sur le reste des Côtes-du-Nord.

359

I - Le retard du Mené.

362

- Le Mené en retard : deux exemples à deux niveaux.
 - . une exploitation - Une ferme à Laurenan ou le refus de produire à tout prix.
 - . une commune - Gomené : l'exemple du minimum.
- Le Mené en retard : au niveau général des structures agricoles.

II - L'action concrète ponctuelle : un exemple, celui de l'industrie de l'abattage à Collinée : l'affaire Gilles.

368

- Origine et développement
- Approvisionnement
- Ecoulement
- Main-d'œuvre
- Problèmes.

III - Le comité du Mené.

373

- 1) Sa mise en place et son cheminement jusqu'à la formation du P.A.R.
- 2) Ses objectifs et son bilan de dix années d'existence.
 - les moyens
 - les objectifs.
- 3) Les réalisations du C.E.M. : Le Mené vu de Plessala : l'exemple du maximum.

Conclusion : Le Mené, le pays des Côtes-du-Nord le plus connu à l'extérieur serait-il le plus difficile à définir ?

LE PAYS DE LOUDEAC.

Introduction : Le paysage d'ensemble : aspects physiques.	389
I - Au pays de Loudéac : le problème du premier rôle celui de la ville ou celui de la campagne.	391
a) Un pays traditionnellement voué à la polyculture.	
b) Le démarrage de Loudéac	
c) Les activités loudéaciennes en 1976.	
II - Dans l'agriculture de pointe, un certain ralentissement se dessine.	398
- la sélection des races	
- la déshydratation des fourrages	
- La Copall	
- Ker Anna.	
Conclusion : Loudéac capitale de l'agro-alimentaire, capitale d'un pays ? Le pays de Loudéac, tel qu'il est, rivé à la fron- tière départementale (les raisons de l'échec de l'A.D.E.R.).	

LA HAUTE-CORNOUAILLE DES COTES-DU-NORD.

Introduction : Le "pays" le plus caractéristique du point de vue de l'évolution démographique et rurale.	414
I - L'importance récente de la vulgarisation agricole.	415
II - Les effets de la vulgarisation agricole.	419
- La simplification des systèmes de cultures	
- Les spéculations avicoles.	
III - Les mutations en cours (en 1976-1977).	426
- L'agro-alimentaire en Haute-Cornouaille	
IV - Haute-Cornouaille et C. I. D. E. C. O. B.	431
a) Le C. I. D. E. C. O. B. en Haute-Cornouaille	
b) A la recherche des relations de l'échec du C. I. D. E. C. O. B.	
Conclusion : Haute-Cornouaille et Trégor : le pays difficile et le pays facile.	

GOELLO - TREGOR. PAYS DE GUINGAMP.

Introduction.	437
A) Le pays du Trieux, ou pays de Paimpol.	437
B) Tréguier : la vieille capitale du Trégor.	439
C) A Minihy-Tréguier : approche du dedans.	446
I - Les données premières de la démographie.	
- l'axe au sud et sud-ouest au nord et nord-est	
- Les deux types de comportement :	
. évolution positive totale	
. évolution partielle.	
II - Les mutations qui se voient : celles des cultures.	

- sur quelle trame pédologique.	
- les types d'exploitation.	
- les raisons des nouveaux choix de cultures.	
- les rythmes de rotation.	
III - Le pays légumier et primeuriste : dynamisme et extension précise.	463
- les principales productions	
- l'encadrement coopératif	
. La Paimpolaise	
. Les autres coopératives	
IV - Trieux et U.C.A. : les nouvelles définitions possibles du Goëlle-Trégor.	468
A) Le Trieux	
- son champ d'action	
- son historique	
- son expansion	
B) L'U.C.A.	
- l'atelier U.C.A.	
- le contrôle des ateliers	
- le sens du développement	
Activité économique et définition d'un pays gallo ou bretonnant.	
V - Spécialisation et pays : le sens de la restructuration en Goëlle-Trégor.	476
- réflexion sur les exemples.	
VI - Le S.D.A.U. volontariste Lannion : les grandes idées.	479
- les deux schémas possibles	
- le choix	
- la vie de tous les jours : le P.O.S. de Trédrez.	
Conclusion : il n'y a plus forcément de bon pays par rapport au mauvais.	

LE PAYS DE LAMBALLE.

Introduction. Le pays de l'espace vécu.	485
I - Une histoire, un homme, plein d'idées.	493
II - Les difficultés et les bénéfices.	496
III - Les limites de l'extension.	500
IV - L'originalité de la commercialisation.	505
V - Où finit le Penthievre.	506
VI - Aspects concrets de l'agriculture : le Pont-Grossard.	510
Conclusion : La tonalité.	

LE PAYS DE DINAN

Introduction. Le pays de Dinan : Un pays politique, district, zone d'un comité.	518
A Quévert : contact du dedans	
I - Le CODEPRAN.	522
II - La ville de Dinan et son pays.	525
III - L'agriculture : des progrès relatifs.	528
- dans l'ensemble	
- les exploitations	
. La Ville d'Eau	
. Le Bois Mottay	
. La Pévrie	
. La Charbonnière	
. La Porte du Clos	
Conclusion : le sentiment de la différence.	

LE PAYS DE SAINT-BRIEUC

I - Un pays politique de Saint-Brieuc ?	541
II - Le pays rural de Saint-Brieuc.	544
III - L'espace inter-urbain du pays de Saint-Brieuc.	546
IV - Une définition du pays de Saint-Brieuc à partir de l'armor ?	554
A) Un port pour le pays de Saint-Brieuc.	
B) A défaut d'un aménagement spécialisé, le littoral ne peut-il faire l'objet d'un aménagement harmonisé ?	
V - La réalité immédiate et à moyen terme.	558
A) La réalité immédiate - le rôle administratif	
- le rôle commercial	
B) La réalité à moyen terme : le S. D. A. U.	
Les pays : réflexion pour une conclusion.	566

CONCLUSION GENERALE.	570
----------------------	-----

BIBLIOGRAPHIE.	574
----------------	-----

LISTE DES TABLEAUX CONTENUS DANS LE TEXTE ET DES DOCUMENTS ANNEXES.	
---	--

AVANT-PROPOS

Les Côtes-du-Nord, espace rural ? Notre titre et notre travail ont maintenant presque une histoire, un peu la nôtre, en ces dix années passées, consacrées à ce travail.

Si, en ce laps de temps, la géographie des Côtes-du-Nord a bien changé, celle qui achève aujourd'hui ce travail n'est plus tout à fait la même non plus.

La manière de voir les choses a mûri en nous. Nous y avons été très aidé. André MEYNIER nous a guidé patiemment, presque au jour le jour. Le cœur de notre sujet - du moins au début - les structures agraires, lui doivent beaucoup. Nous exprimons ici notre regret de ne pas avoir mieux su prolonger ses découvertes en ce domaine, les siennes et celles de Pierre FLATRES qui nous a pourtant initié aux subtiles liens entre le parcellaire et l'habitat, entre les paysages et les hommes, leur langue ... Peut-être parviendrons-nous, un jour, sur un terrain voisin à forger là une suite vivante, utile ?

A mesure que progressait notre connaissance de l'espace choisi, les aspects démographiques prenaient pour nous plus d'importance. Les traces de l'évolution récente de la population nous apparaissaient alors encore toutes fraîches, si marquantes, si déterminantes dans les nuances de pays à pays, que nous avons crû devoir en faire le plus grand cas. Les séminaires du Professeur PHILIPPONNEAU ne sont pas étrangers à ces préoccupations. Les rapports entre la démographie et l'économie, les industries anciennes, les implantations modernes, leurs conséquences, les

enjeux politiques ... étaient alors autant de pistes que ces mêmes séminaires nous ouvraient.

Puis, avec l'élargissement spatial de nos recherches, nous arrivions aux frontières départementales. Mais c'était pour en ressentir autant de gêne que de conviction. Les Côtes-du-Nord nous apparaissaient originales en leurs aspects fondamentaux, et en même temps, nous n'osions le formuler. Nous en serions peut-être encore à nous poser de faux problèmes si Mme BEAUJEU-GARNIER n'avait balayé nos réticences et ne nous avait renvoyé à notre démonstration sans autre forme de procès, puisque nous avions les éléments de cette évidence.

Au long de ce cheminement, qui a eu ses temps morts et ses à-coups, nous avons été comme porté par le fonds de recherches de l'U. E. R. de Géographie de l'Université de Haute-Bretagne. De plus, nous avons associé les étudiants à nos travaux, retournant sans relâche, ni pudeur, sur notre terrain, ouvrant les yeux aux autres pour mieux voir nous-mêmes. C'est une méthode passionnante, mangeuse de temps, que de faire partager les détours de l'étude.

Nous remercions ici tous ceux qui nous ont si souvent reçu, revu, élus, administrateurs et professionnels, gens des bureaux et des champs, les Gallos entreprenants et les Bretons mystiques, les ambitieux du progrès, ou les satisfaits et les fatalistes d'une évolution économique subie. L'amitié née de ce long commerce réclamait un terme pour l'observation qui risquait de devenir partielle. Le regard allait perdre de son objectivité. De cette lente élaboration, il est bien prétentieux de présenter aujourd'hui un ouvrage dominé, enlevé, élégant. Tout cela a été si laborieux, si long, si absorbant ! si individuel en fin de compte.

INTRODUCTION GENERALE

Les Côtes-du-Nord, un espace rural ? La question peut faire sourire. Depuis longtemps les géographes¹ ont souligné le caractère artificiel des cadres départementaux, et plus que tout autre celui des Côtes-du-Nord apparaît comme une création de l'esprit. Cette circonscription administrative rassemble, en effet, de pièces et ^{de} morceaux, une petite partie de l'Armorique. Ensemble disparate de plateaux et de collines de 7 127 km², le département offre un échantillonnage des paysages morphologiques bretons. S'il couvre la presque totalité du Trégor et une bonne partie de la Haute-Cornouaille avec l'extrémité de l'Arrée - massif de Quintin-Duault - et le prolongement du bassin de Châteaulin

1 - Les géographes et les historiens. Récemment J. ROUGERIE, dans "Faut-il départementaliser l'histoire de France ?", Annales, Economies, Sociétés, Civilisations 1966, p. 178-193. Cité par A. MEYNIER dans "Départements et communes de France sont-ils trop petits ?", Mélanges de Géographie Physique, humaine, économique, appliquée" offerts à M. Omer TULIPPE, Duculot, Gembloux, p. 442-451 (p. 443) : "Cette unité monstrueuse qu'est le département : microscopique, arbitraire, anachronique, aussi sottement anti-économique que contre-géographique. Chacun sait qu'elle a tous les défauts. En toute franchise, qui situerait du premier coup d'œil sur la carte un Loir-et-Cher ou des Basses-Alpes". Nous serions tentés d'ajouter : "des Côtes-du-Nord ?".

Dans "Région et régionalisation dans la géographie française et dans d'autres sciences sociales", Bibliographie analytique, Dalloz 1967, 97 p.

P. CLAVAL et E. JUILLIARD n'ont pas retenu le département pour classer les "monographies de régions uniformes françaises". De son côté A. MEYNIER remarque que "nos enfants n'apprennent plus les noms des départements ... que par les numéros des automobiles rencontrés sur la route". MEYNIER (A.), "Départements et communes de France sont-ils trop petits ?", Mélanges ..., op. cit., p. 442.

en celui de Corlay, il franchit, vers le Sud, la série des points hauts qui dessinent la ligne de partage des eaux entre la Manche et l'Atlantique : cime de Kerchouan (320 m.), Signal de Lanfains (325 m.), Bel Air (341 m.), et Hutte à l'Anguille (304 m.), annexant les pentes schisteuses de l'Oust, du Lié et du Ninian qui regardent franchement vers le Morbihan. Le plateau de Loudéac se soude insensiblement à celui de Rohan. Il en fait partie.

En direction de l'Est, l'axe du Mené s'ennoie brusquement laissant un hiatus entre lui et la forêt de Paimpont qui lui fait face, à une vingtaine de kilomètres, aux limites de l'Ille-et-Vilaine. La Rance, d'abord attirée par le bassin de Rennes, ne rejoint finalement la Manche qu'au prix d'une grande courbure. La limite départementale suit grossièrement ce tracé, en se détournant toutefois de la ria décidément annexée par le département voisin. Ainsi le passage entre les Côtes-du-Nord et l'Ille-et-Vilaine se fait insensiblement, apparemment sans raison. Pas de rupture morphologique entre les deux. Au contraire, les bassins de Broons et de Lamballe prolongent et répètent jusqu'au cœur même des Côtes-du-Nord le trait majeur de la tectonique de l'Ille-et-Vilaine.

Ni à l'Ouest, ni à l'Est, ni au Sud, les Côtes-du-Nord n'ont de frontières naturelles. Pour les départager des départements voisins, l'Assemblée Constituante ne dût-elle pas tenir une séance interminable et mémorable au cours de laquelle il fallut énumérer les paroisses limitrophes, une par une, tant l'assiette géographique naturelle faisait défaut aux nouvelles circonscriptions de la "Côte du Nord" de Bretagne¹ ? Le plus difficile fut de trancher entre les Côtes-du-Nord et l'Ille-et-Vilaine au voisinage de l'embouchure de la Rance. Les députés de Rennes réclamaient pour eux les pays de Rance qui représentaient alors un flot de prospérité, alléguant les liens entre les deux villes, Dinan, le centre

1 - DUBREUIL (L.), "La Révolution dans le département des Côtes-du-Nord. Etudes et documents". Collection : La Bretagne et les pays celtiques, Champion, Paris, 1909, 311 p., (p. 22) qui rapporte que l'Assemblée Constituante siégea de 2 h.00 l'après-midi à 10 h. 00 du soir le 28 janvier 1790.

commercial et St-Malo, le port, tandis que les représentants de Lamballe et St-Brieuc en revendiquaient la possession avec non moins d'insistance. Le résultat de cette lutte passionnée s'est inscrit dans les contours du département qui englobent bien les environs de Dinan mais laissent en dehors d'eux ceux de Dinard.

Vers le Nord seulement, la limite administrative rejoignait celle de la nature : le rivage. Les 400 km. de côtes déployées du département y trouvaient même un lieu géométrique : le fond de la Baie de St-Brieuc, à peu près à égale distance des extrémités littorales de l'Est et de l'Ouest et des contrées les plus reculées du Sud-Est de Merdrignac, et du Sud-Ouest de Maël-Carhaix et Rostrenen. Mais à l'époque où les Constituants dessinaient avec tant de peine les contours du département, St-Brieuc n'était qu'une petite ville de 7 335 habitants¹, moins riche et moins peuplée que Dinan (7 925 hab.), plus proche par son genre de vie de Guingamp (4 520 hab.) ou de Quintin (4 336 hab.) ; et un port bien moins actif que Paimpol ou Binic d'où partaient les Terre-neuvas, sans parler de St-Malo, sur la côte d'Ille-et-Vilaine toute proche, qui s'était couvert d'argent au XVIIIe siècle en pratiquant la "course", le trafic triangulaire et la grande pêche.

Comme Vannes, St-Brieuc n'avait joué jusque là qu'un rôle politique épisodique : les Etats de Bretagne ne s'y étaient tenus qu'ex-

1 - DURAND (R.), "La population des Côtes-du-Nord en 1793" : Annales de Bretagne, t. XXXVI, 1925, p. 486 à 495. Archives départementales, série "L" (enquête sur les villes en 1793). Voir aussi, HANRY (Ch.), m. de m., Rennes, 1970 et SIROT (A.), m. de m., Rennes, 1973, qui estiment la population de Guingamp à 5 000 individus compris dans les paroisses de St-Sauveur, St-Croix, la Trinité et Notre-Dame. Estimation d'après les registres paroissiaux entre 1750 et 1790.

Les chiffres que nous avons repris des Archives départementales diffèrent légèrement de ceux donnés par R. DURAND dans son article, l'ordre de grandeur restant le même cependant. Ces divergences nous montrent combien les recensements d'avant le XIXe siècle sont à manier avec précaution. Les chiffres que nous avons relevés sont les suivants : 6 396 pour St-Brieuc ; 8 050 pour Dinan ; 5 152 pour Guingamp ; 4 109 pour Quintin.

ceptionnellement, lorsque la monarchie voulait éloigner de leur ville et de leurs habitudes les grands parlementaires par trop turbulents. On aurait donc pu imaginer Lamballe ou Quintin comme chef-lieu : Lamballe, au centre de la principauté de Penthièvre, fief noble le plus important ; Quintin où la famille de Robien était solidement implantée de par son château sis dans la petite ville et ses biens répartis en Trégor et ailleurs¹ ; ou mieux encore, Guingamp. St-Brieuc fut justement choisie parce que son passé politique était de peu de poids, ses familles de peu d'envergure, son port modeste. St-Brieuc avait tout à créer, tout à bâtir, pour rassembler autour de la fonction administrative qui lui incom- bait, un espace jusque-là non centralisé, peu organisé, mal pénétré par les voies de communication. St-Brieuc était bien le siège d'un évêché mais les Constituants ne tenaient pas spécialement à lui conserver le caractère religieux de ses prérogatives passées².

St-Brieuc a été choisie comme chef-lieu en raison de sa situa- tion géographique, on serait tenté de dire "géométrique" dans une figure grossièrement quadrilatère, comme a priori.

Les limites des Côtes-du-Nord ne répondent donc à aucune di- vision naturelle de la péninsule. Il aurait été d'ailleurs bien difficile de partager la Bretagne, la Bretagne septentrionale surtout, en unités ad- ministratives qui correspondent à des ensembles naturels nettement dé- finis et fortement regroupés par des centres urbains. Aucun fleuve no- table ne se dirige vers la Manche, mais une pluralité de petites rivières qu'il faut bien appeler "fleuves" et qui n'ont guère qu'une trentaine de

-
- 1 - La famille de Robien ne s'est installée à Rennes qu'au milieu du XVIIe siècle quand le chef de la branche aînée, Sébastien de Robien, entra au Parlement de Bretagne.
 - 2 - Un projet anonyme (Archives Nationales, D IV bis 1-22) analysé par L. DUBREUIL dans "La Révolution ..." (p. 5) prévoyait la création de six départements en Bretagne, et non cinq : deux sur la "Côte du Nord" : l'un formé des évêchés de St-Pol-de-Léon et de Tréguier, et l'autre des évêchés de St-Brieuc, St-Malo et Dol. La "côte du Midi" portait trois départements à peu près calqués sur les trois évêchés de Quimper, Vannes et Nantes. Autour de Rennes un sixième département était esquissé.

kilomètres le plus souvent. La plus longue d'entre elles, le Trieux, appartenant entièrement aux Côtes-du-Nord ne mesure que 75 km. Aussi la proposition d'un député de Guingamp de donner le nom de celle-ci au département ne trouva-t-elle pas d'écho.

De l'Est à l'Ouest, et de la mer vers l'intérieur, c'est toujours la même suite de plateaux monotones, de constitution géologique apparentée et d'altitude presque constante, rarement inférieure à 100 m. et rarement supérieure à 300 m. auxquels le manteau plus ou moins fourni du bocage apporte encore son enveloppe d'apparente unité. Même les hauteurs de l'intérieur qui barrent l'horizon se souident fortement à l'ensemble tabulaire prédominant ; elles ne s'en distinguent que par l'encaissement progressif des vallées, un sol moins riche, des cultures plus modestes, un peuplement moins dense, des communications moins faciles.

Ainsi pourrait-on appliquer aux Côtes-du-Nord "très exactement la définition que l'on donnait jadis de l'Italie : une expression géographique, et, peut-être mieux encore, une expression administrative"¹, sans reprendre non plus les grands traits du découpage des diocèses puisque toute une partie de celui de Quimper se retrouvait alors dans les Côtes-du-Nord²

Autour de la préfecture de St-Brieuc, autour des cinq sous-préfectures, celles de l'arrondissement-chef, de Dinan, Guingamp, Lannion et Loudéac un espace rural allait pourtant s'organiser, sous l'impulsion du Conseil Général réuni pour la première fois le 1er thermidor an VIII. La suppression de la sous-préfecture de Loudéac en 1926 n'a pas changé fondamentalement cette répartition du territoire depuis bientôt deux cents ans maintenant.

1 - DUBREUIL (L.), "La Révolution ...", op. cit., p. 2.

2 - Pour l'essentiel, toute la partie occidentale du département, la Haute-Cornouaille notamment avec le chapitre de Bothoa en St-Nicolas-du-Pélem, relève du diocèse de Quimper et Léon.

Quel était cet espace rural ainsi rassemblé par la mise en place du cadre départemental ? C'est notre premier problème, premier dans le temps et premier pour la compréhension de l'espace d'aujourd'hui : nous lui consacrons la première partie du travail.

Sans nul doute il s'agissait de campagnes où se retrouvaient toutes les caractéristiques d'un état dépressif. Dès le milieu du XIXe siècle l'industrie des toiles y est mourante. La reconversion à l'activité agricole d'une partie de ces artisans joue-t-elle en faveur de l'agriculture elle-même ? Les contours privilégiés de l'armor peuvent-ils gommer une impression générale de sous-développement dans les techniques et les rendements, ceux de l'élevage comme ceux de la culture ? Le formidable exode rural qui sévit dans la seconde moitié du XIXe siècle et dans la première du XXe siècle traduit-il seulement l'ampleur du phénomène ? Ne laisse-t-il pas aussi percer des inégalités dans cette géographie de l'abandon ?

Même si des amorces de progrès se produisent avant le milieu du XXe siècle, la tonalité d'ensemble domine jusqu'à ce moment-là, pour se voir secouer vigoureusement alors.

La deuxième partie de notre travail analyse le renversement de la tendance démographique et le renouveau du département depuis 1954, renouveau particulièrement marquant en agriculture. Il se pose alors une question : celle de la répartition du développement économique à l'intérieur du département. Quelles sont donc les contrées les plus productives, les plus dynamiques ?

La question est fondée puisque les chiffres d'affaires des milieux agricoles tendent de plus en plus à se concentrer entre des mains de moins en moins nombreuses. Sur une trentaine de mille d'exploitations, on estime que 7 000 environ font les 2/3 des ventes, les 4/5 des achats des biens de consommation : semences, engrais, machines ... et ont réalisé, en 1973, un chiffre d'affaire de 150 000 Frs alors que la mo-

yenne départementale est de 4 000 Frs¹.

Quelles sont les communes et les petites régions les plus évoluées au point de vue de la technicité, du rendement ? Comment se manifeste ce renouveau à travers le département ? N'entrevoions-nous pas une polarisation de l'espace autour des centres réveillés par l'industrie ou par l'agriculture, ou par les deux ? La ville de St-Brieuc est-elle toujours la seule à compter ? Celle de Guingamp reprendrait-elle de l'importance ? Lamballe, capitale du porc, saurait-elle engendrer activités annexes et complémentaires autour de son marché au cadran pour ses nouveaux industriels et leur famille que sont les éleveurs du Penthièvre ? Loudéac parviendrait-elle à imposer la fonction de redistribution dont rêve sa municipalité ? La plus moderne de ces agglomérations revivifiée par l'industrialisation, Lannion, tiendrait-elle tête à la capitale historique du Trégor, Tréguier ... ?

Le cadre départemental a "mauvaise presse"² depuis longtemps. L. Dubreuil écrivait déjà en 1919 qu'"il n'y a guère que quelques conseillers généraux à oser le défendre, à réclamer pour leurs assemblées quelques prérogatives".² D'un autre côté, avec la réforme régionale, le rôle des chefs-lieux de département a tendance à s'effacer devant celui de la capitale régionale, St-Brieuc, Quimper, Vannes devant Rennes. Les formes possibles d'aménagement de l'espace pourraient donc être envisagées, en dehors du cadre départemental ou, tout au moins, repensées à l'intérieur de ce cadre, en fonction de l'évolution économique récente. C'est dans les Côtes-du-Nord, en Bretagne centrale, que la redéfinition des "pays" semble la plus avancée, que les comités de pays sont les plus actifs, comité du Mené, sis à Collinée, et CIDECOB (Comité Interdépartemental de Développement Economique du Centre Ouest de Bretagne) dont le siège est à Rostrenen et qui regroupe dix cantons des

1 - AUBRY (M. L.) et GUELLEC (A.), "La commercialisation des porcs en Bretagne : l'exemple de la région de Lamballe", Etudes rurales, 1974, (p. 45 à 52).

2 - DUBREUIL (L.), "L'idée régionaliste sous la Révolution", op.cit., p. 8.

Côtes-du-Nord, trois du Finistère et trois du Morbihan.

L'étude de la structure de l'espace rural du département des Côtes-du-Nord nous amène à poser la question non pas de la solidité du cadre départemental qui a fait ses preuves mais celle des chances d'avenir des petites régions qui se redessinent aujourd'hui, avec une certaine vigueur, en fonction de l'évolution récente de l'agriculture et de l'industrie.

La troisième partie de notre ouvrage est consacrée à ces nouvelles structures de l'espace rural, en mutation rapide après avoir été trop longtemps semblable à lui-même dans son dépérissement. Ainsi, les Côtes-du-Nord ne se ressemblent plus. La géographie économique n'est-elle pas à refaire ?

"Les Côtes-du-Nord, espace rural ?" Notre titre pose le problème des forces dans le département. Quelle est la part des forces convergentes ; et celle des forces centrifuges à l'intérieur du cadre choisi ? Dans quelle mesure l'instance maîtresse du Conseil Général a-t-elle marqué de sa volonté l'évolution rurale générale, l'organisation régionale a-t-elle infléchi cette empreinte ? Des pôles moteurs n'ont-ils pas échappé aux directives départementales et régionales, ne les ont-ils pas déniées, devancées ?

Après l'analyse de la situation de départ et l'évaluation de ce rapport de forces nous verrons s'il y a lieu de préciser de nouvelles unités à l'intérieur des Côtes-du-Nord, unités entièrement comprises dans l'espace circonscrit ou tournées plus ou moins vers l'extérieur. C'est la question des pays qu'il nous incombera alors d'éclaircir, et de saisir sur le vif une géographie nouvelle dans ses limites territoriales et ses définitions humaines.

Première Partie

"L'ESPACE TRADITIONNEL" : CELUI DU XIX^e SIECLE QUI SE PROLONGE JUSQU'AU MILIEU DU XX^e.

Introduction.

L'histoire récente du département des Côtes-du-Nord est dominée par un fait fondamental : celui des pertes démographiques. Depuis le début du XIX^e siècle les fortes densités - celles de plus de 90 hab. / km² - n'ont cessé de se rétracter, dans l'intérieur, comme le montre la série des cartes que nous allons examiner de 1831 à 1975.

Cette déperdition n'est pas originale. Elle se retrouve au sein d'autres départements, mais elle affecte ici un espace rural industrialisé en difficulté. La disparition irrémédiable des tissages de la toile condamne des ruraux à se reconvertir à l'agriculture - ce qu'ils ont fait quelquefois - ou, à partir. L'émigration commence donc avec la crise industrielle : dès 1831, elle sévit. Si la natalité et la fécondité restent fortes, les départs répétés des éléments jeunes de la population, entraînent un vieillissement de plus en plus marqué au cours de la période considérée.

A travers le département, le comportement démographique des cantons a-t-il été uniforme ? Quels sont ceux qui ont enregistré les pertes les plus précoces ? Où se situent les pertes les plus massives ? N'y a-t-il pas eu sur la côte des activités de rechange ? qui aient contribué à maintenir en partie la population : la pêche à Terre-Neuve par exemple ? et une aisance relative ? Quelles conséquences entraîne la disparition des industries dans un milieu rural fortement peuplé ? Cette disparition a-t-elle contribué au retard économique ? La reconversion à la vie agricole, en surchargeant un espace rural déjà saturé, n'a-t-elle pas ramené les campagnes à une préoccupation de subsistance, freinant le progrès technique représenté au XIX^e siècle par l'extension des sur-

faces herbagères comme cela s'est passé en Normandie ? A l'écart des grands foyers de développement industriel basés sur le charbon et la métallurgie, puis sur l'hydroélectricité, dans les Côtes-du-Nord comme dans toute la Bretagne, le monde rural n'a pas été amené à produire pour de grandes villes proches . St-Brieuc n'a encore que 31 640 habitants en 1936. L'environnement économique des pertes démographiques à part celui de l'agriculture peut-il alors être autre que faible, diffus, au service d'une agriculture d'un niveau technique peu élevé, aux rendements médiocres, aux possibilités financières réduites ?

La disparité des conditions physiques et humaines entre la côte et l'intérieur, entre l'armor et l'argoaat ne joue-t-elle pas alors à plein ? C'est là pour nous une question capitale dans l'analyse de la différenciation de l'espace rural. Nous consacrons la première partie de l'ouvrage à l'analyse de ces aspects traditionnels en eux-mêmes et aux raisons de leur maintien jusqu'au milieu du XXe siècle.

Chapitre 1 : L'ESPACE DEMOGRAPHIQUE TRADITIONNEL : SES PERTES DEPUIS CENT CINQUANTE ANS.

La population des Côtes-du-Nord n'a cessé de diminuer de 1866 à 1946-1954. La grande responsable de ce recul démographique est l'émigration dont les contingents sont parmi les plus forts, en Bretagne, dès 1831. Aucun développement urbain et aucun apport extérieur de poids n'a compensé cette hémorragie en hommes qui affecte les campagnes. Ainsi des tout premiers rangs parmi les départements français dans la première partie du XIXe siècle, les Côtes-du-Nord passent aux 20-22e rangs à la fin du siècle, puis au 30e et plus à la veille de la seconde guerre mondiale et après.

Malgré une natalité et une fécondité remarquables, l'émigration qui a prélevé les éléments jeunes a fini par imprimer son sceau : celui du vieillissement qui apparaît de plus en plus net au cours de la période. L'accroissement naturel en pâtit en conséquence.

La typologie des cantons selon l'évolution de la courbe de leur population rurale en indices par rapport à 1831 prouvent que les pertes ont été inégales selon les "pays" : précoces dans le pays des toiles, particulièrement lourdes en Haute-Cornouaille, plus légères en armor ...

Dans l'ensemble le pays bretonnant a payé un tribut plus lourd à l'émigration que le pays gallo, et l'argoat plus que l'armor.

A) Le fait.

- Sa mise en évidence par le film des cartes.

Si en tant que département rural, les Côtes-du-Nord sont encore très peuplées en certains endroits, sur la côte notamment, beaucoup de ses communes comptent aujourd'hui moins de 50 habitants au

km². La densité moyenne n'y est que de 76, moins que celle de l'ensemble de la Bretagne et moins que celle de la France qui étaient respectivement de 95 et 97 au recensement de 1975.

Le chiffre de 525 556 hab. (en 1975) classe les Côtes-du-Nord au dernier rang des départements bretons, derrière le Finistère (804 088 hab.), l'Ille-et-Vilaine (702 199 hab.) et le Morbihan (563 588 hab.). Cette situation est le résultat de plus d'un siècle de déclin¹, comme le montre la série des cartes de densité de population totale que nous avons dressées pour 1831, 1866, 1911, 1936, 1968 et 1975.

La carte de 1831.

La première carte est celle de 1831 et non celle de 1801, car pour cette date le recensement est trop peu sûr ; il présente trop de lacunes². Par contre, pour 1831, le recueil des "Actes administratifs" fournit des statistiques complètes.

Sur la carte des densités de 1831, la très grande majorité des communes a une densité supérieure à 50 hab./km². Celles qui n'atteignent pas ce chiffre sont, ou très boisées, telle l'Hermitage - Lorge, ou sises dans les Montagnes Noires, telles Tréogan, Glomel, Paule ... ou dans le Massif de Quintin-Duault et le Mené, telle Locarn ou Merdrignac ... Les densités de plus de 100 hab./km² occupent presque tout le Trégor et le Goëlle. Une bonne tache descend jusqu'à Loudéac au "pays des toiles caractérisé". Une autre tache couvre Dinan. Plus au sud, et à l'intérieur, plusieurs communes, chefs-lieux de cantons, atteignent ce seuil des 100 hab./km² : Corlay, Rostrenen, Jugon. On

-
- 1 - Qui fait lui-même suite à la grande poussée démographique en Bretagne à partir de 1680. Voir J. MEYER, "La noblesse bretonne au XVIIIe siècle", S.E.V.P.E.N., 1966, 2 tomes, 1292 p. ; voir t. II, p. 602.
 - 2 - Aux Archives départementales, les listes de recensement pour 1801 ont été établies à des dates variables ; elles sont, de plus, très incomplètes.

Voir DURAND (R.), "La population des Côtes-du-Nord en 1793", Annales de Bretagne, t. XXXVI, 1925, p. 486-495, d'après la série L.

note une forte disparité entre la côte occidentale et la côte orientale. Le Penthièvre apparaît vide par rapport au Goëlo et au Trégor. Il semble qu'il s'agisse là d'un pays peu peuplé depuis très longtemps¹. D'une façon générale, la côte bénéficie des activités maritimes, de la pêche lointaine notamment, comme nous le verrons au chapitre suivant ; l'argot travaille les toiles au pays de Quintin et d'Uzel, tout en s'addonnant à la polyculture. On peut comparer cette activité artisanale à celle de la montagne jurassienne à la même époque où le travail du bois apporte des revenus complémentaires appréciables à une agriculture assez pauvre. La taille des pierres précieuses dans la région de Saint-Claude procède du même souci d'occuper et de faire vivre des populations en milieu rural.

Il est difficile de mesurer la proportion d'agriculteurs et d'artisans dans ce milieu rural du XIX^e siècle². Ce que l'on peut affirmer, c'est que de fortes densités vivent à l'intérieur des terres grâce à l'industrie des toiles³. A ce moment-là, le département ne compte pour ainsi dire pas de villes. En 1836, Saint-Brieuc n'a que 11 382 habitants, Dinan 7 396 habitants, Guingamp 6 466 habitants ; les différences entre ces villes sont faibles. Avec 6 856 habitants, la grande commune de Loudéac n'a qu'un petit bourg.

Sur la côte cependant on remarque le poids des aggloméra-

1 - E. Gautier s'est préoccupé d'éclaircir les raisons de cette faible densité démographique du Penthièvre dans sa thèse, "Le problème de l'émigration bretonne étudié à travers la situation économique et sociale des Côtes-du-Nord aux XIX^e et XX^e siècles", thèse manuscrite pour le doctorat ès-lettres, 1 154 p., Paris (non datée, vers 1950).

Parmi toutes les raisons recherchées, il semble que ce soit le système du métayage qui régnait dans le Penthièvre et qui nécessite de grandes exploitations qui soit à l'origine de cette faible densité. Nous reviendrons sur la question dans l'étude de l'état ancien de l'agriculture dans le département.

2 - Voir plus loin les cartes des activités non-agricoles en milieu rural à la fin du XIX^e siècle.

3 - L'armor paraît pourtant déjà favorisé et plus peuplé aux XVII^e et XVIII^e siècles. Voir le rapport de NOINTEL (1698) et ses additifs : bibliothèque municipale Rennes, Mss n° 15 488, analysé dans H. FREVILLE, "L'intendance de Bretagne" (1689-1790), Plihon, Rennes, 1953, 3 tomes, t. I, 514 p. ; t. II, 382 p. ; t. III, 418 p. ; p. 26, t. I.

tions, surtout à l'Ouest : Paimpol, Lézardrieux, Tréguier, Perros-Guirec ...

Sur la carte de 1866, les fortes densités se sont légèrement rétracées au Nord. Trégor et Goëlle demeurent très peuplés, mais ils sont entamés du côté de l'argoad par des taches plus claires : Plouagat, Plouaret n'offrent plus que des densités de 50 à 59 hab./km², au lieu de 60 à 69 comme c'était le cas en 1831. De même, les densités de plus de 100 hab./km² se sont resserrées autour de Dinan. De 1836 à 1866, le département a perdu en tout 42 338 hommes. C'est le fait surtout du pays des toiles autour d'Uzel et de Quintin. Dès 1831, cette région connaît une émigration intense qui se réper^{cute} sur les chiffres d'ensemble du département. Par contre, dans les hautes terres de Cornouaille et du Mené, les densités sont plus fortes en 1866 qu'en 1836. La carte de la répartition des communes selon la date du maximum démographique montre cette avance du Centre-Sud du département. Elle met en lumière le même fait, à savoir la dépopulation précoce du pays des toiles et celle, tardive, de la Haute-Cornouaille et du Mené.

La carte des densités du département en 1911 offre une image ressemblant encore à celle de 1866, mais la dépopulation y est plus marquée. Le Goëlle intérieur s'est vidé depuis 1866. Les cantons de Lanvollon, La Roche-Derrien, Plouaret - leurs chefs-lieux exceptés - ne dépassent plus les 90 hab./km² ¹. Il en est de même de nombreuses communes du canton d'Evran.

Entre 1866 et 1911 la carte des densités s'est allégée, faisant apparaître nettement à cette dernière date l'apparition entre l'inté-

1 - C'est ce que montrait la carte de la "répartition géographique de la population en France ou densité de la population, commune par commune" par TURQUAN (V.), au 1/1 600 000 éditée par Bayle, Paris, non datée (vers 1900), carte en couleurs.

La carte de V. Turquan fait bien apparaître l'opposition entre le Trégor et la Haute-Cornouaille. Mais elle est difficilement utilisable à cause des plages de transition qu'elle ménage entre les fortes et les faibles densités.

rieur et la côte dans le département.

La carte de 1936 montre des plages de fortes densités encore plus resserrées, plus restreintes : seuls les cantons littoraux atteignent ou dépassent les 90 hab./km². Par contre, la majorité des communes de la Cornouaille et du Mené, à l'exception de quelques chefs-lieux de canton, n'atteignent pas une densité de 50 hab./km². Ces deux dernières régions ont connu un maximum démographique tardif (entre 1896 et 1911) mais il a été suivi d'une dépopulation intense.

- Par le recul du rang des Côtes-du-Nord.

Le film des cartes met en évidence les pertes démographiques importantes et précoces du département. Son rang en effet n'a cessé de reculer depuis le début du XIXe siècle, époque à laquelle il venait en tête des départements bretons.

En 1831 et en 1841, les Côtes-du-Nord ne sont dépassées que par la Seine, la Seine-Maritime, le Nord et le Pas-de-Calais. Au cours du XIXe siècle et dans la première moitié du XXe siècle, chaque fois que le département des Côtes-du-Nord recule d'un cran, c'est en général au profit d'un département français qui s'industrialise et s'urbanise : le Rhône en 1866 ; la Loire-Atlantique en 1886 ; la Seine-et-Oise, le Bas-Rhin, les Bouches-du-Rhône en 1891 ; la Moselle en 1906 ; le Haut-Rhin, la Haute-Garonne en 1954 ... Après la seconde guerre mondiale, l'augmentation de la population dans les départements touristiques comme les Alpes-Maritimes produit le même effet sur la position des Côtes-du-Nord.

Le déclin démographique depuis un siècle n'est pas propre aux Côtes-du-Nord. D'autres départements profondément ruraux comme ce dernier ont enregistré des pertes comparables : tels le département de la Creuse et ceux du Sud-Ouest en général ; ou des départements de montagne comme celui du Jura et celui des Basses-Alpes.

Mais alors qu'ailleurs les étrangers ou les originaires d'au-

tres départements comptent, à partir d'un certain moment, dans le renouvellement ou le maintien de la population, ou encore simplement dans le freinage à la dépopulation, dans les Côtes-du-Nord, ce rôle des étrangers est à peu près nul.

Sa nature :

- Pertes de population non compensées par des apports extérieurs.

La population des Côtes-du-Nord est autochtone pour l'essentiel. La proportion des étrangers aux différents recensements y est infime : 11 pour 10 000 habitants en 1876, soit le 75e rang en France ; 7,8 ‰ en 1886 ; 13 en 1921 (87e rang) et pas tout à fait 0,3 ‰ en 1931, l'année où le pourcentage des étrangers en France atteint sa valeur maximum (6,5 ‰). Si en 1925 les étrangers représentaient 7 ‰ de la population française, ils n'étaient que 0,1 ‰ en Bretagne¹.

En 1936 sur 10 000 habitants, la France comptait 534 étrangers :

- le Finistère	.....	18
- le Morbihan	.....	29
- les Côtes-du-Nord	.....	30
- l'Ille-et-Vilaine	.....	44
- la Loire-Inférieure	.....	76

Alors qu'à cette date on comptait :

- 7 500 en Tarn-et-Garonne soit	.....	455 ‰
- 17 478 en Lot-et-Garonne soit	.....	690 ‰
- 52 000 dans l'Hérault soit	.....	1 030 ‰

Dans les autres départements que les départements bretons, avec le temps, les fils d'étrangers implantés étoffent les effectifs des

1 - "A peu près aucune main-d'œuvre étrangère n'était employée dans les Côtes-du-Nord avant la guerre". "Le développement économique des Côtes-du-Nord, agriculture, industrie, commerce", 1919 par le Comité d'action économique de la Xe Région, éd. Guyon, Saint-Brieuc, VI p. + 303 p. (p. 99).

conscrits, du fait de la loi du 10 août 1927 qui favorisait l'acquisition de la nationalité française. Les Côtes-du-Nord, elles, n'offrent presque que des Bretons de pure souche.

Comparé à celui des départements du Sud-Est, tels le Var, les Bouches-du-Rhône, la Haute-Savoie, ou à ceux du Sud-Ouest, au Lot-et-Garonne par exemple, le pourcentage des étrangers dans la population totale des Côtes-du-Nord paraît très faible constamment¹.

Il y a même très peu de Français habitant les Côtes-du-Nord et nés dans d'autres départements que ce dernier², de 2 à moins de 6 % de sa population entre 1872 et 1911, alors qu'en France en général le pourcentage des individus nés dans un autre département que celui de leur résidence peut atteindre le quart de la population, comme c'est le cas en 1901. Ainsi les Côtes-du-Nord connaissent très peu d'immigration que celle-ci soit d'origine française ou étrangère.

- Pertes de population non-compensées par un développement urbain.

La forte population des Côtes-du-Nord ne doit donc presque rien aux apports extérieurs, étrangers ou non. Elle ne doit pas non plus

1 - En Dordogne les apports bretons ont été importants. Voir Paul SERANT, "La Bretagne et la France", Fayard, 1971, 440 pages ; p. 137 : "En 1928, un recensement des familles non originaires établies en Dordogne mettait en tête les Bretons (800 familles) ..."

D'une façon générale, le Sud de la France a bénéficié de l'immigration, espagnole dans le Sud-Ouest, italienne dans le Sud-Est. Voir A. -Marie FAIDUTTI-RODOLPH, "L'immigration italienne dans le Sud-Est de la France", 1964, 383 pages ; t. I, Etudes et Travaux de "Méditerranée".

2 - Archives départementales - dénombbrements - série M.

13 564	en 1872	soit 2	%	
18 808	en 1876	soit 3	%	
21 444	en 1881	soit 3,6	%	
22 050	en 1886	soit 3,8	%	(France 16 %)
26 986	en 1891	soit 4,3	%	
28 477	en 1896	soit 4,6	%	
29 565	en 1901	soit 4,8	%	(France 25 %)
30 841	en 1906	soit 5	%	
34 966	en 1911	soit 5,7	%	

beaucoup aux villes. Son augmentation jusqu'en 1866 et le maintien de ses fortes densités en de nombreux endroits ne s'expliquent pas par un développement urbain. En 1936 encore Saint-Brieuc dépasse à peine 30 000 habitants et Dinan, la deuxième ville du département, à peine 10 000. Les agglomérations ne bénéficient pas de forts apports des migrants¹. De 1901 à 1906, E. Gautier² a relevé un excédent rural d'émigration de 17 489 individus alors que les centres urbains des Côtes-du-Nord n'enregistrent un excédent d'immigration que de 2 628 et seulement un accroissement net de 877 personnes, ce qui signifie que les villes ont un déficit naturel très fort par suite des mauvaises conditions d'hygiène et de vie. Les ruraux viennent mourir en ville comme nous le verrons plus loin. Entre 1921 et 1926 il y a même une diminution de la population urbaine qui passe de 69 514 à 66 744. Lannion a moins d'habitants en 1921 qu'en 1851, Loudéac moins en 1936 qu'en 1836.

Le caractère profondément rural du département n'est pas original dans sa région³ mais il y est particulièrement net. Le rôle des villes n'a donc pas été décisif. Toutefois, dans le détail on relèvera çà et là l'action de petits centres locaux, situés pour la plupart sur le littoral.

Mais dans l'ensemble des 150 dernières années la supériorité des Côtes-du-Nord ne réside pas dans sa densité moyenne puisque, faute de grandes villes, les chiffres moyens de densité ne peuvent riva-

-
- 1 - C'est le phénomène inverse de ce qui s'est passé dans le Jura du Sud où "les mouvements de migration intérieure ... ont abouti au XIXe siècle et au début du XXe, à la constitution de la pléiade des petites villes industrielles du Bugey, aux dépens des campagnes voisines" : LEBEAU (R.), "La vie rurale dans les montagnes du Jura méridional. Etude de géographie humaine". Publication de la Revue de géographie de Lyon, 1955, 603 p. ; p. 255. - Par contre dans les "zones marginales" comme le Revermont et le pays de Gex "il semble que, de très bonne heure, avant 1850, une émigration assez considérable se soit dirigée du Revermont vers Bourg et Lyon et du Sud-Ouest du Bugey vers cette dernière ville". LEBEAU (id.), p. 259.
- 2 - GAUTIER (E.), op. cit., p. 37.
- 3 - PHILIPPONNEAU (M.), "Le problème breton...", p. 53, fig. n° 20 ; "Evolution de la population rurale et urbaine de 1831 à 1954", qui montre la forte proportion des ruraux en Bretagne.

liser avec ceux des grandes régions industrielles : le Nord, la Seine ou la Lorraine.

Conclusion.

Le film des cartes de la densité de population totale met en évidence des pertes importantes et précoces dans le Centre-Sud du département. Entre 1836 et 1866, une tache blanche s'installe dans cette région. La carte de 1911 confirme le fait. Par contre, le littoral maintient en partie ses fortes densités. C'est là un trait fondamental qui a frappé les géographes depuis longtemps. En 1905, E. Robert¹, au terme d'une analyse de la densité de la population en Bretagne, concluait qu'en définitive "ni la nature du terrain, ni la tectonique, ni la composition du sol arable, ni même la présence d'industries assez importantes ne peuvent apporter de troubles graves à ce phénomène général : les populations de la Bretagne ont tendance à s'agglomérer sur les rebords extrêmes de la côte et sont plus particulièrement denses dans les cantons où les rivages sont plus finement découpés, où les terres sont plus intensément pénétrées par la mer, c'est-à-dire partout où se développe plus particulièrement la véritable côte à rias". La concentration de la population sur le littoral est une constante de la répartition démographique au XIXe siècle. Elle n'a fait que se renforcer au cours de cette période. Cette donnée essentielle de la géographie humaine des Côtes-du-Nord n'est pas propre au département mais elle y est particulièrement nette.

La série des cartes nous prouve qu'il y avait plus d'uniformité autrefois qu'aujourd'hui dans la répartition de la population et que la dépopulation a surtout touché l'intérieur des terres.

Comment expliquer l'ensemble de cette dépopulation ? Quelles sont les raisons de l'opposition, et du renforcement de celle-ci, entre

1 - ROBERT (E.), "Densité de la population en Bretagne, calculée par zones d'égal éloignement de la mer". Travaux du Laboratoire de Géographie de l'Université de Rennes (n° 4), 1905, p. 1 à 108, avec une carte hors-texte de cette densité.

l'armor et l'argoaat ? Les pertes de l'argoaat ont-elles profité à l'armor ? Autant de questions auxquelles nous allons essayer de répondre en dressant le bilan migratoire et celui du mouvement naturel.

B) La grande responsable des pertes démographiques : l'émigration.

La grande responsable de la dépopulation des Côtes-du-Nord est l'émigration¹.

- L'importance numérique de l'émigration dans les Côtes-du-Nord et son rythme selon les époques.

"L'émigration est continue dans le département des Côtes-du-Nord depuis 1831"², plus forte qu'en Ile-et-Vilaine et plus précoce que dans le Morbihan ou le Finistère. Pour l'ensemble du département, les pertes de population par émigration sont particulièrement lourdes entre 1851 et 1856 : 21 300 personnes, pertes comparables à celles du Finistère pour le même intervalle (19 000 personnes) tandis que le Morbihan voit partir seulement 8 500 personnes. Les effets de l'émigration ont été renforcés à ce moment-là par l'épidémie de choléra qui a sévi très fortement dans les Côtes-du-Nord³. L'émigration est encore

- 1 - Pour étudier celle-ci à l'échelon départemental nous disposons des documents d'archives et de ceux de l'INSEE. Notamment de "l'annuaire statistique rétrospectif" de l'INSEE, de 1969, qui donne le bilan migratoire aux différentes époques intercensitaires. - Aux archives, les renseignements se trouvent dans "Mouvements de la Population. Etats récapitulatifs", série M.
- 2 - PHILIPPONNEAU (M.), "Le problème breton et le programme d'action régionale. Un problème-type de la politique de développement des économies régionales", A. Colin, 1957, 175 p. ; p. 33.
- 3 - Nous n'avons pas pu comptabiliser les décès par choléra, mais nous avons trouvé des preuves de l'importance des ravages de l'épidémie dans de nombreux ouvrages contemporains : par exemple l'Annuaire dinannais pour 1833, 2e année Huart, Dinan, 315 p. + p. supplément. P. 296 à 302 où l'on décrit la situation du village de l'Isle en St-Cast : sur les 363 personnes que comptait ce village au 30 juillet 1833, 60 partirent, fuyant les moribonds contagieux, 100 furent atteints et 37 moururent. Trois mois après, au 29 octobre, le village se retrouvait donc presque vide .. Dans les commentaires des maires à différents propos (situation économique, dans différentes enquêtes ; par exemple, encore, en 1884 : enquête sur l'industrie et l'agriculture) ; (Archives départementales, série M) nous avons retrouvé fréquemment les traces de ces ravages.

plus forte entre 1876 et 1881. Elle culmine entre 1946 et 1954, pour la troisième fois en valeur moyenne annuelle. La moyenne annuelle du déficit migratoire en chiffre absolu est forte de 1872 à 1881¹, supérieure à 5 000, et, comparé aux autres départements "c'est toujours le département des Côtes-du-Nord qui est le plus touché ...".¹

De 1876 à 1901, les Côtes-du-Nord occupent le cinquième rang parmi les départements français pour l'émigration, juste après la Lozère, les Landes, l'Aveyron et l'Ariège. En 1911, les Côtes-du-Nord, sont en tête pour leur excédent d'émigration. C'est l'époque où les filles partent servantes à Montparnasse. De 1921 à 1926, l'excédent d'émigration est de 6 500 par an, et de 1926 à 1931, de 4 000 encore.

Si on suit des tranches d'âges dans l'existence, on perçoit nettement l'importance de l'émigration. Par exemple, les 28 271 hommes qui avaient de 20 à 25 ans en 1876 n'étaient plus que 18 694 en 1881. Les 28 427 individus âgés de 20 à 25 ans en 1881 n'étaient plus que 18 065 en 1886.

Pour les femmes, comme pour les hommes, on constate le même amenuisement d'un groupe d'âge d'un recensement à l'autre. Les 35 118 femmes des Côtes-du-Nord de 20 à 25 ans en 1876 n'étaient plus que 19 506 en 1881. Les 35 588 du même âge (20 à 25 ans) en 1881 n'étaient plus à leur tour que 19 880 en 1886.

Leur disparition en si grand nombre d'un recensement à l'autre ne peut s'expliquer par la seule mortalité. Voici, à titre d'illustration le nombre des individus de 15 à 20, 20 à 25, et 25 à 30 ans de 1876 à 1936, aux différents recensements pour l'ensemble du département. La série des âges aux différents recensements laisse à penser qu'on a émigré de plus en plus jeune.

1 - PHILIPPONNEAU (M.), "Le problème breton ...", p. 35 qui a utilisé les "statistiques annuelles du mouvement de la population", 1901 pour la période 1831-1900.

Recensements	En chiffre absolu, les effectifs des tranches d'âges d'un recensement à l'autre dans les Côtes-du-Nord					
	15 à 20 ans		20 à 25 ans		25 à 30 ans	
	Sexe masculin	Sexe féminin	Sexe masculin	Sexe féminin	Sexe masculin	Sexe féminin
1876	30 825	33 085	28 271	35 118	28 853	22 600
1881	29 237	31 353	28 427	35 588	18 694	19 506
1886	27 806	28 797	26 338	30 198	18 065	19 880
1891	27 822	29 490	24 806	25 474	20 616	22 413
1896	28 326	29 744	24 177	27 452	18 607	19 673
1901	26 753	27 543	19 416	23 930	18 800	20 725
1906	26 612	27 142	21 012	23 498	20 230	21 449
1911	26 414	26 247	18 345	22 253	18 867	20 976
1926	26 804	25 926	20 476	23 509	18 457	20 510
1931	22 727	22 921	20 992	20 958	19 625	19 954
1936	17 439	17 298	18 550	18 838	19 652	18 659

Période	En % : Les pertes d'un recensement à l'autre			
	Les 20-25 ans ont augmenté ou diminué de.. (par an)		Les 25-30 ans ont augmenté ou diminué de.. (par an)	
	Sexe masculin	Sexe féminin	Sexe masculin	Sexe féminin
1876-1881	- 1,94 %	+ 1,51 %	- 8,46 %	- 8,89 %
1881-1886	- 1,98 %	- 0,73 %	- 7,29 %	- 8,82 %
1886-1891	- 2,41 %	- 2,30 %	- 4,34 %	- 5,15 %
1891-1896	- 2,62 %	- 1,38 %	- 4,99 %	- 4,55 %
1896-1901	- 6,29 %	- 3,90 %	- 4,44 %	- 4,90 %
1901-1906	- 4,29 %	- 2,93 %	+ 0,83 %	- 2,07 %
1906-1911	- 6,21 %	- 3,60 %	- 2,04 %	- 2,14 %
1911-1926	- 4,49 %	- 2,08 %	- 0,12 %	- 1,56 %
1926-1931	- 4,33 %	- 3,83 %	- 0,83 %	- 3,02 %
1931-1936	- 3,67 %	- 3,56 %	- 1,27 %	- 2,19 %
Moyenne de 1872 à 1936	- <u>3,46 %</u>	- <u>1,78 %</u>	- <u>3,04 %</u>	- <u>4,74 %</u>

Tableau n° 1 - Sources : Les tranches d'âges d'un recensement à l'autre.

Pour le sexe masculin, de 1876 à 1931, on a toujours un nombre de 15 à 20 ans supérieur à celui de 20 à 35 ans, lui-même supérieur à celui des 25 à 30 ans parce que la tranche des 15 à 20 ans, au recensement qui suit, a des pertes considérables (qui ne peuvent être dues seulement aux décès) : par exemple les 30 825 jeunes de 15 à 20 ans en 1876 ne sont plus que 28 427 en 1881 ; les 29 237 jeunes de 15 à 20 ans en 1881 ne sont plus que 26 338 en 1886 etc ... c'est-à-dire qu'en l'espace de cinq ans il est parti (ou morts) 2 899 hommes qui avaient de 20 à 25 ans, entre 1881 et 1886, soit plus de 579 par an. De 1911 à 1906 ils sont 1 613 par an. Pour le sexe féminin, l'émigration sévit dans des proportions moins fortes pour les 20-25 ans et plus fortes pour les 25-30 ans. Au total, les pourcentages des pertes par émigration (et mortalité) sont légèrement plus élevés pour le sexe féminin que le masculin. (6,52 % de 20 à 30 ans contre 6,50). De plus il y a eu évolution dans le temps : dans la première partie de la période considérée les éléments féminins jeunes (20-25 ans) disparaissaient en moindre proportion que les plus âgés (25-30 ans). A partir de 1901, c'est le contraire qui se produit : le pourcentage de pertes parmi les 20-25 ans est plus fort que parmi les 25-30 ans. Les femmes sont donc parties de plus en plus jeunes. Pour le sexe masculin, il semble que le phénomène soit l'inverse.

Ainsi de 1800 à 1946, on peut estimer à 350 000 personnes l'excédent d'émigration. A ce chiffre énorme, il convient d'ajouter une forte émigration saisonnière puisqu'au recensement de 1886 (30 mai) 17 518 personnes sont portées absentes¹.

A-t-on émigré de partout, dans les mêmes proportions ? G. Le Guen remarque que "si l'accord se fait sur l'importance du rôle de l'émigration, il cesse lorsqu'il s'agit de préciser les aspects historiques ou régionaux de cette émigration"².

1 - L'émigration saisonnière est considérable en Bretagne. Les "Johnnies" sont les émigrants de Roscoff les plus connus (voir CALVEZ (E.), mémoire de maîtrise, 1968), mais le phénomène existe aussi dans les Côtes-du-Nord. Nous y reviendrons.

2 - LE GUEN (G.), "Types régionaux d'évolution démographique en Bretagne", Norois, oct.-déc. 1960, p. 369-405.

- Les mouvements migratoires sont très variables selon les "pays".

Méthode de recherche en ce qui concerne l'échelon de la commune et des "pays" à l'intérieur du département.

Pour analyser les mouvements migratoires, à l'intérieur du département, nous ne possédons aucun document officiel. Nous pouvons seulement les saisir par recoupement¹, à l'aide de tableaux - du type de celui de Paule - qui offrent, en définitive, un bilan migratoire. Malheureusement, le nombre des décès et naissances conservé aux Archives départementales² est donné sur des listes décennales, par ordre alphabétique des familles, et ces listes couvrent des périodes de dix ans ne correspondant pas aux intervalles des recensements. Tandis que les recensements ont été faits de 1836 à 1946 de 5 ans en 5 ans, sauf les exceptions au moment des guerres, les listes des naissances et décès commencent en 1833, 1843³ ... Elles s'arrêtent à 1903⁴. Pour une période assez longue de 1836 à 1906, on peut admettre que le décalage n'en-

1 - Voir le tableau n° 2. - Archives départementales : "Tables décennales", série E, données par commune : nés, mariés, et décédés sans ordre chronologique, pour chaque période décennale. Il n'existe pas de récapitulation en dehors du cadre communal. Les listes alphabétiques donnent l'année de naissance ou de décès, de chaque individu. En reprenant année par année et à l'intérieur de chaque famille on peut dresser la situation exacte pour chaque année du recensement, ce qu'a fait GAUTIER (E.) auquel nous nous fions. Nous l'avons fait pour quelques communes à titre de sondage pour vérifier non pas le bien-fondé de la méthode employée mais l'exactitude des calculs. Voici l'exemple de Paule (voir tableau n° 2).

2 - Voir note 3, p. 20.

3 - Nous considérons les tables à partir de 1833. En fait, elles existent depuis 1813, en application du décret du 20 juillet 1807 : la toute première table récapitulant naissances, décès, et mariages, va du 21 septembre 1802 au 1er janvier 1813.

4 - Aux Archives départementales les listes de naissances et décès s'arrêtent en 1903. Nous n'avons pas eu accès aux documents plus récents, qui se trouvent encore aux tribunaux de première instance. Pour la période de 1921 à 1931 nous nous fions donc à l'étude d'E. GAUTIER qui, lui, avait eu accès à ces documents.

I	II	III	IV	V		VI	VII
Recensement de :	Population du recensement de l'année de la colonne I	Excédent ou déficit pour 5 ans calculé le plus proche de l'année du recensement considéré	Population théorique de l'année du recensement suivant le recensement I	Population réelle au recensement :		Différence entre 2 et 5	Perte ou gain moyen par an sur 5 ans
				Population	Année		
1831	1 686	de 23 à 33 = 112	1 686 + 112 = 1 798	1 482	1836	- 316	- 63,2
1836	1 482	de 33 à 43 = 48	1 482 + 48 = 1 530	1 708	1841	+ 178	+ 35,6
1841	1 708	de 33 à 43 = 48	1 708 + 48 = 1 756	1 727	1846	- 29	- 5,8
1846	1 727	de 43 à 53 = 31	1 727 + 31 = 1 758	1 625	1851	- 133	- 26,6
1851	1 625	de 43 à 53 = 31	1 625 + 31 = 1 656	1 537	1856	- 119	- 23,8
1856	1 537	de 53 à 63 = 1/2	1 537 + 0,5 = 1 537,5	1 483	1861	- 54,5	- 10,9
1861	1 483	de 53 à 63 = 1/2	1 483 + 0,5 = 1 483,5	1 650	1866	+ 197	+ 38,1
1866	1 650	de 63 à 73 = 71	1 650 + 71 = 1 721	1 600	1872	- 121	- 24,0
1872	1 600	de 63 à 73 = 71	1 600 + 71 = 1 671	1 639	1876	- 32	- 6,4
1876	1 639	de 73 à 83 = 106	1 639 + 106 = 1 745	1 454	1881	- 291	- 58,0
1881	1 454	de 73 à 83 = 106	1 454 + 106 = 1 560	1 497	1886	- 63	- 12,6
1886	1 497	de 83 à 93 = 150	1 497 + 150 = 1 647	1 689	1891	+ 42	+ 8,4
1891	1 689	de 83 à 93 = 150	1 889 + 150 = 1 839	1 721	1896	- 118	- 23,6
1896	1 721	de 93 à 103 = 153	1 721 + 153 = 1 874	1 812	1901	- 62	- 12,4
1901	1 812	de 93 à 103 = 153	1 812 + 153 = 1 965	1 890	1906	- 75	- 15,0

Tableau n° 2 : Approche de l'immigration et l'émigration dans une commune : l'exemple de PAULÉ

Sources : Tables décennales et dénombremments de la population de 1831 à 1906 (archives départementales), série E et recueil des actes administratifs. Les dénombremments du XIXe siècle ne donnent pas les chiffres de l'immigration ou de l'émigration par commune, d'où la confection de ce tableau.

Commentaire : Le tableau montre une émigration irrégulière mais importante. De rares exceptions : pour 1836, 1861 et 1886. - Dans le détail, les calculs à l'échelon communal sont souvent déroutants. Nous avons par exemple, trouvé une immigration à Saint-Jacut du Mené une année sur 3. A l'échelon des pays, par contre, les statistiques sont beaucoup plus significatives.

traîne pas trop d'inexactitude.

Pour la période de 1921 à 1931, les bordereaux trimestriels de naissances et décès¹ permettent de faire le point aux recensements. Pour la période de la deuxième guerre mondiale les cartes d'alimentation donnent le chiffre exact de tous les émigrés sortis de Bretagne (de Bretagne seulement) et résidant en France en 1940 - pour 390 communes -. Y font défaut les prisonniers, les engagés dans l'année de la Libération, les gens établis aux colonies et à l'étranger.

La documentation est donc à peu près sûre, - avec les réserves faites plus haut -, pour la période 1836-1906, et à partir de 1921, et pour l'année 1940. Pour la période postérieure, de 1954 à aujourd'hui, nous avons pu établir les graphiques des naissances et décès des populations rurales par canton grâce aux renseignements de l'INSEE²

Analyse des rythmes divers de l'émigration selon les "pays".

- Jusqu'en 1906.

De 1836 à 1906 l'excédent d'émigration peut être estimé à environ 140 000 personnes sans tenir compte des 30 000 individus recensés dans les Côtes-du-Nord en 1906, mais nés en dehors du département³. La moyenne annuelle est donc environ de 2 500 personnes de 1836 à 1906.

Les régions démographiques ont contribué ainsi à cet excédent d'émigration⁴ :

1 - Voir note 4, p. 24.

2 - Voir plus loin le chapitre sur l'évolution récente de la population.

3 - Archives départementales, série M. Ce chiffre de 140 000 est voisin de celui de R. Musset : 143 600 (Annales de Géographie, 1923, p. 185 à 188) pour la période de 1801 à 1896. Article intitulé "La population et l'émigration bretonnes".

4 - Cet excédent d'émigration a été calculé par E. GAUTIER, (ouvrage cité) et vérifié partiellement par nous, selon un procédé revenant à relever l'excédent des naissances ou des décès enregistrés entre deux recensements, en l'ajoutant au premier des deux recensements considérés. La différence entre le chiffre ainsi obtenu et le chiffre du deuxième recensement représente l'excédent d'émigration ou d'immigration.

Trégor pour	.....	34 526
Goëlle pour	.....	14 205
Pays des toiles pour	.....	39 847
Bassin occidental pour	.....	10 830
Monts de Cornouailles pour	.....	22 630
Pays de Broons pour	.....	13 569
Penthièvre pour	.....	3 217
Pays de Dinan pour	.....	34

A l'intérieur des différents "pays" quelques communes présentent des excédents d'immigration entre 1836 et 1906. Ces communes sont St-Brieuc avec un excédent d'immigration de 18 589 individus, Guingamp (5 320) et Dinan (5 928) et plusieurs petites autres villes, dont Moncontour, Corlay, La Chèze, Broons, Rostrenen et Gouarec. C'est le littoral qui bénéficie le plus des apports de population. Ces excédents d'immigration de quelques communes diminuent les excédents d'émigration du "pays" où elles se situent. Ils faussent donc l'aspect des faits, d'autant plus que les communes ne drainent pas seulement la population de leur pays propre. On peut cependant remarquer qu'en dehors du littoral, l'immigration intéresse essentiellement les petites villes : Moncontour, Rostrenen, Gouarec ...

Si l'on examine le pourcentage de l'excédent d'émigration par rapport à la population totale, les régions se classent autrement. Le pays des toiles vient en tête de toute manière avec 58 %, mais les Monts de Cornouaille le suivent, atteignant 51 %, puis le Trégor 43 %, le Goëlle 35 %, et le Bassin occidental 33 %. Pour le pays des toiles non caractérisé, le pourcentage n'atteint que 17,5 %, pour le Penthièvre : que 16,5 % ; pour le pays de Dinan : que 15 % et pour celui de Broons : que 14 %.

C'est donc dans la moitié occidentale du département qu'on a le plus émigré, dans le pays bretonnant, et non pas dans le pays gallo. C'est ce que montrent les cartes de densité totale de 1836 à 1906 où les plages plus claires gagnent à l'intérieur, à l'Ouest surtout. De 1836 à 1856, les plus grosses pertes sont celles du pays des toiles caractérisé. Les Monts de Cornouaille suivent de près.

- De 1906 à 1954.

Dès le début de l'émigration, les différentes régions du département ont donc fourni des contingents variables à l'émigration. De plus, elles se situent différemment les unes par rapport aux autres pour les époques postérieures, tout en se ressemblant par l'accélération générale du phénomène d'émigration. Le calcul de la valeur moyenne centrale par an de l'excédent d'émigration¹ pour 10 000 habitants de 1836 à 1866 puis de 1866 à 1906 et de 1921 à 1931 fait apparaître l'évolution du classement des pays. Cette évolution n'est pas un renversement puisque "Toiles Caractérisées" et Monts de Cornouaille gardent les deux premières places. Seuls ont fait un véritable bond, le Bassin occidental et le pays de Broons ; Goëlo, Penthievre et pays de Dinan évoluent dans le même sens. Leur excédent d'émigration demeure modeste par rapport aux pays qui ont fourni de très forts contingents.

Pour les périodes plus récentes les rythmes annuels de l'émigration demeurent élevés, avec un ralentissement après la crise de 1929, bien qu'on puisse toujours citer des exemples très frappants de départ. E. Gautier a relevé en 1936 un seul ménage restant dans la commune sur les 11 créés par le mariage au cours de l'année 1936 à Buhulien (près de Lannion). A la Motte, près de Loudéac, on peut noter une proportion semblable de départs vers Paris à la même époque.

Au début de l'Occupation on peut avoir une idée du nombre des originaires des communes des Côtes-du-Nord domiciliées hors de Bretagne d'après la fiche 1 bis dressée dans les mairies en vue de l'établissement de la carte d'alimentation. La commune d'origine devait en

1 - On peut définir une valeur centrale par an de l'excédent d'émigration, non pas comme la moyenne arithmétique des excédents d'émigration, mais comme le pourcentage d'excédent d'émigration de la commune qui occupe le centre de la liste des communes de la région considérée, classées dans l'ordre à ce point de vue. Idée d'E. Gautier qui nous semble mieux faire ressortir la vérité que des moyennes qui risquent d'être défigurées par le comportement de quelques villes ou par quelques cas aberrants qui s'expliquent par des causes particulières.

effet fournir des renseignements à la commune du domicile du détenteur de la carte¹. Il y aurait eu alors 100 000 originaires des Côtes-du-Nord domiciliés hors de Bretagne.

Pendant la guerre de 1939-1945 elle-même, l'émigration a continué, mais nous ne pouvons la préciser². Au lendemain de la libération de nombreux départs ont eu lieu, mais là non plus, nous ne pou-

1 - De ces listes sont exclues les personnes, qui se trouvaient à l'étranger et celles qui jugèrent bon de ne pas révéler leur identité. Dans les Côtes-du-Nord, les secrétaires de mairie ont relevé seulement les habitants hors de Bretagne et originaires du département. Ces listes étaient destinées au Service du Ravitaillement et un nombre infime de communes faisaient défaut. Nous n'avons pas retrouvé ces listes aux Archives départementales qui n'ont pas pu nous indiquer ce que ces listes étaient devenues (août 1973). Nous nous fions donc ici entièrement à l'étude de E. Gautier. E. Gautier a tiré de cet immense travail une carte très révélatrice du pourcentage des originaires domiciliés hors de Bretagne en 1940. Pour pallier les quelques lacunes qui existent dans les listes, on a pris par canton la moyenne arithmétique des pourcentages de communes, pourcentages concernant seulement les émigrés hors de Bretagne. Les pourcentages de l'argot sont affaiblis par rapport à l'aspect réel de leur émigration, car celle-ci se dirige en partie vers l'armor et vers l'Est, Ille-et-Vilaine ou même intérieur des Côtes-du-Nord. C'est pourquoi sans doute le canton de Maël-Carhaix n'atteint que 23 %, alors qu'il avait une émigration très forte entre 1921 et 1931. Le canton de Plœuc occupe la première place (32 %) à cause de ses chiffonniers - avec celui de Plestin-les-Grèves (32 % également) -. Les cantons maritimes de l'Est sont peu touchés, mais la source d'enquêtes ne tient pas compte des résidents aux colonies qui échappent au recensement des cartes d'alimentation.

Ainsi, pendant la seconde guerre mondiale, compte tenu des corrections pour les quelques communes manquantes qui peuvent être affectées d'une valeur moyenne égale à celle de leur canton, E. Gautier avance le chiffre de 104 000 originaires des Côtes-du-Nord domiciliés hors de Bretagne.

2 - Le Service des migrations intérieures a dû laisser des documents concernant, sans précision, les Bretons. Nous n'avons pas retrouvé ces listes aux Archives départementales (août 1973).

vons préciser car la présence des réfugiés fausse tout¹. L'émigration vers l'Amérique en particulier a connu une accélération. Ce courant remonte à 1837 et l'exemple est venu du Morbihan, du canton de Gourin, à la limite du département et même, plus précisément, de la commune de Roudouallec. Depuis qu'un certain Nicolas Le Grand est parti en 1881, 6 000 Gourinois sur 55 000 Bretons² sont partis aux U.S.A. jusqu'à nos jours. On les appelle les Américains.

En chiffres absolus, sur notre graphique de l'évolution du bilan migratoire, la période 1946-1954 accuse une forte pointe même si on se rappelle qu'elle couvre 8 ans : le bilan migratoire est alors de moins 22 900 individus. Le ralentissement de l'émigration n'est sensible qu'à-près 1955.

Conclusion.

L'émigration s'est manifestée de façon différente selon les périodes et selon les secteurs géographiques. De 1831 à 1906, les grands traits de l'émigration se mettent en place : prépondérance des pertes en pays bretonnant par rapport au pays gallo et prépondérance des pertes en argoat par rapport à l'armor. De 1906 à 1954, ces grands traits demeurent mais ils sont encore plus marqués. Le classement des "pays" les uns par rapport aux autres dans cette deuxième phase reste en gros ce qu'il était entre 1831 et 1906. Le nombre d'individus originaires des Côtes-du-Nord en 1943 et n'y résidant plus est sensiblement le même que celui de 1911 alors que la population du département a diminué entre temps. Pour 1946-1954, nous sommes au creux de la vague avec un bilan migratoire négatif de 22 900 individus.

Dans quelle mesure l'immigration a-t-elle apporté quelques

-
- 1 - MEYNIER (A.), "Les déplacements de la population vers la Bretagne en 1939-40" dans Travaux du laboratoire de géographie, n° 14, p. 128-153.
 - 2 - "L'annuaire des 10 000 Bretons", Presses Universitaires de Bretagne, St-Brieuc, 1971, 758 p. ; p. 364 dans "les Bretons d'Amérique du Nord, d'Argentine et d'Australie" ; p. 363 à 391 par LE CLECH (G.).

corrections au tableau de l'émigration ?

- L'immigration et les migrations internes ont-elles apporté quelques correctifs à l'émigration ?

L'émigration a touché essentiellement l'argoaat. Sa contre-épreuve, l'immigration, a-t-elle une localisation spécifique aussi nette ? Dans quelle mesure l'armor en a-t-il profité ?

A l'égard de l'immigration, et comme nous pouvions nous y attendre après l'étude de l'émigration, les Côtes-du-Nord ont eu un comportement variable selon les secteurs. En gros, trois secteurs se partagent le département : un à l'Est comprenant 13 cantons, de Lamballe à Merdrignac ; un à l'Ouest (d'une ligne de St-Brieuc à Corlay) avec 22 ; et un au Centre comprenant le pays des toiles, avec 13¹.

Le classement invariable des pays en trois zones Est, Centre et Ouest, jusqu'en 1931.

De 1836 à 1866 un grand contraste apparaît entre l'Est et le Centre : l'Est a 95 % de ses communes qui enregistrent une certaine immigration : en moyenne cette immigration, pour laquelle la somme algébrique avec l'émigration n'est faite ici, est de 6 % en 30 ans. Pour le Centre les pourcentages sont respectivement 20 % et 2 % ; pour l'Ouest 40 % et 5 %. Pour le Centre, la ruine des toiles et des forges explique les pertes démographiques. Pour les deux autres régions, le mouvement migratoire d'Ouest en Est et de l'intérieur vers le littoral se sont faits au bénéfice de l'immigration. L'activité des carrières et le tourisme agissent dans le même sens puisque ce sont les mêmes secteurs géographiques qui portent ces activités.

Par la suite, le classement des trois régions demeure le même.

1 - D'après GAUTIER (E.), op. cit., p. 470 ; en considérant pour quatre périodes 1836-66, 1866-86, 1886-1901, et 1921-31, l'immigration et en l'additionnant à l'intérieur des trois grandes zones Est, Ouest et Centre. Il est tenu compte ici de l'immigration, quelque soit le solde migratoire de la commune.

REGION	1836-1866		1866-1886		1886-1901		1921-1931	
	%	Rang	%	Rang	%	Rang	%	Rang
Est	95	1	55	1	28	1	8	1
Centre	40	2	20	2	17	2	7	2
Ouest	20	3	15	3	8	3	1	3

Tableau n° 3 : Pourcentages des communes qui ont accueilli une certaine immigration pour une durée d'un lustre (5 ans).

Sources : GAUTIER (E.), ouvrage cité (voir remarques dans notre texte).

Les migrations internes : leur importance de 1931 à 1954.

- La marche à la mer : D'une autre manière, en considérant l'évolution démographique d'ensemble des communes, nous saisissons une certaine marche à la mer.

Pour les quinze années suivantes, de 1931 à 1946, l'augmentation de la population par commune (et non plus seulement l'immigration) départage très nettement les Côtes-du-Nord en deux régions dont la ligne de démarcation court parallèlement à la côte. La première comprend les cantons littoraux, plus quelques autres qui jouxtent ceux-ci : La Roche-Derrien, Bégard, Plœuc et, à l'Est, Dinan. Il faut y rattacher les cantons du Centre, ceux de Loudéac et La Chèze. En tout, cela représente 28 cantons. C'est la région où le plus grand nombre de communes augmentent de population : sur 236 communes, 110 ont augmenté de population et, parmi elles, le 1/3 est situé directement sur la mer, soit 38 communes sur les 56 qui touchent le rivage dans les Côtes-du-Nord. Les autres communes qui augmentent également se trouvent toutes proches des précédentes, ou bien elles sont des chefs-lieux de cantons. La marche à la mer est donc une réalité. Des analyses réalisées à titre de sondage révèlent que l'augmentation de population qu'on observe dans les communes littorales est liée à l'immigration.

- La marche vers l'Est.

L'autre grande direction, - celle de Paris mise à part -, enregistre des glissements de population vers l'Est. Elle se retrouve dans tous les départements bretons. Le département qui reçoit le plus d'émigrés bretons est celui qui est le plus proche à l'Est : par exemple pour le Finistère, c'est le Morbihan en 1911. Pour les Côtes-du-Nord, c'est l'Ille-et-Vilaine à la même date ; et pour la Loire-Inférieure et l'Ille-et-Vilaine c'est respectivement le Maine-et-Loire et la Mayenne¹

Cette marche vers l'Est se lit à l'intérieur des Côtes-du-Nord. Les pentes du Mené, spécialement St-Evran, Langourla, Sévignac, Plénée-Jugon envoient se placer des domestiques dans les communes de Ploubalay, Plouër, Pleudihen, en bordure de la mer et de la Rance au Nord-Ouest ; souvent ces domestiques deviennent marins et s'évadent vers Le Havre, Cherbourg et Boulogne.

Dans la partie occidentale du département on retrouve les mêmes directions dans le détail des mouvements. Les habitants du Haut-Corlay se rendent à St-Brandan, tandis que cette même commune recrute des ouvriers agricoles dans le canton de St-Nicolas-du-Pélem. Ces déplacements ne sont souvent que des étapes en attendant le départ vers Paris. Les dénombrements de Quintin (à partir de 1906)² sont tout à fait significatifs à cet égard: Quintin sert de relais. La petite ville recense 4 ou 5 individus originaires de l'intérieur du département, de sa petite région le plus souvent, quand elle en compte un seulement venant de l'armor. En particulier, s'y installent des ménagères (bonnes), des couturières et des aubergistes venus de Seven-Lehart et des domestiques de toutes les communes de son canton. Quand un individu est né dans l'armor, c'est en général un petit fonctionnaire (gendarme, facteur) .

Marche vers la mer et marche vers l'Est sont préparées par des migrations temporaires, celles que M. Gautier³ a analysé dans sa

1 - Le lieu de naissance n'est donné sur la feuille de recensement qu'à partir de 1906.

2 - Archives départementales, dénombrement 261. - 3. Quintin, année 1906 et suivantes, série M.

3 - GAUTIER (M.), "La Bretagne Centrale", op.cit., p. 332 et suivantes.

thèse, en Bretagne centrale. Les migrations temporaires les plus connues sont celles qui se dirigent vers la Beauce, la Brie et les exploitations maraîchères de la banlieue de Paris¹. Mais il existe aussi des migrations à l'intérieur des Côtes-du-Nord et ce sont celles-ci qui ont donné une habitude profonde des mouvements migratoires plus amples aux "tra-versiers" (les sabotiers des forêts de Bretagne Centrale qui font une "traverse" dans les cantons riches du département), et aux "pillots" (les marchands de chiffons de Plœuc).

C'est donc toujours vers les "bons pays", ou considérés comme tels, que se font les glissements de population. Au début du XXe siècle le pays de Loudéac plus riche que ceux de Pontivy et Rohan attirait ceux qu'on appelait alors les "Petits Bretons" qui venaient s'y installer comme agriculteurs².

- Conclusion sur l'immigration et les migrations internes : le bilan migratoire.

L'immigration n'a jamais été assez forte dans les Côtes-du-Nord pour contrebalancer l'émigration. Le bilan migratoire y est négatif depuis 1831 (voir courbe plus haut). Il offre trois paliers : jusqu'en 1906, il est très négatif avec des hauts et des bas très marqués ; après 1906, il se dégrade de façon assez régulière, à l'exception de la période 1931-36 où l'émigration se trouve ralentie par la crise de 1929. Cette tendance à la détérioration s'accélère brusquement après la deuxième guerre mondiale, de 1946 à 1954, où le bilan est le plus mauvais qu'aient connu les Côtes-du-Nord. C'est ici l'achèvement d'une longue phase d'ensemble négative³. Les quelques retours de cadres au pays qu'on peut relever avant la deuxième guerre mondiale ne modifient pas ce tableau d'ensemble.

1 - PHILIPPONNEAU (M.), "La vie rurale de la banlieue parisienne", Etude de Géographie humaine, Colin, 1956, 592 p. ; p. 219 : "... à partir de 1870 ... l'immigration bretonne, issue surtout des Côtes-du-Nord, fournit le plus gros contingent de travailleurs aux cultures de la région parisienne".

2 - "Le développement économique des Côtes-du-Nord" par le Comité économique ..., op.cit., p. 90.

3 - Celle de l'émigration "pauvre" dit MUSSET (R.) dans l'article cité (Annales de géog., 1923), p. 186. Emigration pauvre parce que comprenant "des domestiques, surtout des femmes, des employés de chemin de fer, des ouvriers à bas salaires".

C) Quelle a été l'influence de l'émigration sur le mouvement et l'accroissement naturels de la population ?

- La structure par âge de la population des Côtes-du-Nord : le vieillissement.

La conséquence logique de l'émigration se lit dans les pyramides des âges successives du département. Les pyramides dressées pour les recensements de 1872 à 1936 offrent une base qui va en se rétrécissant, tandis que les groupes des âges supérieurs s'étoffent. En superposant les pyramides trois par trois, comme cela est fait sur les croquis, on constate qu'en général le premier des trois recensements considérés est presque toujours celui qui offre la base la plus saine : par exemple celui de 1872 par rapport à ceux de 1876 et 1881 ; celui de 1886 par rapport à ceux de 1891 et 1896. Par contre, le haut de la pyramide se charge, d'un recensement à l'autre : le cas est net sur les pyramides de 1931 et 1936 par rapport à celle de 1926.

Cependant en 1936 l'allure générale est encore bonne, à cause de la forte natalité qui alimente la base, même si l'hémorragie des 25-35 ans resserre le milieu de la pyramide qui esquisse alors une forme de bobine.

En 1954 la comparaison entre la Région et la France fait ressortir encore un avantage pour la Région mais très léger. Cet avantage n'existe même plus pour les tranches d'âges jeunes¹. M. Phlipponneau en concluait en 1957² : "on peut aujourd'hui prévoir que si l'émigration des jeunes se poursuit au même rythme, la structure démographique sera plus mauvaise en Bretagne que dans la France entière et la population diminuera".

1 - PHILIPPONNEAU (M.), "Le problème breton ...", op. cit., le tableau X : structure démographique en 1954 (INSEE : fascicules départementaux, recensement de 1954, sondage au 1/20), p. 47, montre que la proportion des éléments jeunes est très voisine de la moyenne française dans le Finistère et les Côtes-du-Nord tandis qu'elle lui est supérieure en Ile-et-Vilaine et dans le Morbihan pour lesquels l'émigration a été moins forte.

2 - PHILIPPONNEAU (M.), "Le problème breton ...", op. cit., p. 47.

- Influence de l'émigration sur le mouvement naturel.

● Influence sur la natalité ?

A toutes les périodes la natalité dans les Côtes-du-Nord est supérieure à celle de la France (voir graphique ci-dessous).

A l'intérieur du département, le nombre moyen de naissances par canton pour 1 000 habitants est sensiblement partout le même au XIX^e siècle. Pour la période de 1833 à 1842, le taux est supérieur à 30 ‰ dans la majorité des cantons, exceptions faites du Penthievre et de la région de Dinan qui descendent à 25 ‰. A St-Brieuc-même, ce taux oscille entre 30 et 35 ‰. De 1863 à 1872 la plage des 30 ‰ se rétrécit légèrement dans le centre du département. A St-Brieuc le taux fléchit également.

Pour les années de 1893 à 1902 les taux reculent sensiblement. St-Brieuc et le Goëlle littoral sont alors à moins de 25 ‰, tandis que l'ensemble garde des taux de 25 à 29 ‰ et que le Sud-Ouest demeure toujours une région de très forte natalité. Avec la période 1923-1934 la majorité des cantons passe en-dessous de 25 ‰, exceptés le Sud-Ouest et le Mené qui gardent des taux de 25 à 29.

D'une façon générale, nous pouvons donc affirmer que les Côtes-du-Nord se sont maintenues pendant très longtemps à un bon niveau de natalité et, en même temps, que ce niveau a eu tendance à fléchir¹. En résumé, le taux général de naissances pour 1 000 habitants est passé de 35 en 1801-1810 à 34 en 1811-1830 puis à moins de 30 de 1860 à 1928 puis, encore, à moins de 20².

En 1920, le département des Côtes-du-Nord était devancé par le Finistère. De 1921 à 1931 il l'est par le Morbihan, incapable de profiter du recul du Finistère. Le classement se fait alors ainsi en Bretagne : Morbihan : 1^{er} avec 23,5 ‰, Côtes-du-Nord : 2^e avec 22,7, Finistère : 22,3, Ille-et-Vilaine : 21,8 et Loire-Inférieure : 19,1. Ce recul de la nata-

1 - C'est là "la révolution démographique" que J. CHOMBART de LAUWE a analysé pour la Bretagne, de 1920 à 1939 : CHOMBART de LAUWE (J.), "Pour une agriculture organisée. Danemark et Bretagne", P. U. F. 1949, 185 p. ; voir p. 139.

2 - GAUTIER (E.), op.cit., p. 68.

lité dans les Côtes-du-Nord est comparable à celui qui s'est manifesté dans les départements du Sud-Ouest. R. Brunet a mis en évidence le fait que, dans le Sud-Ouest, "la dénatalité entre les deux guerres, est la principale raison, sinon l'unique cause de dépopulation". Mais la différence avec les Côtes-du-Nord vient de ce que le "solde migratoire est moins sensible" dans le Sud-Ouest dès 1920, alors que l'émigration et ses effets se prolongent dans les Côtes-du-Nord après cette date¹. Pour le taux de reproduction brute², le département des Côtes-du-Nord se classe parmi les premiers départements, avant la première guerre mondiale. De 1910 à 1912 il se situe au 3^e rang (174) avant le Pas-de-Calais et le Morbihan qui sont à égalité (170 et après le Finistère (185) ; la moyenne générale de la France n'atteint alors que 123.

Pour le taux de reproduction nette,³ la moyenne française n'est que de 93. Le Morbihan offrant 135, le Finistère 122, le Pas-de-Calais 130, avec 126^{1^e}, le département des Côtes-du-Nord se trouve à la quatrième place.

Les chiffres de la natalité sont élevés, ceux de la fécondité le paraissent davantage car la nuptialité a été souvent faible.

Les taux annuels de mariage pour 10 000 habitants dans les Côtes-du-Nord aux différentes époques frappent par leur modestie⁴. Mais il y a beaucoup d'enfants par ménage. Les taux annuels de mariage ont été les suivants pour le département et la France entière :

-
- 1 - BRUNET (R.), "Les campagnes toulousaines", publications de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Toulouse, série BT I, 1965, 721 p. ; p. 416.
 - 2 - Rappelons la définition du "Traité de démographie" d'A. LANDRY. Payot, Paris, 1945, 649 p. ; p. 315 : "La reproduction brute mesure, en pratique, le rapport entre deux générations successives - les deux sexes réunis - non réduites par la mortalité". Voir, p. 320, la carte de la reproduction brute en France (1935-1937).
 - 3 - Selon le même traité, la reproduction nette est celle qui tient compte de la mortalité (voir p. 323 du traité).
 - 4 - Archives départementales, "Tables décennales", série E, déjà mentionnées.

	<u>Côtes-du-Nord</u>	<u>France</u>
1831-1850	72	79
1851-1865	72	80
1866-1885	74	78
1886-1910	73	76
1911-1913	73	77
1920	150	159
1921-1925	130	130
1926-1930	80	82
1938	88	95

Les Côtes-du-Nord sont depuis longtemps un département à faible nuptialité - spécialement dans le Penthièvre - par rapport à la France entière, et même par rapport aux autres départements bretons.

Si l'on compare la fréquence des mariages à la population mariable - et non à la population totale - de 18 à 60 pour les hommes et de 15 à 50 pour les femmes on obtient le tableau suivant pour deux périodes choisies :

	1860-1862			1890-1892		
	H	F	Total	H	F	Total
Côtes-du-Nord	62, 8	49, 2	52, 2	60, 7	49, 1	54, 0
Finistère	64, 7	60, 1	52, 3	57, 6	58, 1	58, 0
Morbihan	61, 3	53, 1	56, 9	57, 3	49, 9	53, 4
Ile-et-Vilaine	62, 1	55, 1	58, 4	58, 9	50, 6	54, 4
France entière	69, 2	67, 7	68, 2	63, 5	63, 6	63, 5

Tableau n° 4 : La fréquence des mariages rapportée à la population mariable des hommes (de 18 à 60 ans) et des femmes (de 15 à 50 ans) : pour 10 000 hab.

Sources : Archives départementales : dénombremments, série M et "tables décennales".

De plus, on se marie tard dans les Côtes-du-Nord qui sont au dernier rang de tous les départements français entre 1860 et 1862 pour le nombre de mariages entre 20 et 24 ans. En 1890, il n'y a que les départements des Basses-Pyrénées, de la Corse et des Hautes-Pyrénées après celui des Côtes-du-Nord, à cet égard.

En 1885, les Côtes-du-Nord sont avec la Corse le département où les hommes se marient le plus tard (25 ans 8 mois) ; l'Ille-et-Vilaine (25 ans 4 mois), la Loire-Inférieure et le Morbihan (25 ans 1 mois) ; la moyenne de la France est alors 23 ans 5 mois¹. C'est le même phénomène qu'on a observé en Normandie à la même époque².

Le grand nombre de célibataires jeunes contribue au manque à naître³. Le taux de fréquence des mariages parmi le sexe féminin est le plus faible dans le département des Côtes-du-Nord, comparé aux autres départements bretons.

Les mariages sont relativement peu nombreux, souvent tardifs. Ajoutons qu'ils sont souvent brisés, non par le divorce qui est rare⁴, mais par le décès. Par exemple, en 1921 les Côtes-du-Nord comptaient 56 veufs pour 1 000 hommes mariés de 18 à 59 ans (50 pour la France entière, 59 pour le Finistère et le Morbihan). Mais il y a encore plus de veuves. En 1886, il y avait 14 472 veufs pour 92 634 hommes mariés, et 29 974 veuves pour 94 103 femmes mariées. Donc 207 veuves pour 100 veufs. En France le rapport était de 194 %. En 1901, pour 10 000 femmes mariées de 15 à 45 ans, la proportion de veuves était de :

- 897 dans le Finistère ;
- 813 dans les Côtes-du-Nord ;
- 804 dans le Morbihan ;
- 625 en France en général.

Après la guerre de 1914-1918, le nombre des veuves est encore plus grand. Les Bretons - ceux des Côtes-du-Nord en particulier - qui ont souvent servi dans l'infanterie ont eu des pertes considérables.

1 - GAUTIER (E.), p. 52.

2 - Le phénomène de baisse de fécondité lié au grand nombre de célibataires n'est pas propre à notre région. Cf. BRAVARD (Y.), "Le dépeuplement des hautes vallées des Alpes-Maritimes", 1961, Allier, Grenoble, 133 p. ; p. 21 et suivantes.

3 - PHILIPPONNEAU (M.), Travaux non publiés.

4 - GAUTIER (E.), p. 53. La proportion en moyenne de divorces pour 10 000 habitants est la plus faible dans les Côtes-du-Nord par rapport à la Bretagne entre 1890 et 1897.

● Influence sur la fécondité ?

La Bretagne dans son ensemble est une terre féconde. Pour 1 000 femmes mariées ayant entre 15 et 50 ans de 1860 à 1862¹.

Le Finistère a enregistré	.....	265,2	naissances en moyenne an-
Les Côtes-du-Nord "	.....	264,1	" " nuelle
Le Morbihan "	.....	249,8	" "
L'Ille-et-Vilaine "	.....	225,2	" "
La France dans son ensemble	.....	173,7	" "

En 1886, les départements bretons arrivent en tête pour le nombre d'enfants légitimes vivant par famille : 3 dans le Finistère, 2,9 dans les Côtes-du-Nord, 2,8 dans le Morbihan à égalité avec la Corse et les Deux-Sèvres.

De 1831 à 1920, les naissances légitimes par mariages contractés sont plus nombreuses dans les Côtes-du-Nord que dans l'ensemble de la France :

	<u>Côtes-du-Nord</u>	<u>France</u>
de 1831 à 1850	4,17	3,30
1851 à 1865	4,07	3,07
1865 à 1885	3,87	3,02
1886 à 1910	3,53	2,62
1911 à 1920	2,58	1,84 ²

Les familles sans enfant survivant placent les Côtes-du-Nord et la Bretagne cette fois au dernier rang. Par exemple sur cent familles, voici le nombre de celles qui se trouvent sans enfant survivant aux dates considérées :

	<u>1911</u>	<u>1926</u>	<u>1936</u>
Morbihan	16,3	14,3	17,0
Finistère	16,9	14,5	14,7
Côtes-du-Nord	17,0	17,0	16,3
France	22,3	23,3	22,8 ³

1 - Sources : Archives départementales : dénombremments pour 1861, série M (pour les âges des femmes) et "Tables décennales" (pour le nombre de naissances).

2 - GAUTIER (E.), p. 55.

3 - GAUTIER (E.), p. 57.

Pour le nombre moyen d'enfants par famille, les Côtes-du-Nord se classent en tête en 1886 avec 3,41, devant le Finistère (3,40), les Deux-Sèvres (3,39), le Morbihan (3,32) alors que la moyenne française arrive seulement à 2,59.

A l'intérieur du département le comportement des populations devant les naissances n'est pas le même d'un pays à l'autre et il a varié selon les époques. Mais d'une façon générale, les cartes du nombre moyen annuel de naissances pour 1 000 habitants au XIX^e siècle, comme celles du nombre moyen d'enfants par mariage, montrent que la natalité est plus vigoureuse dans l'Ouest du département que dans l'Est, dans la partie bretonnante, en Haute-Cornouaille en particulier, que dans le pays gallo. On ne peut s'empêcher de relever la contradiction de ce fait avec les opinions politico-religieuses dont les tendances demeurent les mêmes à travers les événements de l'histoire contemporaine¹. La droite catholique tient l'Est du département depuis 1889. Elle ne triomphe dans la partie occidentale que par épisode. Lors du vote de la loi de la Séparation de l'Eglise et de l'Etat, les seules voix "pour" sont venues du Goëlle et du Trégor. Dans son ensemble le pays bretonnant subit moins l'emprise du clergé que le pays gallo² et il a les familles les plus nombreuses. Le pays gallo plus pratiquant a des familles moins nombreuses.

● Influence sur la mortalité ?

La forte natalité et la très grande fécondité font d'autant plus

-
- 1 - SIEGFRIED (A.), "Tableau politique de la France d' l'Ouest sous la III^e République", A. Colin, 1913, 535 p.
 - 2 - Sur la carte hors texte de G. BOULARD et J. REMY intitulée : "La France religieuse en trois grandes régions", on voit que la Bretagne comme le massif armoricain dans son ensemble est une région de pratique majoritaire, sauf autour de St-Brieuc, de Guingamp et de Rostrenen, donc autour de villes situées proche du pays breton ou dans le pays breton : BOULARD (F.) et REMY (J.), "Pratique religieuse urbaine et régions culturelles", collection de sociologie religieuse. Editions économie et humanisme. Les éditions ouvrières, Paris, 1968, 213 p.

La carte hors texte de G. BOULARD, concernant les adultes pascalisans par canton montre cette même opposition entre le pays gallo qui pratique à 65-84,9 %, et même à plus de 85 %, et le pays bretonnant qui le fait à 45-64,9 % seulement. De même, la "carte

.../...

impression qu'elles s'accompagnent d'une forte mortalité, comme dans l'ensemble de la Bretagne¹.

La Bretagne a presque constamment une mortalité supérieure à celle de l'ensemble de la France, et à certains moments les Côtes-du-Nord en détiennent le triste record, comme de 1891 à 1900. Entre 1833 et 1842, le taux annuel de mortalité est supérieur à 30 ‰ dans le quart environ du département ; dans le Sud-Ouest et le Mené, et le Centre-Ouest tout spécialement. Il ne descend nulle part en-dessous de 19 - 20 ‰, taux le plus bas que l'on observe dans le Penthièvre. Entre 1863 et 1872 les plages de 30 ‰, et plus, occupent la moitié du département : toute la partie occidentale, sauf la côte trégorroise, les régions de St-Brieuc, Dinan et Broons. A titre d'illustration, l'âge moyen de la mort a été par exemple de 1855 à 1886 :

de 28 ans 11 mois dans le Finistère	 (2e rang national)
de 35 ans 3 mois dans le Morbihan	 (16e rang national)
de 36 ans 1 mois dans les Côtes-du-Nord	 (17e rang national)
de 37 ans dans l'Ille-et-Vilaine	 (21e rang national)
et de 37 ans 4 mois en France.	

Pour la période 1893-1903 les taux de mortalité fléchissent : la majorité des communes se situe entre 21 et 25 ‰. Mais les villes, si petites qu'elles soient encore, sont des lieux de forte mortalité. Les ruraux viennent y mourir.

Ces taux excessifs de la mortalité dans les Côtes-du-Nord sont dus en partie à l'effet de l'émigration puisque ce sont les jeunes qui par-

.../... religieuse de la France rurale", carte hors texte aussi, du même ouvrage, fait ressortir la moindre pratique religieuse autour de St-Brieuc, Paimpol, Guingamp et Rostrenen : BOULARD (F.), "Premiers itinéraires de sociologie religieuse", Les éditions ouvrières, Economie et humanisme, Paris, 1954, 147 pages. Les deux ouvrages cartographient les nuances de la pratique religieuse, mais ils ne donnent pas la clef de l'explication, dans le cadre des Côtes-du-Nord, de la relation entre la pratique religieuse et l'attitude des populations devant la natalité.

1 - Au XVIIIe siècle, l'intendant de Caze de la Bove s'était intéressé aux mouvements de population ; à partir de 1770 les "greffiers des sièges de justice avaient dû dresser des états récapitulatifs des mouvements de la population en Bretagne" ... "De la lecture de ces rapports Caze de la Bove devait tirer des conclusions précises" ... Il favorisa l'enseignement des sages-femmes et fit donner des conseils aux mères de famille, frappé qu'il était de la mortalité infantile. FREVILLE (H.), "L'Intendance de Bretagne" (1689-1790), t. III, p. 120 à 121, op.cit.

tent et les vieillards qui demeurent au pays, comme nous le verrons plus loin. Mais il n'y a pas que les vieillards qui meurent. De 1851 à 1860 sur 10 000 naissances on relève 260 à 270 décès dans le département, alors qu'en France la moyenne est de 237. Entre 1860 et 1862, la mortalité des enfants de 0 à 1 an y est de 240 contre 206 en France en général. De 1891 à 1900 les chiffres sont encore au désavantage de notre département : 235 au lieu de 215. En ce qui concerne les 20 à 29 ans et les 30 à 39 ans, les Côtes-du-Nord n'ont pas le record de mortalité qui revient au Finistère mais elles se placent immédiatement après celui-ci entre 1860 et 1862.

Pour la période 1890-1892, ce sont les quatre départements bretons qui détiennent le record de la mortalité des 30 à 39 ans. Les pertes occasionnées par la guerre de 1914-1918 pour les Côtes-du-Nord sont particulièrement lourdes. On estime à 23 000 le nombre des tués¹ et ². Pour la période de 1923 à 1931 on constate une nette amélioration des taux de mortalité : les taux de 21 à 25 ans ne sont plus le fait que des villes de St-Brieuc, Guingamp, Lannion et Plouha, c'est-à-dire des lieux où les conditions de vie sont très mauvaises pour les immigrants.

L'amélioration des taux de mortalité dans les Côtes-du-Nord est moins rapide que dans l'ensemble de la France. De 1930 à 1932 les Côtes-du Nord viennent au second rang en France pour le nombre de femmes mourant avant l'âge de 30 ans. Les autres départements bretons les suivent de près : le Finistère au 3e rang, l'Ille-et-Vilaine au 6e et le Morbihan au 8e.

Il nous faut revenir sur le rôle des villes dans la mortalité. Dans le cas de St-Brieuc, le taux de mortalité est quasi effrayant jusqu'au début du XXe siècle, même en mettant à part les pointes de 42 ‰ et même de 51 ‰; le taux se situe le plus souvent à plus de 30 ‰. Vers 1935 seule-

-
- 1 - CALLON (G.), "Le mouvement de la population dans le département des Côtes-du-Nord au cours de la période 1831-1920 et depuis la fin de cette période", Société d'émulation des Côtes-du-Nord, 1932, p. 90.
 - 2 - L'importance de la guerre de 1914-1918 est soulignée à nouveau et d'une façon nouvelle dans l'article de VALLIN (J.), "La mortalité par génération en France depuis 1899. Présentation d'un cahier de l'I.N.E.D.", Population, n° 6, 1972, p. 979-984.

ment on enregistre une diminution brusque de la mortalité, due à l'amélioration des conditions sanitaires. Pendant toute la période précédente, jusqu'en 1930, les taux de mortalité restent très forts, de 30 à 36 ‰, à cause de l'entassement des immigrants dans la ville. La pyramide des âges de St-Brieuc au XIX^e siècle est jeune. Ce sont des conditions de vie plus mauvaises qu'à la campagne pour les ruraux devenus citadins qui expliquent cette surmortalité. Dans ces conditions il y a déficit naturel à St-Brieuc de 1856 à 1939. La présence d'hospices dans le chef-lieu du département contribue à ce déficit.

Cependant nous avons peu de points de comparaison. Quelques mémoires d'étudiants d'histoire nous fournissent des indications sur la mortalité notamment à Saint-Malo en dehors de notre département, pour une période antérieure, de 1751 à 1800¹. A cette période il y a une surmortalité masculine jusqu'à 29 ans, - et une surmortalité des femmes de 30 à 39 ans, femmes en couches -. L'âge moyen du décès des hommes y est de 27 ans et celui des femmes 44 ans. Pour les hommes la surmortalité peut s'expliquer par les conditions de travail, les expéditions en mer. Aucun couple n'a fêté ses noces d'or dans la période considérée. Les taux moyens de mortalité pour Saint-Malo oscillent entre 21,71 et 24,91 ; ils sont donc peu comparables à ceux de St-Brieuc au siècle dernier.

L'influence de l'émigration sur le mouvement naturel de la population dans les Côtes-du-Nord a été variable selon qu'il s'agissait de natalité ou de mortalité : on pourrait presque dire "contradictoire". Le département a presque toujours connu une natalité forte, et également des taux de mortalité élevés. Tout s'est passé comme si l'émigration avait finalement eu raison de la vigueur des hommes, - on serait tenté de dire "des Bretons" puisque le phénomène se retrouve en partie dans les autres départements bretons -. Les générations, sans cesse éclaircies dans leurs rangs les plus jeunes par les vagues successives des départs sont allées en s'amenuisant, en nombre et en vitalité.

1 - BRIGARDIS (M.), DURAND (Ch.), GAUVRIT (J.-P.), ROUXEL J.-Ch.), "Saint-Malo - Etude démographique 1751-1800", Mémoire d'études supérieures d'histoire, 1969, Rennes.

Influence de l'émigration sur l'accroissement naturel.

En chiffres absolus.

En chiffres absolus, jusqu'en 1851, l'accroissement naturel - différence entre les naissances et les décès - est plus fort dans les Côtes-du-Nord que dans les autres départements bretons. A partir de cette date, il se laisse de plus en plus distancer, par celui du Finistère, puis, à partir de 1881 par celui du Morbihan, et enfin, à partir de 1931 par celui de l'Ille-et-Vilaine, si bien qu'il se trouve être au dernier rang depuis cette date.

En pourcentage.

Examiné en pourcentage, l'accroissement naturel paraît encore plus défavorable pour le département. L'écart des taux annuels pour 1 000 habitants entre les départements bretons fait mieux apparaître la dégradation de la situation des Côtes-du-Nord, à partir de 1881 notamment. De presque 8 % par an entre 1841 et 1846, le taux descend en dents de scie au cours des XIX^e et XX^e siècles en passant par les grands creux de 1851-1856 et 1891-1896 (3,2 % et 2 %). L'année du maximum démographique, 1866, correspond à une période de reprise de l'accroissement naturel, reprise qui culmine en 1872-1876. Après la pointe des 5,5 % par an en 1901-1906, la période postérieure à la guerre de 1914-1918 voit à nouveau diminuer le taux qui se situe à son niveau le plus faible entre 1931 et 1936.

Après la guerre de 1939-1945 le décalage avec les autres départements bretons s'accroît : l'Ille-et-Vilaine passe avant les Côtes-du-Nord, alors et depuis, au dernier rang en Bretagne. Presque au premier rang avant 1881-1886, les Côtes-du-Nord sont donc passées au dernier après 1946. En l'espace d'un siècle la situation démographique de notre département à l'intérieur de la Région s'est complètement renversée.

Les Côtes-du-Nord apparaissent comme un département rural où la forte émigration a entraîné la dégradation du taux d'accroissement naturel que n'a pas corrigé un mouvement d'immigration.

Conclusion.

Accroissement naturel et bilan migratoire : leur relation.

En chiffres absolus, l'accroissement naturel des Côtes-du-Nord, toujours positif de 1831 à nos jours (courbe n° 1 du croquis de l'accroissement naturel et du solde migratoire combinés) a été constamment corrigé, rogné par le solde migratoire, lui-même constamment négatif (courbe n° 2 du même croquis). La résultante des deux mouvements (courbe n° 3) illustre les pertes démographiques dont les valeurs en grisé figurent en-dessous de la ligne du zéro sur le graphique.

Il existe une certaine symétrie entre la courbe de l'accroissement naturel et celle du bilan migratoire. L'accroissement naturel est en partie épongé par l'émigration. Aux périodes pour lesquelles le phénomène ne se produit pas, correspond une augmentation de population. Ces périodes sont comme le négatif de la photo de l'émigration. La première se situe autour de 1841-1846 (en A) après la toute première vague d'émigration qui remonte à 1831 et qui apparaît sur nos courbes en indices de la population des cantons (voir plus loin, type 1 de notre classification). Une seconde période du même genre se remarque pour 1861-1866 (en B), après la deuxième vague d'émigration. Enfin en C, en 1901-1906 une certaine pause dans l'émigration permet un tout petit bilan positif entre l'accroissement naturel et le solde migratoire, après la grande vague d'émigration de la fin du XIXe siècle.

Par contre, la reprise de l'accroissement naturel après la guerre de 1939-1945 a été largement effacée par celle de l'émigration.

La relation entre l'accroissement naturel et le bilan migratoire se vérifie dans le détail avec un certain décalage. La forte émigration de 1876 à 1881 entraîne pour quinze ans une diminution de l'accroissement naturel dans le département. Inversement, la réduction de l'émigration de 1891 à 1896 permet un accroissement naturel plus élevé dans les vingt ans qui suivent. Avec du retard parfois, mais de façon évidente, le bilan migratoire négatif des Côtes-du-Nord a donc corrigé presque constamment son accroissement naturel en ce qui concerne les effectifs.

A cet égard le département s'apparente à d'autres à caractère rural comme lui, comme la Creuse, et aussi l'Isère, mais seulement pour

sa période pré-industrielle : à partir du début du XXe siècle leurs deux courbes, celle des Côtes-du-Nord et celle de l'Isère, bifurquent. Les Côtes-du-Nord s'opposent aux Alpes-Maritimes où les apports extérieurs de population gonflent la courbe du bilan de leur accroissement naturel ^{du} et solde migratoire. Elles s'opposent également radicalement à un département industrialisé dès le début du XIXe siècle comme le Nord.

Ces rapprochements font mieux ressortir l'originalité du département : espace rural, à forte émigration ancienne, sa puissante natalité n'a pu lui assurer un bilan démographique comparable à celui des départements qui ont bénéficié soit de l'industrialisation, soit d'une immigration importante pour tout autre motif.

A l'intérieur du département, au niveau des pays, la relation entre le bilan migratoire et l'accroissement naturel n'est pas aussi nette. Par exemple le pays des toiles caractérisé connaît un pourcentage d'accroissement des originaires relativement élevé (20 %) entre 1866 et 1906 alors que l'émigration déjà forte entre 1836 et 1866, s'y poursuit, et que la baisse de population continue d'une période à l'autre. Par contre, dans le Penthièvre, l'émigration tout en étant assez faible (6 % de 1836 à 1866 et 12 % de 1866 à 1906) et la baisse de population entre ces deux périodes de même, toutes deux répercutent leurs effets sur l'accroissement des originaires de façon assez sensible : le pourcentage de celui-ci passant de 10,5 à 9 % entre 1836-1866 et 1866-1906. Le cas est encore plus net pour le Goëlle et le Trégor.

Il n'en reste pas moins vrai que l'émigration a entraîné dans l'ensemble du département non seulement une diminution de la population mais aussi l'affaiblissement de l'accroissement naturel.

D) L'espace démographique traditionnel du département : typologie des cantons.

Nous avons constaté une forte émigration depuis le premier tiers du XIXe siècle, forte et inégale à travers le département. Nous avons saisi par ailleurs le mouvement naturel, mouvement naturel influencé par celui de l'émigration et relativement nuancé selon les pays.

Analysons maintenant le graphique de l'évolution de la population rurale, dont la courbe reflète la combinaison de ces deux facteurs différents, et établissons la typologie des courbes de cette population rurale au niveau des cantons, de manière à dégager la véritable physiologie du département.

Nous avons établi les courbes de population rurale en indices par rapport à 1831 à partir des données de l'INSEE. Le graphique de l'évolution de la population rurale en indices par rapport à 1831 pour l'ensemble du département montre la dégradation démographique des Côtes-du-Nord par comparaison avec les autres départements bretons. L'allure de la courbe pour notre espace rural rejoint presque celle de la France entière, mais sans avoir par ailleurs une expansion urbaine comparable à ce qui s'est passé pour la France, ce qui signifie que la détérioration de la situation démographique d'ensemble est plus grande dans les Côtes-du-Nord qu'en France.

La série des courbes de population rurale en indices par rapport à 1831 offre de nettes ressemblances. A leur début elles présentent toutes un indice assez faible¹. La plupart dessinent un creux en 1806, 1811 ou 1816. Les érudits et les archives sont d'accord pour dresser un tableau assez sombre de la situation à la fin de l'Empire. Déjà Young dépeint la misère des campagnes entre Dinan et Lamballe en termes très forts². R. Durand³ qui a étudié les organisations de charité sous l'Empire parle de "mendicité effrayante".

1 - H. SEE a soutenu l'idée d'une dépopulation en Bretagne dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, dans "Etudes sur la vie économique en Bretagne, 1772-An III. Les essais de statistique démographique en Bretagne à la fin de l'ancien régime", Mémoires et documents de la Commission d'histoire économique de la Révolution, Paris, Imprimerie Nationale, 1930 (80 p.), p. 5 à 48, p. 31 notamment.

2 - Voir aussi FREVILLE (H.), op. cit., p. 276 et suivantes, sur la disette de 1768 et 1770.

3 - DURAND (R.), "Le département des Côtes-du-Nord sous le Consulat et l'Empire", Thèse, Oberthur, Rennes, 1925, 485 p, t. II, chapitre III (p. 254).

Beaucoup de courbes accusent un fléchissement juste avant 1831. C'est là l'effet d'une maladie qui a ravagé la France et les Côtes-du-Nord en particulier en 1826 et 1827, plus spécialement dans la partie Nord occidentale du département. De même, l'épidémie du choléra de 1832 à 1833 explique souvent le petit palier après le recensement de 1831.

Le type 1. Type Quintin.

Description. La courbe est à son faite dès 1831. Elle est nettement ascendante avant et en pente douce après. En général, elle accuse un creux sous l'Empire : le plus souvent en 1811, creux facilement compréhensible et auquel il ne faut pas attacher trop d'importance, les recensements sérieux ne commençant qu'en 1831.

Après le maximum, on constate de petites reprises, comme pour Plœuc ou Châtelaudren ou même Plouguenast, mais toujours insuffisantes pour altérer l'allure générale descendante. L'exemple achevé de cette dégringolade régulière est Quintin qui n'offre que de discrets paliers, couvrant tout au plus 10 ans (1936-1946)¹.

Autre caractère d'ensemble : les courbes de ce type 1 se situent toutes, à deux exceptions près - Jugon et Moncontour - en-dessous de l'indice 100, en 1831, évidemment.

Répartition. Sur la carte, les courbes du type se situent dans le Centre-Sud du département. Leurs points d'impact dessinent un quadrilatère de Corlay à Quintin, Moncontour et Loudéac, avec une apophyse au Nord vers St-Brieuc et Châtelaudren et une tache à Jugon. Ce quadrilatère recouvre le "pays des toiles", le pays où l'on fabrique des toiles, différent de celui qui produit le lin : la région de Lannion. Les marchés des toiles se tiennent alors à Quintin le mardi, Moncontour, Uzel, Loudéac le samedi. L'industrie textile y fait vivre la population des campagnes qui

1 - LE GUEN (G.), "Types régionaux d'évolution démographique en Bretagne", Norois, 1960, p. 389 à 405 : "le type de Loudéac-Quintin étudié à partir de la courbe globale des 4 cantons de Loudéac, Plœuc, Quintin et Uzel fournit le meilleur exemple d'un déclin très précoce", p. 397.

travaille le lin depuis le XVe siècle. A partir de 1836 cette industrie est en pleine décadence pour toutes sortes de raisons que nous étudierons plus loin.

Le pays des toiles pâtit lourdement de la disparition de son industrie que ne compensent pas les ressources agricoles.

Dans ces conditions, les courbes du type 1 ne peuvent plus que descendre. Les populations émigrent. C'est le "pays des toiles caractérisé" qui a fourni le premier contingent d'émigration et l'un des plus forts. La dépopulation a commencé dans ce département profondément agricole du fait de la carence de son industrie. L'industrie des toiles n'était qu'une industrie - la plus importante - parmi d'autres : industrie du fer qui mourut en même temps que celle des toiles, industrie du verre en déclin depuis le XVIIIe siècle, extraction de l'ardoise encore florissante en dix carrières en 1870 de St-Gelven à Mur, le long du canal, sur la bande ordovicienne...¹.

Le type 1, dont la courbe est liée à l'évolution industrielle dans les campagnes, offre le plus bel exemple de détériorisation démographique rurale.

Le type 2. Rostrenen.

Description. A la différence des courbes du premier type, celles du deuxième poursuivent leur croissance après 1831. Leur maximum se situe plus ou moins tard dans le XIXe siècle : 1881-1886 pour Broons, 1886 pour Plancoët, 1876 pour Ploubalay, 1872 pour Belle-Isle-en-Terre, 1866 pour Pontrieux ... Pour d'autres cantons ce maximum attend le XXe siècle : 1901 à Collinée, 1911 à Rostrenen et St-Nicolas-du-Pélem.

Plus que la date du maximum, ce qui caractérise ce deuxième type c'est le maintien de l'indice au-dessus de la ligne de référence 100 dans toute la deuxième partie du XIXe siècle, et souvent dans les premières décennies du XXe siècle. C'est l'ascension de la courbe au-dessus de cette

1 - GAUTIER (M.), "La Bretagne centrale. Etude géographique", Thèse, Potier, La Roche-sur-Yon, 1947, 443 pages, p. 225.

droite qui donne le profil du type. Autrement dit, les populations rurales de ces cantons s'accroissent, ou se maintiennent à un bon niveau, beaucoup plus longtemps qu'ailleurs.

Répartition. Sur la carte, le deuxième type recouvre le "pays des toiles non caractérisé", c'est-à-dire une partie de la Cornouaille, le massif de Quintin-Duault et le pays de Maël-Carhaix d'une part, et d'autre part tout l'intérieur du pays gallo : Mené et bassins de Broons et de Caulnes, Plancoët, Lamballe et même Ploubalay qui touche à la côte. Il y a là deux masses principales ; c'est tout l'argoaat qui est concerné de chaque côté du pays des toiles caractérisé. En dehors de ces taches, le canton de Pontrieux appartient également à ce type. L'ensemble représente seize cantons sur les quarante huit du département, soit le tiers.

Explication. Etant donné la grande extension géographique du type 2, l'explication de la courbe varie selon les lieux.

Dans le "pays des toiles non caractérisé" la diminution de la population tient aussi à l'effondrement de l'industrie. Ailleurs les industries qui demeurent ne peuvent retenir la population. Dans le canton de Plancoët le travail du bois, notamment à Landébia, a maintenu la population rurale : fabrique de traverses de chemins de fer ... Au Hinglé, la carrière de granit a joué le même rôle, mais, bien sûr, ces seules communes ne peuvent corriger le type général de leur canton appartenant au type 1.

Le cas du Penthievre : courbe de Lamballe du type 2.

Le maintien des populations rurales du Penthievre, comme dans le bassin de Broons, tient en partie à la faible émigration, du moins jusqu'en 1871. Pays riche et peu peuplé, il n'avait pas de raison de contribuer à l'exode rural. L'absence d'industrie y est compensée par une aisance agricole certaine¹ dans ce pays de blé, de métayage et d'exploitations plus grandes qu'ailleurs. Ce n'est qu'en 1911 que la courbe passe au-dessous

1 - Voir plus loin : étude de l'agriculture traditionnelle.

de l'indice 100, de façon irrémédiable, il est vrai. Une des raisons de ce faible peuplement du Penthièvre tient au mode de tenure.

Le type 3. Type Tréguier.

Un prototype : Paimpol.

La courbe de Paimpol offre un seul maximum en 1866, comme pour l'ensemble du département avec une belle tenue jusqu'en 1924. Après 1924, la chute est rapide, avec un palier de 1936 à 1954 et une très légère remontée depuis 1962.

La belle période démographique correspond à celle de la pêche à Terre-Neuve jusqu'en 1852 et surtout à celle de la pêche d'Islande jusqu'en 1935.

Les autres types 3.

Le type 3 est celui dont la courbe monte jusqu'en 1866 pour redescendre plus ou moins vite aussitôt après. Ce type intéresse tout le reste du département, en fait le Trégor et le Goëlle, sauf le Sud dont le profil se rattache au pays des toiles. La courbe en est relativement simple, à une bosse plus ou moins marquée au-dessus de l'indice 100. Cette bosse qui peut offrir un palier autour des années 60, comme pour Tréguier, Lannion, Lézardrieux, et même Lanvollon, témoigne de l'aisance du Trégor agricole de la fin du XIX^e siècle, comme nous le verrons plus loin.

Les centres de bains de mer retiennent déjà un peu la population. Ces centres sont au nombre de douze à avoir tenu tête à l'émigration jusqu'à la fin, jusqu'à nos jours : ce sont, dans le département, Trébeurden, Trégastel, Perros-Guirec, Trévou, Tréguinec, Kéridy, St-Quay-Portrieux, Plérin, tous en Goëlle-Trégor, et cinq seulement sur la côte orientale de la baie : Pléneuf, Erquy, St-Cast, St-Jacut-de-la-Mer et Lancieux.

Mais sauf exception, et nous y reviendrons dans l'étude du quatrième type, les bourgs balnéaires n'ont pas réussi à enrayer l'évolution générale de leur canton. Il faut donc chercher ailleurs l'explication de la descente de la courbe du type 3, après 1866. Le grand responsable

ici, c'est le déclin de la pêche à Terre-Neuve. Si les pertes de population des cantons du type 3, à partir de 1866, rendent compte de l'appel de main-d'œuvre à Paimpol, pour l'Islande, elles marquent surtout la disparition de la pêche à Terre-Neuve. Les ports d'embarquement étaient Binic, Le Légué et la baie de Pontrieux. Ces ports recrutèrent dans l'arrière-pays. Binic armait jusqu'à 51 bâtiments en 1850 et ses armements comptaient encore 36 unités en 1860, mais les chiffres baissent rapidement par la suite. Le Légué offre un chiffre record de 39 bâtiments en 1860. Il est donc normal de constater que les courbes des cantons du Goëlle et du Trégor intérieurs reproduisent cette montée et cette chute des armements pour Terre-Neuve.

A l'intérieur du type 3, une nuance apparaît selon la plus ou moins grande rapidité de la chute de la courbe démographique. Le canton de Plouha, limitrophe de celui de Paimpol, résiste mieux à la dépopulation. Là, l'Islande a succédé à Terre-Neuve, plus complètement qu'ailleurs. Une autre tache appartient au type 3, la région orientale de Dinan, cantons de Dinan-Est et d'Evran. L'appartenance de ces cantons au type 3 relève de l'activité maritime comme pour le Goëlle-Trégor : grande pêche, puis marine de commerce.

Le type 4 : type Pléneuf.

Il intéresse seulement quatre cantons : Perros-Guirec, Pléneuf, Matignon et, à l'intérieur, Plélan-le-Petit. Ces courbes ont l'originalité d'arriver au milieu du XXe siècle au-dessus, ou près de l'indice 100, autrement dit longtemps après la date de leur maximum qui est :

1891 pour Pléneuf ;
1866 pour Perros-Guirec ;
1896 pour Matignon.

Les populations rurales se maintiennent bien. Plélan-le-Petit est déjà un peu à part à cet égard : la chute après le maximum de 1901 y est rapide. Les trois autres cantons qui gardent si bien leurs ruraux sont situés sur le littoral ; ils doivent beaucoup à l'essor du tourisme surtout à Perros. A Pléneuf et Matignon, c'est un peu différent : l'aspect agricole

des communes de l'intérieur a joué.

La commune de Lancieux s'est accrue d'un tiers de ses habitants de 1921 à 1931 (elle est passée de 770 hab. à 1 020 hab.). St-Jacut a évolué de façon semblable. St-Cast a augmenté de 65 % de 1871 à 1931. Pléhérel a surtout crû de 1886 à 1901 (46 %). Erquy a augmenté de 40 % de 1841 à 1891. Pléneuf a eu une croissance presque continue de 75 % de 1841 à 1936.

Le canton de Perros-Guirec, outre le tourisme, bénéficie de la présence du sanatorium de Trestel pour la tuberculose osseuse ; Trégastel connaît une augmentation de population de 50 % entre 1841 et 1926, et l'ensemble du canton de Perros-Guirec accuse une augmentation de sa population sédentaire de 35 % entre 1901 et 1936.

Conclusion : Le rôle de la mer aux différentes époques sous-jacent à la typologie. Le fait essentiel : l'importance des pertes démographiques.

Le type 1 accusant une diminution précoce et importante de la population - dès 1831 - est celui du "pays des toiles" d'où la crise industrielle a chassé les ruraux. Le type 2, caractérisé par une augmentation de population jusqu'à une époque plus ou moins tardive dans le XIXe siècle, voire même jusqu'à 1911, intéresse toutes les campagnes de l'argot plus purement agricole, qu'elles appartiennent à la Haute-Cornouaille, au Mené ou au pays de Broons.

Le type 3 est fortement lié à la proximité de la mer ; son allure s'explique par l'importance des activités maritimes à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle. Le type 4 doit également son profil à la richesse des rivages, sous sa forme la plus moderne : le tourisme. Il y a donc une répartition géographique des types qui fait ressortir le rôle positif de la mer aux différentes époques d'une part, et les conséquences désastreuses de la disparition de l'industrie dans l'intérieur, d'autre part.

De l'analyse de la typologie des cantons, on peut retenir le rôle constant de la mer qui favorise, directement ou indirectement, l'activité économique sous ses différentes formes dans l'armor dont elle contribue

à maintenir la population. Ces chances multiples de l'armor ont joué à des moments divers, se sont relayées, parfois combinées pour en faire vraiment une frange favorisée. On doit remarquer qu'elles n'ont pas été capables cependant de retenir toutes les populations de l'intérieur au moment où celles-ci perdaient leurs activités, l'industrie de la toile et se tournaient vers une agriculture pauvre, et un artisanat paysan... et quittaient en partie leurs campagnes. L'émigration de l'argosat ne s'est donc pas faite au seul profit de l'armor. Mais à travers le temps, l'armor apparaît toujours comme un bon pays et cela de plus en plus. En l'espace de cent cinquante ans, l'opposition entre armor et argosat s'est renforcée. C'est là l'effet de la marche vers les bons pays au cours de l'histoire, même si la notion de "bons pays" a varié selon les âges.

Le fait fondamental demeure celui de la diminution générale des populations d'où l'allure descendante de la plupart de nos courbes. En chiffres absolus les pertes démographiques ne sont pas moins frappantes. Depuis cent cinquante ans les Côtes-du-Nord se vident de leur population malgré une natalité restée longtemps forte. L'émigration a fini par imposer sa loi, avec plus ou moins de rigueur selon les pays, avec une plus grande sévérité pour l'argosat que pour l'armor. Cet appauvrissement démographique est un trait fondamental de l'histoire récente du département. Il explique encore aujourd'hui la répartition et certaines mentalités de la population. Mais avant d'en saisir tous les prolongements, il convient d'analyser ses raisons profondes, d'ordre économique, et de comprendre à quelle situation il a amené cet espace rural en perdition.

C'est l'environnement économique des pertes démographiques que nous allons étudier maintenant. Quelles sont donc ces activités qui faisaient vivre des populations si nombreuses au début du XIXe siècle ? Comment ces activités ont-elles plus ou moins disparu ? En quel état économique leur amoindrissement a-t-il laissé les campagnes ? C'est le problème de la mutation d'une société rurale industrielle qui va nous préoccuper maintenant.

Chapitre 2 : "L'AGRA RISATION" DE L'ESPACE RURAL INTERIEUR, OU L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE DES PERTES DEMO- GRAPHIQUES DEPUIS CENT CINQUANTE ANS.

Nous avons constaté les pertes démographiques énormes des Côtes-du-Nord aux XIXe et XXe siècles, pertes inégales à travers le département qui ont beaucoup plus affecté l'argoad que l'armor. Nous allons maintenant essayer d'en comprendre les raisons et les effets en analysant la situation économique qui a provoqué cette hémorragie de la population, et celle qui en a résulté à la fin du XIXe et au début du XXe siècles.

A) Les causes économiques non agricoles de l'émigration¹.

Une série de causes économiques expliquent le déclin démographique du département aux XIXe et XXe siècles.

a) L'agonie de l'industrie des toiles des Côtes-du-Nord.

Un rapprochement de documents d'archives nous fait saisir l'évolution d'une activité économique de première importance dans la première moitié du XIXe siècle : celui de deux lettres du Préfet des Côtes-du-Nord, l'une du 14 novembre 1825 où il est dit que l'industrie principale du département est "la fabrication des toiles" et l'autre du 16 juillet 1849 où il est remarqué que l'industrie linière est "en pleine décadence"².

Cette industrie était active surtout dans l'arrondissement de Loudéac et, à un degré moindre, dans celui de St-Brieuc. Loudéac, Quintin, Uzel, Lamballe, Moncontour et St-Brieuc fabriquaient ou commercialisaient les toiles, à partir du lin, produit essentiellement dans l'arrondis-

-
- 1 - Nous n'étudions pas ici les causes en elles-mêmes. Rien que l'industrie des toiles mériterait une thèse à elle seule.
 - 2 - Archives départementales ; correspondance administrative, série M (dossier non classé) et série E contenant les règlements et les marques des tisserands.

sement de Lannion. Le département des Côtes-du-Nord aux fortes densités de la première moitié du XIX^e siècle, (Voir la carte de 1836) était un espace rural profondément pénétré par une activité industrielle, un peu comme les monts du Lyonnais l'étaient à l'époque par les tissages du coton¹. C'est cette industrie qui pouvait faire vivre tant de monde dans les campagnes d'alors². Or dès 1836 la misère est là. Les toiles déclinent.

- Les causes extérieures.

Une série de causes extérieures explique cette chute. Les réquisitions de main-d'œuvre pendant la Révolution et l'Empire ont été peut-être les premières à contribuer à la désorganisation de cette industrie. La suppression de la marque d'origine sous la Révolution et la concurrence des toiles de Saxe, Silésie et d'Angleterre sur les marchés d'Espagne et d'Amérique ont créé d'autres difficultés. Ces dernières se sont accrues lorsque la République mexicaine mit des droits à l'entrée des toiles de Bretagne (en 1823) et lorsque le tarif protectionniste de la Restauration fut abaissé sur les tissus de fil en provenance de l'Angleterre qui importait alors du lin brut de France. Le traité du libre échange de 1860 contribua encore à la détérioration de la situation. Le machinisme des Anglais et la vogue du coton, moins cher que le fil, eurent finalement raison des toiles bretonnes au coût élevé. Dès 1842 l'Angleterre nous envoyait ses tissus.

- Les causes internes.

D'autres causes, d'ordre interne, ont joué dans le même sens que les précédentes : celles-ci tiennent à l'organisation même de la fabri-

-
- 1 - Journées Rurales de septembre 1973. Analyse des activités industrielles des Monts du Lyonnais au cours de l'excursion dirigée par J. -P. HOUSSEL.
 - 2 - C'est ce que tend à prouver le Mémoire de l'intendant Gallois de la Tour, de 1733 ; voir H. SEE, "L'industrie et le commerce de la Bretagne dans la première moitié du XVIII^e siècle d'après le Mémoire de l'intendant Gallois de la Tour", Publications du Comité d'Ille-et-Vilaine, IV, Rennes, Plihon, 1922, 47 p. Voir p. 9 : l'industrie de la toile "a presque exclusivement le caractère d'une industrie rurale, d'une industrie domestique, qui sert de ressource complémentaire aux cultivateurs".

cation. En effet, si le travail du lin remonte au XVe siècle, introduit par la maison de Laval à Quintin, la culture de la plante se pratiquait toujours essentiellement dans les campagnes de Paimpol, Tréguier et Lannion. C'est donc parfois jusqu'à 80 km que la matière première avait à parcourir pour être élaborée au pays de Loudéac. En 1844 par exemple, sur 7 689 ha de lin cultivés dans le département, 246 seulement l'étaient dans l'arrondissement de Loudéac¹. Habasque signale bien des essais de culture, avec des rendements supérieurs à ceux du littoral, dans le Sud du département, mais il est déjà trop tard². Les déplacements à dos de cheval, par des routes mauvaises, entraînaient des frais d'autant plus lourds qu'on transportait le lin "en verges" et non en filasse, c'est-à-dire vraiment à l'état brut, non débarrassé de ses éléments ligneux lourds, dix fois plus pesants que la filasse proprement dite. De plus, la filature à la main est restée la seule technique malgré les encouragements - tardifs eux aussi - du Ministre du commerce, de St-Cricq, sous la Restauration et ceux du Conseil Général³ ou de quelques personnages éclairés comme le Baron de Taya (à Uzel). Les Bretons du XVIIIe et XIXe siècles travaillaient comme leurs ancêtres du XVIe siècle. Ajoutons que le blanchissage se faisait sur rochers, blanchissage non mécanique, non chimique. C'était la spécialité du Quillio dont les habitants allaient chaque semaine avec 30 à 40 chevaux à Pontivy chercher la cendre nécessaire, cendre de meilleure qualité et en plus grande quantité que celle qu'ils pouvaient se procurer chez eux⁴.

1 - L'Agriculture française en 1844..., op.cit. Tableaux 1 et 8, p. 32 et 39 bis.

2 - Voir plus loin.

3 - HABASQUE, "Notions historiques, géographiques, statistiques et agronomique sur le littoral du département des Côtes-du-Nord", 1er tome, Guyon, St-Brieuc, 1832, XI p + 450 p + rapport sur l'ouvrage par F. TAROT : 14 p. - tome II, Guyon, St-Brieuc, 1834, VII p. + 448 p. - tome III, Jollivet, Guingamp, 1835, XVI p. + 345 p. + "Coup d'œil sur l'ensemble du département des Côtes-du-Nord", 117 p. - Compilation qui décrit la situation du début de la Monarchie de juillet et contient des "observations personnelles intéressantes" dit J. MEYER, op. cit. dans sa bibliographie.

4 - HABASQUE, op. cit., t. III, p. 88 de "Coup d'œil ...".

Ce lin que les Côtes-du-Nord travaillaient de façon si peu rentable, les liniculteurs ne pouvaient pas le vendre aux industriels du Nord habitués au teillage plus soigné des Flamands et des Belges. Si l'on ajoute que le lin des Côtes-du-Nord n'était pas un plant suffisamment sélectionné, ni soigné, on se rendra encore mieux compte des carences rédhibitoires de la matière première et de sa transformation. Le travail à la main continua à Uzel jusqu'en 1872 et à Quintin jusqu'en 1911, mais ce n'était depuis longtemps qu'à titre de relique.

Au début du XX^e siècle Ardouin-Dumazet décrit Loudéac qui "a donc perdu son rang de ville manufacturière"¹, comme une ville somnolente. Il se pose la question "Est-ce bien une ville, ce gros bourg d'aspect rural... ?" "La sous-préfecture est presque en plein champ, ainsi que la gendarmerie et le palais de justice ...". "L'industrie des toiles est représentée par un seul établissement, il emploie la plus grande partie des derniers tisserands de Bretagne. Sans lui, cette industrie aurait vécu ; mais il fait venir des filés du Nord et peut ainsi alimenter la main-d'œuvre. Les tisserands ont presque toujours un autre métier : ils sont cultivateurs ou boutiquiers. Leurs produits sont excellents, on pourrait dire inusables, aussi les préfère-t-on encore aux toiles mécaniques ; grâce à cet engouement bien justifié, les salaires sont assez élevés ...". Et le voyageur averti ne se laisse pas aveugler par ce reliquat de l'activité passée. Il s'empresse d'ajouter "Je croyais entendre le tic-tac des métiers dans Loudéac, vainement j'ai parcouru les rues et les ruelles ; enfin, près de la sous-préfecture, j'ai aperçu le bâti d'un jacquard dans une arrière-boutique où je suis entré. Le tisserand m'a fort cordialement reçu, il m'a montré son travail ; lui ne fait pas de la toile, mais une étoffe particulière appelée "garro", "rigodon" ou "mi-laine". C'est une étoffe de laine tissée sur une chaîne de lin et dont les femmes se servent pour leur habillement ordinaire. Le lin vient de Lille ou d'Armentières, la laine est tirée de

1 - ARDOUIN-DUMAZET (V.), "Voyage en France", 5e série (3e partie) : "Haute-Bretagne intérieure 1914-1917", Berger-Levrault et Cie, Paris, 412 p. ; p. 328 et 329.

Tourcoing. Le Nord, dont les usines ont ruiné l'industrie de la Bretagne, alimente donc en partie les restes de cette activité jadis si grande". Toujours au début du XXe siècle et tiré des notes d'Ardouin-Dumazet on sait que Quintin, jadis pièce maîtresse de l'industrie textile du département, n'avait plus guère de tisserands et encore ils "auraient tous abandonné le travail sans les sœurs du St-Esprit qui se sont improvisées chefs d'industrie"¹ pour trouver du travail à ceux qui ne veulent pas abandonner le métier. Mais le géographe remarque que "la rue du Lin n'a plus de marchands de fils" et qu'à la gare on débarque essentiellement de la tangué, "tendance du pays vers le progrès"². Aujourd'hui encore un ou deux métiers fonctionnent pour les amateurs du passé.

Culture du lin et fabrication des toiles requéraient la présence d'une main-d'œuvre difficile à chiffrer mais certainement très importante. Les traces de ces deux activités se lisent encore dans la toponymie et l'habitat : le "champ du lin", le "quartier du lin" ... "park linn" ou "liors linn" ... se retrouvent sur tous les cadastres du Trégor ; et l'atelier - la "boutique" - de la toile dans de nombreuses maisons qui datent en partie ou en totalité des XVIIIe et XIXe siècles ("ty guyader" : la maison du tisserand).

La disparition de ces deux activités a chassé de chez eux ces ruraux plus artisans que paysans. L'espace rural des Côtes-du-Nord a déperî par suite du déclin de son activité industrielle. De l'argoaat qui travaillait le lin et de l'armor qui le faisait pousser, c'est l'argoaat qui a le plus souffert de l'abandon de l'industrie des toiles. L'armor allait se convertir à de nouvelles cultures bien plus facilement que l'argoaat.

b) La pêche et les activités de l'armor.

La décadence de l'industrie des toiles a atteint le littoral qui cultivait le lin et l'intérieur qui le travaillait et le commercialisait. Et

1 - ARDOUIN-DUMAZET (V.), *op.cit.*, 5e série, 3e partie, p. 346 : Il n'y avait plus que 300 tisserands dans Quintin et ses alentours vers 1870 et l'auteur rapporte ce témoignage : "dans dix ans m'a-t-on dit, le dernier tisserand aura disparu".

2 - *Ibid.*, p. 346.

pourtant les cartes de densité de population de 1834 à 1866 montrent des pertes beaucoup plus importantes pour l'argoaat que pour l'armor. C'est que l'armor avait des activités de rechange, ou plutôt une activité déjà en place et qui s'est développée à la fin du XIXe siècle : la pêche¹.

L'histoire, les causes du développement et le développement lui-même de la grande pêche qui a commencé à Bréhat au début du XVIe siècle dépassent notre propos. Par contre, l'essor puis le déclin de la pêche en Islande expliquent quasiment l'allure des courbes démographiques des cantons littoraux, notamment sur la côte occidentale du département, et autour de Dinan. C'est à partir de 1820-1825 que les Français fréquentent les lieux islandais² et à partir de 1840 que les Paimpolais s'y mettent vraiment, sous l'impulsion de l'un des leurs, Louis-Joseph Victor Morand.

A l'initiative de ce marchand de sel pour la salaison de la morue et du maquereau, fabricant de bière pour les marins de Terre-Neuve et de surcroît armateur et ostréiculteur à Plouézec, sous l'action de cette forte personnalité, la pêche se développe à Paimpol. Jusqu'en 1860, cet homme inspire les grandes réalisations de la ville dont il est maire. Les équipages se recrutent dans les communes voisines³, surtout à Ploubazlanec. En 1857 on compte trente bâtiments de grande pêche. Malgré des hauts et des bas aux causes multiples : effondrements des prix à certains moments, pertes en hommes ..., - Morand lui-même dut liquider son armement après la campagne de 1857 -, les équipages augmentent au cours de la deuxième moitié du XIXe siècle et les bénéfices des armateurs aussi puisqu'ils financent la chapelle Ste-Philomène en 1863, l'hospice St-Joseph, le pavage des rues, et surtout le premier bassin à flot en 1880-

1 - KERLEVEO (J.), "Paimpol au temps d'Islande". Chronique sociale de France, Lyon, 1944, t. I, 348 p.

2 - HABASQUE, op.cit., t. I, p. 355 : "De toutes les pêches maritimes, celle de la morue est sans contredit la plus importante et la plus considérable".

3 - Un dicton stigmatise encore à Paimpol, ce rôle de commandement des Paimpolais sur leurs voisins : les Paimpolais diraient volontiers : "armons, partez !" (propos recueillis sur place, à Loguivy-de-la-Mer).

1885 et en réclament un deuxième en 1894 en même temps que la liaison ferroviaire avec Guingamp. Paimpol est alors le seul grand port sur la côte Nord de la Bretagne avec St-Malo, qui, lui, reste fidèle à Terre-Neuve¹.

Les équipages ne cessent de progresser, et pourtant on ne peut manquer d'être frappé par l'importance des pertes en hommes et, finalement, du peu d'effet de ces dernières sur la courbe démographique. Le mur des disparus en mer de Ploubazlanec garde la mémoire des non-retours au port. L'inscription de Yann Vras - le Yann Goas de Pierre Loti - y est encore fleurie de nos jours. Toutes les communes, toutes les familles se souviennent de tragiques attentes déçues, mais surtout Ploubazlanec, Plouezec, Kérity, puis Plounez, Plourivo, et moins touchés, le pays de Tréguier, Etables ou Plouha. En 83 ans ce sont plus de 100 naufrages, soit 2 000 hommes de la région de Paimpol perdus. Cette hémorragie de pères de famille ou de futurs maris n'a été compensée que par une natalité très vigoureuse, par des familles très nombreuses.

Pendant que la pêche d'Islande bat son plein, l'agriculture du canton progresse peu. C'est la mer qui attire. Les paysans abandonnent volontiers le travail des champs pour celui de la marine. Dès cette époque il y a interpénétration des deux milieux, paysan et marin, même à l'intérieur des familles ; ou, plutôt, il y a un seul milieu : le milieu rural vivant de la mer. "La Paimpolaise" dit vrai quand elle chante le Breton "quittant ses genêts et sa lande"² mais il faudrait se rappeler qu'il ne le fait que pour quelques mois. Les Islandais ont en fait deux métiers : celui de la mer et celui de la terre. Des deux, c'est le premier qui paie le mieux. L'Islande a répandu une certaine aisance dans les campagnes. C'est pourquoi les hommes acceptent ce très dur métier, et de plus en plus, au cours de la deuxième moitié du XIXe siècle. En 1895 - année de la plus grande flotte d'Islande et date de la chanson "La Paimpolaise" - 80 goélettes sont parties.

1 - SEE (H.), "L'industrie et le commerce en Bretagne ...", op.cit., p. 41.

2 - KERLEVEO (J.), op.cit., p. 71 et suivantes sur "le recrutement des équipages".

L'importance de la pêche en Islande se mesure à d'autres activités que les campagnes en mer proprement dites, même si celles-ci en constituent l'aspect le plus évident. A côté de la pêche en effet on constate toute une série d'occupations et de profits liés à elle, en dépendant. Parmi ces entreprises l'armement vient au premier rang. La plus grande partie des goélettes sort des chantiers de la ville, du moins à partir de 1878 - date à partir de laquelle nous avons des renseignements à ce sujet - ; en 1898, 150 ouvriers travaillent dans les chantiers. En comptant les charpentiers, les voiliers, les forgeurs, les gréeurs, les manoeuvres, les employés de bureau ... cela représente environ 800 personnes. Paimpol s'adonne aussi au cabotage et au commerce, celui du sel en particulier dont les saleurs ont grand besoin pour saler en mer la "morue verte" et pour resaler celle-ci à terre ; on pratique également la petite pêche, l'ostréiculture, le commerce des homards à Porz-Lazo et des langoustes à Loguivy et le bornage ou transport des goémons, marnes et engrais, de Brest à St-Malo. Les voileries donnent aussi du travail. La mer fait donc vivre toute la population dont l'activité est axée sur la pêche. Par contre, ce qu'on ne trouve pas à Paimpol, c'est la maîtrise du secteur aval : pas de sècherie dans le pays. La mer explique tout mais l'exploitation de la situation maritime n'est pas absolument complète.

La période islandaise se prolonge jusqu'en 1935. Les causes de sa disparition, de son amenuisement, puis de sa ruine sont complexes et hors de notre propos. Mais la fin de l'armement à Paimpol explique la chute de la courbe démographique à partir de 1924. Il convient donc de rappeler comment Paimpol perd sa suprématie de la mer. Son voilier est concurrencé par le chalutier. Dès 1871 est apparu le chalutier à vapeur à Arcachon et dès 1894 un spécimen français est construit, mais pas à Paimpol ! Le voilier mixte, le "cordier" n'y est arrivé que très tard, vers 1930-1932. Il faut reconnaître cependant que Paimpol a mieux résisté que les autres ports du département : Dahouët, Le Légué, Binic, Portrieux ou Pontrieux. Il a été touché comme tous les ports français de Dunkerque à Bordeaux ; mais surtout il a manqué à Paimpol des industries annexes, celles qui auraient dû découler tout normalement de la pêche comme les sècheries ou les raffine-

ries d'huile et encore les industries de pointe au XIXe siècle : celles du fer et du charbon, de la métallurgie qui auraient créé tout un complexe. Il lui a manqué aussi des voies de communications terrestres. La voie normale du chemin de fer n'a été réalisée qu'après 1918. D'ailleurs, c'est peut-être parce que Paimpol a attendu longtemps son raccordement à la voie Paris-Brest, raccordement réalisé en 1867, que sa petite région a subi l'attraction de Paris et l'exode consécutif, de façon beaucoup plus atténuée que l'argosat.

Les profits que Paimpol ne tire plus directement de la mer après l'époque de la grande pêche, il les doit, après, encore à sa position littorale. Dès 1920-1922 le tourisme se développe. Les primeurs aussi. Les "Islandais" se font "marchands de patates", de choux-fleurs et d'artichauts, entre les deux guerres. Cette nouvelle activité ne réussit pas à maintenir la courbe démographique à son niveau de naguère, mais elle l'empêche de trop fléchir après le départ, en 1935, de la "Glycine", la dernière goélette.

Dans le maintien de la population du canton de Paimpol, il convient de faire une place toute spéciale au rôle de l'école d'hydrographie, devenue Ecole de la Navigation à Kersa en Ploubazlanec, créée en 1920¹. Lorsque la grande pêche disparaît, l'école forme et recrute dans la région les officiers et les équipages de la Marine Marchande. Ainsi, toujours l'armor bénéficie d'une activité susceptible de retenir les hommes, du moins en partie et, comparativement, beaucoup plus que l'argosat qui n'a jamais eu, après la disparition des toiles, d'activités de l'ampleur de celles du littoral. Après la fermeture des ateliers de lin, l'argosat n'a eu qu'une seule possibilité : celle de devenir ce qu'il était déjà : un pays agricole, mais agricole uniquement ou presque. Avant d'étudier cette "agrarisation" obligatoire de l'ensemble de notre département et de son argosat tout spécialement, faisons le point sur les activités non agricoles en milieu rural à la fin du XIXe siècle.

1 - Elle a formé entre 22 et 33 % des capitaines au long cours. Or son recrutement est en grande partie local. Originaires de la contrée, les élèves y épousaient des filles du pays, elles-mêmes élevées à l'école religieuse. (Voir les archives de l'école).

Conclusion.

L'émigration et ses conséquences expliquent les pertes démographiques très importantes qui caractérisent l'évolution du département des Côtes-du-Nord à partir de 1831.

L'émigration a des causes économiques directes. Elle est liée au déclin de l'industrie des toiles, industrie rurale. En difficulté sous la Révolution et l'Empire, l'activité textile agonise au XIX^e siècle, malgré les efforts de restauration. Elle n'est remplacée par aucune autre industrie de type moderne. L'argot pâtit lourdement de sa disparition. Mais ne reste-t-il pas des activités non agricoles après la chute de l'industrie des toiles ?

B) Le tissu artisanal de l'espace rural tel qu'il apparaît dans le contexte de l'exode rural et de la disparition de l'industrie : sa contribution à la définition d'un certain espace rural.

Pour avoir une image du milieu rural après la chute de l'industrie des toiles, et en dehors de l'activité maritime propre au littoral, nous avons cartographié les activités non directement agricoles à l'aide de "l'Enquête agricole et industrielle" de 1884¹.

1 - "Enquête agricole et industrielle". Etats communaux 1884. Archives départementales, série M et voir l'"Annuaire - Almanach général des 100 000 adresses des Côtes-du-Nord pour l'année 1886 (contenant les noms et professions des habitants de Saint-Brieuc et des 388 autres villes et communes du département)". - Auteur-éditeur C.A. Pointeau, Morlaix, 546 p. - Dans l'enquête, les états par commune donnent le nombre d'artisans par métier en année normale, et en 1884, ce qui permet de mieux situer les divers renseignements. Mais 37 % seulement des communes du département déclarent avoir de l'industrie. Il existe un récapitulatif pour les arrondissement de Dinan, Loudéac et Lannion et des tableaux pour cinq cantons. - Les réponses des maires du questionnaire sont quelquefois décevantes. "Industries diverses" ont écrit les plus laconiques. Mais, le plus souvent, les réponses ont une tournure personnelle, avec des jugements sur la politique industrielle, agricole ou étrangère (sur le libre échange, notamment), quand le responsable communal ne se permet pas un brin d'humour comme au Foeil où l'on fait remarquer que "les villes sont plus propres à renseigner l'administration que la petite commune".

Les cartes que nous avons dressées par commune reprennent toutes ces indications, celles de l'Enquête et celles de l'Annuaire-Almanach qui a le mérite, lui, d'être exhaustif, et selon nous, après

.../...

confrontation avec l'Enquête, fiable. Différentes difficultés se sont alors dressées devant nous : elles peuvent être classées en quatre catégories : 1°) difficulté d'ordre statistique : à partir de quel chiffre peut-on parler de commune urbaine à la fin du XIXe siècle ?

2°) difficulté d'ordre sémantique : nos sources abondent en termes locaux, vieillis ou désuets, quelquefois imprécis au premier abord, comme : "patachier", pour conducteur de pataches, voiture à chevaux ; "coquetier", pour marchand d'œufs et volailles en gros ; "fournier", pour celui qui chauffe le four à pain ; "flottier", pour celui qui fait flotter le bois sur une rivière. Pour "maréchal" il y a au moins trois sens, pas toujours précisés. Pour éclaircir ce vocabulaire nous avons été bien aimablement aidé par Monsieur le Conservateur des Archives Départementales.

3°) difficulté d'ordre logique : l'élaboration d'une grille par corps de métiers, en différenciant commerce et artisanat.

4°) difficulté d'ordre analogique - celle -là mineure - tenant aux mutations administratives et aux changements dans les métiers mêmes.

Nous avons considéré comme urbaines seulement sept communes, alors que plusieurs autres dépassent 2 000 habitants, résidant au bourg ou dans les écarts, à la fin du XIXe siècle, Bourbriac (4 337 hab.), Evran (4 009 hab.)... Ces sept communes sont : St-Brieuc - 17 833 hab. ; Dinan - 9 964 hab. ; Guingamp - 8 404 hab. ; Lamballe - 4 515 hab. ; Loudéac - 5 803 hab. ; Paimpol - 2 365 hab. (recensement de 1881 pour toutes). Toutes ces difficultés sus-citées ne doivent pas faire oublier le problème majeur qui s'est posé : la différenciation du commerce et de l'artisanat dont la définition est imprécise avant 1955, voir "Problème économique", La Doc. française, 13 juin 1973, n° 1326 : l'artisanat et le secteur des métiers p. 2 à 6, art. repris de la "Revue économique de la Banque Nationale de Paris", avril 1973. Si pour quelques professions cette différenciation est évidente (tailleur de pierre ; maçon ; charpentier ; etc.), il n'en est pas de même pour certains autres métiers. Par exemple quand il est indiqué : tissu, draperie, s'agit-il de marchand ou de fabricant ? filet : est-ce un artisan ou un commerçant, peut-être la fabrication et la vente sont-elles associées ? fabricant de cidre : fabrique-t-il seulement ou commercialise-t-il ses produits ? limonadier : est-ce un fabricant de limonade ou un cafetier ? ... et bien d'autres exemples seraient à citer.

Les dix-sept rubriques utilisées dans les trois cartes se répartissent ainsi entre : 1°) Commerçants de l'alimentation ; 2°) Artisanat ; 3°) Autres professions n'appartenant pas aux deux catégories pré-citées. La première catégorie, celle des commerçants de l'alimentation comprend : café, alimentation, ramassage de denrées alimentaires, meunerie. - La seconde catégorie, celle de l'artisanat regroupe : textile, cuir, bois, fer, bâtiment, mines (carrières). La troisième catégorie s'entend des activités du commerce et de l'artisanat n'appartenant pas aux deux premières catégories, auxquelles s'ajoutent les professions tertiaires, les professions libérales : notaires, médecins ..., et la marine ... Il est à noter qu'il n'a pas été tenu compte du personnel ecclésiastique (régulier ou séculier) ni du personnel enseignant pourtant important.

.../...

Par exemple, pour St-Brieuc, dans "Mouvement de la Population. Etat récapitulatif, série M, 1806-1870" (Archives départementales), nous avons relevé 2 019 personnes sur les 14 888 (recensement de 1856). Parmi ces 2 019 on dénombrait 639 militaires de garnison et 109 lycéens. Les autres (1 271 individus) étaient essentiellement des membres des hospices, séminaires, pensionnats, des religieuses ... Or, entre 1856 et 1884, la situation a peu changé quant à ce groupe d'individus. Cette classification a été établie avec toutes les réserves émises plus haut. A noter aussi qu'une personne exerçant deux activités est citée deux fois, par exemple : le cafetier-épiciers est compté parmi les cafetiers et parmi les épiciers. Les charpentiers et les menuisiers sont quelquefois comptés deux fois ; les vendeurs de bois et épiciers de surcroît, de même. Les exemples sont assez nombreux pour que l'on puisse penser que le pourcentage d'artisans et de commerçants est en fait le pourcentage des activités exercées dans la commune. A titre indicatif de la diversité des fonctions exercées voici la liste critique, mais non exhaustive des métiers classés dans :

A - Le commerce : - les cafés comprenant hôteliers, cabaretiers, cafetiers, aubergistes, débitants, limonadiers, maîtres d'hôtel, cafetiers-épiciers, etc... De nombreuses veuves exercent ces professions. - L'alimentation s'entendant des épiciers, boulangers, pâtisseries, fourniers, charcutiers, bouchers, revendeurs de gibier, vins et spiritueux, de fruits secs, de pain, tripiers, légumiers, commerçants d'épicerie-tissus, d'épicerie, de graines, de poissons, etc, épiciers regrattiers. En ce qui concerne les poissons s'agit-il de pêcheurs qui vendent eux-mêmes leurs produits ? Parfois. - Le drainage alimentaire qui recouvre les marchands de chevaux, de vaches, de porcs, de bestiaux, de pommes, de sel, de beurre, de cidre, d'œufs, de miel ; les coquetiers, les criers, les expéditeurs de viande, d'eau-de-vie, de volailles, les huiliers. Il n'est pas déraisonnable de penser que de nombreux marchands sont en même temps producteurs. - La meunerie pour les meuniers, les blatiers, les minotiers, etc... - Les autres commerçants regroupant chiffonniers, quincaillers (ils n'ont pas été comptés dans la rubrique "fer" car bien souvent leur travail consiste uniquement à vendre des produits), horlogers, merciers, pharmaciens (rares à l'exception des communes plus importantes), marchands d'engrais, de chaussures (qui n'ont pas été répertoriés dans le "cuir" car il ne doit pas s'agir souvent ici de fabricants), de nouveautés, de draps, de charbons, de bois à brûler, bimbolotiers, coiffeurs (rares), loueurs de chaises, fabricants de noir animal, perruquiers, revendeurs de fer et charbon, papetiers, brocanteurs, marchands de soie de porc...

B - L'artisanat, soit celui : - du textile, répertorié sous les rubriques de : tissus, tailleurs, chasubliers, rouenneries, tisserands, chapeliers, chanvre et lin, cordiers, teinturiers, filets, moulin à lin, foulonniers, draps et blanc, blanchisseurs de toiles, toiles, moulin à broyer. Il y a un doute sérieux au sujet du terme de tissus, peut-être ne s'agit-il ici que de marchands de tissus. S'il en est ainsi, il faudrait exclure cette activité de l'artisanat et cela ferait baisser le pourcentage du textile d'une façon appréciable car cette catégorie entre quelquefois pour une très grande part dans le "textile". - du cuir : cordonniers, tan-

La carte I représente le pourcentage des professions non directement agricoles par rapport à la population totale de chaque commune. On considère que les activités artisanales et commerçantes sont importantes lorsqu'elles représentent plus de 3 % de la population totale de la commune. Exception faite des sept villes citées, les régions à taux d'activité artisanale de plus de 3 % sont au nombre de quatre, ce sont :

- Le quart Nord-Est du département.
- Le quart Sud-Est du département.
- Le centre du département.
- La partie occidentale du département.

.../... neurs, bourreliers, mégissiers. - du bois : menuisiers, charpentiers, sabotiers, fabricants de charbon de bois, tonneliers, tourneurs, fabricants de chaises, constructeurs de navires (très rares), boisseliers, tamisiers, lattiers, ébénistes, scieurs mécaniques, fabricants de voitures, vanniers. Les menuisiers et les charpentiers, surtout les seconds, appartiennent plutôt aux métiers du bâtiment ; il a cependant été jugé préférable de les inclure ici. - du fer : charrons, maréchaux-ferrants, ferblantiers, forgerons, serruriers, chaudronniers, mécaniciens, cloutiers, forgerons-mécaniciens, couteliers, zingueurs, ouvriers en machines agricoles, taillanderie, instruments aratoires. En ce qui concerne les machines agricoles et les instruments aratoires il est probable que les marchands se partagent la réparation avec les maréchaux et les forgerons. - du bâtiment : couvreurs, entrepreneurs, maçons, peintres, plâtriers. - des carrières : ardoises, tailleurs de pierre, de granit, sables, briquetiers, tuiliers, chauffourniers. - des autres artisanats : des faïenciers, des potiers, des entrepreneurs de battages, distillateurs, fabricants de cierges. - des voituriers : patachiers, corroyeurs, rouliers. - de la marine : capitaines au long cours, maîtres au cabotage, armateurs au bornage, armateurs au cabotage, pilotes. Il est à remarquer qu'aucun marin (ou presque) n'est recensé ici, cela est dû sans doute au fait que les marins se sont fait inscrire comme cultivateurs, les deux professions étant bien souvent associées.

C - Le tertiaire (le secteur que nous appelons tel) et qui comprend des services très différents : celui du médecin, du vétérinaire, de l'officier de santé, du directeur d'asile, de la sage-femme, du hongreur et encore du receveur d'enregistrement, du percepteur, du receveur à cheval des contributions indirectes, du receveur de rentes, du préposé en chef de l'octroi, de l'employé des douanes, des droits de place et de l'enregistrement, du notaire, de l'huissier, du juge de paix, du greffier, de l'expert, de l'escompteur des ponts-et-chaussées, de l'architecte, de l'agent d'affaires, du géomètre, etc...

En dépit de toutes ces difficultés nous avons élaboré les trois cartes que nous décrivons.

Dans chaque commune peu d'activités surpassent les autres ; dans quelques communes cependant dominent certaines fonctions ou certaines productions : telle la commune de St-Brandan qui compte 16 chiffonniers ; telles les carrières où se trouve une carrière de granite ou de grès (à Erquy, au Hinglé, à Mégrit, à Caurel, à Pleumeur-Bodou, à Langoat, à La Roche-Derrien) ; d'ardoises (à St-Guen, à St-Gelven) ; de calcaire (au Quiou - près d'Evran) ; de kaolin (en Plémet où l'on fabrique de la céramique et des produits réfractaires) ; de sable (à Tréfumel et sur le Trieux, à Quemper-Guézennec)...

Dans l'intérieur une certaine activité textile demeure.

La carte II représente les pourcentages respectifs des commerçants de l'alimentation et des artisans par rapport à la population totale de la commune. L'intérêt de cette carte réside dans la comparaison de l'importance respective de ces deux activités. Sur 381 commune étudiées, 36 ont plus d'artisans que de commerçants de l'alimentation, 5 ont des pourcentages égaux, 8 n'ont aucune activité extra-agricole ; il y a donc 332 communes où prédomine le pourcentage des commerçants de l'alimentation par rapport à la population totale de la commune.

La nette prédominance du commerce de l'alimentation (et de la meunerie) n'est que l'expression du caractère essentiellement rural du département alors. Les carrières ont une certaine importance mais elles emploient peu d'artisans ; le textile connaît encore une activité mais le pourcentage des personnes employées y est faible par rapport à la population totale de la commune, et, redisons-le, il s'agit plus de commerce que d'industrie textile vraisemblablement.

La carte III indique le pourcentage des autres activités par rapport à la population totale de la commune. Ces activités n'atteignent jamais plus de 1 % dans la plupart des communes, sauf exception. Reste le problème de la marine qui quelquefois peut être conçue comme une activité complémentaire de l'agriculture. L'Annuaire n'indique pas les marins et l'Enquête manuscrite non plus. Sont-ils tous inscrits en tant que cultivateurs ? Cela est fort douteux. Les statistiques des pêches de 1932 prouvent que 10 à 12 % des pêcheurs bretons exercent accidentellement un autre métier : celui

de charpentier, calfateur, gréeur ou tenancier de buvette. En 1932, Paimpol comptait 920 pêcheurs, Tréguier 386, Lannion et St-Brieuc 599 chacun, ce ne sont pas des chiffres négligeables, et il est vraisemblable qu'en 1884 ces chiffres ne devaient pas être tellement différents de ceux de 1932, peut-être même plus importants.

Conclusion. - L'atmosphère des bourgs et des villages.

A travers les statistiques et les cartes qui en sont tirées c'est tout le petit peuple des métiers qui apparaît. Certes les activités sont de peu de poids et comme rivées au terroir, mais combien vivantes ! Pas un bourg sans son charron, son maréchal-ferrant, ou son ramasseur connu de bestiaux ou de beurre. Dans les plus petites localités un même homme, ou une même famille, remplit tous ces rôles à la fois. Mais partout bourdonne une activité para-agricole, qui vit de l'agriculture, se met à son service. La société rurale est alors composite. Elle est, aussi, hiérarchisée. Les commerçants les plus aisés résident près de l'église et de la mairie. Beaucoup de constructions en hauteur, avec des vitrines, témoignent encore aujourd'hui de la bonne marche des transactions locales de ce temps. Ces bâtisses contrastent avec les maisons bloc à terre des paysans dont les plus belles ne s'ornent que d'une corniche de pierre. Dans la mentalité, il reste encore des traces du prestige des "gens du bourg", c'est-à-dire des gens des métiers autres que celui de cultivateur. L'exception confirme la règle : selon les endroits, certaines tâches passent pour dégradantes ou douteuses ; un peu partout les rebouteux sont aussi craints que méprisés. La diversité des métiers ne fait que répondre à celle des exploitants : il y a autant de distance entre le gros boulanger et le fabricant de balais qu'entre le propriétaire d'une ferme à quatre ou six chevaux ^{le} et journalier ¹ des "penty", ces petites maisons bâties à la sauvette sur un coin de terre octroyé par le riche cultivateur.

1 - L'ouvrier agricole qu'on appelle alors le domestique en pays gallo et le "mevel bras" (grand valet) en pays breton.

Les trois cartes rendent l'image d'une activité artisanale diffuse, partout présente, mais de peu d'ampleur. L'époque de l'industrie des toiles est bien révolue. L'essentiel des activités non-agricoles est désormais lié à l'agriculture. L'espace rural est intimement sous-tendu par les métiers qui vivent de l'agriculture, une agriculture dont les besoins et les techniques sont à la portée des paysans et des artisans locaux, villageois. En filigrane on devine l'importance des carrières, de l'extraction des matériaux, encore que dans l'Enquête les maires se plaignent souvent des difficultés économiques parce que les grands travaux touchent à leur fin, ceux des chemins de fer en particulier. Les petits centres, gros bourgs et petites villes, telle celle de Châtelaudren, émergent de ce monde proprement rural. On perçoit enfin tout l'avantage que l'armor tire encore et toujours de la mer. L'argosat apparaît, lui, comme le plus démuné des activités non-agricoles de quelque importance.

Condamné à "l'agrarisation", l'argosat est-il capable de faire prospérer son agriculture à la mesure de son manque de ressources extra-rurales ? C'est ce que nous allons essayer d'analyser maintenant.

Chapitre 3 : LE ROLE DE L'ARMOR ET DE L'ARGOAT DANS LA DIFFERENCIATION DE L'ESPACE RURAL AGRICOLE TRADITIONNEL

Introduction.

Après la disparition de son industrie des toiles, le département des Côtes-du-Nord est devenu un espace presque exclusivement agricole, à l'exception de sa frange côtière qui continue à bénéficier, au cours du XIX^e siècle et jusqu'en 1935, des activités liées à la mer : grande pêche, voilerie, fabrique de cordages, cabotage ... Quelle est cette agriculture qui se met en place ? Quel est son espace propre ? Comment jouent les conditions physiques et humaines dans sa différenciation spatiale ?

A) Les disparités physiques et humaines entre l'armor et l'argocat.

a) La fatalité est-elle dans le climat ?

"Pluie, humidité, voilà les éléments essentiels du climat : eux surtout donnent à l'Ouest français sa physionomie originale"¹. Ainsi s'exprime R. Musset dans sa présentation de la Bretagne destinée au grand public. A l'échelon des Côtes-du-Nord l'assertion est-elle valable ? En ce qui concerne la vie végétale, pluie et humidité sont bien les éléments "essentiels", mais comment se présentent-ils, sous quelle forme et dans quelle combinaison ? Le font-ils de la même manière sur le littoral et à l'intérieur² ?

Les pluies.

Le volume moyen annuel.

La Bretagne a la réputation d'être une région pluvieuse. Pour

-
- 1 - R. MUSSET, La France de l'Ouest dans "La France géographique et tourisme", p. 82, sous la direction de FAUCHER D., Larousse 1952, t. II, 583 p.
 - 2 - Pour répondre à ces questions et tenter de déterminer les conditions climatiques de la vie rurale dans notre département, nous nous référons aux travaux du Laboratoire de géographie physique de l'Université de Haute-Bretagne que dirige J. Mounier. Et plus particulièrement aux mémoires de maîtrise qui ont été produits ces dernières années, en vue de l'élaboration des cartes climatiques, et tout spécialement au mémoire de R. Le Goaziou, "Les précipitations dans le cadre de la carte de St-Brieuc", échelle 1/250 000 : contribution à la préparation de la

.../...

expliquer le volume des pluies, on invoque la vaste ouverture sur l'Atlantique, les "souffles chargés de l'Océan"¹ et la coïncidence entre le relief et l'éloignement par rapport à la mer. Pourtant le volume des précipitations est loin d'être élevé. Il pleut moins à Roscoff (760 mm de pluies annuelles), qu'à Bordeaux (775 mm), moins à Rennes (728 mm) qu'à Nice (754 mm)². En fait, on ne peut manquer d'être frappé par la faiblesse des chiffres littoraux sur le pourtour de la Baie de St-Brieuc³ (698 mm à Dinard, 904 mm à Ploufragan...). Cette indigence de l'alimentation en eau sur le littoral a longtemps écarté de cette zone les spéculations de l'élevage.

La répartition et la variabilité des précipitations annuelles.

En année exceptionnelle, telle 1950-51, l'année la plus pluvieuse de la période 1951-1970, la Bretagne soutient sa réputation de province la plus arrosée de France. Cette année-là tout notre département et toute la région de la carte climatique de Saint-Brieuc ont reçu plus de 1 000 mm, sauf le littoral. En année ordinaire aussi le concept d'humidité associé au climat breton se justifie quant au nombre de jours où il pleut. Il pleut presque 2 jours sur 3 à Rostrenen ; sur le littoral, un jour sur trois environ. De plus, au cours de l'année la répartition des jours pluvieux est assez égale "Si l'été est bien une saison sèche, ce n'est pas une saison sans précipitations"⁴.

.../... carte climatique détaillée de la France, Rennes 1972. Les séries statistiques de références utilisées sont celles de 1951 à 1970, considérées comme représentatives des aspects du climat, mais les stations sont peu nombreuses pour les Côtes-du-Nord et certaines peu fiables. A noter aussi que nous sommes beaucoup mieux renseignés sur le littoral que sur l'intérieur.

1 - LE LANNOU (M.), Géographie de la Bretagne, t.I, 1950, Plihon Rennes, 283 p. ; p. 43.

2 - LE LANNOU (M.), Ibid., p. 22.

3 - J. Mounier l'explique par la divergence des vents. Des filets d'air seraient déviés par la disposition zonale du relief. - MOUNIER (J.), "Etude du vent sur le littoral de la Bretagne", Annales de l'Institut d'hydrologie et de climatologie, n° 94-95, 1967, p. 47 à 59, notamment le croquis p. 54.

4 - LE LANNOU (M.), op.cit., t.I, p. 24, et à cause notamment des précipitations du mois d'août. Voir MOUNIER (J.), "La saison pluviométrique indigente dans les régions océaniques du S. O. de l'Europe : Bretagne et Galice", Norois, n° 43, juillet-septembre 1964, p. 261 à 282.

Cependant, les totaux moyens annuels cachent les irrégularités d'une année sur l'autre, irrégularités très prononcées ; nous constatons que les rapports entre les totaux des maxima et les totaux des minima sont importants¹. Nous sommes loin de l'image d'un département régulièrement arrosé au cours d'une année, et par là voué tout entier à l'herbage.

Les régimes moyens.

Dans les Côtes-du-Nord on peut remarquer surtout deux régimes moyens de précipitations : le premier offre un maximum d'hiver (novembre-décembre) avec un palier d'automne et une brusque remontée en novembre et un minimum d'été (juillet). A Rostrenen, le volume annuel est très important et présente deux paliers, un en avril et un en octobre. J. Mounier qualifie volontiers ce climat de "climat d'altitude". Le second, sur le littoral - à Perros-Guirec, Pléneuf, Bréhat et au Cap Fréhel - présente un volume annuel moindre ; les paliers de printemps (avril-mai), et d'automne (septembre-octobre) y sont bien marqués, mais avec un minimum unique à l'Est de la Baie de St-Brieuc (en juillet).

Les régimes probables².

Le mois le moins variable est juillet dans tous les cas. La saison la plus variable est l'automne. Le régime de la Poterie est remarquable par l'égalité dans la variabilité en juin et juillet, par la forte variabilité d'août et novembre, deux données qui peuvent expliquer l'inégalité des rendements des céréales du blé surtout dans le Penthièvre, pays de production traditionnelle mais extensive.

A Pontivy, la variabilité est plus grande qu'à Plounevez-Moëdec. La position des deux stations de part et d'autre de l'axe montagneux explique

1 - 1,79 à Dinard, 2,21 à Serval, 2,31 à Ploufragan.

2 - Sur les schémas stationnels de la carte de l'Atlas de Bretagne, pour chaque mois, les 3 seuils : quintile inférieur, médiane et quintile supérieur figurent en coordonnées polaires dans les secteurs dont les surfaces sont proportionnelles aux hauteurs d'eau des différentes stations. Les mois sont disposés dans le sens des aiguilles d'une montre et l'altitude de la station (en mètres) figure au-dessous ; le total annuel des précipitations, au-dessus. Les graphiques des régimes probables obtenus en déroulant ces schémas présentent tous une courbe moyenne et une courbe médiane grossièrement parallèles, ce qui indique que les fortes valeurs des hauteurs mensuelles ont une influence très grande dans le calcul des régimes moyens.

le fait. Cette variabilité a contribué à faire de l'argosat un pays de l'herbe. Valeurs moyennes, annuelles ou mensuelles, ne nous rendent pas compte de l'aspect quotidien des pluies si important pour la vie végétale.

Les précipitations journalières et leur intensité¹.

Ce sont les pluies de faible intensité qui sont les plus fréquentes sur le littoral² ; à Servel comme au Cap Fréhel la fréquence des précipitations diminue très rapidement en fonction de l'intensité de celles-ci. L'atmosphère est donc souvent humide. P. Loti a bien rendu cette impression de ruissellement intarissable des pluies sur les bords du Trieux où se situe l'action dans "Mon frère Yves"³. "Tout le pays était enveloppé d'une même immense nuée grise. Le jour était comme un crépuscule, et il semblait que cette lueur si blême n'eut pas la force d'entrer dans la lucarne des chaumières. On ne voyait rien de lointain, et une petite pluie lente était répandue dans l'air comme une poussière d'eau". A mesure que l'on s'éloigne de la Manche l'abondance des faibles pluies du littoral, cette "poussière d'eau", s'estompe. Les précipitations supérieures à 20 mm/24 h. se font plus nombreuses. L'augmentation de l'altitude entraîne des précipitations d'intensité croissante dont le volume journalier est vite supérieur à celui de plusieurs semaines de faibles précipitations. L'histogramme pour la station de Merdrignac marque bien la différence avec le littoral à ce sujet. Les fortes précipitations - celles supérieures à 30 mm/24 h. - amènent proportionnellement plus d'eau à l'intérieur que sur les côtes. Dans l'ensemble les précipitations supérieures à 10 mm/24 h. apportent au moins la moitié du volume total annuel des précipitations. L'impression de "poussière d'eau" ne doit donc pas faire croire que ce sont les pluies fines qui apportent le plus

1 - D'après le mémoire de LE GOAZIOU : dépouillement de 73 000 "précipitations journalières", c'est-à-dire de 73 000 "totaux de précipitations recueillis entre deux observations faites à 24 h. de distance" (définition de Ch. P. PEGUY, "Précis de climatologie", Masson, Paris, 1961, 347 p. ; p. 193).

2 - Voir la carte de l'Atlas de Bretagne.

3 - Relevé par CHAUSSIS (P.) "Les Côtes-du-Nord", Imprimerie Moderne, St-Brieuc 1926, 75 p. ; p. 14.

d'eau.

La répartition des moyennes thermiques annuelles contribue aussi à nuancer les données. Si l'on considère comme froid, les mois dont la température moyenne est inférieure à 7°, seuls trois mois sont vraiment froids¹. Le nombre de ces mois froids augmente sur la côte d'Ouest en Est, entre Perros et Dinard, et de la côte vers l'intérieur. A l'intérieur-même du pays on décèle facilement une diminution de la température moyenne de l'Ouest vers l'Est : c'est ce que l'on vérifie quand on a l'habitude d'emprunter l'axe routier central de Quimper à Rennes : en période de grand froid, on trouve toujours la gelée blanche près de Rostrenen, à Tréogan exactement. Ainsi les Montagnes Noires jouent bien leur rôle de barrière climatique entre le Sud-Ouest plus doux que l'on vient de quitter avec le Finistère et le versant Nord-Est plus rude appartenant aux Côtes-du-Nord. Le département subit donc entre 2 et 5 mois froids selon les stations - sans que la moyenne du mois le plus froid descende au-dessous de 3° C cependant, ce qui nous confirme bien l'appartenance au domaine océanique dans son ensemble. Mais si aucun mois n'y est réellement sec,² cela ne signifie pas que nous sommes à l'abri de déficiences. En effet, ce qui compte pour la vie végétale, c'est "le pouvoir évaporant de l'atmosphère"³, et la possibilité réelle d'évaporation, c'est-à-dire les précipitations elles-mêmes et plus, précisément, le rapport entre ces deux facteurs. Les 5 types de mois que J. Mounier a distingué à

1 - Températures moyennes mensuelles des stations de la carte de St-Brieuc.

Stations	Janvier	Février	Mars	Novembre	Décembre
Merdrignac	3,4	4,4	6,9	6,9	4,8
Rostrenen	4,5	4,5	6,8	7,2	5
Corlay	4,7	4,7	6,6	7,4	5,8
Dinard	5,2	5,4	7,1	8,4	6,3
Bréhat	6,7	6,4	8,1	10	8
Perros	6,6	6,5	7,7	9,6	7,8
Ploufragan	4,8	4,7	6,5	7,8	5,2
Batz°	7,2	6,8	8,3	10	8,4
Pleyber-Christ	5,4	5,3	7,5	8,1	6,3

2 - C'est-à-dire un mois selon la définition de Ch. P. PEGUY : $P \leq 2 T$.

3 - MOUNIER (J.), "La saison pluviométrique indigente dans les régions océaniques du Sud-Ouest de l'Europe", Norois 1964, p. 261 à 282.

cet égard pour l'Atlas de Bretagne se retrouvent dans notre département et leur répartition dans les schémas stationnels à coordonnées polaires fait apparaître de fortes nuances entre l'armor offrant 4 mois très humides ($P > 6 \text{ T}^\circ\text{C}$) à Bréhat, et l'argosat en présentant jusqu'à 7 à Rostrenen. D'autre part, si les mois "secs" sont peu nombreux, les mois dits déficients - pour lesquels $2 \text{ T}^\circ\text{C} < P < 3 \text{ T}^\circ\text{C}$ - le sont relativement : la déficience se révèle entre juin et août. En regroupant les mois secs, déficients ou peu déficients, on constate que tout l'été est affecté par cette carence sur le littoral.

La grande difficulté d'alimentation en eau pour les végétaux se situe en général dans toute la Bretagne aux environs de juillet, en pleine saison végétative pour certaines plantes¹. Cette déficience augmente d'Ouest en Est, et de la côte vers l'intérieur. Sur la carte du déficit d'évaporation annuel le département est scindé en deux parties : en gros l'Ouest peu déficient quant à l'évaporation correspond à la zone traditionnelle de l'élevage dans la Cornouaille, l'Est plus sec à celle des céréales. A l'heure actuelle où la carte des productions agricoles change, le besoin de construction d'ouvrages en vue de l'irrigation apparaît impérieux dans tout le pays gallo et sur le littoral occidental.

En résumé, en été, notre département souffre de la déficience de l'évaporation partout, mais surtout dans ses secteurs de l'Est et de l'intérieur. Par contre, dans l'ensemble d'une année, cette déficience est plus importante sur la côte qu'à l'intérieur. L'argosat jouit donc de conditions climatiques au total plus favorables, pour l'herbe, que celle de l'armor. C'est là une conclusion enfin positive pour l'intérieur, qui n'ôte rien d'ailleurs à l'avantage que réservent les températures au littoral maraîcher.

Dans une stricte dépendance des données naturelles climatiques, l'armor plus sec mais plus doux, a pu traditionnellement porter des céréales et des cultures plus délicates, tandis que l'argosat, plus généreusement

1 - MOUNIER (J.), "Les besoins en eau d'une région d'après Thornthwaite. Essai d'application à la Bretagne", Norois 1965, p. 437 à 448.

arrosé mais également plus froid, a paru voué à l'herbe et à l'élevage bovin ou chevalin.

D'autres facteurs ont fait que ce partage climatique relatif a penché en faveur de l'armor jusqu'au milieu du XXe siècle, et parmi eux, avant tout, celui de la pédologie.

b) La pédologie dans le contexte de l'espace traditionnel favorable à l'armor.

L'image traditionnelle d'un armor riche et d'un argoat défavorisé a eu longtemps son explication dans l'utilisation des amendements marins qui ont enrichi, transformé, dénaturé les terres au bord de la mer. Pendant très longtemps, pour ne pas dire des millénaires, la valeur de la terre dans les Côtes-du-Nord a été fonction presque uniquement de la possibilité plus ou moins grande d'y adjoindre de l'engrais calcaire qui ne pouvait venir que de la tange et du maërl ou des rares carrières de l'intérieur : celle de Cartravers en La Harmoye et celle du bassin du Quiou. Cette possibilité était elle-même liée aux transports, aux conditions et aux coûts des transports, donc aux routes, puis aux chemins de fer. En 1844 encore le rapport des inspecteurs de l'agriculture reconnaît que "les modifications de terrains ont été fort rares dans l'intérieur, livré aux seules ressources des engrais animaux"¹.

La présence des placages de limon sur le pourtour de la Baie de Saint-Brieuc a renforcé cette idée. L'armor était riche parce qu'à ses sols naturellement plus doués en certains endroits, il pouvait apporter, jusqu'à quelques kilomètres à l'intérieur des terres, - jamais beaucoup plus, et souvent beaucoup moins - les engrais naturels : varech, tange, maërl² ... Ce mélange de la terre et de la mer a été si poussé qu'il est bien difficile d'en départager aujourd'hui les éléments, de démêler les aptitudes "naturelles" des sols en bordure de la Manche. L'originalité quasi humaine de cet

1 - "L'Agriculture française ..." par MM. les Inspecteurs ..., op.cit., p. 120.

2 - ARDOUIN-DUMAZET (V.E.), "La ceinture dorée : la récolte des engrais marins", Journal d'agriculture pratique, 1923, XLIII, p. 30-31.

ourlet littoral mise à part, existe-t-il un armor et un argoat au point de vue pédologique ? Nous allons tenter de répondre à la question en serrant d'aussi près que possible les prolongements pédologiques de la carte géologique¹, la carte du 1/320 000 dans sa deuxième édition, plus claire et plus parlante que les coupures anciennes au 1/80 000².

- Les engrais marins et les limons.

Commençons par l'analyse des engrais marins dont la légende rejoint l'histoire pour expliquer la richesse de l'armor. Dans un ensemble de terrains granitiques ou très anciens, généralement acides, l'élément fertilisant est le calcaire, à l'évidence. La mer fournit cet élément sous forme de sable coquillier et sous forme d'algues.

Le maërl est de l'algue calcaire³, vivante ou morte. Les gisements les plus importants sont ceux de la Baie de Paimpol, du plateau des Molènes, et des Glénans. A lui seul le port de Paimpol a fourni 80 % du tonnage breton en 1972. S'il y a surexploitation aujourd'hui, l'utilisation en a été importante localement depuis longtemps⁴. Habasque signale l'extension

-
- 1 - Voir notamment BARROIS (Ch.), "Légende de la feuille de St-Brieuc, n° 59 de la carte géologique de France au 1/80 000", Annales de la Société géologique du Nord, t. XXIII 1895, p. 66 à 87, et KEFORNE (F.), "Sur la géologie des Côtes-du-Nord", Bull. Soc. scientifique et médicale de l'Ouest, t. XXII 1913, p. 56-57. Voir également : "Géologie, géographie du Massif armoricain" ; "Dossiers documentaires régionaux", janvier 1974, n° 5, de l'Académie de Rennes (Annales du Centre Régional et de Documentation Pédagogique), 109 p.
 - 2 - Nous remercions ici l'Institut National Agronomique de la station de Rennes qui nous ont aidé dans cette approche pédologique de notre espace, ainsi que le directeur du Laboratoire de géographie physique de l'Université de Haute-Bretagne, J. MOUNIER pour nous avoir rendu accessibles les mémoires du laboratoire notamment celui de PIHAN (J.) sur "Les sols de la commune de Loudéac", 1970.
 - 3 - GAUTIER (M.), "Etudes sur les côtes de Bretagne. 1) carte morphologique du littoral et commentaire ; 2) monographie de deux côtes où l'attaque est plus sensible qu'ailleurs - a) littoral du Sud-Finistère de part et d'autre de l'Odé ; b) littoral continental de la Baie de Bourgneuf, de la pointe Saint-Gildas aux Moutiers en Retz". Commande de la DATAR, 7 février 1973. 1973, 144 p. ronéoté, et du même auteur : dans Pennar bed, 1970, p. 414 à 420, n° 63 : "L'exploitation du maërl en Bretagne" ; Penn ar bed, 1970, p. 421-429, n° 63, CABIOCH (J.), "Le maërl des Côtes de Bretagne et le problème de sa survie".
 - 4 - "L'Agriculture française en 1844 ...", op.cit., p. 140.

récente à son époque (vers 1830) de l'emploi de ces "boues de mer"¹, appelées mares ou marles, si avantageuses pour l'agriculture des communes voisines de la mer ou de la rivière" et précise² que "l'achèvement du canal d'Ille-et-Rance a permis d'en faire remonter jusqu'à Evran et même au-dessus". Les barques remontent alors à partir du Guildo jusque dans l'intérieur de l'arrondissement de Dinan. Habasque dit encore qu'on fait "beaucoup plus d'usage (des boues de mer) que du sable de mer"³.

Egalement utilisés comme amendement, les sables calcaires⁴, parfois confondus avec le maërl ont contribué à la richesse de la côte occidentale de la Baie de Saint-Brieuc⁵ et des contrées de l'intérieur accessibles au trafic. Gaultier du Mottay⁶ rapporte qu'En 1862 au havre de Port-Lazo, (en Plouézec, Paimpol) sont armés plus de 80 bateaux dont les équipages s'occupent pendant un certain temps à la pêche aux huîtres et, le reste de l'année, à draguer les sables calcaires qui se trouvent abondamment dans ces parages, et dont ils approvisionnent une grande partie du littoral. Le petit port de Bréhec, en Plouha, sert principalement à décharger les sables calcaires que des bateaux y apportent en abondance et qui, de là, se répandent dans tout le pays. Dans la rade de Saint-Quay-Portrieux (Etables) également se draguent des sables calcaires qui se répandent dans l'intérieur du pays et qui, première cause de la richesse culturale de la côte, portent au loin la fertilité. A Binic, il se fait une somme assez considérable d'affaires, relatives aux engrais marins qu'apportent journellement à quai une trentaine de bateaux et que viennent enlever un grand nombre de voitures de cul-

1 - HABASQUE, op.cit., t. III, p. 231.

2 - HABASQUE, op.cit., t. III, p. 299.

3 - HABASQUE, op.cit., t. III, p. 299.

4 - Sur l'origine du sable coquillier voir RUELLAN (F.), BEIGBEDER (Y.) et DAGORNE (A.), "Répartition des fonds sédimentaires détritiques dans la partie méridionale du golfe normand-breton (au sud du parallèle de 48°46'48" - 54 G 20') : comptes rendus des séances de l'Académie des Sciences, séance du 20 mars 1967 ; p. 1 à 4. - BOUSQUET (B.), "Contribution à l'étude du golfe normand-breton - morphologie littorale des baies de la Fresnaye - Arguenon - Beaussais", Thèse 3e Cycle, Nantes 1967 (manuscrite), 154 p. et 2 tomes de documents annexes.

5 - L'agriculture française en 1844, op.cit., p. 141. Ils sont "plus ou moins calcaires suivant la qualité de coquillages qu'ils contiennent : on ne trouve le sable coquillier que sur le littoral de Lannion, Lésardrieux, Paimpol, et Portrieux. Sur le littoral de Lamballe et Matignon il devient plus vaseux"

6 - GAULTIER du MOTTAY, op.cit., p. 217 ("Géographie départementale ...")

tivateurs"¹. Au XIXe siècle les sables calcaires marins sont donc dragués essentiellement sur la côte occidentale de la Baie de Saint-Brieuc.

Le goémon récolté sur les côtes bretonnes de Saint-Malo à la Baie de Bourgneuf a contribué aussi à l'avance de l'agriculture sur le littoral, avant d'être utilisé pour la "soude"². Le goémon désigne les algues et particulièrement les varechs. Dans la récolte du goémon, règlementée par une ordonnance de Colbert de 1681 puis une loi de 1852 et des décrets de 1868 et 1890, on distingue le "goémon de rive" et le "goémon de coupe". Le goémon de rive est coupé aux dates fixées par le maire et le "goémon de coupe" qui pousse en mer est récolté en barque lors des marées d'équinoxe. Le "goémon d'épave" est rejeté par tous les temps. La grande côte des goémoniers aujourd'hui est celle du Léon³, mais elle est en déclin. Dans les Côtes-du-Nord le goémon n'est presque plus récolté. C'était la spécialité du Trégorrois. La récolte fait partie aujourd'hui des attrait plus folkloriques et touristiques que des activités réellement productrices de la côte⁴.

Après les engrais marins, la seconde richesse de l'armor consiste en ses placages de limons, à l'Ouest de la Baie de Saint-Brieuc principalement⁵. Nous ne tenterons pas de démêler leur origine⁶ : fluviatile ? éolien-
— Voir aussi:—

- 1 - LENOIR-PEPIN (L.), "Les engrais marins de Bréhal à Lessay", Rennes, Imprimerie bretonne, 1944 (88 p.), Thèse lettres, Caen 1945.
- 2 - La "soude" : le produit obtenu en brûlant les algues, est destiné aux usines d'iode dont l'âge d'or se situe entre 1900 et 1930.
- 3 - Côte à rias. Pour les types de côtes en Bretagne voir : de MARTONNE (E.), "Le développement des côtes bretonnes et leur étude morphologique", Travaux du Laboratoire de géographie de l'Université de Rennes, 1903, p. 1 à 17.
- 4 - Une usine chimique fonctionne encore à Pleubian en 1974. "La "côte des goémoniers" et l'exploitation des algues marines en Basse-Bretagne", GAUTIER (M.), Penn ar bed 1964, n° 37, p. 169-172.
- 5 - Leur importance est soulignée dans le compte rendu de l'"Excursion géographique en Basse-Bretagne (Monts d'Arrée - Trégorrois)" par de MARTONNE (E.) et ROBERT (E.) dans "Travaux du Laboratoire de géographie de l'Université de Rennes, n° 3, 1904, 42 p. ; p. 1 à 42.
- 6 - Parmi les articles et ouvrages nombreux abordant plus ou moins directement la question voir : Annales de Géographie, janv. -mars 1949. "La 31e excursion géographique inter-universitaire : compte-rendu par MEYNIER (A.) et GUILCHER (J.), p. 1 à 16 ; PHILIPPONNEAU (M.), "Contribution à l'étude du Golfe normando-breton et de la Baie du mont St-Michel" (Mémoires de la société géologique et minéralogique de Bretagne, t. XI). "Les Nouvelles de Bretagne", Rennes 1956, 303 p. ; p. 63 et suivantes qui font le point sur la question. Voir aussi l'étude des limons à travers celle de "la répartition des fonds sédimentaires détritiques dans la partie méridionale du golfe normand-breton" par RUELLAN (F.),

.../...

ne ? ... Les matériaux briovériens sont à même de fournir des limons de composition granulométrique et chimique comparable à celle des limons qui existent¹ ainsi. Cependant dans la composition des limons reconnus, entrent des minéraux lourds qui ne se trouvent pas dans le briovérien. Ces minéraux seraient donc d'origine éolienne. Une autre question se pose à propos des limons : celle-même de leur localisation. Les cartes géologiques du 1/80 000 les situent de façon précise mais la carte au 1/320 000 ne s'y est pas risquée car les sols lessivés du briovérien ressemblent beaucoup à des limons, nous venons de le dire. Le problème de l'origine des limons ne doit pas reléguer le fait certain de leur qualité, sur les plateaux² à condition qu'ils ne soient pas trop lessivés³. Même difficile à expliquer, il faut prendre en considération leur existence qui confirme l'idée d'un armor favorisé par rapport à l'argot qui ne l'est pas sur ce point.

En dehors des apports marins et des placages de limons côtiers, le territoire des Côtes-du-Nord est voué aux terrains granitiques et anciens⁴. Il se répartit grosso modo entre trois catégories de roches : les granites, le sédimentaire ancien, essentiellement briovérien, et le primaire schisteux en partie ardoisier, engendrant des types de sols qui passent pour propres au

.../... BELGBEDER (Y.) et DAGORNE (A.) : compte-rendu des séances de l'Académie des Sciences, 20 mars 1967, t. 264, p. 1580-1583.

- 1 - A. MEYNIER remarque que ce sont les régions briovériennes qui donnent les plus grandes accumulations limoneuses, dans MEYNIER (A.), "Quelques formes de relief périglaciaires en Bretagne", 2e article : la Bretagne littorale, Norois, 1959, n° 21, p. 1 à 18. Voir aussi MEYNIER (A.), "La plage enregistreuse de Plévenon" (Côtes-du-Nord), Norois 1959, n° 22, p. 179-181.
- 2 - Seuls les limons de plateau sont traditionnellement utilisés comme champ de culture. Les limons déblayés sur les pentes et entassés dans les zones basses sont trop mal drainés pour convenir à la culture. Voir la démonstration par l'analyse des éléments dans BERTHOIS (L.), "Contribution à l'étude des limons de Bretagne. Extrait du Bulletin de la Société Scientifique de Bretagne", t. XIV, fasc. 1 et 2, 1937 ; et plus précisément, pour les Côtes-du-Nord : DE CARVALHO (E.), "Contribution à l'étude de la côte bretonne entre Erquy et Dahouet", mémoire n° 1 du laboratoire de géomorphologie de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, Paris 1951, 21 p. dactylographiées. - GUILCHER (A.), "Origine et dépôt de la vase marine profonde". Information géographique, 1959, n° 1, p. 17 à 22.
- 3 - Le lessivage dans les sols limoneux autour de St-Brieuc peut être évalué à plus de 400 l/M² selon la formule de Henin-Aubert-Dupuis, voir DUCHAUFOR (Th.), "Précis de pédologie", Masson, 1965, 482 p. + 78 fig. + 23 pl. et RAULT (D.), "Les bases physiques de la vie agricole dans quatre communes de la Baie de St-Brieuc", Rennes, 1972. Ce les-
.../...

bocage¹.

- Les sols sur granit et gneiss.

Le granit, représenté par la lettre : Y , en rose, sur la carte au 1/320 000 couvre des étendues importantes dans les Côtes-du-Nord : essentiellement une grande partie du Trégor, le massif de Quintin-Duault et une partie du Mené ; les gneiss et diorites du Penthièvre qui ont une composition très voisine de celle des granits peuvent se rattacher à ce premier groupe de roches. La caractéristique des granits et des gneiss en Bretagne est de présenter une arène, parfois très épaisse². Le matériel de l'arène est plus ou moins grossier, constitué de grains de quartz et de mica blanc après disparition du feldspath solubilisé. L'arène est extrêmement perméable et constitue une réserve en eau : les granits représentent les véritables châteaux d'eau de la Bretagne.

Les sols qui se développent sur cette arène sont riches en silice et pauvres en éléments chimiques. Leur forte acidité et leur faible teneur en éléments chimiques les rendent de peu d'intérêt agronomique : il leur manque notamment par trop de zinc et de cuivre. Leur carence en minéraux n'est pas compensée par leur très forte teneur en matière organique. Ils présentent bien souvent de 15 à 30 % d'humus, jusqu'à se confondre alors avec la tourbe et se transformer en "rankers", pratiquement inutilisables pour

.../... sivage des éléments solides et colloïdaux de 400 l/m² outrepassé largement le seuil habituel qui est de 185 en France.

- 4 - Pour la partie centrale méridionale des Côtes-du-Nord, voir l'analyse des caractères physiques et chimiques des sols dans GAUTIER (M.), "La Bretagne centrale" (thèse citée), p. 248 à 254.

1 - MEYNIER (A.), "Les sols de bocage", Annales de Bretagne, C.G.P.C. 1944, p. 113-116. COPPENET(M.), "Les sols de Bretagne", Revue générale des Sciences pures et appliquées, t. LXXI 1964, p. 83-86.

2 - Un sondage en Ille-et-Vilaine près de Fougères a révélé une épaisseur de 18 m d'arène granitique. Pour éclaircir le problème de la présence de l'arène sur les pénélaines, relire MEYNIER (A.), "Toutes les pénélaines armoricaines sont-elles des pédiments ?", Bulletin de la Section de Géographie du Comité des Travaux historiques et scientifiques, 1951, Paris, Imprimerie Nationale, MCMLII.

l'agriculture, car cette abondante matière organique subit une décomposition beaucoup trop lente pour en faire de bons sols.

L'amélioration classique de ces sols consiste à chauler, ce qui a été largement pratiqué depuis le XIXe siècle, surtout sur la côte et dans le bassin du Quiou - où se trouvent des tanges calcaires pliocènes¹ -, mais de façon beaucoup plus timide que sur la côte, encore que très nette à proximité du canal de Nantes à Brest dans le massif de Quintin-Duault. Là où les apports en calcaire ont été combinés avec ceux du fumier, l'exportation de la matière organique n'a pas appauvri les sols, au contraire. En définitive, la qualité des sols sur granit ne reste réellement et naturellement défectueuse qu'en dehors de la pratique du chaulage, pratique liée aux commodités de la circulation².

Dans le Penthievre, sur les gneiss et diorite, les sols ne contiennent pas autant de matière organique, mais elle y est plus assimilable, s'y décompose plus vite. Ce cycle plus rapide des végétaux est lié à la présence d'un plus grand nombre de minéraux altérables. Il s'agit là souvent de bons sols. Ils présentent cependant l'inconvénient de moins bien retenir l'eau que l'arène granitique : le litage des gneiss prédispose à l'altération préférentielle et modifie ainsi la circulation de l'eau. Le Penthievre, qui risque de manquer d'eau l'été, est donc le pays traditionnel des céréales, du blé en particulier³.

Sur les diorites, spécialement riches au point de vue minéralogique, des argiles peuvent se former et donner des sols de boue, à moins que ces argiles n'aient été déblayées à la faveur des pentes, ce qui se passe souvent dans le Penthievre où les talwegs, proches du niveau de base, sont nombreux et vigoureux. En ce cas, le sol sur diorite se réduit à quelques centimètres et les réserves en eau sont encore plus réduites que sur les gneiss. Dans l'ensemble, les sols sur gneiss et diorite sont cependant potentiellement de bons sols.

1 - Voir plus loin.

2 - Revoir la mise au point sur les techniques de "La conservation des sols", dans l'Information géographique, 1952, n° 1, p. 17 à 23 par NICOD (J.).

3 - Voir notre film des cartes des céréales des XIXe et XXe siècles.

Les granites sont parfois truffés de terrains basiques : rhyolites de Paimpol et filons de dolérite de direction Nord-Sud du Trégor, roches volcaniques¹ résultant ou non d'un épanchement ; et gabbros de La Poterie et de la Pointe de St-Quay d'origine non volcanique. Ces éléments basiques sont riches en calcium. Ils s'altèrent vite, se solubilisant dans l'eau. La synthèse d'argile s'y opère donc très activement. Sur ces plaques de roches et sur ces filons - les sols apparaissent comme très humides. Si l'homme est intervenu, ils portent des prairies riches, mais d'accès difficile car gorgées d'eau ; abandonnés à eux-mêmes, ils se trahissent par des landes à mollinies. Le contraste est grand entre ces sols très argileux et ceux venus sur les arènes granitiques pauvres en minéraux et riches en matières organiques. On peut les trouver juxtaposés et passer des uns aux autres en quelques centaines de mètres - et moins -. Le mélange des deux devrait théoriquement donner d'excellents résultats, mais c'est là une vue de l'esprit. Les paysans n'ont jamais remué leur terre à ce point, si ce n'est qu'à titre tout à fait exceptionnel.

Au total, sur les plateaux acides, reposant sur l'arène granitique ou sur des gneiss, les plaques de terrains basiques couvrent peu d'étendue. Des deux catégories principales, sols sur granits et sols sur gneiss, les seconds présentent le plus de qualité. La richesse du Penthièvre et la pauvreté relative de la Haute-Cornouaille ont donc des bases pédologiques certaines. L'aptitude à la culture céréalière d'une part, et la vacation à l'herbage d'autre part, toutes deux dérivées des qualités du sol, venaient donc renforcer les données climatiques : sécheresse du Penthièvre et pluies abondantes sur le massif de Quintin-Duault. Dans la mesure où le Penthièvre fait partie de l'armor au sens large, il s'oppose donc, par ses conditions physiques, à l'argocat.

- Les sols sur le briovérien.

Le deuxième grand groupe de terrains qui recouvre les Côtes-du-Nord appartient au briovérien, le briovérien lui-même développé surtout

1 - GARREAU (J.), "Inventaire des reliefs d'origine volcanique en Bretagne occidentale et septentrionale", Norois, janvier-mars 1973, n° 77, p. 5 à 22.

dans le pays gallo¹, au Sud du Penthievre, et le briovérien métamorphisé, disposé en une grande bande à l'Ouest, de part et d'autre de Lanvollon.

Si la carte donne au briovérien une teinte homogène, la sédimentation qu'il englobe sur quelques 500 millions d'années comporte bien des nuances. Nous retiendrons cependant que l'état schisteux apparaît le plus souvent, d'une couleur verte, couleur due au minerais ferro-magnésien. Susceptibles de donner de l'argile en profondeur, ces schistes engendrent en surface le plus souvent un sol limoneux. Ce sol, épais souvent de 1 m environ, présente alors environ 50 cm. de terrain franchement appauvri en argile et environ 50 cm. de terrain très riche en argile : il est donc lessivé² et son problème réside dans la dualité de sa composition. Avec une teneur en argile de l'ordre de 13 % et 3 % de matière organique, la couche superficielle ne peut pas présenter des agrégats capables de résister aux outils : disloqués, ces agrégats, de la taille d'un pois, - et souvent plus fins -, risquent de se laisser entraîner par les gouttes de pluie, si le sol est dénudé une partie de l'année. Avec les outils traditionnels, au choc mécanique assez doux et dans la mesure où le sol était toujours occupé, ce danger n'était pas considérable ; mais avec les machines modernes - le rotavator en particulier - des phénomènes de battance apparaissent volontiers. En ce cas, le sol battant, blanc, offre une croûte de limon imperméable à l'air, tandis que l'argile, en profondeur, retient l'eau captive. La battance est potentielle partout en Bretagne ; elle peut apparaître en un an dans les conditions les plus mauvaises, en dix ans dans la plupart des cas. Le remède approprié consiste à apporter de la matière organique, débris végétaux, fumiers, engrais...

1 - Intérieur et littoral voir BEIGBEDER (Y.), "Contribution à l'étude géomorphologique et sédimentologique de la partie orientale de la Baie de St-Brieuc", Thèse de 3e Cycle (manuscrite), Rennes 1964, 341 pages plus atlas.

2 - Sur les degrés d'épuisement des sols voir GUILCHER (A.), "Les sols et la végétation de l'Armorique et leur évolution d'après Duchaufour", Annales de Bretagne, 1949 ; p. 149-151 et "Compte-rendu de la réunion inter-C.E.T.E.F. de Bretagne du 17 juin 1970 : L'étude des sols", ronéoté, 17 p. (centre d'études et de techniques forestières de St-Brieuc). GAUTIER (M.), Recherches agronomiques récentes dans le domaine de la carence des sols", Penn ar bed 1963, p. 81 à 88. Voir aussi AUBERT (J.), "Observations sur les sols du bocage", Bull. de l'Association des géographes français, n° 149-150, décembre 1942, p. 136-140.

pour faire en sorte que l'argile se lessive moins vite. Le chaulage aussi a été un de ces remèdes. Avant l'emploi des produits phytosanitaires, les vers de terre favorisaient tout naturellement la ré-homogénéisation du sol dans les prairies puisqu'ils opèrent jusqu'à 90 cm. La battance n'a donc sans doute guère joué en agriculture traditionnelle. Ajoutons que le grand nombre des talwegs dans le briovérien et, en conséquence, la multiplication des pentes ont contribué à éroder les sols ramenant au jour le schiste caillouteux. Par contre, dans le fond des vallées, l'argile s'accumule et en fait des lieux très humides. Versants plutôt secs, et fonds très humides, s'opposent donc à quelques dizaines de mètres l'un de l'autre. Une redistribution de l'eau pourrait faire, des deux groupes d'éléments topographiques, un ensemble rationnel ; mais dans l'état traditionnel de mise en valeur, les plateaux et hauts versants à peu près suffisamment arrosés restaient voués aux céréales, et les talwegs, aux prairies quasi impraticables. En définitive, les sols du briovérien offrent des possibilités assez proches de celles des sols issus des gneiss. Ils se caractérisaient souvent par des éléments fins et s'opposent à une série de formations grossières, plus ou moins incluses dans le briovérien, que nous allons examiner à part maintenant.

- Les sols caillouteux sur les différents faciès appartenant au briovérien ou non¹.

En dehors des schistes omniprésents dans le briovérien, il faut noter une série de roches et sols appartenant ou non au briovérien et qui ont en commun une texture grossière. La trame en est faite de sables et cailloux perméables, chimiquement pauvre et sans agrégats donc sans grande possibilités agricoles. La forêt de Quénécan est calquée sur un affleurement de grès sédimentaire à l'intérieur du briovérien. Dans le cambrien, des grès métamorphiques, présentent une structure semblable. Le cambrien est peu représenté dans le département alors qu'il constitue tout le soubassement de la forêt de Paimpont en Ille-et-Vilaine et Morbihan. Il dessine cependant un ruban de sols squelettiques autour de la forêt de Quénécan, à la

1 - En relation ou non avec les plates-formes d'érosion : voir de MARTONNE (E.), "La pénéplaine et les côtes bretonnes" (Annales de géographie), XV, 1906, p. 213-236 et p. 299-328 et MUSSET (R.), "Le relief de la Bretagne occidentale", Annales de géographie, XXXVII, 1928, p. 209 à 223.

limite des Côtes-du-Nord. Les espèces tolérantes à la sécheresse arrivent à y croître.

Un matériel très grossier également provient de poudingues, non marqués sur la carte au 1/320 000, parce que d'étendue toute locale, de 200 m. de large au plus, poudingues pré-cambriens de Gourin ou poudingues primaires de Montfort¹. Aux formations caillouteuses qu'on rencontre ça et là dans le briovérien, il faut rattacher celles du pliocène² et miocène dont le comportement est semblable pédologiquement. De nature argilo-sableuse, les sols qui en sont issus offrent toutefois des possibilités, agricoles tout autres : pauvres en éléments chimiques, mais ni trop humides, ni trop secs, ils ont été mis en valeur par chaulage et fumure, et ils expliquent la renommée des petits bassins où ils se trouvent. L'aisance du Quiou tient à ses sols amendés par le calcaire miocène de la mer des faluns³. Un matériel grossier n'est donc pas forcément générateur d'un mauvais sol agricole⁴. Nous avons donné des exemples contradictoires.

- Les sols du primaire schisteux.

Le primaire est représenté en Bretagne par une formation principale : le schiste. Dans les Côtes-du-Nord il s'agit du schiste de Châteaulin qui affleure dans le bassin de Corlay, pendant du bassin de Laval, avec, entre les deux, de petits affleurements en traînée, notamment au Nord de Rennes, dans le synclinorium médian. Si le faciès ardoisier des schistes primaires est célèbre, ce faciès occupe de très faibles étendues⁵. En général, comme

- 1 - La carte géologique au 1/80 000 les distingue. Voir "Observations au sujet d'une note sur les poudingues de Gourin et de Montfort", Norois, n° 19, 1958, p. 331.
- 2 - GAUTIER (M.), "Les galets du Menez Hom (Finistère) et la transgression pliocène dans le Massif Armoricaïn", Cahiers géologiques, 1971, n° 87, p. 1157 à 1162.
- 3 - Voir la carte hors-texte de ces gisements dans DURAND (S.), "Le tertiaire de Bretagne - étude stratigraphique sédimentologique et tectonique", 1959, 389 pages, et compte-rendu par A. MEYNIER, Norois, 1959, n° 22, p. 198 à 200 ; et la mise au point chronologique du miocène dans le Mené de GAUTIER (M.), "Le relief des landes du Mené", Norois, 1964, n° 41, p.
- 4 - Pour une approche de la terminologie en langue bretonne, voir PLENEL (A.), "La géomorphologie en breton", Annales de Bretagne, 1944, p. 104-107 et FLATRES (P.), "L'expression des faits géomorphologiques dans les langues celtiques", Annales de Bretagne, 1958, p. 439-462.
- 5 - Il n'y a formation d'ardoise (S3 sur la carte au 1/320 000) qu'à la faveur d'une coïncidence entre le plan de schistosité et le plan de stratification.

ceux du briovérien, ces schistes sont imperméables, mais plus durs qu'eux, plus compactes. Ils donnent donc des sols à la fois moins profonds et plus caillouteux, les cailloux provenant des filons de quartz. Le plus souvent les schistes primaires donnent des sols de 40 à 50 cm. d'épaisseur, quelquefois plus à la surface des plateaux. Ils présentent moins de qualité que ceux issus du briovérien tout en contenant beaucoup de matière organique et en ayant une bonne constitution physique¹. Dans le cas du carbonifère, namurien-dinantien, l'étage comporte des lentilles de calcaires² : ce sont elles qui ont fait la richesse du Bassin de Corlay.

Conclusion.

Ainsi les sols considérés comme les plus riches sur roche granitique, gneissique ou schisteuse, ont été ceux qui ont pu recevoir des amendements calcaires de quelque origine que ce soit : origine marine sur la côte, géologique à l'intérieur des terres, dans le bassin du Quiou ou le bassin de Corlay. A l'intérieur des terres, cet apport en calcaire n'a été longtemps que très localisé, lié aux conditions difficiles de la circulation³. Dans toutes les roches, les vallées apparaissent comme des lieux difficiles souvent trop argileux, mal drainés, gorgés d'eau, portant très souvent, par-dessus la couche imperméable, une tourbe en légère surrection par rapport au talweg⁴. Les ruisseaux contournent ces banquettes bordées d'iris

.../... La formation court de la pointe du Vent, dans le Finistère, à Angers. Elle passe en bordure du bassin de Corlay. Les ardoisières ont été, en partie, noyées par les eaux du barrage de Guerlédan. Voir chapitre sur l'environnement économique des pentes démographiques. Sur les dalles ardoisières, voir GUILCHER (A.), "La surface post-hercynienne dans l'Europe Occidentale", Annales de géographie, avril-juin 1949, p. 97-112.

1 - COPPENET (M.) et SPAGNOL (E.), "Sols de Locarn et Duault" in Bulletin de l'Association française pour l'étude des sols, 1958, n° 4, p. 46-53.

2 - De 20 à 30 cm. à Corlay, tandis qu'elles constituent un véritable karst près de Laval, où se trouvent les grottes des Sauges qui sont taillées dans une lentille de calcaire primaire de plus de 50 m. d'épaisseur.

3 - Voir plus loin : "l'inégale pénétration des voies de communication".

4 - Même à quelques kilomètres seulement du littoral, et parfois moins : voir HUON (R.), "Sur quelques traits du relief aux environs de Saint-Brieuc", C.G.P.C., Annales de Bretagne, 1944, p. 108-113.

sauvages et que les peupliers ont tendance à coloniser. Les tourbes sont nombreuses mais de faible étendue dans le massif granitique de Quintin, plus rares mais plus étendues dans la zone schisteuse, mais présentes partout. Elles sont la plaie des territoires agricoles des Côtes-du-Nord comme de l'ensemble de la Bretagne.

Le vrai problème des sols a été longtemps celui de leur acidité. La question de leur plus ou moins grande profondeur - qui apparaît aujourd'hui si importante en agriculture - n'a pas compté fondamentalement jusqu'au milieu du XXe siècle. Seuls les rebords des plateaux décapés, notamment en armor, paraissaient sans remède.

Dans cette optique, l'armor s'oppose donc, à son avantage, à l'argot, sur le plan pédologique, comme il le fait sur de nombreux autres que nous avons déjà vus, ou que nous allons étudier.

c) L'inégale pénétration des voies de communication.

- Les voies naturelles : les voies d'eau.

Les Côtes-du-Nord ne possèdent pas de fleuve remarquable, mais beaucoup de petits cours d'eau aux bassins fluviaux restreints et juxtaposés les uns par rapport aux autres. La ligne de partage des eaux entre la Manche et l'Atlantique, à moins de 15 km. à vol d'oiseau du fond de la baie de St-Brieuc a empêché la formation d'un réseau cohérent de quelque importance dans le département. La Rance mesure 80 km. (de cours), Le Trieux 75, le Gouët et le Guer 50 et 60 km., le Gouessant 37. Mais ces petits fleuves ont de longs estuaires : 22 km. pour celui de la Rance, 18 km. pour le Trieux, 15 pour le Jaudy, 9 pour l'Arguenon, 8 le Guer, 3 le Gouët... La mer qui envahit la "rivière", la "ria" en fait un véritable fleuve. Gonglé deux fois par jour par la marée, le cours d'eau s'élargit et devient navigable. "Les barques échouées se redressent, le chenal tout à l'heure désert se peuple d'une procession de voiles qui palpitent parmi les feuillages, et il n'est pas jusqu'à la ville, la petite ville au val dormant, qui, secouée de sa torpeur, ne s'éveille et ne s'anime comme si la vie rentrait en elle avec la mer"¹.

1 - LE BRAZ (A.), "La Bretagne", p. 4. Renouard - H. Laurens, Paris 1935, 252 p.

Les fleuves ont été longtemps empruntés par les embarcations, jusque là où donc remonte le flot. Le fond des rias est toujours occupé par un petit port : Dinan, Plancoët, Le Légué, Pontrieux, La Roche-Derrien, Lannion ... Ces voies d'eau pénètrent la zone littorale intimement mais assez peu l'intérieur des terres : Plancoët, le plus enfoncé de ces ports dans les terres, se situe à 7 km. de la mer, et encore en année sèche, comme en 1835, les bâtiments n'avaient remonté l'Arguenon que quelques jours par mois. La Rance fait exception. Elle joue un rôle important au XVIII^e siècle¹ et au XIX^e siècle après la création d'une écluse² et l'ouverture du canal d'Ille-et-Rance en 1832³, mais ce canal ne touche les Côtes-du-Nord que sur 20 km. et il a bien déçu par la suite, même s'il a contribué à diffuser les sablons du Quiou. De même, le canal de Nantes à Brest, ouvert à la navigation en 1842, et qui traverse le département sur 48 km. seulement. Habasque en a célébré les bienfaits par avance. "Il servira au transport des grès réfractaires des Salles, des ardoises du Mur, de Caurel, des cidres de l'arrondissement de Loudéac qui en produit 50 000 briques, des pierres de l'Hermitage, de celles de Liscuit, des bois, des bestiaux, du beurre, des chiffons, du miel, de la cire de toute la contrée, des toiles de Dinan, de Loudéac, Uzel, Quintin, des peaux de Dinan, St-Brieuc, des papiers de Quintin, de St-Brieuc et en temps de guerre à celui des bois de construction qu'on expédie à Lorient, Brest et Saint-Malo. C'est aussi par cette voie qu'en temps de guerre maritime, on fera passer le cabotage"⁴. Mais l'ouvrage ne fut pas à la mesure des espérances : en particulier on se plaignit en 1848 des droits de transport trop élevés pour les produits intéressant l'agriculture.

1 - DURAND, t. II, "Le département des Côtes-du-Nord sous le Consulat et l'Empire", op.cit., p. 18. "Dinan, relié à Saint-Malo par un service de bateaux à voyageurs qui faisaient le trajet sur la Rance en six heures pour 6 sols, lui expédiait en outre des barques à marchandises jaugeant de 136 à 140 tonneaux". Durand ajoute que des bateaux "plus considérables" transportaient les toiles.

2 - HABASQUE, op.cit., t. III, p. 314.

3 - Ibid.

4 - Ibid., p. 25 et 26.

Significatif du peu de rôle de ce canal dans l'économie de la Bretagne Centrale, l'écluse à ascenseur promise par l'E.D.F. lors de la construction du barrage de Guerlédan (en 1932) ne fut jamais réalisée.

Au total les voies d'eau ne semblent pas avoir tenu un grand rôle dans l'économie traditionnelle à l'intérieur des terres. La vie fluviale s'arrête, au plus loin, à la rupture de charge, au fond des rias.

- Les routes.

A défaut de possibilité de transports fluviaux, les Côtes-du-Nord avaient-elles un réseau routier convenable ? Les érudits du XIX^e siècle ont établi des cartes des voies romaines plutôt séduisantes¹. En fait, ces voies avaient été ruinées par les invasions normandes du IX^e et du X^e siècles. Les guerres de Succession du XIV^e siècle, les guerres de religion du XVI^e siècle achevèrent de les détériorer². Les auteurs des "Anciens

1 - Voir en particulier Gaultier du Mottay, "Recherches sur les voies romaines du département des Côtes-du-Nord", St-Brieuc, Guyon, 1869, 185 p. et une carte hors texte. Ses recherches ont servi de base à ses successeurs. Mais si Gaultier du Mottay note toujours scrupuleusement s'il a vu, ou non, les vestiges dont il parle, il se laisse parfois emporter par une confiance peut-être un peu trop grande dans la toponymie ; p. XIII et XIV il écrit "Mes meilleurs et mes plus sûrs guides ont été les noms mêmes que portaient les voies à vérifier. Ces noms sont assez variés, chemin de l'Estrat, l'Estraige, le chemin Pavé, le Pavé, le Chemin Chaussée, la Chaussée... La langue bretonne fournit aussi de précieuses appellations : "Hent-Ahès (Chemin d'Ahès), Hent-Bras-Coz (vieux grand chemin), Hent Glas (chemin vert), Pavez-dir (pavé d'acier), Ar Pavez (le pavé)"... F. FALC'HUN nous a appris à nous méfier de cette base toponymique par trop fragile tout en l'utilisant. Voir de ce même auteur, "Histoire de la langue bretonne d'après la géographie linguistique", P.U.F. 1963, t. 1, 374 p. et t. II : figures, 63 p. ; voir p. 41 et suivantes d'où il ressort que les routes occidentales de l'Empire auraient acquis "une importance impériale et militaire égale à celles des voies rhénanes". Dans les Côtes-du-Nord une des principales voies reliait Carhaix (Vorgium) à Corseul (Fanum Martis) et Erquy (Reginea) : c'est le "chemin de l'Estrat" remontant à l'an 200 au plus tard passant par Yffiniac ; d'autres routes mettaient Carhaix en relation directe avec Tréguier, Lannion, Rennes... traversant ainsi le département en tout sens. D'autre part, les stations de la côte communiquaient entre elles par une route dont le tracé est à peu près conservé dans l'axe St-Brieuc - Brest par Landerneau.

2 - "L'Atlas itinéraire de Bretagne" publié en 1769 par OGEE, ingénieur des Ponts-et-Chaussées, montre un nœud routier important autour de Pontivy, "dans une région où aucune voie romaine n'est signalée" dit F. FALC'HUN, opcit., p. 58 et "ce nœud doit être relativement récent, peut-être de la fin du Moyen-Age (id.).

évêchés" évoquent "les quarante paires de bœufs tirant à grand-peine, dans l'armée d'Henri IV une pièce de canon à travers nos chemins défoncés"¹. Les routes furent restaurées par les corvées des paysans qui y rechi-gnaient. Le Duc d'Aiguillon remit ainsi en état le réseau routier breton. Il le fit pour des raisons stratégiques, en direction des ports, entre Lamballe et Dahouët par exemple, puisque la guerre - la guerre de Sept Ans - avec l'Angleterre rendait aléatoires les communications par mer. Et c'est grâce à une rapide concentration des troupes que les Anglais furent battus et rejetés à la mer à St-Cast en 1758. A la veille de 1789 le réseau de la province avait donc atteint 3 800 km. de grandes routes². Dans le département et en Bretagne en général cela ne se fit pas sans résistance mais se fit³. Toutefois il n'y eut "guère que les grands centres de population, les "petites villes" et les bourgs intermédiaires, à être reliés par des chemins, en tout temps praticables aux voitures"⁴. Même après cette restauration le paysan breton demeure un isolé⁵ : la dispersion de l'habitat, la nature du sol, les intempéries font que "la Bretagne n'a eu longtemps que des chemins défoncés, noyés, impraticables"⁶. En regardant la carte du réseau routier des Côtes-du-Nord à la veille de la Révolution et sous l'Empire, on est frappé de l'avantage du littoral par rapport à l'intérieur⁷. Les cahiers

1 - Cité par E. GAUTIER, *op.cit.*, p. 286 et GESLIN de BOURGOGNE et A. de BARTHELEMY, "Anciens Evêchés de Bretagne : histoire et monuments" en 6 volumes, t. III, p. CLXXXVII, t. III, DUMOULIN, Paris, 1864, CCLX + 374 p.

2 - FALC'HUN (F.), *op.cit.*, p. 61 et OGEE, "Atlas itinéraire de Bretagne : contenant les cartes particulières de tous les grands chemins de cette province avec tous les objets remarquables qui se rencontrent à une demi lieu adroite et agauche", 1769, Merlin, Paris.

3 - COUFFON (R.), "Les grands travaux de voirie au XVIIIe siècle dans le département des Côtes-du-Nord", BMSE 1948-49, p. 12-46 et LETACONNOUX (J.), "Les grands chemins de Bretagne : essai la résistance provinciale à la centralisation administrative au XVIIIe siècle", *Revue du XVIIIe siècle*, janvier-juin 1917.

4 et 5 - DURAND, "Le département ...", t. II, p. 119.

6 - C. VALLAUX résume ainsi dans son article la lettre du Duc d'Aiguillon du 2 mars 1757, citée par lui : C. VALLAUX dans *Annales de géographie*, t. XIV, 1905, p. 40, "L'évolution de la Basse-Bretagne", p. 36 à 51.

7 - "Non seulement le contraste entre les côtes et l'intérieur a subsisté depuis le XVIIIe siècle, mais il a une tendance à s'accuser encore" dans "Note comparative sur la distance en temps entre l'intérieur de la Bretagne et la mer aux XVIIIe, XIXe et XXe siècles", J. LETACONNOUX, 1903 - (Travaux du laboratoire de géographie de l'université de Rennes, n° 5, p. 1 à 19).

de doléances se plaignent de cette inégalité¹.

Si toutefois on peut être satisfait du dessin général du réseau routier au XIXe siècle, il n'en va pas de même de l'état de ces chemins², sur lesquels assez peu de travaux ont porté, dans la première moitié du XIXe siècle.

Avec la loi de 1836 commence une période de grands travaux de voirie ; la longueur des routes royales départementales et vicinales passa de 1 000 km. au double, en 1860³. En y ajoutant les chemins d'intérêt commun, le chiffre monte à 3 460 en 1901⁴. Mais de ce point de vue comme de beaucoup d'autres, le littoral est très favorisé par rapport à l'intérieur.

Depuis toujours l'argot est moins bien desservi que l'armor par le réseau routier, même à l'époque romaine, au temps de la grande convergence vers Carhaix. La remise en état des grandes routes au XVIIIe siècle et les améliorations des liaisons secondaires au XIXe siècle sous la Monarchie de juillet, l'Empire et la Troisième République n'ont pas modifié radicalement ce fait.

- Les chemins de fer.

Appelés des vœux les plus ardents pour ouvrir l'intérieur et donner un arrière-pays aux ports, les chemins de fer ont-ils désenclavé l'argot ? C'est en 1857 que la voie Paris-Brest fut ouverte à la circulation jusqu'à Rennes, en 1863, jusqu'à Guingamp et 1865 jusqu'à Brest. A remarquer que l'axe essentiel traverse le département de part en part au voisi-

1 - BOURGES (A.), "Les doléances des paysans bretons en 1789 (quelques cahiers de paroisses du territoire de l'actuel département des Côtes-du-Nord)", St-Brieuc, les P.B. 1953, 175 p.

2 - Voir DURAND, op.cit., t. II, p. 143-146 et 158 qui rapporte le peu de travaux exécutés sous l'Empire. Voir les plaintes du Conseil Général sur l'état des routes en 1804 (Archives départementales) et Annuaire dinannais pour 1833 (p. 292) et 1834 (p. 111 et 112)

3 - GAULTIER DU MOTTAY, op.cit., p. 28.

4 - Statistique financière du département pour 1901. Tableaux n° 40 et 41 . Archives départementales, série N.

nage de sa zone littorale. Les voies transversales furent établies entre 1871 et 1907¹. L'établissement des voies ferrées a coïncidé dans les Côtes-du-Nord avec deux éléments négatifs : la grande vague d'émigration et le déclin du trafic maritime de certains ports. Nous avons vu le premier. Les chemins de fer ont contribué à l'émigration, sans apporter d'industries dans le département. J. Letaconnoux dès 1908 a stigmatisé le fait en Bretagne. "Ainsi par la multiplication et l'établissement des voies ferrées, par l'augmentation de la vitesse des voitures et des trains, la distance en temps a diminué entre la Bretagne intérieure et la Bretagne maritime au cours du XIXe siècle. Des changements analogues ont provoqué en d'autres pays des transformations économiques importantes ; en Bretagne ce phénomène n'a point eu de retentissement profond. La région maritime continue à accuser seule une forte densité de population ; elle attire toujours les hommes ; plus que jamais, comme ailleurs dans les grandes villes, elle est le premier centre d'attraction. Une partie de la Bretagne intérieure est, au contraire, moins peuplée qu'elle ne l'était à la fin du XVIIIe siècle"².

Examinons le second élément négatif contemporain du chemin de fer en prenant l'exemple de Pontrieux que donne R. Musset³ et qui affirme que "la ligne de Guingamp-Paimpol à voie étroite (1894) puis à voie normale (1924) a presque tué le trafic par mer ; les grains partent par voie ferrée ; presque toute la pâte de bois pour les cartonniers de Pontrieux et Belle-Isle-en-Terre vient par fer de Rouen ; la houille même n'arrive plus par eau. Il n'entre au port par an que 4 à 5 bateaux de bois du Nord, des matériaux de construction (chaux, ciment), des engrais. A la sortie, rien ou à peu près. Deux statistiques mesurent cette décadence antérieure à la crise : en

1 - Dates d'ouverture des voies transversales des chemins de fer dans les Côtes-du-Nord. St-Brieuc-Quintin 1871 ; Quintin-Loudéac et Loudéac-Pontivy 1872 ; Lamballe-Dinan-Dol 1879 ; Plouaret-Lannion 1881 ; La Brohinière-Ploërmel 1884 ; Dinan-Dinard 1887 ; Guingamp-Carhaix et Guingamp-Paimpol 1893 et 1894 ; La Brohinière-Dinan 1896 ; Carhaix-Rostrenen 1898 ; Loudéac-Rostrenen et Loudéac-Vaublanc 1902 et 1904 ; Vaublanc-St-Méen 1907.

2 - LETACONNOUX (J.), "Note comparative ...", p. 19.

3 - MUSSET (R.), "La Bretagne" 1953, Colin, 220 p. ; l'auteur précise que les chiffres ne tiennent pas compte des gabarres, - un millier par an - qui apportent les produits arrachés à la mer, sables du Trieux, maërl, galets, goémon, p. 107.

1899 furent manipulées 16 350 tonnes de marchandises, 195 navires entrèrent, 160 sortirent avec des marchandises ; en 1930, 2 220 tonnes, 10 navires chargés à l'entrée, zéro à la sortie".

Il ne faudrait pas cependant que ce jugement par trop catégorique fasse oublier le rôle bienfaisant et considérable qu'on joua les chemins de fer en ce qui concerne la modernisation des cultures. A partir de la fin du XIX^e siècle les voies locales ont permis au maërl de la Manche et aux sablons du Quiou d'arriver au fond des campagnes¹, amendant ainsi les sols et contribuant au développement de la culture des plantes sarclées et des plantes fourragères : pommes de terre, betteraves, choux, rutabagas. Nous développerons ce point plus loin au chapitre de l'agriculture traditionnelle.

Il n'est pas moins vrai toutefois que les voies de chemin de fer les plus importantes ont été établies, redisons-le, près du littoral, que c'est donc l'armor qui a le plus bénéficié de ce nouveau mode de transport. Non seulement la seule ligne d'Etat importante se situe relativement près de la côte, mais des sections départementales furent établies tout le long du littoral entre 1906 et 1926 de Plestin à St-Briac avec des raccordements plus ou moins nombreux, à Guingamp, Plouaret, St-Brieuc, Lamballe, Plancoët, Dinan...

En résumé l'armor est le mieux desservi à la fois par les voies naturelles et par les routes et les chemins de fer.

1 - "On ne dira jamais assez ce que doit l'agriculture bretonne aux pittoresques tortillards qui s'accordaient complaisamment sept heures pour franchir les 132 kilomètres séparant La Brohinière de Carhaix : "Histoire de la Bretagne", publiée sous la direction de DELUMEAU PRIVAT, éditeur, Toulouse, 542 p. ; p. 470-480 et voir carte des "progrès du Chemin de fer après 1890", p. 477 dans le même livre.

2 - Après de vives discussions entre St-Brieuc et Quintin sur l'avant-projet de construction de la ligne de chemin de fer entre l'Ille-et-Vilaine et Guingamp, (Archives départementales, série S, liasse 33.S.2 (2). Voir aussi Le Méhauté (A.), "Les transports en commun depuis le XVII^e siècle jusqu'à nos jours et la gare de l'Ouest-Etat, à St-Brieuc", Mémoires de la Société d'émulation des Côtes-du-Nord, t. LXII (1930-1931), p. 159-178 et CORBES (H.), "Les chemins de fer en Bretagne au XIX^e siècle", idem, t. LXXXVI (1957-1958), p. 61-67.

B) Le poids des structures de l'agriculture défavorable à l'argot.

a) Le bocage traditionnel en pays gallo et en pays bretonnant.

Introduction : L'importance et l'objet de l'étude.

Le bocage caractérise la structure agraire du département. Les Côtes-du-Nord font bien partie de l'ensemble bocager de l'Ouest¹. Mais cet aspect fondamental présente des nuances régionales importantes concernant en particulier les espaces côtiers souvent voués à des types de parcellaires proches de l'openfield. L'habitat qui accompagne ce parcellaire ne se ressemble pas non plus d'argot en armor. Les chemins creux ne desservent pas toutes les campagnes. Il convient donc de préciser cette trame qui a conditionné la vie paysanne pendant des générations, si ce n'est des siècles.

La description que nous entreprenons est celle des paysages traditionnels, tels qu'ils apparaissent encore ou tels que les cadastres et les photographies aériennes les révèlent avant le grand remaniement actuel que constitue le remembrement.

La structure agraire du panorama du Bel Air.

Du haut du Bel Air (340 m), situé un peu au sud de Moncontour, on croirait se trouver devant une grande forêt allant mourir au loin vers la mer qui apparaît timidement à l'horizon. Après avoir emprunté des chemins souvent bordés de haies assez hautes pour masquer la vue, cette impression de forêt n'est pas pour surprendre, même si elle rend la compréhension du paysage particulièrement difficile. Les observateurs du XVIII^e siècle, et le plus célèbre d'entre eux en particulier, Young, en avaient déjà été frappés, et avaient bien rendu cette impression de forêt que donne l'argot, le "pays du bois"². Celle-ci résulte de la présence d'arbres et d'arbustes entourant

1 - Voir la définition p. 87 dans FENELON (P.), "Vocabulaire de Géographie agraire", publications de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Tours, Louis-Jean G.A.P. 1970, 688 p. et revoir FLATRES (P.), "La région de l'Ouest", collection "La France de demain", P.U.F., 1964, 160 p.

2 - YOUNG (A.), "Voyages en France pendant les années 1787, 1788, 1789", traduit par M.H. J.) LESAGE, Paris Guillaumin et Cie, 2^e édition, 1882, t. I (382 p.), t. II (475 p.). - T. 1, p. 153 Young décrit la "contrée sombre couverte d'enclos" entre Montauban et Broons et entre St-Brieuc et Guingamp, et note que le paysage "change immédiatement au-delà de Lamballe" en direction de la mer.

les parcelles, plantés sur les talus ou à même les champs et les prés. Elle est renforcée par la disposition des pommiers à l'intérieur des parcelles et par quelques vrais massifs forestiers. Dans le panorama du Bel Air, les bois de hêtres et de chênes les plus étendus sont ceux de St-Julien, de Plédran, ou de Coron en St-Alban. Autour des châteaux, le territoire apparaît également souvent boisé, par exemple aux Châtelets en St-Julien, à Craffault en Plédran, aux Marais, aux Aubiers et à Bonabri en Hillion ...

Les vallées constituent ça et là aussi des traînées boisées dans leur fond ou sur leurs versants, telles celles du Rodo, de l'Ic, des Rosaires... Mais le plus souvent les talwegs portent de petites prairies encloses dont les clôtures trahissent la nature humide du sol : rangées de saules, d'aulnes et de peupliers. Les vallées de l'Urne, de l'Evrant et surtout celle du Gouessant qui s'élargit en bassin à la sortie de Lamballe, offrent de vastes prairies sur les fonds plats, gorgés d'eau, entrecoupés de files d'arbres plantés au niveau des prés.

En dehors des bois et des prairies, liés en partie au relief en creux, le paysage se présente, pour l'essentiel, comme une étendue de champs clos. La clôture est l'élément-maître de la structure agraire¹. Le plus souvent plantée - on remarque quelques talus couverts d'herbe, mais ils sont rares - elle se compose d'arbustes, de buissons ou d'arbres alignés. D'épaisseur variable, elle peut ne consister qu'en quelques arbres isolés ou, au contraire, opposer un barrage quasi infranchissable aux hommes comme aux bêtes. Cette clôture vive découpe la campagne en mailles plus ou moins lar-

1 - Traditionnellement c'est la clôture qui caractérise la structure agraire en Bretagne. L'enquête réalisée en 1768 sur ordre de la royauté qui avait pour but de rechercher les possibilités de défrichements et d'amélioration des cultures en Bretagne s'intitule "enquête sur les clôtures". L'enquête montre très nettement que dans la Province, sauf exception, comme dans le Comté nantais, le Val de Loire, le Pays de Redon et les alentours de Dinan ... (ceux de St-Brieuc ne sont pas cités), "on ne trouve trace, ni du parcours, ni de la vaine pâture" et qu'"on n'y connaît pas l'entremêlement des parcelles, qui a rendu nécessaire le système de la culture en commun de l'openfield". SEE (H.), "L'enquête sur les clôtures en Bretagne (1768)", Annales de Bretagne, t. 38 (1928-1929), p. 752 767 (p. 760 et 765).

ges. Dans la majorité des cas, elle suit le morcellement du terrain, parcelle par parcelle, matérialisant la forme de ces dernières, souvent plus irrégulière que régulière semble-t-il. En certains endroits, elle limite un ensemble de parcelles décloses comme c'est le cas autour de Meslin, de Tréguenestre, de Plédran...

Dans le maillage, on perçoit donc des espaces plus lâches, regroupant plusieurs parcelles cernées par une haie commune : les méjous. A mesure que le regard progresse vers le littoral, ces trous dans le bocage semblent se multiplier, gagner en étendue, s'anastomposer. Au bord de la mer, l'arbre est presque absent. Les labours à l'automne ou les moissons en été, font ainsi un ourlet côtier au bocage de l'intérieur, frange découverte, elle-même bordée par les landes escarpées des falaises ou les fonds vaseux.

Ainsi, aussi loin que plonge la vue du haut du Bel Air, par beau temps, ce trait remarquable du paysage nous invite à aborder la description de la morphologie agraire avec précaution. Si dans une première approche, l'argoaat semble bien le "pays du bois", nous constatons déjà qu'il ne s'étend pas jusqu'au littoral et même qu'il est troué, ça et là, par l'openfield qui caractérise l'armor. Bocage et openfield, voilà en quels termes se pose, une fois encore, la dualité de l'argoaat et de l'armor.

La méthode d'approche.

Nous n'entreprenons pas ici une étude exhaustive du parcellaire. Nous n'essaierons que de dégager les grands traits et si possible les avantages et inconvénients respectifs de la structure agraire du littoral et de l'intérieur. Pour cette description des paysages nous disposons de très nombreux mémoires d'études supérieures du laboratoire de géographie de Rennes, réalisés sous la direction d'A. Meynier¹. Notre familiarité avec la couver-

1 - Outre les ouvrages devenus classiques d'A. MEYNIER comme "Les paysages agraires", Colin, 1958, 199 p. voir certaines analyses plus précises du même auteur publiées dans Norois : "Les études de géographie agraire au laboratoire de géographie de Rennes", 1962, n° 34, p. 127 à 147 ; et "La genèse du parcellaire breton", 1966, n° 52, oct.-déc. p. 595 à 610 et de la plupart des articles dont on trouve la liste dans les "Mélanges" offerts à A. Meynier, op.cit. Voir la carte des structures agraires de l'Atlas de Bretagne.

ture des photos aériennes et plus encore avec les lieux réels et nos préoccupations d'enseignant nous permettent de présenter ici, non pas une synthèse, mais un aperçu général des aspects et des problèmes dont nous retenons les éléments susceptibles d'éclairer les conditions du développement économique récent - depuis la fin du XIXe siècle - des différents pays des Côtes-du-Nord.

1 - Les champs ouverts du littoral et de l'intérieur¹.

(Les champs ouverts sont en jaune sur la carte des structures agraires de l'Atlas de Bretagne.)

- Répartition des catégories diverses.

Les champs ouverts les plus remarquables se situent à proximité du littoral (catégories III et IV de la carte). Dans le département des Côtes-du-Nord, comme partout en Bretagne, deux types principaux de paysages s'opposent : celui des champs ouverts et celui des champs enclos. Sur la carte de St-Brieuc dressée d'après les photographies aériennes², les champs ouverts sont localisés en bordure de la côte, de Binic au Val-André, en une bande mince du Val-André à l'embouchure du Gouessant qui va s'élargissant sur les communes d'Hillion, d'Yffiniac, de Langueux, Plérin et Pordic. Sur la carte de St-Cast le liseré littoral des champs ouverts est très resserré et très discontinu, presque inexistant dans la presqu'île du cap Fréhel. Il ne s'épanouit guère que dans celle de Notre-Dame du Guildo. Dans la région de Paimpol il est également très mince, mais par contre, beaucoup plus continu.

Nulle part le paysage bocager ne disparaît complètement des abords du rivage. Il met une note de verdure dans le fond et sur les versants des vallées, autour des maisons et des bâtiments d'exploitation. L'arbre n'est jamais totalement absent : les haies subsistent le long de nombreux chemins :

- 1 - Voir la classification des formes agraires d'A. MEYNIER dans "En Armorique et dans l'Ouest britannique : problèmes de structure agraire", Annales (Economies, sociétés, civilisations), 1955, n° 1, p. 27 à 36.
- 2 - A. BERTHOU, "Etablissement et commentaire de la carte agraire de St-Brieuc", Rennes 1960, m. de m. (à l'aide des photographies aériennes vol St-Brieuc-Dol 0916 - 1216 - 1952). Ce mémoire, comme la série des autres portant sur des feuilles des Côtes-du-Nord, a été réalisé selon la méthode que B. BOMER a employée pour analyser les "Paysages ruraux du bassin parisien méridional", Information géographique, 1958, n° 2, p. 55-67.

par exemple sur la commune de Languieux. Si les plus beaux exemples d'open-fields côtiers bretons ne se situent pas dans les Côtes-du-Nord mais dans le Finistère, dans le pays bigouden notamment¹, la Baie de St-Brieuc est cependant nettement ourlée de champs ouverts ponctués çà et là des notes bocagères que nous venons de signaler.

- Les méjous.

Dès que l'on quitte le littoral proprement dit², les ensembles de champs ouverts se disloquent, se fragmentent en morceaux de puzzle qui semblent être jetés au hasard sur le fond verdoyant du bocage omniprésent. On n'a plus alors que des méjous, de-ci de-là. Sur la carte de St-Brieuc, les plus grands se localisent au Nord et à l'Est de Lamballe, où ils forment une plaque presque continue, et le long de la route nationale sur cette même commune. De beaux exemples peuvent être relevés sur les communes de Plélan et de Plancoët sur la carte de St-Cast. Entre Henanbihen et St-Cast, les méjous sont également fréquents, comme sur la commune de St-Julien le long d'un axe N-O-S-E, des Châtelets au château de Craffault. Mais en dehors de quelques endroits privilégiés les méjous constituent "un micro-openfield perdu dans un pays d'enclos"³, et à mesure que l'on s'enfonce dans l'intérieur des terres ils deviennent de plus en plus rares.

Le méjou est constitué de bandes laniérées parallèles entre elles et entourées d'une clôture de même type que celles du bocage. Il représente un enclos où plusieurs propriétaires juxtaposent leur pratique culturale. Ce micro-openfield de l'intérieur a très souvent une forme régulière rectangulaire, et quelquefois carrée comme par exemple à l'Ouest du dernier grand méandre que fait l'Arguenon avant de se jeter à la mer, en face de Créhen, ou encore au N-E de Lamballe, le long de la route reliant Lamballe à Hénan-

1 - Fait ancien, voir FLATRES (P.), "La structure rurale du Sud Finistère d'après les anciens cadastres", 2e article, "Les structures agraires", Norois n° 16, 1957, p. 425-453 et du même auteur dans Annales de Bretagne C.G.P.C. 1944, t. LI, "Le pays nord-bigouden", p. 158-205.

2 - Voir GUILCHER (A.), "Points de vue nouveaux sur la structure agraire de la Bretagne", Information Géo. 1946, n° 1, p. 9-15.

3 - MEYNIER (A.), "Les paysages agraires ...", op.cit., p. 31.

bihen.

- Les champs ouverts de l'intérieur.

La carte des structures agraires du département présente un autre type de champs ouverts principalement sur la commune de Loudéac et aux alentours, dans le bassin de Corlay et ses abords. D'autres petites plaques de champs ouverts du même type se remarquent dans le bassin de Maël-Carhaix, et sur des communes situées autour de Guingamp.

- La forme des parcelles dans les paysages de champs ouverts.

La carte de la morphologie agraire montre deux types de champs ouverts : ceux laniérés du bord de la mer pouvant recouvrir des surfaces relativement importantes auxquels les méjous ressemblent, et ceux de l'intérieur des terres aux formes moins allongées, et souvent moins géométriques.

• Les champs ouverts à parcelles allongées.

Une bonne partie des parcelles régulières et ouvertes sont allongées, disposées perpendiculairement aux chemins¹ et regroupées en quartiers. Parfois excessivement rubanées comme sur la commune d'Yffiniac, ces parcelles ne sont délimitées que par des bornes, par une simple bande d'herbe, le "balk" comme en quelques endroits de la commune de Paimpol, ou même par rien du tout, comme sur la commune d'Hillion. Les quartiers portent le nom de "quartier", "champagne"², rottiars, longs réages ... en pays gallo et celui de "TRES" en pays bretonnant.

Les limites des parcelles, tout en restant parallèles entre elles, s'incurvent parfois. Les deux extrémités peuvent être infléchies dans le même sens ; elles dessinent ainsi en quelques endroits une grande virgu-

1 - Exemples précis : sur la commune d'Andel près des villages de la Noé, la Pironnais, la Cour... - Voir un autre exemple précis analysé par l'abbé DOBET dans "Quelques remarques sur les champs de Ploumogoar et de Coëtmieux", Annales de Bretagne, C.G.P.C. 1943, p. 110-111 : l'auteur a étudié 1 180 parcelles dont 60 % se révèlent du type rectangulaire long.

2 - C'est le nom le plus répandu, par exemple on le retrouve 25 fois pour les 30 cas de champagne en Hillion, sur les plans du duc de Penthièvre et les "tables d'orientation", (Archives départementales, série E).

le¹, par exemple en Hillion. Plus rarement l'une des extrémités peut se recourber aussi dans le sens opposé à l'autre. Le résultat forme un "S", comme au Nord-Est de St-Laurent en Plérin.

Enfin, tout en restant homogènes, les parcelles s'imbriquent assez souvent par groupes qu'on croirait posés les uns par-dessus les autres. Le Tertre Barré au Nord de Langueux en est un bon exemple. Cette disposition suggère une mise en place complexe, le placage d'un type de paysage sur un autre dont l'analyse dépasse notre propos. L'essentiel, la disposition en bandes et l'incurvation des parcelles dénotent une appartenance du littoral et d'une partie du pays gallo à l'openfield.

Les formes trapues.

Le deuxième type de parcelle régulière et ouverte que l'on rencontre dans le département présente une forme plus ramassée, rectangulaire ou trapézoïdale, voire trapue. Rares sur le littoral, ces formes plus compactes des parcelles peuvent être relevées cependant localement, comme à la Petite ville en Pordic, ou à l'Ouest de Langueux entre la route nationale et la ligne de chemin de fer. Par contre, un peu plus à l'intérieur des terres ou franchement en argoat, les parcelles de ce type trapu forment de vastes ensembles dans le Trégor et le Penthièvre intérieur, pays du limon à l'Ouest et bassin de l'Arguenon à l'Est, et plus nettement encore, parce que virant au type carré dans le bassin schisteux de Corlay et sur le plateau de Loudéac.

- La dimension, l'allongement et l'orientation des parcelles en openfield.

Les cartes des dimensions agraires établies selon la méthode de B. Bomer² à l'échelle du 1/50 000e pour de très nombreuses feuilles du dé-

- 1 - "L'incurvation serait due à un travail lent et progressif de la charrue soumise à une déviation permanente dans le même sens et qui n'est possible qu'en pays d'openfield où la limite non matérialisée ne peut opposer d'obstacle à cette tendance tenace de l'outil". MEYNIER (A.), "Les paysages agraires", op.cit., p. 125. Voir aussi MEYNIER (A.), "Notre enquête sur les champs bretons", Annales de Bretagne, C.G.P.C., 1944, t. LI, p. 136-139.
- 2 - Voir la série des mémoires d'études supérieures sous la direction d'A. MEYNIER notamment ceux de A. BERTHOU (cité) et de J.P. LOGEAIS, "Etablissement et commentaire de la carte agraire de St-Cast et Lamballe", Rennes 1961.

partement, révèlent la prédominance des petites parcelles en paysage ouvert, comme en paysage enclos d'ailleurs. Les champs ouverts ne dépassent qu'exceptionnellement 375 m. Par contre les champs, petits ou exigus, compris entre 0 et 125m., abondent. Par exemple, sur la carte de St-Brieuc, s'ils ne règnent exclusivement qu'autour de Langueux et Yffiniac et sur la pointe de Lermot en Hillion, partout ailleurs, ils se juxtaposent à des parcelles de longueur comprise entre 125 et 225 m., ou plus, comme autour du bourg d'Hillion et aux Rosaires en Plérin.

Si la longueur croît en certains points, la largeur reste stationnaire.

L'allongement reste le trait fondamental quelque soit la grandeur de la parcelle. Au pied du château des Marais, en Hillion, sur le polder conquis sur la mer, l'indice d'allongement est supérieur à 6,5. Plus cette largeur augmente et plus nous approchons de l'openfield typique. La commune de Plérin offre un ensemble remarquable de champs ouverts laniérés et le plus souvent d'une longueur de 125 à 225 m. Plus à l'intérieur des terres, on remarque des champs ouverts au milieu du bocage avec des dimensions de 225 à 375 m., comme par exemple au N.E. du château de Craffault.

L'orientation des parcelles est moins caractéristique que leur allongement.

- Selon le relief.

Les parcelles des champs ouverts suivent parfois la ligne de plus grande pente, comme c'est le cas à la Ville Pollo au Sud de Trégueux, du sommet à la base du versant de la Vallée de l'Urne. En d'autres endroits elles sont perpendiculaires à la pente : par exemple à la Touche Jaguay en Plédran, disposées selon les courbes de niveau. Mais sur une même commune on peut les trouver aussi parfaitement indifférentes aux accidents du terrain, comme en Plédran à "la Pièce". Mais si des analyses de détail fournissent très souvent des exemples de champs ouverts modulés en un sens ou en un autre de la pente, l'essentiel de ces parcelles repose sur la topographie du plateau qui règne en armor.

- Selon les indications de la géologie : l'exemple de Pléhérel ou de Corseul.

Le dessin des parcelles a pu être guidé par les données géologiques. Sur la commune de Pléhérel A. Meynier a fait remarquer la coïncidence entre l'orientation des grands axes du parcellaire et celles des filons de dolérite¹. Le cadastre de Corseul, en certaines de ses sections, loin du bourg à l'organisation parcellaire radio-centrique, présente un phénomène comparable. Les champs se disposent de part et d'autre d'un filon doléritique que suit un chemin capital dans la distribution des parcelles.

- Selon la nature des sols.

Les champs ouverts du littoral sont souvent sis sur des sols de limon ou sur des sols reconnus comme riches. Dans le Goëlle-Trégor la coïncidence est assez frappante entre l'openfield et les placages de limon et les sols ayant une bonne capacité de rétention pour l'eau et les éléments fertilisants. A l'intérieur d'une même commune la localisation des champs ouverts sur les sols fertiles de préférence se vérifie, par exemple à Binic². Inversement barres gréseuses et croupes granitiques portent landes et bocages³.

- Selon les mégalithes.

Les impératifs de la géologie ne sont pas toujours convaincants car ils interfèrent avec d'autres, d'ordre historique. A. Meynier a souligné la corrélation entre les dominantes du parcellaire, fonction des chemins, et les alignements mégalithiques⁴. L'orientation la plus fréquente du côté long des parcelles en Haute-Bretagne est N 28° E ; elle correspond à la perpendiculaire aux menhirs d'Erdeven (Morbihan) : c'est une direction solaire. Dans le Trégor, les vieux chemins sont orientés O. 72° N. En certains endroits,

1 - MEYNIER (A.), "Les enseignements géographiques de la photographie aérienne : Pléhérel", Annales de Bretagne, C.G.P.C., t. LII, 1945, p. 73-81.

2 - HUON (R.), "Champs ouverts et allongés à Binic", Annales de Bretagne, C.G.P.C., 1943, p. 112-114.

3 - MEYNIER (A.), "Les sols de bocages", Annales de Bretagne, C.G.P.C., 1944, p. 113-116.

4 - MEYNIER (A.), "Sur de curieux alignements de chemins et de monuments en Bretagne", Annales de Bretagne, 1944, t. LI, p. 125-129, C.G.P.C.

comme dans la presqu'île du Cap Fréhel, ces deux directions se recoupent¹.

- Selon les chemins.

La véritable organisation parcellaire est donnée par les chemins. C'est en recherchant ce rôle directeur des voies d'accès aux parcelles que nous pouvons approcher les étapes de l'implantation humaine.

Les chemins s'ignorent parfois les uns les autres. Sur la commune de Planguenoual nous notons le recoupement de deux axes de circulation et d'ordonnement du cadastre, correspondant sans doute à deux dessins cadastraux : le gaulois et le romain², recoupés tous les deux par celui des Bretons.

Si les raisons profondes de l'établissement et du maintien de la structure d'openfield en armor et en quelques régions de l'argot sont difficiles à démêler, et hors de notre propos ici, nous devons cependant en retenir le caractère rationnel.

Est-ce à dire que le bocage procède de la confusion et ne présente que des inconvénients ?

2 - Les types de champs enclos.

- Répartition.

Si nous avons analysé d'abord les exceptions au paysage d'enclos - c'est-à-dire les champs ouverts, ceux du bord de la mer et de l'intérieur, et les méjous - le paysage d'enclos couvre cependant la plus grande surface du territoire, avec ses haies d'arbres ou de buissons entourant les parcelles et dessinant un maillage plus ou moins dense³.

1 - MEYNIER (A.), "Les enseignements géographiques"... , article cité.

2 - MEYNIER (A.), "Traces de cadastration romaine en Armorique", Compte rendu de l'Académie des inscriptions et belles lettres, 1944, p. 413-422. L'article n'analyse pas l'exemple de Planguenoual mais il suggère l'analogie.

3 - Parmi toutes les études et articles sur le bocage signalons celui de J. MEYER, "L'évolution des idées sur le bocage en Bretagne", Mélanges offerts au Professeur A. MEYNIER, "La pensée géographique française contemporaine", P.U.B., Coconnier, Sablé, 710 p. ; p. 453 à 467. Voir en tête, la liste des art. et ouvrages d'A. MEYNIER. Nous ne traitons pas ici de l'origine des champagnes et du bocage. Champagne et bocage coexistent depuis au moins le IX^e siècle : voir GUILCHER (A.), "Le finage des champs dans le cartulaire de Redon", Annales de Bretagne, C.G.P.C., 1946, p. 140-144.

- La clôture.

La clôture est l'élément original du bocage. D'après les matériaux on peut distinguer en Bretagne quatre types de clôtures : le muret, la levée de terre simple, le talus planté, la haie vive à même le sol.

Les murets existent dans la zone côtière légumière des Côtes-du-Nord. Les plus caractéristiques ont été déblayés lors du remembrement de Plouëzec. Là, ils étaient particulièrement nets, et semblables à ceux de Plozevet dans le Finistère Sud. Il a fallu, non pas en répandre les matériaux pierreux, mais les évacuer au loin.

La levée de terre simple se rencontre en quelques endroits. Les banquettes du bord de mer sur la commune de Paimpol en constituent les exemples les plus notoires. Hautes de 20 cm. environ, elles représentent, aux dires des cultivateurs, un bourrelet de terre non cultivée, laissé à l'herbe dans l'alignement des bornes.

La levée de terre¹ construite avec la terre issue du fossé porte elle-même, comme partout en Bretagne, le nom de "fossé", terme couramment employé chez les agriculteurs, par exemple dans les environs de Lamballe. Le talus est constitué de pierre et de terre, de terre uniquement parfois. Il s'accompagne ou non d'une rigole : le fossé, au sens français du terme. La hauteur et la largeur du talus semblent dépendre de la consistance de la terre et de l'importance de l'empierrage des champs. Cette hauteur est fréquemment comprise entre 80 cm. et 1 m. 20, par exemple sur la commune de Callac, où ils atteignent parfois plus de 2 m. Les sols meubles, les limons de surface en particulier, procurent des matériaux propres à dresser des talus. D'une façon générale, le département se partage en deux : à l'Ouest, en pays bretonnant, le talus est important ; à l'Est, en pays gallo, il ne l'est pas. A l'heure actuelle une bonne distinction serait celle entre talus entretenus et non entretenus. Les talus sont de moins en moins entretenus. Ils se couvrent alors de broussailles où gagnent les ronces, ce qui entraîne une perte de place importante. Un talus non entretenu peut faire perdre jusqu'à 5 m. de terrain entre deux parcelles. Le talus est planté, ou non, d'une

1 - "Penn ar bed", n° spécial consacré aux talus, n° 41. Voir, sur l'origine des talus, l'analyse de textes (p. 134, 141 et suivantes) dans LAURENT (J.), "Un monde rural en Bretagne au XVe siècle : la quevaise", S.E.V. P.E.N., Paris 1972, 440 p.

seule rangée d'arbres ou de deux parallèles. Sur une même commune les deux cas se rencontrent, par exemple à Callac.

La haie est constituée soit d'une rangée d'arbres ou d'arbustes, soit des deux alternant. Elle peut être plantée sur talus ou à même le niveau de la parcelle. En pays gallo, elle repose sur le champ directement, comme dans le Bassin de Rennes. En pays bretonnant, dans les Côtes-du-Nord comme dans le Finistère et la partie bretonnante du Morbihan, la haie est plantée sur talus. Le chêne têtard ébranché tous les deux ou trois ans, ou, sur granit, le châtaignier, caractérise le bocage. Dans la clôture plantée d'arbres ou de buissons, les branches peuvent avoir été entrelacées : on les appelle alors les "plesses" d'où les noms de lieux fréquents "de plessis" (qui se confondent parfois avec "plessis" : le château). Cette manière de tresser les arbrisseaux et leur branchage a tendance à être abandonnée.

Nous ne refaisons ici ni l'historique, ni l'évolution du rôle de la haie et du talus et de la clôture dans son ensemble. Il est certain que la multiplication des clôtures est récente, date en partie des XVIII^e et XIX^e siècles. La Comtesse de Launay qui possède 19 fermes en Hillion, soit le 1/7^e de la superficie de la commune en 1787¹ et qui fait refaire son livre de "métairies", reprend les clauses des baux antérieurs à savoir celles de 1774 qui faisaient obligation aux fermiers de créer un certain nombre de toises de "fossés" (talus) nouveaux, plantés à leurs frais. D'où, sans doute, les noms de "fossés neufs" fréquents sur le cadastre du duc de Penthièvre². Aujourd'hui l'étude des matériaux de la clôture a perdu une partie de son intérêt et la haie une partie de son importance dans la vie économique des exploitations qui n'ont presque plus besoin de bois de chauffage, des fougères et ajoncs pour la litière, et même de l'aide des talus et de leurs barrières végétales

1 - GODARD (J.), "Une commune bretonne pendant la Révolution : Hillion, 1789-1800", D.E.S., Rennes 1958.

2 - En comparant le cadastre du duc de Penthièvre que nous pouvons dater de vers 1787, avec les cadastres du XIX^e siècle des communes correspondant, nous avons relevé de nombreux cas de transformation de champagnes en parcelles bocagères et quelques exemples contraires de bocages en sorte de petites champagnes sous la forme de méjous. Quelquefois aussi une champagne de 1787 se retrouve telle qu'au XIX^e siècle, comme la champagne de Créaume en Hillion (cadastre de 1847, mis à jour pour 1959, section E, feuille 2).

pour garder le bétail¹. En conséquence, les clôtures métalliques et électriques ont tendance depuis bien des années déjà à renforcer ou remplacer les haies vives et les chênes ne sont plus guère étêtés que par les cultivateurs en retraite. Quant au rôle de la clôture comme signe d'appropriation, il ne paraît pas possible d'en douter tant au cours du XIXe siècle² qu'aujourd'hui encore, en certains points, et dans le cadre même du remembrement du fait de la mentalité de quelques individus. Toutes ces fonctions de la clôture des parcelles disparaissent. Mais la question, reste de savoir dans quelle mesure le bocage a favorisé ou freiné le développement agricole au XIXe siècle et jusqu'en 1954-1955. Pour A. Young, qui remarque que les clôtures "abondent plus dans quelques unes des provinces les plus pauvres et les plus arriérées"³, ces clôtures ne sont pas signes de progrès. Il insiste sur ce point : "il ne faudrait pas juger la France en progrès par la quantité de ses clôtures"⁴ car en France, selon lui, il faudrait d'abord améliorer les terres closes et ensuite, enclore les terres ouvertes.

-
- 1 - MEYNIER (A.), "Les paysages agraires ...", op.cit., p. 165.
Voir aussi CHAUMEIL (L.), "L'origine du bocage", Mélanges L. FEBVRE, t. I, 452 p., Colin 1953 ; p. 163-185, pour lequel auteur, la clôture est une fermeture et une défense contre le bétail, un signe de la mise en culture. L. CHAUMEIL tente de démontrer le "cycle du bocage", la clôture jouant un rôle différent selon l'époque celle de la tenure en censive jusqu'au XIVE siècle, puis celle de la tenue à domaine congéable en Basse-Bretagne du XIVE au XIXe siècle puis enfin celle du régime actuel de la pleine propriété. Voir le compte rendu par A. MEYNIER, Norois, 1954, p. 305-307.
 - 2 - HABASQUE, "Notions historiques ...", op.cit., t. III, note 1, p. 143 : "des usurpations journalières ont lieu sur la lange de St-Rieul, onze hectares ont été indûment défrichés, des chaumières y ont été construites ça et là, et si l'on n'y mettait des bornes les landes communes seraient bientôt toutes closes". Les afféagements des landes de Plestan par le duc de Penthièvre en 1768 prévoient l'établissement de talus (Archives départementales, Plestan, Série E : 321 - analyse par J. MEYER, "La noblesse bretonne ...", op.cit., p. 550. Au XIXe siècle la garenne d'Erquy a été ainsi close, après son partage en lots inégaux, mais géométriques, - proportionnels à la fertilité du sol - (Archives départementales, E 495 et cadastre Erquy 1810).
 - 3 - YOUNG (A.), "Voyages en France ...", op.cit., t. II, p. 194.
 - 4 - Ibid., p. 198.

- La forme des parcelles du bocage.

Marc Bloch considérait l'irrégularité des champs comme un caractère distinctif des pays d'enclos par opposition à la géométrie des pays d'openfield. La carte des formes agraires montre une réalité plus complexe, même s'il paraît évident que la forme irrégulière des parcelles correspond volontiers aux caprices de la topographie du granit, par opposition au géométrisme sur les schistes, dans les bassins ou sur les bas plateaux. Un exemple précis parmi de très nombreux : les parcelles disposées de façon très régulière, laniérées, sur les interfluves plats des ruisseaux, en Plédran. Les champs réguliers du bocage sont au moins aussi nombreux que les champs irréguliers. Leur répartition déroute l'observateur : les deux formes s'imbriquent l'une dans l'autre. On trouve des champs irréguliers aussi bien sur le littoral, en paysage ouvert que dans l'intérieur des terres bocager, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest du département. Cependant les parcelles aux formes très régulières sont assez rares. Les enclos laniérés et étroits amorçant une légère incurvation comme il en existait sur les communes de Coëtmieux et d'Andel avant le remembrement, évoquent un dessin d'openfield et suppose donc une évolution historique de l'openfield vers le bocage¹.

Les ensembles très réguliers, tracés au cordeau comme en Plémet², dans les landes du même nom, ne sont pas rares. Ils correspondent à un partage de landes aux XVIII^e et XIX^e siècles.³

Les prairies naturelles dans le fond des vallées ont toujours des formes irrégulières, épousant les sinuosités des ruisseaux sur un de leur côté : l'exemple des prairies le long du Gouessant n'en est que le plus démonstratif. Les têtes de vallées aussi sont des nids de parcelles aux formes

-
- 1 - Les parcelles ont pu avoir dans le temps deux évolutions contraires. Certaines sont passées de l'état ouvert à celui d'enclos et d'autres inversement sont passées de l'enclos à l'openfield. La remarque valable en de nombreux cas en Bretagne l'est aussi pour les autres contrées celtiques. Voir P. FLATRES, "Géographie rurale de quatre contrées celtiques - Man, Cornwall, Pays de Galles, Irlande".
 - 2 - Les landes de Plémet ont été partagées après la disparition de l'industrie des toiles.
 - 3 - Pour une étude comparative approfondie sur les origines du bocage, revoir FLATRES (P.), "Géographie rurale ...", op.cit., 1957, Plihon, Rennes, 616 p.

fantaisistes¹.

Assez fréquemment les champs enclos réguliers se calquent sur les traits du relief : par exemple, au Sud de St-Donan, un ensemble de champs clos se dispose parallèlement aux courbes de niveau ; au Sud de Plédran, on peut remarquer le même phénomène. Mais dans l'ensemble, la parcelle close et irrégulière épouse les accidents de la topographie dont elle révèle l'assise granitique. Le massif de Quintin-Duault est typique à cet égard.

La particularité de l'intérieur des terres généralement bocager ne réside donc pas dans l'irrégularité des parcelles. Par contre, les formes circulaires, le groupement des parcelles en ellipse constituent une originalité. A. Meynier en a fait remarquer l'existence et en a donné une description et les explications essentielles². M. Le Lannou a relevé un des plus beaux exemples des Côtes-du-Nord : celui du cadastre de Hénanbihen³. Sous leur impulsion ou à leur suite, divers auteurs ont découvert ou analysé en détail des exemples locaux nombreux⁴. Sur la carte détaillée des structures agraires

-
- 1 - Voir pour des exemples précis : sur la commune de St-Julien : La Coudraie. Sur la commune de Plédran : la tête de source du petit affluent du ruisseau de la Touche.
 - 2 - MEYNIER (A.), "La genèse du parcellaire breton ...", op.cit. et dans les Annales de Bretagne, C.G.P.C. 1945, p. 81-92.
 - 3 - LE LANNOU (M.), "Géographie de la Bretagne", op.cit., t. I, p. 223 ; cadastre reconstitué d'après la photo aérienne par A. MEYNIER. - MEYNIER (A.), "Les ensembles cadastraux circulaires en Bretagne", Annales de Bretagne, 1945, C.G.P.C., p. 81 à 92.
 - 4 - Par exemple DOBET (F.), "Quelques ensembles cadastraux circulaires", Annales de Bretagne, C.G.P.C., 1947, p. 6-13. Les exemples d'ellipse sur le territoire des Côtes-du-Nord sont beaucoup plus nombreux que ne semble le dire J. SOYER dans sa thèse "la conservation de la forme circulaire dans le parcellaire français", Paris, S.V.E.P.E.N., 1970, 144 p. Par contre, la définition de la forme elliptique ou circulaire dans l'organisation agraire nous paraît intéressante. Elle est reprise de A. CLOS-ARCEDUC, "Le cercle et la droite dans la nature en géographie humaine", dans le Bulletin d'information de l'association des ingénieurs géographes de l'I.G.N., n° 32, 1965 : "l'utilisation du cercle dans l'habitat ou l'organisation agraire ne peut donc être que l'acte d'un premier occupant, l'utilisation d'un espace disponible plus vaste, ou un privilège, celui-ci souvent fonctionnel" ; cité par J. Soyer, p. 105. Cette définition s'applique assez bien dans le contexte de l'occupation du sol par les Bretons en groupes épars s'insérant dans un milieu plus ou moins disponible. Voir, "Les Saints et l'organisation chrétienne primitive dans l'Armorique bretonne", de LARGILLIERE (R.), Rennes, Plihon, 1925, 271 p. Voir aussi MEYNIER (A.), "Parcellaire circulaires et elliptiques. A propos de la thèse de Mlle Soyer", Norois 1972, n° 73, p. 117-119.

de St-Brieuc au 1/50 000e la disposition du parcellaire autour d'un point central - souvent le bourg - est nette à Pordic, Ploufragan, Plédran, St-Alban ... Une haie ou un chemin, souvent les deux, en prolongement l'un de l'autre, font le tour de l'ellipse et les parcelles paraissent souvent en grand désordre à l'intérieur de ce périmètre. L'élément ordonnateur semble donc la desserte du tout. Comme en pays d'openfield le chemin doit être notre fil d'Ariane.

- Les chemins, trame de l'organisation parcellaire bocagère.

Les chemins creux.

Les chemins creux constituent peut-être les éléments à la fois les plus caractéristiques et les plus difficiles à analyser du bocage. Les descriptions et les explications abondent¹, mais "il est des chemins de tous âges, les uns jeunes et pleins de vie, les autres morts ou moribonds"². Les érudits du XIXe siècle se sont beaucoup plaints de l'état des chemins en Bretagne³. Dans le paysage traditionnel le chemin creux a toujours été en mauvais état, ou presque. A cet égard, il faut faire une distinction fondamentale entre les pays sur schistes et les pays sur granit : les premiers ont les chemins les plus détestables, les plus embourbés, les plus engorgés d'eau l'hiver. Il faut toute la nostalgie de ses jeunes années pour regretter la disparition à l'heure actuelle de ces instruments de travail - car ce sont bien les outils de première

-
- 1 - Revoir à ce propos la liste des articles de A. MEYNIER dans "Mélanges offerts au Professeur A. Meynier" ..., op.cit. et notamment la divergence de vue entre A. Meynier et Chaumeil sur la question des chemins : CHAUMEIL (L.), "Les chemins creux de Bretagne", Annales de géographie, 1949, p. 55 et MEYNIER (A.), "A propos des chemins creux de Bretagne", Annales de Géographie, 1949, p. 345 ; et M. GAUTIER, "Chemins et véhicules de nos campagnes", P. U. B., St-Brieuc, 1971, 302 p., qui reprend un certain nombre d'études locales dont "Les chemins morts de la France de l'Ouest", Annales de Bretagne, C.G.P.C., 1950, p. 216-228 où l'auteur analyse l'exemple du Mené en particulier.
 - 2 - GAUTIER (M.), "Pérennité et caducité des chemins ruraux", dans "Colloque de géographie agraire", Imprimeries Réunies, Rennes, 1963, 151 p. ; p. 69-80 (p. 69).
 - 3 - Voir le chapitre sur les voies de communication.

utilité des paysans - aussi mal commodes. Qu'est-ce qu'un chemin creux ?

La coupe transversale.

Le profil transversal du chemin creux peut varier d'un point à l'autre du département, mais, en gros, dans le cas le plus complet il est en double encaissement. Prenons un exemple sur la commune de Callac, au Nord du bourg, à Kernormand. Le niveau le plus bas, de 2 m. de large environ, était réservé au passage des charrettes et marqué de deux ornières servant de rigoles d'écoulement des eaux à l'occasion. Il se situe à 2 m., 2 m. 50 en contre-bas de deux autres passages, larges de 1 m. 20, pour piétons et bovins, de part et d'autre du véritable axe de communication. Ces deux passages sont eux-mêmes bordés d'un talus de 1 m. 50 de haut, surmonté de chênes et noisetiers. Ainsi, l'encaissement de la voie carrossable atteint 4 m., sans compter la hauteur de la végétation sur les talus. Sur le terrain sableux, ce chemin est relativement peu boueux : nous sommes en Haute-Cornouaille granitique. Il s'agit là d'un exemple typique, non exceptionnel, mais cependant de plus en plus rare à observer aujourd'hui.

La coupe longitudinale.

Le profil en long est complexe : celui du chemin surélevé et celui du chemin creux à proprement parler ne sont pas parallèles. Le profil du passage pour les charrettes est plus régulier que l'autre qui suit la pente, assez forte en l'endroit, sans l'atténuer. Il est possible que le chemin surélevé corresponde à un ancien niveau et le chemin creux proprement dit à un aménagement de la pente, dans le sens d'une diminution de celle-ci. Cette dualité de profil n'est pas spéciale à l'exemple analysé : elle est fréquente.

Mais le bocage n'offre pas toujours d'exemples de chemins creux aussi développés. La raison réside sans doute dans la complexité de la mise en place des axes de communications .

L'âge des chemins.

Comme la disposition des parcelles, celle des chemins suggère l'idée d'une succession d'étapes et quelquefois celle d'une superposition dans leur mise en place. Nous ne démêlerons pas ici cet imbroglio. L'exemple de

sédimentation parcellaire historique sur la commune de Planguenoual nous montre seulement qu'un chemin ne demeure que dans la mesure où il sert, où il donne un accès fonctionnel aux parcelles, ou à l'habitat. Les lambeaux de cadastration gauloise, gallo-romaine puis bretonne ne sont parvenus jusqu'à nous, dans ce cas précis, que parce qu'ils sont restés en relation avec leurs chemins respectifs.

Les chemins creux sont de moins en moins empruntés. Rares sont les contrées où ils sont encore nombreux. C'est peut-être dans le Mené qu'ils sont le mieux conservés, sur la commune de Gomené, par exemple. Mais, même là, ils disparaissent peu à peu, empierrés ou carrément supprimés. Effacés du paysage ou transformés en nouveaux chemins de desserte, on ne les reconnaît plus. Les paysans réclament leur amélioration en voies praticables en toute saison. Ainsi le bocage traditionnel perd là un de ses éléments caractéristiques.

- Conclusion sur le bocage traditionnel.

Nous avons tenté de brosser un tableau rapide du bocage dans le département. Nous y avons reconnu un aspect d'armor et un aspect d'argoaat. Mais nous avons toujours pressenti que la réalité est plus nuancée que ce diptyque. Pour illustrer cette complexité des paysages agraires regardons la carte agraire de la petite région de Paimpol¹. Dans un rayon de moins de 5 km. à vol d'oiseau nous y reconnaissons au moins six types d'organisation du parcellaire. Le paysage "littoral" appartient soit à l'enclos, soit à l'open-field. Le paysage "intérieur" est ourlé des "marges" dont les défrichements appartiennent au moins à deux époques. Les données climatiques, la géologie - présence des limons et grès de Plourivo - la morphologie - une grande faille accidentée le bas plateau - l'histoire ... ont marqué chacune de leur sceau, plus ou moins superposé, cette petite contrée, tant et si bien qu'il est bien difficile, en définitive, de démêler les facteurs qui relèvent de la proximité de la mer de ceux de l'intérieur.

1 - Voir MORVAN (J.), "L'abbaye de Beauport, étude historique et archéologique" in Bulletin de la Société d'émulation des Côtes-du-Nord, t. LII, 1920, p. 33-69 et PERROT (C.), "Le pays de Paimpol", Annales de Géographie, 1923, t. XXXII, p. 177-178.

Si la structure agraire est complexe c'est qu'elle n'a cessé de s'adapter aux besoins des exploitants, à leurs préoccupations et à leur mentalité, dans les conditions qu'ont longtemps imposées la pédologie et la morphologie. Si l'on devait dresser une sorte de bilan des aspects dominants du parcellaire en armor et en argoat nous ne pourrions conclure au désavantage catégorique des uns ou des autres, au cours des âges. Il semble cependant que l'accès aux parcelles - par chemins creux - ait constitué une sorte de handicap dans le bocage.

b) L'habitat.

Comme chacun de nos chapitres, celui de l'habitat mériterait sans doute une part plus importante que celle que nous nous proposons de lui faire. Nous nous bornerons ici à dégager les caractères de l'habitat, sur la côte et à l'intérieur, les avantages ou les inconvénients qu'il présente ici et là. C'est qu'en effet, plus qu'à d'autres points de vue peut-être, il y a bien un armor et un argoat en ce qui concerne l'habitat, correspondant, en gros seulement, à l'armor et à l'argoat des structures agraires que nous venons d'entrevoir.

Il conviendrait d'abord de décrire la répartition de l'habitat au sein des paroisses et communes, d'appréhender en quelque sorte le cadre social et administratif de l'habitat. A cet égard, l'opposition entre le littoral et l'intérieur des terres est marquée. L'argoat se répartit en grandes communes : les plus vastes sont celles de Glomel (8 400 hectares), Loudéac (8 021 hectares), Bourbriac (7 186 hectares), Plénée-Jugon (6 136 hectares), Louargat (5 723 hectares)... ; les plus petites se trouvent dans le Trégor, couvrant parfois moins de 200 hectares : Pouldouran (102 hectares), Pontrieux (102 hectares), Tréguier (155 hectares), La Roche-Derrien (183 hectares)¹. Nous ne débattons pas ici de l'étendue des finages² et nous ne retracerons

1 - La fusion de ces petites communes avec leurs voisines est difficile. Signalons celle de Caouënnec (551 hectares) avec Lanvézéac (167 hectares) au 1/1/75.

2 - Voir FLATRES (P.), "L'étendue des finages villageois en Bretagne", Norois n° 18, 1958, p. 181 à 189.

pas non plus les raisons historiques du partage des "plous" d'origine¹, ni ce partage lui-même², qui n'a d'ailleurs rien de systématique : il existe des communes de grande étendue sur le littoral - dans le Penthièvre notamment - et de petites à l'intérieur - dans le Sud-Est et l'Est du département en particulier.

- La dispersion.

La dispersion de l'habitat vue à travers celle de la population : dense sur le littoral, clairsemée en argoat.

Nous nous attacherons plutôt à étudier la répartition actuelle de l'habitat³ à travers l'espace. En ce sens la carte de la population éparsse offre un contraste saisissant entre l'argoat et l'armor. Cette carte dressée à partir des chiffres et définitions du recensement de 1968⁴ fait ressortir de fortes densités - plus de 75 habitants au km² - autour de Saint-Brieuc et Dinan - ce qui correspond au phénomène de banlieue -, mais également sur les côtes du Trégor et Goëlle. Par contre, dans le Penthièvre, même à l'approche de la mer, la densité de la population éparsse reste faible : de 20 à 49 habitants au km². Si le tourisme explique partiellement cette dissymétrie entre la rive occidentale et la rive orientale de la Baie de Saint-Brieuc, il ne peut en rendre compte complètement. L'agriculture intensive des communes primeuristes a pu nourrir une population dense à l'ouest alors que la

-
- 1 - Annales - économies - sociétés - civilisation, n° spécial 19. THEBAULT (A. M.), "Le territoire communal breton", Annales de Bretagne, 1950, C.G.P.C., p. 229-236 ; et du même auteur "Le vocable "commune" en Bretagne", Norois 1955, p. 85-88. - MEYNIER (A.), "La commune rurale française", Annales de géographie, LIV, 1945, p. 161-179. - MEYNIER (A.), "Départements et communes de France sont-ils trop petits ?", Mélanges O. Tulipe, éd. Duculot, GEMBLOUX 19, (p. 442-451).
 - 2 - MORVAN (Y.), "Les territoires communaux en Bretagne : étude des communes appartenant aux cantons bordant la Baie de Saint-Brieuc", Mémoire de maîtrise, Rennes 1970.
 - 3 - Nous n'avons pas réalisé de carte de la densité des habitations rurales, comme cela a été tenté : voir KANT (A.), "Quelques problèmes concernant la représentation de la densité des habitations rurales. Exemples pris en Estonie", dans "Lund Studies in Geography Ser. B. Human Geography", n° 2, 1950, p. 1 à 9.
 - 4 - Voir fascicule bleu "Recensement de 1968. Population du département des Côtes-du-Nord". Arrondissements - cantons - communes.

culture presque extensive des céréales¹ du pays de Matignon-Lamballe a traditionnellement entretenu une population clairsemée.

Dans l'intérieur des terres², la pauvreté relative des sols et l'exode rural des XIX^e et XX^e siècles fournissent une explication : les abords de la forêt de Quénécan, la forêt de Lorges et surtout le massif de Quintin-Duault ressortent en blanc. Le massif de Quintin-Duault s'oppose ainsi au Penthièvre : tandis que le premier est aujourd'hui le lieu par excellence des fermes et villages abandonnés, après avoir tant donné à l'émigration, le second qui ne semble jamais avoir été très peuplé et reste ainsi, connaît un renouvellement économique spectaculaire. La carte de la dispersion nous renseigne donc mal. Elle apparaît comme la résultante complexe de mouvements anciens, sans trahir nettement pour autant les tendances économiques actuelles. Elle doit pourtant nous rappeler sans cesse l'opposition fondamentale aujourd'hui, comme par le passé³, entre armor et argoat. En quelque sorte, les préliminaires de l'étude de l'habitat, leur contenu, distinguent déjà armor et argoat. De même si nous considérons le nombre d'écarts par unité de surface et le nombre moyen d'habitants par écart, nous constatons que ces deux nombres sont plus grands sur le littoral que dans l'intérieur⁴. Même à l'échelle d'une quinzaine de communes cela se vérifie, comme dans le pays de Saint-Brieuc.

Sites

- Les comptages et leurs enseignements sur le rôle de la topographie.

Des comptages de sites⁵, sur les feuilles au 1/25 000e, il ressort

-
- 1 - Voir le chapitre sur les cultures traditionnelles.
 - 2 - ROUAULT (J.M.), "Population totale et population agglomérée dans les petites localités de Bretagne", Annales de Bretagne, 1949, C.G.P.C., p. 152-153.
 - 3 - Voir l'évolution démographique dans la première partie.
 - 4 - TREPOS (P.), "La notation des toponymes bretons", Annales de Bretagne, 1953, p. 201-212. Les Côtes-du-Nord comprennent 27 939 écarts soit environ 71 par commune. FLEURIOT (J.-L.), "Recherche sur les sites d'habitat ancien d'après certains toponymes (entre le Trieux et l'Urne)", Annales de Bretagne, 1955, p. 333-356 et 1956, p. 125-142. FLATRES (P.), "Breton Settlement Names : a geographical view" in Word, vol. 28 n° 1-2 April-August 1972.
 - 5 - Comptages systématiques par quart de feuilles en retenant - arbitrairement - le seuil de 6 bâtiments (et non "fermes") visibles sur la carte, pour définir une ferme isolée. Cette définition n'est pas rigoureuse : 6 bâtiments, cela peut représenter 2 ou 3 fermes. Nous n'avons pas fait

.../...

que les lieux de prédilection de l'habitat dans les Côtes-du-Nord sont les plateaux et les pentes des vallées. Les fermes isolées, plus encore que les bourgs, fuient les crêtes et sommets, trop ventés. L'aversion est non moins marquée, pour les fonds de vallée trop mal sains¹ ; si les "villages" ne s'y résignent à peu près jamais², ce n'est que très rarement également qu'un bourg ait pu s'y développer, à moins que la petite ville, comme Lamballe, ait profité de l'élargissement de la vallée - celle du Gouessant - en bassin.

LAMBALLE						
Habitat	Crête ou sommets	Plateau		Vallée		Total
		rebords	centre	pentes	fond	
fermes isolées (- de 6 bâtiments)	31	61	178	75	47	392
"villages" (6 et + de 6 bâtiments)	19	78	256	106	59	518
chefs-lieux	3	3	18	9	3	36
TOTAL	53	142	452	190	109	946

Localisation de l'habitat sur les feuilles de Lamballe (n° 1-2, 3-4, 5-6 et 7-8)
carte au 1/25 000e d'après les photos aériennes :
Saint-Cast-Ploërmel (1965) ; Mission 1015 - 1019 - 400 ;
Echelle 1/40 000e.
Guingamp-Dol-de-Bretagne (1961) ; Mission 816 - 1216 ;
Echelle 1/25 000e
et relevés sur le terrain (en 1966).

Tableau n° 5.

.../... le travail sur toutes les feuilles et coupures du département, mais sur de très nombreuses. Nous avons écarté de cette étude les zones purement littorales des communes, et parfois des communes entières, à cause des effets plus ou moins récents du tourisme sur la répartition de l'habitat.

- 1 - Ces deux derniers sites étant les sites de prédilection cependant pour les moulins. Voir GAUTIER (M.), "Un type d'habitation rurale à fonction "industrielle" : les moulins de Bretagne et de Vendée", Norois, n° 63, 1969, p. 387-414.
- 2 - FALC'HUN (F.), "Les noms de lieux celtiques", 1ère série : "Vallées et plaines", éd. armoricaines, Rennes 1966, 143 p. et MEYNIER (A.), compte-rendu, Norois, n° 52, 1966, p. 611-612.

ROSTRENEN						
Habitat	Crête ou sommet	Plateau		Vallée		Total
		rebord	centre	pente	fond	
fermes isolées (- de 6 bâtiments)	18	23	94	45	10	190
"villages" (6 et + de 6 bâtiments)	4	40	100	52	10	206
chefs-lieux	0	1	4	3	0	8
TOTAL	22	64	198	100	20	404

Localisation de l'habitat sur les feuilles de Rostrenen (n° 1-2 et 3-4) d'après
couverture photo (1968)
mission 0618 - 0818 - 400 ; échelle 1/40 000e
Rostrenen - Pontivy (1969) ; mission 0718 - 0818 ;
échelle 1/25 000e.
et levées sur le terrain en 1970.

Tableau n° 6.

Il semble que le choix de la partie centrale des plateaux soit encore plus net en armor qu'en argoat. Si sur la feuille de Rostrenen, presque la moitié des chefs-lieux, villages et fermes isolées sont situés ainsi, sur celle de Lamballe la proportion de la moitié est dépassée; Le relief, beaucoup plus découpé par le réseau hydrographique dans la montagne granitique que dans le Penthièvre aux horizons souvent tabulaires recoupés par un réseau hydrographique incisif, peut expliquer cette différence dans la répartition des sites¹.

1 - Voir GAUTIER (M.), op. cit., p. 292.

QUINTIN						
Habitat	Crête ou sommet	Plateau		Vallée		Total
		rebords	centre	pentcs	fond	
fermes isolées (- de 6 bâtiments)	8	23	89	66	46	232
"villages" (6 et + de 6 bâtiments)	19	26	142	64	21	172
chefs-lieux	4	3	3	2	5	17
TOTAL	31	52	234	132	72	421

Localisation de l'habitat sur les feuilles de Quintin (1-2 ; 3-4 et 7-8). Cartes
au 1/25 000e

d'après la couverture photographique aérienne. Vol Huelgoat-Quintin (1966)
couverture topographique, mission 0617 - 0817 - 400 ;
échelle 1/40 000e.

et Huelgoat-Montcontour (1966) ; mission 0617 - 0917 ;
échelle 1/25 000e

et levées sur le terrain en 1967.

Tableau n° 7.

Nous retrouvons là le caractère maudit des talwegs, mais la question mériterait d'être reprise car les têtes de vallons sont au contraire des endroits favorisés de l'habitat, du moins aux époques les plus reculées¹. Le parcellaire particulièrement capricieux de ces têtes de vallons, - nous l'avons constaté des centaines de fois sur le cadastre et sur le terrain - s'expliquerait donc non seulement par la topographie mais aussi par sa très grande ancienneté. Les premiers occupants auraient apprécié l'abri qu'offrent ces berceaux naturels en même temps que la qualité de leurs terres, produits du ruissellement et de l'amoncellement des particules fines.

• Les renseignements que fournissent la toponymie, la linguistique et l'archéologie.

L'étude du peuplement préhistorique et proto-historique du département éclairerait certainement notre connaissance des lieux habités actuels. Si nous avons passé beaucoup de temps à retrouver ces traces, parfois

1 - GAUTIER (M.), dans "Remarque sur la structure des champs bretons", Annales de Bretagne, C.G.P.C., 1941, p. 387-394, l'affirme, après étude de l'exemple de Plumieux.

encore toutes sensibles dans le cadastre¹, nous n'en retiendrons que le sentiment d'une présence parfois aussi invisible que persistante sur le terrain, et cela plus dans l'optique des aménagements éventuels à apporter à l'habitat que dans l'observation gratuite de celui-ci. Toute action ne devrait-elle pas impliquer cette familiarité avec les lieux et les choses qui conduit, non pas automatiquement à l'inaction, mais à un respect bien compris du passé ?

La préhistoire a jeté les bases de la répartition de l'habitat dans les Côtes-du-Nord, en pays gallo comme en pays bretonnant² puisque le gallo fut bretonnant en son temps³. Les mégalithes parsèment encore le territoire⁴. Ils marquent parfois l'emplacement de l'habitat actuel.

-
- 1 - GODU (G.), "Problèmes linguistiques : Cadastres et toponymie", Annales de Bretagne, 1966, n° 4, p. 587-597.
 - 2 - FLEURIOT (L.), "Dictionnaire des gloses en vieux breton", Thèse Lettres, Paris 1964, C. Klincksieck 1964, 378 p. et GUILCHER (A.), Compte-rendu : "Le vieux breton ressuscité", Norois 1967, n° 55, p. 531-533. FALCHUN (F.), "L'histoire de la langue bretonne d'après la géographie linguistique, Thèse Lettres, Rennes 1951, 195 p. FALCHUN (F.) et TANGUY (B.), "Les noms de lieux celtiques, 1ère série : vallées et plaines", Rennes, éd. armoricaines, 1966, 144 p. dont 23 cartes et MEYNIER (A.), "Les noms de lieux et la continuité de langue celtique en Gaule", Norois 1966, n° 52, p. 611-612. DURAND (J.-Y.), "Toponymie de la commune de Pléneuf", Annales de Bretagne, 1960, p. BECHARD (G.), "Les noms de lieux entre la Rance et le Gouët, op.cit. et compte-rendu par A. MEYNIER, Norois 1967, oct.-déc., p. 626. LE ROUX (P.), "Atlas linguistique de Basse-Bretagne", Rennes, Plihon et Paris, Champion, 3 fasc. de 100 cartes chacun, 1924-1927 et 1937. TREPOS (P.), "Enquêtes sur le vocabulaire breton à la ferme", Annales de Bretagne, 1960, p. 325 à 376.
 - 3 - GAUTIER (M.), "Traces de l'invasion bretonne médiévale du pays gallo", Annales de Bretagne, 1947, p. 135-137, et GAUTIER (M.), "Remarques sur la terminologie agraire en Bretagne", Annales de Bretagne, 1946, p. 6 à 9, C.G.P.C.

Pour une exploitation systématique de la toponymie agraire voir le fichier de Dom GODU déposé au C. L. U. de Brest en 1955 dans lequel les parcelles cadastrales de chaque commune sont classées par ordre alphabétique, fichier établi d'après les états de sections et plans cadastraux du XIXe siècle. (Nous n'avons pas exploité ce fichier).

- 4 - GAULTIER DU MOTTAY (J.), "Répertoire archéologique des Côtes-du-Nord", 1884, St-Brieuc, Prod'homme, 557 p. Voir : Annuaire des Côtes-du-Nord, 1833, p. 1-47 et de la Messelière (Frottier), "Catalogue illustré des monuments ruraux des Côtes-du-Nord dans le Trégor et le Goëlle", 48 p., 1 carte, St-Brieuc, Les Presses Bretonnes, 1948.

Si nous retenons l'idée que "seules les populations rurales sédentaires élèvent des monuments durables"¹, les tumuli, nombreux dans les Côtes-du-Nord, nous révèlent un habitat préhistorique important. Reportées sur la carte topographique les traces de cet habitat montrent que les peuplades primitives ont été attirées par les cours d'eau. Par exemple, le tumulus localisé à la limite de Plerneuf et Saint-Donan est situé le long d'un ruisseau ; il en va de même du menhir entre Saint-Brandan et Plaine-Haute. Les deux menhirs, aujourd'hui détruits, de Cohiniac s'élevaient en bordure de l'étang du Romain². Sans doute cette localisation indique-t-elle que les cours d'eau ont été des voies de pénétration dans un territoire boisé.

Les sites naturels de défense, buttes et points hauts, ont également souvent livré des trouvailles, comme au Tertre barré en Langueux, au Tertre Vert à Plérin, au Tertre de la Vallée en Ploufragan...³. L'exemple le plus fameux est celui de Montafilan en Corseul, lieu d'un habitat préhistorique avant que Corseul ne devienne à quelque distance⁴ de là la capitale des Curiosolites. Par contre, les Celtes⁵ qui ont attaqué les hommes de l'âge de la pierre polie et envahi l'Armorique aux VI et Ve siècles avant Jésus-Christ, ont laissé peu de traces. Il semble qu'ils se soient mêlés plus ou moins aux indigènes vaincus et aient réoccupé les lieux anciennement habités : les objets en bronze ont été trouvés aux mêmes endroits que les haches polies⁶.

-
- 1 - LOUSSOUARN (Y.), "Les mégalithes, leur signification géographique", *Annales de Bretagne*, C.G.P.L., 1947, p. 134-135.
 - 2 - Dans le Finistère un des plus beaux menhirs de la Bretagne (7 m. de haut), encore debout, est planté au bord d'un ruisseau, à la limite des communes de Plovan et Peumerit.
 - 3 - GAULTIER DU MOTTAY (J.), "Répertoire archéologique...", *op.cit.* et GILBERT (M.), "Menhirs et dolmens dans le Nord-Est de la Bretagne", Guernesey, Press 1964, 276 p. Pour une mise au point sur la préhistoire dans les Côtes-du-Nord voir GRENIER (A.), "Les civilisations primitives de l'Armorique", Conférences universitaires de Bretagne, 1942-43, Paris, Les Belles Lettres, 1943, p. 15-37 et GIOT (Ph.), "La préhistoire dans les Côtes-du-Nord", *Bulletin de la Société d'émulation des Côtes-du-Nord*, t. XCVII, p. 143 à 157 ou, article plus léger, du même auteur traitant du quaternaire dans les Côtes-du-Nord dans "L'Anthropologie", t. 53, 1949 sous le titre "Brachycéphalisation et débrachycéphalisation en Bretagne", p. 240-246.
 - 4 - Voir la carte au 1 : 25 000 DINAN (5-6 et 7-8).
 - 5 - L'époque de la Tène va du Ve au IIIe siècle avant J. -C. Voir la carte de l'expansion des Celtes dans de VRIES, "La Religion des Celtes", Payot, 1963, 276 p. ; p. 13.
 - 6 - GAULTIER DU MOTTAY (J.), "Répertoire...", *op.cit.*

L'implantation de l'habitat préhistorique a été partiellement reprise en écho par l'occupation romaine et chrétienne¹. Les armées romaines ont conquis l'Armorique en l'an 57 avant Jésus-Christ et l'occupèrent pendant près de 500 ans². Le tracé des voies romaines³ est jalonné de bourgs et villages, en particulier la voie dite "le chemin ferré"⁴, entre Carhaix et Alet et celle dite "le chemin Noé" sur les communes d'Yffiniac et Ploufragan⁵, et qui relie Corseul à Carhaix. Corseul, la capitale des Curiosolites, est truffée de moellons et débris de sculptures de la ville antique⁶. Le musée, initiative tardive, ne donne qu'une idée pâle des constructions anciennes qui ont été saccagées⁷. Autour de Saint-Brieuc, des vestiges d'édifices romains ont été mis à jour à Port Aurel en Plérin (Portus Aurelianus)⁸, à la Grand Ville en Plouvara⁹, près du ruisseau Peignard

-
- 1 - MEYNIER (A.), Annales de Bretagne, 1949, janv.-mars, p. 1 à 16, fig. n° 3, art. cité et "Sur de curieux alignements de chemins et de monuments en Bretagne", Annales de Bretagne, 1944, p. 125-129.
 - 2 - DELUMEAU (J.) (sous la direction de), "Histoire de la Bretagne", Toulouse, Privat, 1969, 542 p.
 - 3 - GAULTIER DU MOTTAY (J.), "Répertoire ...", op. cit.
 - 4 - Voir la carte de Lamballe au 1/25 000e (coupure n° 1-2) qui en reproduit le nom et porte le château de la Motte Rouge, dont le nom évoque peut-être la borne milliaire, d'après BECHARD (G.), "Les noms de lieux ...", op. cit.
 - 5 - ILLIO (J. B.), "Ploufragan autrefois et aujourd'hui", 48 p., Imprimerie moderne, St-Brieuc, 1946.
 - 6 - Certaines substructions gallo-romaines ont été noyées en bordure de la mer. Sur la submersion de certains rivages voir MAZERES (R.), "Les forêts submergées", Bull. de Mémoires de la Société d'émulation des Côtes-du-Nord, 1935, p. 260-261, selon qui le Bois des Rosaires a été submergé définitivement peu avant le VIIIe siècle.
 - 7 - GUIDON (R.), "Corseul la Romaine", Imprimerie Simon, Rennes, 22 p., (non daté) et CHASTAGNOL (A.), "Les travaux sur l'Armorique antique à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Rennes", Annales de Bretagne, 1966, n° 1, p. 198-212.
 - 8 - GAULTIER DU MOTTAY (J.), "Répertoire ...", op. cit.
 - 9 - Idem et COUFFON (R.), "Limites des cités gallo-romaines et fondation des évêchés de la péninsule armoricaine", Bulletin Société d'émulation des Côtes-du-Nord, 1942, p. 1-24.

en Trémuson¹. Cependant, le peu de toponymes en "ac" peut faire penser que la densité de l'occupation romaine ne fut pas aussi grande qu'on l'a prétendu², à moins que les lieux romains n'aient été repris et rebaptisés par les occupants suivants, comme les lieux préhistoriques l'avaient été par les Gaulois et les Romains eux-mêmes.

La toponymie de consonnance latine est à coup sûr plus nette en pays gallo qu'en pays breton. La raison en est que les Bretons, venus d'Armorique aux Ve et VI^e siècles, ont plaqué leur organisation parcellaire et sociale sur les structures plus anciennes. Nous avons vu qu'une ellipse s'est superposée, sur la commune de Planguenoual, aux cadastres gaulois et romains³. Ce n'est sans doute là qu'un exemple parmi de nombreux autres que révéleraient de patientes recherches. Les villages nés de l'installation des Bretons au bord ou au centre d'une ellipse⁴ existent encore en partie, eux, ou un manoir seulement. Mais, le plus souvent, les Bretons se sont installés aux dépens de la forêt. Ils sont vraisemblablement responsables des plus grands défrichements⁵ qu'ait connus la Bretagne, et de l'organisation générale du territoire⁶.

Les invasions normandes à la fin du IX^e siècle forcèrent les Bretons et la langue bretonne à reculer vers l'Ouest. Quelques toponymes rendent compte de ces invasions : le Montjoie⁷ en Langueux, et peut-être le

1 - Voir note 9, p. 123.

2 - C'est ce que pense : BECHARD (G.), "Les noms de lieux ...", op. cit. en contradiction sur ce point avec COUFFON (R.), "Contribution à l'étude des voies romaines dans les Côtes-du-Nord - le carrefour de Quintin", B. M. S. E., Côtes-du-Nord, 1945, p. 1-17.

3 - Voir plus haut le chapitre sur le bocage.

4 - DOBET (F.), "Quelques exemples d'ensembles cadastraux circulaires", Annales de Bretagne, C. G. P. C., 1947, p. 138 à 144, article cité qui étudie les relations entre le parcellaire et la localisation de l'habitat.

5 - Voir DAUZAT (A.), "Le breton et le français", La Nature, 1926 et C. R. Revue Celtique, 1926, p. 273-278 et du même auteur "La pénétration du français en Bretagne du XVIII^e siècle à nos jours", Revue de Philologie française, 1929, p. 1-5.

6 - LARGILLIERE (R.), "Les saints et l'organisation chrétienne primitive dans l'Armorique bretonne", Thèse Lettres, Rennes 1925, Plihon, 271 p. et LOTH (J.), "Chrestomathie bretonne", Paris 1890, 582 p., E. Bouillon éditeur et du même auteur, "L'émigration bretonne en Armorique du Ve au VII^e siècle de notre ère", Rennes, Baraise 1883, 260 p., du même auteur encore, "Les langues romaine et bretonne en Armorique", Revue Celtique 1883, p. 374-403. Voir aussi TREPOS (P.), "Les saints bretons dans la toponymie", Annales de Bretagne, 1953, p. 337-347.

7 - BECHARD (G.), "Les noms de lieux ...", op. cit.

Vau Normand en Hillion, le Tertre aux Germaines à Plaine-Haute ...

De l'an mille à la Révolution, la féodalité a marqué profondément l'histoire, la toponymie et le territoire. Le régime du fief, attaché à la personne du chef, se retrouve encore dans la toponymie de certains villages comme à la Roche Bréhand en Yffiniac qui a appartenu à la famille de Bréhand jusqu'au XVIII^e siècle¹. L'extension des terres cultivées du XI^e au XIII^e siècle a été jalonnée par l'établissement de fermes isolées et de hameaux². La Poterie à Ploufragan, la Blauderie et la Rauberie en Saint-Donan, la Charpenterie en Plérin ..., les Cavelais en Pordic, la Transonnais en Plaine-Haute, la Moraudais en Trémuson... témoignent sans doute de cette extension des finages à l'époque. Ces toponymes se répartissent généralement à la périphérie des communes ; ce ne doit pas être un hasard³.

Mais la plupart des hameaux portent des noms commençant par "la ville" en pays gallo et par "Ker" en pays bretonnant. Dans la zone charnière, la répartition des toponymes, à l'intérieur d'une même commune, donne une idée précise de la démarcation entre les deux grands domaines linguistiques⁴. Dans les communes proches de Saint-Brieuc, voici, par exemple, cette répartition⁵.

-
- 1 - BECHARD (G.), ^{op. cit.} et de la MESSELIÈRE (Vic. Frottier), "De l'âge probable des châteaux de terre dans les Côtes-du-Nord", Bull. et mémoires de la Soc. d'émulation des Côtes-du-Nord, 1933, p. 51-79.
 - 2 - SOUILLET (G.), "Chronologie et répartition des noms de lieux en - ière et en - ais dans la Haute-Bretagne", Annales de Bretagne, C.G.P.C., 1943, p. 90 à 98. - SOUILLET (G.), "Le problème des noms de lieux en - ière et en - ais", Annales de Bretagne, C.G.P.C., 1944, p. 145-146.
 - 3 - De la BORDERIE (A.), "Essai sur la géographie féodale de la Bretagne", (avec carte des fiefs et seigneuries de cette province), Rennes, Imprimerie nouvelle, 1889 ; de la Borderie (A.), Annales de Bretagne, V, 1889-1890, p. 516-531 : "Chronologie du cartulaire de Redon".
 - 4 - SOUILLET (G.), "Géographie et toponymie" in Volume Jubilaire du 50^e anniversaire du Laboratoire de géographie de Rennes 1952, p. 119-129. Imprimeries Réunies, Rennes, 413 p.
 - 5 - TERS (.), "Toponymie de la côte du Goëlle", Annales de Bretagne, 1955, p. 413.

Communes	Toponymes en "Ker" ¹	Toponymes en "la Ville"	Communes	Toponymes en "Ker" ¹	Toponymes en "la Ville"
Pordic	2	35	Plaine-Haute	-	6
Plérin	3	41	Saint-Julien	-	4
Trémuson	-	2	Ploufragan	0	13
La Meaugon	-	4	Trégueux	-	11
Plerneuf	1	3	Langueux	-	6
Plouvara	12	6	Yffiniac	1	12
Cohiniac	6	4	Hillion	1	18
Saint-Donan	5	11			

Tableau n° 8 : La répartition des toponymes en "Ville" et en "Ker à la jonction des pays gallo et bretonnant.

Sources : "Nomenclature des hameaux, écarts et lieux-dits des Côtes-du-Nord", I. N. S. E. E. (Direction régionale), XVI pages + 155 doubles pages. Ronéoté postérieur au recensement de 1946 (non daté).

Même en admettant que des noms celtiques aient été francisés², le partage entre le breton et le français rend compte dans une certaine mesure du rôle de l'histoire dans la mise en place de l'habitat actuellement observable.

La Révolution n'a pas effacé l'empreinte profonde qu'a laissée l'occupation bretonne et les aménagements qu'y a apportés la féodalité. Le XIXe siècle n'a opéré que des retouches marginales. Un certain renouveau du défrichement, a porté sur les terres jusqu'alors délaissées³. Le mouve-

1 - GUILCHER (A.), "Le mot Ker", Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne, 1946, p. 35 à 48.

2 - Exemple : Crech' Holen, en Ploufragan a donné la Croix Cholin ; Saint-Ronan en Hillion, Saint René ... d'après BECHARD (G.), "Les noms de lieux ...", op. cit. TREPOS (P.), "La notation des toponymes bretons ...", article cité.

3 - Ce défrichement est sans doute beaucoup moins important que celui qu'a provoqué le mouvement érémitique du Moyen-Age, si l'on se réfère à ce qui s'est passé dans l'Est du massif armoricain. Voir RAISON (Chanoine) et NIDERST (R.), "Le mouvement érémitique dans l'Ouest de la France à la fin du XIe et au début du XIIe siècle", Annales de Bretagne, 1948, p. 1 à 45. Revoir SEE (H.), "Landes, biens communaux et défrichements en Haute-Bretagne dans la première moitié du XIXe siècle", M. S. H. A. B., VII, 1926, p. 177-205.

ment a été favorisé par la pratique du chaulage et le développement des moyens de communication. Cette extension des terres cultivées a permis l'établissement de quelques fermes isolées, au nom souvent ironique comme "la Folie (en Saint-Donan), "Fort-à-faire" en Ploufragan... Parfois le noyau initial de peuplement a éclaté à l'occasion de l'agrandissement des parcelles cultivées, engendrant le Petit-Guen par rapport au Grand Guen en Ploufragan, le Petit Couëco par rapport au Grand Couëco en Pl^{ou}vara... Mais les contemporains ont eu justement conscience qu'il ne s'agissait là que d'établissements marginaux. Dans la répartition actuelle de l'habitat, les origines pèsent sans doute le plus lourd.

En définitive, le tableau actuel, dressé en fonction des centres pionniers et à l'aide des multiples retouches des peuples et des époques, doit être observé avec beaucoup de précaution. Si nous respectons vraiment cette œuvre complexe qu'est l'habitat, nous n'oserions rien dire de général, même à l'échelon du département. Nous allons pourtant tenter de l'analyser, avec le plus de prudence possible.

La maison rurale.

Nous commençons cette étude par celle de la maison noble : le manoir. Élément d'un décor révolu et d'une société abolie, le manoir est encore debout. Souvent il compose les points forts du paysage. Sensible au contraste, nous examinerons ensuite la ferme, puis le groupement des habitations rurales, hameaux et bourgs.

- Les manoirs : encore présents, surtout en armor.

La noblesse bretonne nous a laissé des traces encore toutes fraîches de sa présence dans les campagnes. Sur le littoral cette présence était d'une grande intensité¹. Aujourd'hui encore les maisons nobles plus ou moins en bon état s'y reconnaissent de loin dans le paysage souvent découvert, à leur haute stature, à leur imposante toiture, et la toponymie en

1 - Voir carte hors texte de MEYER (J.), "La noblesse bretonne au XVIIIe siècle", op. cit.

garde des marques¹ même si ces bâtisses ont cédé au temps ou aux guerres. En pays de bocage les manoirs sont moins nombreux mais souvent plus imposants, sur les points hauts comme Kermabio, ou plus rarement, dans les vallées comme les Aulnais. Même défiguré, on reconnaît encore un manoir à sa cour fermée où l'on entre par une porte cochère à laquelle s'accolle la porte piétonne ; à son colombier ; à sa chapelle ; à un reste de sculpture architecturale². Proche de Saint-Brieuc un des plus beaux manoirs fut et est encore celui de Précréhan. Edifié au XVe siècle, en Pordic, il fut tenu noblement jusqu'à la Révolution. Habité en ferme aujourd'hui, il a gardé son porche d'entrée, sa haute façade à trois étages, son colombier³, ses cheminées monumentales, une meurtrière...

Les terres qui dépendaient des manoirs ont été en partie dispersées lors de la Révolution⁴. Mais il reste encore de beaux ensembles (aux mains des nobles ou non) autour des manoirs⁵. Voici par exemple les superficies dépendant des manoirs sur trois communes proches de Saint-Brieuc.

-
- 1 - En pays bretonnant : la maison "verte" ou "bleue" (couverte de schiste) : La ville Glas en Pordic par exemple, l'équivalent de "manor braz", "la grande maison", qu'on rencontre souvent dans le Finistère ; en pays gallo : les "salles" par exemple les "salles hautes" en Tréguen.
 - 2 - FROTTIER DE LA MESSELIÈRE (Vicomte), "La noblesse en Bretagne avant 1789", Thèse de droit, Rennes, 1902, 128 p. (manuscrit). Cette approche de l'habitat noble doit beaucoup à l'inventaire général de la Commission régionale de Bretagne dont les travaux couvrent (en 1974-75) une partie du département des Côtes-du-Nord. Nous remercions ici son Directeur qui nous a donné accès aux dossiers et permis de faire faire les reproductions photographiques qui figurent dans notre : illustration . Pour Kermabio en Callac voir cette illustration : Le manoir des Aulnais en Gomené "git dans un bas fond" note de la Messelière dans "Le Porhoët des Côtes-du-Nord", B. M. S. E. , 1950-51. On sait que les sites marécageux ont été des sites de défense : comme c'est le cas pour le château de la Hunaudaye en Plédéliac.
 - 3 - Autorisé en 1598 (16 juillet). Archives départementales, E 2603, Série du Pré Créhan.
 - 4 - Voir DUBREUIL (L.), "La vente des biens nationaux ...", op. cit.
 - 5 - Pour un aperçu commode des manoirs, voir QUEFFLEEC (H.) et LE GONVEC (A.), "Châteaux et manoirs des Côtes-du-Nord", éd. F. E. R. N. , Paris 1970, 180 planches et légendes.

SUPERFICIE DES MANOIRS		
en PLOUFRAGAN	en PORDIC	en HILLION
La Ville Morvan : 42 h. 03 a. 50 ca.	Le pré Péan : 25 h. 25 a. 91 ca.	Bonabry : 55 h. 27 a. 90 ca.
La Pommeraie : 58 h. 51 a. 49 ca.	Le pré Créhan : 25 h.	Les Marais : 23 h. 48 a. 16 ca.
La Sovée : 27 h. 12 a. 24 ca.	La Ville Cado : 26 h. 28 a. 90 ca.	Les Aubiers : 16 h. 24 a. 54 ca.
Epina : 30 h. 29 a. 23 ca.	La Ville Augevin : 42 h. 48 a. 80 ca.	La Ville Pierre : 23 h. 35 a. 03 ca.
La Morandais : 26 h. 32 a. 19 ca.		Les Vergers : 35 h. 61 a. 24 ca.
Le pré Rio : 19 h. 15 a. 77 ca.		Le Plessix 22 h. 97 a. 55 ca.
Argentel : 23 h. 24 a. 34 ca.		Carquitte : 21 h. 41 a. 97 ca.

Sources : matrices cadastrales (en 1972).

Tableau n° 9.

Les terres des manoirs sont groupées ; par exemple au manoir de la Pommeraie en Ploufragan. Elles se répartissent en grandes parcelles, contrastant avec les petites tenures voisines¹. De plus, les manoirs occupent souvent les meilleurs sols : les champs de Pré Créhan en Pordic sont

1 - Sous l'Ancien Régime, toutes les propriétés nobles n'étaient pas vastes, ni riches. Les citoyens J. La Vallée et L. Brion, qui ont parcouru le département en 1794 et consigné leurs impressions (très orientées, il est vrai) dans "Voyage dans les départements de la France, enrichi d'estampes et de tableaux géographiques", "A Paris, 1794 chez Brion", rapportent que "Plouha qui n'était habitée que par la noblesse d'une indigence superbe, se ressent encore de l'orgueilleuse misère dont leurs oisifs parchemins l'avaient incrustée". Ils ajoutent : "Rien d'aussi grotesque. On y comptait cent cinquante familles toutes nobles depuis le déluge", p. 30. et p. 31 encore : "on n'y avait pas de pain, mais on y avait une épée ; aux grands jours, les monseigneurs en sabots mangeaient le pied de bœuf au retour de la grand'messe, où l'étiquette du banc, ou de l'eau bénite, ou de la fabrique les avait gravement occupés..."

calqués sur le limon. Les très nombreux manoirs habités en ferme ne représentent sans doute pas les conditions d'habitat et de travail les plus commodes pour les cultivateurs qui vivent dans leurs murs. Ces bâtisses ont été cependant plus confortables que la plupart des logements et bâtiments purement paysans¹ avant la restructuration de l'habitat postérieure au milieu du XXe siècle. Dans le massif de Quintin-Duault, les manoirs-fermes offraient et offrent encore un grand contraste entre la beauté de leurs matériaux et de leur plan et le revenu de leurs occupants exploitants. Les plus belles maisons demeurent aux mains des familles nobles, ou bourgeoises, et la description que nous pourrions en faire n'entre donc pas dans cette étude, si ce n'est par le biais de la dépendance socio-économique qu'elles exercent sur les fermiers.

En argoat comme en armor les manoirs occupent les bons terrains. S'ils se pressent encore plus nombreux sur le pourtour de la Baie de Saint-Brieuc, c'est en raison des placages de limons et des possibilités d'amélioration des sols pour les amendements marins. Comme en ce qui concerne les différences pédologiques entre l'armor et l'argoat, leur répartition tient au fait littoral.

Les fermes d'armor et d'argoat : une évolution partout complexe.²

- à la recherche des bâtiments les plus simples : la maison-bloc.

La maison la plus rudimentaire est certainement la plus ancienne. Elle regroupe le logement des hommes, la remise pour les outils et les récoltes et parfois aussi l'abri pour les animaux. Ce type de construction élémentaire se trouve en plusieurs endroits dans le département, notamment en Bretagne Centrale, où on l'appelle couramment la "petite boutique"³.

-
- 1 - de la MESSELIÈRE (Vic. Frottier), "Les manoirs bretons des Côtes-du-Nord", Bulletin de la société d'émulation, 1940, p. 247-270.
 - 2 - Voir, outre les traités de l'habitat rural, FAUCHER (D.), "Evolution des types de maisons rurales", Annales de Géographie, 1945, p. 240-253 et les comptes-rendus du colloque sur la maison rurale dans Norois, n° 69, 1969.
 - 3 - Nous prenons nos exemples de fermes de préférence en dehors de l'aire de la thèse de GAUTIER (M.), "La Bretagne centrale ...", op. cit., non pas parce que nous ne voulons pas retenir ceux-ci mais bien plutôt parce que nous n'apporterions rien de plus à la mise au point de l'auteur (voir

.../...

L'expression à la fois la plus probante et la plus achevée peut en être relevée dans le pays légumier de la Baie d'Yffiniac. Le Pré au Sec en Languieux en est un exemple. C'est une maison basse dont les murs de pierre¹, ne dépassent pas deux mètres de haut. On accède à un grenier par une échelle. Le rez-de-chaussée est divisé en deux pièces de taille identique, séparées par un couloir central. Un cellier prolonge la construction sur l'un de ses côtés. Aujourd'hui ce type de maison correspond souvent à une petite exploitation abandonnée, mais le bâtiment a pu être transformé en remise, porcherie ou étable, à moins que des ruraux non agriculteurs en aient fait leur résidence. Dans ce cas, la maison est devenue maison ouvrière ou habitation pour retraités, après de multiples transformations. De toute manière, l'exploitation à fonctions simples et structures simples auxquelles cette ferme correspondait n'existe plus.

Chronologiquement, cette maison la plus élémentaire a fait place à une maison bloc en longueur. Par ajouts successifs, elle a pu donner naissance à la maison du maraîcher, tel qu'il exerçait vers 1950 et, parfois, encore 25 ans après. La Roche Durand en Languieux présente sur un même alignement une série de pièces d'habitation et de travail : cellier, débarras, entrepôt, salle de préparation des légumes avant d'aller au marché. Un hangar couvert de tôles ondulées prolonge encore les différents éléments de cette construction multiple. D'autres parties de ce mini-chantier se dispersent alentours : poulailler, clapier...

- la ferme à cour très petite.

Selon l'espace disponible on a pu construire dans l'alignement de la maison d'origine, ou à l'angle, perpendiculairement. Le Clos vert en Trémuson illustre ce type de toute petite ferme correspondant à une toute petite exploitation². Les bâtiments disposés sur trois côtés entourent une

.../... p. 282 et suivantes, voir notamment les dessins à la plume, p. 283).

1 - La maison en terre n'existe plus dans les Côtes-du-Nord si ce n'est à titre exceptionnel, dans le canton de Merdrignac par exemple, sur des limons, alors qu'elle était commune dans le bassin de Rennes. Autrefois on rencontrait ce type de construction autour de Loudéac. Il n'en reste que quelques vestiges, quelques pans.

2 - En 1972, le propriétaire exploitait 50 ares et élevait deux porcs et deux brebis.

cour que ferme un mur avec son portillon. L'habitation regarde vers le Sud, face à l'entrée. Le cellier à cidre et la "bergerie" sont sans doute de date très ancienne¹.

- les fermes à fonctions multiples et à structure équilibrée².

Le type de ferme le plus répandu est celui correspondant à des fonctions multiples, c'est-à-dire à la polyculture associée à l'élevage. L'agencement des bâtiments y adopte des formes diverses que nous pouvons résumer de quatre manières :

- la maison bloc à éléments transversaux,
- la ferme à bâtiments parallèles,
- la ferme à cour,
- la ferme à bâtiments épars.

. La maison-bloc à éléments transversaux.

C'est une forme dérivée de la maison élémentaire correspondant actuellement, le plus souvent, à l'exploitation de 10 à 20 hectares. L'exemple de la Rue d'en Bas en Saint-Julien peut être retenu. Toutes les fonctions s'y trouvent représentées : logement des hommes, logement des animaux, abri pour les récoltes et le matériel. Le linteau de granit de la porte principale porte la date de fondation de la maison : 1866. Deux habitations se succèdent le long de la façade maîtresse, comme c'est souvent le cas : une pour les jeunes, une pour les parents retraités. Les bâtiments d'exploitation : laiterie, étable, cellier, pressoir, remise... se répartissent les activités de la ferme. Ne pouvant allonger indéfiniment l'ensemble, une porcherie, un hangar... ont été ajoutés dans la cour, cour propre ici, même en hiver, ce qui est rare. Ordinairement les adultes travaillent en bottes et les enfants pataugent. Cette maison à éléments transversaux correspond souvent aujourd'hui à une dépopulation, les anciennes habitations étant converties en dépendances³.

1 - Nous n'avons pu la déterminer (antérieure au XIXe siècle).

2 - Pour un classement des types de maisons à usage agricole sur un littoral voir BOUHIER (A.), "Les types de maisons à usage agricole sur la façade maritime du Sud Vendéen. Essai de classification", Norois, n° 63, 1969, p. 333 à 385.

3 - GAUTIER (M.), op.cit., p. 284.

. La ferme à bâtiments parallèles.

Le Moulin aux Chiens en Plouvara offre un dessin différent de la Rue d'en Bas en Saint-Julien. Ici deux blocs parallèles sont disposés de part et d'autre de la cour. Après de nombreuses transformations (le grand hangar et la stabulation datent de 1966 et 1970) l'agencement des bâtiments vers 1950 n'offrait qu'une partie de cette disposition en "U" par rapport à l'habitation qui n'a jamais été profondément remaniée.

. La ferme à cour.

La ferme à cour existe sur le littoral et dans l'intérieur des terres¹. L'exemple du Moulin aux Chiens en Plouvara fait concevoir le passage de la ferme élémentaire à la ferme à cour. A Caulan, en Plouvara, les bâtiments ne sont pas tout à fait jointifs². Sur le littoral les maisons agricoles, ou non, se présentent souvent avec une cour totalement fermée - même si elles sont très petites -. Est-ce là l'empreinte de la culture céréalière ? une protection dans une région d'habitat dispersé ? (mais alors pourquoi seulement sur le littoral ?) une adaptation climatique ... ?

. La ferme à bâtiments épars.

La multiplication des bâtiments d'exploitation s'est parfois faite d'une manière beaucoup moins géométrique que dans les cas précédents. Au Tertre Jouan en Ploufragan, les bâtiments sont en quelque sorte sortis de l'épure, de l'autre côté du chemin.

- les fermes à fonctions spécialisées et structures développées.

Les fermes à fonctions spécialisées et structures développées correspondent actuellement à des exploitations qui paraissent grandes, pour le département, et à une activité économique qui caractérise un état

1 - GAUTIER (M.), op.cit., p. 285. Dans le Centre Bretagne le type de ferme à cour fermée est souvent un ancien manoir.

2 - La ferme à cour peut aussi être considérée "comme une ancienne cour commune aux habitants d'un hameau dont les maisons ont été transformées en dépendances, sauf une d'entre elles devenue le logis d'habitation du propriétaire ou du fermier". Cette hypothèse aboutit au même résultat que la théorie des adjonctions successives, tout en étant contraire à celle-là. Voir GAY (F.P.), "La maison rurale à cour ouverte du Berry", *Noréis*, n° 69, 1969, p. 415-421.

avancé de l'agriculture. Elles comprennent un noyau initial auquel ont été ajoutées les constructions nécessaires au développement des productions après 1950. Nous ne les décrivons donc pas ici. Nous en analyserons les différents aspects dans le chapitre qui présente cet état actuel du développement agricole.

Conclusion.

La disposition des bâtiments d'exploitation résulte de nombreuses transformations à partir d'une cellule initiale qu'il n'est pas toujours facile de dater. Cette longue évolution n'a pas souvent abouti à un tout cohérent et confortable. Les différents types de fermes se retrouvent en armor et en argoat. Ce n'est donc pas dans la forme et la disposition interne des bâtiments que nous devons chercher l'originalité de l'une et l'autre région des Côtes-du-Nord, mais plutôt dans le groupement des habitations et ateliers de travail que nous étudions plus loin. Les types-mêmes de fermes semblent plus liés aux conditions locales particulières qu'à la grande division en armor et argoat si importante à tant d'autres points de vue.

Nous avons dressé un état des constructions et du confort grâce à une enquête départementale¹ et à l'I. N. S. E. E.². Sur cette carte de 1966, le Sud-Ouest du département a des logements avec sol en terre battue dans presque le 1/3 des cas ; le Sud-Est dans le quart des cas. Seule la zone littorale de Paimpol à la Rance n'en a que dans 11 % des cas. Les logements à pièce unique sont presque le tiers dans les mêmes zones citées. La surpopulation (nombre moyen de personnes, par pièce habitable supérieur à 1,83) affectent également tout le Sud des Côtes-du-Nord. A ce moment-là les logements sans eau courante sont très nombreux en Haute-Cornouaille,

-
- 1 - Sources : enquête statistique sur le logement des agriculteurs pour la Direction départementale de l'Agriculture en 1966 ; enquête au 1/20 des exploitations recensées au 31-12-1965 et document technique de la D.D.A., n° 4, 1968, dont a été tirée, par regroupement et calcul, la carte donnée dans notre atlas.
 - 2 - Sources R. G. P. 1968 : feuilles communales : tableau n° 5, "Logements et immeubles d'après les caractéristiques de l'immeuble".

dans le Mené et aussi au Nord-Ouest, dans le Trégor. Cette géographie de l'inconfort¹ a pu être précisée au niveau communal à l'occasion du Recensement de 1968. Elle trouve son explication dans l'âge des bâtiments. Autour de la Baie de Saint-Brieuc dans les 3/4 des cas la construction remonte à une date antérieure à 1914 dans de très nombreuses communes.

Si aujourd'hui la vétusté des bâtiments anciens est comme enrobée dans le renouvellement des édifices postérieurs au milieu du XXe siècle, conséquent à la révolution agricole, il n'est cependant pas possible de l'ignorer. L'ancienneté des constructions aide à comprendre l'état général de médiocrité de l'habitat tel qu'il se présentait encore au milieu du XXe siècle. Ce degré de vétusté apparaît plus fort en argoat que sur le littoral.

Les formes de groupements de bourgs et des villages.

- les hameaux et les bourgs radicalement différents en armor et en argoat.

Les Côtes-du-Nord offrent à peu près toutes les variantes de groupements de l'habitat, de la dispersion intégrale aux hameaux si gros qu'on les prendrait pour des bourgs, surtout lorsqu'ils sont réellement d'anciens bourgs, comme Bothoa en Saint-Nicolas-du-Pélem, pour ne citer que le plus fameux des exemples². A quelques kilomètres de distance nous pouvons relever des bourgs, ou hameaux, en tas, en étoile, en nébuleuse, allongés sur un axe ou sur deux... Cependant les dessins les plus récurrents en armor sont ceux des villages-rues, tandis qu'en argoat les villages-tas sont les plus nombreux, tout en se trouvant parfois juxtaposés aux villages-rues.

Sur le littoral, l'exemple du village des Quilles, en Hillion, peut illustrer un type fréquent en relation avec le parcellaire d'openfield actuel ou originel. Les maisons y sont disposées en deux alignements, -

1 - PITIE (J.), "Géographie de l'inconfort des maisons rurales", Norois, n° 63, 1969, p. 461-490. - KERGOAT (M.), "Le logement et l'équipement des ménages en Bretagne", Bulletin de Conjoncture régionale, n° 1, 1973.

2 - Bothoa, ancien chef-lieu de paroisse et même de doyenné du diocèse de Quimper.

un seul à l'origine - avec à l'arrière les parcelles allongées qui en dépendent. Ici des talus, aux extrémités des lanières des champs, camouflent un peu la structure apparentée nettement au paysage de champagne.

L'exemple pourrait servir de transition à d'autres cas où le dessin de chaque parcelle longue a été caché - ou souligné - par les talus et les haies.

Le dessin le plus ordinaire du groupement de l'habitat en pays de bocage est cependant celui du village-tas, avec toutes ses variantes, en relation avec un parcellaire non laniéré. L'exemple de Gurunhuel illustre ces cas les plus nombreux. Sans doute, dans le passé, les villages apparemment informes de l'argot n'ont-ils pas été plus dépourvus de vie communautaire que les villages qui ressemblent à ceux de l'openfield. L'espace intérieur - le placître des géographes -¹ témoigne vraisemblablement de cette vie de relations entre voisins². Aujourd'hui, dans les deux types de villages, cette vie communautaire revêt certaines formes d'entraide que nous verrons plus loin. En ce qui concerne les avantages respectifs de la disposition des bâtiments, il est difficile de se prononcer. Il semble pourtant que le village-tas se prête mieux à des extensions que le village géométrique³. Dans la logique de ce raisonnement, des hameaux et des fermes dispersés, ce sont en définitive ces dernières qui seraient les plus faciles à restructurer aujourd'hui. Mais dans l'état traditionnel des choses, la ferme intégralement dispersée a pâti d'un isolement matériel et intellectuel certain. Plus proche de ses terres, l'exploitant de l'habitat dispersé, se trouvait en contrepartie éloigné d'autant du bourg, c'est-à-dire de la vie de relations symbolisée par

-
- 1 - Nous n'avons jamais entendu ce mot de la bouche des paysans. Nous avons recueilli les termes de "cour", "place" ... ou "park", l'équivalent de "roz" (intraduisible) dans le Sud-Finistère en breton. FENELON (P.), "Vocabulaire de géographie agraire", op. cit., définit le placître comme le "terrain vague, couvert de gazon, parfois planté d'arbres, et situé soit en bordure d'un village, soit au centre de l'agglomération" et "destiné aux ébats des animaux domestiques de la communauté". L'embarras des habitants à définir le "placître" montre bien que la chose ne correspond plus à rien. Le "commun" de la région de Redon (à Maure-de-Bretagne) semble recouvrir une autre réalité, liée beaucoup plus directement à des pratiques communautaires dans le passé.
 - 2 - FLATRES (P.), "La structure rurale du Sud-Finistère d'après les anciens cadastres", 1er article Norois, n° 15, 1957, p. 353 à 367.
 - 3 - Voir plus loin, chapitre de l'amélioration de l'habitat.

l'église, la mairie, les commerces. Une fille du bourg a toujours ressenti sa supériorité sur une fille de la campagne, des hameaux et des fermes, surtout en pays de bocage et encore plus en pays de bocage bretonnant.

En résumé, l'armor marquait des points sur l'argot au point de vue de sa structure de l'habitat. En nous en tenant à ces constatations, et sans en rechercher ici les raisons, nous retombons, une fois encore, sur la même conclusion. L'étude des modes de propriété et de faire-valoir va maintenant nous faire un peu échapper à cette espèce de fatalité.

c) La propriété et l'exploitation : l'originalité du pays bretonnant dans les Côtes-du-Nord.

Dans l'Ouest des Côtes-du-Nord, le mode de tenure le plus répandu était celui du domaine congéable ou régime à convenant. Dans ce système, le fonds appartient au seigneur foncier, ou propriétaire, et les édifices et "superfices" au domanier dit aussi colon ou convenancier. Le foncier n'est pas forcément noble ; il peut être ecclésiastique ou simplement bourgeois. Par exemple, tous les convenants de Ploufragan appartenaient à l'évêché de Saint-Brieuc.

Le foncier peut congédier le domanier à la St-Michel (en lui remboursant les édifices et superfices) d'où l'appellation du système. Le domanier dispose de l'émonde des bois de décoration, propriété du foncier. Il peut déguerpir, mais il perd alors ses droits. Il peut "céder, morceler et transmettre son convenant"¹. Il doit une rente convenancière annuelle qui, selon L. Dubreuil, était modique.

L'origine du système du domaine congéable se perd dans la nuit des temps. Il est apparu lors des migrations bretonnes en Armorique, c'est-à-dire à une période antérieure à la féodalité. "Il y aurait eu concessions précaires accordées aux nouveaux arrivants par les populations déjà fixées, de manière à favoriser le défrichement des bois et des landes"². A la veille de la Révolution, le domaine congéable se trouvait dans plus de la moitié des

1 - DUBREUIL (L.), "Les vicissitudes du domaine congéable pendant la Révolution", Rennes, 1915, p. 10.

2 - Ibid., p. 14.

Côtes-du-Nord¹ et intéressait environ le cinquième de la population de la Bretagne. Ses limites ne coïncident pas exactement avec celles de la Haute et de la Basse-Bretagne². Il s'étend légèrement à l'Est de la Basse-Bretagne. Les communes gallos suivantes lui sont alors soumises : Plérin, Saint-Brieuc, Ploufragan, Saint-Julien, Hémonstoir, Saint-Barnabé, Saint-Brandan, Alineuc, Merléac, Le Quillo, Saint-Thélo, Trévé et Plaintel. En fait, les limites sont assez floues. "En l'évêché de Tréguier et comté de Goëlle et aux environs de Lanvollon et Paimpol, qui sont en l'évêché de Saint-Brieuc, les fermiers ou colons jouissent ou par métairies à moitié ou par simples fermes, comme ailleurs en la province, mais la tenure la plus ordinaire est celle à convenant du domaine congéable"³.

Quatre "usements" se répartissaient le territoire en Bretagne. Le plus courant était l'usement de Cornouaille, qui intéresse en partie les Côtes-du-Nord et qui... "apparaît bien comme ayant été l'usement primitivement en vigueur"⁴. Les autres usements ne seraient que des variantes de celui de Cornouaille. Dans les Côtes-du-Nord, le plus important est celui dit de "Trégor et Goëlle", le plus simple, le moins sévère de tous, par opposition à celui de Rohan, le plus dur. Dans l'usement de Tréguier, le domanier est dispensé, en particulier, de certains droits dont les lods et ventes qui, au contraire, pèsent très lourd sur les vassaux dans la région orientale des Côtes-du-Nord. Dans l'ensemble, la condition du paysan est-elle meilleure dans le domaine congéable que dans le fermage ou le métayage ? Selon H. Sée, en Bretagne, le régime féodal était très dur car "le maintien d'institutions autonomes des libertés provinciales a donné aux privilégiés des moyens d'action qu'ils ne possédaient plus dans d'autres régions"⁵.

1 - DUBREUIL (L.), "La vente des biens nationaux ...", op.cit., p. 350.

2 - Voir RUTKOWSKI (J.), "Etude sur la répartition et l'organisation de la propriété foncière en Bretagne au XVII^e siècle", A de B 1911-12, p. 614 à 644. Dans sa thèse C. VALLAUX donne une carte du domaine congéable en 1905 (planche II, hors texte).

3 - DUBREUIL (L.), "Les vicissitudes ...", op.cit., article 1^{er}, p. 100-111.

4 - Ibid., p. 13 et GESRET (S.), mémoire de maîtrise d'Histoire, Université de Haute-Bretagne, 1972.

5 - SEE (H.), "La portée du régime seigneurial au XVIII^e siècle", *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 1908, t. 10, p. 175.

Mais L. Dubreuil prend finalement la défense du domaine congéable où "l'indépendance intellectuelle du colon, en rapport avec son indépendance économique, est beaucoup plus grande que celle du métayer et du fermier, souvent réduit à une véritable domesticité, et par l'emprise du propriétaire et par (son) manque de résistance"¹. Pour J. Meyer "le bon plaisir du propriétaire règne en seul maître, à l'intérieur de ce maquis inextricable où s'entremêlent les ambiguïtés du domaine congéable et les abus du régime féodal"². L'étude de cahiers de doléances ne permet pas de répondre nettement à la question³. Dans les Côtes-du-Nord, la région orientale connaît une proportion de propriété paysanne assez élevée (peut-être la moitié) et, au contraire, dans la partie occidentale, une propriété nobiliaire importante (sans doute plus de 60 %). Ce qui semble sûr, c'est que l'abolition du régime du domaine congéable⁴ fut ressentie comme un soulagement et que la désillusion ne fut pas moins grande quand on s'aperçut que cette abolition n'était qu'un adoucissement⁵ apporté à la condition du convenancier⁶.

-
- 1 - DUBREUIL (L.), "Une tenure bretonne : le domaine congéable", "Révolution Française", p. 51 ; 1910, t. 58, p. 481-502 ; t. 59, p. 24-50.
 - 2 - MEYER (J.), "La noblesse bretonne ...", op.cit., t. II, p. 754.
 - 3 - GESRET (S.), mémoire de maîtrise cité; BOURGES (A.), "Doléances des paysans bretons en 1789", St-Brieuc, Les Presses Bretonnes, 1953, 174 p. - SEE (H.) et LESORT (A.), "Cahiers de doléances de la Sénéchaussée de Rennes pour les Etats Généraux de 1789", Paris, 1909, 4 volumes.
 - 4 - Dans la nuit du 4 août et loi du 27 août 1792.
 - 5 - Loi du 6 août 1791.
 - 6 - La loi du 29 Floréal An II a rétabli le régime convenancier. Celle de l'An VI l'abolit enfin. Pour comprendre l'âpreté et la complexité de la question des conventions relire dans DUBREUIL (L.), "Les vicissitudes ..." : "Une affaire de congément à Loguivy-Plougras", p. 67 et suivantes. Revoir aussi AULANIER (A.), "Traité du domaine congéable", 2e édition, Guyon, St-Brieuc, 1847, 404 pages et DUBREUIL (L.), "Le domaine congéable" in La Pensée bretonne, 15 décembre-15 mars 1919. "L'enquête agricole de 1866 - Région bretonne", 2e édition : enquêtes départementales, p. 487 à 636 pour les Côtes-du-Nord, du Ministère de l'Agriculture du Commerce et des Travaux Publics, Paris, Imprimerie Impériale, MDCCCL XVII, 791 p. fait le point sur la question, p. 118.

C) Les produits et les pays : la preuve d'une grande disparité entre l'armor et l'argot dans le département des Côtes-du-Nord.

- L'opposition entre l'armor et l'argot : les témoignages unanimes des érudits sur le point.

Sans remonter plus haut dans le temps qu'à la fin du XVIII^e siècle, les érudits soulignent déjà l'opposition entre l'armor et l'argot. Ogée rapporte ces notes d'un de ses correspondants : "Que ceux qui désespèrent du terrain et du colon du terroir se promènent sur la côte et dans les environs de Saint-Brieuc. Les plaines de Caen, la campagne de Neubourg, le pays de Caux, les bords de la Loire, l'Isle de France, la Beauce, la Picardie, l'Artois, la Flandre, la Lorraine ne nous ont pas offert de plus grands miracles en agriculture. Un moine comparaît la presqu'île de Bretagne à la couronne de sa tonsure ; et nous, officier de cavalerie, après avoir reconnu ses bords garnis et son milieu presque vide, l'avons comparée au fer à cheval"¹.

Dans la première partie du XIX^e siècle ce thème de l'opposition entre la côte et l'intérieur est fréquent sous la plume des témoins du temps. "Dans le département des Côtes-du-Nord, plus vous approchez de la mer et plus vous rencontrez un pays florissant, une population nombreuse et riche ; au contraire, avancez dans les terres, la désolation commence ; la pauvreté, la misère, l'isolement. La vie est auprès du rivage : le flot voyageur et fécond jette le mouvement et la fortune sur ses bords ; plus loin, c'est le désert, c'est l'abandon. A peine avez-vous passé Pédernec (le village des quatre douleurs) et la montagne de Bré ... qui domine tout le pays de Tréguier de son dôme nuageux, que déjà la stérilité commence"². L'"Annuaire dinannais pour 1834" évoque les "immenses bruyères ou landes" de l'arrondissement de Loudéac qui "lui donnent l'aspect le plus triste et le plus

1 - OGÉE, "Dictionnaire historique et géographique de la Province de Bretagne", Vatar, Nantes, MDCCLXXVIII, t. I, CCLXX p. + 252 p. ; note a), p. XV.

2 - JANIN (J.), "La Bretagne", p. 574-575, E. Bourdin, Paris, 1844, 628 p.

misérable". Il renchérit, ajoutant : "Les hauteurs du Mené composent un vaste plateau de landes. Sur tous les déserts du Mené, c'est-à-dire pour 6 ou 7 000 hectares, que voit-on ? De rares et grêles troupeaux de moutons qui ne trouvent pas dans ces steppes une nourriture suffisante et y contractent le germe de fréquentes maladies ; des bestiaux maigres, sans vigueur, qui rentrent à l'étable transis de froid et mal repus"¹.

Il faut les visions grandioses et prophétiques de Michelet - dont la Bretagne aurait constitué pourtant le seul terrain d'expérimentation -² pour ne pas faire de distinction entre la côte et l'intérieur dans la "pauvre vieille province", pour ne voir que le "génie d'indomptable résistance"³ des hommes et de la nature "atroce"⁴ sur la côte (de Brest), même si les landes se parent de "bruyères roses et de diverses plantes jaunes"⁵ et les campagnes de la "neige du sarrasin"⁶.

Habasque dans ses trois volumes des "Notions historiques, géographiques, statistiques et agronomiques sur le littoral des Côtes-du-Nord"⁷ si précieux pour notre tableau de la vie rurale dans le premier tiers du XIXe siècle, pense que "le département peut être divisé en deux grandes régions ; l'une, que nous appellerons "littorale", dit-il, à cause de son voisinage de la mer. C'est celle qui se trouve comprise entre la Manche et une ligne qui passerait par Dinan, Guingamp, Belle-Isle. Elle a quatre, cinq, six lieues de largeur en suivant les sinuosités de ce rivage, sur toute la longueur des Côtes-du-Nord, de l'Est à l'Ouest, Elle est riche, industrielle, peuplée et civilisée. L'autre région embrasse le surplus du département. Naguère inculte et sauvage dans quelques parties ...".

Au cours du XIXe siècle les enquêtes officielles comme les témoignages des particuliers égrennent leur chapelet d'observations sur l'armor riche et l'argot pauvre, comme s'il y avait là une vérité fondamentale et inéluctable dont il convient de bien se convaincre avant tout. En 1843 "Messieurs les Inspecteurs généraux de l'agriculture" considèrent qu'"au point de vue

1 - "Annuaire dinannais, Année 1834, 3e année", Huart, Dinan, 300 p. (plus suppléments), p. 83.

2 - Où il fait un voyage en 1831.

3 - 4 - 5 - 6 - MICHELET, "Tableau de la France", éd. Société "Les Belles Lettres", Paris, 1934, p. 8, 11 et 15.

7 - HABASQUE, op.cit., t. III, p. 5 et 6.

purement agricole, le département des Côtes-du-Nord se divise en deux parties bien distinctes, le littoral et l'intérieur". Ils expliquent : "Le littoral, riche de ses ports, de son commerce, des engrais marins et calcaires, a fertilisé son sol et mérité, à bon droit, le nom de ceinture dorée. L'intérieur, dépourvu d'engrais marins, manquant de l'amendement calcaire, miné par la décadence de l'industrie linière, qui formait autrefois pour lui son commerce florissant, décimé dans sa population par l'émigration d'une partie de ses ouvriers, privé longtemps de communications, sous l'influence d'un climat plus âpre, sur un sol montagneux et appauvri de longue main, sans capitaux, est resté stationnaire, avec ses landes, sa culture misérable, son chétif bétail" ; et le rapport de conclure : "C'est un pays qui languit et qui a besoin, pour se relever, des efforts les plus énergiques et les plus soutenus"¹.

L'Enquête agricole de 1866 pour la région bretonne² tente d'affiner cette description bi-partite en distinguant trois zones dans le département : le littoral où pénètrent les amendements soit jusqu'à 20 à 24 km. des côtes, la zone intermédiaire susceptible de profiter de ces mêmes amendements et la zone intérieure où ils n'arrivent jamais. Gaultier du Mottay³ dans sa "géographie départementale des Côtes-du-Nord" fait bien la différence entre trois parties, une littorale, une intermédiaire et une du "midi". En reprenant sa notion de fertilité des terres par commune nous avons pu matérialiser cette fine description tripartite. La petite "géographie du département des Côtes-du-Nord" d'A. Joanne, publiée en 1878 ne fait que deux parts : celle du littoral "riche, industriel, peuplé et civilisé" et une "autre agricole ou pastorale, longtemps inculte et sauvage ..."⁴. L'étude plus nourrie de

-
- 1 - "Agriculture française" par Messieurs les Inspecteurs de l'agriculture, publié d'après les ordres de Monsieur le Ministre de l'agriculture et du commerce. Département des Côtes-du-Nord, Imprimerie Royale, 1844, 370 p. ; p. 65 et 66. Voir aussi l'analyse de cet ouvrage par H. SEE : "L'agriculture des Côtes-du-Nord en 1844" dans Annales de Bretagne, 1920, n° 2, p. 111-128.
 - 2 - "Enquête agricole de 1866. Région bretonne", Ministère de l'Agriculture du Commerce et des Travaux Publics, 2e série : enquêtes départementales, Paris, Imprimerie Royale, MDCCCLXVII, 791 p. ; p. 107 à 150 et p. 487 à 636 pour les Côtes-du-Nord.
 - 3 - GAULTIER DU MOTTAY (J.), "Géographie départementale des Côtes-du-Nord, rédigée sur les documents officiels les plus récents", Guyon, St-Brieuc, 1862, 843 p. ; p. 44.
 - 4 - JOANNE (A.), "Géographie du département des Côtes-du-Nord, Hachette, 1878, 59 p. ; p. 35.

J. Rigaud¹ n'échappe pas à une présentation en trois tableaux : le littoral défini comme situé au Nord de la ligne de chemin de fer Paris-Brest, pays de froment, du trèfle, du lin et de la pomme de terre (culture très rémunératrice à l'époque) ; la montagne avec lande, seigle et blé noir ; le centre, faisant transition.

La question serait de savoir où finit la zone littorale, et où commence l'intermédiaire ou la centrale, dans ce département "de mer et de montagne"². H. Baudrillart englobait dans le littoral "tout l'arrondissement de Lannion, la majeure partie de ceux de Saint-Brieuc et de Dinan, et quelques cantons de l'arrondissement de Guingamp"³. L'auteur précisait qu'"on doit en réalité l'étendre à toutes les terres où il est possible à l'engrais calcaire d'arriver"⁴, c'est-à-dire, jusqu'à 40 à 50 km. dans les terres, selon lui. Ne se risquant pas à une délimitation aussi précise que celle que donne le Ministère de l'Agriculture dans sa brochure sur "la petite propriété rurale en France" en 1908⁵, où la carte offre trois bandes qui prennent le département en écharpe, certains observateurs et non des moindres, tel V. Ardouin-Dumazet, offrent plutôt des descriptions toujours fouillées, pittoresques, vécues au fil des voyages, qu'une stigmatisation des pays. Des récits ponctuels se dégagent peu à peu l'idée que les richesses sont plus nombreuses, plus tangibles sur le littoral que dans l'intérieur. L'érudit souligne à chaque fois cette pénétration des influences vivifiantes : l'arrivée de la tangué à Corlay et à Gouarec grâce à la nouvelle ligne de chemin de fer⁶, le même fait à St-Nicolas⁷. En refermant les deux volumes qui traitent des Côtes-du-Nord on est convaincu de la même idée : à savoir que l'argot pauvre s'oppose à l'armor

1 - RIGAUD (J.), "Géographie historique des Côtes-du-Nord, St-Brieuc, Guyon, 1890, 509 p.

2 - BAUDRILLART (H.), "Les populations agricoles de la France", t. I : Normandie et Bretagne, Paris, Hachette, 1885, 638 p. ; p. 539 et 540.

3 - 4 - Ibid., p. 539-540.

5 - Ministère de l'Agriculture : "La petite propriété rurale en France. Enquêtes monographiques 1908-1909", Paris, Imprimerie Nationale, 348 p., MDCCCIX.

6 - 7 - ARDOUIN-DUMAZET (V.), op.cit., 53e série, Bretagne, 6e partie, Basse-Bretagne intérieure, Berger-Levrault, Paris, 1910, 389 p. ; p. 341.

plus favorisé. En 1942, le premier découpage de la France en région géographiques par l'I. N. S. E. E.¹ a officialisé en quelque sorte le partage des Côtes-du-Nord et de la Bretagne en général, entre l'armor et l'argoaat.

Ainsi, en deux ou trois zones, toujours, les observateurs font remarquer la différence dans les Côtes-du-Nord entre un armor riche et un argoaat pauvre. Beaucoup parmi eux rendent la présence, ou l'absence, des engrais marins, responsable de ce zonage. Mais on sent bien à les lire que ce n'est pas là l'unique raison. L'opposition, qu'ils décrivent, est profonde, multiple, on serait tenté de dire : insurmontable, toujours présente, souvent au sein-même de la commune qui touche à la mer².

Nous allons essayer de comprendre ce trait fondamental de notre département, d'en rechercher les causes physiques et humaines avant d'en décrire l'agriculture traditionnelle proprement dite.

- La ceinture dorée existe bien.

La question de la ceinture dorée de la Bretagne a suscité des querelles déjà anciennes³. Le point de vue de Maurice Le Lannou selon lequel "il ne faut pas confondre cette bande continue de plateaux agricoles avec ce que l'on a appelé la "ceinture dorée" est maintenant admis. Ainsi beaucoup plus étroite et, surtout, très discontinue, la ceinture dorée peut être définie comme l'ensemble des pays légumiers bretons près des côtes. "Sur 5 à 6 km.

-
- 1 - I. N. S. E. E., "Les régions géographiques de la France", 1942, 636 p., avec carte hors texte, divisant la Bretagne en Bretagne médiane, occidentale et orientale et en Bretagne septentrionale (A. B. C. D. E. avec subdivisions) et méridionale (avec subdivision également).
 - 2 - La définition d'un armor souvent très étroit a été analysée par P. FLATRE dans le cadre du Finistère. Voir "La structure rurale du Sud-Finistère d'après les anciens cadastres", 1er article, p. 353-367 ; 2e article, p. 425-453, Norois, 1957 et dans "L'étendue des finages villageois en Bretagne", Norois, 1958, p. 181-189.
 - 3 - ROBERT (E.) dans la "ceinture dorée" existe-t-elle ?, Annales de géographie, 1905, p. 367-372, répond à C. VALLAUX au sujet de son article : "l'évolution de la vie rurale en Basse-Bretagne", Annales de géographie, 1905, p. 36-51 ... E. ROBERT défend la notion de la ceinture dorée que C. VALLAUX présentait comme dépassée, du fait de l'uniformisation de la vie économique dans le progrès. Dans "L'exploitation de la terre en France : Bretagne, Normandie, Picardie, Flandre", Encyclopédie agricole sous la direction de G. WERY, R. VUIGNER, fait grande différence entre le littoral et l'intérieur ; p. 55-59 ; mais dans le Finistère seulement, 1932, Paris, Baillière et fils, 400 p.

à partir du rivage, les pommes de terre primeurs de Saint-Malo et du Trégorrois, les oignons et les choux de Saint-Brieuc, les choux-fleurs et les artichauts de Saint-Pol-de-Léon, les fraises de Plougastel, les petits pois de Pont-l'Abbé enrichissent, depuis un siècle seulement, et quelquefois beaucoup moins, une population laborieuse de tout petits propriétaires"¹.

Dans les Côtes-du-Nord, l'illustration de cet aspect décousu de la ceinture dorée est donnée par la presqu'île de Lézardrieux. Habasque en décrit la "grande et riche commune de Pleubian et le sillon de Talbert" où les cultivateurs viennent récolter le goémon - jusqu'à 100 meules -. Il cite la "presqu'île" comme "la contrée la plus fertile du département", et, précise-t-il, "elle abonde en lin, en graines de toutes espèces"². La petite région de Paimpol constitue un autre exemple. C'est un "lieu fréquenté pour l'enlèvement de ces précieux engrais" (venus de la mer)³ mais offrant encore beaucoup de bois et de lande au milieu du XIXe siècle : il n'y a que 7 367 ha de terres labourables pour une superficie totale de 11 522 ha en 1852. L'inégalité entre les communes du canton y est très grande : la barre du grès et des landes de Plourivo en est responsable. Si à Plounez "on sème du lin, du chanvre, du froment, du seigle, de l'orge, de l'avoine, des pommes de terre, du trèfle, du sarrasin ..." ⁴ tout à côté, à Plourivo même les ajoncs et les genêts occupent plus de la moitié de la surface communale en 1852. Les environs de Saint-Brieuc constituent un autre lambeau de la ceinture dorée dans le département, lambeau restreint en superficie mais que les érudits du XIXe siècle décrivent avec un plaisir évident. "Dans un rayon d'une demi-lieue tout autour de la ville" écrit Habasque ⁵ on trouve "l'aspect vert et

1 - LE LANNOU (M.), "Itinéraires de Bretagne", Paris, J.B. Baillière, 295 p., non daté ; p. 12.

2 - HABASQUE, op.cit., t. I, p. 102 et 129.

3 - KERLEVEO (J.), "Paimpol au temps d'Islande", op.cit., p. 87.

4 - HABASQUE, op.cit., t. I, p. 172.

5 - HABASQUE, op.cit., t. III, p. 147 à 152.

riant d'un jardin potager. Aussi tout homme qui a travaillé quelques années chez les laboureurs de Saint-Brieuc est-il, sans autre certificat admis dans toute la Bretagne comme jardinier-légumiste". Ces paysans ont su faire d'un sol ingrat une terre "merveilleuse" à force de la travailler à la bêche et à la pelle. Habasque précise que les anciens faisaient ici du seigle et qu'on a arraché les pommiers à cidre depuis quelques années seulement ; - combien exactement ? - pour semer du froment puis des choux de Milan et des choux communs des petits pois, haricots, carottes, choux-fleurs et oignons. Cette reconversion est contemporaine de l'abandon des salines des rives de l'Anse d'Yffiniac¹. La culture de la carotte qui se généralise à partir de 1790 profite de la désaffection vis-à-vis du travail du sel. Les trois communes productrices, Hillion, Yffiniac et Langueux, fournissaient alors de moins en moins de sel : 216 tonnes en 1830 ; 135 en 1842. Habasque décrit la fabrication de ce sel avec la minutie² qu'on applique aux choses qu'on sent disparaître. Trente ans plus tard Gaultier du Mottay signale que les "sels étrangers, raffinés par des procédés économiques"³ font la concurrence à Langueux. Aux salines a donc succédé la culture intensive des légumes⁴. Les hauts rendements qu'obtiennent les "légumistes" de l'Anse d'Yffiniac leur permettent de vivre sur de toutes petites exploitations.

A l'autre extrémité du département, les alentours immédiats de Dinan et quelques communes qui bordent la Rance en aval de la ville peuvent être considérés comme appartenant aussi à la ceinture dorée, malgré leur éloignement de la mer. "Admiron l'aspect enchanteur des environs de Dinan, s'esclame l'Annuaire dinannais pour 1833"⁵. Quelle fertilité dans ces campagnes, quelle vigueur de végétation répandue sur tous ces coteaux". Là aussi la division de la propriété est déjà très poussée : à Plouër et Pleudihen

1 - Ces salines semblent remonter au moins au XI^e siècle. GESLIN DE BOURGOGNE et A. DE BARTHELEMY, "Anciens Evêchés", t. II, p. 273, op. cit.

2 - HABASQUE, op. cit., t. II, p. 330 et suivantes.

3 - GAULTIER DU MOTTAY, op. cit., p. 116.

4 - YOUNG qu'H. SEE accuse d'une vue "particulièrement superficielle" en ce qui concerne la Bretagne et, par exemple, de ne pas distinguer suffisamment entre la zone côtière et l'intérieur, Young pensait déjà que "la triste et misérable Sologne" était supérieure à la Bretagne, exception faite des régions de St-Pol-de-Léon et de St-Brieuc : YOUNG (A.), "Voyages en France en 1787, 1788, 1789", traduit par H. SEE, Colin, MCMXXXI, t. I, 495 p. ; t. II, 953 p. ; t. III, 1 283 p. Voir t. II, p. 572.

5 - Annuaire dinannais pour 1833, op. cit., p. 82.

par exemple l'annuaire dinannais pour 1834 compte en "sillon" (2 ares 43) et non en "journal" (1/2 ha) et remarque que tout le terrain désigné au cadastre comme terre labourable est entièrement cultivé. Les quelques hectares de landes y sont cultivées par moitié. On y récolte froment et trèfle grâce aux boues de la mer et au goémon, qu'on transporte avec beaucoup de difficultés à dos d'âne. La fertilité des communes tient au fait qu'elles s'acharnent à enrichir leur sol et à le travailler à la houe, à la bêche, comme à Yffiniac et Langueux. La douceur particulière du climat en ces endroits contribue au reste à en faire des campagnes privilégiées. On cultivait la vigne sur les coteaux de la Rance au XVI^e siècle. Les pommiers à cidre font le renom de Pleudihen au XIX^e siècle, tout comme aujourd'hui. Le cidre était vendu à Saint-Malo pour les armements¹.

Les lambeaux de la ceinture dorée se signalent donc par leurs cultures légumières. Les petites régions de cette bande très décousue du littoral se remarquent encore par bien d'autres richesses agricoles². Nous le montrerons dans l'étude des cultures traditionnelles que nous entreprenons maintenant.

- Le Trégor, le pays du lin.

La ceinture dorée se prolonge plus ou moins, selon les endroits, par des anneaux épars. Le plus important d'entre eux couvre le Trégor, plus précisément, de la mer vers l'intérieur, le canton de Pontrieux, la partie Nord de celui de Lanvollon et celui de la Roche-Derrien. C'est là, au XIX^e siècle, un pays riche, une "délicieuse oasis"³ en toutes sortes de cultures mais qui se caractérise par la présence du lin : c'est le pays du lin. Le Trégor n'est pas seul à produire du lin dans les Côtes-du-Nord mais il le fait en quantité et en qualité. D'après Habasque vers 1830 la culture du lin était surtout répandue dans l'arrondissement de Lannion⁴. Vers 1860 la production est moindre mais la répartition presque identique, à l'exception près

1 - Annuaire dinannais pour 1834, op.cit., p. 170..

2 - En définitive nous aurons toujours à l'esprit la définition sans doute la plus juste qu'on puisse donner de l'armor, celle de P. FLATRES, articles cités plus haut.

3 - BAUDRILLART (H.), op.cit., p. 546.

4 - HABASQUE, op.cit., t. III, p. 75.

de la disparition du lin dans les cantons de Belle-Isle-en-Terre, Plouagat et, sur le littoral, de Plouha à Saint-Brieuc. La carte des principaux lieux de culture vers 1860 le fait apparaître. Le rendement est plus élevé dans le Trégor qu'ailleurs : "à Guingamp il est de 1 000 à 1 500 kg. ; à Paimpol de 1 600 à 2 000 ; à Pontrieux, Bégard, Lézardrieux et Lannion, de 2 500 à 3 600 kg¹". A l'époque, les ports de Tréguier et Perros expédiaient 450 kg de fil de lin². Habasque affirme que l'arrondissement de Lannion était un des plus gros producteurs de lin de France³ - ce qui paraît vraisemblable puisque, en 1840, les Côtes-du-Nord ne sont dépassées pour la surface ensemencée que par le Nord⁴.

Dans la deuxième partie du XIX^e siècle, la culture du lin régresse dans les Côtes-du-Nord. Gaultier du Mottay ne la signale plus en certains endroits que pour en montrer la décadence⁵.

L'autre plante textile qui semble cultivée depuis très longtemps dans le département est le chanvre : Habasque dit depuis "la nuit des âges". L'Enquête de 1844 relève les chiffres de 2 896 ha ensemencés en chanvre⁶, en régression sur ceux que donne Habasque qui déplore la crise que subit alors

-
- 1 - "L'Agriculture française", op.cit., p. 224 : il s'agit du rendement en "lin en bois" à l'hectare. Le "lin bois" est le lin roui, puis séché, mis en fagot.
- 2 - HABASQUE, op.cit., t. III, p. 75 ; 450 kg, par an.
- 3 - Ibid.
- 4 - GAULTIER DU MOTTAY, op.cit., p. 51 et "L'Agriculture française en 1844", op.cit., p. 32. Les autres départements bretons cultivaient beaucoup moins de lin que les Côtes-du-Nord :
- | | | |
|----------------------------------|---------|-------------|
| Superficie en lin (en hectare) : | en 1840 | en 1852 (a) |
| Ile-et-Vilaine | 4 401 | 2 704 |
| Finistère | 3 896 | 3 483 |
| Morbihan | 1 053 | 706 |
| Côtes-du-Nord | 7 689 | 6 347. |
- (a) - Sources : "Enquête, série M, 1852".
- 5 - GAULTIER DU MOTTAY, op.cit.
- 6 - "L'Agriculture française en 1844", op.cit., p. 33 et p. 227 à 231. Les 2 896 hectares sont pour la filasse et la graine qui sert de semence.

cette culture et qui tente de la défendre¹. Pour cette production, comme pour les autres, la côte est favorisée, pour les raisons qui sont toujours les mêmes, d'ordre climatique et pédologique.

Le chanvre était en partie exporté, pour un tiers, et en partie utilisé à la fabrication des cordages, des voiles et des gréements, des câbles pour les navires de cabotages et pour les filets et les lignes pour la pêche à la morue. Les paysans tissaient aussi pour leur usage une toile plus résistante que celle de lin, et une étoffe, plus chaude, mêlée de laine, la "berlingue"², tirée en quelque sorte de la chenevière familiale³.

Dans la deuxième moitié du XIXe siècle, le chanvre dont la plus grande partie était déjà réservée à des toiles pour les ménages⁴ en 1844, devient de plus en plus un produit de consommation paysanne seulement. Au début du XXe siècle sa culture se pratique encore en quelques communes des environs de Loudéac, mais elle est moribonde⁵.

-
- 1 - 2 - HABASQUE, op.cit., t. III, p. 77-78 : "Nos chanvres indigènes sont plus forts et valent mieux que ceux du Nord, ce qui résulte de différentes épreuves faites, tant à Brest qu'à Lorient. C'est là une vérité incontestable mais cette supériorité ne suffit plus ; en effet, les achats de chanvre pour le port de Brest qui, autrefois se faisaient principalement à Lannion, Paimpol, Tréguier, ont lieu maintenant à Angers, Saumur, Rosiers, Langeais, ce qui provient de ce que la marine exige aujourd'hui, dans les chanvres qu'elle consomme, un degré d'opération tel qu'elle ne veut pas éprouver sur les chanvres qui lui sont livrés un déchet de plus de 8 %. Cet avantage, l'Anjou le doit à ce qu'on y est parvenu à préparer et à travailler les chanvres à la manière de la Russie. Il n'est pas douteux que le chanvre des Côtes-du-Nord ne reprît faveur dans la Marine Royale, si, quittant l'ancienne routine, on lui faisait subir la même préparation qu'y donnent les Angevins ; car, malgré sa dureté, on lui reconnaît plusieurs qualités essentielles".
 - 2 - En breton "liors kanop" (champ de chanvre) ou "ero kanop" (sillon du chanvre, en fait "champ ouvert").
 - 4 - "L'Agriculture française ...", op.cit., p. 33 et 227 à 231 : les 2 896 hectares sont pour la filasse et la graine qui sert de semence.
 - 5 - Entre Mur-de-Bretagne et Loudéac la campagne est parsemée de petites mares profondes - "ar stang" - où l'on faisait jadis rouir le chanvre. La carte touristique des environs du lac de Guerlédan réalisée par R. HUON (carte au 1/80 000e, éditée à Châtelaudren) en 1973 les signale à juste titre.

- Le pays du blé.

L'expression "pays du blé" est périmée depuis longtemps en Bretagne, depuis que le raz de marée du blé à déferlé, recouvrant tout le département au milieu du XXe siècle pour refluer ensuite, au point que le blé a complètement disparu de certaines communes en Haute-Cornouaille au Recensement Général de l'Agriculture de 1970. Déjà au XIXe siècle, pas plus qu'il n'y avait véritablement de pays du lin, il n'y eut de pays du blé. On cultivait du froment partout, seulement un peu plus ou un peu moins, selon les endroits. Cependant l'expression de "pays du blé" recouvrait une réalité quant à la quantité, quant au plus ou moins de bonheur avec lequel était pratiquée cette culture. Le "pays du blé" était le pays riche, en gros celui du lin, mais avec plus de netteté pour la partie orientale du département en ce qui concerne, non pas les rendements mais la production totale. En ce sens il y avait bien un "bro ar barad", un "pays du pain"¹.

"L'Agriculture en 1844" met en tête l'arrondissement de Dinan pour l'étendue des emblavures (avec 20 743 ha) et celui de Saint-Brieuc.

L'arrondissement de Loudéac - le seul tout entier vraiment à l'intérieur des terres - est le plus pauvre de tous. Il doit "faire venir du blé"² du reste du département. A l'intérieur des autres arrondissements certaines communes ne se suffisent pas en blé non plus. Habasque signale que de Quintin, on vient souvent acheter du blé à Saint-Brieuc³. L'arrondissement de Dinan récolte moins de blé que celui de Saint-Brieuc pour 100 hectares de terres imposables car il renferme, outre son armor, des cantons de l'intérieur beaucoup moins fertiles.

Vers 1860 pour 100 hectares de terres imposables c'est le Penthievre qui récolte le plus de blé, puis le pays de Dinan, puis le Trégor, le Goëlle, le Pays de Broons, et, toute dernière, la région de Collinée. "Les principaux marchés du département pour la vente des céréales sont ceux de Lamballe, Paimpol, Dinan, Guingamp, Lannion, Tréguier, Loudéac,

1 - L'expression s'emploie encore localement pour le canton de Pontrieux, et spécialement la commune de Quimper-Guezennec.

2 - HABASQUE, op. cit., t. II, p. 149, note 1.

3 - Ibid., p. 222, note 2.

mais le plus fort sans contredit est celui de Lamballe. On y vend communément 399 hl de froment, 70 de seigle, 182 de sarrasin et 87 d'avoine"¹. Plusieurs ports du Penthièvre exportent du blé ; vers 1855 à Notre-Dame du Guildo on charge des grains pour le midi de la France, notamment². Vers 1862 Gaultier du Mottay affirme de même³ qu'à Notre-Dame du Guildo et à Plancoët on charge de grains des bateaux jaugeant de 60 à 70 tonneaux, et aussi à Pléhérel, au Port à la Duc, embouchure du Frémur. Les bateaux remplis de grains se dirigent vers l'Angleterre et les ports de la Manche. Port à la Duc est le débouché des communes environnantes riches en céréales et en cidre : Plurien, Pléboulle, Plévenon, Hénanbihen et Matignon. De son côté, le port de Dahouet sert d'exutoire à Lamballe⁴.

Sur la rive occidentale de la Baie de St-Brieuc, le canton d'Etables est qualifié de très productif par Habasque⁵. Plus à l'Ouest encore les cantons de Lézardrieux, Tréguier et Lannion exportent par le port de Lannion, Port-Blanc, Tréguier. Habasque appelle le canton de Lézardrieux la contrée "la plus fertile du département"⁶.

Le canton d'Evran est également une riche terre agricole⁷ avec une production moyenne de 468 hl pour 100 ha de terres imposables. Les cantons riches en blé se situent donc pour la plupart sur le littoral. Cependant ceux de Plancoët, Saint-Brieuc Nord et Sud, de Paimpol et de Perros-Guirec, Plouha et Lanvollon font piètre figure sur la carte des productions céréalières en 1862. Dans toute la Haute-Cornouaille le blé est presque absent. Dans les autres contrées de l'intérieur du département le climat et les sols sont trop rudes pour les espèces qui poussent sur le littoral : on y trouve surtout "le blé barbu"⁸. Entre l'époque que décrit Habasque (1830-1836) et

1 - HABASQUE, op. cit., t. II, p. 222.

2 - JOLLIVET (B.), Les Côtes-du-Nord, histoire et géographie de toutes les villes et communes du département, t. II, 1855, 380 p. ; p. 273 ; Guingamp, Jollivet.

3 - GAULTIER DU MOTTAY, op. cit., p. 359-360.

4 - HABASQUE, op. cit., t. III, p. 72 et 74.

5 - HABASQUE, op. cit., t. I, p. 338. Dans le canton d'Etables les terres s'afferment en blé "sur le pied de 12 boisseaux de froment le journal ou le demi hectare ; le boisseau pesant de 42 à 44 livres" ce qui fait environ 5 quintaux à l'hectare seulement.

6 - HABASQUE, op. cit., t. I, p. 72.

7 - GAULTIER DU MOTTAY, op. cit., p. 323 et p. 50.

8 - "L'Agriculture française en 1844", op. cit., p. 145.

celle de Gaultier du Mottay (vers 1860), en passant par celle de l'Enquête des inspecteurs de l'agriculture française (1844), la culture du blé s'est beaucoup développée. Gaultier du Mottay signale que "le froment a remplacé le seigle dans une bonne partie de la zone de l'intérieur"¹. C'est ce que montre la série des cartes du pourcentage d'une céréale par rapport aux autres autour de la Baie de Saint-Brieuc². Le film des cartes révèle cet envahissement progressif du blé³. Ce raz de marée du blé culmine en 1955 mais il est déjà bien amorcé à la fin du XIXe siècle.

- Les pays du seigle.

Dans les menus des paysans des Côtes-du-Nord les Inspecteurs de l'Agriculture française en 1844 ont noté la présence, ou l'absence, du pain de froment ou du pain de seigle, selon les endroits⁴. On ne mange pas de pain blanc dans la région de Loudéac et de Merdrignac-Plouguenast. C'est qu'en effet la carte du blé est comme le négatif de celle du seigle : c'est le pays de Collinée qui produit le plus de seigle, et le moins de blé. "A peu près exilée du littoral, où on ne la trouve (la culture du seigle) que sur quelques terres pauvres ou très légères, elle forme la principale récolte de céréale de l'intérieur" remarque en bref "l'Agriculture française" en 1844⁵. L'intérieur, voilà le domaine du seigle. En fait on trouve le seigle sur les terres pauvres partout où le sol est mince ou ingrat comme dans l'intérieur, ou sur la bande des grès de Plourivo par exemple dans le Trégor. Dans la

1 - GAULTIER DU MOTTAY, op. cit., p. 50 et 323.

2 - GUELLEC (A.), "L'évolution des surfaces céréalières autour de la Baie de St-Brieuc, ou comment les systèmes de production agricole de pointe actuels se rattachent à ceux du passé", Ministère de l'éducation nationale, Comité des Travaux historiques et scientifiques : Actes du 97e Congrès national des Sociétés Savantes, Nantes 1972, Section de Géographie : "Etudes géographiques sur les pays de la Loire", Paris, Bibliothèque nationale, 1976, p. 275-294. (Cartes réalisées à partir des statistiques de la série M).

3 - Voir la carte de la production de blé en 1840 et 1930-39, dans CHOMBART de LAUWE, "Pour une agriculture organisée ...", op. cit., p. 150. La carte montre l'augmentation de la part de la Bretagne dans la production totale, entre les deux périodes considérées.

4 - "L'Agriculture française en 1844", op. cit., p. 98 à 100.

5 - Ibid., p. 163.

série des cartes céréalières que nous avons dressées¹, le seigle qui représente presque 40 % des céréales du canton de Quintin en 1852, disparaît de cet espace dès 1900. Certes ces cartes englobent peu de l'espace de l'argoa mais on peut cependant considérer le fait comme significatif².

- Pays plus pauvres et moins bien définis : ceux des autres cultures que le lin, le blé ou le seigle (celles de la pomme de terre, de l'avoine, du sarrasin et de l'orge).

La pomme de terre qui passe pour être la base de l'alimentation des Bretons a été très inégalement cultivée au XIXe siècle, beaucoup dans le Finistère dès le premier tiers du XIXe siècle³, mais très peu dans les Côtes-du-Nord⁴⁻⁵.

En 1921, J. Brunhes et C. Vallaux en célébraient le grand développement dans toute la Bretagne : "Nourriture économique pour les paysans, nourriture de plus en plus indispensable pour les habitants des villes,

-
- 1 - A partir des statistiques de la série M des Archives départementales.
 - 2 - Il est souligné dans les statistiques, imprimées, celles-la, du Ministère de l'Agriculture : Voir "Statistique agricole de la France. Ministère de l'Agriculture, Résultats généraux de l'Enquête décennale de 1892", Paris, Imprimerie nationale, MDCCCXCVII, 365 p.
 - 3 - MAZEAS (G.), "Petite histoire bretonne de la pomme de terre", Imprimerie commerciale et administrative, Paris, 1940, 217 p. ; p. 195 et 196.
 - 4 - Dans les Côtes-du-Nord la culture de la pomme de terre a été propagée par le Dr Lavergne né à Loudéac en 1756 et mort à Lamballe en 1831 (G. Mazéas, op. cit., p. 111). La culture de la pomme de terre s'est rapandue lentement car la pomme de terre eut longtemps la réputation de propager des maladies, en particulier la lèpre (voir G. Mazéas, p. 213).
L'Annuaire dinannais 1832, 1ère année, Huart, Dinan, 216 p. ; p. 194 signale que la culture de la pomme de terre "s'est prodigieusement accrue depuis une vingtaine d'années" dans l'arrondissement de Dinan. Voir aussi : "Annuaire dinannais pour l'année 1833", p. 4 du supplément.
 - 5 - Pour l'ensemble de la Bretagne, en 1840, la statistique officielle donne 64 000 ha, soit 4 % des terres labourables, et une production équivalant à 9,6 % de celle de la France entière. Voir CHOMBART de LAUWE (J.), "Pour une agriculture organisée : Danemark et Bretagne", Paris, P.U.F., 1949, 192 p. Voir p. 152 et la carte de la production de la pomme de terre en 1840 et 1946, p. 152 également.

la pomme de terre est devenue aliment de première utilité pour le bétail, et l'on ne saurait prévoir quelle extension géographique elle atteindra"¹.

Si, au cours de la première moitié du XXe siècle, et en particulier en 1948 - année record de la production bretonne de la pomme de terre -, les Côtes-du-Nord sont largement distancées par le Finistère, nous pouvons quand même reprendre la conclusion de Chombart de Lauwe pour le compte de notre département : "Il n'est pas exagéré de dire que la culture de la pomme de terre, qui sert à l'alimentation des populations indigènes, qui permet l'élevage du porc, et qui est un important objet d'exportation, est une des bases de l'agriculture bretonne, alors qu'elle ne jouait qu'un rôle tout à fait accessoire vers 1840"².

Plus que la pomme de terre, l'avoine départage nettement l'espace rural. L'avoine que l'on croit être la nourriture par excellence du cheval a servi, avant tout, au XIXe siècle, à la confection de bouillies pour les humains, dans l'argot pauvre³, dans le pays des collines : Cornouaille et Mené. Dans le Trégor, le Penthièvre et le pays de Dinan où règne une certaine aisance et où l'on élève beaucoup de chevaux, l'avoine sert effectivement à nourrir les bestiaux. L'ajonc hâché complétait la ration alimentaire de ces derniers, ration excellente au demeurant. Les cartes de la répartition de la culture de l'avoine et celle de la répartition des chevaux ne se recoupent donc pas exactement : les paysans des collines mangent leur avoine, et le Penthièvre, riche en trèfle et en blé, la donne aux chevaux. De Lamballe à Dinan on préfère ensemercer en blé, céréale qui a un rendement moindre que l'avoine mais qui se vend plus cher. Sur les cartes céréalières du pourtour de la Baie

1 - BRUNHES (J.) et VALLAUX (C.), "La géographie de l'histoire. Géographie de la paix et de la guerre sur terre et sur mer", Alcan, Paris 1921, 716 p. ; p. 93.

2 - CHOMBART de LAUWE, "Bretagne et pays de la Garonne. Evolution agricole comparée depuis un siècle", P.U.F., Paris 1946, 188 p. (Thèse de droit 1945, Paris).

3 - L'"Annuaire dinannais, Année 1834", op.cit., p. 96-97, relève une utilisation de 138 000 hl de seigle dont 8 000 seulement pour les animaux et 130 000 pour les hommes dans l'arrondissement de Loudéac, et pour la même année et le même arrondissement une consommation humaine de 160 000 hl d'avoine pour une consommation animale de 48 000 hl.

de Saint-Brieuc, l'avoine se maintient bien jusqu'au XX^e siècle. Sa plus belle époque se situe entre les deux guerres. En 1938 l'avoine classe les exploitations parce qu'elle détermine la ferme, à un cheval ou à deux chevaux. On la retrouve en bonne position sur les cartes d'après 1945 mais ce n'est plus pour longtemps. La mécanisation lui porte alors un coup très net.

Comme l'avoine, le sarrasin, appelé aussi "blé noir" occupe des surfaces importantes vers le milieu du XIX^e siècle. C'est qu'il est peu exigeant quant au sol et a l'avantage de pouvoir satisfaire aux besoins des hommes et des bêtes. En fait, vers le milieu du XIX^e siècle, il sert presque en totalité à l'alimentation humaine¹. Sa culture recouvre alors environ le cinquième des terres labourables¹. Sur les cartes des céréales autour de la Baie de Saint-Brieuc le sarrasin, important encore en 1860 a presque disparu à la veille de 1914. Il ne caractérise déjà plus l'espace cultivé.

L'orge ne le fait pas encore.

Conclusion.

Les cartes céréalières ont opposé longtemps l'armor riche en blé à l'intérieur propre au seigle. L'extension de la culture du blé entre 1920 et 1938 tend à confondre armor et argoat autour de la Baie de Saint-Brieuc effaçant ainsi la spécificité du Penthièvre, mais sans détourner pour autant le Sud-Ouest du département de sa vocation : l'élevage. Du point de vue des cultures, il y avait bien traditionnellement une géographie des productions, contribuant à définir une géographie des pays.

- L'argoat herbager : les surfaces consacrées à l'élevage et leur signification économique.

La répartition des céréales à travers notre espace nous ont amené à départager des pays riches de pays pauvres. Le contraste est grand entre les deux. L'Annuaire dinannais pour 1834 évoque à plaisir les "immenses bruyères des landes" des alentours de Loudéac qui leur "donnent l'aspect le

1 - En 1862 GAULTIER DU MOTTAY avance une proportion semblable : le sixième de l'ensemble du département. Cette surface est d'autant plus considérable que le sarrasin a des rendements très irréguliers. L'Annuaire dinannais de 1834 signale que la sécheresse a nui à l'extrême au blé noir "l'année passée".

plus triste et le plus misérable"¹. H. Baudrillart conclut d'un trait : "le plus pauvre arrondissement des Côtes-du-Nord est celui de Loudéac"².

L'"Agriculture française en 1844" constate des revenus, par hectare de terre cultivable, en végétaux, jachères comprises, bois et landes exclus, très différents selon les arrondissements, variant du simple au double entre Lannion et Loudéac³.

La carte du revenu à l'hectare par canton vers 1860 permet de se faire une idée précise de la richesse à travers le département. Dans l'arrondissement de Guingamp le revenu décroît à mesure qu'on s'éloigne de la mer : 60, 90 Frs à Pontrieux, 45 à Bégard et Guingamp, 33 à Plouagat ... 21 à Rostrenen. Dans l'arrondissement de Dinan la présence des dépôts de faluns trouble cette ordonnance de la richesse selon l'éloignement par rapport à la mer : le canton d'Evran doit être classé dans les cantons riches avec 42 Frs de revenus. Les revenus les plus élevés se situent sur le littoral de l'arrondissement de Lannion ; les plus bas dans celui de Loudéac avec 16 Frs à la Chèze et à Merdrignac. Le revenu des terres décroît donc en gros du littoral vers l'intérieur. En conséquence le prix de la terre varie dans le même sens. Dans la région de Plancoët à Lamballe, sur la côte, l'hectare vaut de 2 500 à 3 000 Frs à la veille de 1914⁴, de Plancoët à Dinan environ 3 000 Frs, autour de Dinan 2 000 à 3 000 Frs. De Saint-Brieuc à Lannion et Plestin-les-Grèves, toujours du côté de la mer, de 2 500 à 3 000 Frs. Par contre, dans l'intérieur, c'est-à-dire au-delà de la ligne de chemin de fer Paris-Brest les chiffres ne montent guère qu'à 1 200-2 500 Frs l'hectare au plus, et dans l'arrondissement de Loudéac à 1 200-1 500 Frs seulement. La valeur moyenne des terres à

1 - Voir plus haut, déjà cité.

2 - BAUDRILLART, op. cit., p. 544.

3 - Extrait du tableau p. 52 de "L'Agriculture française" en 1844 :

<u>Arrondissement</u>	<u>Valeur des produits végétaux par hectare de terre cultivable</u>
Lannion	289 francs
St-Brieuc	233 "
Dinan	179 "
Guingamp	174 "
Loudéac	141 "

4 - Encyclopédie agricole de P. CAZIOT, "La valeur de la terre en France", Paris, Baillière 1914, 450 p. ; p. 78, 178 et 179.

cette époque dépend du pourcentage des landes et plus précisément du fait que celles-ci soient ou non cultivables : le prix des landes elles-mêmes allant de 300 à 500 Frs l'hectare. La cartographie du revenu à l'hectare souligne donc une fois de plus l'opposition entre l'armor et l'argot. Elle corrobore la dégradation des rendements des céréales de la côte vers l'intérieur des terres : les rendements en froment en particulier varient du simple au double entre l'arrondissement de Loudéac et celui de Lannion. A un degré moindre, toutes les céréales accusent cette diminution de rendement de la côte vers l'intérieur¹.

Parmi les cultures, il n'y a guère que la pomme de terre à fournir des rendements semblables d'un arrondissement à l'autre, et encore la comparaison est-elle grossière.

Dans l'ensemble les cultures occupent une proportion du territoire plus importante sur le littoral que dans l'intérieur. A contrario, les superficies consacrées à l'élevage sont plus importantes en étendue en argot qu'en armor².

- Prairies, landes, pâtures dans le département et leur valeur.

A l'intérieur des surfaces consacrées à l'élevage il convient de distinguer entre elles, et plus particulièrement entre les jachères très abondantes en argot et souvent de rapport nul, notamment dans le Sud-Est et le Sud-Ouest et celles productives de l'armor³, et aussi de départager les prairies artificielles qui témoignent d'une avance des campagnes et caractérisent le "pays du trèfle" - environs de Lannion - des prairies naturelles souvent de

-
- 1 - Voir "L'Agriculture française en 1844", op.cit., p. 36 à 39. Le tableau des rendements y est éloquent par l'opposition qu'il présente entre l'arrondissement presque tout entier en armor qu'est celui de Lannion et où les rendements sont les plus élevés pour toutes les cultures et l'arrondissement de Loudéac qui appartient entièrement à l'argot et qui a les rendements les plus faibles presque partout.
 - 2 - Revoir les tableaux de la répartition des surfaces consacrées à l'élevage et aux cultures dans "L'Agriculture française en 1844", op.cit. (tableaux n° 5, 6, 7 et 8, p. 39 et suivantes).
 - 3 - "L'Agriculture française en 1844", op.cit., p. 239. "Sur le littoral de Lannion, Lézardrieux, Paimpol, dans quelques localités du littoral dinannais, la jachère est un trèfle conservé pendant deux ou trois ans. A l'intérieur, on laisse la terre en repos après le trèfle ou après l'avoine, pendant 5, 6, 8, 9, 12, 20 ans".

mauvaise qualité par manque de soin¹.

Dans ces conditions, si l'élevage est bien la vocation de l'argosat, la charge en bétail à l'hectare est en général plus faible sur le littoral que dans l'intérieur sauf pour les porcs et les bœufs dont l'élevage et l'engraissement constituent les spécialités du Sud-Ouest des Côtes-du-Nord comme nous le verrons plus loin. De plus, le poids moyen des animaux est plus élevé sur la côte que dans l'intérieur, que dans les environs de Loudéac, en particulier Loudéac-même, au "chétif bétail"². Par exemple les vaches pèsent en moyenne 163 kg dans la zone littorale et seulement 137 dans l'arrondissement de Loudéac.

La charge à l'hectare de superficie imposable, importante pour certaine catégorie de bétail en argosat, comme celle des veaux, n'est donc pas forcément signe de richesse. En effet, "la plupart des prairies restent dans l'état où la nature les a placées"³. Mais ce jugement de l'Enquête de 1844 confond à tort l'armor et l'argosat dans la même sévérité. Si les prairies sont mal entretenues dans l'intérieur où elles rapportent peu⁴, elles sont soignées et rapportent bien sur la côte. De plus, le littoral possède des prairies artificielles dont le trèfle incarnat, également "cultivé dans toutes les communes du canton de Dinan Est, à Evran et dans quelques autres"⁵. Armor et argosat s'oppose donc assez nettement dans ce domaine⁶.

1 - "L'Agriculture française en 1844", op.cit., p. 244. "L'art du dessèchement et de l'irrigation est dans l'enfance" dans le département.

2 - "L'Agriculture française en 1844", op.cit., p. 66 citation déjà faite plus haut.

3 - "L'Agriculture française en 1844", op.cit., p. 244.

4 - "L'Agriculture française en 1844", op.cit., p. 249.

5 - Annuaire dinannais pour 1833, op.cit., dans supplément "Société d'agriculture commerce et industrie de Dinan", p. 5.

6 - L'Enquête de 1844 signale, en outre, sur le littoral le trèfle rouge dit trèfle de Brabant. "Plus on avance au centre dans l'intérieur, plus la culture du trèfle diminue. Ainsi à Guingamp, on fait peu de grains, c'est à peine si on en fait du foin ; tout le trèfle est consommé en vert... par les chevaux d'abord, et l'excédent, s'il y en a, par les vaches". - "L'Agriculture française en 1844", op.cit., p. 209.

Vingt ans plus tard la situation a changé. Gaultier du Mottay affirme que les plantes fourragères ont été introduites partout. Le compte rendu du concours régional de 1865 relève qu'"en général, les prairies artificielles sont plus nombreuses que les prés, dans la zone maritime" et que "dans la zone intermédiaire, elles égalent en étendue les prairies naturelles"¹. Mais le même rapport remarque que, à l'intérieur des terres, les prairies naturelles "reçoivent peu de soins annuels"² et que ^{si} "les irrigations sont nombreuses", "elles sont médiocrement faites". Telles qu'elles, elles restent l'essentiel des ressources de l'élevage de l'intérieur vers 1860.

- Landes et pâtures, friches et jachère.

Il nous faut revenir sur les notions de landes et pâtures. En général les statistiques les rassemblent. La lande porte des bruyères, des genêts, des ajoncs sauvages, de la fougère. Elle sert de pâture et fournit de la litière et quelquefois du combustible. Elle correspond souvent à un déboisement. La jachère, appelée "pâture" dans l'Enquête de 1844, est une terre au repos pendant quelques temps qui se peuple momentanément de genêts ou d'ajoncs. Elle fait partie de l'assolement triennal. Landes et jachères peuvent donc remplir les mêmes fonctions de pâturage.

Elles sont très répandues en Bretagne : elles couvrent les trois quarts du territoire, dit Young, vers 1787³ de la province. La proportion est-elle exagérée ? Le citoyen La Vallée qui parcourt le département en 1789 croit traverser "des déserts immenses"⁴. Dépouillé du romantisme de cet homme par trop du XVIII^e siècle, Ogée, dans son très sérieux dictionnaire⁵, estime à 3 006 000 journaux la surface des landes, soit environ 40 % de la surface totale de la Bretagne⁶. En 1810 le Préfet des Côtes-du-Nord estime à 300 000 hectares au moins l'étendue des landes et des friches soit presque la moitié du département⁷. Vers 1830 un certain progrès a été accompli. L'Annuaire di-

1 - Compte rendu du concours régional. Archives départementales, série M.

2 - Idem.

3 - YOUNG (A.), op. cit., t. III, p. 1 174. "les trois quarts de la province sont en landes ou si peu cultivés que c'est à peu près la même chose".

4 - "Voyage dans les départements de la France, enrichi de tableaux géographiques et d'estampes, par les citoyens J. La Vallée et L. Brion", Paris, Brion, 1797, 41 p. ; p. 3.

5 - C'est le jugement de J. MEYER sur OGÉE dans sa bibliographie : "La noblesse bretonne", op. cit.

6 - OGÉE, "Dictionnaire Histoire et Géographie de la Bretagne", op. cit., t. I p. XI.

7 - Statistique agricole, série M.

nannais pour 1834 signale que "nos landes se convertissent peu à peu en terres durables"¹. En 1835 on compte 133 933 hectares en landes et friches et 165 756 en pâtures soit 299 689 hectares contre 270 000 mis en culture et 55 922 en prairies². Habasque est navré de ces étendues improductives : "Ce n'est jamais sans un sentiment pénible que l'on parcourt nos landes dont le produit est nul, et qui ne rapportent que de la bruyère et des ajoncs petits, maigres, rabougris.

Les sociétés d'agriculture, les maires du département sont d'accord sur ce point que les 3/4 de ces landes seraient propres à la culture ou aux plantations et que quelques parties basses seraient avec succès converties en prairies". Et plus loin : "Qui n'a été frappé, en voyageant dans l'intérieur de la Bretagne, de voir des champs fertiles toucher immédiatement et sans transition de vastes terres incultes ?"³. En 1841 il y a encore 122 373 hectares de pâtis, communaux landes de bruyères dans les Côtes-du-Nord, soit 17,7 % de la superficie totale⁴. L'intérieur offre la plus forte proportion de lande selon l'Enquête de 1844 : l'arrondissement de Loudéac en comporte 31 % de sa surface totale, celui de Guingamp 20, celui de Lannion 14, celui de Saint-Brieuc 12, et celui de Dinan 11. A la même date, en ce qui concerne les jachères - ou "veillons" ou "friches" selon les cantons - la proportion est également la plus forte dans l'intérieur : elle représente 40 % de l'étendue cultivable, c'est-à-dire du total cultivable, jachère comprise mais bois et landes exclus, dans l'arrondissement de Guingamp, 36 % dans celui de Loudéac, 34 % dans celui de Saint-Brieuc, et seulement 28 et 19 % respectivement dans ceux de Dinan et Lannion. C'est seulement après 1850 que les défrichements ont été importants dans les Côtes-du-Nord. Gaultier du Mottay trouve encore plus de 126 000 hectares de landes et pâtures, soit le cinquième des terres imposables autres que les bois, et il relève que "près de la moitié de l'arrondissement de Loudéac est encore couvert de landes incultes où paissent quelques

1 - Annuaire dinannais pour 1834, p. 80.

2 - Enquête de 1836, série M : il s'agit de prairies naturelles ; on compte par ailleurs 16 976 ha de prairies artificielles.

3 - HABASQUE, op.cit., t. III, p. 142-143 et 145.

4 - Statistiques de la France, 1841, t. III, tableau n° 79. Ministère de l'Agriculture et du Commerce, Imprimerie nationale, XVIII p. + 320 p.

troupeaux de chétifs moutons"¹. Des défrichements ont été réalisés de 1860 à 1913². Ils intéressent surtout le sud du département, là où les landes étaient les plus étendues. Ils vont de pair avec une intensification de l'élevage comme nous allons le voir maintenant.

Conclusion.

Les surfaces consacrées à l'élevage dans le cadre de l'agriculture traditionnelle dans les Côtes-du-Nord sont importantes. Elles sont de valeur très inégale en armor et en argoat. Leur amélioration et leur extension par le défrichement des landes dans la seconde partie du XIXe siècle renforcent le caractère herbager de l'intérieur et accentue sa vocation pour l'élevage.

- Le cheptel

L'importance du cheptel est-elle à l'échelle de celle des surfaces herbagères ?

Jusque vers 1850³ - et encore au-delà - le cheval est élevé surtout pour les services qu'il peut rendre en dehors de l'agriculture. Dans la seconde partie du XIXe siècle son utilisation pour le labourage se répand dans le Nord de la France. A cette époque selon R. Musset "l'Ouest remplace de plus en plus le bœuf par le cheval. La substitution est complète dans le Perche, le Maine, la Basse-Normandie, elle est en train de se faire en Bretagne"⁴.

1 - GAULTIER DU MOTTAY, op.cit., p. 709.

2 - En Haute-Bretagne, comme en Basse-Bretagne, les principaux défrichements eurent lieu dans la seconde moitié du XIXe siècle. "En fait, jusqu'en 1850, les documents ne nous révèlent que des défrichements ou des mises en valeur partiels". H. SEE, "Landes, biens communaux et défrichements en Haute-Bretagne dans la première moitié du XIXe siècle", Mémoire de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne, p. 179 à 205. Voir p. 183. - En ce qui concerne la Basse-Bretagne, sur la question, voir VALLAUX (C.), "La Basse-Bretagne", op.cit., p. 85 et suivantes.

3 - "On attribue à l'un des Rohan, le Vicomte Alain, revenu de la Croisade en 1120, l'introduction d'étalons arabes qui auraient profondément modifié la race autochtone". ARDOUIN-DUMAZET (V.), "Voyage en France", 53e série, 6e partie : Basse-Bretagne intérieure, Berger-Levrault, Paris, 1910, 390 p. ; p. 337.

4 - MUSSET (R.), "L'élevage du cheval ...", op.cit., p. 144 et 145.

Le remplacement du bœuf par le cheval, pour les labours, s'est opéré en Bretagne "d'abord dans la région la plus fertile, le Léon"¹. Dans les Côtes-du-Nord il a eu lieu en premier, effectivement sur le littoral, sur la bande côtière, au sens très large du terme, là justement où l'on élevait déjà le cheval². Ce nouvel emploi du cheval est d'ailleurs plein de conséquences pour l'élevage bovin. A partir de ce moment-là, les bovins, les vaches en particulier, sont de moins en moins employées pour le trait. On recherche dès lors dans la race bovine les qualités pour la viande et pour le lait.

En dehors de la finalité du trait, l'élevage du cheval pour la boucherie s'est peu développé dans les Côtes-du-Nord. L'hippophagie n'est pratiquée en France que très tard dans le XIXe siècle³ et dans notre département tout particulièrement. En 1910 Ardouin-Dumazet remarque donc que la Montagne bretonne et les alentours de Corlay, Saint-Nicolas-du-Pélem, Gouarec et Rostrenen en particulier avec, ici, "un millier d'élèves" et "soixante chevaux d'officiers, de premier choix"⁴ doivent bien leur prospérité à l'élevage du cheval mais que cet élevage "n'est plus la principale occupation du cultivateur"⁵. Comme d'ailleurs dans tout le département, la région dit-il se spécialise dans le bœuf de boucherie et la vache laitière. A partir de 1890 les prix des fermages augmentent considérablement et on abat "les talus ou fossés couverts d'arbres qui occupent un si grand espace", remplaçant ainsi les "enclos exigus" par de "vastes champs"⁶. Dès avant 1914 l'argent frais des cultivateurs provient donc d'une part du beurre et du lard salés, expédiés en "petits colis" aux "ménages parisiens"⁷ et, d'autre part, de la vente des bêtes à viande.

L'élevage du cheval a donc changé de signification dans les Côtes-du-Nord au cours de la seconde partie du XIXe siècle. Du trait léger, l'animal est passé aux labours. Jusqu'à la seconde guerre mondiale on définit alors une ferme dans le département comme étant à un, à deux ou trois... chevaux⁸.

1 - MUSSET (R.), "L'élevage du cheval ...", op.cit., p. 144 et 145.

2 - Voir carte des régions agricoles vers 1840 d'après les documents d'un anonyme aux Archives départementales (dossier non classé comprenant 12 tableaux et 5 cartes).

3 - MUSSET (R.), op.cit., p. 135.

4 - 5 - 6 - 7 - ARDOUIN-DUMAZET (V.), 53e série, 6e partie, op.cit., p. 340 et 342.

8 - GUELLEC (A.), "L'évolution des surfaces céréalières ...", article cité et YL. BECOT, "L'élevage du cheval en Bretagne", Extr. des Mémoires de l'Association bretonne, 1948, 36 p. ; p. 34.

Le rôle des chevaux dans l'économie rurale du département est donc capital jusqu'en 1954, jusqu'à la motorisation des campagnes.

L'Enquête de 1844 distinguait deux zones d'élevage bovin dans les Côtes-du-Nord : l'une où l'on pratique l'élevage des vaches pour le lait - c'est la région de l'élevage du cheval - l'autre, où l'on élève les vaches pour la viande, les veaux et les bœufs.

La race, c'est la race bretonne d'apparence plus ou moins belle selon l'endroit, selon la fertilité du sol et selon les croisements plus ou moins anciens avec des races voisines¹. Dans son ensemble, la race est de bonne qualité² mais on se soucie peu de la qualité des reproducteurs, ni de celle des génisses appelées à la reproduction. De plus, la médiocrité de l'alimentation ne peut concourir à améliorer les rendements. Les jeunes animaux souffrent de rachitisme. "Dans les hivers à neige ou à glace, les bestiaux n'ayant pas la ressource de leurs pauvres pâtures, sont quasi réduits à mourir de faim. Si l'on ajoute à cette misère la vicieuse construction des étables, leur mauvaise tenue, leur saleté, l'air impur qu'on y respire sur le fumier stagnant pendant quatre ou cinq mois, enfin l'absence de tous soins d'hygiène, on avouera que la race qui résiste à tant de causes délétères n'est pas sans une certaine valeur"³.

Il n'en allait pas de même, bien sûr, pour les bêtes de boucherie. Les veaux de Plœuc en particulier étaient renommés⁴. D'après l'Enquête de 1844 "le pays qui fait sa principale spéculation de l'engraissement des bœufs

1 - "L'Agriculture française en 1844", op. cit., "l'espèce bovine du département appartient à une seule et même race, connue sous le nom de race bretonne ...", p. 300.

2 - Ce qui est reconnu maintenant. Cette race est actuellement en voie d'extinction parce qu'on ne s'y est pas intéressé à temps. Elle présentait une grande qualité de rusticité, de capacité pour le lait et la viande, mais on n'a pas fait de recherches pour l'améliorer. Les quelques spécimens qu'on rencontre aujourd'hui se repèrent tout de suite à leur allure fruste, massive et à leur robe rousse.

3 - "L'Agriculture française en 1844", op. cit., p. 312 et 313.

4 - HABASQUE, op. cit., t. II, p. 198. - N.B. : C'est à Plœuc que l'on a repris, vers 1965, l'idée d'un élevage de qualité des veaux, à base de lait uniquement.

est le pays désigné sous le nom de Cornouaille ; il s'entend depuis Guingamp jusqu'à Carhaix, Rostrenen et Saint-Nicolas"¹. Le Sud-Ouest du département est donc un lieu d'engraissement des bestiaux. La carte de la charge en bétail à l'hectare vers 1862 montre cette localisation très nette. Mais il semble bien, toujours d'après "l'Agriculture française" que c'est parce que le paysan cornouaillais ne compte ni son temps ni sa peine, que c'est à cause de "sa vie sobre", de "son peu de besoins" qu'il arrive à payer son fermage.

Les bœufs engraisés à l'étable pendant trois ou quatre mois avec du foin, des pommes de terre et de la farine d'avoine, mais aussi des navets, des choux et de l'herbe verte partent pour Jersey et Guernesey - les plus beaux - ou pour Brest, Morlaix, Saint-Brieuc, Guingamp, Dinan et Saint-Malo. Les moins beaux étaient abattus par les bouchers de campagne. Cette spécialisation de la Cornouaille dans l'élevage des bêtes de boucherie, bœufs et vaches de réforme persiste de nos jours, sous une forme renouvelée bien sûr. Le Sud-Ouest du département est également le lieu de prédilection dès le XIXe siècle de la production de lait et de veaux.

La Bretagne fabriquait beaucoup de beurre ; mais l'"Agriculture française de 1844" fait remarquer que si "la fabrication du beurre est une industrie importante dans le département", "elle serait susceptible de nombreux perfectionnements"². "Ce beurre serait bon s'il était mieux délaité, mais il l'est mal, comme dans la plus grande partie de la Bretagne"³. Vingt ans plus tard, un grand progrès a été réalisé "particulièrement dans certaines parties de la Bretagne regardées comme les plus arriérées"⁴. L'Enquête laitière et beurrière de 1873⁵ qui nous donne le nombre précis de vaches par commune, nous montre que le département est déjà très spécialisé dans l'élevage laitier,

1 - "L'Agriculture française en 1844", op. cit., p. 318.

2 - Ibid., p. 344.

3 - HABASQUE, op. cit., t. I, p. 263.

4 - Compte rendu du concours agricole de la région ouest, tenu à Rennes en 1863 par J. L. BOHIER, Ingénieur agronome dans l'Annuaire des Côtes-du-Nord pour 1864. Voir aussi "Société d'émulation", 1865, p. 45.

"A Saint-Jacut-du-Mené en 1836 la meilleure vache laitière ne se payait pas 60 francs ; aujourd'hui, il n'est pas rare d'en trouver de 150 à 160 francs", Ed. VIVIER, "Note sur les défrichements qui se sont accomplis dans la commune de Saint-Jacut-du-Mené, Côtes-du-Nord", p. 39 à 46, t. I.

5 - Archives départementales, série M.

en certaines de ses régions, notamment dans le Sud-Ouest et dans le Trégor. C'est là un aspect caractéristique et une tendance profonde des Côtes-du-Nord, aspect et tendance que nous retrouverons dans l'étude de l'économie agricole après la grande mutation du milieu du XXe siècle.

Conclusion.

Le cheptel a toujours été en nombre important dans le département des Côtes-du-Nord. Sa faiblesse réside plutôt dans sa qualité. Enquêtes et observateurs s'accordent au cours des XIXe et XXe siècles à décrire des bêtes médiocres, souvent mal nourries, de faible rendement. C'est là un caractère de pays sous-développé, techniquement et financièrement. Cette médiocrité d'ensemble n'empêche pas de distinguer des zones traditionnelles d'élevage et en premier lieu : la Haute-Cornouaille des Côtes-du-Nord.

D) Conclusion sur l'agriculture traditionnelle et la situation en 1955.

L'agriculture traditionnelle qui s'est mise ainsi en place pour un siècle, et davantage, se caractérise par l'opposition qu'elle présente entre l'argoa et l'armor. Tous les contemporains décrivent ce contraste brutal entre un pays pauvre et un pays riche, entre deux mondes différents : celui du littoral qui passe pour riche, et l'est réellement en maints endroits, même si la "ceinture dorée" n'existe guère, et celui de l'intérieur qui est réellement et partout en retard et pauvre.

La disparité des conditions physiques et humaines explique en grande partie ce tableau en diptyque . La douceur du climat permet le développement des primeurs sur la côte. Les difficultés de la vie de relation en argoa font que les avantages naturels du littoral ne profitent qu'à une frange côtière restreinte : les amendements marins ne pénètrent pas au-delà de quelques kilomètres à l'intérieur des terres.

Le bocage et l'isolement qu'il impose lorsque les chemins sont peu praticables, contribuent au retard de l'argoa. Les paysages ouverts du littoral facilitent la circulation des produits et des hommes.

Les bons pays sont donc ceux de la culture intensive, ceux du lin

et du blé, tous axés sur le littoral ; les pays pauvres : ceux du seigle et de l'élevage souvent de mauvaise qualité, ceux de l'intérieur. Malgré certaines améliorations l'agriculture des Côtes-du-Nord en 1955 se caractérise par son retard, ses faibles rendements, son bas niveau technique. Elle conserve ses grands traits du XIXe siècle : elle est fortement liée aux conditions physiques locales et aux mains d'agriculteurs sans grand moyen. Examinons de plus près ce retard d'ensemble et ses nuances.

1 - L'annonce des progrès dans l'entre-deux-guerres.¹

Au lendemain de la grande guerre on s'accorde généralement à souligner certains progrès de l'agriculture et du monde rural.

Dans les Côtes-du-Nord la production agricole, en 1923, est de 160 000 porcs, "le département n'étant dépassé que par la Moselle"². Il n'y a plus alors que 9 % de la surface totale en lande (contre 20 % dans le Morbihan et 25 % dans le Finistère). L'élevage du cheval de trait est pratiqué partout. La production est surtout le fait de naisseurs qui vendent les poulains après sevrage tandis que le cheval de sang, pour l'armée et les courses, ne se trouve plus guère que dans le canton de Corlay.

Déjà, les Côtes-du-Nord sont spécialisées dans la production de viande. Sur la carte agricole de la monographie de 1926 un grand nombre de foires aux bestiaux et de gares d'expéditions figurent. Bien sûr, les enquêtes communales³ indiquent qu'il faudrait "plus d'ingéniosité pour sélectionner les animaux", "perfectionner les procédés de culture"... et évoquent parfois des techniques agricoles encore archaïques⁴. Mais la monographie montre une gran-

1 - Pour une présentation sérieuse de l'agriculture en 1929, de ses productions et de ses techniques, la statistique de 1929 dans le département des Côtes-du-Nord avait toutes les qualités requises, comme dans la plupart des autres départements. Malheureusement cette statistique a été volée : elle n'existe plus aux Archives départementales. Nous nous référons ici à des enquêtes de valeur inégale, mais précieuses cependant, établies par les instituteurs à la demande de l'Inspecteur E. CHAUSSIS, auteur d'une monographie sur les Côtes-du-Nord de 1926. Ces enquêtes se trouvent sans classement spécial dans la série M de 1926. E. CHAUSSIS se sert également de la statistique de 1923.

2 - CHAUSSIS (E.), "Les Côtes-du-Nord, géographie", Imprimerie Moderne, St-Brieuc, 1926, p. 29.

3 - Celles qui ont servi à l'élaboration de la monographie d'E. CHAUSSIS.

4 - En 1936 il n'y a que 35 tracteurs dans les Côtes-du-Nord, mais l'année suivante 118 (Archives départementales, série M). Voir aussi "Monographie agricole des Côtes-du-Nord", dactylographiée, Ministère de l'Agriculture, s.l.n.d.

de photo des battages à Loguivy-Plougras. C'est une scène de repos entre la meule de paille et la machine à vapeur. Il y a là plus de trente personnes qui posent devant et autour de l'engin, hommes, femmes et enfants. C'est le décor du machinisme planté dans les villages. Le modernisme de ce village contraste avec l'archaïsme de la photo d'une foire, où se mêlent bêtes et gens, hommes en blouse et femmes en coiffe, parmi les bovins.

Cette ouverture relative des campagnes à la vie moderne va de paire avec l'équipement de base. Les syndicats locaux d'électrification sont en place, ou vont l'être. Sur 390 localités, 176 ont alors un bureau de poste et 240 le télégraphe et téléphone, plus 8 sémaphores. Mais cette amorce du progrès est encore timide.

2 - Le retard d'ensemble dans les structures en 1955.

- L'enseignement agricole.

L'enseignement agricole avait pris un certain essor après la seconde guerre mondiale ; alors qu'en 1938 des cours post-scolaires fonctionnaient seulement dans 23 communes pour une quinzaine d'élèves en moyenne, en 1954 on dénombre 110 centres communaux ou intercommunaux, touchant 353 communes pour un total de 1 770 élèves. A cette dernière date il existe par ailleurs deux écoles d'agriculture d'hiver, une à Plouha et une à Loguivy-Plougras comprenant 47 élèves en tout, et une école ménagère agricole à Saint-Brieuc (à Rohannech) pour 63 élèves inscrites. Les chiffres frappent par leur extrême modicité.

- La vulgarisation agricole.

La diffusion des techniques modernes ne pouvait donc guère compter sur l'enseignement agricole. Les Services Agricoles d'alors essayaient de pallier cette infirmité en multipliant les conférences, les projections de diapositives, les visites collectives des champs de démonstration ... En 1953, ils ont donné 193 conférences, organisé 144 visites touchant ainsi 15 000 auditeurs et 6 850 excursionnistes, chefs-d'exploitation¹.

1 - Sources :

- ex Direction des Services Agricoles : archives et enquêtes personnelles.
- République Française, "Etudes sur l'équipement et l'économie des Côtes-du-Nord", réalisées par M. J. COURSAGET, 99 p., éditions de Montsouris, Châtelaudren 1951 (en fait, l'ouvrage donne un tableau des productions dans le département en 1948).

.../...

En 1953, une zone-témoin de 3 communes, Loguivy-Plougras, Plougras et Lohuec, reçut l'adhésion de 272 exploitants sur les 600 de ce "groupement de productivité" dit de l'argcoat. On y mit en œuvre des techniques modernes concernant les amendements, engrais, semences sélectionnées, la construction de plates-formes à fumier, le cimentage des étables ... On travailla à l'amélioration des rendements du blé, de l'orge et de l'avoine. Par ailleurs des champs de démonstration - 115 pour la campagne de 1952 - 53-contribuèrent à vulgariser certaines pratiques culturales. Mais, au total, l'effort de propagande reste faible. On est vraiment au tout début d'une nouvelle ère de progrès techniques.

- L'effort technique.

Le caractère traditionnel de l'agriculture du département des Côtes-du-Nord est alors particulièrement visible dans certains secteurs, comme celui de la sélection des races de vaches laitières. En 1953, la race armoricaine prédomine encore ; elle occupe le Sud-Ouest et le Sud du département et surtout les animaux non sélectionnés l'emportent de très loin dans les effectifs¹.

Nombre de têtes de bovins dans les Côtes-du-Nord.

Races et croisements	en 1938	en 1953
Normande	60 000	78 000
Armoricaine	70 000	86 000
Froment du Léon	40 000	44 000
Bretonne Pie Noire	4 000	7 500
Croisement	172 000	15 500

.../... - Pour les débuts modestes de la vulgarisation agricole, voir le point sur la question dans Economie Rurale, n° 74 (déc. 1967) consacré à "la transmission des innovations en agriculture" et Etudes Rurales, 1968 (p. 43-86) : BODIGUEL (M.), "La diffusion des innovations dans deux communes des Côtes-du-Nord".

1 - Sources : ex-Direction des Services Agricoles; MEYNIER (A.), "Le dénombrement du bétail breton en 1942", A. de B. 1945 C.G.P.C., p. 112-118.

La Coopérative d'insémination artificielle de Créhen inscrit à son actif 16 921 inséminations en 1953 : c'est un très gros progrès par rapport à 1947 (2 625 vaches inséminées) mais cela ne représente même pas le dixième du troupeau des laitières du département.

Pour les porcs, la sélection ne fait que commencer également. Pour 73 %, la production est assurée par les "porcs de pays" de race mal définie, peu prolifique. Les effectifs de bêtes de race pure sont insignifiants ; la race pure la plus répandue alors représente 5 % du cheptel porcin¹. De même, le contrôle laitier est à ses débuts : il a porté en tout sur 626 prélèvements en 1953. Néanmoins, sous l'action des Services Vétérinaires, à partir de 1950 les fléaux récurrents du cheptel ont reculé : essentiellement la tuberculose bovine, le varron des bovins et la pullorose des volailles.

Dans la lutte contre la tuberculose bovine de 1950 à 1953 les crédits dépensés par le département ont été trois fois plus importants que ceux de l'Etat. En 1955 la lutte contre cette maladie n'est pas terminée. A partir de 1954 l'Etat a pris la relève du Conseil Général². Pendant ce temps l'évarrondissement a fait l'objet d'une véritable campagne : le Service départemental, créé à cet effet en 1941, a eu une action maximum en 1945³ et il continue à fonctionner à cette époque. Cette lutte intensive contre des maladies du cheptel aussi dégradantes montre l'état de sous-développement dans lequel se trouvait le département des Côtes-du-Nord vers 1954-1955.

L'effort à accomplir est d'autant plus important que les Côtes-du-Nord ont déjà une vocation affirmée de producteur de viande, et non pas de végétaux. En 1948-49 le département commercialisait pour 13,5 milliards de francs de production animale et 8 de production végétale⁴.

1 - Pour mesurer l'insignifiance de l'élevage porcin à l'époque, on peut rappeler que dans tout le pays de Lamballe il n'y avait pas plus de procs qu'il n'y en a aujourd'hui dans un seul atelier moderne. Voir BOTREL (G.), "Pays de Lamballe et d'Iffiniac", D.E.S. 1950.

2 - Année 1954, Crédit de l'Etat : 100 millions ; Crédit du département : 15,3 millions. Voir GARGUET (J.), "Le développement économique des Côtes-du-Nord et l'action des collectivités 1944-1954", éd. Montsouris, Châtelaudren 1954, 152 p. et C.R. par A. MEYNIER, Norois 1955, p. 265 : compte rendu.

3 - 109 000 bovins évarrondés en 1945.

4 - Voir :

- I. N. S. E. E., "L'espace économique français", 1951.

- I. N. S. E. E., "Le mouvement économique en France 1938-1948".

Pour comparaison, rappelons la valeur de la production agricole végétale et animale 1948-1949 des départements bretons.

Département	Commercialisation		Autoconsommation	TOTAL	
	Chiffres	Rang en France		Chiffres	Rang en France
29	28 milliards	3e	6,0 mill.	34 milliards	3e
22	21,5 "	8e	7,5 "	29 milliards	7e
35	20,0 "	10e	8,0 "	28 "	8e
56	13,0 "	25e	6,0 "	19 "	16e

Tableau n° 10 .

Sources : Bulletin régional de statistiques de Rennes, 3e trimestre 1953 et GARGUET (J.), "Le développement des Côtes-du-Nord ...", p. 31.

La ventilation se faisait ainsi :

<u>Production animale</u>			<u>Production végétale</u>		
Total :	13,5 milliards		Total :	8 milliards	
dont viande :	8,5 milliards		dont pomme de terre :	5 milliards	
lait :	4 milliards		blé :	2 milliards	
volailles et autres :	1 milliard		autres :	1 milliard	

Sources : Bulletin régional de statistiques, Rennes, 3e trimestre 1954.

Département, essentiellement rural, les Côtes-du-Nord avaient cependant besoin vers 1950 d'un progrès considérable pour augmenter la production agricole. L'importance du milieu rural, comme "tissu conjonctif" qui vers 1950 "intéresse 98 % de l'espace breton et 70 % de sa population", et une

.../...

- C. E. L. I. B., "Rapport d'ensemble sur un plan d'aménagement, de modernisation et d'équipement de la Bretagne", novembre 1953.
- Commissariat général du Plan : "Plan de modernisation et d'équipement", 1954.
- MALASSIS (L.), "Economie et sociologie rurale de la Bretagne" et compte rendu par A. MEYNIER, Norois, 1955, p. 26.
- PHILIPPONNEAU (M.), "Quelques exemples de géographie appliquée", Norois 1955, p. 41-50.
- PHILIPPONNEAU (M.), "La planification régionale en Bretagne", Norois, 1955, p. 189-198 et 387-398.
- Programme d'action régionale pour la Bretagne : J. O. du 14 juillet 1956.
- PHILIPPONNEAU (M.), "Le premier plan de modernisation et d'équipement et l'économie française", Information géographique, 1954, p. 15-21.
- PHILIPPONNEAU (M.), "Le problème breton et le programme d'action régionale", Colin, 1957.

agriculture qui emploie alors directement près de 60 % de la population active réclamaient ce développement¹ ;

3 - Armor et argoat en 1955.

a) Comment vit-on en argoat en 1955 ?

Prenons l'exemple de la commune de Pabu, petite commune limitrophe de Guingamp pour ne pas nous référer à un argoat plus profond. Pabu, en effet, est déjà fortement marquée, sur une partie bien délimitée de son territoire par l'influence de Guingamp. Aussi, ne considérerons-nous cependant que sa partie restée purement rurale.

Si la commune dans son ensemble a une densité de 207 habitants/km² en 1954, les agriculteurs n'y sont que 30 au km². Les petites exploitations sont les plus nombreuses. Sur les 742 ha de la commune, 111 exploitations se répartissent ainsi :

<u>de 0 à 10 ha</u>	<u>de 10 à 30 ha</u>	<u>de 30 à 50 ha</u>
84	24	3

Le mode de ferme le plus répandu est le fermage : les 9/10 des cultivateurs sont fermiers en totalité ou postulent. Le morcellement des exploitations est grand : 1 609 numéros de parcelles cadastrales ; 77 % de ces parcelles sont inférieures à 1 ha. La superficie moyenne de 48 ares correspond au "journal". Les parcelles sont très généralement entourées du "fossé" et plantées de "têtards", bien entretenus.

Les moyens techniques de production sont encore très semblables à ceux d'avant guerre. On compte 120 chevaux de travail et seulement 8 tracteurs dans la commune. L'outillage traditionnel est encore en service au grand complet : houe à la main, charrue, brabant double, lieuse, scarificateur, rouleau, semoir, faucille, faux, rateau et fourche². Pour les transports, la "voi-

1 - Pour un tableau d'ensemble en 1955 voir PHILIPPONNEAU (M.), "Debout Bretagne ...", 1er chapitre. PHILIPPONNEAU (M.), "Géographie agraire et géographie appliquée en Bretagne", p. 95-105 in "Colloque de géographie agraire" organisé en l'honneur des 25 années d'enseignement de M. le Professeur MEYNIER à la Faculté des Lettres, Rennes, novembre 1963, Publication, Imprimeries Réunies, Rennes (sans date), 151 p.

2 - GARIN (J.), "Pabu", D.E.S., 1956.

ture" à deux grandes roues sert toujours. Broyeurs d'ajonc, barattes mécaniques et écrémeuses sont très répandues.

L'assolement est triennal : plantes sarclées, blé, avoine . L'emploi de la chaux comme amendement est très employé.

On relève 48 ha de landes en 1952 et 510 ha de terres labourables.

La même année :

<u>blé</u>	<u>avoine</u>	<u>orge</u>	<u>sarrasin</u>	<u>seigle</u>	<u>TOTAL</u>
127 ha	78	12	4	1,5	222,5 ha

Le rendement du blé se situe entre 10 et 20 quintaux à l'hectare.

Les plantes sarclées occupent 146 ha dont :

- 70,5 ha pour les pommes de terre
- 40,7 ha pour les betteraves fourragères
- 12,25 ha pour les choux fourragers
- 22,5 ha autres racines

Les prairies artificielles (94 ha) couvrent presque la même surface que les prairies naturelles (98 ha).

Les produits laitiers sont partiellement traités à la ferme (pour le reste, la Coopérative du Trieux fait le ramassage). Caractéristique de l'époque : l'élevage du porc garde une grande faveur, chaque exploitant possède quelques truies dont il élève les porcelets en liberté. En 1950, 211 porcelets sont vendus, en 1954 : 205. Le nombre n'a pas beaucoup augmenté depuis 1947 (153). Celui des chevaux n'a pas diminué vraiment, non plus : 1947 : 107, 1950 : 141, 1954 : 124.

Les industries rurales sont alors moribondes : en 1955, il n'y a plus que 2 ha 7 couverts en lin. Le teillage situé en bordure du Trieux, au village de Kerhé ne travaille presque plus. La fabrique de poterie a disparu depuis 1918.

Tous ces traits que nous venons de relater appartiennent au passé qui s'est étiré de la fin du XIXe siècle jusqu'à ce moment-là. Ils caractérisent assez bien l'argot d'alors.

b) L'armor en 1955.

Sans doute pourrions-nous trouver l'équivalent de Pabu en armor au même instant. En Goëlle littoral, par exemple, une ferme de Guily-Boeuf

en Plouha recouvre alors 11 ha en propriété et deux autres parcelles en location. Les terres sont dispersées dans un rayon de 2 ha 5. Il y a même 20 ares de landes et 60 ares de mauvaise pâture¹.

La production de l'exploitation est variée mais à dominante céréalière. La répartition est la suivante : 3 ha de blé d'un rendement de 14 à 17 quintaux à l'ha et 2 ha 5 d'avoine et orge, 1 ha 5 de pomme de terre dont la moitié en primeur et 1 ha 5 de prairies artificielles. Deux chevaux de trait et 6 laitières seulement classent cette exploitation dans une petite moyenne. Les trois porcs et la cinquantaine de volailles qui se promènent ou picorent en liberté ne démentent pas cette impression générale de médiocrité.

Mais à côté de ce type "moyen" de la ferme du Goëlle on trouve déjà des exploitations de pointe. Sur la même commune, celle de Kerdreux, avec ses 30 ha, presque en openfield montre un autre monde rural. Dès avant 1939 l'exploitant avait abattu des talus, regroupant ainsi ses parcelles. Des landes y avaient été défrichées et plantées en pomme de terre ou semées en blé. 3 ha 5 de prairies naturelles ont également remplacé d'anciennes landes. L'assolement est quadriennal : plantes sarclées, blé, avoine ou orge et trèfle. Les 5/7 de la surface cultivable portent du blé : 9 ha sur 21. Les rendements atteignent 23 quintaux à l'hectare (27 en 1948, année exceptionnelle). La pomme de terre primeur occupe 1 ha 5 et celle de sélection 1 ha. La spéculation animale a également sa place dans cette exploitation : on y remarque 10 vaches laitières dont 9 de race pure Froment et 12 élèves de race normande. Une douzaine de porcs complètent le cheptel. Ainsi l'exploitation familiale en armor comme en argoat accuse des traits bien différents de l'un à l'autre pays. L'intensification des cultures, la spéculation et la commercialisation sont choses acquises pour les plus avancées des fermes du littoral alors qu'à l'intérieur, même proche d'une petite ville, une commune appartient encore complètement à la tradition polyculturelle.

Le retard d'ensemble des structures dans les Côtes-du-Nord n'est donc pas uniforme. Les trois exemples que nous venons de décrire montrent

1 - AMOURETTE (A.), "Le Goëlle littoral", m. de m., 1948.

des situations nettement décalées entre l'argot et l'armor ; les fortes nuances ne doivent cependant pas nous faire oublier le caractère principal de l'espace rural des Côtes-du-Nord en 1955 : le caractère agricole traditionnel.

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

Comment se situe cette évolution des Côtes-du-Nord jusqu'au milieu du XXe siècle dans le contexte français ?

Dans son ensemble, la France d'Ancien Régime présente un visage peu différencié. La dispersion de la population est relativement homogène : partout l'on remarque des densités faibles et peu contrastées. Pays rural jusqu'au XVIIIe siècle, et même jusqu'à la fin du règne de Louis-Philippe, la France se compose essentiellement d'une masse paysanne, d'une majorité écrasante de population campagnarde, même si l'administration soucieuse d'abord de dénombrer des contribuables s'attache peu à décrire le petit peuple des paroisses¹.

Les villes sont peu nombreuses. Paris n'a que 713 000 habitants en 1816² et fait tout à fait exception par rapport aux autres villes françaises dont 8 seulement dépassent alors 50 000 habitants, et qui sont Marseille, Lyon, Bordeaux, Rouen, Nantes (74 000), Strasbourg et Toulouse. Rennes n'a que 30 000 habitants à ce moment-là. De plus, à l'intérieur des villes, il conviendrait de soustraire ceux des habitants menant un genre de vie paysan : maraîchers, personnel de l'octroi... En 1836, les Côtes-du-Nord ne figurent pas parmi les 15 départements français dont aucune ville n'atteignait les 10 000 recensées, mais de justesse : Saint-Brieuc ne renferme alors que 11 382 habitants. En 1851 près des 3/4 des Français habitent encore des villages ou des hameaux. "Le pourcentage des ruraux s'élevaient même à plus de 80 % de la

1 - Voir la mise au point sur les sources statistiques et leur intérêt concernant les dénombrements de population aux XVIIe et XVIIIe siècle dans "Un recensement de la population en France en 1726", Communication comprise dans "Etudes sur la France des XVIIe et XVIIIe" par ESMONIN (E.), P.U.F., 1964, 536 p. ; p. 267 et suivantes.

2 - VIDALENC (J.), "La société française de 1815 à 1848 : le peuple des campagnes", Rivière, Paris, 1970, 401 p. ; p. 36 et suivantes.

population totale dans 25 départements"¹. Les Côtes-du-Nord faisaient partie de ces 25 départements. Le pourcentage se retrouve encore aujourd'hui dans certaines communes de Haute-Cornouaille. La carte de la répartition des densités de population en 1831 dans les Côtes-du-Nord illustre cette prépondérance des ruraux : si les densités les plus fortes, dépassant 90 habitants au km² se pressent sur le littoral et autour des principales villes, Saint-Brieuc, Guingamp, Dinan, dans l'intérieur du pays, en beaucoup d'endroits, on remarque également des densités élevées : dans tout le Trégor et le Goëlle intérieurs, et sur une grande bande de territoire allant de Saint-Brieuc à Quintin et Uzel. A part quelques exceptions, les communes ont partout plus de 80 habitants au km².

Cette répartition de la population assez homogène, entre la côte et l'intérieur, tient en partie à la présence d'activités industrielles dans les campagnes à travers le département semblable, sur le point, à d'autres contrées où l'"industrie dont les villes étaient le centre pouvait maintenir à la campagne des populations qui, sans son appoint, auraient dû chercher ailleurs des moyens d'existence que leur ménageait trop chichement une terre exigüe et peu fertile : sans les commandes des fabricants, les alentours de Rouen, de Louviers, de Mazamet, de Lodève ou de Lyon auraient vu une partie de la population rurale refluer vers les villes d'où leur venait la matière première et qui se chargeaient de l'écoulement des produits"². L'argot des Côtes-du-Nord au XVIIIe siècle est industriel. La filature et le tissage du lin et du chanvre contribuent à maintenir dans les bourgs et dans les villages une population importante à laquelle les seules ressources de l'agriculture n'auraient pas suffi. Le paysan du pays des toiles est avant tout un artisan.

Au cours du XIXe siècle, l'industrialisation de la France, principalement dans les secteurs "exemplaires" du développement économique³,

1 - VIDALENC (J.), "La société française ...", op.cit., p. 44.

2 - Ibid., p. 41.

3 - Voir BOUVIER (J.), FURET (Fr.) et GILLET (M.), dans "Le mouvement de profit en France au XIXe siècle, industrie et artisanat", Mouton, Paris, MCMLXV, 465 p. qui étudient "trois secteurs exemplaires" du profit et du développement des entreprises : les charbonnages du Massif Central et ceux du Nord et du Pas-de-Calais, la sidérurgie et les constructions mécaniques lourdes, et les banques. Tous les exemples sont pris en dehors de la Bretagne.

opère une différenciation dans la répartition des densités de population. L'urbanisation, consécutive à l'essor industriel, à partir de la Monarchie de Juillet, a fait de la ville une "mangeuse d'hommes"¹. La Bretagne se situe à l'écart de cette grande redistribution des populations qui intéressent essentiellement les bassins charbonniers, les centres sidérurgiques et bancaires. Les Côtes-du-Nord ont ignoré cet essor industriel et urbain du XIXe siècle. Elles ont, de plus, perdu leurs activités industrielles propres. Dès 1830 les toiles sont en pleine décadence. Désorganisée sous la Révolution, la fabrication des "bretagnes" et des "berlingues" ne s'était guère relevée sous le Consulat et l'Empire qui avait imposé une réglementation d'inspiration colbertiste croyant ainsi porter remède à son état de langueur². Les encouragements et les efforts de la Restauration ne sont pas parvenus, non plus, à rétablir cette industrie artisanale des campagnes qui travaillaient sous la direction de Quintin, Uzel, Moncontour, Lamballe et Saint-Brieuc. Une lettre du préfet du 16 juillet 1849 remarque donc que l'industrie linière est "en pleine décadence"³.

Au cours du XIXe siècle, l'argot conserve cependant une partie de ses autres activités traditionnelles : extraction et travail du granit, du fer ; industries alimentaires : celles des moulins, des brasseries, des sucreries ; tanneries ... L'Enquête de 1884⁴ montre que le territoire du département est encore tout pétri d'activités artisanales et commerciales multiples et diffuses, à caractère souvent d'ordre alimentaire. Mais ce que l'on pourrait appeler la "grande industrie" à l'échelle des communautés rurales - l'industrie des toiles - a bien disparu, sans avoir été remplacée par aucune autre.

Sur la côte, par contre, toutes sortes d'activités se relaient au XIXe siècle pour faire de cette frange favorisée un lieu de prospérité qui attire les hommes. Faisant suite à la grande pêche qui avait commencé au XVIe

1 - VIDALENC (J.), "La société française ...", op.cit., p. 38.

2 - DURAND (R.), "Le département des Côtes-du-Nord sous le Consulat et l'Empire", t. II, Rennes, Oberthur, 1925, 485 p. ; p. 71 et suivantes.

3 - Archives départementales : correspondance administrative, série M (dossier non classé).

4 - "Enquête agricole et industrielle". Etats communaux, 1884, Archives départementales, série M.

siècle, la pêche en Islande à partir de 1820-1825 bat son plein à la fin du XIXe siècle. Jusque vers les années 20 - c'est en 1935 que "la Glycine", la dernière goélette, part pour l'Islande - l'Islande fait vivre les ports d'attache de Paimpol et de Binic et une partie de l'arrière-pays où se recrutent les équipages. Le début des primeurs et l'apparition du tourisme sur la côte œuvrent dans le même sens.

Au cours du XIXe siècle dans les Côtes-du-Nord il y a donc une redistribution des densités de population : l'argot qui perd son activité principale se dépeuple ; l'armor qui voit les siennes évoluer retient mieux ses hommes. L'intérieur du département, voué désormais à l'agriculture, et à elle seulement, dans des conditions matérielles difficiles, s'appauvrit. Le retour à la terre de nombreux tisserands accentue la surpopulation des exploitations. Le surcroît de travailleurs entrave la conversion du champ en pré, le passage à la prairie extensive, contrairement à ce qui se produit alors dans le Jura à la fin du XIXe siècle où les "champs sont couchés en herbe" en vue de l'élevage laitier que pratiquent les villages qui se sont déjà dépeuplés ; contrairement à ce que connaît aussi la Normandie, qui, moins isolée que la Bretagne, a également vu diminuer sa population rurale plus tôt. Dans les Côtes-du-Nord la date du maximum de population est tardive dans l'ensemble - 1866 - et certains cantons de Haute-Cornouaille augmentent de population jusqu'en 1911, par exemple les cantons de Rostrenen, Maël-Carhaix et Saint-Nicolas-du-Pélem. Il en va de même pour ceux de Mur-de-Bretagne, Merdrignac et Collinée.

Dans les Côtes-du-Nord le champ doit donc d'abord nourrir les hommes. Les animaux - les vaches en particulier - sont relégués sur les "petites noés" (parcelles humides de vallons toujours laissées en herbe). Leur ration alimentaire est complétée tant bien que mal par le foin des "prés" et le "nourri" c'est-à-dire la navette, le trèfle incarnat, les betteraves et les choux et, pendant la mauvaise saison, des pailles de blé, du marc de pommes à cidre et encore des choux et des betteraves dans les meilleurs cas. Comme le nombre des bestiaux n'a pas diminué - l'enquête laitière et beurrière de 1873 le prouve - ceux-ci sont sous-alimentés, ou "quasi réduits à mourir de

faim"¹. On raconte que vers 1880 des vaches tombaient d'inanition dans les chemins"².

L'"agrarisation" de l'argot correspond donc à une détérioration du niveau de vie des paysans, puisque ceux-ci sont devenus plus nombreux à la suite de la disparition de l'industrie, ont dû se partager des ressources non accrues par une amélioration technique. Dans ces conditions, l'argot offre un contraste démographique et économique de plus en plus net avec la côte où d'une part l'agriculture tend à se moderniser, en se spécialisant, et d'autre part, où les activités traditionnelles de la mer et du bord de mer se maintiennent en se transformant.

Si la ceinture dorée n'existe que sous une forme discontinue et inégale, les bons pays sont avant tout ceux de l'armor. Les bons pays se recoupent et se regroupent sur le littoral, les pauvres appartiennent à l'argot. Les uns et les autres se définissent alors par leur production : pays du lin, du blé, du seigle ...

Jusqu'au milieu du XXe siècle cette opposition entre armor et argot demeure ; elle s'atténue cependant du fait de la diminution des activités maritimes du département. Après la disparition de la pêche en Islande, - en 1935 - la côte perd de son dynamisme économique. Le tourisme d'une part et le développement des primeurs d'autre part, ne compensent pas la perte des activités directement liées à la mer qu'étaient la pêche elle-même et aussi la construction et la réparation navales, les voileries et cordages, le ravitaillement des équipages ... Vers 1954, les Côtes-du-Nord étaient donc en sommeil, en état de léthargie, argot et armor compris. C'est la fréquentation assidue et longue des archives qui nous a familiarisé avec ces faits et ces idées. Leurs traces encore toutes fraîches dans la situation actuelle, dans les profils et la répartition démographiques, comme dans les structures parcellaires ou urbaines, nous ont convaincu de l'importance capitale de cette toile de fond de l'évolution économique actuelle sans laquelle on ne peut rien expliquer, et surtout pas la rage de produire des générations qui ont encore en mémoire l'état de langueur, voire de misère, qui était celui du département il y a moins de trente ans.

Le renouveau ne frappe que ceux qui se souviennent. Nous avons

1 - "Agriculture française", op. cit., p. 312.

2 - Propos recueilli par PLUVINAGE (J.), Ingénieur agronome. "Regards sur l'élevage bovin français et son avenir", Thèse de Doctorat de 3e Cycle, Genin Paris, 1971, 394 p. ; p. 373 et suivantes.

essayé de nous souvenir pour mieux comprendre, ne faisant rien d'autre en cela que de traduire ce que portent en eux les ruraux de ce département.

En définitive, le déclin démographique de l'argosat apparaît comme un trait majeur de l'évolution récente de l'espace rural des Côtes-du-Nord. La série des cartes de densité de population que nous avons établie le montre. L'étude révèle que la grande responsable de cette évolution est l'émigration provoquée par la fermeture des débouchés industriels et l'appauvrissement de l'agriculture dans l'intérieur du pays. Les cartes ainsi réalisées s'enchaînent les unes aux autres, se fondent les unes dans les autres sans discontinuité sur les 150 dernières années considérées. Les activités non agricoles de l'espace rural sont de faible importance, diffusées, peu différenciées, d'ordre souvent alimentaire ou en relation avec des besoins techniques limités, à l'image du milieu rural aux faibles moyens. "L'enquête agricole et industrielle de 1884" reflète cette situation "pré-industrielle", une multitude de petits artisans villageois.

Cependant en armor, la pêche en Islande et les activités annexes contribuent au maintien et à l'aisance relative de la population. Moins exclusivement dépendante des ressources du sol, la côte jouit d'une véritable suprématie par rapport à l'intérieur voué presque exclusivement à la terre, après la disparition de son industrie des toiles. L'argosat semble maudit, l'armor, un lieu privilégié, le département coupé en deux par ce partage économique qui paraît insurmontable. Les traits de ce déclin démographique de l'ensemble des Côtes-du-Nord et cette opposition marquée entre armor et argosat se prolongent jusqu'en 1954 malgré des progrès enregistrés avant 1939 dans le domaine des techniques agricoles. Ils caractérisent et ils commandent toute la vie humaine du département jusqu'à une époque à peine révolue. Ils servent encore de toile de fond à l'activité présente.

Deuxième Partie

LE XXe SIECLE ESCAMOTE : LE PALMARES, LES EMERGENCES ET LES "LAISSES-POUR-COMPTE", OU LES BOULEVERSEMENTS DANS L'ESPACE RURAL TRADITIONNEL.

Introduction.

Dans le département des Côtes-du-Nord nous avons vu que les traits caractéristiques du XIXe siècle se prolongent en partie jusqu'en 1954 : déclin démographique et amoindrissement économique. Le recensement général de l'agriculture de 1955 témoigne d'un retard considérable dans les techniques et la production en dépit des indices d'amélioration au lendemain même de la seconde guerre mondiale. Le recensement général de la population de 1954 se situait encore dans la ligne des précédents. A partir de cette époque, se produisent enfin des changements dans les domaines économique et démographique. Nous allons essayer de les apprécier dans leur contenu, leur sens exact et surtout leur responsabilité dans l'évolution de l'espace rural des Côtes-du-Nord depuis un quart de siècle et jusqu'à nos jours.

Chapitre 1 : LE RETOURNEMENT POSSIBLE ET COMMENCE DE L'ESPACE DEMOGRAPHIQUE.

A) La situation démographique actuelle, ses aspects d'ensemble, ses points forts et ses zones de faiblesse : une nouvelle géographie démographique ?

Dans le département des Côtes-du-Nord un redressement démographique s'opère à partir de 1954-1962. En quoi consiste-t-il ? Qui en est responsable ? La ville ou la campagne ? le solde migratoire ou le mouvement naturel ? A qui profite-t-il ? à l'armor ou à l'argot ? autant de questions auxquelles il nous faut répondre pour juger de l'évolution et de l'aspect des différents lieux à l'intérieur des Côtes-du-Nord.

a) Le redressement démographique depuis 1946 et l'expansion urbaine dans le département des Côtes-du-Nord.

L'amorce du redressement démographique est perceptible entre 1946 et 1962. Le taux annuel d'évolution de la population totale, bien que toujours négatif, s'améliore, passant de - 0,6 %, soit une diminution de 23 777 habitants pour la période 1946-1954, à - 0,1 %, soit une perte de 5 326 habitants seulement entre 1954 et 1962. Le renversement de la tendance s'est carrément produit entre 1962 et 1968 où l'on trouve enfin un taux de croissance positif : 0,1 % par an. Il s'agit là pourtant du taux le plus bas des quatre départements bretons. De 1968 à 1975 il passe à 0,55, mais il est encore le plus faible de Bretagne.

L'expansion démographique récente du département reste donc modeste. Comment affecte-t-elle les différents secteurs du département ? Ce sont les villes dont la population augmente fortement tandis que les communes rurales voient la leur diminuer. Cette évolution inverse des deux catégories de population n'a pas encore changé le caractère avant tout rural du département. Saint-Brieuc n'est encore que la sixième des grandes villes de la région Bretagne.

A l'échelon des "pays", dans l'ensemble de la Bretagne, l'évolution de la population de 1954 à 1962 traduit l'influence des villes de façon très nette, dans le sens positif ou négatif selon les cas. De 1962 à 1975 toutes les tranches de communes rurales (de moins de 2 000 habitants) ont perdu de leur population, et ce, d'autant plus fortement qu'elles sont plus petites.

Cette constatation nous alerte sur le sens véritable de l'amélioration du bilan démographique. Quelle est la responsabilité des mouvements naturels et migratoires dans cette évolution ?

b) Le redressement démographique et ses composantes : mouvements migratoires et excédent naturel ; bilan.

1 - Le solde migratoire.

- Les directions.

En rapprochant les données du mouvement migratoire, de l'excédent naturel et du solde migratoire, pour l'ensemble des Côtes-du-Nord, nous

constatons le rôle capital du mouvement migratoire dans l'évolution démographique. De 1954 à 1962 l'excédent naturel est assez élevé, mais la population diminue en raison d'un solde migratoire déficitaire. De 1962 à 1968 le déficit migratoire se réduit, si bien que la tendance au déclin démographique est renversée, malgré l'affaïssement de l'excédent naturel. De 1968 à 1975 l'excédent naturel diminue encore mais le solde migratoire est alors très positif, expliquant en partie, l'amélioration de l'évolution démographique d'ensemble.

MOUVEMENT MIGRATOIRE, EXCEDENT NATUREL ET SOLDE MIGRATOIRE DANS LES COTES-DU-NORD									
	1954 - 1962			1962 - 1968			1968 - 1975		
	Valeur absolue	Valeur annuelle	% par an	Valeur absolue	Valeur annuelle	% par an	Valeur absolue	Valeur annuelle	% par an
Excédent naturel	+19 243	+ 2 405	+ 0,5	+11 216	+1 869	+ 0,4	+10 661	+ 1 523	+0,31
Solde migratoire	-22 849	- 2 856	- 0,6	- 7 735	-1 289	- 0,3	+ 8 991	+ 1 284	+0,24
Evolution démographique	- 3 606	- 451	- 0,1	+ 3 481	+ 580	+ 0,1	+19 652	+ 2 807	+0,55

Tableau n° 11.

Sources : INSEE : en particulier tableaux MI 501 et 502/Q
(R.P. 68. Sondage 1/4), 1975 (fascicule orange).

Si l'on décompose le solde migratoire, on constate en effet que l'amélioration globale est imputable uniquement à un accroissement de l'immigration car l'émigration, elle, se poursuit de 1962 à 1968¹, et même s'accélère.

1 - "L'émigration est actuellement le phénomène démographique capital en Bretagne". G. LE GUEN, "L'évolution récente de la population en Bretagne", Norois, 1964, p. 2 à 38 ; p. 32.

	1954-1962		1962-1968	
	Nombre absolu	Nombre / an	Nombre absolu	Nombre / an
Immigrants	31 050	3 881	41 608	6 934
Emigrants	43 851	5 841	45 296	7 549
Solde migratoire	- 12 810	- 1 960	- 3 688	- 615

Tableau n° 12 . - Evolution de l'émigration et de l'immigration dans les Côtes-du-Nord de 1954 à 1968 : SEXTANT, n° 2, août 1971 : Les migrations 1962-68 en Bretagne.

(N.B. : en janvier 1977 il n'est toujours pas possible de donner les chiffres pour 1968-1975, les immigrants exceptés : 1968-75 : 8 658 : RGP sondage au 1/5 : Résultats définitifs).

Les échanges sont importants avec les autres départements bretons et spécialement avec l'Ille-et-Vilaine du fait de l'attraction de Rennes¹.

A côté de celui de la Région, l'autre grand courant migratoire est celui qui se dirige sur la région parisienne. De 1954 à 1962, 57 % des émigrants des Côtes-du-Nord ont gagné la région parisienne et 49 % des immigrants du département en sont venus, soit un solde migratoire de - 2 076 individus par an tandis que pour la période 1962 à 1968 ce solde est tombé à - 278 par an. Cet important courant d'immigration provenant de la région parisienne s'explique par la décentralisation des usines électroniques implantées à Lannion. Les retraités qui rentrent dans leur département d'origine contribuent également au phénomène, et même dans une plus large mesure. Diminution de l'émigration vers la région parisienne et augmentation de l'immigration en provenance de ce même lieu se retrouvent dans les trois autres départements bretons.

Par contre, les courants migratoires avec les autres régions sont demeurés stables entre les deux périodes. L'amélioration du solde migratoire

1 - 36,7 % des émigrants des Côtes-du-Nord restent en Ille-et-Vilaine et 28,2 % des immigrants des Côtes-du-Nord viennent de ce département entre 1962 et 1968. Pour l'ensemble de la Bretagne "entre 1954 et 1962 plus d'un demi million de personnes, le quart de la population primitive, avaient quitté leur commune de résidence ; les 2/3 de cette masse humaine se sont déplacés dans les limites de la région économique". LE GUEN (G.), "Les migrations bretonnes récentes" (1954-62), p. 277-295, Norois, juillet-septembre 1965, p. 278. G. Le Guen étudie ces mouvements à l'intérieur de la région économique c'est-à-dire la région de programme Bretagne soit les quatre départements.

des Côtes-du-Nord entre 1962 et 1968, par rapport à 1954-1962, provient donc essentiellement de l'immigration en provenance de la région parisienne, étoffée par les rapatriés d'Algérie¹.

L'amélioration globale du solde migratoire constitue un élément positif du point de vue quantitatif. Que vaut-elle du point de vue qualitatif ?

▲ La structure par âge des migrants : émigrants jeunes, immigrants âgés.

Pour l'ensemble de la Bretagne la population migrante est jeune². La pyramide des âges pour 1962 et 1968 montre un bilan migratoire très fortement déficitaire parmi les jeunes de 15 à 34 ans et, par contre, un bilan positif pour les adultes et les vieux. Les jeunes s'en vont travailler hors du département et les adultes retraités, ou proches de le devenir, y reviennent après plusieurs années de service - notamment parmi les fonctionnaires - hors de Bretagne. Les adultes encore jeunes amènent avec eux des enfants, d'où la part des moins de 15 ans dans l'excédent d'immigration.

Cette structure des courants migratoires - entrées de vieux et sorties de jeunes - prive la population des Côtes-du-Nord d'une partie de ses éléments dynamiques et contribue ainsi au vieillissement de l'ensemble.

▲ La structure de l'emploi des migrants défavorable qualitativement au département.

Entre 1962 et 1968, l'immigration a couvert l'émigration à 92 % : le déficit a donc été très réduit. Mais en ce qui concerne la population active la couverture ne s'est faite qu'à 70 % et le déficit a été de moins 6 356 actifs, puisque les émigrants sont des jeunes et des actifs pour 46 % et les entrants seulement 35 % de la même catégorie.

L'excédent d'émigration touche d'abord les cadres et les professions libérales. Ces départs se font vers la région parisienne à 46 %. Ils privent ainsi le département de son élite et contribuent à un certain handicap social et culturel. La catégorie des employés, ouvriers et personnels de service four-

1 - 1 703 rapatriés d'Algérie au recensement de 1968 dans le département, dont 662 actifs.

2 - De 1954 à 1962 G. Le Guen a compté 68,6 % de moins de 35 ans parmi elle, article cité plus haut.

nit le deuxième contingent, presque à égalité avec le premier. En réalité ce deuxième groupe comprend les mutants d'origine rurale qui sont repérés, non en tant que tels, mais sous la rubrique de leur nouvelle profession¹. L'excédent migratoire de patrons correspond à l'implantation des industries à Lannion.

Conclusion.

Malgré l'amélioration quantitative du solde migratoire entre 1962 et 1968 par rapport à 1954-1962, le déséquilibre entre émigration et immigration subsiste sur le plan de la qualification et les inactifs risquent de peser lourd dans l'activité économique du département dans la mesure où ils ne représentent que des éléments consommateurs de biens et de services, et non pas des éléments producteurs.

- La répartition cantonale.

Si le mouvement migratoire est important au niveau général du département, son rôle est très variable selon les cantons, tantôt bénéfique, tantôt stérilisant.

En décomposant la variation de la population municipale des cantons en ses deux éléments : excédent naturel et solde migratoire, on s'aperçoit que sur les 34 cantons qui déclinent entre 1962 et 1968, 28 d'entre eux ont une évolution négative à cause du solde migratoire négatif, appartenant à la catégorie B du croquis. A la limite, la détérioration de la situation démographique se fait par solde migratoire négatif et excédent naturel négatif : catégorie B₂ du croquis intéressant le Sud-Ouest du département : cantons de Gouarec, Saint-Nicolas, Callac, Bourbriac. Certains cantons côtiers, tel celui d'Etables, entrent dans cette catégorie à cause de l'arrivée des retraités. Ici le rétablissement du courant migratoire n'est pas un signe de santé. Par contre, l'excédent d'immigration accompagné d'excédent naturel témoigne d'une situation saine : cas des cantons de Saint-Brieuc, des cantons de Dinan, de ceux de Guingamp, Loudéac, Lannion, Perros. Dans ces cas-là

1 - Pour les mutants agricoles, voir plus loin, dans le chapitre sur la population active actuelle.

les immigrants sont jeunes.

Quelques rares cantons du type A, voient leur population augmenter grâce à un fort excédent naturel, tels ceux de Lamballe, Pléneuf.

L'évolution différente des divers pays doit beaucoup aux flux des arrivants dans les secteurs urbains ou côtiers et aux courants d'émigration dans les secteurs purement ruraux. Les mouvements migratoires ont une influence, beaucoup plus profonde encore, sur l'évolution de la population : le mouvement naturel, que nous allons étudier maintenant.

2 - Le mouvement naturel selon les villes et les campagnes.

- La natalité, fécondité, nuptialité.

Les taux bruts de natalité des Côtes-du-Nord, tout en suivant la tendance générale à la baisse en Bretagne comme en France, restent toujours au-dessous des autres taux considérés.

Taux bruts de natalité pour 1 000												
	1954	1956	1958	1960	1962	1964	1966	1968	1970	1972	1974	76
Côtes-du-Nord	18,3	18,0	17,9	16,9	16,7	17,3	16,7	15,6			14,8	12,6
Bretagne	18,9	18,9	18,7	18,2	17,9	18,3	17,7	17,4	17,3	17,3	15,7	13,5
France	18,8	18,3	18,1	17,9	17,6	18,1	17,4	16,6	16,9	16,9	15,2	13,6

Tableau n°13.

Sources : (N.B. : Les chiffres de 1976 sont provisoires ; ceux pour les Côtes-du-Nord manquent pour 1970 et 1972). Octant n° 2, mai 1977 : "Evolution de la natalité et de la fécondité en Bretagne de 1968 à 1975".

De plus, la natalité est plus faible dans les communes rurales que dans les communes urbaines, à cause de la structure par âge, plus mauvaise dans les campagnes. L'opposition entre l'ensemble des communes rurales et communes urbaines se retrouve à l'échelle de l'analyse cantonale et communale. Les cantons ruraux s'opposent aux cantons urbains. La répartition des taux bruts de natalité par canton entre 1962 et 1968 faisait apparaître une zone de très faible natalité : le Sud-Ouest du département. Par contre des taux de plus de 17 ‰ se rencontrent dans les cantons qui possèdent une ville : Saint-

Brieuc, Dinan, Lannion, Loudéac ou même une petite ville : Quintin, Châtelaudren. Le départ des éléments jeunes des campagnes explique le faible taux des cantons purement ruraux. D'une façon générale les villes ont un taux de natalité supérieur à celui des campagnes sauf exception. Par exemple, en 1968, le groupement d'urbanisme de Saint-Brieuc avait un taux de natalité de 19,4 ‰ tandis que pour l'ensemble du département ce taux n'était que de 15,9. A l'intérieur même du groupement, l'ensemble des communes suburbaines où se trouvent les jeunes ménages nouvellement installés montait à 20,5 ‰¹. En 1962 on remarquait déjà cette supériorité du groupement sur le département mais la différence était bien moindre : 19,8 ‰ contre 18,3 ‰². L'essor industriel et urbain s'est accompagné, dans le cas du chef-lieu, d'une amélioration sensible du taux de natalité dû à l'afflux des jeunes ménages.

A Lannion le taux de natalité a augmenté entre 1954-1962 et 1962-1968 en même temps que la ville s'industrialisait et se développait. Le taux était passé de 16,8 ‰ à 20,8 ‰ pour la commune elle-même, tandis que les communes rurales du canton basculaient en sens inverse de 17,9 à 16,6 ‰. Dans le même intervalle, le canton tout proche de Perros n'avait pas varié : son taux de natalité de 17 ‰ restait inchangé, parce qu'aucune extension urbaine et industrielle n'avait provoqué l'afflux de jeunes migrants en âge d'avoir des enfants. Son taux ne s'est maintenu que grâce à l'installation de jeunes travaillant à Lannion.

A Loudéac le taux de natalité a crû pour la ville-même, passant de 19,4 à 20,3 ‰ entre 1954-1962 et 1962-1968, tandis que les communes rurales du canton ont régressé de 20,6 à 18,4 ‰ entre les deux périodes considérées. A Loudéac comme à Lannion, nous saisissons ainsi l'évolution opposée entre villes et campagnes sur un espace géographique restreint.

En chiffres absolus les naissances domiciliées augmentent depuis 1951 mais sans commune comparaison avec les naissances enregistrées

-
- 1 - Les immigrants de l'intérieur du département vers le groupement de St-Brieuc s'installent d'abord dans la couronne urbaine. (RIOU, m.de m., 1972).
 - 2 - ROGIER (A.), "Population et population active de St-Brieuc", m.de m., Rennes 1970.

dont la courbe très fortement en expansion témoigne plus des nouvelles habitudes des femmes qui accouchent maintenant à la ville, que d'une augmentation des naissances au bénéfice des communes aux alentours de Loudéac.

L'exception confirme la règle. Guingamp a un taux de natalité assez faible. Nous y reviendrons plus loin.

Le taux de natalité brut est lié étroitement à la structure par âge de la population. Le fait que le département perde une partie de ses éléments jeunes et en gagne de plus âgés se retrouve donc dans ses taux de natalité relativement faibles en général et spécialement dans les zones rurales. Nous avons là le résultat de la forte émigration étudiée pour les époques antérieures et l'époque actuelle. Pour juger avec précision du comportement de la population en ce qui concerne les naissances il convient donc d'analyser rapidement la fécondité.

Le taux de fécondité générale du département, c'est-à-dire le nombre de femmes en âge de procréer, entre 15 et 49 ans, est inférieur aux taux de la Bretagne et de la France : respectivement 80,9 ‰ contre 83 et 81,4. Nous pouvons affiner cette indication du taux de fécondité générale en appliquant à chaque classe d'âges de femmes de 15 à 19 ans, de 20 à 24 ans, de 25 à 29 ans ... le taux de fécondité de la France entière à l'intérieur de ces mêmes classes d'âges. Nous obtenons ainsi des nombres de naissances fictives par tranche d'âges. La somme de ces nombres comparée au chiffre des naissances réelles pour l'ensemble des tranches d'âges fournit un indice comparatif¹.

Pour l'ensemble du département cet indice comparatif est de 106,7, proche de celui de la Bretagne 107,5. Les Côtes-du-Nord ont donc un comportement relativement favorable face aux naissances, tout en ayant un taux brut de natalité inférieur aux taux français et breton, à cause de leur structure par âge défavorable aux naissances.

A l'intérieur même du département, le calcul des indices de fécondité fait apparaître des oppositions entre villes et campagnes, et de fortes

1 - Chiffres pour 1960 à 64 et méthode reprise de A. EVEN où l'indice comparatif = $\frac{\text{Nb naissances réelles} \times 100}{\text{Nb naissances fictives}}$

dans "Analyse de la mortalité et de la fécondité en Bretagne (1962) au moyen d'indices comparatifs", Bulletin de conjoncture, n° 1, 1969.

nuances entre les zones rurales elles-mêmes. En éliminant l'influence de la composition par âges grâce aux indices comparatifs on s'aperçoit que la fécondité réelle des zones rurales est plus élevée que celle des villes : 107,9 contre 105,8 dans les Côtes-du-Nord, et 110,7 contre 103,7 en Bretagne¹. A l'intérieur même du groupement d'urbanisme de Saint-Brieuc, les communes rurales ont une fécondité plus élevée que celle de la ville de Saint-Brieuc.

La fécondité chez les ruraux eux-mêmes est très inégale².

Nous avons constaté des taux de nuptialité assez bas dans la deuxième partie du XIXe siècle et jusqu'en 1954. Ces taux ont-ils évolué, et comment, pour la période récente ? Ils sont les suivants, pour les Côtes-du-Nord, comparés à ceux de la Bretagne et de la France :

TAUX DE NUPTIALITE ‰										
	1958	1960	1962	1964	1966	1968	1970	1972	1974	1976
Côtes-du-Nord	14,7	14,7	14,4	14,7	15,6	15,5				
Bretagne	14,4	14,4	14,2	14,5	14,4	14,2	6,8	7,7	7,3	6,6
France	13,4	14,0	13,5	14,4	13,8	14,2	7,3	8,1	7,5	7,1

Tableau n° 14. (N. B. : même remarque que pour le tableau précédent ; après 1968 il s'agit des nouveaux mariages et non des mariés).

- 1 - EVEN, article cité plus haut, "Analyse de la mortalité et de la fécondité en Bretagne ...".
- 2 - A l'aide des indices comparatifs de fécondité pour les populations rurales, A. Even a fait apparaître, pour 1962-1964, trois zones dans le département de l'Ouest à l'Est : une zone de faible ou de moyenne fécondité de Perros-Guirec à Mur-de-Bretagne ; une zone de forte fécondité au centre ; une zone de très faible fécondité autour de Dinan.

Nous avons repris ces calculs pour les années 1965-1966 et 1967, toujours par canton et pour les populations rurales. Ces calculs ne confirment pas ceux d'A. Even, du moins pas complètement. Les trois ensembles si nets sur la carte pour 1960-1964 ne se retrouvent pas facilement sur celle de 1965-1966-1967. Cependant et malgré la disparité des résultats portant sur les deux périodes considérées, une constante se dégage : le niveau relativement élevé des indices pour un certain nombre de cantons, même si ces cantons ne sont pas exactement les mêmes d'une période à l'autre. La fécondité en milieu rural n'est donc pas du tout homogène dans notre département.

Constamment le taux de nuptialité des Côtes-du-Nord est supérieur à celui de la Bretagne et à celui de la France en ce qui concerne l'ensemble de la population. Mais chez les exploitants agricoles et les aides familiaux les taux cantonaux de célibat des Côtes-du-Nord se situent entre les extrêmes du Finistère et de l'Ille-et-Vilaine. Parmi les chefs d'exploitation, les taux de célibat ont tendance à augmenter dans les Côtes-du-Nord.

Avec un taux de nuptialité et un taux de fécondité relativement élevés, il est curieux de constater un taux de natalité assez faible (12,6 ‰ en 1975 dans le département). Cela peut s'expliquer par le fait que les départs ont lieu juste après le mariage ou parce que la cérémonie a lieu dans le pays d'origine de l'épousée déjà partie au loin. Le taux de nuptialité n'est donc pas la preuve de la présence dans le département d'individus jeunes mais celle de leur attache avec le département, en attendant sans doute un retour au pays, dans vingt ou quarante ans.

- La mortalité.

Le taux brut de mortalité est assez stable dans les Côtes-du-Nord depuis 1954. Il tend légèrement à augmenter depuis cette date, alors que dans le reste de la Bretagne et de la France entière il tend à diminuer¹. Cette légère augmentation que nous constatons est à mettre en relation avec le retour des personnes âgées dans le département. La structure par âge est responsable de ce taux de mortalité relativement fort.

Le taux de mortalité est le plus élevé dans le Sud-Ouest des Côtes-du-Nord. C'est à Saint-Brieuc qu'il est le plus faible. D'une façon générale il a augmenté dans les campagnes depuis 1954 et baissé dans les villes. La surmortalité d'ensemble n'est pas un trait spécifique aux Côtes-du-Nord mais les populations rurales y étant les plus nombreuses et les plus affectées par le phénomène, l'importance de cette surmortalité a des conséquences graves, en particulier pour les femmes qui deviennent chefs d'exploitation.

1 - Voir dans, "Economie et statistique", n° 39, novembre 1972 : "La baisse de la mortalité se ralentit depuis 10 ans", par GALOT (G.) et LERY (A.), p. 3 à 6.

Si, comme pour la fécondité, on élimine l'influence de la structure par âge, à l'aide d'indices comparatifs¹ on s'aperçoit que la surmortalité est le fait des zones rurales.

Sans doute l'alcoolisme est-il responsable de cette surmortalité, surtout parmi les femmes. Mais d'autres facteurs interviennent certainement comme semble le suggérer la carte de la mortalité par cancer de l'œsophage², maladie pour laquelle les Côtes-du-Nord sont un des pôles mondiaux. L'insuffisance de l'équipement sanitaire et social peut également expliquer la surmortalité, avant l'époque toute récente. La forte mortalité dans le département tient aussi à la présence du nombre croissant des personnes âgées. L'étude de la mortalité selon les indices comparatifs d'après la méthode d'A. Even conduisait à des résultats différents selon les cantons, pour la période 1960-1964. Le Sud-Ouest apparaissait alors comme une zone de sous-mortalité relative et le Sud-Est et l'Est de surmortalité. Les taux bruts de mortalité qui ne tiennent pas compte de la structure par âge cachaient cet avantage du Sud-Ouest du département. Avec des taux bruts de natalité faible et des taux bruts de mortalité relativement élevés, les zones rurales des Côtes-du-Nord apparaissent comme des lieux de moindre vitalité démographique que les villes et que Saint-Brieuc en particulier. Mais les indices comparatifs de fécondité et de mortalité apportent une correction sérieuse à cette opposition ville-campagne, au profit des milieux ruraux, ce qui, somme toute, demeure dans la ligne traditionnelle.

3 - L'excédent naturel.

Etant donné le taux de natalité relativement bas, malgré une fécondité réelle assez forte, et un taux de mortalité élevé, voire une surmortalité, le département ne peut offrir des taux d'excédent naturel importants.

Le taux d'excédent naturel des Côtes-du-Nord a fortement régressé depuis 1954 où il était de + 5, 2, et + 4, 4 en 1956, à + 3, 5 en 1962, + 2, 0 en 1968 ^{mais} + 5, 5 en 1975. En 1968 il était trois fois plus bas que celui de la

1 - EVEN (A.), "Analyse de la mortalité et de la fécondité en Bretagne (1962) au moyen d'indices comparatifs", Bulletin de Conjoncture Régionale, n° 1, 1969, article cité plus haut.

2 - Voir les travaux inédits sous la direction du Dr MASSE de l'Ecole de la Santé de Rennes.

France entière à la même date. Cette dégradation correspond à celle de la structure par âge, du fait de l'émigration des éléments jeunes et de l'immigration d'individus âgés. La vitalité démographique est donc compromise par le vieillissement. En fait cette tendance générale recouvre de profondes variantes locales ; d'une façon générale elle est à l'avantage des villes et au désavantage des campagnes.

D'après les graphiques des populations rurales par canton, en ce qui concerne les naissances et les décès, en chiffres absolus de 1951 à 1975, nous pouvons distinguer deux grands types. Le premier type offre un bon écart entre naissances et décès sur la vingtaine d'années considérées. C'est le cas des cantons de Châtelaudren, de Pléneuf, Lamballe, Matignon, Plancoët, Plœuc, Loudéac ... Dans tous ces cantons la situation est saine ; sur la carte, ils couvrent le Penthièvre et l'intérieur du Nord-Est du département. Ils font tache au Centre et au Sud, de Moncontour à Loudéac. Mais ils ne gagnent pas au-delà du Goëlle-Sud. Lézardrieux et Tréguier qui se rattachent à ce type font exception dans le Trégor. Le canton de Saint-Brieuc Sud relève de ce type ; mais, ici, l'évolution de l'effectif rural est en relation directe avec le chef-lieu.

Le deuxième type où l'excédent naturel est moins bon, présente des aspects dégradés d'une grande variété de formes. Nous avons ramené ces nuances à trois. Dans le type II A, le caractère dominant a trait à l'allure descendante des courbes avec, pour finir, les décès qui l'emportent sur les naissances, même si à l'extrémité des lignes, c'est-à-dire en 1968 ou 1962, au plus tôt, les naissances sont en plus grand nombre. Maël-Carhaix ou Rostrenen illustre bien ce sous-type auquel est voué tout le Sud-Ouest, le Trégor intérieur et le Mené. Un sous-type offre des naissances et décès en nombre, très souvent, très voisin. Les deux lignes brisées se recoupent même plusieurs fois comme à Plouha où l'excédent naturel est mince, ou négatif, depuis vingt ans, sans se dégrader davantage toutefois. On a affaire là, à des cantons vieux dont le redressement ne semble poindre en aucune façon, si ce n'est dans l'indication finale quant aux naissances plus nombreuses que les décès en 1968 seulement ; cas de Lannion, Guingamp et Collinée.

Un autre sous-type fait pressentir une situation démographique peut-être encore plus alarmante car la dégradation y est plus spectaculaire en même temps que plus récente. Ici les deux lignes se croisent vers 1960 seulement au bénéfice final des décès. Les cantons de ce sous-type appartiennent à des ensembles plus sains mais ils en sont comme la préfiguration catastrophique : Paimpol et Lanvallon pour le Trégor et le Goëlle, La Chèze pour le Mené, et ploubalay en prolongement de Dinan-Est.

Dans son ensemble, cette répartition de nos types cantonaux de population rurale oppose l'Ouest et l'Est du département, pays bretonnant et pays gallo. On peut dire de la situation qu'elle est plus saine en pays gallo qu'en pays bretonnant en général. Les cantons en difficulté s'apparentent à l'ensemble finistérien qui figure en noir sur la carte des cantons dans lesquels le nombre des naissances a été inférieur à celui des décès en 1970.

Ils se situent plus précisément en Haute-Cornouaille dans la montagne granitique : Massif de Quintin-Duault, mais aussi Trégor intérieur, et, en pays gallo, dans le Mené.

Nous pouvons nuancer cette première approche cantonale de la santé des populations rurales en l'examinant maintenant à l'échelon communal, et en pourcentage. La carte a été faite sur le modèle de celle de J. P. Larivière¹ pour 1968. Elle offre d'ailleurs une certaine ressemblance avec celle du Limousin où les communes en noir, celles où les excédents des décès sont de 2 % et plus, font une grande tache sur la Creuse et une partie de la Haute-Corrèze, c'est-à-dire dans la Montagne Limousine. Dans le Sud-Ouest des Côtes-du-Nord la situation la plus mauvaise s'observe dans les cantons de Maël-Carhaix, Rostrenen et Gouarec où l'excédent naturel a baissé entre 1954-1962 et 1962-1968 au point de devenir négatif. Il en va de même pour Plouaret, tandis qu'à Plestin-les-Grèves et Etables cet excédent était déjà négatif en 1962. En revanche, la présence d'une ville, même petite, freine la diminution de l'excédent naturel comme c'est le cas dans les cantons de

1 - LARIVIERE (J. P.), "La situation démographique du Limousin", Norois, n° 64, p. 537-550.

Guingamp, Paimpol, Lamballe ... Dans l'ensemble breton, et à l'échelle des "pays", la marque des villes dans la répartition des taux d'accroissement naturel se retrouve. Le poids de Rennes et de Brest est évident. Celui de Saint-Brieuc dans son département l'est tout autant¹.

Conclusion.

LA STRUCTURE DEMOGRAPHIQUE ACTUELLE DES COTES-DU-NORD.

Nous avons vu l'importance de l'émigration. Son influence se traduit dans la structure par âge par le vieillissement.

Part des groupes d'âges dans la population des Côtes-du-Nord				
	1954	1962	1968	1975
0 - 14 ans	24, 6	25, 1	24, 1	23, 1
15 - 24 ans	14, 6	13, 3	15, 2	15, 1
25 - 64 ans	49, 4	48, 7	46, 2	45, 5
65 et +	11, 4	12, 8	14, 5	16, 3

Tableau n° 15 .

Sources : RGP 1975. Sondage au 1/5 (Résultats définitifs).

La première tranche des 0 - 14 ans tend à régresser et la dernière - des 65 ans et plus - à augmenter. Par rapport à la population bretonne ou à celle de la France, la situation du département est défavorisée.

-
- 1 - Dans l'ensemble français la Bretagne se situe dans l'avant-dernière et dans la dernière des positions définies par FEL (A.) dans "Types d'évolution démographique de la France rurale" (article pour le colloque franco-polonais de "Geographia Polonica", Varsovie, septembre 1973), c'est-à-dire qu'elle a connu une "décroissance" (malgré un bilan naturel positif) ou une "double décroissance" (celle du bilan migratoire et celle du solde naturel) en son Centre-Ouest, durant la période 1962-1969. Le quart Nord-Ouest de la France est en moins bonne passe que le quart Nord-Est qui offre de nombreuses taches de "double croissance" (celle du solde migratoire et celle du mouvement naturel) centrées sur les grandes agglomérations.

Comparaison de la structure des âges en 1968 et 1975						
	Côtes-du-Nord		Bretagne		France	
	1968	1975	1968	1975	1968	1975
0 - 14 ans	24,1	23,1	24,2	23,6	23,7	22,7
15 - 24 ans	15,1	15,1	16,0	16,2	16,1	16,1
25 - 64 ans	46,2	45,5	46,1	45,6	46,8	46,9
65 et +	14,5	16,3	13,2	14,6	13,4	14,2

Tableau n° 16.

Sources : RGP 1975. Sondage au 1/5 (Résultats définitifs).

A la différence de ce qui se passait en 1946, en 1975 les 15-24 ans qui émigrent le plus ne représentent plus qu'un faible pourcentage du total (22,7 en 1975). Les 65 ans et plus, dépassent les 14 %.

Les plus de 65 ans sont très nombreux (plus de 16 % et davantage) à l'Ouest d'une ligne Mur-de-Bretagne - Plestin.

La répartition des 0 à 19 ans est à l'inverse de la précédente avec des points forts sur les cantons où se trouve une ville : Saint-Brieuc, Lannion, Dinan ; ou situés à proximité d'une ville : Loudéac, canton de Plœuc. Mais dans la plupart des cantons ruraux la part des vieux augmente depuis 1954. Parmi les cantons ruraux côtiers qui ont beaucoup vieilli depuis 1954 la palme depuis 1962 revient à ceux qui portent des stations balnéaires

Cette tendance au vieillissement dans l'ensemble du département et plus spécialement dans les cantons ruraux de l'intérieur et certains cantons littoraux, dessine une nouvelle géographie de la démographie qui laisse deviner de graves problèmes d'emploi et de lourdes charges pour les actifs.

B) La population active.

Nous avons démontré la responsabilité des courants migratoires dans le déclin de la population des Côtes-du-Nord au cours du XIX^e siècle et jusqu'à la seconde guerre mondiale. Le renversement de la tendance à la baisse depuis 1962 est le reflet de transformations économiques récentes. Dans ce contexte, comment se présente la population active du département, dans son ensemble et selon les pays ? La population active est-elle capable d'accompagner le développement économique amorcé ?

a) Les caractéristiques de la population active d'aujourd'hui.

- L'évolution récente.

Depuis 1962 l'effectif de la population active des Côtes-du-Nord se stabilise¹. Cette stabilisation récente fait cependant reculer le département par rapport à l'ensemble de la Région², par rapport à l'Ille-et-Vilaine notamment. De 21,1 % de la population active bretonne en 1954, les Côtes-du-Nord sont passées à 20,5 % en 1968 et 19,7 % en 1975.

Cette amélioration générale du niveau de population active est très inégalement répartie. Entre 1954 et 1962 trois cantons seulement voient augmenter leur population active : ceux de Saint-Brieuc Nord et Sud, et celui de Lamballe. Entre 1962 et 1968 dix-huit cantons progressent sur ce point : ce sont ceux qui possèdent une ville, ou qui sont proches d'une ville. Le développement le plus spectaculaire est enregistré dans le canton de Lannion, avec une croissance de plus de 4 % par an, en rapport direct avec les implantations de l'industrie électronique à partir de 1960. Loudéac, à un moindre degré, bénéficie de ses propres implantations industrielles³. Par contre, dans l'Est et l'Ouest du département, aucun emploi urbain n'est venu

1 - 2 - Dans la Région Bretagne et dans la France de l'Ouest en général, "la population active a cessé de diminuer mais "elle augmente cependant moins rapidement qu'au niveau national ...", "Etudes de démographie régionale", Série Régions, Collections de l'I.N.S.E.E., n° 4, sept. 1970, p. 11 et suivantes commentant les tableaux des recensements de 1954-1962 et 1968 concernant l'évolution de l'emploi dans les régions.

3 - BERTRAND (Y.) in Bulletin de conjoncture régionale : "Les enquêtes d'attraction urbaine : leur rapport dans l'analyse de la diffusion spatiale des effets de l'expansion. Une application à l'expansion loudéacienne", n° 4, 1967, 18 pages.

compenser les pertes d'actifs agricoles. L'opposition entre l'armor et l'argosat quant au déclin démographique se trouve donc confirmée en ce qui concerne l'emploi. D'une façon générale la répartition de la densité de la population active, ^{oppose l'armor} qui porte la plupart des actifs, à l'argosat.

- Le taux d'activité.

Le taux global d'activité des Côtes-du-Nord est légèrement inférieur à celui de la Bretagne, bien sûr, à celui de la France. C'est là, la marque du vieillissement du département, et aussi, le fait de la présence de nombreux jeunes non encore engagés sur le marché du travail.

LE POURCENTAGE D'ACTIFS PAR RAPPORT A LA POPULATION TOTALE EN 1968 et 1975						
	Hommes		Femmes		Total	
	1968	1975	1968	1975	1968	1975
Côtes-du-Nord	52,6	49	29,6	28,4	40,6	38,4
Bretagne	53	50	29,6	29,5	40,9	39,4
France	54,8	52,9	28	30,2	41,1	41,4
Saint-Brieuc	50,8	50,1	30,4	35,1	39,9	42,1
Brest	50,3	50,1	20,1	24,2	34,4	36,6
Rennes	51,5	50,9	32,4	37,6	41,3	43,9
Quimper	51	50,3	32,2	35,3	41	42,4

Tableau n° 17 .

Sources : I. N. S. E. E.

Le vieillissement est marqué sur le littoral. Dans les zones presque exclusivement rurales de l'intérieur, Sud-Est et Sud-Ouest, beaucoup de femmes sont considérées comme actives dans l'agriculture ; c'est ce qui gonfle les taux d'activité de ces cantons. Dans le Sud-Est un faible taux de scolarisation y renforce le taux d'activité. Dans le Sud-Ouest, au contraire, bien que les taux d'activité soient élevés, la scolarisation est poussée¹.

1 - JEGOUZO (G.), "Le destin scolaire et social des jeunes d'origine agricole. Enquêtes en Bretagne", I. N. R. A., 1972, 156 pages.

Si la population active des Côtes-du-Nord s'est stabilisée entre 1962 et 1968, son évolution interne n'est pas uniforme. On constate un glissement dans la structure professionnelle de la population active, du secteur primaire vers les secteurs secondaires et tertiaires.

EVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE AYANT UN EMPLOI, EN % ANNUEL : POUR 1954 - 1962 ¹ - 1962-68 ² et 1968-75 ³									
	Côtes-du-Nord			Bretagne			France		
	1	2	3	1	2	3	1	2	3
(pêche, agri., forêt) Primaire	-2,6	-2,9	-5,4	-2,7	-3,4	-5,2	-3,8	-3,4	-4,0
Secondaire	+0,2	+4,9	+3,1	+0,2	+3,7	+2,0	-1,0	+1,3	+1,0
Industrie	-1,1	+3,7	+5,7	+1,7	+2,6	+3,3	-2,9	+0,4	+1,5
Bâtiment et T.P.	+2,3	+6,4	x	+0,5	+5,4	-0,05	+0,6	+4,0	-0,2
Tertiaire	+1,1	+1,5	+2,4	+1,2	+2,1	+2,8	+1,4	+2,6	+2,3
TOTAL	+1,2	-0,09	-0,6	-2,1	+2,0	-0,08	+0,4	+0,1	+0,6

Tableau n° 18.

Sources : Recensements. (1975 : sondage au 1/5 - Résultats définitifs).
x : pas de changement.

Pour le secteur primaire, la diminution est inférieure à celle de la Bretagne et à celle de la France jusqu'à 1968. Le secteur secondaire a crû d'une façon remarquable, mais il est lié en partie au bâtiment et aux travaux publics qui ont été en pleine expansion, et il s'est ralenti entre 1968 et 1975. Le secteur industriel se développe à un rythme supérieur à celui de la Bretagne et encore plus à celui de la France, après avoir été très en retard dans le département. Ce rythme ne saurait pourtant faire illusion, étant parti de très bas. Le secteur tertiaire progresse, mais lentement. Cette évolution n'altère pas encore le caractère profondément rural de l'ensemble.

Parmi les catégories socio-professionnelles, ce sont les agriculteurs et les salariés agricoles qui ont le plus diminué de 1962 à 1968, - 17,7 % et - 31,3 % respectivement. Ces diminutions sont cependant inférieures à celles de la Bretagne et à celles de la France. Une des raisons

en est que les départs de l'agriculture ne sont pas excités par des offres d'emplois extra-agricoles importantes.

En définitive, avec 25,8 % d'agriculteurs et de salariés agricoles parmi les actifs ayant un emploi en 1975 les Côtes-du-Nord demeurent un département avant tout agricole, encore fortement marqué par son caractère traditionnel.

b) L'argot agricole.

Si dans l'ensemble, les Côtes-du-Nord présentent un caractère encore profondément rural, ce secteur rural est en pleine évolution, du fait de la réduction récente et accélérée de ses effectifs : en 1954 on comptait 56 % d'actifs agricoles par rapport à la population active totale, en 1962, 49 % ; en 1968, 40 % et, donc, en 1975 ; 25,8 %. La diminution des effectifs de populations agricoles, par sorties d'éléments jeunes le plus souvent, entraîne des modifications dans la composition des groupes d'âges, en général dans le sens d'un vieillissement. Cette évolution a coïncidé entre 1962 et 1968 avec le début de l'industrialisation du département, mais elle y a été plus lente qu'ailleurs.

L'évolution de la population active agricole et de la population active non-agricole dans les Côtes-du-Nord se fait en sens inverse.

EVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE AGRICOLE ET DE LA POPULATION ACTIVE NON-AGRICOLE DES COTES-DU-NORD								
	1954		1962		1968		1975	
	Valeurs absolues	%	Valeurs absolues	%	Valeurs absolues	%	Valeurs absolues	%
Population act. agricole	128 159	56,2	101 399	49,2	83 536	40,5	51 845	25,8
Population act. non-agricole	99 854	43,8	104 573	50,8	112 416	50,9	149 415	74,2
Population act. TOTALE	228 003	100	205 972	100	205 952	100	201 260	100

Tableau n° 19

Sources : Recensements. (1975 : sondage au 1/5 - Résultats définitifs).

La baisse globale des actifs agricoles affecte les deux sexes, avec une prépondérance pour les femmes, mais celles qui restent à la terre tiennent souvent un rôle essentiel dans l'exploitation rénovée. Elles sont à part entière dans le travail des ateliers d'élevage les plus modernes, y remplissent des fonctions déterminées et essentielles qui ne sont pas seulement celles de la comptabilité. Ces maîtresses femmes, on les trouve en particulier dans le Penthièvre et, d'une façon générale, dans les secteurs de pointe de l'élevage.

EVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE AGRICOLE PAR SEXE								
	HOMMES				FEMMES			
	Côtes-du-Nord		Bretagne	France	Côtes-du-Nord		Bretagne	France
		% an				% an		
1954-62	- 14 543	- 2,4	- 2,5	- 2,8	- 12 217	- 2,9	- 3,0	- 3,6
1962-68	- 13 140	- 3,6	- 3,8	- 3,4	- 4 723	- 1,9	- 3,2	- 3,7
1968-75	- 15 489	- 5,6	- 5,8	- 4,4	- 15 588	- 8,0	- 7,0	- 5,5

Tableau n° 20

Sources : I. N. S. E. E. - RGP.

Comme partout la diminution des actifs agricoles a d'abord affecté les catégories les moins favorisées : aides familiaux et salariés. De 1954 à 1962 les aides familiaux entraient pour 63,6 % dans l'ensemble de la baisse des actifs agricoles du département. De 1962 à 1968 le départ de ces catégories se poursuit mais ce sont les chefs d'exploitations dont le rythme s'accélère. De - 1,1 % par an entre 1954 et 1962, ils évoluent à - 2,4 % entre 1962 et 1968. L'indemnité Viagère de Départ produisait là ses effets, affectant de façon inégale le département¹ ; nous le verrons plus loin.

Ainsi, la répartition des catégories d'actifs agricoles se trouve modifiée, mais le caractère familial de l'agriculture dans le département demeure. L'évolution des différentes catégories d'actifs varie d'une région à l'autre à l'intérieur des Côtes-du-Nord.

1 - ROSTREN (M.), "L'I. V. D. et son influence sur les structures des exploitations agricoles de la région de Lannion", m. de m., Rennes 1971.

EVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE AGRICOLE DES COTES-DU-NORD PAR STATUT ENTRE 1954 ET 1975												
1954-1962					1962-1968				1968-1975			
	Hommes	Femmes	Total		Hommes	Femmes	Total		Hommes	Femmes	Total	
			Valeurs absolues	% an			Valeurs absolues	% an			Valeurs absolues	% an
Indépendants	- 2 433	- 1 741	- 4 174	- 1,1	- 4 832	- 1 519	- 6 351	- 2,4	- 7 011	+	- 6 954	- 2,4
Aides familiaux	- 8 286	- 8 750	- 17 036	- 3,4	- 4 740	- 2 621	- 7 361	- 2,7	- 5 582	-15 332	- 20 914	- 6,8
Salariés	- 3 824	- 1 726	- 5 550	- 3,8	- 3 568	- 583	- 4 151	- 3,8	- 2 896	- 313	- 3 203	- 4,9
TOTAL	-14 543	- 12 217	- 26 760	- 2,6	- 13 140	- 4 723	-17 863	- 2,9	- 15 489	-15 588	- 31 077	- 4,6

Tableau n° 21.

Sources : I.N.S.E.E. - RGP.

Dans l'Ouest et le Sud-Ouest du département les aides familiaux ont diminué fortement. Par contre, autour de Saint-Brieuc, dans le contexte d'une culture intensive, dans le Penthhièvre où la restructuration de l'élevage est acquise, les enfants peuvent rester sur l'exploitation, à moins que le grignotage de l'urbanisation des campagnes oblige à déplacer l'exploitation¹.

D'une façon générale, sur toute la côte, les campagnes sont mangées peu à peu par les résidences secondaires ou principales. Le littoral est en proie aux constructions. La carte du bâti sur la côte d'après le service de l'aménagement régional du littoral breton le prouve, pour la période récente². Les secteurs où les chefs d'exploitations se maintiennent bien sont ceux qui se trouvent éloignés des sites d'intérêt touristique ou urbain importants et où l'agriculture est rentable : le Penthhièvre intérieur en est l'exemple.

La diminution de la population active agricole varie donc selon la catégorie et selon les cantons, mais elle est générale. Mais pour finir, et en contradiction avec tous les faits que nous venons de décrire, se dessine dans les Côtes-du-Nord une espèce de retour à la terre, de la part d'individus venant de milieux non agricoles, et même, la plupart du temps, urbains. Nous avons essayé de cerner ce mouvement à partir d'observations ponctuelles que nous avons faites ici et là au hasard de la fréquentation de notre champ d'étude. En nombre, après enquête auprès des organismes agricoles et des mairies, ces installations d'agriculture d'un nouveau style ne pèsent pas lourd dans les exploitations, mais elles sont un signe à la fois des temps et aussi du relèvement du niveau de vie des agriculteurs. A titre d'illustration signalons ce conseiller agricole de 38 ans qui en 1971 a décidé de se faire éleveur de porcs. Sans terre et avec très peu d'argent, il a commencé par acheter de mauvaises landes à Saint-Aaron et il a bâti dessus une procherie de 1 000 places, de ses

1 - A Langueux la réduction des surfaces cultivées s'opère sous les yeux : les exemples sont flagrants. La carte de localisation des constructions pour résidences principales montre la disparition progressive des champs. De 1962 à 1972 le taux d'évolution des résidences principales a été de 133 %. Il y a plus fort : 136 % sur la commune de Plérin, 198 sur celle de Ploufragan, 253 sur celle de Trégueux.

2 - "Schéma d'aménagement du littoral breton", dossier, déc. 1973 (10 cartes au 1/250 000e) non publié. Voir aussi PHILIPPONNEAU (M.), "Déboul Bretagne", op. cit. : La carte de l'augmentation du nombre d'immeubles de 1954 à 1968, p. 447.

propres mains, avec l'aide d'un ouvrier noir. Six mois après, les porcs étaient sur place, achetés avec l'aide d'emprunt au Crédit Agricole à faible taux. En 1974 (janvier) cet agriculteur, évidemment d'un niveau technique peu courant, mais surtout acharné au travail, et, par surcroît, doué pour le soin des bêtes qu'il pique et, mieux, opère lui-même, cet agriculteur de fraîche date a 2 500 porcs logés. Il a acheté une maison à Saint-Brieuc, dans le quartier Saint-Michel - le plus cher de la ville -. Précisons que sa femme ne réside pas sur l'exploitation, et lui non plus d'ailleurs, et qu'aucun aide salarié ne lui prête concours. Deux seuls points noirs : il voudrait s'étendre, acheter des terres autour de sa "ferme" primitive ; ses voisins, tout en l'admirant et le consultant à l'occasion, le jalourent. D'autre part se pose le problème du li-sier : avec ses 2 500 porcs logés il lui faudrait acquérir ce surplus de terre de toute urgence. Ajoutons que l'éleveur de porcs envisage de monter une écurie de chevaux de course. C'est l'agriculteur débordant d'activité, de rendement et d'argent. Un cas unique ? non. Un cas qui bouleverse les schémas de réflexion dans un secteur pourtant déjà bien secoué par l'explosion des structures autour de Lamballe.

Conclusion.

Le caractère profondément agricole de l'argot fait qu'il vieillit par lui-même plus vite que l'armor.

Entre 1954 et 1975 la population des actifs agricoles a vieilli : les moins de 30 ans sont passés de 31,5 % en 1954 à 13,4.

EVOLUTION DE LA COMPOSITION PAR AGE DE LA POPULATION ACTIVE AGRICOLE DES COTES-DU-NORD de 1954 à 1975

	1954	1962	1968	1975
15 - 19 ans	10,5	6,4	5,4	2,1
20 - 29	21,0	13,0	9,8	11,3
30 - 39	15,4	21,5	19,1	14,1
40 - 49	20,9	18,1	27,4	31,5
50 - 59	20,2	24,0	20,8	29,3
60 et +	12,0	17,0	17,5	11,7

Tableau n° 22 .

N.B. : Pour 1975 il s'agit des 17-19 ans.

Sources : I.N.S.E.E. - RGP.

La catégorie professionnelle la plus affectée par le phénomène est celle des chefs d'exploitation dont le problème de la succession est posé.

L'évolution générale de la population active agricole vers un vieillissement est loin d'être uniforme à travers le département. La part des moins de 30 ans parmi les actifs agricoles masculins, a diminué le plus fortement à l'Ouest et dans le Sud-Ouest des Côtes-du-Nord, là où la baisse des aides familiaux a été très forte. Dans l'Est du département le moindre vieillissement s'explique par une situation agricole plus favorable. Le dépérissement des forces vives de l'agriculture dans les Côtes-du-Nord affecte tout spécialement la moitié occidentale, la bretonnante.

C) La toile de fond très lâche du secondaire et du tertiaire dans l'ensemble des Côtes-du-Nord.

Les agriculteurs sont de moins en moins nombreux. Ceux qui partent jeunes ont à se reconvertir dans la force de l'âge. Trouvent-ils des emplois dans les secteurs secondaire et tertiaire ? C'est là le vœu des mutants et un thème récurrent de réclamation chez les responsables syndicaux et politiques.

Les Côtes-du-Nord sont restées presque exclusivement agricoles jusqu'à il y a environ quinze ans¹. Le développement industriel amorcé n'a pas changé fondamentalement le caractère rural, du fait de l'éloignement des grands centres industriels français, ou européens, et du manque de ressources naturelles.

Les actifs du secteur secondaire se trouvent dans les villes ou à proximité : Saint-Brieuc, Dinan, Loudéac, Guingamp et Lannion, Perros-Guirec. Ailleurs, c'est presque le vide, avec moins de 10 %, voire moins de 5 % de population active dans l'industrie. A l'exception de Loudéac, l'argot

1 - La Bretagne dans son ensemble est la région française la moins industrialisée de France : la part du secteur industriel dans la totalité des emplois en 1968 représentait de 25 à 29,9 %. A l'échelon de la Communauté Européenne ce taux ne se retrouve qu'en Italie du Sud, dans la Pouille. Voir "L'évolution de l'emploi dans les pays du marché commun de 1958 à 1970" dans "Problèmes économiques", La documentation française, n° 1 313, 7 mars 1973 reprenant l'étude de Robert SALAIS publiée dans "Economie et Statistiques", n° de janvier 1973.

n'a pas d'industrie. Le secteur secondaire intéresse donc les villes et la côte.

La vague de décentralisation industrielle a commencé en 1962-64 pour Saint-Brieuc, Guingamp, Lannion et Loudéac. Ce mouvement reçut ensuite un coup d'arrêt avec la publication du schéma directeur de la Région Parisienne qui prévoyait l'extension de Paris¹. A partir de 1965 également, les efforts de l'Etat se portant surtout sur les régions déjà industrialisées, Lorraine, Nord, ou Méditerranée, la décentralisation en Bretagne se trouve ralentie. La carte de la décentralisation industrielle et des agglomérations de plus de 2 500 habitants de 1951 à 1972 en France montre l'importance relative des pourcentages d'emplois et d'établissements créés dans les agglomérations par rapport à leur département, en Bretagne, et dans les Côtes-du-Nord en particulier². Ainsi, malgré le freinage à l'industrialisation, le secteur secondaire se développe entre 1962 et 1968 avec la création de 1 465 emplois par an dont 683 dans l'industrie et 782 dans le bâtiment et les travaux publics. La place du secteur secondaire dans la population active du département a donc progressé ^{passant} de 15,6 % en 1954 à 22,9 % en 1968 et à 38,10 % en 1975 (presque la moyenne nationale)

- Les créations d'emplois entre 1954 et aujourd'hui.

Dans notre département les implantations industrielles les plus importantes se sont faites entre 1962 et 1965-1966, notamment à Lannion : usines électroniques, et à Loudéac : Olida³. A partir de 1964 de nombreuses fermetures se produisent : celles d'abattoirs de volailles en faillite, de commerce d'œufs de la région de Guingamp⁴, ou même de fonderie : telles les Fonderies du Trégor supprimant 135 emplois. Les statistiques ne tiennent pas

-
- 1 - BEAUJEU-GARNIER (J.), Communication au Congrès de Géographie Appliquée, Rennes 1971 : "Géographie et perspectives à long terme", Coconnier, Sablé 1972 ; 465 p. ; p. 321 à 332 : "Les perspectives futures de l'agglomération parisienne".
 - 2 - Tout en classant le département des Côtes-du-Nord parmi les plus déshérités, Th. St JULIEN conclut que "ces départements (dans lesquels entre celui des Côtes-du-Nord) ne sont pas restés à l'écart des flux nouveaux d'industrialisation" ; voir "La décentralisation industrielle en France : industrialisation régionale et espace d'accueil", Analyse de l'espace, chh. n° 1, 1974, p. 118.
 - 3 - Tableau de la répartition par branches d'activité des établissements industriels créés entre 1954 et 1969 dans les Côtes-du-Nord (voir plus loin).
 - 4 - Une des fermetures les plus remarquées a été celle de Franc-Poulet à Guingamp en 1965.

compte des entreprises de moins de dix salariés. Les fermetures sont donc encore plus importantes qu'il ne paraît.

De 1954 à 1969, 50 établissements nouveaux - et encore existant à la fin de 1969 - se sont implantés dans les Côtes-du-Nord sur les 416 apparus en Bretagne. La moitié d'entre eux correspondent à des décentralisations, et, en effectifs, ces créations sont les plus importantes. Elles ont fourni 4 733 emplois sur les 6 652 créés. Entreprises décentralisées et créations d'origine locale n'ont pas apporté le même genre d'emploi. Les établissements venus de l'extérieur ont fourni surtout des emplois féminins, dans l'habillement et l'électronique notamment, tandis que les initiatives locales ont offert des possibilités de travail de préférence aux hommes¹.

En résumé, dans l'industrialisation des Côtes-du-Nord, le rôle primordial est revenu aux apports extérieurs et ceux-ci ont contribué à fixer la population féminine, mais dans un registre de qualification et de salaire souvent très peu élevé². D'autre part, les actifs du secondaire se trouvent essentiellement sur le littoral.

-
- 1 - La majorité des nouveaux établissements (créés entre 1954 et 1969 dans les Côtes-du-Nord appartiennent au secteur secondaire, 45 sur 50 (50 établissements créés entre 1954 et 1969 et subsistants au 31-12-1969). Les branches d'activité sont essentiellement la construction électrique et électronique, les industries agro-alimentaires, la chimie et le caoutchouc.
 - 2 - D'une façon générale en Bretagne les demandes d'emploi non satisfaites concernent le personnel spécialisé ou qualifié et les agents et cadres, et davantage les hommes que les femmes. De la fin mars 1971 à la fin décembre 1971 sur 41 124 demandes non satisfaites, il y en a eu 23 755 émanant du sexe masculin et 17 369 émanant du sexe féminin, et 11 604 pour des places de manœuvre, et toutes les autres pour des emplois de niveau supérieur. D'après "Analyse de la situation de l'emploi en 1971" par l'Echelon Régional de l'Emploi de Rennes. Selon la même source, la couverture des emplois demandés par les emplois offerts pour les Côtes-du-Nord est largement excédentaire : en 1971 on enregistrait 12 900 demandes pour 7 600 offres d'emplois pour la catégorie 1. En 1972 et 1973 la tendance est restée la même : 13 000 demandes d'emplois enregistrées pour chacune des deux années et 8 200 et 8 500 offres d'emplois enregistrées successivement.

- Les créations industrielles intéressent principalement trois branches d'activité qui se développent dans les villes.

La construction électrique et la chimie arrivent au premier rang dans la zone Guingamp-Lannion. Il s'agit d'établissements décentralisés.

L'agro-alimentaire prolifère dans le département : 14 établissements nouveaux, dont 9 d'origine interne, entre 1954 et 1969, pour 1 448 emplois au total.

La chimie et le caoutchouc sont l'affaire du Joint Français implanté à Saint-Brieuc, en 1962, pour 987 emplois¹ en 1972.

D'autres branches d'activité ont progressé, telles celles des industries mécaniques, textiles et de l'habillement, la plupart décentralisées également. Par contre, le bâtiment et les travaux publics ne s'étendent pas par création, mais par agrandissement interne. Pour le tertiaire, le développement résulte de l'apparition des magasins à grandes surfaces à Saint-Brieuc, en attendant de le faire à Guingamp et Dinan. Toutes ces implantations se sont faites dans le cadre urbain existant : à Saint-Brieuc, Guingamp, Lannion, Dinan, sauf à Loudéac où les structures d'accueil ont été mises en place à l'arrivée d'Olida par la volonté de la municipalité.

Parmi les centres, c'est Lannion qui a tiré le plus grand profit de la décentralisation. Le C.N.E.T.² installé en 1961 a entraîné la création d'usines électroniques, SOCOTEL³ et SLE⁴ dès 1961, LTT⁵ et TREL⁶ en 1965, et LMT⁷ en 1967. Ainsi, en 1970 on comptait 2 007 personnes dans la branche électrique et électronique. Toute la région s'est ressentie de ces implantations.

Guingamp a bénéficié d'implantations à un moindre degré - entre 1954 et 1969 -. Sa principale usine A.O.I.P. (Assoc. des ouvriers en instruments de précision) emploie 571 personnes au 1-1-1970 dont 473 femmes.

-
- 1 - PHILIPPONNEAU (M.), "Au Joint Français, les ouvriers bretons", P.U.B. 1972, 135 p. Voir p. 22, graphique de l'évolution de l'effectif du Joint Français".
 - 2 - Centre National d'Etudes des Télécommunications.
 - 3 - Société Mixte Commutation et Télécommunication.
 - 4 - Société Lannionnaise d'Electronique.
 - 5 - Société des Lignes télégraphiques et téléphoniques.
 - 6 - Société Trégor Electronique.
 - 7 - Le Matériel Téléphonique.

La vocation électronique de cette ville est moins exclusive que celle de Lannion. Guingamp possède surtout de petites entreprises agro-alimentaires : Cofranic (35 ouvriers), Hens Cargyll (50) qui fabriquent de l'aliment pour le bétail ; Layton (30) qui conditionn^{ait} les œufs, Chouissa (47) qui travaille les boyaux.

C'est à Loudéac que l'implantation industrielle a pris tout son sens. Alors qu'à Saint-Brieuc, Guingamp et Dinan les effets en sont relativement limités, à Loudéac, la vie locale, en a été transformée. Alors que M. Gautier¹ qualifiait Loudéac de "gros bourg" et que M. Phlipponneau² y appelait l'industrialisation, Loudéac en 1960 était encore un bourg paisible et rural. Il n'y avait guère de différence alors entre elle et Rostrenen, Mur-de-Bretagne ou Moncontour. L'installation d'une usine d'aliments du bétail, Duquesne-Purina en 1961, à l'initiative de la mairie (du maire lui-même) vint réveiller la petite ville endormie. Lorsque le maire parvient à faire venir Olida en 1965 pour transformer la viande de porc dans une région de production traditionnelle et renouvelée, c'est le coup d'envoi pour une destinée qui fait envie dans le Centre Bretagne. La même année, la création d'une usine de boîtes en fer blanc pour Olida, l'usine "Marchand et Meunier", donnait un air de complexe industriel, dès le début, au morceau de bocage transformé en zone industrielle.

A Saint-Brieuc les implantations n'ont pas revêtu l'importance que les structures d'accueil et les efforts consentis par la municipalité étaient en mesure d'attendre. La création la plus importante notamment, "le Joint Français", n'a pas réalisé l'expansion prévue pour lui-même, ni produit d'effet d'entraînement autour de lui. Les implantations réalisées intéressent des secteurs d'activité tout autres : matériaux de construction : Centribéton (123 ouvriers) ; alimentation en gros : établissement Promodès ; salaisonneries : Le Pape ; et, hors de la ville-même : Néolait à Yffiniac (359 ouvriers). La SABEM à Trémuson fabrique des caravanes (268 ouvriers). En tout 2 000 emplois ont été créés seulement.

1 - GAUTIER (M.), "La Bretagne Centrale", op. cit., p. 296.

2 - PHLIPPONNEAU (M.), "Inventaire des possibilités d'implantations industrielles en Bretagne", Oberthur, Rennes 1956, 163 p. ; p. 153.

Avec son éventail assez largement ouvert aux différentes branches de l'industrie, de l'agro-alimentaire à la construction mécanique, Saint-Brieuc occupe une position intermédiaire entre Loudéac dont l'activité est axée sur la transformation des produits alimentaires, et Dinan où les emplois nouveaux ont eu trait essentiellement à la construction mécanique.

A Dinan 800 emplois nouveaux sont intervenus en 1961 dont 207 (chiffres au 1-1-1970) pour l'usine Duyckoff décentralisée et intéressant des hommes uniquement, dans la mécanique lourde. Les autres emplois créés proviennent de la fabrique de bâtiments industrialisés (325 personnes à la SGCI), de scieries mécaniques : société Alligator, ou d'atelier de mécanique : Armor-Meca.

Le développement des activités du Secondaire est aussi le fait de petits centres, souvent chef-lieu de canton, dont la répartition à l'intérieur du département nuance fortement la carte du dynamisme industriel, au profit de l'argocat.

D'une façon générale, les industries traditionnelles sont en déclin, dans le textile, le cuir, et, à un moindre degré, dans les papiers et cartons. L'implantation de quelques établissements décentralisés à Dinan a légèrement freiné cette évolution, sans en éviter toujours les déboires.

Au contraire, l'agro-alimentaire connaît un véritable boom depuis 1960. Les industries électriques et électroniques constituent l'autre pôle de développement industriel des Côtes-du-Nord.

Les actifs employés dans l'industrie et dans le bâtiment et les travaux publics montrent les progrès de l'industrie dans les cantons de Saint-Brieuc,

Le dynamisme ponctuel du secteur industriel et celui mieux réparti du bâtiment et des travaux publics montre la vitalité nuancée du département. Pour apprécier son degré de fragilité, ou de solidité, il convient d'examiner son environnement, son niveau de vie, c'est-à-dire : le secteur tertiaire.

D) Le Tertiaire : une spécificité littorale remise en question.

Dans l'ensemble du département le secteur tertiaire occupe la seconde place après l'agriculture dans la population active. En 1975 il employait 46,4 % des actifs, pour 51,8 % en France. Les Côtes-du-Nord n'ont donc pas atteint le stade post-industriel vers lequel la France s'achemine¹.

- Le tertiaire est récent. Il intéresse surtout Saint-Brieuc et l'armor.

Ce pourcentage du tertiaire déjà fort dans les Côtes-du-Nord est pourtant très récent. En 1954 il n'était que de 26,8 % et il était le fait uniquement de l'armor. Aujourd'hui sur le littoral plusieurs cantons comptent plus de 50 % de population active dans le tertiaire. A Saint-Brieuc la fonction administrative est très développée et l'attraction commerciale²⁻³ a été accrue par la création de deux hypermarchés en 1969.

A Lannion les actifs du CNET comptabilisés dans le tertiaire gonflent un peu le pourcentage. Sur le littoral, le tourisme et les services que requiert la présence des retraités expliquent l'importance du tertiaire. Dans l'intérieur, quelques pôles seulement se dégagent : Rostrenen, à cause de ses foires aux bestiaux ; Plouguernevel du canton de Rostrenen, à cause de son hôpital psychiatrique, Loudéac où le développement du tertiaire est lié à celui de l'industrie ...

La répartition actuelle du secteur tertiaire résulte d'une évolution toute récente et souvent contradictoire d'un canton à l'autre, même proche. La progression a été générale entre 1954 et 1962, sauf sur la côte à cause de la régression des transports maritimes : Perros et Paimpol étaient particulièrement touchés à ce moment-là. Cette progression se faisait au profit des

-
- 1 - Voir MONOD (J.), "La décentralisation tertiaire", dans la Revue politique et parlementaire, décembre 1972. Article reproduit dans "Problèmes économiques", La documentation française, 14 février 1973, p. 15 à 18 ; article d'après lequel d'ici moins de 1) ans un emploi sur 2 en France sera occupé dans le secteur tertiaire.
 - 2 - Bulletin n° 1 (1965) : CREFE - Centre Régional d'Etudes et de formation économique, "Les zones d'attraction commerciale dans les Côtes-du-Nord", par BELLEC (P.).
 - 3 - Dans son ensemble et jusqu'à 1968, la Région Bretagne occupe relativement moins d'individus dans les différentes catégories de commerces que la France. Voir "Les prévisions d'emplois dans les commerces en Bretagne", par BLEHER (J. E.) in "Bulletin de conjoncture Régionale", n° 3, 1972.

grands centres et au détriment des petits qui en étaient proches : par exemple Saint-Brieuc se développait et Châtelaudren régressait, de même Guingamp par rapport à Bourbriac, Dinan par rapport à Elélan et Caulnes. Les chefs-lieux de cantons se vidaient de leurs services au profit des vraies villes. De 1962 à 1968 la diminution s'accélère sur le littoral, du fait de la réduction des effectifs de la marine, mais aussi de celle des services privés, des transports. Dans quelle mesure exacte se fait cette diminution des effectifs du secteur tertiaire ? Il nous aurait fallu des statistiques sur la main-d'œuvre saisonnière, des chiffres d'affaires réalisés pendant la saison par des établissements permanents ou temporaires, sur les bénéfices des locations non déclarées le plus souvent ... Il n'en reste pas moins vrai que le tourisme a du mal à vivifier l'économie du littoral parce que la saison est courte, parce que ce tourisme est souvent plus familial que de haut niveau financier, parce que les vacanciers s'approvisionnent volontiers dans les grands magasins des plus grandes villes ... Comme les actifs agricoles locaux diminuent, leurs besoins personnels en services locaux ne justifient pas le maintien du tertiaire. Dans la zone intérieure qui n'a pas, ou pas encore, une activité touristique importante, exception faite de la petite région de Mur-de-Bretagne - Guerlédan, la diminution du secteur tertiaire est encore plus grande.

Finalement, le tertiaire ne progresse que dans les zones urbaines. L'armor en tant qu'espace littoral n'est pas capable de le retenir ou de le promouvoir¹. Dans l'ensemble, l'attraction de Saint-Brieuc est la plus forte. Cette attraction s'exerce jusqu'aux communes voisines de Loudéac² en ce qui concerne les biens alimentaires par exemple, Loudéac même joue un rôle

-
- 1 - Voir dans BEAUJEU-GARNIER (J.), "Les villes et leurs fonctions" dans "Expansion régionale", n° 60, 1-6-1972. Titre d'un chapitre : "la ville, ferment régional" développant le thème de la ville, noyau dans un tissu.
- 2 - "Loudéac : un foyer de développement en Bretagne Centrale", CREFE 1967, 1er trimestre par Y. BERTRAND et "Les enquêtes d'attraction urbaine : leur rapport dans l'analyse de la diffusion des effets de l'expansion : une application à l'expansion loudéacienne" par Y. BERTRAND, attaché de recherche au C.N.R.S. dans le "Bulletin de conjoncture régionale", n° 4, 1967 et GAUTIER (M.), "Loudéac", Pen ar bed, 1966, n° 44, p. 169 à 174 et m. de m. de SOHIER (G.), 1968, LEBRANCHU (M.), 1970. La chambre de commerce a une étude en cours sur le commerce loudéacien : "radioscopie du commerce de Loudéac" (mars 1973) à base d'enquêtes : 107 questionnaires ont été remplis sur les 120 distribués.

local très inférieur à celui de Saint-Brieuc¹, mais très supérieur à celui des chefs-lieux de cantons proches. Ainsi le tertiaire est en relation directe avec l'importance des villes, la plus grande du département rayonnant jusqu'aux confins du département et les petites, comme Loudéac, influençant l'évolution des communes voisines.

L'exemple de Saint-Caradec illustre cette idée. C'est parce que Saint-Caradec est tout proche de Loudéac - les deux communes se touchent - qu'^{elle} se modernise. Pour éviter de voir ses jeunes ménages qui vont travailler à Loudéac s'installer au chef-lieu de canton, Saint-Caradec a réalisé deux lotissements, et un troisième est en cours (en 1973-74). La petite agglomération a l'eau courante, le tout-à-l'égout, une station d'épuration et l'éclairage public. Saint-Caradec emploie 250 salariés dans deux tueries de dindes et une fabrique de carrosserie pour camions de transport d'aliment du bétail. Pour inciter les habitants à demeurer dans le petit bourg, la municipalité vend le terrain deux ou trois fois moins cher qu'à Loudéac, et veille à moins augmenter ses centimes additionnels que le chef-lieu de canton. Les lotissements sont donc peuplés pour un tiers de travailleurs en usine à Loudéac et pour deux tiers à Saint-Caradec². Loudéac exerce donc une influence stimulante sur ses communes voisines. Toutefois, la partie n'est pas jouée : la petite usine de carrosserie se demande si elle ne va pas se déplacer à Loudéac pour des questions de commodités de travail : proximité de la gare... Le rôle de relais que peut tenir une petite ville - telle Loudéac - dans l'industrialisation de département semble difficile.

Conclusion.

La typologie cantonale de la population active fait ressortir un argoat agricole et un armor aux activités plus diversifiées où les secteurs secondaire et tertiaire l'emportent.

Cette opposition de l'intérieur et de la côte s'est renforcée récemment, comme le montrent les deux cartes de 1954 et 1968. D'une carte à l'autre, se dégagent les effets de l'implantation industrielle à Lannion et

1 - "Loudéac, centre commercial", enquête de la Chambre de Commerce et d'Industrie des Côtes-du-Nord", 70 p. ronéotées, avril 1973.

2 - Situation de 1973.

Loudéac, en même temps que transparait la diminution générale des actifs agricoles.

Dans quelle mesure la libération des emplois dans l'agriculture a-t-elle profité aux autres secteurs d'activité ? Théoriquement il aurait dû y avoir un transfert de l'une aux autres. En fait, nous avons vu que les nouvelles entreprises se sont fixées dans quelques centres bien déterminés. Il existe donc des régions où le déclin de l'agriculture n'a été relayé par aucune autre activité. Bien pire, les actifs du secondaire au service des ruraux ont pâti des pertes des populations agricoles sauf dans les chefs-lieux de canton. Pour saisir les relations qui peuvent exister entre l'évolution des actifs agricoles, et celles des autres catégories d'actifs nous disposons des données I. N. S. E. E. et de celles de la Chambre des Métiers concernant l'artisanat. Des enquêtes directes ont complété, ça et là, les sources officielles et celles de la profession.

Dans cette recherche, il convient de ne pas considérer les cantons possédant déjà une agglomération urbaine en 1954, c'est-à-dire ceux de Dinan, Etables, Guingamp, Lamballe, Lannion, Loudéac, Paimpol, Perros, Pléneuf, Quintin, Saint-Brieuc et Tréguier, car, dans ces cantons, l'évolution des secteurs secondaire et tertiaire dépend, non de la population agricole locale mais de la ville. En 1968, les nouvelles communes urbaines le sont devenues grâce au développement du chef-lieu de canton, resté le plus souvent en relation étroite avec sa population rurale : tels Bégard, Callac, Ploubalay, Plouha, Quintin, Rostrenen.

De 1954 à 1962, le nombre des employés du tertiaire progresse là où la population rurale diminue. En effet, la population restante y est encore suffisamment nombreuse quand même pour être desservie, et son équipement, jusque-là très sommaire, progresse à cette époque, en ce qui concerne les C. E. G. notamment. Cependant, là où la diminution des actifs agricoles a été par trop grande, la part du secteur tertiaire reste faible : c'est le cas pour les cantons de Saint-Nicolas et de Belle-Isle-en-Terre...

Le secteur secondaire, lui, régresse partout parce que l'artisanat au service d'un système agricole traditionnel n'est pas en mesure de s'adapter au nouveau matériel agricole. Bourreliers, selliers, maréchaux-

ferrants et charrons ferment boutique. Le résultat est que les cantons les plus agricoles ont très peu d'artisans comme le montre la carte de leur répartition par canton. L'artisanat de fabrication disparaît tandis que la demande de services et le commerce augmentent¹.

De 1962 à 1968, la survie du secteur tertiaire a été liée à celle des actifs agricoles. Lorsque le nombre de ces derniers diminue trop, écoles et bureaux de postes disparaissent de la carte.

En même temps que les bourgs dépérissent, le chef-lieu de canton des régions qui sont en grande régression démographique devient lui-même un gros bourg tout simplement. L'exception est celle de Rostrenen qui, au cœur d'une zone de dépeuplement intense, voit son activité tertiaire grandir grâce au renouveau de ses foires de type traditionnel. À un moindre degré, Callac présente une évolution semblable. Pour Plouaret, le développement du tertiaire est à mettre en relation avec les progrès de la construction à Lannion. Le cas de La Chèze est similaire, par rapport à Loudéac.

En général, la courbe d'évolution des activités induites a donc suivi la diminution de la population active agricole. La clientèle rurale s'éclaircissant et demandant des produits et des services d'un type nouveau, l'artisanat rural traditionnel dépérit.

Le lien est lâche entre la perte d'emplois agricoles et la création d'emplois dans le secondaire et le tertiaire. Dans le cas du Joint Français à Saint-Brieuc : "contrairement à ce qu'on affirme souvent, l'origine directe de l'agriculture est assez rare"² dans le personnel de cette usine, a pu affirmer M. Philipponneau. L'argos n'est plus un réservoir de main-d'œuvre pour le secondaire et le tertiaire³.

1 - Voir le fichier mécanographique du Répertoire de la chambre des Métiers de Saint-Brieuc.

2 - PHILIPPONNEAU (M.), "Au Joint Français, les ouvriers bretons ...", P.U.B., 1972, p. 39.

3 - Cette conclusion est une réponse à la question que posait A. MEYNIER, au terme de son étude intitulée "Quelques études récentes de géographie urbaine dans l'Ouest", Norois 1964, p. 397 à 418 ; p. 417 : "La Bretagne manque-t-elle de main-d'œuvre ?".

Chapitre 2 : L'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE DES STRUCTURES ET LE TABEAU DE LA PRODUCTION AGRICOLE ACTUELLE.

A) L'aménagement d'ensemble des structures.

a) Le remembrement.

Les travaux d'aménagement foncier sont sans doute les plus visibles. En pays de bocage, le remembrement se signale tout de suite par un paysage plus ouvert, manifestement transformé, voire éventré ; les cicatrices mettent parfois longtemps à se résorber. Les tas de souches et de pierres rappellent quelquefois pendant des années que des talus ont été arasés là où s'étendent maintenant des parcelles ouvertes.

. Comment a été perçu le remembrement à ses débuts ?

Au 31 décembre 1977, dans les Côtes-du-Nord, 164 647 ha, soit environ 40 % de la superficie totale à remembrer sont remembrés ou en cours, ce qui situe le département, en Bretagne, derrière le Morbihan et proche du Finistère, dépassant nettement seulement l'Ille-et-Vilaine. On peut se demander le pourquoi de ce retard relatif des Côtes-du-Nord¹, qui, avant 1963, occupaient même le dernier rang. Certaines raisons de l'avance du Morbihan² et du Finistère nous aideront à mieux dégager celles de ce retard. Commencé en 1950, presque accidentellement, à la suite d'une redistribution de terrains occupés par les Allemands, le remembrement a pris, à ses débuts, des aspects radicaux : la commune de Saint-Barnabé offre un exemple presque complet d'arasement de talus. Le cas a-t-il déconcerté ? effrayé ? Il ne semble pas, puisque le canton de Corlay, assez proche, a réclamé le remembrement et l'a mené à 100 % de son territoire, dans les années suivantes. C'est l'époque où - de 1955 à 1967 - une frénésie d'ara-

1 - A. GUELLEC, "Le remembrement rural dans le département des Côtes-du-Nord", Norois, n° 70, 1971, p. 295-314.

2 - ROBIN (R.), "Le remembrement rural dans le Morbihan et ses conséquences", Thèse de 3e cycle, Université de Haute-Bretagne, 1972, 80 p. ronéotées.

sement de talus saisit les campagnes et où remembrement et arasement sont synonymes.

- L'arasement des talus.

Le fait que les arasements de talus aient été subventionnés hors remembrement, de 1955 à 1967¹, permet de connaître le kilométrage concerné : 20 000 km, mais il ne donne qu'une idée du phénomène, car les exploitants ont devancé l'incitation de l'Etat et, surtout, l'ont prolongée. La raison en est que le talus est alors perçu comme l'entrave à détruire, l'ennemi à abattre. Dans les années 50, la mécanisation cherche à se libérer du carcan que représente la haie plantée. Pendant ce temps, les pommiers épars dans les champs, en pays gallo, sont arrachés comme des gêneurs². Ainsi, on a arasé surtout dans le Sud-Est du département et dans le pays de Dinan, c'est-à-dire là où le remembrement a été peu sollicité, ou différé. Ces arasements apparaissent donc comme une compensation à l'opération connexe du remembrement, là où celui-ci justement avait du mal à se réaliser. C'est en somme cet aspect des travaux connexes au remembrement qui a le plus retenu l'attention de ceux qui ne demandaient pas le remembrement.

- La voirie.

Aux yeux de ceux qui sollicitaient le remembrement, l'amélioration de la voirie rurale avait tout autant d'attrait. Le besoin d'élargissement et de réfection des chemins est souvent à l'origine de la démarche des cultivateurs³. L'empierrement des chemins d'exploitation, et plus encore le goudronnage des chemins ruraux, a décidé de nombreux paysans et leurs femmes qui ont vu là le moyen de rendre propres les cours de fermes boueu-

-
- 1 - En application du décret n° 55-873 du 30-6-1965 dont l'article 1 prévoit : "la suppression de certains obstacles à l'utilisation rationnelle du sol" et son subventionnement jusqu'à 50 %.
 - 2 - L'arrachage des pommiers a été subventionné de 1956 à 1958, pour une première tranche et de 1963 à 1973 pour une seconde (dans les limites de l'Ouest : Bretagne, Normandie et Maine, dans les deux cas).
 - 3 - Comme à Pleubian où les moissonneuses-batteuses n'avaient pas pu accéder à certaines parcelles en juillet 1968.

ses¹. Est-ce un hasard si le remembrement intéresse surtout les régions schisteuses, le bassin de Corlay par exemple ? En Bretagne, les cultivateurs font grande différence entre les pays de schiste où la terre colle aux chaussures, - aux sabots, il y a 20 ou 30 ans - et les pays de granit où l'arène n'attache pas. Pour les exploitants, de bons chemins, cela signifie un gain de temps et de la peine en moins, un accès plus commode pour les camions qui livrent ou qui emportent la marchandise, au total, une vie de relation plus facile, renouvelée, qui retiendra l'héritier présomptif à la terre². Ajoutons que dans une commune remembrée, le rattachement de chaque village au bourg par un bon chemin, fait l'effet d'une restructuration de la vie sociale : les habitants se sentent beaucoup mieux reliés au chef-lieu, rattachés à lui, et non plus perdus dans l'immensité apparemment amorphe des champs. Il serait intéressant d'étudier ces effets psychologiques du remembrement, leur part dans le renouveau de l'organisation du travail en commun, dans le cadre des communes et dans celui des quartiers. L'ouverture des villages a-t-elle nui aux solidarités de fait qui ont longtemps existé³ en Bretagne aussi, même menues : prêt de petits matériels, services occasionnels ... formules en partie héritées et renouvelées de la clientèle des "pentys" ? Il ne le semble pas. Mais, par contre, la circulation plus aisée des machines et des hommes (en auto) a élargi le champ d'action des exploitants-entrepreneurs de battage, de labours ou de récolte de maïs. C'est dans le bocage le plus serré que les effets du remembrement se manifestent le plus fortement. Réalisé surtout en argoat dans les Côtes-du-Nord, il marque donc profondément le département. Les travaux connexes ont ainsi transformé da-

-
- 1 - S'il est des esprits assez épris de conservatisme et de la nostalgie de leurs jeunes années pour regretter les chemins creux et les abords des fermes impraticables l'hiver, qu'ils interrogent ceux qui se souviennent encore de la saveur de la boue dans laquelle ils sont si souvent tombés petits. Rassembler les témoignages que nous avons maintes fois recueillis sur le sujet ferait un livre.
 - 2 - Les bons chemins permettent de conduire aisément un tracteur important, élément de prestige pour le jeune paysan.
 - 3 - BRUNET (R.), "La notion de quartier rural", Bulletin de l'Association des Géographes français, n° 362-363, p. 115-123.

vantage les pays où le cloisonnement était traditionnellement plus grand et la vie de relation plus difficile¹. Tout s'est passé comme si l'armor, plus ouvert, n'avait pas éprouvé le besoin de faire tomber des barrières, parce que celles-ci n'existaient pas, ou peu. Le remembrement n'a pas été sollicité autour des villes, non plus, non pas parce qu'il y avait peu de cultivateurs à l'intérieur du périmètre d'influence urbaine, mais parce que l'étoile des voies de communications en faisait déjà des zones très pénétrées, par comparaison avec les espaces purement ruraux. Sur la carte du remembrement, le Trégor littoral autour de Lannion, le pays de Saint-Brieuc et celui de Dinan apparaissent en blanc. De ce point de vue, cette carte représente a contrario la tentative du monde paysan pour se désenclaver.

. Le remembrement lui-même : le besoin de rationalité.

Lorsque les plans de remembrement sont affichés en mairie, les exploitants ne songent pas d'abord aux travaux connexes que nous venons d'analyser : ils vont droit au but : ils recherchent leurs parcelles : ils se préoccupent de ce qu'est d'abord un remembrement : une nouvelle façon de répartir la terre, de la rassembler, dans le but de diminuer les allées et venues de la ferme aux champs, de favoriser la rentabilité du travail.

- La rentabilité.

Dès 1960, sur la commune de Pordic², on avait calculé que plus une parcelle est grande, moins le travail mécanique du cultivateur y revient cher. Par la suite, le fait est apparu évident³.

-
- 1 - Voir le chapitre sur les voies de communication et le chapitre sur le bocage.
 - 2 - Service du Génie Rural des Côtes-du-Nord : "Etude sur le remembrement à Pordic (Côtes-du-Nord)", 2 volumes ronéotés, 218 p. et 493 p. Vol. I, Rapport - annexes et cartes. Vol. II, Annexes. 1960-1961.
 - 3 - DENIEL (J.), "Le remembrement modifie-t-il la productivité de l'agriculteur ?", Revue "Géomètre", n° 6, 1973, p. 15-33. J. DENIEL, ingénieur agronome, alors directeur départemental de l'Agriculture du Finistère, après de savants calculs, conclut qu'il n'y a pas de différences significatives dans les performances laitières entre communes remembrées et communes non remembrées : les cas analysés sont pris dans le Finistère par couples de groupes de communes.

- La "pénibilité".

Les avantages du remembrement pour la rentabilité sont maintenant connus et ne font plus guère l'objet de réflexion ou de démonstration. Ce qui importe plutôt à l'heure actuelle, dans l'esprit des cultivateurs, c'est de s'épargner de la peine. La diminution de la "pénibilité" du travail passe par le remembrement. Plus les parcelles sont grandes, plus la machine est rentable et plus celle-ci peut être complexe et la tâche simplifiée, allégée. De la notion de rentabilité, on est passé ainsi à celle de "pénibilité". C'est dans les contrées remembrées que les revendications de la parité avec les gens des villes - parité non plus de revenus, mais dans des efforts physiques - sont les plus nettes, par exemple sur le plateau de Loudéac. La proximité d'une ville - même si elle n'est pas moyenne comme Loudéac - a pu faire mûrir cette nouvelle aspiration des paysans à ne plus être condamnés à payer de leur personne.

Ainsi, perçu différemment selon l'époque ou l'endroit, le remembrement demeure l'opération fondamentale d'amélioration des structures. Si, par les travaux connexes, il remanie bien le paysage "ce qui se voit"¹, il est aussi le signe, et à la fois la condition, d'un changement bien plus profond, celui des mentalités. C'est sans doute pourquoi ceux qui en regrettent les effets dans leur perception toute subjective des nouvelles campagnes devraient encore se lamenter beaucoup plus, puisque les "stabilités structurales" des paysages ruraux en sont ébranlées² et, au-delà, la stabilité intellectuelle. Peut-on alors lier le fait que les réalisations en matière de production les plus novatrices et les plus réussies se localisent dans l'argot des Côtes-du-Nord avec le fait du remembrement dans le département ? Le remembrement aurait fait éclore des possibilités et des positions économiques avec d'autant plus d'éclat qu'il intervenait dans des ambiances naguère plus fermées, plus figées, celles-mêmes qui font encore contraste aujourd'hui avec

1 - BRUNET (R.), "Analyse des paysages et sémiologie. Eléments pour un débat", l'Espace Géographique, n° 2, 1974, p. 120-126.

2 - Voir P. CLAVAL, "Géographie et sémiologie", l'Espace Géographique, n° 2 1974, p. 113-119 ; qui se demande si le goût pour l'étude des problèmes agraires n'a pas été "la marque d'une espèce de fascination pour les stabilités structurales souvent remarquables que les paysages ruraux offrent".

les espaces modèles¹ ? Il est difficile de mesurer exactement l'ampleur de cette rénovation, en dehors des critères de production, et toujours on peut citer des exemples authentiques de retard structurel et quantitatif à côté des percées mentales et économiques. L'armor des Côtes-du-Nord est en cela plus homogène que l'argosat, depuis longtemps plus évolué que ce dernier et souvent plus riche, en particulier en ses secteurs spécialisés dans les primeurs ; aussi ne porte-t-il pas les exploitations les plus grandes, ni les mieux équipées et garnies de bétail.

. La situation actuelle et les perspectives du remembrement (au 31-12-1977).

L'état actuel du remembrement dans les Côtes-du-Nord montre l'ampleur du travail qui reste à faire. Le remembrement n'y a pas été pourtant freiné par le manque d'intérêt et de sollicitation de la part des exploitants, mais plutôt par les délais techniques et les coûts des travaux.

Que coûte exactement un remembrement ? : en argosat (en pays de bocage) et en armor ?

- En argosat : l'exemple de Paule².

La commune de Paule dans le Sud-Ouest du département couvre 3 758 ha dont 3 025 ont été remembrés entre 1965 et 1968 (du 15 janvier 1965 au 10 septembre 1968). Le territoire est sis sur schiste, en bordure du massif granitique, mamelonné, drainé par des cours d'eau qui s'échappent vers la périphérie et notamment au Nord, vers le canal de Nantes à Brest. Au moment du remembrement, on dénombrait 593 propriétaires et 247 exploitants agricoles pour 3 873 parcelles cadastrales, et 1 704 flots de culture.

Après remembrement, pour 697 parcelles, on a effectué les travaux connexes suivants :

-
- 1 - Un exemple tout à fait significatif à cet égard est celui de la commune d'Ilifault qui présente une avance, sur les communes voisines, à tous les points de vue : charge en bétail, homogénéité des troupeaux, culture du maïs, caractère novateur des exploitations... Or Ilifault est la seule commune remembrée du canton de Merdrignac, canton officiellement dans la petite région du Comité d'action du Mené.
 - 2 - J. GUELLEC, "Le remembrement peut-il contribuer à la protection de la nature ?" in 'Génie Rural, revue de l'aménagement et de l'équipement du milieu rural', octobre 1971, n° 10, p. 533 à 540.

- chemins ruraux	9 335 m
- chemins d'exploitation	42 836 m
- arasement de talus	327 888 m
- fossés d'assainissement	41 743 m.

Les chemins d'exploitation ont été volontairement dessinés en cul-de-sac afin d'éviter la circulation automobile. La longueur réalisée à l'hectare est de 12 m, ce qui se situe dans la moyenne pour les Côtes-du-Nord.¹

La longueur des talus arasés a été de 100 m environ à l'hectare, et il en a été conservés 282 000 m soit 80 m à l'hectare, non compris les talus en bordure des routes nationales, départementales, ou communales. Le mailage n'a donc été qu'élargi : le bocage demeure, mais moins dense. 48 947 m de chemins creux ont été comblés et 19 124 m de vieux chemins dépierrés. Les dépenses pour les travaux connexes se sont élevés à 2 114 995 F, se décomposant ainsi :

- chemins ruraux	370 000 F
- chemins d'exploitation	1 115 000 F
- arasement de talus	449 996 F
- assainissement	129 909 F

Ces travaux ont été subventionnés par l'Etat (806 400 F) et le FEOGA (436 250 F). Le remembrement proprement dit intégralement pris en charge par l'Etat² a coûté 623 870 F. L'Etat et le FEOGA ont donc investi à l'hectare :

$$\frac{623\,870 + 806\,400 + 436\,250}{3\,325} = 561 \text{ F, et les propriétaires sup-}$$

portent des annuités de 15 F³.

- En pays proche de l'armor : l'exemple de Hénanbihen.

La commune de Hénanbihen est située dans le Penthièvre à 15 km de Lamballe sur le lourd plateau de schiste , à 60-70 m d'altitude. Elle cou-

-
- 1 - En 1968 la Direction Départementale de l'Agriculture avait constaté que la moyenne des chemins d'exploitation créés ou remis en état, dans le cadre du remembrement était, à l'époque, de 16,5 m par hectare, dans les Côtes-du-Nord, et les arasements de 135 m à l'hectare.
 - 2 - L'Etat a subventionné le remembrement proprement dit à 80 % jusqu'en 1967 et puis à 100 % à partir de là. Par contre, le plafond des taux de subvention pour les travaux connexes est passé au même moment de 80 à 70 %. Dans les pays de bocage ce changement a été plus lourdement ressenti qu' en paysage complètement ouvert.
 - 3 - Etant donné une subvention de l'Etat et les emprunts au Crédit Agricole par tranches à 3 % en 15 ans et à 5 % en 30 ans.

vre 3 165 ha et 3 074 ont été remembrés. La décision de la Commission départementale remonte à 1969. En surface totale et remembrée, Hénanbihen peut être comparée à Paule. Les opérations y sont presque contemporaines. Le nombre de propriétaires et celui des exploitants sont du même ordre : 571 propriétaires et 292 exploitants à Hénanbihen au moment des travaux. Le coefficient de réduction parcellaire est de 66 % à Hénanbihen et de 75 % à Paule. L'association foncière a réalisé à Hénanbihen :

- chemins ruraux	10 000 m pour 400 000 F
- chemins d'exploitation	35 600 m pour 850 000 F
- arasement de talus	270 000 m pour 300 000 F
- assainissement	49 000 m pour 100 000 F
TOTAL (pour l'association foncière) ¹	<u>1 250 000 F</u>

L'Etat et le FEOGA ont subventionné ces travaux pour 787 500 (dont 312 000 du FEOGA). Un emprunt à 5 % pendant 15 ans au Crédit Agricole couvre le reste de la dépense. Le remembrement lui-même a coûté (à l'Etat) 635 644 F. Ramené à l'hectare le remembrement lui-même a coûté (à l'Etat) 207 F environ et, en y ajoutant les subventions pour les travaux connexes : 503 F. Le remembrement de Paule a donc coûté à l'Etat 20 F de moins à l'hectare qu'à Hénanbihen. Pour le propriétaire l'annuité à l'hectare : 14 F au lieu de 15 F. L'investissement à l'hectare varie donc d'armor en argoat et surtout selon le style de remembrement et de travaux connexe adapté. Paule représente un effort pour conserver un maillage simplement élargi du bocage, tandis qu'à Hénanbihen le bocage a été déblayé par grands pans, dans un paysage d'ailleurs déjà très ouvert avant remembrement.

- En armor : l'exemple de Plouézec.

La commune de Plouézec borde la mer. Elle appartient à la frange primeuriste. Aussi, sur 2 788 ha, 299 seulement ^{-ils} ont été remembrés dans une première tranche programmée en 1964 et réalisée en 1968 (Commission départementale : 1967). Le coefficient de réduction parcellaire a atteint 64 %. Dans cette commune, le remembrement proprement dit est revenu à l'Etat à 400 F par hectare, soit le double de ce qu'il a coûté à Hénanbihen ou à Paule.

1 - Les frais des chemins ruraux sont pour la commune et non l'association foncière.

Les travaux connexes réalisés ont porté sur :

6000 m	de chemins ruraux pour 250 000 F
9500 m	de chemins d'exploitation pour 200 000 F
38000 m	de talus (de pierres sèches arasés) et 35 ha de défrichage pour 115 000 F

représentant un total, pour l'association foncière¹, de 315 000 F. Avec les subventions, et compte tenu de l'emprunt à 3 % sur 15 ans contracté auprès du Crédit Agricole, l'annuité à l'hectare remembré s'établit à 26 F. Cette dernière est donc beaucoup plus forte qu'à Hénanbihen et qu'à Paule. Elle illustre, à sa manière, la difficulté - financière ici - à remembrer en terre à primeurs.

Conclusion : Faut-il poursuivre le remembrement² ?

L'analyse d'exemples précis en pays de bocage et en pays aux champs plus ouverts, montre que les coûts du remembrement, dans les deux sortes de paysage, ne sont pas exagérément différents. Si les raisons financières ne sont pas intervenues dans le choix des communes à remembrer jusqu'en 1976-1977, sauraient-elles être retenues à l'avenir³ ? Le problème ne se situait donc pas - avant cette date - au niveau de la répartition des actions à entreprendre. Par contre, la lenteur technique qui est liée à l'effort financier mesuré, malgré l'accélération depuis 1963, laisse prévoir qu'il faudrait encore une quarantaine d'années pour que le département soit couvert par le remembrement. On peut alors se poser la question de l'utilité de travailler à si longue échéance. En effet, étant donnés la diminution des exploitations et le regroupement des terres qui s'en suit, le remembrement sera inutile en l'an 2010, et même d'ici une quinzaine d'années.

Pour les agriculteurs qui ont 30 ou 40 ans aujourd'hui, c'est là différer une amélioration des conditions de travail qui n'interviendrait pour eux qu'à un âge avancé, trop avancé pour entreprendre encore, et changer beaucoup la manière de voir et de produire.

1 - Voir remarque précédente.

2 - LE LANNOU (M.), "Le destin du bocage", Journal "Le Monde", 21-22 novembre 1965.

3 - La loi du 11 juillet 1975 permet la création d'un fonds de concours habilité à recevoir des participations provenant des collectivités ou établissements publics : Etablissement public régional, département, commune ...

Pour accélérer le regroupement parcellaire on a pu proposer des solutions allégées¹. Il se serait agi d'une réorganisation foncière sans remembrement, sans relevé topographique et cadastral, basée sur les échanges amiables. Ces tentations n'ont pas eu lieu dans le département, ni dans la Région . A l'expérience, là où elles ont été entreprises, elles ne se sont pas révélées valables à l'échelle d'une commune¹.

Les remaniements du parcellaire sans remembrement ont l'inconvénient d'effleurer seulement les problèmes au moment où techniciens et intéressés sont tentés par des aménagements en profondeur².

Dans les Côtes-du-Nord, le Comité du Mené fait sien le souci d'effectuer des remembrements qui contribueraient à redistribuer les parcelles tout en tirant un meilleur parti des dispositions écologiques. Dans cet esprit a été entreprise une prospection systématique des ressources bio-végétales en même temps que des richesses et des particularités de la faune et de la flore et aussi des raisons historiques du dessin parcellaire³ à l'intérieur d'un petit bassin versant. Les préoccupations du Comité du Mené rejoignent les ambitions scientifiques des techniciens et des chercheurs.

Les conséquences du remaniement parcellaire et de l'arasement des talus qui l'accompagne n'ont pas fait jusqu'ici l'objet d'études systématiques d'ensemble⁴. La question est à l'ordre du jour⁵, mais il faudra encore

-
- 1 - Les expériences les plus proches des Côtes-du-Nord, dans ce domaine, ont eu lieu à Blain en Loire-Atlantique. Elles ont, là, conduit à un remembrement classique.
 - 2 - "Remembrement et aménagement du milieu naturel" : Ministère de l'Agriculture, plaquette réalisée par un groupe pluridisciplinaire, sous la direction de M. PESSON, Professeur à l'Institut National Agronomique, Imprimerie Nationale, 1974, 20 p. Les exemples analysés sont pris dans le Finistère.
 - 3 - C'est ce que souhaitait M. LE LANNOU dans "Ecologie et paysages", Le Monde, 15-16 février 1970, en rendant compte du livre de G. ROUGERIE "Géographie des paysages", P. U. F., Collection "Que sais-je ?", n° 1 362. Ce souci de considérer les problèmes d'une façon globale rejoint également l'analyse de l'écologie, cette "nouvelle façon de penser" que fait PESSON (M.), "L'écologie, science de base pour la protection de la nature" Cahiers des ingénieurs agronomes, n° 247, 1970, p. 7 à 12.
 - 4 - Depuis quelques années, MOUNIER (J.), directeur du laboratoire de climatologie à l'Université de Haute-Bretagne, fait des relevés climatiques et pédologiques sur la commune de Loudéac, en secteurs remembré et non remembré. Les premiers résultats de ces observations ont été présentés oralement au cours du Congrès International de Géographie Appliquée qui s'est tenu à Rennes en juillet 1970.
 - 5 - C'était le thème d'une journée d'information organisée par l'Institut

des années pour établir des conclusions scientifiques. Nous notons au passage, parmi la série des petits faits que nous avons glanés, au jour le jour, que le remembrement a coïncidé avec une extension des choux-fleurs en Ploubazlanec, sans doute à cause de la moindre stagnation de l'air froid, le long des talus, à une certaine époque de l'année. Nous avons aussi constaté que la sécheresse est accentuée sur les champs et prairies remembrés en argoat : les paysans s'en sont très vite aperçus. Des déplacements assez considérables de paquets de terre, après orage, ont été remarqués au bas de champs labourés remembrés dans le Mené¹.

Nous pourrions multiplier les exemples locaux et précis illustrant les conséquences positives ou néfastes du remembrement. La passion que peuvent mettre certains à rassembler ceux-ci pour étayer leur thèse, pour ou contre, ce remaniement fondamental du parcellaire, cette passion n'altère pas le besoin et le désir profond des utilisateurs, des agriculteurs. Souvent ceux-ci estiment que les opérations tardent trop à se réaliser, ou que l'administration les brime en leur imposant de garder aujourd'hui certains talus après remembrement. La nécessité de regrouper les parcelles est si évidente que depuis plus de dix ans maintenant la Société d'Aménagement Foncier connaît, à côté du remembrement, un certain succès en Bretagne et dans les Côtes-du-Nord. C'est l'action de cette société bretonne (la S. B. A. F. E. R.) que nous allons étudier ensuite.

L'étude de l'action de la SBAFER s'impose d'autant plus que l'évolution des crédits accordés par l'Etat aux opérations de remembrement n'est

.../... National de la Recherche Agronomique le 3 octobre 1974. Les exposés de la séance sont réunis dans une plaquette ronéotée d'une cinquantaine de pages intitulée "Climats, Agriculture et aménagement en pays de bocage". Parmi les articles, le plus intéressant quant à notre sujet, est celui de MISSONNIER (J.), "Conséquence de l'arasement des talus en régions bocagères de climat atlantique".

- 1 - Notamment le 11 juillet 1971, après l'orage, sur la commune de la Prénessaye au bas d'un champ de maïs. Dans ce cas précis, plus que le remembrement, il semble que la responsable soit la culture du maïs qui laisse le sol dénudé entre les plants.

favorable à ce dernier¹, ou plutôt, pas favorable aux travaux connexe qui, en pays de bocage, sont très importants.

Finalement pour répondre à la question "faut-il ou non poursuivre le remembrement ?" il convient de se référer à deux faits. Le premier porte sur la comparaison de l'évolution du nombre des exploitations en communes remembrées et communes non remembrées. Dans le cas de remembrement, les exploitations moyennes se maintiennent, dans le cas contraire la tendance est à leur disparition au profit de très grosses qui se forment. C'est là une vérité qui ne serait pas difficile à démontrer à l'aide de multiples exemples.

Le deuxième fait qui peut aider à conclure en faveur du remembrement est l'effort que certaines communes des Côtes-du-Nord ont déjà entrepris pour constituer un "fonds de concours" provenant de leur propre budget, dans le but d'accélérer le déroulement des opérations sur leur territoire (situation en octobre 1977). Parmi les critères pour le choix d'un programme de remembrement, le Conseil Général se propose donc de donner la priorité aux communes apportant un "fonds de concours". D'autres priorités peuvent jouer également : l'élaboration conjointe du remembrement et de documents d'urbanisme, la traversée du territoire par des ouvrages d'art, l'appartenance à une zone de plan d'aménagement rural ou de contrat de pays ..

Les deux faits - l'un ancien, établi; l'autre lié à la conjoncture budgétaire - soulignent le rôle positif qu'on a déjà constaté, ou qu'on attend encore du remembrement².

1 - Voir plus haut. D'autre part, le Ministère de l'Agriculture a réduit considérablement le montant global des crédits pour travaux de remembrement : pour 1975 très peu d'opérations sont programmées, dans les Côtes-du-Nord comme ailleurs, en Morbihan, Finistère, Ile-et-Vilaine ou en France en général.

2 - Aperçu des recherches et conclusions raisonnables qu'on peut faire sur les effets du remembrement.

Sources : - Laboratoire de géographie physique de l'Université de Haute-Bretagne, sous la direction de Jean Mounier. - INRA de Rennes dont les chercheurs se réfèrent surtout à des expériences morbihannaises. - Les D.D.A. (de Bretagne).

N.B. : La trame de cet essai de mise au point a été évoquée aux Journées Rurales de Nantes (novembre 1974) par J. MISSONNIER, Chercheur à l'INRA de Rennes. Elle est exposée dans "Climats, agriculture et aménagement en pays de bocage", Journée d'information du 3 octobre 1974 (INRA - Rennes), (plaquette ronéotée d'une trentaine de pages).

.../...

Principaux textes de référence :

Ministère de l'agriculture :

- 1965, Législation et réglementation de la réorganisation foncière et du remembrement. Textes mis à jour au 1er janvier 1965.
- 1967, Instructions techniques pour l'exécution des opérations de remembrement rural (Code Rural - Livre I - Titre I).

Journal Officiel :

- 1960, Loi n° 60.808 d'Orientation Agricole. J. O. du 7 août.
- 1962, Loi n° 62.333 complémentaire à la loi d'Orientation Agricole du 8 août 1962.
- 1975, Loi du 11 juillet 1975.
- 1976, Décret du 8 novembre (J. O. du 14 novembre).

I - EFFET PHYSIQUE DU REMEMBREMENT :

a) Questions :

- Effets climatiques de l'arasement des talus et des haies ?
- Effets sur les sols.
- Effets sur l'hydrologie ?

b) Points de repère :

- GUYOT (G.), "Ensemble de comptage anémométrique destiné à des études écologiques", dans Techniques d'études des facteurs physiques de la biosphère, INRA, Paris 1970, p. 397 à 409.

- SAMIE (C.) et VILLELE (O. de), "Méthodes et techniques de mesure de l'évaporation et de l'évapotranspiration" dans "Techniques d'études des facteurs physiques de la biosphère", INRA, Paris 1970, p. 257 à 266.

- MAZERAND (A.), IGREF, Quimper, "Brise-vent et opérations de remembrement en pays de bocage", Revue "Génie Rural", n° 1, 1970, p. 7 à 18 (où un tour d'horizon technique sur la question est fait dans l'optique de la création des brise-vent. L'auteur s'appuie sur des expériences finistériennes et étrangères (danoises)).

c) Conclusion :

- Le remembrement ne modifie pas fondamentalement les climats locaux.
- Il accroît légèrement la continentalité.
- Le problème de l'évapo-transpiration est le plus important.
- En zone de pente l'effet des arasements des talus est évident là où le gradient est le plus fort. Effet compensé plus loin.
- La dynamique de l'eau est modifiée par la suppression des fossés traditionnels qui entourent les champs (études entreprises par le CTGREF).
- La qualité des eaux courantes des zones bocagères est déjà très dégradée par suite de l'abandon intégral des opérations d'entretien par les agriculteurs (envasement - encombrement - obscurcissement par le développement de la végétation ...). La rectification des cours d'eau - souvent brutale - à l'occasion du remembrement accroît les risques de colmatage des frayères. - Etudes sur les eaux à salmonides en zone remembrée en cours à la D.D.A. des Côtes-du-Nord (en 1975).
- Les rendements enregistrent un effet bénéfique.
- La précocité est accrue (le maïs mûrit quelques jours plus tôt en parcelles remembrées) :
- . par l'accroissement de l'ensoleillement (l'ombre portée est

.../...

.../...

réduite).

. par la non-stagnation de l'air froid.

II - EFFETS BIOLOGIQUES (sur la faune et la flore) : le talus et la haie sont des lieux de contamination où interfèrent les insectes, les bonnes et les mauvaises espèces, les maladies ...).

a) Aujourd'hui l'état phytosanitaire (ensemble des facteurs de contamination des cultures et du développement des maladies) du bocage est-il bon ? meilleur qu'ailleurs ? on ne sait pas (études de biocénoses en 1973 et 1974 par l'INRA).

b) L'état phytotechnique (influence des talus et de leur arasement sur les productions végétales) est immédiat au niveau de la parcelle.

c) Paysage : influence de la suppression des haies et talus dans la perception du paysage : aspect le plus critiqué dans l'aménagement. Caractère le plus subjectif. A noter que Loudéac a obtenu le prix de l'intégration de l'aménagement urbain dans le paysage en décembre 1974 alors que certaines sections du territoire de Loudéac sont complètement rasées. La question relève en partie du Ministère de l'Environnement.

Conclusion possible : L'effet de contamination est souvent plus fort en champs ouverts, mais quelquefois c'est l'inverse.

III - EFFETS SOCIO-ECONOMIQUES.

a) Questions :

- Effets sur les techniques de production.
- Effets sur les revenus.
- Effets sur le mode de vie des agriculteurs et des gens qui vivent à la campagne.

b) Points de repère :

- DENIEL (J.), "Le remembrement modifie-t-il la productivité de l'agriculture ?", Revue géomètre, n° 6, 1973, p. 15-33 (voir paragraphe de la thèse sur la rentabilité dans le cadre du remembrement).
- D.D.A. du Finistère, "Le remembrement ou l'I. V. D. modifie-t-il les structures agricoles ?", Finistère 1955-1970 par G. Le Fèvre et F. Philippe, septembre 1974, ronéoté (non paginé : une cinquantaine de pages).
- ROBIN (R.), "Le remembrement rural dans le Morbihan et ses conséquences", Thèse de 3e cycle, Université de Haute-Bretagne, 1972, 80 p. ronéotées.

c) Conclusion - partielle : Dans le Finistère l'étude a porté sur des cas pris dans des couples de communes, sises dans les différentes régions agricoles du département. Les conclusions (prudentes) mettraient l'accent sur le fait que le remembrement, s'il n'influe que peu sur la distribution des exploitations selon leur taille et l'âge de leur chef, a par contre une influence positive sur la nature des spéculations pratiquées. Il a presque partout été suivi du développement du maïs et par corrélation de celui de l'élevage du porc. D'autre part, le remembrement accélère l'I. V. D. A l'occasion du remembrement la demande d'I. V. D. semble plus nette.

.../...

b) Les réalisations de la SBAFER. Echanges à l'amiable. I. V. D.

- En Bretagne et dans les Côtes-du-Nord.

Le remembrement représente le remaniement parcellaire et entraîne la réalisation de travaux d'aménagement foncier les plus importants. Il se combine parfois aux interventions de la Société Bretonne d'Aménagement Foncier et d'établissement rural (la SBAFER). Quelquefois il lui fait suite. En Bretagne, après ^{plus de} dix ans d'exercice, la SBAFER¹ a permis de remodeler 61 000 ha, et 1 950 exploitants ont vu leur superficie moyenne passer de 22,90 ha à 27,32 ha (de 1964, année des premières reventes, à 1971)². Dans les Côtes-du-Nord l'action de la SBAFER a porté sur 6 387 ha seulement³, ce qui place les Côtes-du-Nord au troisième rang seulement dans la région mais les derniers rapports d'exercice montrent que le mouvement des transactions ne se ralentit pas dans le département. Les acquisitions de la SBAFER portent presque toujours sur de petites surfaces, le département ne fait pas exception sur ce point.

Les rétrocessions, avec ou sans prêt aux exploitants, représentent, bon an mal an, 60 à 70 % des acquisitions. Dans l'ensemble de la Bretagne, le stock foncier, non rétrocédé est soit engagé en reventes, soit attribué mais non encore revendu, soit, pour 50 % environ, en attente dans des communes en cours de remembrement. Dans les Côtes-du-Nord le stock foncier est très peu important, ce qui prouve combien la terre est demandée.

.../... CONCLUSION : Difficulté des analyses tenant à différents facteurs : les délais d'observation qui sont encore trop courts, les variations climatiques d'une année à l'autre ; l'hétérogénéité des conditions de l'observation : celle des sols, du climat, du parcellaire ; la modification en cours des effets du système de culture.

1 - Voir les Comptes-rendus des assemblées générales ordinaires pour les résultats des exercices annuels. Pour une mise au point sur les SAFER, dans l'ensemble de la France, voir le Bulletin d'information du Ministère de l'Agriculture et du développement rural, n° 612, 10 novembre 1973, p. 131 à 134, à l'occasion du 10e anniversaire des sociétés.

2 - La moyenne française est passée de 14,01 ha en 1955 à 20,04 ha en 1970.

3 - Voir ci-après.

Pourcentages des terres revendues par la SBAFER (% des surfaces) :

	<u>1971</u>	<u>1972</u>	<u>1973</u>
Côtes-du-Nord	69,63 %	74,71 %	81,68 %
Finistère	74,41 %	77,59 %	77,11 %
Ille-et-Vilaine	54,86 %	62,41 %	68,49 %
Morbihan	66,95 %	73,76 %	81,52 %

Sources : rapports des assemblées générales ordinaires.

Parmi les trois opérations techniques : remaniement parcellaire, agrandissement d'exploitation, établissement d'agriculteurs, ce sont les agrandissements d'exploitations qui progressent le plus : en surface, ces opérations ont représenté 56,55 % en 1971 (55,37 en 1970) dans l'ensemble régional et 97 % en 1971 (96 % en 1970) dans les Côtes-du-Nord.

. L'action en armor et en argoat dans les Côtes-du-Nord.

A l'intérieur des Côtes-du-Nord l'action de la SBAFER se répartit au gré des possibilités sans que l'on puisse déceler de lieux où son intervention soit plus facile que dans d'autres. Bien sûr, le littoral lui est presque interdit : les moindres parcelles sont guettées par les acheteurs éventuels de toute origine : cultivateurs, maraîchers, mais surtout citadins, touristes ... Les agrandissements d'exploitations auxquels la SBAFER contribue, représentent presque toujours moins du quart de l'exploitation initiale, en nombre de propriétaires ou locataires comme en surface.

Il n'est pas possible de déceler une politique d'ensemble de la SBAFER dans le département. La Société contribue cependant au regroupement et à l'agrandissement des exploitations pour une part numériquement faible, mais psychologique importante. Son action fait symbiose avec celle du remembrement.

Remembrement et SBAFER étalent au grand jour le remaniement parcellaire. Il en est un, qui pour être plus subtil, n'agit pas moins profondément sur la structure. Nous allons tenter, maintenant, de cerner les échanges à l'amiable dans un département où le besoin d'un cadre moderne de travail se fait de plus en plus sentir.

- Les échanges à l'amiable.

Rechercher l'ampleur des échanges à l'amiable dépasse nos moyens d'enquête. Si nous avons souvent rencontré des échos du phénomène, nous ne

pouvons donner ici que des exemples précis, mais locaux et toujours complexes. Voici par exemple un cas de remaniement ayant trait à la fois au parcellaire, aux exploitations et à la propriété. Il s'agit de l'évolution de la ferme de la Ville au Pouvoir en Matignon, la "Ville au pourvoy" sur l'ancien cadastre. La disposition des terres de cette exploitation n'a pas été modifiée par les changements que nous évoquons ici. Il s'agit même d'un bloc de 35 ha d'un seul tenant, particulièrement stable qui appartient à la même famille noble depuis des générations, les de la Jacopierre. Cette belle pièce de terre est située à mi-chemin entre Saint-Germain, l'ancien chef-lieu de paroisse et le village de l'Abbaye où se trouvait effectivement une abbaye. L'exploitant actuel (en 1975) en est le fermier depuis une dizaine d'années. Il a gardé presque toute son ancienne exploitation qu'il détient en partie en propriété (6 ha) et en partie en fermage, sur la commune mais à l'autre bout. Cette translation de l'exploitant n'est pas unique. La distorsion spatiale des exploitations est même typique de la commune. Par exemple, l'exploitant de la Ville Rehen travaille aussi le Pré Chauvin, et des parcelles aux villages des Mauffries et du Pont Ideuc. Cette situation correspond à la pression qui s'est exercée sur les terres dans les années 60, à la suite des retours des huit soldats d'Algérie. Depuis, d'autres causes ont joué, dans le sens contraire. L'F.V.D. a libéré des terres. Le départ en retraite de quelques commerçants du bourg a entraîné la remise en vente ou en location de parcelles. Sur la commune limitrophe, Pléboulle, il y a même actuellement de la terre disponible parce qu'il n'y a presque plus de jeunes à entrer dans le métier d'agriculteur. Des gens intéressés par cette terre pourraient venir de l'extérieur. Le mouvement est amorcé mais pas suffisamment développé pour faire pression et empêcher certains regroupements des exploitations, et quelquefois des propriétés, à l'intérieur même de la commune de Matignon. Dans cette optique, l'exploitant de la Ville au Pouvoir aura sans doute son exploitation entièrement centrée sur le manoir qu'il occupe déjà, d'ici quelque temps.

- Les effets de l'I. V. D.

La restructuration des exploitations par le biais de l'indemnité viagère de départ n'est plus à démontrer.

Dans les Côtes-du-Nord, l'I. V. D. a eu un impact certain dans les années 60, encore que difficile à analyser. En armor ces effets sont complexes. Selon que la commune présente un intérêt touristique direct, ou qu'elle appartienne à une petite région agricole active, où la terre est chère et son rapport intéressant, le comportement des paysans n'est pas le même vis-à-vis de l'I. V. D. Ainsi, dans le Trégor primeuriste, ou dans le Penthièvre éleveur de porcs et de volailles, les départs en retraite n'ont guère été accélérés par l'I. V. D. Par contre, là où des parcelles peu productives mais se vendant bien, sous la pression de la demande des immigrants qui désirent bâtir sur la côte, les petits agriculteurs vendent volontiers leur lopin de landes avant de demander l'I. V. D. Ils sollicitent cette dernière d'autant plus vite qu'ils ont pris de l'avance pour vendre une partie de leur bien par morceau.

En argoat les choses seraient plus simples et les effets de l'I. V. D. plus massifs qu'en armor, encore qu'il ne faille pas généraliser : dans la montagne granitique pauvre, en particulier dans l'ancienne région des convenants, l'I. V. D. est apparue comme un avantage ; au contraire, autour de Loudéac, l'exploitant prolonge volontiers son activité sur des parcelles rentables, entraîné qu'il est par l'ambiance. Dans le Sud-Ouest du département il semble qu'une certaine interdépendance des causes de la restructuration des exploitations ait joué.

L'exemple de Matignon montre combien l'assise spatiale d'une exploitation est, en réalité, fragile, beaucoup plus mouvante qu'il ne paraît. Ce qui semble certain, c'est que les modes d'exploitation évoluent vers la mixité. De petits propriétaires, les agriculteurs deviennent partiellement fermiers.

L'interférence des modes de restructuration.

La modicité de l'action de la SBAFER est patente dans les pays les plus en retard, comme le Sud-Ouest du département, zone reconnue en

difficulté par le Ministère de l'Agriculture. L'impact de la SBAFER est relativement modeste comparé à celui du remembrement ou de l'I. V. D. Les actions n'ont été jusqu'ici que ponctuelles, même dans les communes en voie de remembrement. Paradoxalement, certaines actions importantes se sont déroulées dans les communes après remembrement, malgré l'augmentation de la valeur vénale ainsi provoquée. Il s'agit là d'un des nombreux effets indirects du remembrement.

De tous les modes de restructuration des exploitations agricoles le remembrement demeure le plus efficace en même temps que le plus apparent.

c) Le reboisement.

Dans un pays qui passe traditionnellement pour boisé, l'amélioration des structures doit comprendre celui des espaces utilement ou non couverts de forêts.

Nous allons donc examiner l'état des superficies boisées et analyser ensuite la politique du reboisement.

- L'état des superficies boisées.

. Les superficies.

La superficie boisée des Côtes-du-Nord est de 59 600 ha, soit un taux de boisement de 8,5 %¹. Dans ce total, entrent 15 200 ha de boqueteaux, c'est-à-dire d'ensembles de moins de 4 ha. Il reste donc 44 400 ha de massifs, dont 6 200 ha dits de forêts de protection et d'espaces verts. Si l'on estime que la moitié de ces 6 200 ha est constituée de bois de plus de 4 ha, les Côtes-du-Nord posséderaient donc 41 000 ha environ de vrais massifs fores-

1 - Le document le plus récent relatif aux superficies boisées du département est l'inventaire simplifié réalisé par la Direction des Forêts du Ministère de l'Agriculture à partir de 1968 : Service régional de l'aménagement forestier.

tiers¹. De plus, les peupleraies chiffrées à 300 ha dans l'inventaire forestier couvrent probablement une superficie supérieure, mais nous ne possédons par de chiffres valables concernant celles de plus de 1 ha.

La carte de la répartition des taux de boisement, selon l'inventaire le plus récent fait apparaître des différences notoires entre les cantons, à l'intérieur même de l'argoad et de l'armor, et l'argoad ne se révèle pas comme le pays du bois par excellence, par rapport à l'armor, tout aussi boisé que la région intérieure, en quelques points. Le canton de Paimpol qui porte les landes, en partie boisées, de Plourivo offre par exemple un taux de 14 %. Par contre les cantons tout proches de Lézardrieux et de Tréguier ont des taux inférieurs à 5 %. Les étendues forestières les plus importantes sont héritées du passé : massifs de la Hardouinais, de la Hunaudais, de Beffou, de Coëtquen, de Boquen ... et en particulier de tous ceux de la région du Porhoët, le "pays du bois", qui a toujours représenté une zone de moindre peuplement dans le Sud-Est du département.

Nous ne débattons pas ici de leur ancienneté². Nous retiendrons

-
- 1 - L'ingénieur des Eaux et Forêts du département estimait ainsi la répartition des forêts (massifs et boqueteaux) vers 1930 :

Arrondissements

Dinan	7 244 ha
Guingamp	6 956 ha
Lannion	3 702 ha
Saint-Brieuc	14 502 ha

TOTAL 32 404 ha

dans de la FOUCHARDIERE (G.), "Notice descriptive du département des Côtes-du-Nord", dactylographiée, 246 p. L'auteur ne cite pas ses sources mais sa compétence et ses connaissances remarquables dans le domaine, dans le département, ne permettent pas de douter de ses estimations.

- 2 - Voir M. GAUTIER, "La Bretagne centrale ...", op. cit., sur les défrichements. Voir aussi, concernant partiellement les Côtes-du-Nord MEYER (J.), op. cit. ; FREVILLE (H.), op. cit. ; VALLAUX (C.), op. cit. et la série O des archives (communes) ou des monographies comme celle de TROGUIDY (Comte de), "Mémoire sur le domaine de Brohet-Beffou", 1882. Manuscrit (aux Archives départementales), 96 p. Revoir aussi, SEE (H.), "Les forêts et la question du déboisement en Bretagne à la fin de l'Ancien Régime", Annales de Bretagne, t. XXXVI, 1924, p. 1-30 et DUVAL (M.), "Economie forestière et civilisation dans l'Ouest au 18^e siècle", Rennes 1959.

seulement que les bois d'aujourd'hui n'occupent pas toujours de mauvais sols : par exemple à la Hardouinais, à Coëtquen dans la partie occidentale du massif, à la Hunaudais et à Beffou en certains secteurs ... C'est pourquoi il peut être utile de faire un examen, même rapide, des essences et de leur répartition à travers le département, dans le but d'une meilleure utilisation des espaces boisés ou susceptibles de le devenir.

. Les essences.

Une répartition des essences est très difficile à donner. D'après les renseignements des agents de la production forestière, on peut estimer que les chênes entrent pour 50 % environ dans la composition des bois, les hêtres 10 %, les châtaigniers 10 %, les autres feuillus divers 22 % et les résineux 8 %¹.

Les feuillus.

Les feuillus l'emportent très largement dans la répartition des espèces forestières dans le département. Parmi eux, le chêne est le plus répandu.

On ne rencontre dans les Côtes-du-Nord que deux espèces spontanées de chêne : le rouvre et le pédonculé. Le pubescent dont quelques stations limites existent en Ile-et-Vilaine, notamment dans la région de Redon, est complètement absent dans les Côtes-du-Nord.

Le chêne rouvre et le chêne pédonculé se trouvent dans un climat qui leur convient tout à fait. Ils poussent soit en forêt, soit sur les talus. Le pédonculé plus exigeant en lumière et en chaleur devrait être moins abondant que le rouvre. Or c'est l'inverse qui se produit. Le rouvre est certainement beaucoup moins répandu. Le pédonculé vient mieux que le rouvre dans les terrains argileux compacts où la circulation de l'eau se fait mal. Ce genre de terrains abonde dans le département. On trouve donc le plus souvent le pédonculé, soit à l'état pur comme dans la forêt de la Hardouinais, soit mélangé au rouvre comme à la Hunaudais. Les stations de chênes rouvres purs les plus

1 - G. de la FAUCHARDIERE, "Notice descriptive du département des Côtes-du-Nord", op. cit.

remarquables, sur sols granitiques, plus ou moins filtrants, sont la forêt de Duault et l'ouest de celle de Coëtquen. Sur les talus, chêne rouvre et chêne pédonculé coexistent mélangés, souvent pied à pied¹.

Dans les Côtes-du-Nord les chênes sont rarement de belle qualité car les sols argileux et acides produisent des arbres souvent gélifs. Les plus beaux spécimens se trouvent sur les terres riches ou sur talus, lorsqu'ils sont laissés en "coupelliers" échappant au massacre des "ragosses" - ce qui est rare² -. La croissance du chêne à l'état isolé peut être, dans le département, et dans toute la Bretagne sans doute, d'une rapidité surprenante, quand le sol est bon et le climat abrité³. Autrefois, ce bois, à grosse proportion de tissus durs, convenait à la fabrication de la charpente navale, pour les thoniers et les langoustiers par exemple. Les chênes de talus qui ont représenté longtemps environ le tiers de la production⁴ sont rarement de bonne qualité : à cause des émondages trop brutaux, ils ne donnent traditionnellement que du bois de chauffage, ou, tout au plus, de la traverse. La médiocre venue des chênes dans l'ensemble du département, comme dans le reste de la Bretagne, s'explique par le fait que les forêts ne couvrent souvent que des sols impropres à la culture ou aux pâtures⁵. Il arrive presque toujours, un jour, que la futaie soit gênée dans son développement par la pauvreté du sol. Un plan d'eau peut également arrêter les racines comme dans les argiles

-
- 1 - On peut retenir ce moyen visuel simple pour distinguer à distance les deux espèces : la marcescence, c'est-à-dire la présence des feuilles mortes en hiver jusqu'à la pousse des nouvelles feuilles, est beaucoup plus fréquente chez le rouvre que chez le pédonculé. Les rouvres sont donc couverts de feuilles mortes en hiver alors que les pédonculés sont entièrement nus. Cette observation avait autrefois son importance, du temps où l'on ramassait les glands qui sont plus gros sur le pédonculé que sur le rouvre.
 - 2 - Les plus beaux chênes du département se trouvent donc dans les bois et parcs d'agrément, autour des manoirs, par exemple au château de la Roche en Guenroc, près de Caulnes, où un chêne abattu en 1951 a donné 8 m³ de tranchage, 2 m³ de sciage, 1,8 m de traverses, 3 stères de bois de parquet et 18 stères de quartiers et rondins (d'après G. de la FOUCHARDIERE). Cet arbre avait grandi sur un sol d'alluvions récentes.
 - 3 - De la FOUCHARDIERE (G.), "Notice...", op. cit., mentionne un chêne pédonculé âgé de 60 ans de 2,65 m de circonférence à hauteur d'homme.
 - 4 - Estimation du Service des Eaux et Forêts.
 - 5 - Sauf exception : voir plus haut.

blanches de la forêt de Loudéac, ou encore, une couche d'alias, comme dans la partie orientale de la forêt de Loudéac. Il ne faut donc guère espérer, sauf exception - et c'est le cas de la forêt de la Hardouinais, sur bon sol, donnant des produits de bonne qualité - obtenir des arbres de plus de 40 ou 50 ans. La futaie où le chêne représente l'essence principale, ne peut donc couvrir des étendues importantes. Cette analyse rapide des aspects et de la répartition des bois de chênes dans le département nous invite donc à nous montrer très prudent dans notre jugement : l'argot n'est pas le pays du chêne, du moins pas forcément celui des plus beaux bois de chênes.

En dehors des deux espèces les plus répandues, chêne rouvre et chêne pédonculé, on rencontre sur le littoral, en peuplement subspontané, de petits peuplements de chêne vert. Nous noterons seulement, qu'à l'occasion, le chêne vert est ici d'un bel aspect : des fûts de 8 m ne sont pas rares, dimensions supérieures à celles normalement atteintes dans les stations naturelles de cet arbre.

Nous avons souligné les difficultés du chêne dans les Côtes-du-Nord. Le hêtre, lui, par contre, semble se trouver dans l'optimum de ses conditions climatiques¹, l'humidité atmosphérique pendant la saison de végétation en particulier lui convient. Cet arbre peut même se développer dans le département et surtout à l'ouest, sans le secours d'un couvert, en forêt comme sur les talus. Il croît en beaux peuplements jusqu'à proximité immédiate de la mer. Sa résistance physiologique pâtit cependant de l'action des vents dominants : il offre alors un aspect dit "en pavillon" caractéristique des stations éventées. Son développement est maximum sur les talus lorsque ses racines traçantes vont extrêmement loin profiter des engrais des cultures, nuisant considérablement à ces dernières. Le hêtre est l'essence dominante des deux seules futaies importantes du département, Beffou et Lorges. Dans les taillis, il est partout présent. Si la conversion en futaie de chêne est difficile et rarement souhaitable, la conversion en hêtre est au contraire très

1 - Revoir sur ce point les conclusions (p. 281 et suivantes) et la carte hors texte "courbes du quotient pluviothermique dans le domaine atlantique" de DUCHAUFOR (Ph.) dans sa thèse "Recherches écologiques sur la chênaie atlantique", Extrait des Annales de l'Ecole Nationale des Eaux et Forêts, 1948, 332 p.

facile parce que les jeunes semis, crus en sous-étage, ne craignent pas de se voir dégagés lors de la coupe du taillis. L'expérience a été faite avec succès à Beffou, Coat-an-Noz et Coat-an-Hay. Grand fournisseur des sabotiers autrefois, le hêtre donnait de toute manière un bois plus utilisable que le chêne chez qui l'émondage fait naître des gourmands par trop importants. En résumé, le hêtre était le beau bois des talus. Il est associé traditionnellement au bocage.

Si le châtaignier est moins répandu que le chêne, et son bois moins populaire que celui du hêtre - à cause des sabots -, il fait, par contre, toute la noblesse des talus, des taillis et de quelques futaies. Ce méridional se trouve bien dans le département : on le rencontre partout, mais comme producteur de bois uniquement. Il était la matière première des artisans des campagnes autrefois : menuisiers, tonneliers, charrons. Il forme encore une belle futaie en Beffou. En taillis, il est présent sur tous les bons sols : à l'ouest de Coëtquen, à la Hardouinais, à la Hunaudais... A 25-30 ans il y donne de bonnes cépées. Ni d'argcoat, ni d'armor, il a été traité en argcoat dans des taillis d'origine artificielle à courte révolution pour la fabrication des cercles de barriques : c'étaient les "cerclières" où les plants étaient sarclés et binés, et exploités tous les 7 à 9 ans. Dans le Trégorrois, des taillis de châtaigniers étaient traités à une révolution encore plus courte, un ou deux ans, en vue de fournir de la vannerie grossière pour les casiers à homards¹.

Les autres feuillus.

Il est curieux que le charme abondant dans les forêts situées à l'Est de Rennes soit inconnu, ou presque, dans les Côtes-du-Nord. Les quelques taches qu'on observe, ça et là, représentent visiblement des "échappées de jardin" à proximité d'une charmille, telle qu'il était de mode d'en créer une dans une propriété d'agrément au siècle dernier. Il n'y a guère qu'à la

1 - Il s'agissait de tout petits taillis, de quelques ares, fournissant les pêcheurs de Loguivy par exemple. Les anciens casiers à homards étaient également tressés en tiges d'osier, coupées sur les osiers "tétards" que chaque marin ne manquait pas de faire pousser dans un coin de son jardin. Mais ceci se passait du temps où chaque bateau n'emportait que 30, 40 ou 50 casiers. Aujourd'hui, les 200, 300 casiers et plus, que possède chaque bâtiment proviennent d'une usine extérieure au département (finistérienne).

Hardouinais, et que dans les petits massifs situés à l'Est de cette forêt (Plumaugat, Penguilly), qu'il soit vraisemblablement spontané. Sans doute la chaleur estivale manque-t-elle dans les Côtes-du-Nord pour son bon développement ?¹

Les bouleaux sont présents dans la plupart des taillis mais ils se présentent toujours sous des dimensions réduites. Ils ne peuvent guère être utilisés que pour le chauffage, autrefois, et l'emballage léger, aujourd'hui. Les bouleaux ont été souvent précieux pour coloniser les landes comme agent nettoyant pour le sol. Par exemple deux reboisements réussis, l'un à Bourbriac, l'autre à Saint-Nicolas-du-Pélem, ont utilisé le bouleau de cette manière.

Partout où le sol est suffisamment humide, on trouve les saules dans les taillis. Au point de vue de la production de bois, il s'agit d'une essence tout à fait secondaire. De l'argoa à l'armor, ces arbres qui suivent les vallées font un lien dans le paysage entre les deux grandes divisions géographiques du département.

Plus que les saules encore, tout le long des cours d'eau, les aulnes constituent la traînée de verdure des talwegs. Tout aussi insignifiants que les saules pour la production, les aulnes servent parfois de premier peuplement dans le reboisement, comme ce fut le cas en forêt de Coat-an-Noz.

Sans intérêt en eux-mêmes, les noisetiers donnent une indication sur les sols, sols riches, susceptibles de porter du hêtre.² De belles futaies en forêt de Beffou ont été constituées en partant de coudriers à peu près purs.

Les érables - érables sycomores exclusivement - ne sont pas spontanés en Bretagne. Ils proviennent d'échappées de parc. Ils n'ont donc pas de signification pour une remise en valeur éventuelle des terres.

1 - C'est là l'opinion des forestiers (notamment de G. de la FOUCHARDIERE, "Notice ...", op.cit.).

2 - Pour une description à la fois plus précise et plus générale et l'importance relative des feuillus voir : BRUNERYE (L.), "Les types de forêts du Massif Armoricaïn", Penn ar bed, n° 51, 1967, p. 169-176.

L'orme si caractéristique de l'enveloppe boisée des villages du Sud-Finistère, se trouve également constamment sur le littoral des Côtes-du-Nord, mais surtout sur les talus, lorsque ceux-ci existent. L'orme servait autrefois à la construction navale. Son bois avait l'avantage sur celui du chêne de présenter peu de retrait, donc de pouvoir être utilisé rapidement.

Conclusion sur la qualité et la répartition des feuillus.

Dans les Côtes-du-Nord la qualité des feuillus laisse souvent à désirer. Au passage, nous avons accusé la médiocrité des sols : c'est mettre en cause la sylviculture elle-même : laisser-aller, ou culture au sens propre du terme ?

La répartition des essences ne révèle pas d'avantages certains de l'argoa sur l'armor : les plus beaux ensembles forestiers viennent simplement sur les sols les plus riches. En ce sens, l'argoa qui a des sols souvent plus acides, ou plus lourds, ou plus défectueux dans d'autres domaines, ne paraît pas offrir d'avantages sur l'armor. L'argoa aurait-il été le pays du bois malgré lui ? Une politique de reboisement devrait donc reprendre le problème à la base, en repensant le problème des sols.

Examinons, auparavant, les espèces résineuses, moins nombreuses, mais peut-être encore plus significatives, dans leur qualité et leur répartition, des possibilités des différentes régions du département.

Les résineux.

A part l'if¹ et le genévrier² représentés par quelques pieds épars, tous les résineux sont d'introduction artificielle dans le département. Cette

1 - L'if est spontané en Bretagne, d'importance négligeable, mais entouré de soins autrefois, car c'était le bois qui fournissait les meilleurs arcs, et, plus tard, dans une province maritime comme la Bretagne, le bois le plus convenable à la fabrication des réas de poulies pour l'armement des navires. Un arrêt de 1671, vraisemblablement dû à Colbert, spécifiait que l'on devait en Bretagne, planter l'if à chaque fois que l'on construisait une maison. L'administration de la Marine aurait donc encouragé la plantation des ifs, tandis que, de son côté, le clergé l'aurait condamnée, à cause des effets abortifs de ses fruits. (Rapporté par G. de la FOUCHARDIERE, "Notice ...", op. cit.). En tous cas, il existe des ifs dans presque tous les villages des Côtes-du-Nord ; on considère souvent que ces arbres font la beauté ou la caractéristique des sites. En forêt, l'if est fréquent et quelquefois en peuplement envahissant comme à Coat-an-Noz.

2 - Quelques pieds dans la région de Mur-de-Bretagne - Gouarec.

introduction est plus ou moins récente, remontant tout au plus à quelques siècles.

Le sapin devrait son introduction en Bretagne à un médecin érudit du XVIII^e siècle originaire de Lamballe¹. Aujourd'hui le sapin existe disséminé dans tout le département. Il vient très bien sur les sols filtrants à base granitique, aussi bien près de Lannion, à Kerdual en Pleumeur-Bodou, que près de Dinan, à Saint-Hélen ; dans la zone côtière comme à l'intérieur des terres : forêts de Beffou, de Lorges, de Saint-Nicolas-du-Pélem, de Langourla... ou encore, de Plestan ou de Caulnes. Partout en ces endroits le sapin se montre d'une excellente végétation, sauf dans les stations trop éventées. Les forestiers le comparent à celui des Vosges. Par ses rendements², le sapin apparaît comme l'essence qui a le plus d'avenir en Bretagne. Il présente, en outre, l'avantage de nettoyer le sol, et, aussi, de se régénérer avec facilité.

Encore présent surtout en ligne, planté pendant longtemps dans un but ornemental le long des routes et à leurs carrefours en forêt, le sapin fait de plus en plus tache, en semis naturel, à l'intérieur-même des ensembles boisés : par exemple à Coat-an-Noz, à Beffou, à la Hunaudais, à Plestan, à Boquen.

Le semis naturel ne donne une production que plus de 50 ans plus tard, mais il a l'avantage d'être économique. C'est pourquoi il a été retenu par le service des Eaux et Forêts comme moyen de reboisement en forêt de Duault, massif de 500 ha qui ne portait qu'un maigre taillis de chêne. Aidé par quelques dégagements, la végétation du sapin est déjà superbe alors qu'à

-
- 1 - Le Docteur LAVERGNE. Voir "Annales de l'Ecole Forestière", t. X, fascicule 3, 1947. - La réponse du subdélégué de Pont-l'Abbé à l'enquête de 1783 semble faire remonter plus haut dans le temps l'introduction du sapin en Bretagne, puisqu'il affirme "qu'il existe de très beaux sapins susceptibles de faire des mâtures pour les navires du roy". A moins que les "sappins" n'aient été des pins, car en Bretagne tous les résineux sont appelés des sapins, à l'exception du sapin dénommé "pin de croix".
- 2 - En forêt de Beffou, un sapin isolé dans un bois de hêtres de 65 ans a donné 4 m³ 500 de bois d'œuvre (rapporté par G. de la FOUCHARDIERE, "Notice ...", op. cit.).

raison de 5 ha de plantation par an, il aurait fallu un siècle pour remettre l'ensemble du massif en état. Les différentes espèces de sapins ont certes des préférences pour leur implantation¹, mais cela est affaire de nuance. D'une manière générale, le sapin et le sapin pectiné qui est le plus répandu, en particulier, se trouve, dans les Côtes-du-Nord et en Bretagne, dans des conditions qui lui conviennent².

Contrairement au sapin, l'épicéa ne fait pas preuve de bonne santé dans les Côtes-du-Nord. Dès 60 ans il dépérit, victime de toutes sortes de maladies, et surtout du bostryche. De plus, il est guetté par les champignons sur les racines : le climat est presque partout trop humide pour lui dans le département. Cependant il ne saurait être condamné car il est susceptible de croître sur les landes mouillées, à la place des aulnes et saules, essences de peu de valeur. Ainsi, en Trébry sur une lande humide un peuplement réalisé à 35 ans a pu donner 300 m³ à l'hectare.

Producteur à brève échéance, l'épicéa n'est sans doute pas à négliger, même si les sites qui lui conviendraient sont plus volontiers ceux de la côte moins arrosée, à condition que celle-ci offre des landes humides.

L'épicéa commun malgré ses inconvénients a été préféré jusque là à l'épicéa sitka dont la graine est coûteuse, la levée aléatoire et le repiquage délicat. Mais arbre d'origine typiquement océanique, ce dernier retrouve près de Saint-Brieuc la latitude de Vancouver : 48°30'N. Il doit donc a priori se plaire en Bretagne. Dans les Côtes-du-Nord, il trouve toujours l'atmosphère humide qu'il aime. Il n'y a dans le département, pour le moment, que quelques spécimens âgés, en arbres d'ornement, notamment au château de Robien

-
- 1 - Le sapin pectiné est le plus répandu dans les Côtes-du-Nord. Le sapin de Nordmann est surtout utilisé comme arbre ornemental dans les avenues des parcs d'où il a envahi des bois ou des talus. Il résiste mieux aux vents de mer que le pectiné. Parmi les sapins américains susceptibles d'être utilisés avantageusement, celui qui mérite le plus d'attention est l'abiès grandes, le sapin géant de Vancouver qui dans les rares stations où il a été utilisé a donné des résultats surprenants comme à Illifaut, à Beffou ou encore en Maroué.
 - 2 - la FOUCHARDIERE (G. de), "Quelques réflexions sur l'emploi des essences "d'ombre"", Revue forestière française, n° 4, avril 1968, p. 245 à 248.

en Quintin. Mais une très belle plantation qui remonte aux années 30, en Plédéliac, devrait convaincre les propriétaires. Cette plantation a remplacé une lande à bruyères, ajoncs nains et molinies, en terrain plat, sur des argiles et schistes imperméables où bien peu d'essences auraient réussi.

En dehors de l'épicéa commun et du sitka, les autres espèces du même genre que l'épicéa peuvent être retenues, pour avoir déjà fait leur preuve : tel le Douglas, mais très sensible au vent il dépérit sur le littoral ; par contre, dans l'intérieur des terres et en peuplement dense, et comme protégé par les autres arbres, il se développe très bien.

Le commensal habituel du Douglas sur la côte pacifique, le tsuga, est une essence d'ombre caractérisée et les conditions qu'il exige ne sont pas souvent réalisées en Bretagne, du moins l'a-t-on cru longtemps¹.

Les autres espèces voisines de l'épicéa : les mélèzes, arbres de hautes montagnes, mélèzes d'Europe ou du Japon, et les cèdres sont très répandus dans les parcs du département. De l'avis des forestiers, les premiers seulement pourraient avantageusement être employés pour reboiser.

Les pins ont été les essences les plus utilisées dans les reboisements depuis au moins le XVIIIe. Ils donnent de bons résultats. Mais ils présentent l'inconvénient majeur de dégrader rapidement les terrains dans lesquels ils sont plantés, dans un pays pluvieux où le lessivage est intense. L'humus acide des pins entraîne la podzolisation, qu'il s'agisse de pin maritime, sylvestre ou même du laricio. Leur introduction semble donc une solution de facilité, même si à la première génération, le résultat est satisfaisant. Les détériorations pédologiques n'intervenant que plus tard, les propriétaires se laissent donc séduire par les premières coupes. Ainsi, on trouve des plantations de pins sylvestres disséminés un peu partout dans le département. Le pin sylvestre a colonisé des landes sèches sur quartzites, par exemple en Lanrodec, comme sur granites, par exemple en Guenroc, ou encore dans les "terres froides" des environs de Lamballe et les crêtes de Plourivo. Mais l'état auquel est parvenu le sol de la partie centrale de la forêt de Lorges - presque un podzol - depuis l'introduction du pin vers 1900 devrait alarmer

1 - Voir plus haut article cité de G. de la FOUCHARDIERE, "Quelques réflexions sur l'emploi des essences "d'ombre"".

les reboiseurs éventuels.

Les pins laricio qui se contentent également au départ d'un sol ingrat, des sables très filtrants par exemple, peuvent aussi produire, même à proximité immédiate de la mer, des cubages importants. Le séquoia pourrait, de même, croître avantageusement. Mais, dans tous les cas, la question de la détérioration des sols reste entière.

Conclusion sur l'état actuel des bois dans les Côtes-du-Nord.

Une appréciation globale correcte de l'état actuel de la forêt peut se faire à travers sa production. Le hêtre est l'essence qui fournit le plus gros cubage : nous avons vu que cet arbre se trouve dans des conditions qui lui conviennent parfaitement. La production de grumes de chêne situe bien le département à mi-chemin entre l'Ille-et-Vilaine et le Finistère, illustrant la répartition de l'espèce qui va en se raréfiant vers l'Ouest... L'abondance relative de bois de peuplier traduit celle des fonds humides que cet arbre a en partie colonisés récemment. Par contre, la faiblesse des tonnages des résineux révèle le retard des Côtes-du-Nord quant au reboisement en général.

Dans l'ensemble, la production totale, celle des feuillus et des résineux, arrive au dernier rang en Bretagne avec 33 711 m³ seulement, proche de celle du Finistère (35 603 m³) et très loin derrière celles de l'Ille-et-Vilaine (84 196 m³) et du Morbihan (174 206 m³). Cette mauvaise situation s'explique en partie par les conditions physiques - nous l'avons vu - et par une exploitation traditionnelle abusive ou maladroite. A l'heure actuelle, d'autres causes freinent le reboisement, en particulier, les conditions juridiques et sociales : la propriété en premier lieu.

- La propriété foncière des espaces boisés.

Il est un lieu commun de rappeler que les bois sont très souvent aux mains de multiples propriétaires et dispersés en de nombreuses parcelles¹.

1 - Ce que montre l'inventaire forestier des Côtes-du-Nord qui comportait - à titre exceptionnel en Bretagne en 1974 - une enquête sur les propriétés classées par tranches de surface, et sur le lieu de résidence des propriétaires.

Autrefois l'exploitation du bois faisait partie de l'exploitation tout court. Dans les Côtes-du-Nord et en Bretagne, pour le paysan, le bois c'était souvent celui des talus uniquement. On étêtait les chênes pour avoir du fagot. On confectionnait outils et meubles avec le bois de chêne aussi, ou mieux, d'orme et de châtaignier. Le sous-bois du talus servait à la litière ou de complément pour la ration alimentaire des bovins. Aujourd'hui, ce rôle "paysan" du bois a disparu. Dans la dernière des fermes on cuit le repas au gaz et s'il y a "chauffage central", c'est au fuel. Reste donc l'utilisation - ou la non utilisation - des vraies parcelles boisées. Ces bois, sauf exception, couvrent des surfaces réduites ; dans 92 % des cas : moins de 10 ha. Cette pulvérisation des parcelles, reflet du morcellement général des terres agricoles, s'accompagne de quelques pièces de 150 à 200 ha et d'un massif de plus de 2 000 ha : celui de Lorges. Les bois de quelque importance sont très souvent la propriété des nobles. Par exemple, en Haute-Cornouaille sur la commune de Glomel, le comte Rouillé d'Orfeuil possède 19 ha de bois et 53 de terres et landes, qui forment d'ailleurs un ensemble d'un seul tenant. Dans le canton de Rostrenen où 13,2 % de la superficie appartiennent aux nobles¹, pour certaines communes, cette propriété nobiliaire comprend jusqu'au quart de la surface totale, par exemple à Plounévez-Quintin. Par contre dans les communes sises en grande partie sur des terrains autres que granitiques, comme Kergrist-Moëlou, les familles nobles sont nettement moins implantées. Cette possession nobiliaire est en grande partie héritée du passé. J. Meyer avait souligné ce caractère, pour l'ensemble de la Bretagne². Les terres et les bois, regroupés autour des manoirs portent souvent des traces d'une occupation féodale : une parcelle appartenant au comte d'Orfeuil s'appelle le "Parc ar vorn" (le champ du four). De nombreuses autres sont nommées "gouarn" (garenne), "gouarn ar leur vin" (en Plounévez-Quintin), en souvenir de l'occupation favorite des nobles :

1 - Sources : matrices cadastrales (en 1974).

2 - MEYER (J.), "La noblesse bretonne au XVIIIe", op. cit., p. 423 et suivantes.

la chasse. En terme français, la toponymie rappelle souvent aussi cette affectation traditionnelle des espaces aux mains de la noblesse : par exemple le "Ruisseau de Belle-Chasse" sur les propriétés des de Saint-Hilaire en Plounévez-Quintin toujours.

Aujourd'hui la noblesse, sauf exception, n'exploite pas ses terres. Elle réside en ville, en dehors du département le plus souvent : dans la région parisienne pour 25 % des cas en ce qui concerne le canton de Rostrenen. Se désintéressant de ses propriétés, la noblesse ne prend guère soin de ses bois. A l'occasion elle reboise des parcelles récemment achetées¹ ou une partie des propriétés héritées mais l'absentéisme aggrave les conséquences du morcellement de cette propriété foncière.

Pour atténuer les conséquences du morcellement de la propriété et parfois pallier le désintéressement des propriétaires, le syndicat des propriétaires forestiers des Côtes-du-Nord a créé en 1964 un centre d'étude technique et d'expérimentation forestières (le C.E.T.E.F.) auquel adhèrent une quarantaine de professionnels du bois. Ce centre essaie de vulgariser des méthodes de production et de vente mais il n'a pas suscité d'organisation coopérative ou d'autres formes de groupements. Depuis 1970 un "groupement breton de gestion et de productivité forestière" réunit les quatre syndicats de Bretagne. Le siège régional se trouve à Plœuc, à proximité de la forêt de Lorges, parce que l'initiative en revient aux Côtes-du-Nord. Le groupement organise des ventes groupées de bois - 45 000 m³ à l'automne 1974 pour l'ensemble de la Région. Par rapport au total du cubage commercialisé le groupement réalise environ le dixième des opérations bretonnes qui ont porté sur 400 000 m³ en 1974. Dans les Côtes-du-Nord, en surface, le groupement recouvre 17 082 ha et 156 propriétaires : 2 de moins de 4 ha ; 57 de 4 à 25 ha ; 61 de 25 à 100 ha et 36 de plus de 100 ha. Pour importante que soit l'action du C.E.T.E.F. en ce qui concerne la vulgarisation des techniques forestières et la commercialisation d'une partie de la production du départe-

1 - Exemple en Trémargat, 17,88 ha achetés récemment et plantés en conifères par un noble venu de l'extérieur. Autre exemple, en Plouguernevel : 27 ha achetés et plantés également en conifères pour compenser une vente récente dans le secteur.

ment, cette action reste conditionnée par le morcellement de la propriété et n'échappe pas à cette condition fondamentale de toute politique en matière de reboisement.

En définitive les bois des Côtes-du-Nord sont parfois de belle venue, souvent peu soignés, presque toujours aux mains de propriétaires trop nombreux et encore pas assez regroupés. Une politique forestière semble urgente.

- Le reboisement proprement dit.

Nous avons fait allusion aux efforts de reboisement ici et là en décrivant les massifs forestiers des Côtes-du-Nord, tels qu'ils apparaissent aujourd'hui. Le reboisement est difficile et lent, discontinu dans l'espace et dans le temps. Le morcellement de la propriété fait de la forêt des Côtes-du-Nord et de la Bretagne dans son ensemble, une forêt "paysanne", aux mains des exploitants agricoles, à 60 % environ en fermage. Dans ces conditions, les actions restent dispersées et chronologiquement décousues : par exemple on a reboisé 1 340 ha en 1967 dans le département et seulement 460 en 1968¹. Si l'on estime qu'il n'y a pas moins de 50 000 ha de landes à reboiser dans les Côtes-du-Nord², la tâche est considérable.

Historique.

Au début du siècle, en dehors de quelques plantations de pins sylvestres, de sapins pectinés et de pins maritimes, les essences exotiques étaient peu introduites, si ce n'est à titre de curiosité dans les parcs des manoirs sauf exception : peuplement d'épicéas, de sitkas sur la commune du Leslay, abattus en 1960 ; peuplement de Douglas et de mélèzes du Japon en Plémet ; peuplement très mélangé de sapins géants, pins laricio et mélèzes en Maroué, abattus en 1960 ; peuplement également très mélangé en Laurenan dans le Mené, à 290 m d'altitude.

-
- 1 - Service régional d'aménagement forestier et revue "Le bois breton, organe de promotion et de diffusion", Journal du Syndicat de propriétaires sylviculteurs bretons, paraissant tous les deux mois.
 - 2 - Estimation du service régional : 75 000 ha dans les Côtes-du-Nord de landes et terres incultes dont 50 000 pourraient être utilement boisés ; et "Paysan breton", 13 mars 1965, article de SALLIER-DUPIN, Conseiller forestier à la Chambre d'Agriculture des Côtes-du-Nord.

Entre les deux guerres quelques plantations ont été faites en essences exotiques mais elles sont plutôt rares en peuplements importants. Par contre, en alignements, beaucoup de Douglas et d'épicéas de sitka ont été créés. En peuplements, sur les landes de Plédéliac, les Douglas n'ont pas bien réussi. Inversement, sur les pentes du Légué, à Belle-Isle-en-Terre, ils ont réussi magnifiquement ; de même, en Saint-Caradec et en quelques autres endroits, les épicéas de sitka : en Laurenan, en Pléguien... Au total il s'agit d'espaces restreints.

Après 1945, depuis l'institution du Fonds Forestier National, un certain nombre de propriétaires ont bénéficié de l'aide de l'Etat, mais presque toujours pour de petites superficies et souvent les planteurs ont négligé leur entreprise par manque de connaissance, ou à cause de leur absentéisme. Le département est donc parsemé de plantations en "timbres-postes", selon l'expression des forestiers. Cependant, malgré les critiques qu'on peut leur adresser concernant en particulier leur juxtaposition aux parcelles de culture, toutes ces plantations d'âge divers montrent que le département offre des possibilités certaines. La politique de reboisement est conditionnée par les espaces disponibles à l'état nu, ou à l'état de mauvais peuplements existants. En dehors des landes et terres incultes susceptibles d'être reboisées, les superficies reconnues comme utilement boisées représentent 29 000 ha, celles insuffisamment boisées 12 000 ha¹.

Les zones où le reboisement paraît le plus urgent sont la région Sud-Ouest du département : Monts d'Arrée, Pénéplaine bretonne Nord et en particulier les cantons de Saint-Nicolas-du-Pélem, Bourbriac, Callac et Collinée, et, en dehors de cette région : dans le Mené, la commune de Saint-Vran ; autour de Plélan-le-Petit, un ensemble de communes sur terrains médiocres ; autour de Lanvollon, quelques communes. De plus, d'une

1 - D'après la D. D. A. :

Superficie relevant de l'O. N. F. :

utilement boisée :	2 000 ha
insuffisamment :	700 ha

2 700 ha.

Superficie ne relevant pas de l'O. N. F. :

utilement boisée :	27 000 ha
insuffisamment :	11 000 ha

38 300 ha.

façon générale, depuis quelques années, le remembrement s'accompagne d'une politique de reboisement des terres médiocres ou à vocation forestière. Mais les travaux de reboisement demeurent à l'initiative des propriétaires privés dont il n'est pas possible de prévoir l'état d'esprit. Les groupements forestiers de petits propriétaires, ici et là, permettent d'espérer que les reboisements ne se ralentiront pas. Au cours du IV^e Plan 4 142 ha ont été reboisés et une superficie du même ordre au cours du V^e. Au cours du VI^e Plan on peut envisager que le reboisement couvrira 5 000 ha environ¹. Au rythme de 1 000 ha environ par an, en moyenne, le reboisement du département prendra donc 35 ou 50 ans selon que l'Etat se contente ou non d'inciter les propriétaires à valoriser toutes les surfaces qui en ont besoin, ou non.² De son côté que fait le département pour encourager à reboiser ? A feuilleter les rapports et délibérations du Conseil Général, on est frappé par l'absence de crédits accordés aux initiatives locales ou privées. Ainsi, dans le rapport du budget primitif de 1970 on ne trouve que la mention d'une modique somme (3 600 F) votée au Centre d'études techniques et forestières des Côtes-du-Nord (le C.E.T.E.F.). En 1971 le centre d'études n'a pas renouvelé sa demande³. Pourtant, on peut relever, dans les Côtes-du-Nord, certaines initiatives locales pour une mise en valeur des espaces boisés, ou à boiser. L'exemple de la commune de Saint-Nicolas-du-Pélem le prouve. Cette commune, située sur le rebord du massif de Quintin-Duault, possédait 282 ha de bois avant 1972, sur un territoire de 3 958 ha.

-
- 1 - L'aide au reboisement se fait sous forme de "bons subventions" (bons pour l'obtention gratuite de certains plants) ou sous forme de prêts en numéraire, primes à l'investissement forestier ou encore prêts sous forme de travaux. En gros les "bons subventions" auront permis de reboiser environ 3 000 ha dans le département au cours du VI^e Plan ; les autres aides, réservées aux ensembles de plus de 10 ha : 1 500 ha.
 - 2 - Il manque encore au département une étude sur ses landes. Voir, à ce sujet "De la lande, des landes" de MORAND (M.F.), Introduction au colloque de biogéographie, compte-rendu, p. 403-453 in Bulletin de l'Association des Géographes français, n° 393-94, nov.-déc. 1971 et "Annales de géographie", n° 416, 1967, p. 466-467. ELHAI (H.), "La 47^e excursion géographique interuniversitaire" et ELHAI (H.), "Biogéographie", Collection "U", Colin 1968, 406 p., p. 358-359 : planche : "la lande atlantique".
 - 3 - Le centre groupe une trentaine de propriétaires forestiers et agricoles.

En 1972 la municipalité a acheté le domaine de Beaucour au Comte de Boisboissel. Sur les 62 ha de la propriété, 41 ha étaient en futaie claire de chênes, châtaigniers et hêtres offrant alors : 800 m³ de bois d'œuvre de chêne ; 500 m³ de châtaignier à parquet ; 400 m³ de hêtre pour emballage léger ; 120 m³ de bois divers (mélèze, épicéa de Sitka, Douglas de 20 à 30 ans).

Pour 255 000 F l'acquisition a été réalisée à l'aide d'une subvention de 90 000 F et d'un prêt à long terme au Crédit Agricole. L'achat n'a donc pas pesé sur le budget communal. Dans l'esprit des édiles, Beaucour doit servir de modèle et d'incitation à l'aménagement forestier. En effet, sur la commune, les 282 ha de bois se répartissent en : 29,40 ha en futaies ; 24,57 ha en résineux ; 3,31 ha en peupliers et 116 ha en taillis. Le reste de la surface des bois porte, en fait, plutôt de la lande. L'optique du Conseil Municipal est donc de démontrer ce qu'il est possible d'entreprendre et de réussir en matière d'amélioration forestière. Dans ce but, un premier programme de plantation a été réalisé en 1974. Il a été planté de : 5 400 hêtres de 4 ans d'âge ; 2 300 chênes de 4 ans d'âge ; 200 châtaigniers de 40-50 cm ; 200 châtaigniers de 25-40 cm ; 10 chênes rouges de 250-300 cm ; 10 hêtres rouges de 250-300 cm.

Cette première tranche de travaux couvre 4 ha. Elle sera suivie de trois autres. D'autre part, un arboretum, en 1974, a été créé sur l'autre massif boisé que possédait déjà la commune, massif de 4,36 ha au lieu-dit Stang-Merrien. Il sera enrichi à l'avenir de l'introduction prochaine de feuillus de rapport et surtout de feuillus d'ornement : érables, marronniers, platanes, genêts blancs, noisetiers pourpres ... On voit que l'effort porte sur les feuillus. En même temps, les domaines de Beaucour et de Stang-Merrien constituent déjà des lieux de promenades dans des sites particulièrement agréables sur les dernières pentes du massif de Quintin-Duault.

De leur côté, les propriétaires forestiers les plus importants semblent disposer à améliorer leur capital. Trois groupements particuliers existent sur la commune dont celui dit "du Pelem" au sein de la famille de Boisboissel pour 79 ha et un autre de 52 ha ; le troisième regroupant des propriétaires de Saint-Nicolas, Bothoa, Canihuel et autres communes voisines.

L'exemple que nous venons d'analyser n'a pas beaucoup d'homologues dans le département. Pourtant, depuis 1963¹, en fait depuis 1966², les propriétaires de plus de 25 ha d'un seul tenant doivent présenter des "plans simples de gestion répondant aux orientations régionales de production", plans sur 10 ans au moins et 30 ans au plus. En Bretagne, l'appel de ces plans date de 1973, après que le service régional ait eu défini les "orientations régionales", donc rassemblé les études sur les conditions climatiques, écologiques, floristiques ... de la production forestière³. C'est dire que ces plans n'existent pas, ou en exemplaires encore trop peu nombreux pour que nous en fassions état aujourd'hui⁴. Ils reportent d'ailleurs l'amélioration effective des forêts à 30 ans au moins d'ici, lorsqu'ils porteront leur fruit. Dans le cadre de notre étude et en l'état actuel des choses, nous ne pouvons que constater les résultats de l'action du Fonds Forestier National (le F.F.N.) qui aide les propriétaires forestiers des Côtes-du-Nord comme ceux du reste de la France à replanter⁵, depuis 1947. Ces résultats se lisent un peu à travers la description de la forêt que nous avons faite plus haut, description mitigée, déconcertante, où nous avons tour à tour souligné l'excellence de certains peuplements et la médiocrité d'autres. L'aspect positif tient en partie au fait que la plupart des espèces introduites dans le département il y a 80 ou 100 ans l'ont été par l'intermédiaire des Anglais très soucieux de la qualité des semences. Nous avons donc aujourd'hui par

-
- 1 - Loi du 6 août 1963 dite loi PISANI qui a créé les centres régionaux de la propriété forestière, centres qui sont des services publics.
 - 2 - Date du décret d'application.
 - 3 - Ces documents sont rassemblés en un fascicule ronéoté intitulé "Orientations régionales de production", 87 p.
 - 4 - L'appel se fait par département. Le Service Régional l'a fait précéder, dans le département des Côtes-du-Nord, d'un relevé exhaustif des propriétés forestières par commune, à partir des matrices cadastrales : c'est cette source que nous avons utilisée pour dresser la carte de la propriété forestière du département.
 - 5 - Soit par "bons de subvention" en nature ou en argent, soit dans le cadre de contrat lorsque la propriété atteint 10 ha (voir plus haut). A remarquer que l'essentiel des reboisements du département a été fait dans le cadre du F.F.N.

exemple des Douglas d'élite, reconnus porteurs de graines par le Service Forestier. Au cours de l'histoire plus récente du reboisement, le souci de la qualité des "races" n'a pas été aussi marqué ; on s'est volontiers contenté de semences de moindre qualité ; en conséquence certains peuplements se trouvent très "hybridés". A nouveau, depuis une vingtaine d'année, on essaie de filtrer les arrivées de graines, de s'assurer qu'elles proviennent d'arbres d'élite mais, redisons-le, la qualité du travail ne s'en ressentira que d'ici de longues années.

L'aspect actuel des bois et reboisements réalisés fait que le département serait gros producteur de petit bois, c'est-à-dire de bois sans grande valeur sur le marché. Il existe pourtant un débouché à ce genre de production, celui de la fabrication de panneaux de particules. La technique en remonte aux années 50, mais en Bretagne son application en est toute récente : en 1970 une usine a été mise en service dans le Morbihan à la Chapelle Caro, alimentée en matière première provenant de Bretagne uniquement. Il a semblé question¹ d'en créer une réplique quelque part sur le plateau de Loudéac, pour utiliser cette production considérée comme ridicule que représente le bois de feu. Nous accéderions ainsi à une vision économique de la forêt, à la manière des Anglais qui ont envisagé l'exploitation des bois dès le moment où ils en entreprenaient la remise en état.

Conclusion sur le reboisement.

L'analyse de la couverture boisée et des améliorations récentes qui y ont été apportées nous montre que la re-structuration en ce domaine ne fait que commencer. En l'état actuel de la nature de la propriété foncière, les aménagements paraissent difficiles. Ni d'armor, ni d'argosat, ni bretonnant, ni gallo, le problème dépasse le cadre de notre étude. L'importance du morcellement d'une part, et celle de la possession nobiliaire, d'autre part, donnent cependant à la question de la mise en valeur de la forêt une acuité sans doute plus grande dans les Côtes-du-Nord qu'ailleurs.

D'armor en argosat, les Côtes-du-Nord attendent encore qu'on repense l'ensemble du problème. Pendant ce temps, au port du Légué, arrivent les

1 - En 1974, ce qui n'est toujours pas fait en 1977.

bois du Nord et d'ailleurs¹. Le bois manque au "pays du bois" et le département développe, à son désavantage, sous la forme de l'importation, l'activité de sa façade maritime.

d) Les aménagements des eaux terrestres.

Il y a moins de dix ans encore l'aménagement des eaux consistait essentiellement en l'adduction d'eau. Le problème était alors celui de la desserte en eau potable des populations, et secondairement, des animaux. L'effort principal des communes portait alors, dans la plupart des cas, sur l'alimentation des écarts, et quelquefois encore sur celle des bourgs. A cet égard, l'ouest des Côtes-du-Nord accusait alors, en 1968, un net retard sur la partie est². Au 31 décembre 1976, les communes desservies à 100 % sont toujours plus nombreuses en pays gallo qu'en pays breton. Les besoins grandissants en eau potable dans les élevages intensifs du Penthièvre et du pays de Loudéac sont en grande partie responsables dans cette course à l'adduction d'eau.

A la fin du VI^e Plan, on peut estimer le taux de la desserte en eau potable des populations des communes rurales à 88 %³ dans les Côtes-du-Nord, 83 % dans le Finistère, 80 % en Ile-et-Vilaine et 97 % dans le Morbihan, soit 87 % pour la région. Des efforts financiers importants ont été consentis tant par le Ministère de l'Agriculture que par les Conseils Généraux au cours du VI^e Plan : dans l'ensemble de la Bretagne, 167 millions de francs de subventions dont 7,7 au titre de la Rénovation Rurale, ce qui a permis de réaliser 472 millions de francs de travaux.

La desserte en eau potable des Côtes-du-Nord et de la Bretagne, se poursuit donc à un rythme relativement élevé, ce qui est tout à fait naturel, étant donné le retard de la Région en ce domaine. A la fin du VII^e Plan

1 - En tonnes : importation au port du Légué, 1938 : 1 603 ; 1945 : 720 ; 1950 : 727 ; 1955 : 5 304 ; 1960 : 8 461 ; 1966 : 14 299 ; 1968 : 17 206 ; 1969 : 15 710 ; 1972 : 15 943 ; 1973 : 18 141 ; d'après la Chambre de Commerce des Côtes-du-Nord. En 1974, ces importations ont nettement baissé (15 946 tonnes).

2 - Voir GUELLEC (A.), "Note sur l'adduction d'eau dans les Côtes-du-Nord", Norois, n° 75, 1972, p. 557-567.

3 - Sources D.D.A. et Mission Régionale - décembre 1975. Il s'agit ici d'un taux concernant les populations sédentaires desservies par rapport aux populations recensées (en fait recensement de 1968).

l'alimentation en eau potable sera générale quant à la desserte en surface. Il ne restera plus qu'à équiper les constructions nouvelles.

Mais, en réalité, le problème ne sera pas résolu pour autant, au contraire. En effet, jusqu'à ces dernières années les ressources, tant souterraines que superficielles, sommairement aménagées par des prises au fil de l'eau et de petits réservoirs, ont suffi aux besoins. Depuis quelques temps la progression rapide des besoins comparés au régime des rivières impose la prévoyance : retenir en hiver ce qui sera utile en été. Cette deuxième phase de l'aménagement a vraiment débuté dans les Côtes-du-Nord avec la construction des barrages de l'Arguenon, de Beaufort, du Frémur, du Gouët, de la Chèze... qui sont en service ou en construction. En ce domaine les Côtes-du-Nord sont relativement en avance sur les autres départements bretons.

L'époque de l'approvisionnement individuel en eau est certes bien finie. "Où que l'on s'installe, on est à peu près assuré de pouvoir creuser un puits ou de trouver non loin une fontaine ou une rivière"¹ : cela n'est plus tout à fait vrai. Aujourd'hui il convient de cerner les besoins, sous leur nouvel aspect, les ressources, et, en conséquence, de présenter des solutions.

Les besoins actuels en eau potable peuvent être estimés à 200 litres par jour et par habitant en milieu rural, 300 en milieu urbain².

Besoins journaliers actuels en période de pointe			
Unité : m ³ / jour	Besoins des communes urbaines †	Besoins des communes rurales ✕	Besoins totaux
Côtes-du-Nord	41 000	82 500	123 500
Finistère	115 000	90 000	205 000
Ille-et-Vilaine	97 000	78 000	175 000
Morbihan	60 000	76 500	136 000
Bretagne	313 000	327 000	640 000
✕ Définition décret n° 66/173			

Tableau n° 23.

- 1 - BREKILIEN, "La vie quotidienne des paysages bretons au XIXe siècle", Hachette 1966, 366 p. ; p. 17.
- 2 - Estimation des D.D.A. comme toutes celles données à propos de cette analyse du problème de l'eau.

Les différences entre la capacité actuelle de production et les besoins s'expliquent par le fait qu'il reste encore des populations à desservir (essentiellement des rurales) et d'autre part, par le fait que des stations de pompage et de traitement ont parfois une capacité de traitement excédentaire, telle celle de l'Arguenon.

Le vrai problème est celui de la fourniture d'eau brute aux installations. Par exemple, l'agglomération briochine dispose d'une capacité de traitement d'eau superficielle de 24 000 m³ par jour à partir des eaux du Gouët ce qui couvre largement les besoins ; mais le Gouët n'a pas toujours le débit suffisant correspondant. Ce fut le cas en 1976, lors de la sécheresse. L'exemple du Gouët montre que les plans pour l'avenir doivent tenir compte à la fois de l'augmentation des besoins et d'autre part, des périodes d'étiage qui correspondent en général à l'époque de la grande consommation. A l'horizon 1985 l'estimation des besoins journaliers en période de pointe serait de l'ordre suivant :

Estimation des besoins journaliers futurs (1985) en période de pointe			
Unité : m ³ / jour	Besoins des communes urbaines *	Besoins des communes rurales *	Besoins totaux
Côtes-du-Nord	60 000	115 000	175 000
Finistère	165 000	130 000	295 000
Ile-et-Vilaine	140 000	115 000	255 000
Morbihan	85 000	110 000	195 000
Bretagne	450 000	470 000	920 000
* Définition décret n° 66/173			

Tableau n° 24.

En conséquence, les besoins annuels calculés en tenant compte des besoins journaliers de pointe de juillet et août sont en 1976 et seraient en 1985 de :

	Côtes-du-Nord	Finistère	Ile-et-Vilaine	Morbihan	Total
1976	33 millions de m ³	54	64	36	169
1985	46	78	67	51	242

De telles considérations invitent les administrations techniques à une politique des ressources stricte, d'autant plus que les sites de barrages se trouvent à l'amont, étant donnée la configuration des rivières et du relief. Les ressources à créer sont de l'ordre de 70-80 millions de m³ d'ici 1985 pour l'ensemble de la Bretagne : 13 pour les Côtes-du-Nord, 24 pour le Finistère, 21 pour l'Ille-et-Vilaine, 15 pour le Morbihan. Dans les Côtes-du-Nord et le Finistère les projets actuels recouvrent les besoins calculés.

Dans les Côtes-du-Nord, un gros effort a été entrepris à temps¹. Le département n'est pas absolument à l'abri d'un manque d'eau, mais on ne pourra pas reprocher aux techniciens d'avoir essayé d'accompagner, voire de devancer les demandes des agriculteurs pour les élevages ou leurs cultures irriguées. L'aménagement de l'eau potable ne se conçoit plus sans celui des eaux usées. Déjà des stations d'épuration ponctuent le territoire départemental, parant au plus urgent, mais les communes ainsi équipées ne font que mieux ressortir l'ampleur du travail qui reste à faire. Le rapport d'orientation de la Bretagne pour le VIIe Plan (édité en 1975) mettait en quatrième et dernière position ce point du programme du Plan en ce qui concerne l'eau mais en insistant sur son importance et son urgence en zone côtière. Les problèmes de l'eau changent. Ils n'en perdent pas d'acuité pour autant. Les Côtes-du-Nord sont un exemple en ce domaine. On voit poindre le jour où de gros travaux seront nécessaires pour un type d'agriculture nouveau, à base d'irrigation. Les travaux d'hydraulique ne font que commencer dans les Côtes-du-Nord. Mais les agriculteurs de pointe réclament déjà des systèmes d'irrigation ou d'aspersion encore modestes et souples dont on peut très bien imaginer la complexité et l'ampleur².

Conclusion sur l'aménagement d'ensemble des structures.

Depuis 1960 l'aménagement d'ensemble des structures dans les Côtes-du-Nord a été considérable mais il a consisté essentiellement en remembrement et adduction d'eau. Il a accompagné l'essor de la production

1 - Voir les tableaux en annexe.

2 - Voir chapitre des pays de Loudéac et Penthievre.

agricole dont nous allons maintenant donner le tableau. Il nous faudra alors essayer de comprendre dans quelle mesure et comment se sont établis des liens entre l'un et l'autre au sein des unités d'exploitations.

B) Le tableau actuel de la production agricole.

a) Les grandes phases de l'évolution de la production et des structures.

Le passage de la situation agricole de 1955 à celle d'aujourd'hui s'est effectuée par étapes dans les Côtes-du-Nord comme dans l'ensemble de la Bretagne. Les phases principales ont été celles de la grande diffusion des progrès techniques, entre 1950 et 1959, celle de l'organisation économique de 1960 à 1966, et, depuis 1967, celle d'un aménagement plus global des structures ; chacune de ces périodes comportant des aspects variés, mais toujours l'un d'entre eux permettant de caractériser l'étape à laquelle il appartient. C'est ainsi que nous pourrions ramener les trois grands paliers à trois données fondamentales : la première révolution fourragère ; le "hors-sol" et son environnement soit celui des coopératives d'un nouveau style, soit celui de l'intégration par les firmes ; le troisième aspect étant celui de la spécialisation des exploitations pour une meilleure rentabilité et de la mécanisation de plus en plus poussée de toutes les productions végétales et animales pour compenser l'exode rural.

1 - La phase des progrès techniques (1950-1959).

En 1955 on peut estimer que l'ensemble de la Bretagne faisait encore figure de pays pauvre, en particulier par rapport à la Normandie, la région voisine qui lui est comparable en surface. Traditionnellement la Normandie, le pays où l'herbe "pousse toute seule", apparaîtrait aux yeux des Bretons comme le pays riche par excellence. En 1956 les D. S. A.¹ des départements bretons estimaient que la productivité bretonne était inférieure de 20 à 30 % à celle de la Normandie, pour un cheptel bovin à peu près égal en nombre.

1 - Sources : D. S. A. (rapports annuels) et PLUVINAGE (J.), "Regards sur l'élevage bovin français", op.cit., p. 273.

C'est à partir de cette situation et de cette comparaison très défavorables pour la Bretagne qu'une évolution spectaculaire s'amorce et se réalise dans une première décennie. Les progrès techniques consistent alors en un emploi généralisé des amendements calcaires, des engrais et des semences sélectionnées : de 1955 à 1960 les rendements en céréales passent de 22 qx/ha à 26 qx pour le blé, de 22 à 25 pour l'orge tandis que pour l'avoine, culture traditionnellement faite sans engrais en dernière sole, le rendement passe seulement de 19 à 20 qx. Les prairies artificielles et prairies temporaires, et dans une moindre mesure les prairies naturelles, voient leurs rendements augmenter très nettement aussi grâce à une utilisation plus importante des engrais et des semences sélectionnées. Ainsi les prairies temporaires ont un rendement qui augmente de 50 % (42 qx à 60 qx) en 5 ans et compte tenu de ces résultats satisfaisants pour l'époque les éleveurs de pointe adoptent sans problème "la prairie cultivée ou prairie temporaire". Les superficies de prairies temporaires passent de 30 000 ha en 1955 à 42 000 ha en 1960 et, ce, au détriment des céréales traditionnelles, et, déjà, de la pomme de terre de consommation.

Les grands changements dans la productivité et dans les habitudes culturales s'inscrivent dans une géographie interne du département renouvelée.

L'argot s'aligne enfin sur l'armor seul traditionnellement à utiliser, régulièrement et en quantité, les engrais naturels tirés de la mer. En même temps, la mécanisation et la motorisation s'opèrent en armor comme en argot. En 1955 on comptait encore 76 000 chevaux¹ dans le département ; au R.G.A. de 1970 il n'y en a quasiment plus et dès 1960 le fait était acquis. Par contre, le parc des tracteurs passait de 4 191 unités en 1955 à 21 581 en 1967² - tout comme partout en Bretagne (970 unités en 1950, dans le Finistère, 14 000 en 1959)³ - et en 1967, 84 500 en Bretagne.

-
- 1 - Dont 58 000 de plus de 3 ans (chevaux de trait proprement dits) ; en 1960 : 65 000 dont 52 000 de plus de 3 ans.
 - 2 - Enquête sur le machinisme agricole (enquête C.E.E. - 1967) et BODIGUEL (M.), op.cit., p. 33 où est étudiée la diffusion du tracteur dans les Côtes-du-Nord.
 - 3 - DENIEL (J.), "Vingt cinq ans d'évolution de l'économie agricole et de la société rurale d'un département de l'Ouest : le Finistère (1950-1975)" in Académie d'agriculture de France, séance du 5 mars 1975 (p. 272-280) et HOUÉE (P.), "Les étapes du développement rural", Ed. Ouvrière, Paris 1972, t. II, "La révolution contemporaine 1950-1970". Voir aussi, "L'agriculture en Bretagne - Groupe de recherches bretonnes", Dynamisme ou domination, n° spécial Ar Falz, n° 13-14-15, avril-juin 1976.

Les façons culturales se transforment en conséquence : les graminées et les légumineuses constituent de plus en plus un couvert de prairies artificielles et temporaires qui jusque-là était resté l'apanage des cantons privilégiés de l'armor, et plus précisément du Trégor. La surface des prairies artificielles et temporaires passe de 81 000 ha en 1955 à 92 000 en 1960. A ce point de vue encore, l'argosat a tendance à s'aligner sur l'armor. Mais plus que l'extension des surfaces des prairies artificielles les rendements en unités fourragères sont significatifs. De moins 4 000 U.F/ha¹ on passe à 8 000-10 000 U.F/ha grâce aux apports d'engrais et à la pratique du pâturage tournant rendu possible par la vulgarisation de l'emploi des clôtures électriques.

Cette transformation de la culture est au service des nouvelles exigences de l'élevage. Longtemps négligé au profit des cultures de céréales, puis de celle des pommes de terre, dans le but primordial de nourrir une population nombreuse d'agriculteurs et de tisserands, l'élevage bovin participait à la fertilisation des champs sans profiter pour autant de la production végétale non orientée vers des finalités animales : lait ou viande. En argosat cette secondarité de l'élevage par rapport à la culture était particulièrement flagrante, cependant qu'en armor, on trouvait, ça et là, quelques troupeaux élevés pour eux-mêmes, à l'aide justement des prairies artificielles que nous y signalions plus haut².

A partir de 1955 le troupeau bovin change de signification au sein des systèmes d'exploitation. La production en devient essentielle par rapport à celle du domaine végétal. Une série d'améliorations techniques concourent à ce but.³ L'insémination artificielle illustre bien cet aspect du développement.

1 - Estimation des ex-D. S. A. de Bretagne.

2 - Revoir les cartes du chapitre de l'agriculture traditionnelle.

3 - L'importance de la révolution technique en agriculture est fortement soulignée dans "Agrarian-industrial complexes in the modern agriculture", Union Géographique Internationale, Groupe de travail de l'aménagement rural, Budapest 1976, 83 p. volume du 23e Congrès International publié par l'Institut de Géographie de Budapest ; principalement dans l'article de FACTOR (H. L.), "Les modifications de structure dans l'économie des campagnes en Europe occidentale", p. 48-52.

	Nombre de vaches laitières dans les Côtes-du-Nord	Total insémination artificielle dans les Côtes-du-Nord
1955	240 000	45 454
1960	266 000	136 695
1970	295 000	268 945
1974	330 000	312 049

A la faveur de l'insémination artificielle la robe et le gabarit des vaches des Côtes-du-Nord changent : la Bretonne Pie Noire et l'Armoricaine laissent la place à la Normande¹. Dans cette substitution des races, joue avant tout la recherche de rendements laitiers supérieurs. Vers 1955, avant la révolution fourragère, on pouvait estimer la productivité laitière à 1 800 ou 2 000 l. par vache et par an, dans le cadre courant d'une ferme de 4 à 5 vaches².

Vers 1960, cette productivité se situait vers 2 200 l. pour une exploitation assez représentative des Côtes-du-Nord, armor ou argoat, de 10 à 15 laitières.

Dans la course à l'extension des troupeaux et aux performances laitières la tendance est à un certain abandon des cultures qui ne participent pas directement à cette recherche. La culture de plants de pommes de terre qui a atteint son maximum d'extension en 1947-1948 avec 15 000 ha contrôlés en Bretagne et dans les Côtes-du-Nord, cette culture va dès lors maintenant en régression. De même, celle des céréales panifiables (blé) : les emblavures des Côtes-du-Nord passent de 110 000 ha en 1955 à 100 000 ha en 1960 et 37 000 ha en 1975. Depuis 1967-68, le blé a perdu son caractère "noble" et est utilisé plus pour l'aliment du bétail que pour la meunerie³.

1 - Normande pure d'abord puis à partir de 1965 au profit de la F.F.P.N. plus productive en lait.

		No	FFPN	Autres
1966	234 752 ins. artif. dont	91,5 %	3,2 %	le reste
1970	268 945 " "	82,8 %	10,9 %	"
1974	312 049 " "	65,1 %	28,5 %	"

Evolution récente des races laitières dans les Côtes-du-Nord.

2 - PLUVINAGE (J.), op.cit., p. 281.

3 - "On gagne son beefsteck" mais on ne dit plus "gagner son pain" !

Le porc jusqu'en 1965 reste une production "fermière" alimentée à base de pomme de terre et de lait écrémé. Ce n'est qu'à partir de 1965 que le porc "s'industrialise" pour trois raisons qui sont : la conversion de la collecte de crème en collecte de lait ; l'abandon de la pomme de terre de conservation ; l'apparition des porcheries à lisier.

De 1955 à 1965, l'aviculture, autrefois production complémentaire de la petite exploitation familiale, développe de très nombreuses unités de faible dimension qui ont permis aux petits exploitants de "survivre"; puis à partir de 1965 la tendance est à la mise en place d'ateliers industriels spécialisés où les terres sont seulement là pour recevoir les lisiers ou fumiers.

A la fin de la décennie (1950-1959) la ferme typique de l'argot a donc considérablement réduit la marge qui la différenciait si fort de celle de l'armor en 1950 et 1955. L'autarcie, règle de fonctionnement des fermes de l'intérieur jusqu'en 1950-55, s'estompe et l'exploitation entre dans une économie d'échanges en faisant de plus en plus appel au secteur d'amont (engrais, amendements calcaires, aliments du bétail, semences, produits phytosanitaires, matériel important ...) et vend à l'extérieur de plus en plus de produits, ce que faisaient depuis déjà assez longtemps les fermes côtières (vente de légumes principalement et quelques produits autres pendant la saison touristique).

De son côté l'armor a accentué sa production spécialisée : celle des légumes : pommes de terre de primeur, choux fleurs d'hiver, artichauts, et haricots demi-secs "coco de Paimpol".

Toutefois la culture légumière reste limitée à une zone réduite, située dans le Nord Ouest du département, qui bénéficie de conditions climatiques particulièrement favorables en hiver et printemps.

Ainsi, en une dizaine d'années, au vieux fond céréalier commun à l'armor et à l'argot, mais beaucoup plus pauvre en argot qu'en armor, s'est substituée la dominante d'un élevage laitier basé sur les prairies artificielles jusque là inconnues en argot. Dans ce premier stade de l'évolution récente des Côtes-du-Nord l'uniformisation des secteurs géographiques est le trait le plus marquant.

Si nous cherchons alors les raisons du démarrage économique d'ensemble et celles d'un certain rattrapage de l'argot par rapport à l'armor,

nous devons retracer en premier lieu l'histoire des cellules de base de ce développement, à savoir les C.E.T.A.

L'isolement caractérise les agriculteurs bretons, et ceux des Côtes-du-Nord en particulier, jusqu'au jour où, en 1963, quelques-uns d'entre eux ont l'idée de se regrouper dans les cantons de Loudéac, Lanvollon, Hénanbihen et Plédéliac ... et de former des Centres d'Etudes Techniques Agricoles pour examiner l'ensemble des problèmes de leurs exploitations, imitant en cela une formule née quelques années plus tôt dans la Région Parisienne¹. En s'épaulant les uns les autres, ces poignées d'agriculteurs - de 10 à 15 seulement par centre - issus du milieu de la J.A.C. des années précédentes, ont essayé de rompre leur isolement, celui qu'imposaient l'habitat dispersé et le bocage. D'abord préoccupés d'améliorer les rendements des cultures traditionnelles - les céréalières - ils ont voulu ensuite, et très vite, développer les prairies temporaires : ray-grass, dactyle, ou trèfle blanc. Le cas du Mené, le pays peut-être le plus déshérité des Côtes-du-Nord, est sans doute instructif à cet égard². Mais ce phénomène a été encore plus net avec l'apparition des productions "industrielles" (porcine et avicole) qui ont permis à tous les hommes dynamiques, dégagés des contraintes du relief et du climat, de s'"extérioriser" en utilisant leurs compétences professionnelles dans cette direction.

Au total, la première phase du réveil de l'agriculture dans les Côtes-du-Nord, de 1950 à 1959 se caractérise bien par des progrès techniques considérables, mais ceux-ci sont plus ponctuels que coordonnés.

2 - La phase de l'organisation économique (1960-1966).

L'amélioration des rendements, la substitution des races, la

1 - BODIGUEL (M.), "Les paysans face au progrès", op. cit.

2 - HOUEE (P.), "Développement et coopération en Bretagne Centrale : l'accueil des techniques et l'évolution de l'esprit coopératif dans la région de Loudéac", Doctorat de sociologie, Poitiers, ronéoté, 191 p., 1963. Voir l'analyse du rôle de la J.A.C. de WYLIE (L.), "Transformation et permanence de la structure sociale française", p. 187-259 dans HOFFMANN (S.), KIND LEBERGER (Ch. P.), WYLIE (L.), PITTS (J. R.), DUROSELL (J. B.) et GOGUEL (F.), "A la recherche de la France", Le Seuil, 1964, 459 p.

généralisation de la motorisation ... tous les progrès techniques de la première décennie ont entraîné vers 1960 une augmentation de la productivité et de la production¹. Mais le contexte général des années 60 est celui de l'effondrement des prix et des marchés. Le fait a été sensible d'abord dans le secteur légumier, en dehors du département des Côtes-du-Nord, dans le Finistère où ce secteur est beaucoup plus important². La prise de conscience, par les producteurs, de la nécessité de réformer le système de commercialisation s'est faite au sein d'un syndicalisme renouvelé dans la région de Saint-Pol-de-Léon, autour du leader Alexis Gourvennec. La prise d'assaut de la sous-préfecture de Morlaix en a été la manifestation la plus voyante³ de la protestation des producteurs de légumes en Bretagne contre l'irrégularité ou l'effondrement des cours. Il s'en est suivi un travail en profondeur qui a abouti à la création du "Comité de l'artichaut" en décembre 1958, à la fois organisme d'information, d'étude et de gestion du marché ; et, indirectement, à l'arrêté préfectoral du 21 juillet 1960 qui délimitait la zone légumière et désignait les marchés sur lesquels les denrées seraient apportées. L'essentiel de cette réorganisation a consisté en la création du "Marché de ventes aux enchères du Nord-Finistère" dit plus couramment "SICA de Saint-Pol" le 20 janvier 1961 à Morlaix.

Dans les Côtes-du-Nord, l'inquiétude quant au prix et la recherche d'une meilleure organisation de la production s'est manifestée surtout dans les domaines qui lui sont plus propres au département, à savoir celui de l'élevage, d'abord celui des volailles et des procs, et plus tard, celui des bovins⁴. Toute la période 1960-1966 est marquée par l'affrontement des partisans

-
- 1 - Pour une vue d'ensemble se reporter à la revue "Paysans" de 1968, n° 73-74. "Tableaux de l'agriculture française et européenne" et le numéro spécial de la Revue française d'économie et de sociologie rurales : "Vingt ans d'agriculture française" 1948-1968, n° 78 et 80, 1er et 2e trimestres 1969.
 - 2 - Rappel : le Finistère produit plus de 60 % des artichauts français et les Côtes-du-Nord moins de 10 %.
 - 3 - Voir AUTRET (J.F.), "La commercialisation des légumes en Bretagne", Thèse de 3e cycle, Rennes, 3 volumes ronéotés de 243 p., 518 p. et 83 p. et SIMON (M.), "L'évolution de l'agriculture dans la zone légumière Nord-Finistère", 3e cycle 1975, ronéotée, 307 p., Université de Haute-Bretagne.
 - 4 - Les différentes sortes d'élevage se concurrençant : relire PLUVINAGE (J.), "Regards sur l'élevage bovin français ...", p. 283, op.cit. qui note que les productions avicoles et porcines ont ralenti l'intensification bovine car "elles ont accaparé les capitaux disponibles et l'esprit d'une grande partie des agriculteurs les plus avancés de la région".

de l'organisation économique et ceux du libéralisme plus ou moins corporatif. Dans le domaine où l'actualité est la plus voyante, celui des légumes de plein-champ et des pommes de terre, les arrêtés d'extension des disciplines de mise en marché du 15 mars et du 27 juillet 1966 marquant le succès de la thèse de l'organisation avec la création de groupements de producteurs.

Les éleveurs de volailles et de porcs ont imité cette restructuration de la production. En fait la production du poulet de chair¹, comme celle des œufs de consommation est ancienne dans le département². Jusqu'en 1929 il s'agissait d'un élevage fermier où les animaux se nourrissaient d'une faible ration de grains complétée par les insectes et la verdure qu'ils trouvaient ça et là dans les champs. Seule la région de Lamballe expédiait en Angleterre quelques oies (du Penthièvre) ; l'essentiel des poulets et des œufs était consommé localement. Après une période "pionnière" (1930-1945) qui intéresse surtout le Trégor et le Goëlle, puis une période d'élevage semi-industriel de 1945 à 1948 où l'on voit des améliorations dans le domaine sanitaire, la production du poulet se développe de façon spectaculaire de 1948 à 1958 dans le Sud-Ouest du département : autour de Rostrenen, dans le Massif de Quintin-Duault et le Bassin de Corlay, tandis que le Trégor continue à produire des œufs. Mais les crises de mévente de 1957 et des années suivantes, 1964 sur-

1 - D'autres productions de volailles existent dans le département notamment celui des cailles à Plérin (à la Ville-Trélieu) dont le propriétaire-inventeur ne nous a pas livré le chiffre d'affaires, ni celui des tonnages, mais cet élevage, lancé en 1961, prospère visiblement, puisque les bâtiments s'étendent d'année en année et que l'exportation de la "Caille St-Hubert" se fait soit en frais, soit en réfrigéré, soit encore sous forme de plats cuisinés, le tout conditionné par l'éleveur lui-même, qui emploie 20 personnes et bientôt 40. Cet éleveur s'est installé à Plérin, venant du Sud du département, de Merléac. Il était représentant avicole auparavant. Il illustre la réussite de certains éléments brillants qui ont muté à l'intérieur du département. Mais en 1974, son élevage ayant eu la maladie de New Castle (peste aviaire), l'entreprise traverse actuellement une période très difficile sur le plan financier (1974) et le propriétaire craint qu'il ne soit mis en cessation de paiement prochainement, et de ce fait, soit contraint de fermer son élevage.

2 - THERIN (Henri), "L'élevage avicole dans les Côtes-du-Nord", m. de m. 1969 ; LE RHUN (P. Y.), "L'aviculture intensive en Bretagne", thèse de 3e cycle, Nantes 1972, 266 p. ronéotées ; LE BIHAN (J.), "Analyse économique du développement de l'aviculture moderne en Bretagne", Thèse Sciences économiques, 363 p. ronéotées.

tout, entraînent la faillite de nombreux producteurs et la fermeture de l'abattoir de Guingamp "Franc-Poulet" (créé en 1959, fermé en 1965). C'est dans ce contexte de crise que le hors-sol avicole, celui qui produit des poulets de chair plus spécialement, fait l'objet de tentatives de formation de groupements de producteurs - celle de 1957 précisément - et que d'autre part s'opère une main-mise plus serrée des firmes de l'aliment du bétail sur les élevages. Avec la seconde crise avicole, de 1964-65, les coopératives se fabriquent l'aliment du bétail, relayant partiellement dans ce domaine les firmes industrielles¹.

La phase que nous appelons phase d'organisation économique correspond donc à la mise en place d'un encadrement de la production avicole du côté amont comme du côté aval. En ce qui concerne la production porcine, cet embrigadement est tout aussi net mais il est en relation plus étroite avec la transformation du système de culture : l'utilisation généralisée du maïs-grain en même temps que la recherche pour l'amélioration génétique est sinon plus active que dans le domaine avicole, du moins plus répandue au niveau direct des éleveurs qui s'initient aux hybridations.

L'organisation de la production de viande bovine a marqué un temps de retard très net par rapport à celle de la production avicole ou porcine. Toutefois la production des veaux a nettement augmenté au cours de la période 1960-66 et l'on a assisté alors à la mise en place des ateliers spécialisés qui se sont multipliés et agrandis à la période suivante, l'initiative en revenant d'abord aux firmes d'aliment.

Pour la production laitière, la phase d'organisation revêt deux

1 - "L'agriculture : le problème agricole contemporain", n° spécial de la Revue d'économie politique, Sirey 1969, 552 p. ; particulièrement l'article de BONASTRE (J.B.) et NICOLAS (Ph.), "Les transformations de la coopération agricole", p. 445-462 et MAINIE (Ph.), "Les nouvelles relations entre l'agriculture et ses transformateurs", p. 434-444 qui étudie l'intégration et la "satellisation" des exploitations agricoles et montre que l'exploitation traditionnelle cède graduellement le pas à des combinaisons d'ateliers de production plus ou moins "satellisés" en amont et en aval, sous la double pression des progrès techniques et celle des industries agricoles par l'intermédiaire des contrats. Cette idée est reprise dans BODIGUEL (M.), "Les paysans ...", *op. cit.* dans le chapitre "Le poulet industriel dans le Morbihan" où sont décrites les conséquences de la production sous contrats : essor des gros agriculteurs et déclin des petits car "firmes et coopératives favorisent les gros élevages au détriment des petits", p. 121.

aspects : l'un se situant au niveau des exploitations : amélioration des performances, dans le prolongement de ce qui avait été amorcé auparavant ; l'autre a constitué^{en} un aménagement de la collecte du lait. Entre 1960 et 1966 en effet, les firmes puis les coopératives, installent le froid à la ferme pour y conserver deux jours le lait, et non plus le beurre ou la crème ; elles se répartissent les secteurs géographiques de ramassage, en même temps qu'elles ont tendance, les deux, à délaisser les producteurs trop petits ou trop éloignés des circuits. Ces circuits de ramassage se recoupent généralement.

L'organisation affecte donc les différents domaines de la production. Mais elle ne signifie pas pour l'exploitant que les différents réseaux qui l'enserrent dorénavant soient coordonnés, ni qu'il en tire plus de liberté d'action. Au contraire, il doit se couler dans plusieurs moules, autant de fois qu'il choisit d'orientations de production.

La vraie uniformisation de la phase d'organisation économique (entre 1960 et 1966) est d'ordre géographique. Dans ce mouvement d'organisation de la production, il n'y a plus d'armor ni d'argosat. La station avicole de Ploufragan à côté de Saint-Brieuc ne doit son implantation en armor qu'à la proximité du chef-lieu de département et plus exactement encore, à la décision du Conseil Général et de son Président, René Pleven qui a voulu voir loin et grand sur ce point précis.

De la même manière, à l'intérieur du département, l'aspect le plus spectaculaire de la phase d'organisation économique se situe, non pas au niveau de la production en quelque domaine que ce soit, mais au niveau des marchés.

Les marchés du cadran de Lamballe et Loudéac sont désormais les symboles et les pôles d'un monde agricole restructuré, par la base, à travers l'armor et l'argosat. Mais dans les deux cas leur rayonnement n'est pas spécifique à la petite région de chaque petite ville.

3 - La phase d'aménagement plus global du territoire (à partir de 1967).

Au cours d'une troisième phase, l'évolution de l'aménagement re-

est venu
vêt des aspects plus globaux. L'exemple du Finistère où dès 1964-67 deux schémas de structures - l'un pour le Nord-Finistère, l'autre pour le Sud-Finistère - ont été mis en place dans le cadre de la politique de Rénovation Rurale. Ces schémas interviennent dans les différents aspects du développement : la circulation terrestre et maritime, les équipements industriels; pour les zones rurales ils ont pris la forme des Plans d'Aménagement rural (les P.A.R.).

Dans les Côtes-du-Nord un seul P.A.R. a été mis en train (jusqu'en 1977) : celui de Mené, sous l'action du Comité d'expansion le plus vigoureux du département. Fut un temps, il a été question d'un P.A.R. dans le Penthièvre, mais là, les éleveurs se veulent capables de se prendre en charge et ne veulent pas de la procédure.

Depuis 1976, des "plans de développement" individuels sont dressés mais il est trop tôt, pour nous, pour en tirer des enseignements.

Au terme de cet historique de l'évolution récente de l'agriculture des Côtes-du-Nord et des formes nouvelles d'organisation qui ont été tentées et qui continuent, pour la plupart, à se développer, il convient de se demander si les buts recherchés ont été atteints : celui de donner la parité du revenu des agriculteurs avec les autres catégories socio-professionnelles réclamée entre 1960 et 1962 ; celui de tirer le maximum de l'organisation dans le cadre des lois d'orientation agricole ; celui aussi de replacer l'économie des Côtes-du-Nord, comme dans l'ensemble de la Bretagne, dans le contexte national et européen (C.E.E. à 6 et 9 membres).

A la question de savoir si le niveau moyen de revenus des agriculteurs a augmenté dans l'absolu et en valeur relative on peut facilement répondre affirmativement¹. Mais la question se situe plutôt dans des parités internes entre les diverses classes d'exploitants et, d'autre part, entre les secteurs géographiques.

1 - Voir "les comptes de l'agriculture bretonne de 1971 à 1975" : RBE, RBA, Revenu net, septembre 1976, Chambre régionale d'Agriculture de Bretagne : une cinquantaine de pages ronéotées et du service d'études économiques de la Chambre d'Agriculture des Côtes-du-Nord. "Essai de recherche du revenu agricole et de la répartition du revenu brut agricole, 47 p. ronéotées, 1975.

En argoat comme en armor nous pouvons citer les plus belles réussites et, aussi, les cas les plus douloureux. Si l'on tient compte de la récurrence des premières, peut-être pouvons-nous risquer plus facilement un zonage. La carte de ^{la} densité des gros élevages porcins par exemple révèle l'existence d'un pays de Lamballe, d'un pays de Loudéac ... Mais à l'intérieur-même des secteurs dynamiques ne trouve-t-on pas les "laissés-pour-compte", ceux qui n'ont pas pu, ou pas voulu s'agrandir, se transformer pour produire plus et mieux ? L'aménagement d'ensemble des structures n'a pas tout résolu. La part individuelle, l'initiative restent des facteurs prépondérants d'évolution, de réussite. On en revient toujours à l'action décisive des individus, même si certains d'entre eux donnent le ton à des ensembles, villages, communes, ou pays.

Ces leaders sont d'abord ceux du monde paysan lui-même et nous les décrivons surtout dans la nouvelle géographie des Côtes-du-Nord, celle de pays. Mais ce sont aussi, à la fois plus modestes et moins visibles, ceux des différents services du monde agricole. En voici deux :

XA

XA est un Breton du département voisin, il a parlé breton dans son enfance, celui du Morbihan. Il ne comprendrait donc pas les Cornouaillais d'origine. Mais aussi authentique qu'eux, dans un autre genre, il frappe avec ses yeux qui cherchent à aller droit au but . Il ne dit pas "les agriculteurs" mais "nous". Sorti de l'ancienne Direction des Services agricoles, il en a conservé un souci plus pragmatique de la production. Se rappelant la petite ferme d'autrefois perdue au milieu du bocage - la sienne - il mesure avec un étonnement renouvelé les progrès du milieu rural des Côtes-du-Nord. Il a la manie des notes et des tableaux. Il suit sur les graphiques l'évolution des tonnages et connaît le sens des flux qui alimentent ces résultantes, apparemment détachées de leur lieu d'implantation. Derrière la courbe de l'extension des surfaces qui portent le maïs, il voit la commune où la culture a démarré, le cultivateur qui a suscité ce mouvement, et le destin de cet homme depuis ce temps-là. XA est un géographe à l'envers : il ne traduit pas le paysage, il le modèle sur son désir de promouvoir l'espace ingrat qu'il a connu dans sa jeunesse.

Comment savoir si cet homme joue un rôle dans le département qu'il connaît si bien ? Il est un lien entre ceux qui œuvrent chacun dans leur domaine plus restreint. Un lien ? C'est bien peu de chose. Un serviteur, un agent qui éclaire, qui fait connaître les réalisations, et, ainsi, contribue à leur mimétisme.

XB

XB est un autre type de personnage. C'est un apôtre, une âme qui croit au progrès, ou mieux encore, qui est sensible aux manques et aux besoins du monde paysan. Il se donne d'autant plus à sa tâche de recherche, ou de vulgarisation, qu'il se perçoit au service d'un monde paysan empreint souvent de caractères en fait révolus - remontant à l'époque de son expérience personnelle d'exploitant.

"XB" a quitté l'exploitation familiale à 24 ans, en 1965, poussé par la nécessité. La ferme de 18 ha ne pouvait plus être l'affaire que du seul frère aîné. "XB" est donc parti, après le service militaire, avec, pour bagage, le certificat d'études et deux ans d'école d'agriculture d'hiver. Il avait songé à quitter le pays et la terre depuis longtemps déjà. Mais l'urgence lui en est apparue qu'avec son retour de l'armée. Il est donc devenu conseiller agricole itinérant puis sédentaire, toujours mieux placé dans les organisations pour mieux défendre la cause des hommes qui peinent, confondant un peu ses propres difficultés avec celles de sa génération, celles du jeune qui abandonne la terre avec celles des jeunes qui y restent.

S'il est facile de mesurer l'intensité de cette application à aider les agriculteurs, il l'est beaucoup moins de saisir l'influence de cette personnalité. A coup sûr, le visiteur rencontre, dans ce technicien zélé, un écho du monde paysan. Les paysans peuvent se reconnaître en lui et, lui, porter un peu au loin les préoccupations de ses frères. L'homme qui parle alors au nom du monde rural, teinte de sa passion personnelle, descriptions et revendications. Il focalise et exagère des images souvent paisibles à l'origine. L'éloignement, qui est le sien, ne lui procure pas toujours de recul. Son inquiétude, décrochée des réalités quotidiennes et routinières, prend l'exaspération des intellectuels sensibilisés à un problème. Son origine bretonne

ajoute à sa passion. "XB" défend les paysans et le pays breton. Venu du pays gallo, son ardeur n'aurait pas le même accent. En travaillant pour la Basse-Bretagne, sans l'avouer il cherche à préserver l'incontestable originalité qui risque de se perdre dans le renouveau économique.

Pour sentir les difficultés, existantes ou à naître, des agricultures du département, rien ne remplace ce miroir quelque peu déformant que représente "XB". Nous lui devons beaucoup. Les heures que nous avons passées à l'écouter nous ont ramené à notre propre expérience du monde rural, passionnelle également à ses débuts.

b) Tableau de la production agricole actuelle.

L'aménagement des structures d'ensemble de la production agricole du département des Côtes-du-Nord que nous venons d'étudier a revêtu des formes souvent visibles et quelquefois spectaculaires, comme le remembering. Mais il n'a fait qu'accompagner, précéder ou suivre les transformations, les mutations, et d'une façon générale, l'augmentation de la production autrement plus importantes. Cette évolution de la production est elle-même liée à celle des systèmes de productions que nous décrirons plus loin.

Pour le moment, nous tenterons de saisir les grandes tendances de la production agricole à travers un rythme d'évolution pressé, parfois saccadé et quelquefois contradictoire.

- La production céréalière.

Jusqu'au milieu du XIXe siècle, grande est l'opposition entre le bord de mer céréalier et l'intérieur des terres qui l'est beaucoup moins, entre pays du blé et pays du seigle, entre pays de cultures riches et pays de cultures pauvres et d'élevage.

Au cours de la seconde partie du XIXe siècle, la culture du blé couvre des surfaces de plus en plus importantes. Au sortir de la guerre de 1914-18 le blé règne partout : 108 000 ha lui sont consacrés dans le département. Il représente la grande dominante des systèmes de culture d'alors avec l'avoine, plus spécialement répandue à l'ouest des Côtes-du-Nord, en relation avec le grand centre de commercialisation du cheval de Landivisiau dans le Finistère. Blé et avoine définissent à la fois l'orientation économique

et le niveau technique des exploitations. L'argent frais des cultivateurs, entre les deux guerres, provient de la vente des grains et la culture est fonction de l'attelage. Si à partir de 1920-22, date de l'installation des écremeuses dans les fermes, le beurre constitue un second apport financier, il n'efface pas le caractère fondamentalement céréalier des campagnes, même à l'intérieur des terres. Cette tendance à l'extension des surfaces en blé s'accélère après 1945. Au lendemain de la seconde guerre mondiale le blé représente 50 % des céréales, elles-mêmes couvrant 50 % des terres laboureables.

Tout change avec la révolution fourragère de 1955, à partir du moment où l'on cultive l'herbe au lieu de se contenter de la couper. Le département s'oriente délibérément vers l'élevage. Le blé, qui ne peut entrer dans de trop fortes proportions dans l'alimentation bovine ou porcine, n'est plus autant cultivé. Le seigle et le sarrasin, sans intérêt pour les rations alimentaires du bétail, deviennent très vite des curiosités. L'avoine dont les rendements ne peuvent rivaliser avec ceux de l'orge, a peine à garder sa place, puisque les chevaux sont remplacés par les tracteurs à la même époque. Sur le graphique de l'évolution des différentes céréales nous constatons donc la grande montée du blé, au cours du XIXe siècle et jusqu'au milieu du XXe, et sa décadence spectaculaire et récente, l'expansion de l'avoine liée au XIXe siècle et jusqu'au milieu du XXe siècle également à l'élevage du cheval ; la quasi élimination du seigle et du sarrasin ; les progrès récents de l'orge en relations étroites avec les techniques de nutrition des animaux. Enfin, à l'extrémité du graphique, apparaît le maïs qui constitue l'élément maître de la seconde révolution fourragère.

Les systèmes d'exploitation ont reflété tour à tour la physionomie de l'économie. Très différents d'armor en argoat dans l'ancien état de choses, ils sont aujourd'hui à la fois géographiquement mieux répartis sur le territoire et plus contrastés.

La production actuelle de céréales des Côtes-du-Nord oscille autour de 1 800 000 tonnes depuis quelques années. Elle a tendance à augmenter depuis 1970 sans être suivie parallèlement par la collecte. Sa signification dans le système de production a complètement changé, en fonction de l'orientation délibérée des Côtes-du-Nord vers l'élevage.

- La production de l'élevage laitier.

Si l'élevage est une activité traditionnelle dans le département des Côtes-du-Nord au même titre que la production céréalière, il n'a connu de développement spectaculaire que depuis moins de vingt ans. Présent par-tout, nous l'avons vu dans le chapitre de l'agriculture au XIXe siècle, l'élevage bovin n'a pu devenir important qu'avec la révolution fourragère qui s'est opérée tardivement, en deux temps, dans les années 50 et, tout récem-ment, en 1970. Les branches porcines et avicoles de l'élevage ont connu un essor également tardif. A l'heure actuelle l'élevage bovin répond à deux fina-lités : la production laitière et celle de la viande.

La production laitière et les races laitières.

La production laitière qui constitue encore l'une des plus rentables et des plus sûres des activités tend à être abandonnée par de nombreux ex-ploitants dits "de pointe" car il s'agit là d'une production exigeante en main-d'œuvre, comportant des servitudes importantes, dont la traite, et néces-sitant une adaptation assez délicate aux méthodes de l'ensilage.

La production laitière des Côtes-du-Nord après avoir progressé d'une façon spectaculaire dans le département, passant de 3 000 000 d'hecto-litres en 1950 à 6 000 000 en 1961, atteignait seulement 6 571 000 hl en 1966 et 7 516 000 hl en 1969. En 19 ans, elle avait augmenté de 250 % mais au-jourd'hui elle perd un peu de son élan. Les éleveurs cherchent plutôt un meil-leur rendement qu'une augmentation de la production finale. Cela explique l'évolution importante observée dans les races exploitées. Les races armoricaines, la Froment du Léon et leurs croisements divers sont en régression au profit de la Normande et de la Française frisonne pie noire. La production laitière du département des Côtes-du-Nord offre des caractéristiques com-parables à celles des autres départements bretons. Cependant cette produc-tion ne revêt pas l'importance qu'elle a ailleurs en Bretagne. L'élevage bo-vin pour la viande et les autres élevages y arrivent en tête, dans la hiérar-chie des productions agricoles.

La production de viande bovine et porcine.

L'augmentation de la production de la viande bovine est nette depuis une vingtaine d'années dans les Côtes-du-Nord. 80 % de cette production de viande de gros bovins provient de l'abattage de vaches de réforme, de la zone de Loudéac à Callac plus spécialement.

L'augmentation des superficies sur certaines exploitations incite à quitter la production laitière pour celle de la viande. D'autre part, il s'est mis en place, depuis 1966, des ateliers de production de bovins de 15 à 17 mois ou de veaux.

En 1976, la production des Côtes-du-Nord a été de 141 407 tonnes, sur les 470 391 tonnes de la Bretagne et les 1 247 083 de la France.

Dans les Côtes-du-Nord, les ateliers de porcs tant les privés que ceux des coopératives s'accroissent en nombre et en surface¹. Faut-il faire du lait ou de la viande ? Telle est la question que se posent de nombreux agriculteurs aujourd'hui à la veille de se spécialiser². Dans une certaine mesure, les exploitants y répondent différemment, selon les pays. Nous verrons plus loin comment une activité agricole peut précisément aider à redéfinir un pays.

-
- 1 - La dimension des porcheries d'engraissement construites depuis 1964 n'a cessé d'augmenter :

<u>Année</u>	<u>Capacité de production annuelle des porcheries construites</u>
1964	215 porcs/an
1968	475 "
1969	510 "

Après 1970-72 le chiffre perd sa signification parce qu'il s'agit souvent d'adjonctions et de toute façon les impératifs sanitaires mettent un frein à cette extension.

Sources : D. D. A.

- 2 - Etude du Centre de Gestion en collaboration étroite avec la Maison de l'Elevage (printemps 1971) qui met en comparaison un élevage laitier et un atelier de taurillons et conclut que la vache à 3 000 l. de lait est compétitive avec le maïs à 60 qx à l'ha (à partir d'un prix du litre de lait à 0,52 F et sur une exploitation de 25 ha gérée par un homme travaillant 8 heures par jour et jouissant de congés acceptables). Mais que de fluctuations dans la conjoncture où devrait se définir la rentabilité d'une exploitation !

Lait ou viande ? Viande bovine ou viande porcine ? Une autre alternative peut se poser : celle de la production des poulets de chair et d'œufs de consommation.

La production du poulet de chair comme celle des œufs de consommation est ancienne dans le département. Nous l'avons vu plus haut pour la première, pour la période antérieure à 1966. Après 1966, une reprise s'est opérée. La nouvelle aviculture est prise en main par les firmes d'aliment du bétail. La production se fait sous contrat. Une station de recherche est créée à Ploufragan. De nombreuses améliorations techniques permettent l'augmentation du cheptel par poulailler. Elles portent sur la ventilation, le chauffage, l'insolation, le nettoyage ... Mais la restructuration des méthodes et des bâtiments n'a pas empêché la diminution de la production en raison des cours très bas depuis ce moment-là¹. Les aviculteurs qui ont cessé cette production se sont équipés en batterie de ponte ou ont transformé les poulaillers en porcheries d'engraissement ou en élevages de dindes.

Pour les œufs de consommation² la production, ancienne, après son essor, est récemment passée de 480 000 000 unités en 1961 à 645 000 000 en 1966 et 1 294 000 000 en 1974 dans les Côtes-du-Nord. La production est le fait de l'Ouest du département : campagnes de Guingamp, de La Roche-Derrien et de Lannion, à l'exception près du noyau de Lamballe-Matignon.

La production des œufs de consommation n'a pas subi de crise aussi sévère que celle de la volaille de chair avant 1968. En 1968 et 1969 on a même assisté à des extensions d'élevage sous forme de conversion d'anciennes étables en poulaillers de production de chair en poulaillers de ponte, ou

1 - Entre 1958 et 1969, les prix de gros ont diminué de 51,1 % pour le poulet, et de 34,6 % pour les œufs d'après la Confédération Française de l'Aviculture (C.F.A.) et les stocks de volailles en chambre froide au 30 avril 1969 et au 30 avril 1970 en Bretagne et en France traduisaient déjà des difficultés croissantes de l'écoulement de la production.

2 - Par œufs de consommation on entend ceux^{des} ateliers, plus une part des œufs fermiers, d'où quelques discordances dans cette série statistique et le tableau suivant : Production des Côtes-du-Nord

513 000 000 en 1967
660 000 000 en 1968
670 000 000 en 1969
666 100 000 en 1970
801 400 000 en 1971
1 000 000 000 en 1972
1 075 000 000 en 1973.

sous forme de mise en place de batteries remplaçant la ponte au sol. Cette production est déconcertante à étudier en raison des fluctuations d'une année sur l'autre et difficile à cerner du fait que nous n'avons pas eu les statistiques des usines d'aliment du bétail des Côtes-du-Nord relatives aux ventes à l'intérieur et à celles à l'extérieur du département. En 1974 la crise a été sévère aussi bien pour la production de volaille de chair, que pour celle des œufs. Mais la production avicole dans le département des Côtes-du-Nord constitue aujourd'hui une activité primordiale. Ce secteur économique, sensible aux crises, joue un rôle considérable dans la restructuration des entreprises consécutive aux fluctuations du marché.

Abattoirs de volailles.

En 1973, il existait 34 abattoirs de volailles dans les Côtes-du-Nord dont : 10 de moins de 1 000 têtes par semaine ; 4 abattant entre 1 000 et 5 000 têtes par semaine ; 15 abattant entre 5 000 et 50 000 têtes par semaine ; 5 abattant plus de 50 000 têtes par semaine. Les 37 abattoirs existant en 1969 avaient traité 25 852 tonnes de viande nette, c'est-à-dire 16 221 138 têtes de volailles et les 34 existant en 1973 ont traité 62 852 tonnes de volailles (viande nette) soit 35 364 683 têtes de volailles. Il est à signaler qu'à la production de poulets de chair est venue s'ajouter la production de pintades et surtout la production de dindes, productions qui ont connu un développement fulgurant de 1968 à 1973.

Dès 1969, la concentration était grande dans cette activité puisque :

21 de ces établissements ont traité un total de	1 670 tonnes soit 6 %
5 de ces établissements ont traité un total de	3 165 tonnes soit 12 %
8 de ces établissements ont traité un total de	12 738 tonnes soit 50 %
3 de ces établissements ont traité un total de	8 279 tonnes soit 32 %

37

25 852 tonnes

Cinq de ces abattoirs étaient agréés au plan d'équipement en abattoirs de volailles et avaient traité 37 % du tonnage départemental.

Onze établissements ont abattu 82 % des tonnages. Les capacités des chaînes d'abattage semblent suffisantes car on ne prévoit pas d'augmentation du nombre des têtes abattues. On a même assisté ces dernières années à une diminution du nombre des poules et poulets abattus, mais cette dimi-

nution a été compensée par l'augmentation du nombre de têtes de dindes et de pintades.

En 1974, les abattoirs de plus de 1 000 tonnes par an sont au nombre de treize. Les abattoirs de plus de 1 000 tonnes par an sont tous privés, propriétés de patrons ou de sociétés. Ils n'ont pas d'autres établissements que ceux indiqués pour le département sauf celui de Le Corre à Plémet qui possède un centre de conditionnement et de vente à Houdan, dans l'Eure, pour la volaille et le gibier. Cet industriel a acheté l'abattoir de Plémet pour contrôler la qualité du poulet, qualité liée en grande partie à la manière dont la bête est abattue. Un autre abattoir est la propriété d'une personne possédant d'autres établissements hors de Bretagne, notamment dans l'Yonne, c'est celui de Bourgoin au Haut-Corlay.

Aucune coopérative ne contrôle donc l'abattage des poulets, pas plus qu'elle ne domine la production. Le secteur du poulet de chair échappe donc à peu près complètement aux coopératives. Il n'en est pas de même en ce qui concerne les œufs de consommation. Parmi les trois groupements agréés des Côtes-du-Nord, deux disposent d'un centre de conditionnement ; la Coopérative du Val de Rance dont le siège est à Guitté ; la Coopérative de Landerneau, à Guingamp, centre le plus important de France. Elle commercialise sur le marché régional. La Coopérative de l'Emeraude avicole groupe des clients d'une société d'aliment du bétail, la société Piéto à Lamballe mais il n'existe pas de lien entre elle et la coopérative. Des conditionneurs d'œufs de la région font le commerce. La Socavel travaille d'une manière intégrée par contrat d'exclusivité pour l'aliment, pour la commercialisation, et le cheptel appartient à la Sica.

. La part de la production réellement aux mains des coopératives, se situerait vers 12 %.

Le conditionnement des œufs frais est assuré par un nombre de centres qui va se rétrécissant. Celui-ci était en 1971 de 89 plus 1 casse-rie ; en 1972 de 81 plus 1 casserie ; en 1973 de 77 plus 1 casserie. Mais le nombre de centres reste élevé car les aviculteurs ayant un cheptel important de pondeuses ont leur propre centre de conditionnement, lequel doit obligatoirement être déclaré et agréé.

Conclusion.

Le total des productions de l'élevage dans les Côtes-du-Nord montre l'importance du département en ce domaine¹. Mais la transformation des productions animales ne revêt pas l'importance en conséquence, que ce soit dans le secteur industriel ou à plus forte raison coopératif.² La valorisation des produits agricoles en Bretagne est une question primordiale pour les Côtes-du-Nord. Nous l'analyserons plus loin.

La production légumière.

La production légumière dans le département des Côtes-du-Nord est à la fois traditionnelle et récente ; traditionnelle en certains petits secteurs légumiers, de plein champ, comme autour de Saint-Brieuc, plus précisément dans l'Anse d'Yffiniac³ ; récente dans sa zone de plus grande extension actuelle : le Trégor⁴. Tandis que la petite zone de Saint-Brieuc est grignotée par l'urbanisation, celle de Paimpol connaît une relative extension, même lorsqu'il y a eu remembrement des parcelles⁵. Dans l'ensemble breton, la part des Côtes-du-Nord ne vient pas en tête⁶, mais le département fait preuve d'un certain dynamisme, parfois sous l'influence des autres Bretons, les Léonards surtout⁷.

-
- 1 - Déjà en 1966 le faisait ressortir une carte de la proportion des U.G.B. de la France. Cette carte montrait un grand Ouest où les départements avaient des pourcentages de 2 % et plus. Voir : MALASSIS (L.), MAHE (J.), BRANGEON (J. L.), RAINELLI (P.), HENRY (J. B.), "Problèmes économiques de l'élevage dans l'Ouest", Centre de recherches d'économie et de sociologie rurales, 1966, E.N.S.A., Rennes, n° 54 "Etudes d'économie rurale", 109 p. ronéotées. La figure 2 (pour 1967) de GUERMOND (Y.) et LEDUC (A.), "Réflexions sur les procédures de classification automatique à propos de l'utilisation agricole du sol en France" in "Espace géographique", n° 1, 1975, p. 45-52, fait de même. Elle montre une Bretagne (sauf sur le littoral morbihannais et dans le Bassin de Rennes) tout en "fourrages" dans la catégorie labour. Cette prépondérance écrasante des labours pour le fourrage est au service de l'élevage.
 - 2 - Voir "La valorisation en Bretagne des produits agricoles bretons", Journée d'étude du 10 juin 1977 à Pontivy in Cahiers économiques de Bretagne. Bulletin de conjoncture régionale 1977, n° 3. Y voir notamment "Les relations entre agriculteurs et transformateurs" par V. MOISAN.
 - 3 - Voir le chapitre sur l'agriculture traditionnelle.
 - 4 - Voir la description de la conversion des cultures dans le Trégor des Côtes-du-Nord dans DUMONT (R.), "Voyages en France", op. cit., le chapitre VII : "Ploubazlanec en armor passe des céréales aux fourrages et des textiles aux légumes.
 - 5 - Voir le chapitre sur le remembrement.
 - 6 - Voir SIMON (M.), "L'évolution de l'agriculture dans la zone légumière du

Jusqu'en 1955 la culture de la pomme de terre occupait une place importante dans l'assolement. La pomme de terre était cultivée pour la consommation animale surtout et secondairement pour l'alimentation humaine, comme dans toute la Bretagne. Depuis 1963 les superficies plantées en pomme de terre sont en très nette diminution du fait des changements survenus dans les habitudes alimentaires des ruraux et du fait de ceux concernant l'alimentation du bétail où entrent principalement l'orge et le maïs.

La quasi disparition de la culture de pomme de terre de l'assolement de certaines exploitations est souvent le signe de la grande mutation économique de celles-ci. La pomme de terre de consommation longtemps si caractéristique de l'agriculture bretonne n'est plus qu'un souvenir pour les agriculteurs de pointe. Par contre les cultures légumières sont importantes dans les Côtes-du-Nord mais il s'agit presque uniquement de choux-fleurs auxquels 1 300 à 1 400 ha sont consacrés, d'artichauts (700 à 800 ha) et de pommes de terre primeurs (2 500 à 3 000 ha). De plus, ces trois productions sont étroitement localisées dans la zone littorale du Trégor et du Goëlle, de Paimpol à Tréguier. La superficie consacrée aux choux-fleurs a été relativement stable jusqu'en 1968. Depuis 1969 la tendance à l'augmentation est assez nette. 1969 est aussi l'année au cours de laquelle on a abandonné la culture des haricots secs (les "cocos") pour produire des mi-secs, plus au goût du jour. De ce fait le chou-fleur est devenu la culture principale par rapport au haricot, c'est-à-dire la culture qui présente le temps d'occupation le plus long.

Il s'agit, dans le département, d'un chou-fleur demi-tarif se commercialisant pendant la période hivernale la plus favorable, de la mi-décembre à début avril. Cette commercialisation se fait après celle des choux d'automne de Saint-Malo (qui a lieu d'octobre à décembre) et en grande partie avant la mise en marché de la production de Saint-Pol-de-Léon, de mars à avril-mai.

.../... Nord Finistère", Doctorat de 3e cycle, 1975, présenté devant l'Université de Haute-Bretagne de Rennes, ronéoté, 307 pages.

7 - C'est le cas au Sud de Tréguier et même dans le Goëlle.

Malgré cette situation chronologique favorable, il ne semble pas qu'une augmentation sensible des superficies soit à prévoir. Les débouchés restent limités.

Les surfaces consacrées aux artichauts dans le département des Côtes-du-Nord ont peu changé depuis une quinzaine d'années. Mais en 1974 la rupture s'est produite. Une désaffection certaine s'est révélée consécutive à la dégradation, depuis 7 ou 8 ans, des prix en francs courants pour le producteur.

Les pommes de terre de primeur se localisent également en Trégor, mais avec une pénétration aléatoire vers l'intérieur des terres plus marquée qu'en ce qui concerne les autres légumes. Ces superficies cultivées n'ont guère changé depuis les années 60. Les conditions climatiques, le risque de gelées printanières notamment, condamnent les quelques essais d'extension de cette production dans la zone sublégumière.

Contrairement aux autres productions légumières de plein champ, les petits pois sont cultivés en trois régions différentes et entièrement sous contrat, pour la conserverie. Ce sont les régions de Saint-Brieuc pour la coopérative de Leg Armor jusqu'à la date à laquelle Leg Armor¹ a disparu ; la région de Loudéac pour la Coopérative des Agriculteurs de Bretagne et la région de Maël-Carhaix pour la Société Coopérative de Consommations (S. C. G. C.) qui possède une usine à Carhaix.

De ces trois zones, seule celle de Loudéac prospère. De celle de Saint-Brieuc, la culture des petits pois a quasiment disparu car, pendant deux ans, l'expédition de la production vers l'usine coopérative de Locminé (56) posait de graves problèmes de transport : les légumes supportaient mal l'échauffement pendant les trajets. Par contre, plus tard, autour de Loudéac,

1 - Leg Armor n'a pas réussi pour deux raisons essentielles : le nombre des producteurs était trop élevé et leurs petites parcelles étaient l'occasion de frais d'approche et de frais administratifs trop élevés ; d'autre part, l'usine n'a pas réussi à imposer une discipline stricte de production et de récolte, les exploitants n'étant intéressés à cette production que pour une faible part de leur revenu brut total. Avec Landerneau, à Loudéac, les superficies mises sous contrat sont relativement importantes (de 3 à 4 ha en moyenne par ferme ; certaines exploitations ont jusqu'à 12 ha sous contrat).

la C.A.B. de Landerneau a suscité un développement considérable de la culture des petits pois. Les surfaces sont ainsi passées de 239 à 292 et 470 ha entre 1973, 1974 et 1975.

Conclusion : sur le tableau actuel de la production agricole.

A travers l'aperçu des productions agricoles que nous venons de donner, une tendance s'est nettement confirmée depuis 1955¹ et ces toutes dernières années : celle de la spécialisation dans les productions animales. En pourcentage, la part des productions végétales a diminué (9,5 % en 1974, 7,6 % en 1976) et celle des productions animales s'est accrue (90,5 % en 1974 et 92,4 % en 1976). Cette tendance se retrouve dans les autres départements bretons, mais pas aussi nettement que dans les Côtes-du-Nord (voir le tableau détaillé en annexe).

C) Les cadres de la coopération agricole et des autres formes d'association de la production agricole.

Introduction.

Nous venons de voir que les Côtes-du-Nord ont une tendance très nette à se spécialiser dans la production animale, surtout en certaines zones de leur territoire. Nous allons maintenant essayer de cerner l'existence et la consistance de l'encadrement de cette production : la coopération agricole et les autres formes d'association.

L'importance des coopératives en Bretagne avait été soulignée par C. Canévet en 1971². L'auteur avait souligné leur rôle et leur imbrication, leur poids et leurs chances par rapport aux firmes industrielles. Jamais auparavant le problème n'avait été posé dans son ensemble et dans son con-

- 1 - Revoir la conclusion sur la situation en 1955 plus haut, et voir le tableau des productions végétale et animale dans les Côtes-du-Nord, en Bretagne et en France, pour 1974, 1975 et 1976, donné en annexe.
- 2 - CANEVET (C.), "La coopération agricole en Bretagne", 3e cycle, Université de Haute-Bretagne, 1971, 430 p. ronéotées et aussi par P. HOUEE qui a examiné longuement le rôle de Landerneau dans sa thèse.

texte avec autant de netteté et d'autorité¹. Depuis, sur le plan national² et sur le plan régional le sujet a été étudié, tant au point de vue sociologique qu'économique. Les chercheurs bretons et les membres des différents comités d'expansion de la Bretagne sont toujours amenés une fois ou l'autre, à décrire des coopératives et des autres formes d'associations et ils se posent très vite la question de leur dynamisme ou de leur apathie. Le fait s'explique sans doute par l'importance des coopératives, dans le passé pour certaines, ou à l'heure actuelle pour d'autres, importance qui fait tache et contraste sur les cartes de leur influence. Ces cartes offrent des pôles d'activités bien délimités. Celles de C. Canévet³ rendent, à cet égard, une image vibrante de la réalité. Cette réalité est complexe. Quel abîme entre une vieille coopérative d'approvisionnement et un groupement des producteurs de porcelets ! Peut-être les contradictions du tempérament breton et celles du gallo aussi trouvent-elles là de quoi s'alimenter et s'exprimer à la fois ?

a) La vieille trame des coopératives face aux entreprises privées, et l'éclosion de pôles moteurs.

Historiquement, les coopératives représentent la forme d'agriculture de groupe, au sens très large, la plus ancienne dans les Côtes-du-Nord. Les coopératives y sont de trois générations : les céréalières de 1934-36 qui sont en perte de vitesse parce qu'elles ne dominent pas la fabrication de l'aliment du bétail ; les laitières des années 50, solides dans l'ensemble, et qui tiennent tête aux industries privées pour les fabrications les plus élaborées grâce à Unicopa en particulier ; les coopératives de viande apparues vers 1960, les plus dynamiques, dont celle de l'argoaat spécialisée dans l'élevage des taurillons en ateliers.

En dehors de ces trois catégories, les coopératives et groupements de producteurs intéressent l'aviculture, la production légumière, la

-
- 1 - L'optique de J. B. HENRY, tout en se préoccupant aussi de l'encadrement de la production agricole, avait mis l'accent jusque là sur la dépendance du monde agricole vis-à-vis des grandes firmes. Voir plus loin : les références bibliographiques de l'étude des coopératives laitières.
 - 2 - Notamment par PEYON (J. P.), "La coopération agricole en France", Geographia Polonica, n° 29, p. 271-284.
 - 3 - Dans sa thèse, op. cit.

recherche scientifique sur les bovins et porcs. Pour l'aviculture, la part du secteur coopératif est médiocre ; pour les légumes, de l'ordre du tiers ; pour la recherche zootechnique, les coopératives font l'essentiel. Au total, le secteur coopératif demeure faible : il ne représente que 12 % environ du produit commercialisé en viande, alors que 90 % du revenu brut du département provient des productions animales.

Parmi les autres formes d'association, les Sica, deux sont importantes : la C.L.P.¹ et la SICA GEAC². La véritable réflexion en groupe ne se fait plus guère dans les cadres aujourd'hui dépassés des CETA. Elle a abouti à la création des CUMA encore très nombreuses et très actives, et elle revit vraiment sous la forme des GAEC, mais ceux-ci sont encore peu répandus et connaissent assez souvent des difficultés.

a) Les coopératives.

1 - Les types de coopératives relativement anciennes plus ou moins renouvelées.³

Bien que regroupées en une fédération départementale depuis 1958, les coopératives offrent des visages fort différents. Pour certaines condamnées, pour d'autres formules d'avenir, leurs problèmes sont complexes de toute façon. Il en existe en effet de trois générations.

- Les coopératives de 1934-1936.

La plupart des coopératives nées vers 1934-1936 sont dites "d'approvisionnement et céréalières", créées pour collecter le grain. Encouragées par l'O.N.I.C., elles sont restées ce pourquoi elles ont été instituées. Animées par des personnes assez âgées, qui se renouvellent lentement, elles couvrent l'ensemble du département. Ce sont :

- la Paysanne d'Erquy
- la coopérative de Broons
- la coopérative de Plestan
- l'ex-"Oust-et-Lié" de Loudéac
- la Briochine
- la Triple Union de Guingamp

1 - C.L.P. : Centrale Laitière de Penthievre.

2 - SICA-GEAC : Sica de gestion et exploitation des abattoirs des Côtes-du-Nord, filiale de l'argot.

N.B. : Une liste récapitulative des principaux sigles employés figure à la fin du chapitre.

3 - GUELLEC (A.), "Les coopératives de production ...", op. cit.

Dans la montagne : "La Pélemoise" de Saint-Nicolas-du-Pélem.
Dans la zone légumière : "La Paimpolaise", "La Perrosienne" de Lannion.

Leur activité première est la collecte des céréales. Or, dans le département, comme dans l'ensemble de la Bretagne, cette collecte est faible, nous l'avons vu. Mais la collecte organisée par les coopératives est de qualité.

Depuis six ou sept ans, toutes évoluent vers cette fabrication de l'aliment du bétail. Toutes ont un atelier ou vont l'avoir et leur dynamisme se mesure à cette nouvelle activité¹. La première à l'avoir eu a été "La Paysanne d'Erquy", ce qui ne surprend pas dans la plus grosse région productrice de céréales, blé et orge essentiellement. Il est à remarquer qu'elles s'y sont mises tard. Le secteur privé a presque le monopole de cette transformation. Les coopératives ont été longtemps à sa remorque. Problème d'hommes qui sont restés des céréaliers et des marchands d'engrais.

Trois de ces coopératives céréalières font en même temps le com-

1 - Pour les situer, avant le grand démarrage de la fabrication de l'aliment du bétail dans les Côtes-du-Nord, voici la variation de leur chiffre d'affaires entre 1965 et 1968 : Taux de variation :

200 %	La Hunaudaye (à Plestan) Urne-et-Gouessant (à Lamballe) La Pélemoise (à Saint-Nicolas-du-Pélem)
100 à 200 %	Le Val de Gouet (qui a fusionné avec la coopérative "La Briochine" en 1969)
50 à 100 %	Broons La Paysanne d'Erquy
20 à 50 %	La Briochine (à Ploufragan) La Paimpolaise La Perrosienne (à Lannion)
20 à 0 %	Oust-et-Lie (réunie en 1970 à la Coop-Viande de Loudéac pour former la Coopérative de Centre Bretagne)
0 à -20 %	La Triple Union de Châtelaudren (réunie à l'argoad en 1970) Corlay
-20 %	Ploubalay Mur et Cléguerec à St-Guen

Ces renseignements comme la plupart de ceux qui concernent les coopératives proviennent soit de l'étude faite pour le compte du Crédit Agricole par le Centre National de la Coopération Agricole et intitulé "Etude du mouvement coopératif du département des Côtes-du-Nord" et dont nous avons pu nous procurer les deux tomes 1 et 2. Tome 1 consacré à une présentation du département, tome 2 nous intéressant directement (103 pages ronéotypées, septembre 1969), soit d'enquêtes auprès de la Direction de la Fédération à St-Brieuc ou auprès de divers organismes de la profession, suit encore, le plus souvent, d'entretiens avec la Direction de la Fédération des coopératives et celles des coopératives elles-mêmes.

merce des légumes : La Paimpolaise, La Perrosienne, Urne-et-Gouessant. Ce sont celles où des hommes jeunes ont pris la relève, ce qui est rare¹.

Si la coopération connaît ainsi un renouveau éclatant de son activité, dans le secteur bien particulier de la déshydratation, les coopératives d'approvisionnement et céréalières classiques sont, elles, en perte de vitesse, du fait de l'amenuisement de la collecte des grains. Elles ne dominent pas la fabrication d'aliment du bétail, encore que toutes s'y adonnent un peu. Dans l'ensemble ces coopératives sont de petite taille, exception faite de "La Paimpolaise" et de "La Paysanne". L'implantation de leurs magasins et dépôts est à revoir. Vis-à-vis de leurs adhérents, elles jouent mal le rôle de conseillères qui devrait leur revenir, concernant la transformation des céréales notamment. De plus, elles font preuve de trop d'individualisme dans leur approvisionnement. Ajoutons que leur comptabilité manque souvent de rigueur.

- Les coopératives de 1950 : les coopératives laitières.

Une deuxième génération de coopératives est née vers 1950 à l'époque du grand développement de la production du lait. Ce sont celles de Plancoët, de Lanfains et du Trieux sise à Guingamp, la Copall à Loudéac et celle de la branche du lait de la Coopérative des Agriculteurs de Bretagne. Elles ont eu leur heure de dynamisme, mais aujourd'hui elles sont vieilles.

1 - A la session de Dinard de mars 1970, on avait déjà senti cette difficulté à renouveler les cadres, le personnel. Les directeurs, les techniciens, les coopérateurs eux-mêmes sont lourds à remuer, à changer ou à réformer. Souvent l'ancien président est candidat à une nouvelle présidence. Il dit qu'il a du temps, plus de temps qu'autrefois, que les réunions le font sortir, lui font voir du monde ... La Fédération essaie de proposer des limites au nombre de mandats, d'empêcher la rééligibilité après trois ou quatre ans. Elle voudrait éliminer les cinquante-cinq-soixante-quinze ans. Il y a donc là un problème humain très important pour la bonne marche de ce groupe de coopératives dont le rôle ne reste important que pour la collecte des grains, alors même que cette collecte tend à diminuer très nettement.

Ces coopératives se situent au carrefour des grandes options économiques de la région¹, et du département. Nous en donnons donc une description rapide.

a) La Coopérative de Lanfains, l'"Armoricaine", est peut-être la plus originale, la plus dynamique, tout en étant presque la plus petite. En 1968-1969, elle n'avait que 134 adhérents pour une collecte de 3,5 millions de litres de lait. Elle faisait figure de petite entreprise à côté des géants comme Landerneau qui collectait à ce moment-là environ 150 millions de litres par an, ou l'Union laitière qui fait 700 000 litres par jour en période de pointe. Mais elle était la première de Bretagne pour la valorisation du litre de lait. Elle a la plus forte rentabilité du département. Elle doit ce succès à sa spécialité de produits frais, le lait ribot en particulier, depuis qu'elle

- 1 - HENRY (J.B.), "Les grandes firmes européennes de l'industrie de transformation du porc (charcuterie, salaisons, conserves)", Journées Recherche Porcine, 1972, 307-310. - "A propos de l'évolution de l'économie laitière en Bretagne de 1960 à 1970", Rennes, ronéo., avril 1973, 22 p. - "Pénétration du capitalisme et crise agricole : l'exemple de l'économie laitière bretonne", à paraître dans Annales d'Economie et de Sociologie Rurales, 1974, 23 p. - "Monographie sur l'industrie de transformation du porc en Italie", Paris, C.N.C.E., D.I.A.A., mars 1971 photocopies disp. à la D.I.A.A. du Ministère de l'Agriculture). Ces études récentes ne peuvent guère dispenser d'avoir recours aux écrits antérieurs du même chercheur : "L'industrie laitière en Bretagne", Rennes, Etudes d'Economie rurale (51), mars 1966. - "Le développement des fabrications de poudre de lait dans l'Ouest de la France", Etudes d'Economie Rurale (53), décembre 1956. - "Les groupes laitiers privés en France", Rennes, décembre 1966, sér. Et. et doc. (5), décembre 1966, 35-71. - HENRY (J.B.), BROWN (G.), "Les marchés des produits de l'élevage" (chronique de conjoncture régionale) Bull. de Conj. Rég. (C.R.E.F.E.), Rennes (4), 1968, 13-23. - HENRY (J.B.), "Quelques aspects des structures agricoles en Bretagne", Norois 15 (57), janvier-mars 1968, 79-86. - "Les complexes industriels plurinationaux en relation avec l'agriculture", Economie et Sociétés (3), (9), septembre 1969, 1689-1704. - "Quelques aspects récents de la politique des grandes firmes laitières internationales", t. 1, les firmes américaines, Paris, C.N.C.E., Rennes, septembre 1968, 133 p., t. 2, les grandes firmes laitières en Europe, Paris, C.N.C.E., Rennes, septembre 1969, 224 p. - "L'agriculture de l'Ouest", Rennes, Centre Régional de Recherches de Sociologie et d'Economie Rurale, avril 1970, 36 p. - "Quatre monographies sur l'industrie de transformation du porc en Belgique, mai 1970 ; aux Pays-Bas, juin 1970 ; en Allemagne Fédérale, octobre 1970 ; en Italie, mars 1971, Paris, D.I.A.A. (photocopie disp. à la D.I.A.A. du Ministère de l'Agriculture).

a modernisé sa vieille laiterie en 1968. Elle n'a pourtant pas eu droit aux subventions des pouvoirs publics parce que trop petite. Ce manque d'aide n'a pas empêché son bon fonctionnement.

b) La coopérative de Plancoët dite "La Côte d'Emeraude", créée en 1949, couvre 1/3 de la superficie du département. Elle écoule ses produits frais par l'intermédiaire de la Sica Even, comme Lanfains.

Pour la déshydratation, la "Côte d'Emeraude" de Plancoët dépend de la Sica CLP (Centrale Laitière de Penthievre), sise à Créhen, à laquelle adhèrent Landerneau et deux entreprises privées dont "la Laiterie Nouvelle de l'Arguenon" qui a également son siège à Créhen. Depuis 1970, la commercialisation est faite par la Sica Even (groupe Nova) qui se charge également d'écouler les produits de la coopérative de Ploudaniel (29 N), de Lanfains et de la coopérative Lorco à Pont-Scorff (56). Chacune d'elles s'est spécialisée dans une production : l'Emeraude a cessé toute fabrication de produits frais pour ne produire que du beurre. Par ailleurs, elle cède du lait cru à Lanfains dont la collecte est insuffisante.

Le chiffre d'affaires de la coopérative de Plancoët la classe parmi les cinq coopératives les plus importantes du département.

A côté des coopératives de production de lait(et de génisses) existent des ateliers collectifs travaillant de façon indépendante avec un petit nombre de naisseurs, par contrat individuel comme à Plouagat et Saint-Gilles-Pligeaux, Plounerin, Gouelin et Trigavou où l'éleveur n'acquiert pas le veau, à la différence de ce qui se passe dans le groupement où le veau est acheté et revendu ensuite par l'atelier. En tout, dans le département on comptait 14 ateliers collectifs en 1969, en contrat avec une centaine de producteurs de lait. A la fin de 1971 le chiffre pouvait être de l'ordre de la soixantaine

- La place des coopératives dans la collecte des produits laitiers.

Selon le statut juridique, la répartition entre les entreprises privées et les coopératives traitant la production laitière, se fait largement au profit des premières en Bretagne. La collecte par les industries privées représentait 74 % du total et celle opérée par les coopératives, le reste,

26 % en 1970¹. Mais les coopératives ont une vitesse de croissance plus rapide que les industries privées.

Selon la dimension des entreprises de collecte, un ordre hiérarchique très net donne l'avantage à celles d'entre elles d'une capacité supérieure à 100 millions de litres et plus.

LA DIMENSION DES ENTREPRISES DE COLLECTE							
	- de 1 million de litres	de 1 à moins de 10	de 10 à moins de 20	de 20 à moins de 50	de 50 à moins de 100	100 mil- lions de litres et +	Ensem- ble
Nombre de collecteurs	37	11	7	13	6	9	83
Collecte %	0,3	1,5	4,3	18,0	15,6	60,3	100

Tableau n° 25.

Sources : Service central des enquêtes et études statistiques.

Pour apprécier l'importance relative du secteur de la coopération et du secteur privé nous pouvons comparer les chiffres d'affaires² mais le plus frappant est de relever que le secteur coopératif l'emporte pour les produits frais et le secteur privé pour la poudre, autrement dit, pour les transformations plus poussées³.

- 1 - D'après l'"Enquête annuelle complémentaire sur le marché du lait et des produits laitiers au cours de 1970", pour le service central des enquêtes et études statistiques : service des statistiques de l'industrie du lait.
- 2 - Revoir la carte des chiffres d'affaires des coopératives de l'article cité : "Les coopératives de production ...", Norois, 1971.
- 3 - Pour l'ensemble de la France la Fédération Nationale des Coopératives, à son assemblée de mai 1971, avait souligné les faiblesses des coopératives laitières qui, en 1970, ne faisaient que 41 % de la collecte et 36,3 % du chiffre d'affaires des sociétés laitières. D'après l'enquête sur la structure des entreprises agricoles et alimentaires pour 1967, les chiffres d'affaires étaient de 5 832 000 F pour les sociétés coopératives et Sica soit 36,3 % et de 10 226 000 F pour les entreprises privées soit 63,7 % et le point faible des coopératives résidait surtout dans leur part dans les productions en expansion :

- lait aromatisé	31,4 %	- yaourt	26 %
- lait gélifié	17,5 %	- fromage frais	24,3 %
- fromages à pâte molle	18,5 %	- fromage fondu	6,9 %.

Depuis 1969-1970 toutes les coopératives comprenant une branche laitière ont prospéré, mais leur dynamisme respectif est difficilement comparable car certaines ont développé leur activité dans un secteur et l'ont réduite dans un autre.

Conclusion : le dynamisme mitigé des coopératives laitières.

Comme les coopératives de la première génération, celles de l'approvisionnement et des céréales, celles de la deuxième, les laitières, ne dominent pas les activités de transformation du produit. Adhérent à Unicopa, comme le Trieux ou la Copall, ou à Landerneau, comme la C.A.B., ou encore indépendantes comme Lanfains, elles sont, pourrait-on dire, en situation de recherche.

L'analyse des investissements réalisés ces dernières années permettent de mieux cerner le dynamisme des coopératives et des industriels. C'est entre 1967 et 1970 qu'il avait fallu répondre aux besoins créés par l'augmentation de la collecte et par la transformation. Ils ont porté sur l'installation du froid dans les fermes ; l'achat de camions-citernes pour le lait en vrac et la création de centres de collecte. Les investissements de transformation ont abouti à la création, ou au renforcement, des moyens de conditionnement, ou encore à la spécialisation en certaines usines : beurrerie à Guingamp qui traite le lait de Loudéac et du Trieux mais aussi de la Coopérative de Châteauneuf-du-Faou ; fabrication de produits frais à la coopérative de Saint-Brieuc passée à Landerneau. Les investissements commerciaux avaient été très faibles : (par exemple seulement 250 000 F à la Laiterie Nouvelle de l'Arguenon et 15 000 F à la Coopérative de Lanfains).

Deux grandes entreprises se dégagent du tableau : Négobeureuf et Unicopa et des deux, c'est Négobeureuf qui avait le plus investi.

De nouvelles conditions de fonctionnement sont donc aujourd'hui en place¹. Elles ont été l'occasion d'un démarquage plus net des petites ré-

1 - Dans l'ensemble de la Bretagne, la mise en place des nouvelles techniques de la production et de la collecte a été contemporaine de la grande crise laitière de mai 1972, appelée "la grève du lait". Le mouvement, parti du Finistère, s'était propagé dans les Côtes-du-Nord et dans les autres départements bretons. Pour protester contre une situation économique qui leur était défavorable les paysans ont barré les routes, bloqué les camions de ramassage des laiteries, refusant de livrer leur production à un prix jugé trop bas. Pour une description du mouvement de con-

gions à l'intérieur du département. C'est au moment d'engager ces frais de modernisation que les pays ont confirmé leur choix, choix de la production plus spécialement porcine, comme autour de Lamballe ; choix de celle du porc et à la fois du lait et des jeunes bovins comme à Guingamp ; choix de la production de viande bovine traditionnelle et de jeunes bovins comme à Corlay, Rostrenen, Callac ; choix encore de la production de lait comme Loudéac ou de lait et porcelets comme Plancoët et Ploubalay. De toute cette mise en place, émergent par la netteté de leurs options et par leur dynamisme, deux petites régions : celle de Lamballe-Plancoët décidément orientée vers l'élevage du porc et des poules pondeuses ; celle de Loudéac-La Chèze-Plouguenast qui, pourrait-on dire, joue la carte du lait. Dans les deux cas la forme coopérative a été au premier plan de ce tournant économique. Ainsi sommes-nous amené à nuancer notre jugement sur les coopératives laitières. Longtemps à la traîne, certes, elles font preuve aujourd'hui, d'un apport qui, pour être sectoriel, n'en est pas moins capital dans l'évolution galopante de l'économie rurale du département¹.

Depuis cette année-là, la concentration des entreprises et des coopératives à l'intérieur du bassin laitier breton s'est accentuée, en partie sous l'impulsion des grands groupes capitalistes extérieurs à la Région ou même étrangers : groupe Cornic, groupe Perrier ...

.../... centration des entreprises en Bretagne avant et après 1972, voir HENRY (J.B.), "Pénétration du capitalisme et crise agricole : l'exemple de l'économie laitière bretonne", I. N. R. A. (Station d'économie Rurale de Rennes), n° 14, 1974, 32 p. ronéotées. J.B. HENRY décrit la situation d'après 1972 comme étant de crise. Il ne pense pas que la concentration du capital - celle des entreprises ou celle des coopératives - qui a permis de garantir un prix aux producteurs (le prix indicatif européen, amélioré) ait aidé à résorber la crise. C'est pourtant cette restructuration de la collecte, de la transformation et, à la base, de la production, qui a rétabli une certaine harmonie (précaire ?) entre les charges des éleveurs et leurs revenus. Dans ces revenus, la politique des subventions aux élevages laitiers (25 % du montant des travaux ; plafonnées à 25 000 F) et des prêts (du Crédit Agricole à 4,5 %) est intervenue directement dans le sens de la recherche de cette harmonie.

1 - Voir plus loin la coopérative U. C. A. dans le pays de Guingamp.

2 - Coopératives de production de viande porcine.

Si tout le département est couvert par les coopératives de production de viande porcine, toutes ne se ressemblent pas dans leur activité et en importance. Elles sont par ailleurs très différentes par leur histoire et leur lieu d'impact des coopératives que nous venons d'analyser.

On peut distinguer parmi elles¹, d'abord les coopératives qui assurent la production et la mise en marché des porcelets uniquement (ou presque). Tels sont :

- le G. C. P. P. L. (Groupement coopératif des producteurs de porcelets de Lamballe) agréé en 1961 ; - les "Eleveurs Bretons", coopérative sise au Merzer ; et le syndicat des producteurs de porcs du Haut-Corlay, créé en 1964, syndicat et non coopérative, il est vrai. Ce syndicat qui regroupe environ 130 adhérents s'est transformé en société anonyme et s'appelle depuis 1971 la Sica-Val (Société d'intérêt collectif agricole des vallées)².

Les coopératives qui produisent et commercialisent les porcs et les porcelets sont l'Argoat, la Coopérative de viande de Loudéac³, la Coopérative de Broons et surtout la C. O. O. P. E. R. L.⁴, coopérative des éleveurs de la région de Lamballe, qui a produit en 1969, 143 974 porcelets et 141 559 porcs charcutiers et en 1970, 180 000 et 210 000 têtes de chacune des deux catégories. Depuis 1968 il faut ajouter à cette liste le syndicat des producteurs de porcs de l'Armorique à Hémonstoir dont 200 adhérents ont produit 9 154 porcelets et 7 182 porcs charcutiers en 1969.

- 1 - En dehors d'Unicopa qui est en pleine expansion avec 1 170 adhérents pour le secteur porcin pour 1970 dans l'ensemble de la Bretagne et une production de 119 300 poulets et 108 100 porcs engraisés.
- 2 - Cette forme juridique de Sica a été adoptée pour des raisons commerciales car trois de ses sociétaires n'avaient pas les statuts agricoles : deux industriels (Guyomarc'h et l'Elevage quintinais) et un commerçant (d'Hénanbihen). Le siège social est à St-Brieuc. Les éleveurs détiennent 7 voix sur 9 au Conseil d'Administration. Le Syndicat couvrait l'ensemble du département depuis 1968, la Sica de même. Elle a été reconnue groupement de production par les 18 groupements de production qui existent en Bretagne (en 1970).
- 3 - La Coop-Viande commercialise par l'intermédiaire de la Sica B. E. V. A. L. A. de Nantes à laquelle tous les porcs sont expédiés vifs.
- 4 - Les grands traits en ont été relatés par P. Y. LE RHUN, op. cit., Norois, juillet 1970. La Cooperl couvre tout l'Est du département et quelques cantons limitrophes du Morbihan et de l'Ille-et-Vilaine. Au 31/12/1974, elle avait 666 adhérents. Sa situation financière est saine. Elle vend essentiellement aux abattoirs extérieurs à la région. Elle s'intéresse à l'implantation à Lamballe d'une usine d'abattage et de transformation de la viande de porc.

Les coopératives qui font l'abattage et la transformation sont la Sica G.E.A.C. de Guingamp travaillant pour l'Argoat¹ et Coop-Viande (mais on peut discuter sa place dans ce groupe).

Telles sont les trois sortes de coopératives, mais cette classification perd de sa netteté de jour en jour. Les "éleveurs bretons" et le G.C.P.P.L. cherchent à se spécialiser dans l'engraissement et, inversement, les coopératives d'engraissement tendent à produire de petits animaux notamment la Cooperl dont les demandes de subventions pour la seconde tranche de 1970 étaient déjà au nombre de 128 pour porcherie maternité et 65 pour porcherie d'engraissement contre 77 et 144 lors de la première tranche de la même année. En attendant de produire tous ses porcelets la Cooperl s'approvisionne à l'extérieur : elle achetait 2 600 porcelets par semaine en 1970, dont 600 auprès de groupements reconnus. Coopérative des Eleveurs bretons, Syndicat du Haut-Corlay, G.C.P.P.L. et Coopérative de Saint-Renan (29)². Au total la part de la production porcine des coopératives représente plus du tiers ; cette part augmente depuis 1970. (Pour 1977 voir plus loin)

3 - Les coopératives de production des poulets de chair et d'œufs.

La part du secteur coopératif est encore plus nette dans la production des poulets de chair que dans celle de la viande porcine. Cette production en effet est en presque totalité aux mains de groupements de producteurs³. En 1968, la production française tant pour la consommation familiale que pour la vente avait été de 269 251 900 poulets et les Côtes-du-Nord représentaient environ 4 % de cette production. En 1972, le département a produit 16 320 tonnes, soit le 1/20e du tonnage national. Si l'on ajoute qu'il occupe la deuxième place pour la production des dindes et des dindons (7 534 tonnes, soit 32 %

-
- 1 - Voir l'importance relative de ces différentes coopératives sur la carte des pôles de la coopération et sur la carte du porc dans le département. GUELLEC (A.), "Les coopératives ...", op.cit. La Sica G.E.A.C. abat la totalité de l'Argoat. Elle gère aussi une toute petite salaison à Pédernec près de Bourbriac.
 - 2 - Pour la sélection, la Cooperl en est au même point que les groupements reconnus du département non adhérent d'Unicopa ou de Landerneau. Elle participe aux réunions organisées par la Fédération départementale des coopératives pour essayer de trouver une solution commune à ses problèmes.
 - 3 - Voir les différents groupements en annexe.

de la production nationale (celle des élevages spécialisés), on mesurera l'importance des Côtes-du-Nord en matière d'élevage avicole¹.

Pour les œufs, les groupements de producteurs reconnus, sont, depuis 1974 les suivantes : les coopératives avicoles de l'Emeraude, celle de Guitté, la C.A.B., Urne-et-Gouessant. Le nombre de poules pondeuses pour l'ensemble du département était de 3 550 000 en 1969, il a dépassé le milliard depuis 1975.

Il existe trois centres principaux de conditionnement coopératifs :

- celui de la C.A.B. à Guingamp qui a passé de 100 000 000 d'œufs en 1969 à 230 000 000 en 1973² et 500 000 000 en 1975 ;
- celui de la coopérative du Val de Rance à Guitté (54 548 000 œufs en 1973 et en 1976-1977 : 117 000 000 avec une probabilité de 130-140 000 000 pour 1977-78) ;
- celui de la coopérative de l'Urne et du Gouessant à Lamballe (349 000 000 en 1973 et 160 000 000 en 1977).

Au total, en 1973, les centres de conditionnement des coopératives avaient traité environ 30 % des œufs des Côtes-du-Nord. Cette proportion peut être estimée à plus de 50 % en 1977. La plus grande casserie de Guingamp appartient à la Compagnie Générale Frigorifique³.

-
- 1 - En 1976, les résultats de 1973, au plan de la France entière, ne sont pas encore connus.
 - 2 - Pour le centre de Guingamp les chiffres ne veulent pas dire grand chose pour le département des Côtes-du-Nord puisqu'il s'agit d'un ramassage opéré sur l'ensemble de la Bretagne ; de plus ces chiffres recouvrent l'activité de deux autres centres de la C.A.B. : Ploufragan (22) et Pipriac (35). Telle quelle, la C.A.B. est le producteur d'œufs le plus important de Bretagne et de France. Son autre originalité est de traiter tout ce qu'elle ramasse, alors que dans la plupart des autres cas, il faut distinguer production et conditionnement des œufs. En résumant grossièrement, on peut estimer que les coopératives et groupements de producteurs d'œufs des Côtes-du-Nord produisent presque les 3/4 des œufs mais n'en conditionnent pas autant.
 - 3 - Le principal actionnaire en est Layton, firme anglaise. Elle avait traité 26 000 000 d'œufs en 1969 et 55 000 000 en 1973, vendus en bidon. Les œufs cassés sont réfrigérés, ce qui donne un produit dur comme du bois, vérifié à la sonde, de temps à autres, par les services vétérinaires. Il intéresse les pâtisseries, les fabricants de produits de beauté ... Layton a fermé en 1976.

Le rôle des firmes d'aliment du bétail et les formes d'intégration qu'elles représentent ont été prépondérantes dans le département tant en ce qui concerne la production des poulets de chair que les œufs de consommation - surtout pour la production des poulets - mais certaines coopératives ont fait basculer la situation en leur faveur.

Qu'il s'agisse de firme privée ou de coopérative, dans les deux cas, l'évolution se fait vers l'intégration, c'est-à-dire la production par contrat. Mais dans l'intégration capitaliste privée l'aviculteur n'est qu'un exécutant tandis que dans l'intégration coopérative il demeure un participant. Le sentiment de l'éleveur quant à la domination de l'organe directeur de sa production, demeure d'ailleurs subjectif. A l'intérieur d'une même coopérative certains se disent des participants et d'autres des exécutants.

4 - Dans la production légumière.

Les coopératives et les groupements de producteurs, en matière de légumes, sont les suivants : La Paimpolaise, la C.A.B., La Perrosienne et la Sica du Goëlle et du Trégor.

La "Paimpolaise" remonte à 1936 où un groupe d'agriculteurs des cantons de Paimpol, Lézardrieux, Pontrieux et La Roche-Derrien a constitué une société pour "faire les blés", pour vendre du blé aux négociants, ceci jusqu'en 1948. Après la guerre, la société commence à commercialiser des primeurs. En 1952 un premier silo à blé, de 12 000 quintaux, est mis en service ; en 1959 un deuxième est créé, de 27 000 quintaux. En 1970 de nouveaux bâtiments étaient réalisés pour la commercialisation et le conditionnement des légumes¹.

La campagne 1973-74 montre l'expansion de la culture des choux-fleurs mais une certaine régression pour celle des artichauts et des pommes de terre.

1 - Dont la production avait été alors (en 1969-70) de :

- 7 500 tonnes de pommes de terre
- 4 650 000 têtes de choux-fleurs
- 1 400 tonnes de haricots
- 1 150 tonnes d'artichauts
- 7 100 tonnes de blé et céréales

ce qui représentait, avec les 5 000 tonnes d'engrais achetés, un chiffre d'affaires de 17 361 622 F. L'organisme comprenait alors plus de 5 000 adhérents, dont 1 500 livreurs de légumes.

Le fait n'est pas particulier à la Paimpolaise. Nous le retrouvons en ce qui concerne les pommes de terre primeurs, dans les activités des autres coopératives, coopératives d'origine, ou ex-Sica¹. Il en a été de même de la section locale de Saint-Pol-de-Léon, implantée à Pleumeur-Gautier.

Le problème de tous les producteurs de la Paimpolaise et des autres coopératives est celui des débouchés. Quand en juin (comme en 1971) une grève de la S.N.C.F. paralyse ses expéditions, la coopérative perd une partie importante de ses revenus. Quand les cours sont trop bas, on assiste à des destructions volontaires. Le percepteur et le chef de gare de Paimpol ont presque l'habitude de voir dans leur cour l'amoncellement insolite des légumes de saison. Les aléas du temps peuvent perturber les ventes : les températures trop douces de décembre 1974 ont accéléré la maturation du chou-fleur, prévue normalement pour janvier - février. Le résultat fut que 50 à 60 % de la récolte est restée dans les champs. Les conditions météorologiques avaient été à l'origine également de la mauvaise récolte de pommes de terre et de haricots en 1974 : la sécheresse pour les premières, des coups de froid, pour les seconds ...

Dans les Côtes-du-Nord, la mise en marché des productions de légumes s'effectue essentiellement par trois coopératives : la Paimpolaise pour le 1/4 de la production du département, l'Union des trois coopératives pour les 3/4 et le reste par la Perrosienne².

L'"Union des trois coopératives" dite aussi l'"Union des Coopératives de Paimpol et de Tréguier"³ résulte de la fusion de la Sica du Goëlle

- 1 - Le pays légumier du Trégor des Côtes-du-Nord n'a jamais eu jusqu'ici la renommée de celui du Finistère. St-Pol-de-Léon reste la capitale et l'épicentre de cette production. Voir PRIGENT (M.), "La Sica de St-Pol-de-Léon", m. de m., Brest 1972 et du même auteur (Mme SIMON), "L'évolution de l'agriculture dans la zone légumière de Nord-Finistère", thèse 3e cycle, Rennes 1975, 307 p. ronéotées.
- 2 - En réalité la nouvelle union présente la marchandise en vrac à Pleumeur-Gautier ; et conditionnée à Paimpol.
- 3 - Son potentiel, en année normale est de : 25 000 t. de pommes de terre de primeur (sur 35 000 dans les Côtes-du-Nord) ; 16 millions de têtes de choux-fleurs (en 1974) ; 5 000 t. de haricots demi-secs et des 2/3 des artichauts du département.

et du Trégor, de la coopérative des agriculteurs de Bretagne (section légumes) et de la "coopérative agricole de la presqu'île" (adhérents de la Sica de Saint-Pol-de-Léon de la presqu'île de Lézardrieux qui livraient au marché du cadran de Pleumeur-Gautier (géré par la Sica de Saint-Pol). Créée officiellement en novembre 1974, elle fonctionne depuis trois ans déjà en synchronisation avec des marchés de Saint-Pol-de-Léon et Saint-Méloir-des-Ondes. Cette union couvre toute la zone légumière des Côtes-du-Nord de Plouha à Lannion, et représente les 2/3 de la production légumière des Côtes-du-Nord¹.

En dehors des groupements de producteurs et des coopératives cités, il faut considérer à part "Urne et Gouessant" qui travaille sur Langueux et Trégueux, commercialisant carottes et oignons. Pour 1969, dans ces communes, on pouvait estimer à 90 ha la surface en oignons dit "oignons de couleur", soit 40 % des surfaces consacrées à cette culture dans le département (210 ha et 6 500 t. de production), et à 125 ha celle des champs de carottes sur les 200 ha des Côtes-du-Nord produisant en tout 5 000 tonnes. La coopérative "Urne et Gouessant" écoule une partie seulement de cette production, ce que les cultivateurs ne sont pas parvenus à vendre directement eux-mêmes. Quant aux cultures maraîchères, pour les mêmes légumes, elles ne font que 300 tonnes environ pour les carottes fraîches et 600 pour les oignons ; ces produits sont apportés au marché bihebdomadaire de Saint-Brieuc ou négociés au bord-même de la route. Autrefois les ^uLanguesiens allaient vendre en Cornouaille britannique et en Normandie en même temps qu'ils exportaient leurs plants de choux. Une notice manuscrite anonyme, de 1812-1814 sans doute, l'atteste pour cette époque². On y évoque "un vaste jardin" et la "longue file d'hommes, femmes et enfants" qui portent "sur la tête" de "gros fardeaux" "tous les jours de la semaine", sauf le dimanche. On apporte toujours ces légumes au chef-lieu mais cela ne représente plus qu'une activité marginale, même si le pittoresque demeure, même si une population en vit encore. A terme, la culture légumière paraît condamnée dans la banlieue briochine. Les champs se couvrent peu à peu de maisons. Une usine de con-

1 - Voir note 3, p. 294.

2 - Archives départementales, H B n° 3 357.

serve, Leg-Armor, a dû fermer ses portes (en 1963). Le supermarché "Escale" installé en 1970 sur des parcelles de culture ne put s'approvisionner en légumes sur place. Il ne faut donc pas espérer voir se développer cette production, du moins de façon importante.

En dehors des groupements de producteurs et des simples coopératives la production est aux mains de différents commerçants aux trois-quarts du chiffre d'affaires des produits commercialisés en légumes et pommes-de terre.

5 - Les coopératives d'insémination artificielle bovine et la recherche porcine.

- Insémination bovine.

Le centre de Créhen, créé en 1947 à l'initiative d'une trentaine d'éleveurs, avait acheté trois taureaux normands et réalisé 700 inséminations cette année-là. Avec une progression accélérée à partir de 1952 il atteignait le cap des 50 000 inséminations en 1957 et celui des 100 000 en 1960. A partir de 1964 on y pratique le testage avec un équipement pour la congélation de la semence ; ce sont 150 000 inséminations, 23 000 adhérents et une taurellerie d'une soixantaine de têtes qui mettent Créhen et ses sous-centres au rang des grands centres d'insémination artificielle.

- Les problèmes des coopératives.

A part quelques exceptions, les coopératives ne sont pas toujours à la pointe de la production et encore moins de la transformation de cette dernière.

Les raisons de leur manque de dynamisme d'ensemble sont nombreuses. D'abord cela tient aux hommes qui dans la plupart des cas n'ont pas évolué. La fédération n'a jamais bien fonctionné. Elle n'a jamais réussi à harmoniser les divergences politiques qui y ont longtemps été très fortes, entre la première génération qui s'est constituée en opposition à Landerneau et les autres moins marquées à gauche, mais marquées politiquement tout simplement. Ces options politiques jouent pourtant de moins en moins. On peut voir une coopérative de gauche, de 1936, comme la Triple Union fusionner

avec l'Argoat dite de droite.

De son côté le grand argentier qu'est le Crédit Agricole ne croit pas toujours aux coopératives¹, à une fédération qui est une concertation, une coopération. C'est pourquoi en 1963 il a soutenu Unicopa. Alors la fédération fait comme elle peut des rapprochements, des regroupements : Oust-et-Lie avec la Coop-Viande de Loudéac ont fusionné pour donner la Coopérative agricole du Centre Bretagne ; l'Argoat et la Triple Union ont fait de même, nous l'avons vu ; le Val de Gouet s'est uni à la Briochine en 1969.

Un mouvement de concentration se dessine mais le problème humain y est difficile et primordial. Il demeure presque impossible d'éliminer un directeur sur les deux qui se rassemblent. Dans ces conditions, il est certainement préférable de ne pas entraver la bonne marche d'une coopérative en lui adjoignant le poids d'une autre qui se meurt².

De toute manière il faut compter avec les hommes, les mentalités. S'il s'est trouvé à Hénanbihen des hommes dynamiques, des gestionnaires-nés, pragmatiques et parfois même un peu abrupts, on rencontre à Guingamp des doctrinaires formés par la J.A.C., des hommes d'idées, souvent sentimentaux et idéalistes, à l'opposé des esprits positifs de Lamballe. Question d'optique. A Loudéac, les aspects sociologiques sont souvent moins tranchés, plus mêlés.

On en arrive ainsi à des oppositions profondes sur le principe même de la coopérative. Le "un homme, une voix" peut être mis en question. Les adhérents sont attirés soit par la tendance économique qui donnerait le pouvoir au capital, soit par l'antithèse, l'idéaliste, celle des "sociaux" qui veulent sauvegarder le principe. Ce déchirement qui se fait jour tient au fait que les écarts financiers se creusent entre les adhérents. Autrefois une coopérative d'approvisionnement réalisait un chiffre d'affaires assez peu différent d'une ferme à l'autre. Aujourd'hui cette différence est énorme ;

1 - L'étude sur les coopératives, entreprise à sa demande, comprenait un troisième volume que nous n'avons pas pu nous procurer et dans lequel, paraît-il, on concluait en ce sens.

2 - BERGER (S.), "Les paysans contre la politique : l'organisation rurale en Bretagne 1911-1974", éd. du Seuil, 336 p., 1975.

le chiffre peut varier de quatre mille ou cinq mille francs à cent mille francs. Les grosses unités de production porcine veulent un aliment au meilleur prix, au plus bas prix possible. Or, ce prix est fonction de l'équipement de l'agriculteur pour recevoir la marchandise. La coopérative engage des frais différents selon qu'elle livre une ou vingt tonnes. C'est pourquoi la C. O. O. P. E. R. L. par exemple demande déjà des unités d'au moins 200 porcs. Et même ici le prix de l'aliment de la coopérative est plus fort que celui du privé.

Le principe "un homme, une voix" est donc contesté par les plus gros des coopérateurs. A l'autre bout de la France, dans le Jura, c'est lui qui est à l'origine de la stagnation des fruitières. Les petits sociétaires s'opposent à la modernisation et aux groupements des installations villageoises que désirent les plus compétitifs, ceux qui traitent 300 litres de lait, ou plus, par jour. Condamnés pour condamnés, les petits ne veulent pas participer à des aménagements à long effet.

Enfin la forme même de la coopérative est discutée. A l'assemblée générale d'avril 1970, la confédération française de la coopérative agricole avait contesté la structure même des coopératives, civiles ou commerciales.¹

Ces difficultés immédiatement saisissables des coopératives dans les Côtes-du-Nord ont des racines sociologiques profondes. Les problèmes internes ne se comprennent pas si on ne les replace pas dans le contexte plus général des rapports entre le corporatisme et la politique des partis. Au terme d'une comparaison entre les données et l'évolution des

1 - Toutes les coopératives des Côtes-du-Nord sont de forme civile sauf quelques unes dites d'exploitation comme celle d'Evran créée en 1963, et qui est propriétaire de taureaux dont elle vend la semence. Espèce de G. A. E. C. sans le nom, constituée avant cette structure de travail en commun, elle présente sur elle peu d'avantages si ce n'est de pouvoir grouper autant d'adhérents qu'elle veut, alors que le vrai G. A. E. C. est limité à 10. L'autre coopérative à forme commerciale relativement importante est "Urne et Gouessant" qui achète environ 25 % de son approvisionnement en dehors de ses adhérents dont la production de pommes de terre ne suffit pas à satisfaire la clientèle. Rappelons que sur le plan juridique, il faut distinguer deux sortes de coopératives : la Société coopérative à forme civile et la société coopérative à forme commerciale. La coopérative à forme civile se cantonne dans une circonscription territoriale, la coopérative commerciale non. La première réunit des exploi-

structures et des mentalités du Finistère et des Côtes-du-Nord, S. Berger¹, pour la période 1928 à 1967 a pu démontrer le rôle des élites rurales. Mais ces élites ne sont pas les mêmes dans les deux départements : dans le Finistère elles se situaient au niveau de l'organisation corporative tandis que dans les Côtes-du-Nord elles appartenaient aux partis politiques : "Dans les Côtes-du-Nord au contraire, écrit-elle, la gauche et la droite firent un effort pour souder aux partis politiques les fidélités et les aspirations des paysans. La formule corporative ne fut essayée qu'une fois réalisée la politisation des paysans"² ... Cette subordination de l'économie au politique a fait passer le progrès agricole par le filtre des personnalités, leurs puissances et leurs rivalités.

Vu à différentes reprises, pour l'aliment du bétail, les produits laitiers, les salaisons ... le rôle des coopératives est, le plus souvent, marginal, à la remorque des entreprises, sauf en quelques secteurs d'activité et pour quelques coopératives bien déterminées. Les chiffres d'affaires se répartissent ainsi, après avoir retranché les ventes de produits nécessaires aux agriculteurs :

Pourcentages respectifs (des chiffres d'affaires) des coopératives des Côtes-du-Nord		
	en 1968-69	en 1975-76
Coopératives laitières	35 %	37,5 %
Coopératives polyvalentes (à dominante, céréales et approvisionnement)	33 %	50 %
Coopératives viande	32 %	40 %
TOTAL	100	

Tableau n° 26.

.../... tants agricoles ou des groupes d'exploitants, la seconde des organisations professionnelle agricoles et des personnes physiques autres qu'agricoles. Pour les deux, un homme vaut une voix. Pour tous ces aspects théoriques des groupements en agriculture nous avons eu recours à différentes publications du Ministère de l'Agriculture dont le "Bulletin d'Information du Ministère de l'Agriculture".

1 - Voir BERGER (S.), "Corporatisme et politique des partis - Finistère et Côtes-du-Nord 1928-1967" in "L'univers politique des paysans", Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, n° 184, 1972, p. 273-290.

2 - Ibid., p. 274-275.

Sources : Fédération des coopératives (il s'agit d'estimations).

La part commercialisée par les coopératives pour les différents produits est de :

	1968-1969	1973-1974	1975-1976
Lait	32 % ¹	40-45 %	37,5 %
Céréales	40 % ²	70 %	72,5 %
Pommes de terre et légumes	22 %	70 %	95 %
Viande de toute sorte	12 % ³	porcs 67 % bovins 25-30 %	72 % 25 %

Tableau n° 27.

Sources : Fédération des coopératives des Côtes-du-Nord.

On ne peut manquer d'être frappé par un dynamisme certain des coopératives dans les Côtes-du-Nord, quelque soit le jugement qu'on porte sur leur caractère structurel propre.

b) Les autres formes d'association : des "sans importance" et des capitales.

1 - Les formes mineures d'associations et leur peu d'importance dans le département.

Rappelons ici seulement pour mémoire les formes mineures d'association dans le domaine agricole que sont les syndicats, les associations de type 1901, les bourses de travail.

Régi par les lois du 21 mars 1884 et du 12 mars 1920, le syndicat est une association pour la défense des intérêts professionnels et moraux des agriculteurs, des producteurs d'un produit. Sur le plan économique il joue peu de rôle.

-
- 1 - En 1969, ce qui est très supérieur aux 20 % pour l'ensemble de la Bretagne en 1967 d'après le tableau de l'"importance du secteur coopératif par branche d'activité en Bretagne" ; PHILIPPONNEAU (M.), "Debout Bretagne" ! 1970.
 - 2 - Inférieurs aux 75 % pour la Bretagne en 1962 (même référence que pour 1).
 - 3 - Pourcentage inférieur à celui de la Bretagne en 1969 pour laquelle la part du porc atteint 18 % et les bovins (et veaux) 10 % (même référence que pour 1).

Des syndicats existent dans le département. Celui du Haut-Corlay pour les porcelets (22 096 porcelets produits en 1969) par exemple, ou celui d'Armorique créé en 1968 à Hémonstoir pour les porcs également¹ (9 154 porcelets et 7 182 porcs en 1969).

L'association d'après la loi de 1901 est une convention entre deux ou plusieurs personnes pour mettre en commun de façon permanente des connaissances et une activité dans un but autre que de partager des bénéfices. Elle ne peut donc jouer de rôle économique important. Elle n'a pas la faculté de commercialiser. Les deux plus importantes dans le département sont celle des "Aviculteurs des Côtes-d'Armor" à Lanrivain et celle de la station porcine de Saint-Donan. Les quelques autres qu'on peut mentionner n'ont d'existence que sur le plan juridique².

L'association de Saint-Donan contrôle la qualité des porcs. Son but unique est le repérage des performances individuelles de la race. Les techniciens éliminent systématiquement les bêtes les moins intéressantes.

La bourse de travail est la forme la plus simple du travail de groupe en agriculture. Avec elle commence réellement l'activité collective. C'est l'entr'aide à quatre ou cinq en général. Le matériel est acheté individuellement et on se le prête, avec ou sans hommes. Des unités de travail sont définies ; par exemple, une heure de tracteur représente une unité, une heure d'emploi de faucheuses, deux unités ... etc. Les paysans font le compte de ces unités en fin d'année seulement. Cela leur évite de se payer mutuellement, continuellement. Ce système a eu du succès dans le Val de Loire. Dans les Côtes-du-Nord, il n'a jamais été pratiqué jusqu'à présent. En septembre 1970 un agriculteur, ex-technicien agricole, a tenté de fonder une bourse à Paule.

2 - Les formes commerciales : les Sica.

La société d'intérêt collectif agricole est déjà une vieille structu-

1 - Ce dernier a été transformé en groupement de producteurs.

2 - Lanrivain avait traité 2 528 000kg de porcelets à 2,25 F le kg en moyenne, soit un chiffre d'affaires de 5 691 000 F pour l'année civile 1969.

re¹ reprise dans la loi d'orientation agricole du 5 août 1960 et son décret d'application du 5 août 1961. C'est de là que date le grand développement des Sica ; dans leur esprit nouveau, elles s'appliquent à l'équipement lourd de l'agriculture. Au terme de ces textes et de leur remaniement (notamment en 1967), les Sica "ont pour objet de créer ou de gérer des installations, d'équiper ou d'assurer des services soit dans l'intérêt des agriculteurs d'une région rurale déterminée, soit de façon plus générale, dans celui des habitants de cette région sans distinction professionnelle"².

Dans les Côtes-du-Nord il n'en existe que deux importantes, celle de l'Argoat pour l'abattage de la viande : la Sica Gaec, et celle de la C. L. P., Centrale Laitière de Penthievre, qui a quatre sociétaires : la L. N. A. (Laiterie Nouvelle de l'Arguenon), à Créhen ; la société des distilleries bretonnes (qui faisait du cidre auparavant³ ; la coopérative de Landerneau et la coopérative de la Côte d'Emeraude à Plancoët.

Coopératives et Sica sont depuis peu groupées sur le plan national. C'est le Groupement National des Coopératives et Sica d'équipement Agricole : le G. N. C. S. A. Cela se justifie par le fait que, comme nous l'avons vu pour l'Argoat, la Sica n'est qu'un prolongement de la coopérative.

1 - Elle est née des besoins des campagnes en électricité. La loi sur le Crédit Agricole du 29 décembre 1906 prévoyait l'octroi de prêt à long terme aux coopératives agricoles constituées en vue d'effectuer des travaux "d'intérêt collectif agricole". Après la guerre de 1914-18, la formule est perfectionnée (loi du 5 août 1920). La société d'intérêt collectif agricole naît et s'étend aux abattoirs industriels, aux entrepôts frigorifiques, aux réseaux ferrés, à l'amélioration des bâtiments agricoles ... Complétée par d'autres textes ensuite, qui précisent les conditions de prêts du Crédit Agricole (Lois de 1921, 1923, 1935, 1953 et 1955).

2 - D'après un pointage portant sur 1 500 Sica en France, au 1er janvier 1970, cette forme de société a été utilisée dans les différents secteurs économiques de l'agriculture : céréales, fruits, légumes, lait ... avec une prépondérance marquée cependant dans les domaines où la coopération était jusque là la plus faible par rapport aux entreprises privées : domaines de l'aviculture, du bétail, des fruits et légumes. L'avantage des Sica est de pouvoir fournir aux agriculteurs tous les produits, machines et engrais comme les coopératives, tout en pouvant associer aux producteurs des non-agriculteurs à raison d'un certain pourcentage des voix aux assemblées générales. Les Sica sont donc des organisations interprofessionnelles, complémentaires en somme des coopératives. Mais elles en diffèrent profondément dans leur principe dans la mesure où le pouvoir de décision est fonction du capital social. Autrement dit, pour les Sica, un homme n'égale pas une voix. En France les créations de Sica ont été de 275 en moyenne par an de 1964 à 1967, de 98 en 1968 et de 77 en 1969.

3 - Elle conserve une petite activité de distillerie en Ille-et-Vilaine. On l'ap-

3 - Les aspects aujourd'hui marginaux : C.E.T.A., C.U.M.A., et le Centre de gestion.

Avant d'étudier les formes vraies de l'agriculture de groupe il convient de relater l'existence des C.E.T.A. et le rôle du Centre de Gestion dans le développement des habitudes de travail en commun.

- Les C.E.T.A. (Centre d'Etudes Techniques Agricoles) sont des groupements très souples, volontaires, payant et regroupés sur le plan national. On peut les définir encore comme des associations de cultivateurs, qui cherchent en commun sur le plan technique et économique les progrès à mettre en œuvre au niveau des exploitations. Ils jouent le rôle de bureau d'études sans voir de biens.

Créés dans les années 1950, ils ont eu un rayonnement certain dans le département. La preuve en est sans doute que le Conseil Général leur a accordé de nombreuses subventions. Ils ont permis un travail en groupe et ils ont profité à chacun, à un moment où l'agriculture de groupe existait à peine. Mais ils ont pâti à la fois des coopératives et des firmes privées. Les exploitations deviennent chaque jour moins indépendantes ; les coopératives, comme les firmes, ont leurs propres conseillers, leurs formules d'aliments du bétail, leurs techniciens pour les bâtiments, les cultures ... Landerneau a acheté un ordinateur pour la comptabilité de ses adhérents qui peuvent maintenant se passer de conseillers de gestion. Les conseillers demeurent alors pour les vieux agriculteurs et tous ceux qui ne veulent pas adhérer à un groupement économique, pour ceux qui en somme sont condamnés à plus ou moins brève échéance.

Fonctionnent encore dans le département, quelques C.E.T.A. Ils travaillent avec la maison de l'élevage et le Centre de Gestion¹. Le plus dynamique est celui du Leff à Goudelin. Les autres sont à Trigavou, Saint-Aaron et Corlay. Ils n'ont qu'un rôle marginal qui ne peut en rien être comparé à celui

.../... pelle plutôt la Société Cornic. Even a un droit de regard sur la Sica, indirectement, du fait que la Coopérative de Plancoët adhère à Even, à Celtilait qui résulte de la collaboration de Even et Unicopa pour l'usine de Carhaix.

1 - Voir la carte des adhérents au Centre de Gestion.

du Centre de Gestion.

Le Centre de Gestion, lui, continue à aider les éleveurs, à tenir leur comptabilité, celle des G.A.E.C. en particulier, de tous les G.A.E.C., comme il participe à leur élaboration. Il contrôle également les comptes de deux petites coopératives, et à ce titre, assiste aux réunions de la Fédération des Coopératives. Certaines Cuma, les plus grosses, font appel aussi à ses services ; les petites se contentant de partager bénéfices et pertes entre les adhérents une fois le matériel usé. Dans les groupements de producteurs le Centre n'intervient que par le biais des adhérents aux groupements. Au total, en 1972, environ 520 exploitations empruntaient les services du Centre et 3 000 étaient soumises à la T.V.A., les plus dynamiques. Chaque année des exploitations quittent le Centre et d'autres y rentrent. Par exemple en 1969 : 60 ont arrêté et 80 ont commencé. Les départs témoignent du bon ouvrage du Centre. Le cultivateur qui se retire se sent capable de gérer son affaire. Il a fait un premier pas dans la gestion, il est peut-être mûr pour la discussion et la coopération avec d'autres.

- L'ensemble du département est couvert par des Cuma. Les Cuma y sont de trois sortes¹. La Cuma intégrale². Elle comprend le plus souvent de dix à quinze adhérents pour une S.A.U. de 170 à 250 ha. Elle a pour engin principal un gros tracteur conduit par un chauffeur à temps complet, quelqu'un du pays en général, payé au mois, nourriture comprise, heures supplémentaires rémunérées en plus³. Des Cuma de ce genre, il en existe

- 1 - Sources : la fédération des Cuma ; visites de Cuma et consultation des fiches d'enquête remises au cours de l'été 1970. Ces fiches relevées sur l'ensemble de la Bretagne et de la Normandie sont au nombre de 250 environ pour les Côtes-du-Nord (en septembre 1970). Elles n'avaient pas fait l'objet d'un dépouillement pour l'instant.
- 2 - Voir la carte des Cuma. Sur cette carte on a fait ressortir les communes où se trouvent 2 ou plus de Cuma. En fait, les limites de ces dernières ne recoupent pas celles des communes dans de nombreux cas. Il y aurait une étude intéressante à faire sur l'extension territoriale des groupements en agriculture, sur leur recoupement ou non avec les limites administratives et celles des quartiers...
- 3 - Quelquefois ce conducteur est intéressé au chiffre d'affaires, à raison de 2 % comme à Plébouille ; le plus souvent il est au S.M.I.C. comme à Saint-Martin-des-Prés, où, nourri, il touchait 700 F par mois en 1969. Toutes les modalités de paiement existent. On trouve aussi le système de la paie à l'heure de travail effectif, facturée aux adhérents. La pièce maîtresse de la Cuma est donc ici le tracteur et son conducteur. Il s'y ajoute tout un matériel de culture d'appoint, pour travaux divers : pulvérisateurs, semoirs, faucheuses rotatives, fourches à fumier ... Comme

.../...

de 90 à 100 dans le département. Elles sont particulièrement nombreuses à Plénée-Jugon : une quinzaine. Elles se sont créées rapidement mais elles risquent de disparaître de même. Nées autour d'une machine, elles dureront ce que durera la technique. La moissonneuse-batteuse tend à se substituer au tracteur équipé d'une faucheuse.

La Cuma spécialisée. Une des Cuma spécialisées les plus fréquentes dans le département a été celle de la congélation. On en comptait une trentaine, en 1969-1970, réparties sur tout le territoire. En général, il s'agissait d'une Sica, c'est-à-dire d'un groupement pouvant s'étendre à d'autres personnes non cultivatrices.

Ces Cuma disposaient d'un bâtiment muni de vingt-quatre cases au minimum et de quarante à cinquante cases au maximum, le plus souvent. Aujourd'hui elles ne se forment plus. Les congélateurs collectifs ont fait découvrir la possibilité de la congélation. Ils ont donné des habitudes de consommation jusqu'au fond des campagnes. L'année qui a suivi l'installation du collectif, les paysans, certains du moins, ont acheté des appareils individuels, d'autant plus facilement que le prix en diminue constamment.

Une éducation s'est faite, on a pris le goût de manger de la viande congelée, de la viande tout simplement, et beaucoup. C'est le cas à Kergrist-Moëlou où les gens ne le disent pas, mais où c'est vrai. C'est le même phénomène que pour la télévision dans un village. On y installe un poste et dans le mois qui suit presque toutes les maisons en font l'emplette. La formule collective est encore plus contagieuse que l'exemple individuel.

La Cuma de La Flora, une des plus importantes du département, est née ainsi de l'installation d'un congélateur collectif. Sise à Pléneuf, elle intéresse Pléneuf et Saint-Alban avec ses quatre-vingts adhérents en 1970¹. Son activité essentielle aujourd'hui repose sur les gros travaux, et

.../... l'exploitant du département est aujourd'hui d'abord un éleveur en général, il se consacre à l'élevage. Il se débarrasse du souci de cultiver sur la Cuma. Il préfère payer pour cela et reporter ses soins sur le cheptel, à la différence de ce qui se passe ailleurs en Basse-Normandie, par exemple, où le cultivateur engage un porcher et conduit son tracteur.

1 - A sa création ; le nombre reste stable.

sur de plus spécialisés avec trois ensileuses, une tonne à lisier, deux chaumeuses, deux semoirs à maïs et betteraves, des charrues... Elle a évolué avec les activités et les besoins de ses membres. En 1970, elle avait ensemencé 100 ha de maïs et 50 de betteraves. Elle emploie deux ouvriers à temps complet ; chacun des deux tracteurs fait 1 300 heures de travail par an. Elle intéresse 988 ha de terres labourables, par tracteur.

Du type spécialisé, répondant à un besoin spécifique et en pleine expansion, relève la Cuma d'ensilage. Une cinquantaine de Cuma de cette sorte se sont constituées durant ces dernières années.

Le maïs a apporté une véritable révolution dans le département depuis 1967-1968. On en voit partout, sur le littoral comme dans la montagne. Dans les monts d'Arrée, entre deux champs d'ajoncs, on le remarque tout à coup. Dans les cantons les plus reculés on le trouve, par exemple autour de Rostrenen, de Callac ; à Carnoët un atelier de taurillons est alimenté sur cette base. Autour de Saint-Brieuc son extension est remarquable. Une Cuma a acheté trois machines ensileuses en trois ans, et ceci sans variation du nombre de ses adhérents. D'une façon générale, les surfaces doublent d'une année sur l'autre¹.

1 - D'après l'enquête "Etude de l'utilisation du territoire en 1970", dépouillée manuellement lorsque nous l'avons consultée (novembre 1970), opérée par sondage, le maïs couvrirait 18 477 ha (grain ou fourrage) dans le département. En 1963 on comptait 300 ha de maïs dans les Côtes-du-Nord ; en 1965, 1 000 ha. Le chiffre de 18 477 ha était sans doute en-dessous de la réalité. La région la plus productive, actuellement, semble être celle de Goudelin où à l'automne 1970 des démonstrations de moissonnage et d'ensilage avaient eu lieu, et où il existe un séchoir, depuis 1969, capable de traiter la récolte de 600 ha par an. Mais de belles pièces de terre portent du maïs un peu partout. Nous en avons vu une de 14 ha à Paule appartenant à un cultivateur indépendant qui alimente en partie ses taurillons avec cette récolte. L'année 1970 avait été particulièrement favorable à cette culture. Il semble qu'on puisse retenir le chiffre de 60 quintaux récoltés par hectare de grains secs. Le développement du maïs n'est pas particulier aux Côtes-du-Nord. On peut estimer que les surfaces ont triplé dans l'Ouest depuis 1965, dans la mesure où les chiffres sont exacts, tant le progrès est rapide et dans la mesure où l'on distingue bien maïs-fourrage et maïs-grain, ce qui ne se fait réellement, en partie, qu'au moment de la récolte, au gré des circonstances. L'extension du maïs-fourrage est étroitement liée à la technique de l'ensilage puisqu'une très faible partie de la production est consommée en vert. Le maïs apporte donc plus qu'une révolution fourragère. Il a entraîné l'apparition des "feed-lots" (lots de bovins mis à l'engrais, et, par extension, installation où séjournent les bovins pour leur engraissement) comme dans le Corn-belt.

Le maïs est ensilé vert, soit par des Cuma, soit par des entreprises. Il est presque impossible d'évaluer la part des deux secteurs, privé et collectif. Les entreprises sont en principe contrôlables grâce à la patente¹, mais le volume de leur activité est difficilement cernable, leur chiffre d'affaires reposant sur des données de base qui varient du simple au double d'un point à l'autre du département. A Glomel on payait 160 F par hectare de maïs ensilé, à Goudelin 280 F en 1970. La variation du prix est fonction de l'aide qu'apporte l'exploitant. Ces entreprises d'ensilage n'ont pas d'homogénéité parce qu'elles sont nées d'un besoin récent et d'une technique nouvelle pour la région. Elles commencent avec un cultivateur qui achète une ensileuse et se met à faire de l'entreprise, tout en gardant son cheptel. Rares encore sont ceux qui ne font que de l'entreprise.

Les Cuma spécialisées dans l'ensilage habituent leurs adhérents à cette pratique. Elles disparaîtront ou se transformeront à l'amortissement de la machine, mais l'ensilage restera dans les grandes exploitations. Pour le moment, les chantiers de maïs durent de quinze jours à trois semaines en entr'aide, mobilisant les hommes et laissant le soin des étables et des porcheries aux femmes qui avaient un peu perdu l'habitude de ces responsabilités et qui assurent ce travail à la limite de leurs forces, ce qui ne saurait durer. Dans la peine, du côté des hommes, comme du côté des femmes, on comprend l'obligation du travail en groupe. La Cuma broie l'individualisme.

Cuma intégrale ou Cuma spécialisée, la formule est aujourd'hui à la croisée des chemins pour de multiples raisons. Nous en avons aperçu quelques-unes déjà en les définissant : raison technique, équipement individuel parallèle au collectif ; l'individualisme en est une autre, plus profonde. Il peut prendre le cadre du groupe comme à Goudelin où les accords entre Cuma ne sont pas faciles à réaliser. Le vieillissement des hommes consti-

.../... Le maïs ensilé convient aux exploitations laitières, à la production de viande bovine et porcine et ovine. Si l'on admet qu'on puisse engraisser quatre taurillons par hectare de maïs, soit produire 1 000 à 1 200 kg de viande nette, les quelques 175 000 haensemencés dans l'Ouest en 1970 auraient permis de produire 175 000 à 200 000 t. de carcasses. Les deux très mauvaises années pour le maïs dans l'Ouest, 1972 et 1974, où l'on a perdu respectivement 70 % et 30 % de la production ne semblent pas avoir découragé les exploitants.

1 - Peu d'entrepreneurs sont soumis à la patente et même en ce cas les indications sur leurs chiffres d'affaires sont approximatives dans le cas

tue un obstacle. On a fondé une Cuma il y a six ans, entre exploitants alors âgés de trente cinq à cinquante ans. Aujourd'hui tout a changé, il y a ceux qui se sont spécialisés, ceux qui n'ont rien modifié, ceux qui font de l'ensilage, ceux qui n'en veulent pas. Les besoins en matériel ne sont donc plus les mêmes d'une ferme à l'autre, on n'arrive plus à s'entendre sur les achats à faire.

Les Cuma ont souvent été favorisées par le fait que l'Etat prêtait plus volontiers au groupe qu'à l'individu, en ce sens que les prêts n'étaient pas plafonnés pour le groupe (d'où d'ailleurs les cuma-fantômes, dans le Nord de la France et dans le Centre ; ce qui ne s'est pas produit ici, et de toute manière le régime de la T.V.A. a aboli cette possibilité).

Aujourd'hui, les avantages financiers des Cuma se réduisent à la possibilité d'emprunts complémentaires : prêt à moyen terme à 6,75 % avec la possibilité en cas de déconfiture de l'un des associés, de se retourner sur le matériel de la Cuma, les associés n'étant solidaires que pour le matériel. Mais ce contrat pour le matériel gêne les cultivateurs et encourage les réflexes individualistes. D'où peut-être le ralentissement dans le rythme des créations de Cuma entre 1968 et 1970 ; 1968 : 30 Cuma créées ; 1969 : 26 ; 1970 : 24. Mais depuis 1975 la nouvelle politique financière vis-à-vis des Cuma semble leur avoir donné un certain regain de vigueur.

Par contre, la co-propriété a tendance à se développer, voire à se substituer aux Cuma. Il s'agit de la possession en commun, à deux ou trois, seulement. L'avantage y est l'absence de règlement ; l'inconvénient tient au fait que les prêts octroyés à titre individuel sont moins avantageux. En général, il s'agit de matériel d'appoint au tracteur. On trouve cette co-propriété dans presque toutes les communes du département. Elle porte surtout sur le matériel secondaire, nous l'avons déjà dit, mais quelquefois aussi sur une moissonneuse-batteuse ou une ensileuse avec laquelle les possesseurs font de l'entreprise, ce qui n'est pas permis à la Cuma. Ceci se passe en particulier dans la région de Rostrenen. Par contre, dans les zones céréa-

.../... d'un forfait de T.V.A. Une minorité infime tient une comptabilité réelle en vue d'une T.V.A. réelle.

lières, les Cuma se maintiennent¹.

Le plus gros chiffre d'affaires des Cuma revient aux Cuma avec chauffeur. Ce sont aussi les Cuma les plus intéressantes. Elles illustrent l'évolution de l'équipement : équipement individuel en 1962-1963, équipement collectif actuellement, ce qui n'empêche pas la plupart des exploitants de posséder un tracteur devenu tracteur d'appoint de l'ordre de 40-60 C. V.

1 - Une fédération regroupe les Cuma. A quoi sert-elle ? Elle apporte des documents techniques, administratifs. Elle informe, règle les litiges, conseille les agrandissements, suggère des solutions dans tous les domaines. En 1969, 186 Cuma y adhéraient. Pour 1970, il semble que le chiffre soit très voisin, mais ce ne sont pas forcément les mêmes exploitations. La fédération vit de subventions. Elle est en déficit. Elle travaille en accord avec les conseillers agricoles, mais un peu en marge. Son existence est précaire, comme celle des Cuma elles-mêmes, pourtant si importantes dans l'évolution des techniques et des mentalités. Pour apprécier l'importance des Cuma on peut se reporter à leur chiffre d'affaires. En 1969, l'ensemble faisait environ 5 460 000 F pour le département se répartissant ainsi :

- 90 Cuma ont un chauffeur à temps complet et font	2 700 000 F
- 100 Cuma de moissonnage et travaux divers font	1 500 000 F
- 70 Cuma de moissonnage seulement font	700 000 F
- 80 autres sont de petit matériel et font	506 000 F

Pour nous rendre compte de l'importance des Cuma nous avons trois moyens, trois sources : le Crédit Agricole qui possède un dossier sur chacune des Cuma ayant sollicité un prêt, et elles l'ont fait à 95 ou 98 %. Ces dossiers renseignent sur les surfaces intéressées, le nombre d'adhérents et celui des parts sociales avec des mises à jour éventuelles lors de nouveaux emprunts. Mais l'accès aux dossiers ne nous a pas encore été possible. Deuxième source : les dossiers de la D. D. A. auprès de laquelle les Cuma sollicitent leur agrément, mais ces fiches relatent une situation de départ, celle au moment de la création ; or, les conditions de fonctionnement s'altèrent très vite. Nous n'aurions donc pu dresser qu'un état périmé et qui aurait juxtaposé les éléments de date variable, fonction de l'âge des Cuma. Enfin, troisième source de documentation, l'enquête réalisée par la fédération des Cuma signalée plus haut, aux chiffres fantaisistes puisque les Cuma ne tiennent pas de comptabilité. Alors nous avons préféré nous fier à des enquêtes personnelles et aux indications des responsables départementaux qui, à défaut de statistiques, ont une connaissance globale mais sûre de la réalité qu'ils ont l'occasion de vérifier sur le terrain. Le chiffre de 5 460 000 F plaçait les Côtes-du-Nord avant l'Ille-et-Vilaine (4 520 000 F), avant le Finistère (2 062 000 F) et avant le Morbihan (1 417 000 F).

alors que celui de la Cuma atteint 80 C. V. Pour de tels engins, la Cuma est devenue indispensable à l'achat, très coûteux, et à l'emploi qui ne peut être le fait d'un éleveur qui se consacre à ses animaux, bovins ou porcins. Pour les grosses exploitations, la Cuma est donc encore une formule intéressante. Elle a incité à des créations plus complexes à Domagné (Ille-et-Vilaine) où l'équipement est entièrement collectif, du matériel aux bâtiments et au carburant, transformant la Cuma à tel point qu'elle n'en est plus une. Le plus souvent la Cuma évolue vers une forme d'agriculture de groupe bien définie et complète : le G. A. E. C. Elle est en quelque sorte la première démarche, la première forme partielle de mise en commun des moyens de production dans le cadre de statuts déterminés. Composé d'un nombre assez limité d'agriculteurs elle a permis aux sociétaires les plus entreprenants de prendre part effectivement à l'administration et à la gestion. Elle a entraîné à la direction collégiale.

4 Le G. A. E. C., groupement agricole d'exploitations en commun, est une intégration horizontale : plusieurs exploitations mettent en commun tous leurs moyens humains et financiers pour ne plus constituer qu'une seule entreprise¹.

Ce n'est pas une addition d'exploitations, ni un syndicat, ni un C. E. T. A., ni une Cuma, ni un groupe d'entr'aide, mais une entreprise plus étendue, mieux équilibrée où chacun est responsable et participe au travail². Formule difficile à réaliser sur le plan humain, elle permet de réduire les servitudes, de prendre des loisirs, de se cultiver et d'abord d'élever le niveau de rendement et de production. Son caractère familial est fondamental d'où ses superficies et son nombre d'adhérents limités. Chaque associé est tenu au travail. Le G. A. E. C. est fondé sur lui. Il n'est donc pas simplement un groupement de capitaux bien que l'apport initial en argent ou en biens soit indispensable au départ.

1 - Pour les aspects théoriques du G. A. E. C. se reporter au Bulletin d'Information du Ministère de l'Agriculture, n° 211 du 12 décembre 1964 et à la revue mensuelle "Agriculture", n° 296 de janvier 1967 et à différentes autres mises au point officielles.

2 - Nous n'étudions pas les G. A. F., groupements agricoles fonciers. Il en existait un seul dans le département, en cours de constitution à la fin de 1970. Le G. A. F. est propriétaire du foncier, à la différence du G. A. E. Depuis cette époque la formule s'est peu développée dans les Côtes-du-Nord.

Le G. A. E. C. ne peut fonctionner qu'après avoir obtenu sa reconnaissance par le Ministère de l'Agriculture selon une procédure établie. Il devient alors une personne morale, distincte de la personnalité physique de ses membres. Il peut passer des contrats en amont et en aval comme un exploitant individuel. C'est pourquoi il a un nom, un siège social, un patrimoine. Comme tel, il bénéficie d'avantages économiques importants. En cas de contingentement de la production agricole ou de commercialisation des produits agricoles, ces contingentements sont calculés en additionnant les droits qu'aurait chacun de ses membres s'ils étaient restés exploitants individuels mais majorés de 20 %. Il jouit du carburant détaxé comme les Cuma ; il peut obtenir des subventions identiques à celles consenties aux coopératives de production, de stockage, de transformation ou au titre de l'habitat rural. Il peut prétendre aux prêts du Crédit Agricole, prêts individuels ou prêt où l'engagement est solidaire.

En 1970, on comptait 67 G. A. E. C. dans les Côtes-du-Nord, 18 partiels et 49 "intégrals". En 1977 il en existent 579 dont 15 partiels et 564 "intégrals". Depuis le début, 46 ont été dissous et 9 refusés. Tel quel, le département est le premier de France.

. Les G. A. E. C. partiels.

Ces G. A. E. C. font tous du porc, sauf un à Paule qui produit seulement de jeunes bovins. Les G. A. E. C. complets, eux, portent sur la polyculture et l'élevage laitier, sauf un, également situé à Paule qui a un atelier de porcs complétant la polyculture traditionnelle.

Le G. A. E. C. partiel met en commun tous les moyens de production concernant une activité donnée. Il porte sur un seul secteur de la production des associés. Par exemple, le G. A. E. C. des "Côteaux de l'Arguenon", sis à Saint-Igneuc, a été créé pour l'engraissement de porcs. L'atelier comptait 2 500 têtes en 1970. D'autres porcheries étaient prévues par la suite, ainsi qu'une station d'épuration. Chacun des cinq membres du G. A. E. C. exploite une ferme entre neuf et vingt et un hectares par ailleurs. A la sortie de chaque bande a lieu un règlement d'acompte, d'après le système des parts du capital social engagé, au départ. Ici le numéraire apporté à la fondation a été de 18 000 F pour chacun, la rétribution se fait à raison de 30 % au prorata de ce capital et de 70 % au prorata du travail effectué.

Les dix-huit premiers G. A. E. C. partiels des Côtes-du-Nord se trouvent soit dans la région de Lamballe-Saint-Brieuc, soit dans celle de Guingamp-Le Trégor.

Le G. A. E. C. partiel amène les associés à mieux se connaître. Leur entente est bonne dans presque tous les cas car on discute sur une seule orientation. Il s'agit seulement d'acheter l'aliment et de vendre les porcs par exemple. L'opération mentale et technique est assez simple. Les G. A. E. C. partiels résistent donc bien au temps. Les espèces de fiançailles qu'ils représentent les conduisent parfois au mariage qu'est le G. A. E. C. complet.

. Les G. A. E. C. complets.

Les G. A. E. C. complets mettent en commun tous les moyens de production, tous les bénéfices, toute la terre. Comme les partiels, ils se forment en général entre parents, frères et beaux-frères ou cousins. Par exemple celui de Kerdanet à Paule repose sur trois hommes de 43 à 55 ans. Il réunit des exploitations de 21, 36 et 40 hectares respectivement. Il compte atteindre un cheptel de 300 bovins à l'engrais sur la centaine d'hectares, plus 50 truies mères, et 300 porcs par bande. Les fermes se trouvent groupées. L'inventaire du centre de gestion avait reconnu, en 1969, un capital social de 70 000 F à chacun en vif et en mort.

Le G. A. E. C. complet représente la forme la plus poussée de l'agriculture de groupe dans notre département, comme en France d'ailleurs. On mesure donc le développement et l'avance des Côtes-du-Nord¹ en ce domaine

Liste des principaux sigles des coopératives et entreprises de production et transformation des produits agricoles et leur situation au 1/1/1975, autres que ceux propres à l'alimentation du bétail (pour ces dernières voir plus loin)

- ARGOAT (L') à Guingamp : coopérative viande (taurillons et porcs et approvisionnement céréales) depuis en fusion avec la "Triple Union".
- ARMORICAINE (L') de Lanfains. Coopérative laitière. Travaille avec la Sica Even pour la distribution des produits.

1 - Alors qu'il n'y avait encore que 214 chefs d'exploitation sur 40 000 environ et moins de 4 000 ha sur les 550 000 dans les Côtes-du-Nord en 1971.

- ARMORIQUE (L') à Loudéac. Syndicat de producteurs de porcs.
- C. A. B. Coopérative des Agriculteurs de Bretagne à Landerneau (29). Travail dans tout le département dans toute branche d'activité.
- C. A. B. Coopérative des Agriculteurs de Bretagne à Ploufragan, possédant la tour de séchage du lait de la zone industrielle de Saint-Brieuc (1970). Travaille avec la Coopérative Laitière et Beurrière de Saint-Brieuc qu'elle a absorbée.
- C. A. B. R. I. marque commerciale de la Coopérative Laitière de Saint-Brieuc. Produits frais. Marque abandonnée (1970) - absorbée par Landerneau. Plusieurs marques commerciales se partagent ses produits dont "Paysans bretons".
- C. A. P. Centre d'Abattage de Plouaret. Société anonyme. Principaux actionnaires : 1 particulier, 1 abattoir industriel Bénijo (Montfort-sur-Meu, 35) et Landerneau.
- CELTILAIT : Sica prolongeant Unicopa ; poudre de lait à Carhaix (29).
- C. L. P. Centrale Laitière de Penthievre (poudre de lait) à Créhen. Sica. Principaux actionnaires : la L. N. A.
- La Coopérative Laitière de la Côte d'Emeraude et Landerneau, achetée par la L. N. A.
- C. A. C. B. Coopérative Agricole du Centre Bretagne à Loudéac, résulte de la fusion de la "Coop-Viande" avec "Ouest-et-Lié" en 1970. Reconnu groupement de producteurs de porcs et depuis fin 1970, début 1971 : bovins.
- C. O. P. A. D. I. N. Coopérative Agricole de la Région de Dinan. Rayonne en fait sur 10 km autour d'Evran. Porcs et porcelets.
- C. O. P. A. L. L. Coopérative Laitière de Loudéac. Adhésion à Unicopa en 1962.
- Côtes d'Armor à Lanrivain. Groupement de producteurs avicoles (poulets) fusion avec l'Argoat et le Haut-Blavet en 1967. Dissout.
- C. O. O. P. E. R. L. Coopérative des éleveurs de la région de Lamballe.
- C. O. O. P. Viande de Loudéac. Porcelets et porcs charcutiers. Voir Coopérative Agricole du Centre Bretagne.
- "Coopérative laitière de Saint-Brieuc" à Ploufragan, appartient à Landerneau (ex marque Cabri).
- "Coopérative du Val de Rance" à Guitté. Groupement avicole (œufs de consommation).
- "Coopérative de laiterie et beurrerie de Saint-Brieuc" à Ploufragan. Passée à Landerneau en 1970. Adhère à la Sicalaita.
- Eleveurs Bretons à Lanleff (porcelets et porcs charcutiers).
- Emeraude Avicole à Henansal. Coopérative avicole (œufs).
- Emeraude (L') Coopérative laitière à Plancoët.

- EVEN (nom propre) Sica d'origine finistérienne. A gardé le nom d'origine à cause de sa renommée.
- G. C. P. P. L. Groupement Coopératif des Producteurs de Porcelets de Lamballe. Siège : La Poterie.
- Haut-Blavet : dissout.
- Haut-Corlay : Syndicat de producteurs de porcelets devenu Sicaval (Saint-Brieuc).
- Interlait : Société - pour le lait, dépendant du Forma.
- Landerneau : Voir Coopérative des Agriculteurs de Bretagne.
- L. N. A. Laitière Nouvelle de l'Arguenon à Créhen.
- Laiterie Milquin (Baumer à Quintin ou Saint-Brandan).
- Mur et Cléguerec à Saint-Guen.
- Négobeureuf à Pontrieux. Usine privée (poudre de lait). Société anonyme dans laquelle l'Union Laitière Normande, union de coopératives (Elle-et-Vire) a environ 70 % des actions.
- NEOLAIT : firme nationale à capitaux en partie régionaux. Usine d'aliment pour veaux à Yffiniac. Commercialisée en Bretagne, Normandie et en dehors (achetée par les Anglais).
- Office Central. Voir Coopérative des Agriculteurs de Bretagne.
- Oust-et-Lié à Loudéac. Coopérative céréalière et d'approvisionnement. A fusionné avec Coop-Viande en 1970 : C. A. C. B. (voir plus haut).
- Pélémoise (La) à Saint-Nicolas-du-Pélem : Coopérative polyvalente. Adhère à Unicopa (1968).
- Perrosienne (La) à Perros-Guirec : Coopérative céréalière et d'approvisionnement - et de légumes -.
- SICA du Goëlle et du Trégor à Paimpol. Groupement de producteurs de légumes. S'est transformé en octobre 1974 en coop : "Les primeuristes du Trégor".
- SICA-LAITA à Brest. Principaux actionnaires Germolait (Plonéis 29), Landerneau (et la Coopérative Laitière de Saint-Brieuc avant son absorption par Landerneau).
- SICA-COB. Sica de Commercialisation des Oeufs de Bretagne à Guingamp, principaux actionnaires une société anonyme, Delaynay de Ploërmel (56) et Landerneau. Dissout.
- Sicaporgallo. Porcs et porcelets. La Corbinais Saint-Cast - Le Guildo.
- SICA-PRO à Mur-de-Bretagne. Groupement avicole (poulets, dindes, pintades).
- SIMA V. Syndicat Intercommercial du Marché de la Viande à Guingamp.

- SOCAVOL. Société de Conditionnement et Abattage de Volailles à Carnoët et Ploërmel (56) et Saint-Brandan pour poulets, poulets et pintades.
- SOLABEL. Société Laitière et Beurrerie de Belle-Ile-en-Terre. Société anonyme. Anciens établissements Alexandre. Principaux actionnaires : un particulier (M. Alexandre) la société industrielle et agricole de Bretagne (Châteaubourg). Landerneau et la L.N.A.
Objet : collecte, transformation et vente des produits laitiers.
- SLO. Société Laitière de l'Ouest à Yffiniac. Société anonyme. Principaux actionnaires : Union financière Agricole de Bretagne Paris, Société ind. et agricole de Bretagne (Châteaubourg), Landerneau,
Objet : collecte, fabrication produits laitiers et vente.
- Trieux (Le). Coopérative Laitière à Guingamp (beurrerie). Adhère à Unicopa (1968).
- Triple-Union (La). Coopérative céréalière et d'approvisionnement. Réunie à l'Argoat de Guingamp en 1970 (voir U.C.A.).
- U.L.B. Union Laitière Bretonne : branche lait d'Unicopa ; groupe la Copall, le Trieux, la Pélémoise et en dehors du département.
- U.L.N. Union Laitière Normande (a des participations dans Négobeureuf, société privée).
- URNE et Gouessant à Lamballe : Coopérative céréalière et d'approvisionnement et de légumes.

c) La coopération en agriculture face à l'intégration industrielle dans le monde rural.

Nous avons vu que les coopératives de type traditionnel, comme les coopératives céréalières, connaissent de gros problèmes. Nous avons montré que la coopération renaît en certains secteurs de pointe, comme dans celui de la production de viande bovine. D'autre part, les formes associatives de travail et de production bénéficient d'une certaine faveur dans le département des Côtes-du-Nord : G.A.E.C., C.U.M.A. d'ensilage ...

Cependant, quelle que soit la vitalité de la force grégaire du milieu rural, sa situation économique est plus ou moins solidaire des entreprises industrielles, à l'amont ou à l'aval de la production. C'est cette alliance ou cette dépendance, qu'il nous faut maintenant examiner. Pour cela, nous avons choisi un secteur, à la fois significatif et plein de nuances, celui de l'aliment du bétail.

- L'industrie des aliments du bétail dans les Côtes-du-Nord¹.

Dans un département et dans une région où l'élevage tient une si grande place, la fabrication de l'aliment du bétail est une activité importante. En 1970, la Bretagne était le premier producteur d'aliments composés (plus de 1 500 000 t.)².

En France, cette industrie est apparue dans l'entre-deux-guerres mais elle est demeurée longtemps secondaire, liée à la meunerie, aux huileries. Le démarrage en Bretagne a été le fait des firmes nationales (Duquesne, Totaliment, Cheron) qui y ont implanté des dépôts, et le fait aussi de certains minotiers locaux. Sanders, dont le nom a été longtemps synonyme d'aliment du bétail, a été distribué par la coopérative de Landerneau à partir de 1936, dans le Finistère et dans les Côtes-du-Nord en partie.

Après la guerre de 1939-45, en 1948-49, "une puissante industrie"³ se développe en Bretagne en liaison avec l'aviculture. D'abord suscitée par un élevage naissant, l'industrie a très vite pris la direction du développement de cet élevage en assurant le service après-vente, et, surtout, l'assistance technique : les vaccinations, l'élaboration de plans de bâtiments et le service financier.

La crise avicole de 1957 n'a fait que renforcer cette emprise des industriels de l'alimentation animale sur l'aviculture dans la partie occidentale des Côtes-du-Nord, comme dans le Finistère Nord.

Mais après la crise de 1964-65⁴, les coopératives, non seulement celle de Landerneau, mais aussi de très nombreuses petites, dans les Côtes-du-Nord, se mettent à fabriquer l'aliment. Dans l'ensemble de la Bretagne, la part des coopératives dans le contrôle du marché de l'aliment passait ainsi

-
- 1 - LE BIHAN (J.) et SEVERAC, "Etude des fonctions et opérations économiques de l'industrie des aliments du bétail", A.F.C.A. (Association Professionnelle des Fabricants de compléments pour l'alimentation animale) Paris 1965, 190 p. et de FEJAN (F.), m. de m., Rennes 1973.
 - 2 - "Les industries agricoles et alimentaires de Bretagne" par Service Régional de statistique agricole, Rennes, ronéoté, 75 p. + tableaux, n° 38, mars 1970.
 - 3 - LE BIHAN (J.), "Analyse économique du développement de l'aviculture moderne en Bretagne", Thèse Sciences Economiques, 363 p.
 - 4 - COULOMB (P.) et LE BIHAN (J.), "Les modifications structurelles de l'environnement commercial de la production agricole", Cours d'initiation économique, t. II, C.A.B. 1965, 67 p. et pour suivre l'évolution des entreprises la revue "Agra Alimentation", hebdomadaire. Voir aussi plusieurs mémoires de l'I.N.R.A. notamment celui de JOUBERT (P.), I.N.R.A., Paris 1968, "Croissance et structures de l'industrie française des aliments composés", 127 p., I.T.P.A., Paris.

de 10 % en 1961-62 à 22 % en 1967 et à près de 30 % en 1973. En même temps, la part des firmes internationales dans la fabrication baissait, et la part des firmes régionales augmentait. Ces dernières, en effet, semblent s'être contentées de bénéfices moindres que les firmes internationales.

La part du secteur coopératif dans la production de l'aliment du bétail a donc connu une grande progression, mais il ne semble pas que cette part s'agrandisse indéfiniment. Les industriels restent vigilants et, d'autre part, les gros éleveurs fabriquent eux-mêmes leur aliment. Vis-à-vis des industriels et vis-à-vis des agriculteurs, la coopération n'a pas réussi, jusqu'ici, à se placer de façon prépondérante.

- Les firmes¹.

En 1969, la Bretagne dans son ensemble avait, la taille moyenne d'établissement fabriquant l'alimentation la plus élevée : 22 500 t. et assurait 19 % de la production française. Les entreprises productrices de l'aliment du bétail se répartissent en firmes nationales et internationales, en firmes services² régionales avec concessionnaires, en indépendants et en coopératives.

Parmi les grandes entreprises - que l'on peut considérer comme telles -³ deux coopératives, la C.A.B., et Unicopa (Sobana) parce que de

-
- 1 - FEJAN, m. de m., op. cit. et SCEES, "Activités et structures de l'industrie de l'alimentation animale" in Statistiques agricoles, juillet-août-septembre 1972, p. 49-70 ; et AUDUBERT, "L'agro-alimentation et les firmes multinationales", Direction des I.A.A., Paris 1969, 136 p.
 - 2 - La firme service n'assure qu'une partie de la production d'aliments, la partie amont : elle fournit à des concessionnaires les concentrés de base, les formules, l'assistance technique et elle assure la publicité. Généralement le concessionnaire se voit délimiter une zone d'action déterminée. Le type de la firme service en France est Sanders. La plupart des firmes services sont étrangères, comme Sanders. La S.A.R.B. fondée à Lyon en 1940 est française. Son rayon d'action est la région lyonnaise.
 - 3 - En se référant aux enquêtes de FEJAN (F.), m. de m., op. cit., de l'Institut de Géographie de l'Université de Haute-Bretagne, pour l'année 1971. Selon l'auteur, la grande entreprise fabriquait plus de 50 000 t. par an, la petite moins de 10 000 t., la moyenne entre 25 000 t. et 50 000 t., si tant est qu'une moyenne ait un sens en ce domaine. Avant 1971 les enquêtes précises font défaut.

création plus récente, atteignent des dimensions supérieures à celles des établissements privés. Dans le département des Côtes-du-Nord toutes les espèces d'entreprises se retrouvent.

- Les firmes nationales et internationales :

Le groupe de ces entreprises contrôlait 26,8 % de la production en 1971.

- les firmes internationales d'origine étrangère : Duquesne-Purina à Loudéac, la Cofna à Quintin et Gargill à Guingamp donc toutes sises dans les Côtes-du-Nord.

Duquesne-Purina produisait à Loudéac 120 000 t. en 1966, 105 000 t. en 1971. La baisse de sa production est parallèle au développement de nouveaux centres d'intérêt de la firme : la restauration, les motels... Elle n'est peut-être pas étrangère, non plus, à un certain climat politique qui s'est révélé à Loudéac pour la première fois en 1971 avec les grèves chez Olida.

Gargill vend en France sous la marque Hens, Hens-Bretagne à Guingamp. Guingamp a l'usine la plus importante du groupe en France (presque 120 000 t. par an, en ne travaillant que 10 heures par jour, si l'on faisait quelques aménagements pour porter la capacité de l'usine à 40 t./heure). En 1971, la production était de 50 000 t. par an. Gargill est spécialisé dans l'aliment pour pondeuse, et livre en vrac à 90 %.

La Cofna (Compagnie Française de Nutrition Animale) est une filiale de Unilever. L'usine de Quintin est moyenne : environ 40 000 t. de production en 1971. Elle distribue l'aliment dans les Côtes-du-Nord, le Morbihan et le Finistère. Le tonnage a peu progressé depuis 1964. La Cofna, comme Duquesne-Purina ne livre pas directement, à la différence de Gargill.

Les trois firmes internationales, sises dans les Côtes-du-Nord, ne font pas preuve d'un très grand dynamisme. Peut-être sont-elles trop loin des agriculteurs, ne leur apportent-elles l'assistance technique désirée ? Duquesne-Purina n'avait en 1970-71 qu'un technicien par département. Il ne semble pas que la qualité de l'aliment fourni à l'éleveur soit en cause¹. Mais

1 - Enquêtes de FEJAN (F.), m. de m., op. cit.

les directives et les formules établies à l'étranger, le plus souvent, rabais-sent les responsables régionaux au rang d'exécutants, et les utilisateurs de la base sont peut-être sensibles à cet anonymat dans le travail.

- Les firmes nationales d'origine extra-régionale :

Lesieur-Sodeva (Sodeo (de Rouen) - Vato (de Valenciennes) = Sodeva en 1962 et Lesieur-Sodeva en 1968) est installé en Ile-et-Vilaine à Rennes et à Janzé pour l'aliment, mais aussi ^{pour} la vente de produits finis : le poulet "Douce France" depuis 1972. Ses difficultés et son dynamisme authentique n'intéressent pas directement les Côtes-du-Nord.

Les Grands Moulins de Paris fournissent un aliment pour pondeuse au port de Carhaix, tout proche des Côtes-du-Nord.

- Les firmes d'origine régionale sont représentées dans les Côtes-du-Nord par Néolait (à Yffiniac).

Néolait est aujourd'hui une société qui emploie 400 personnes. Elle a pour origine un meunier qui fabriquait de l'aliment. L'usine fabrique de l'aliment d'allaitement pour les veaux et des produits vétérinaires. Elle dispose d'une exploitation expérimentale d'une quarantaine de veaux à Quessoy, à quelques kilomètres d'Yffiniac. Elle achète sa poudre de lait. Le groupe rayonne sur une trentaine de départements.

. Le groupe Guyomarc'h : le plus important de Bretagne avec 600 millions de chiffres d'affaires en 1972 est bien représenté dans les Côtes-du-Nord.

La fabrication de l'aliment du bétail entre pour les 2/3 dans le chiffre d'affaires de la firme, le reste étant assuré par les produits alimentaires ou génétiques. En 1971, 500 000 t. d'aliment du bétail ont été produites dont 55 % en Bretagne.

Dans les Côtes-du-Nord, l'aliment pour le bétail Guyomarc'h est produit à l'usine de Châtelaudren agrandie depuis 1972, et à égalité, en gros, aujourd'hui avec l'usine Guyomarc'h de Vannes.

Guyomarc'h, malgré son développement dans le reste de la France, garde son siège en Bretagne et plus de la moitié de la production d'aliments et les principaux abattoirs demeurent bretons. Le groupe investit en Bretagne :

à Châtelaudren (22) en 1971, à Saint-Ave (56) en 1972, à Questembert (56) en 1973¹...

- Les firmes services.

En Bretagne les firmes services assurent 36 % de la production. Elles sont soit internationales, soit nationales, soit enfin régionales.

- Les firmes services internationales.

Sanders S.A., d'origine française, est devenue internationale en 1971-1972, Sanders internationale contrôle une usine dans les Côtes-du-Nord, à Pluzunet, et le reste du département est recouvert par les districts des usines installées à Pontivy et Montauban-de-Bretagne.

Provimi-France contrôlé par le groupe américain Central Soja n'a pas d'usine dans les Côtes-du-Nord. - Protector international non plus -. Assimyl a un petit concessionnaire à Bégard.

- Les firmes services nationales.

Le plus bel exemple de concessionnaire de firme-service nationale est celui des établissements Piéto à Lamballe. L'entreprise tire son origine d'une minoterie, mais en 1966 démarre l'usine, sise sur la commune de La Poterie. Piéto est concessionnaire de l'Union des Fabricants d'aliments composés, créée en 1958, par une vingtaine de fabricants, dont quatre bretons. La production de l'usine Piéto est passée de 16 000 t. en 1966 à 68 000 t. en 1970, 102 000 en 1971 et 143 917 en 1974. En 1965-66 les dirigeants de l'usine ont envoyé des techniciens, des représentants dans les fermes, ici et là, autour de Lamballe pour essayer de convaincre les agriculteurs de construire des porcheries. Les subventions gouvernementales ont alors joué dans le sens

1 - Une bonne étude du rôle des maisons d'aliments dans le développement des élevages et leur intégration, est donnée dans le mémoire ENSAR, Rennes, 1971 de GARNIER (P.), LEY (D.) et PLAUD (A.), "L'organisation contractuelle des productions animales en Bretagne", 130 p. Voir la synthèse de ces idées dans BODIGUEL (M.), JOLLIVET (M.) et MAINIE (P.), "Structures agraires et diffusion de l'économie contractuelle en agriculture", t. 4, 1971, 424 p.

de cette incitation. La tradition d'élever quelques porcs et celle de faire des céréales ont également poussé les exploitants, à l'étroit sur leur terre, à se tourner vers l'intensification de leurs élevages. La production de l'usine reflète les orientations actuelles de la région : 60 % d'aliments pour les porcs, 30 % pour les pondeuses. L'usine Piéto émerge aujourd'hui d'un paysage que biffent les larges barres claires des porcheries sur le fond vert ou brun des prairies et labours. Les camions de l'usine Piéto sillonnent la campagne dans un rayon moyen de 32 kilomètres.

- Les firmes services régionales.

Les firmes-services régionales sont en général de petites affaires, elles-mêmes travaillant avec de petits concessionnaires. Les établissements Bernard à Corlay en sont un exemple. Née d'une activité toute familiale, une minoterie, l'usine Bernard est spécialisée dans l'aliment pour volailles, au cœur d'une région avicole. Elle produisait environ 12 à 13 000 t. par an en 1970-1971, livrant directement les agriculteurs.

- Les indépendants.

Les fabricants indépendants, c'est-à-dire ceux qui le sont par rapport aux firmes d'amont, et possèdent leurs propres formules d'aliments, ne représentaient en Bretagne que 8 % de la production régionale en 1971¹.

- La place des coopératives dans la production de l'aliment de bétail² et dans les I.A.A. en général.

En 1971 les coopératives ont assuré 28 % de la production d'aliments composés en Bretagne et la même année 26,5 % dans l'ensemble de la France³

- 1 - Voici le classement des entreprises de production de l'aliment du bétail, selon le nombre de salariés, en 1977 : Aliments pour animaux : de 500 à 999 salariés : Yffiniac, Codislaït - De 100 à 199 salariés : Lamballe : Aliments Piéto ; Pluzunet : Person et le Guillouzio - De 50 à 99 salariés : Bégard : Droniou ; Guingamp : Cargill, Aliments Hens Bretagne ; Mûr-de-Bretagne : S.A. Maulin ; St-Jacques ; Plouagat : Guyomarc'h ; Carnoët : Argoat Aliments ; Carnoët : Duquesne Purina ; Guingamp : S.D.P. ; Louargat : Le Guyader ; Loudéac : Comptoir Agricole Français ; Plouvara : Sarda, Quemper-Guézennéon Henry ; Quintin : Ets Le Men ; St-Brandan : Cofna ; St-Etienne-du-Gué-de-L'Isle : Ets Beurel.
- 2 - RULLAN (A.), mémoire 1965, "Problèmes d'approvisionnement en matière première importée pour l'alimentation du bétail en Bretagne", 90 p. Revue "Coopération agricole", spécialement n° 187 et 188, août-septembre 1969 : "les fournisseurs de l'agriculture".
- 3 - Sources : AGRA : alimentation 22/12/71 d'après le S.N.I.A. (Syndicat National des Industries de l'alimentation animale).

Ces pourcentages étaient en augmentation par rapport à 1969 où ils étaient respectivement de 25 et 24. La Bretagne venait alors en cinquième position après la Basse-Normandie, avec 60 %, la Picardie 48 %, le Poitou-Charentes 37 % et à égalité avec la Lorraine¹. Rappelons que la Bretagne doit cette position avantageuse au fait qu'elle possède les deux plus grosses coopératives de fabrication d'aliments du bétail : Unicopa et la C.A.B.

Ces données d'ensemble cachent une réelle disparité en ce qui concerne les types d'aliments. Le tonnage coopératif est le plus fort quant à l'aliment pour porcs.

Types d'aliments	Tonnage coopératif	% coopératifs (par rapport au total général)
Poulets de chair	60 000 tonnes	13 %
Pondeuses	130 000 tonnes	20 %
Porcs	1 160 000 tonnes	35 %
Bovins	180 000 tonnes	33 %
Aliment pour l'allaitement des veaux	11 200 tonnes	16 %

Tableau n° 28 : La part des coopératives dans la production de l'aliment dans l'ensemble de la Bretagne².

Le département des Côtes-du-Nord se caractérise par l'essor de la coopération en vue de la production du porc. En somme, le dynamisme de la coopération se situe dans cette branche de la production de l'aliment. La véritable renaissance des coopératives dans les Côtes-du-Nord est contemporaine de l'essor de la production porcine. La vitalité de la coopération n'est qu'un aspect du développement agricole plus général. Depuis 1964-1965 les coopératives ont fait des progrès considérables. Mais en quel sens ?

1 - A noter que les pourcentages n'étaient pas connus en cette année 1969 d'après l'étude du SCEES (Service Central des Enquêtes et études statistiques) en Alsace, Franche-Comté, Région Parisienne et Languedoc.

2 - Sources : enquêtes FEJAN (F.), m. de m., op.cit.

Le problème fondamental de la coopération soulevé par C. Canevet¹ se pose face aux firmes industrielles. Mais la question se situe moins dans un contexte d'opposition entre coopératives et industriels que dans une enveloppe économique qui relève parfois du mimétisme de la part des structures antérieures, c'est-à-dire celles des coopératives. Les coopératives qui, en fait, n'ont plus pour membres que des adhérents pouvant livrer plus de quinze porcs par semaine en moyenne, comme c'est le cas de la Cooperl (dont l'adhérent moyen éleveur de porcs charcutiers a 330 places) sélectionnent leurs adhérents, leur imposent un niveau de production et donc un niveau technique qui tend à rapprocher chaque exploitation d'un modèle caractérisé. Ainsi il estompe les divergences de préoccupations entre coopératives et firmes privées et C. Canévet a eu raison de le souligner fortement. Les impératifs du prix de revient ont infléchi les intentions des coopératives-mêmes qui ne pensent peut-être plus d'abord à produire ensemble mais à produire avant tout, et au meilleur prix. Mais les espérances et les possibilités de profit des industries agro-alimentaires semblent de plus en plus limitées pour beaucoup de raisons : le blocage des prix à la consommation, la puissance de plus en plus importante des circuits de la distribution, des limites technologiques presque atteintes dans le travail, la prééminence de certains groupements de producteurs ... Les profits des I.A.A. s'amenuisent, les capitalistes ont tendance à s'en retirer².

Face aux exigences économiques, les individus réagissent à leur mesure, selon leurs possibilités matérielles, intellectuelles et idéologiques. A ce sujet nous ne sommes guère d'accord avec certains chercheurs parce qu'ils font la part trop maigre à la personnalité, à la valeur personnelle de

-
- 1 - Thèse citée. Et dans "Quelle agriculture pour la France ?", CLAVAUD (F.), FLAVIEN (J.), LAJOINIE (A.) et PERCEVAL (L.), Paris, Ed. Sociales avec le concours du journal "La Terre", 206 p. ; remarquent p. 101 que "la coopération ne change rien non plus aux conditions du marché, aux prix agricoles souvent insuffisants et à ceux des produits industriels élevés" ... mais aussi p. 102 qu'un important mouvement coopératif "a contribué à atténuer certaines conséquences néfastes du capitalisme".
 - 2 - La coopérative de Lamballe a racheté une part de l'abattoir Benijo d'Ille-et-Vilaine en 1977.

l'agriculteur¹.

Dans les coopératives, deux tendances existent : l'une, volontariste qui souhaite participer elle-même au développement de l'agro-alimentaire l'autre, plus attentiste, qui préconise d'abord un renforcement des outils de production. Selon les coopératives et selon les lieux et personnes, l'une ou l'autre théorie prédomine. Mais on constate une évolution rapide à ce sujet², en fonction de la conjoncture et du fait que les dirigeants capitalistes ont tendance à éviter les secteurs des Industries Agro-Alimentaires qui ont des marges trop serrées³.

En résumé, la coopération a considérablement augmenté la part de ses activités dans l'agro-alimentaire, en certains domaines mais cette évolution se fait plutôt par à-coup. Cette part⁴, en 1977 est de : 72,5 % de la collecte de céréales ; 60 % des approvisionnements en engrais ; 38 % des livraisons d'aliment du bétail ; 72 % de la collecte de porcs charcutiers ; 22 % de la collecte de bovins de viande ; 39 % de la collecte des

-
- 1 - Dans sa recherche des causes de l'évolution économique des cantons ruraux en Bretagne, B. LANDAIS ne cite pas les coopératives. Il évoque seulement dans les "facteurs secondaires" la valeur des élites (p. 374) et les mentalités (p. 375). "Les causes de l'évolution économique des cantons ruraux de Bretagne" (1954-1962-1968). Thèse pour le Doctorat ès Sciences Economiques, Rennes 1975, 394 p., ronéotées.
 - 2 - CANEVET (C.), "Les modifications dans l'organisation économique de l'agriculture en Bretagne à travers l'évolution du mouvement coopératif", *Geographia Polonica*, n° 29, p. 285-293.
 - 3 - Par exemple la théorie longtemps affirmée de la Cooperl avait été la non-ingérence dans la transformation de ses produits. Or elle vient de prendre 60 % des actions dans un abattoir (en 1977). Voir la mise au point de toutes ces questions par L. LE METER dans "Ouest-France" (1er mars 1978).
 - 4 - Sources : D.D.A. et Fédération des Coopératives des Côtes-du-Nord.

œufs de consommation ; 95 % de la collecte des produits du sol (pommes de terre et légumes) ; 37,5 % de la collecte du lait. La coopération est donc active surtout en ce qui concerne les collectes ou les toutes premières transformations. Mais, nous l'avons vu, elle est peut-être au seuil de décisions importantes sur le rôle à jouer dans la transformation.

Liste des principaux sigles et noms propres du secteur de l'aliment du bétail
intéressant les Côtes-du-Nord.

- A.F.C.A. : Association professionnelle des fabricants de compléments pour l'alimentation animale.
- AGRA ALIMENTATION : hebdomadaire.
- ASSIMYL : firme-service internationale, a un petit concessionnaire à Bégard (22).
- BERNARD : Industriel (firme-service) à Corlay (22).
- CHERON : firme nationale.
- COFNA : créée en 1958, compagnie française de nutrition animale, filiale d'Unilever - fabrique de l'aliment à Quintin, sur le lieu d'un dépôt remontant à 1955 de la S.T.A.R. (Société Technique d'Alimentation Rationnelle) originaire d'Indre-et-Loire. La COFNA est filiale de Unilever à 100 %.
- DUQUESNE : firme nationale.
- DUQUESNE-PURINA : usine à Loudéac, prend le nom de D. Purina en au cours de la construction de l'usine de Loudéac lors de son absorption par l'American Ralston-Purina (siège : Saint-Louis - Missouri).
- FRANCKPOULET : abattoir à Guingamp (de 1958 à 1965). La société Francpoulet était composée essentiellement de six fabricants d'aliments dont Sanders, Provimi et Duquesne pour les nationaux et deux régionaux dont Guyomarc'h ; et d'aviculteurs (111).
- GARGILL, groupe américain, sous la marque Hens-Bretagne à Guingamp. Hens société belge d'Anvers a été absorbée par GARGILL.
- GUYOMARC'H : firme d'origine régionale fabrique dans les Côtes-du-Nord à Châtelaudren.
- HENS-BRETAGNE : voir GARGILL.
- NEOLAIT : société fabriquant un aliment d'allaitement pour veaux à Yffiniac (22) (société non laitière).
- PIETO : usine d'aliment du bétail à La Poterie (22).
- PROVIMI-FRANCE : firme-service internationale contrôlée par Central Soja (american) en 1971.

- SANDERS : firme-service d'origine française, devenue internationale en 1971-72, distribue l'aliment par le canal de la coopérative de Landerneau dès 1936. A une usine à Pluzunet (22).
- S. N. I. A. : Syndicat National des Industries de l'Alimentation Animale.
- S. O. B. A. N. A. : (Société Bretonne d'Approvisionnement et de Nutrition Animale, fondée en 1964), filiale d'U. N. I. C. O. P. A. à Morlaix pour la fabrication de l'aliment du bétail.
- S. T. A. R. (voir COFNA).
- TOTALIMENT : firme nationale.

D) Les exploitations : production et organisation : leur typologie.

Introduction.

Après avoir dressé un tableau de la production agricole et de ses tendances actuelles, et essayé de cerner son encadrement coopératif et autre, il nous faut maintenant examiner ce que cela signifie au niveau des exploitations.

Pour cela, nous avons derrière nous la longue fréquentation des gens et des lieux, les visites répétées, les enquêtes personnalisées, les amitiés forgées au fil des années...

Cette connaissance empirique nous vaudra peut-être l'excuse du caractère souvent subjectif de nos jugements. Mais pour matérialiser cette connaissance des exploitations, nous les avons embrigadées dans quelques carcans, plus ou moins bien adaptés à la Bretagne, à notre espace rural, plus ou moins révélateurs de celui-ci, mais souvent plus instructifs que nous ne le prévoyions. Ainsi avons-nous cherché à repérer les systèmes d'exploitation en nous attardant sur l'occupation du sol, le niveau technique et le travail. D'autre part, nous aurions voulu estimer l'endettement des exploitations.

Enfin et surtout nous nous sommes soucié de présenter des types concrets d'exploitations, choisis à travers les Côtes-du-Nord et illustrant, pensons-nous, les degrés de l'encadrement de la production, tel que cet encadrement est effectivement vécu par les paysans.

a) L'approche des systèmes d'exploitations par la méthode de Kostrowicki.

Nous avons essayé de cerner les systèmes d'exploitations en em-

ployant la méthode Kostrowicki¹, au niveau communal, ce qui a nécessité beaucoup de calculs. Mais l'échelon choisi donne une image affaiblie des contrastes puisque les différents types, à l'intérieur même d'une commune, sont ramenés à un seul. La carte montre pourtant les deux orientations fondamentales des exploitations quant à leurs productions essentielles : l'orientation vers l'élevage bovin et l'orientation vers la culture des céréales. Des élevages en réalité importants, comme celui des porcs et celui de la volaille, apparaissent mal dans les diagrammes du fait de leur faible coefficient, dans la conversion des cheptels en U.G.B.

Dans l'ensemble, la Haute-Cornouaille et ses prolongements, correspondant aux petites régions agricoles dites de "Bretagne Centrale" et des "landes des Monts d'Arrée et du Mené", se révèle avant tout comme un pays d'élevage tandis que dans les régions attenantes au littoral, la préoccupation céréalière est grande.

Le diptyque élevage-culture des céréales est ancien, nous l'avons vu². C'est plutôt le contexte de l'occupation du sol et l'encadrement technique, machines et travail, qui font son originalité au temps du dernier R.G.A. Etudions ces éléments qui donnent leur caractère aux différents typogrammes de notre carte : occupation du sol, niveau technique, et travail.

- L'occupation du sol.

Dans la composition des typogrammes, pour le ^{secteur} de cette "occupation du sol", nous n'avons retenu que trois données : le pourcentage de la SAU^{ée} par rapport à la surface totale, celui des terres labourables par rapport à la SAU^{ée} et celui de la surface couverte en maïs comparée à celle de toutes les céréales. Le pourcentage de la SAU^{ée} par rapport à la surface totale a augmenté récemment, à la suite du remembrement et, aussi, grâce à de multiples initiatives individuelles, les deux se combinant généralement

1 - Voir la bibliographie accompagnant la carte de la typologie des systèmes d'exploitations dans les Côtes-du-Nord ; et Congrès de Fontenay-aux-Roses (septembre 1975)

2 - Dans le chapitre de l'agriculture traditionnelle.

pour atteindre parfois un effet maximum, comme autour de Loudéac, dans les pays de culture. Mais, même dans les contrées où l'herbe naturelle couvre une proportion importante du territoire, les landes et incultes ont reculé. Par exemple, dans le cas de la commune de Bulat-Pestivien¹, la comparaison de la carte détaillée de l'utilisation du sol vers 1930¹ avec celle d'aujourd'hui montrerait le recul des landes au profit des prairies artificielles.

Des trois données que nous avons admises dans le secteur "occupation du sol", c'est celle concernant les terres labourables qui fait le mieux le partage entre les pays de cultures, et les pays toujours couverts en herbe et d'élevage, évidemment. L'évidence est d'autant plus significative que les surfaces toujours en herbe ont souvent gardé leur importance d'un R. G. A. à l'autre dans l'Ouest et le Sud-Ouest du département, et plus spécialement à l'extrême Ouest.

La carte de l'évolution des surfaces toujours en herbe de 1955 à 1970 réalisée selon la méthode des écarts-type² le montre. C'est dire que les communes, où l'évolution est positive de ce point de vue, ont accentué leur orientation vers l'élevage, mais un élevage plutôt extensif.

A l'inverse, certaines communes, non loin géographiquement des communes précédentes, ont connu une régression marquée des surfaces en herbe. Mais les exemples les plus spectaculaires se voient dans le bassin de Corlay et à Loudéac, et à proximité, c'est-à-dire, répétons-le, dans les pays de culture.

La comparaison des cultures dominantes, en pourcentage de la SAU par commune entre 1955 et 1970 toujours explicite le réaménagement

- 1 - Voir FOURNIER (L.), "Monographie géographique de la commune de Bulat-Pestivien (Côtes-du-Nord)". Presses Bretonnes, St-Brieuc 1934, 174 p. Voir p. 35, carte de "l'importance relative des surfaces occupées par les différents sols".
- 2 - Carte réalisée d'après le traitement informatique d'un programme inspiré de Weaver ; dans le cadre de recherches d'ensemble sur l'Ouest français, voir GUERMOND (Y.), CANEVET (C.) et MACE (G.), "Evolution des combinaisons culturelles dans la France du Nord-Ouest", Bull. de l'Association des Géographes Français, n° 420-421, p. 275-281, 1974. Voir aussi FLATRES (P.), "La représentation cartographique des successions culturelles", même bulletin, p. 283-285.

des combinaisons culturelles.

La carte des cultures dominantes en 1955¹ individualise quatre petites régions, le Sud-Ouest du département où l'emporte la S. T. H. (Surface Toujours en Herbe) : plus de 45 % en quelques communes telles Glomel, Kergrist-Moëlo, Plounevez-Quintin, Saint-Mayeux, Plussulien ... ; le Penthievre où règnent les céréales associées à l'élevage porcin et bovin ; le Trégor où la diversité des cultures est traditionnelle ; et toute la zone intermédiaire plus ou moins proche du terroir type, c'est-à-dire où l'on trouve 51,5 % de la SAU en céréales, 20 % en P. S. F. (Plantes sarclées fourragères) et 22,6 % en S. T. H.

Sur la carte des cultures dominantes en 1970 l'aspect des quatre régions repérées a changé. Le Sud-Ouest présente moins de S. T. H., mais on observe une certaine extension de cette même S. T. H. dans l'extrême Centre-Ouest. Le Penthievre a gardé, d'une carte à l'autre, une orientation céréalière et l'on sait que l'orge sert à y engraisser les porcs des nouveaux ateliers. Le Trégor enregistre une extension très nette de ses cultures légumières quant au terroir type, son apparente uniformité de 1955 est alors maquillée par de nouvelles cultures et parmi celles-ci, les cultures fourragères. Aux marges méridionales du Trégor le cas est net. Nous voyons là la marque de l'intensification de la production qui remonte aux années 50. C'est vers cette date que R. Dumont² soulignait le caractère nouveau de l'évolution de la production à Pluzunet dans le Sud du Trégor, à la limite des terres pauvres de Belle-Isle-en-Terre. La nouveauté consistait alors à intensifier la productivité, après avoir connu la phase d'extension des surfaces consacrées à la nourriture du cheptel. Dans l'exemple analysé, on passait ainsi de l'herbe et de l'avoine à la pomme de terre et aux cultures dérobées.

1 - Cette carte est le fruit d'un travail sur les pourcentages relativement simple. Il n'a pas la profondeur ni la finesse des études de P. FLATRES sur les rotations culturelles, voir FLATRES (P.), "La représentation cartographique des successions culturelles", Bull. de l'A. G. F., 1974, n° 420-421, p. 283-285. Voir aussi les mémoires d'étudiants de l'Université de Haute-Bretagne, réalisés sous la direction de P. FLATRES concernant le sujet, notamment ceux de BARON (M.) sur la commune de St-Etienne-du-Gué-de-l'Isle, JOANNOT (H.) sur celle d'Uzel et de MEUDAL (E.) sur celle de Pleubian.

2 - DUMONT (R.), "Voyages en France d'un agronome", éd. M. Th. Génin, nouvelle édition, 1956, p. 433 et suivantes.

Les typogrammes de notre carte Kostrowicki n'enregistrent malheureusement pas l'évolution positive formidable des surfaces en orge et celle non moins importante mais négative des surfaces en blé dans tout le département, à l'exception de petits secteurs à l'Est ; Nord-Est pour l'orge, Sud-Est pour le blé. L'évolution inverse des surfaces consacrées au blé et à l'orge s'est opérée au profit de l'élevage, en en renforçant le rendement, en accentuant cette activité presque partout dans les Côtes-du-Nord, en infléchissant nos typogrammes vers une apparente uniformité, par ailleurs démenti par les autres branches des croquis, c'est-à-dire celle du niveau technique et celle du travail.

- Le niveau technique.

Les typogrammes de notre carte Kostrowicki ne donnent que quatre indications concernant le niveau technique : le nombre de tracteurs pour 100 ha de SAU^{ée} (maximum retenu = 10) ; le pourcentage des exploitations ayant le téléphone (maximum : 25 %) ; celui des surfaces exploitées en faire-valoir direct (maximum 50) et celui de la SAU^{ée} dans des exploitations de plus de 50 ha (maximum : 20 %). Depuis 1970, ces critères ont vieilli : le téléphone, par exemple, très significatif d'un certain niveau de commercialisation, d'une manière de travailler, l'est beaucoup moins aujourd'hui.

D'autre part, la donnée de la proportion du faire-valoir peut paraître discutable. Elle nous a paru intéressante dans la mesure où le faire-valoir indirect est parfois un frein à la mutation des systèmes d'exploitation : par exemple lorsque le propriétaire fait des difficultés à son fermier pour construire une porcherie ; et, inversement, lorsqu'un bien foncier est très exigu, il peut inciter à l'élevage hors-sol, comme cela a parfois été le cas dans le Penthievre, au moment de la grande mise en place de l'élevage intensif porcin et avicole.

Quant au pourcentage de la SAU^{ée} dans les grandes exploitations, il ne joue pas forcément dans le sens de l'intensification de la production : dans le Sud-Ouest des Côtes-du-Nord on note un aspect quelque peu extensif de l'élevage lié à une grande propriété.

Le cadran des niveaux techniques différencie beaucoup le contour des

typogrammes. Mais les enseignements les plus visibles que l'on peut en tirer se rapportent au faire-valoir : ainsi s'individualisent très nettement de petits secteurs et quelques communes où la terre est essentiellement en location comme près de Callac ou au sud de Caulnes, comme à Saint-Maudan ou à Plougras ...

- Le travail¹.

Le travail sur une exploitation : voilà une réalité bien difficile à apprécier, à mesurer, à évaluer². L'exploitant le plus soucieux de sa rentabilité garde souvent dans un coin de sa tête l'idée qu'il est d'abord un homme libre, libéré des servitudes de l'horaire telles qu'elles peuvent lui apparaître à la ville. S'il a choisi ce métier, c'est presque toujours parce que ce dernier semblait lui garantir la maîtrise et l'élasticité de son emploi du temps. Mais, par contre, la plupart des cultivateurs affirment travailler beaucoup, faire de longues journées. Si cela est souvent évident, la notion apparaît très vite discutable en certains milieux. En effet, doit-on compter comme temps de travail toutes les heures, toutes les journées passées à la ferme, depuis le quart d'heure du matin qui s'écoule à deviner l'avenir météorologique immédiat jusqu'au tour du propriétaire, le soir venu, les bêtes soignées et le matériel rangé ? Les déclarations des paysans sont donc en grande partie suggestives. Le R.G.A. de 1970 n'a pas échappé à cette marge d'erreur. Ce-

1 - Ministère de l'Agriculture. Direction de l'aménagement rural et des structures : "Résultats économiques pour 1972 des systèmes de production - typologie - mode d'utilisation du sol - classe de taille de S.A. U. : plus de 100 ha". Mission : modernisation des exploitations (ronéoté) : t. 1, 166 p. ; t. 1, 187 p. ; t. 3, 185 p. ; t. 4, 177 p. ; t. 5, 207 p. et "Répartition de la superficie agricole utile par région de programme et par groupe de régions agricoles - Typologie - mode d'utilisation du sol - Basse-Normandie - Bretagne" (ronéoté), non paginé (150 p.). Ces documents montrent les caractéristiques des exploitations qui peuvent assurer la parité de revenu du travail (tel qu'il est défini dans le cadre du décret 74-129) avec celui de la moyenne des salariés des autres secteurs d'activité. Pour les Côtes-du-Nord en particulier voir LE PROVOST (D.), "Essai de recherche du revenu net agricole dans le département des Côtes-du-Nord de 1966 à 1974", rapport de stage 1975, Institut supérieur d'agriculture de Lille, 70 p. ronéotées (aimablement prêté).

2 - GEODOC Toulouse, n° 4, 1975. "Le travail dans les exploitations agricoles ; essai de classification" ; fascicule ronéoté, 53 p. (compte rendu d'une table ronde organisée à Bordeaux sous la responsabilité de P. Duboscq, Chargé de Recherches au C.N.R.S., Documents de recherche de l'Institut de Géographie de Toulouse. Voir notamment : "L'agriculture familiale et son environnement", p. 37 à 44. Voir aussi la "typologie communale". A.R.E.E.A.R. de Bretagne (1973), dossier de 5 cartes et commentaires.

pendant nous l'avons exploité - faute de mieux -. Les cartes que nous en avons tirées concernent les temps de travaux dans les exploitations du département. Parmi celles-ci, la carte n° 3 ayant trait au pourcentage des populations familiales retraitées par rapport à la population totale des exploitations, constitue une sorte de donnée préalable. Elle fait apparaître le poids mort dans le monde agricole. La Haute-Cornouaille se détache nettement sur cette carte : c'est le pays le plus vieilli, offrant ces caractères à la suite d'une dépopulation relativement tardive, mais continue et importante.

La carte n° 2 du pourcentage des populations familiales se déclarant à temps zéro par rapport aux effectifs totaux des exploitations rappelle surtout la proximité des marchés du travail urbains : zones de Saint-Brieuc, de Dinan, et même de Loudéac. D'une façon générale, les villes, mêmes petites, offrent des possibilités de compléter les emplois du temps des petits exploitants. C'est ce qui explique en partie que l'agriculture à temps complet ne représente environ que le 1/3 des temps d'activité de la population masculine des exploitations dans chacun des quatre départements bretons¹. Dans le détail les observations doivent être très nuancées. Les explications doivent se référer à des conditions parfois très particulières, très liées aux individus. Par exemple dans la Haute-Cornouaille des Côtes-du-Nord si peu industrialisée, on peut citer des communes où l'agriculture à temps partiel est relativement importante.

La carte n° 4 est sans doute la plus significative. Mais le travail à plein temps y révèle deux caractères contradictoires : dans le Penthievre et le Trégor la faible importance du plein temps est à mettre en relation avec l'organisation rationnelle du travail et sa relative productivité. Par contre, en Haute-Cornouaille le même phénomène s'explique par les aspects assez

1 - D'après le R.G.A. 1970. Voir "L'activité agricole à temps partiel en Bretagne", 75 p., ronéotées, fascicule n° 34, novembre 1973 du Service Régional de Statistiques Agricoles de Rennes. D'une façon plus générale voir dans "Economie Rurale", octobre-décembre 1970, p. 79-84. GUINARD "Evaluation du travail et des terres disponibles dans des exploitations agricoles". D'un point de vue sociologique et politique voir BARTHELEMY (D.), BLANC (M.), LACOMBE (P.), LIFRAN (R.), POUPA (J. C.), "Les classes sociales dans l'agriculture", Recueil d'articles, I.N.R.A., Série économie et sociologie rurale, septembre 1975, 63 p. surtout art. de POUPA (J. C.), "Force de travail paysanne et capital" et p. 43-62 et sa discussion p. 63-64 qui reprend le problème de l'insertion du travail des exploitants dans le monde capitaliste (le point de vue est ici marxiste).

extensifs de l'élevage bovin. Les pourcentages élevés du Sud du département, du bassin de Corlay, en particulier, du canton de la Chèze ... rappellent l'activité basée traditionnellement, et toujours, sur la culture. Cette carte qui reprend des données de 1970 serait certainement différente si nous pouvions la refaire aujourd'hui. Dans le Penthièvre la rage de l'intensification ferait certainement apparaître une proportion plus forte du travail à plein temps. Les hommes cherchent à s'y occuper au maximum, tandis que la gestion est laissée aux femmes.

L'emploi salarié donne sans doute une image plus exacte de la réalité du travail dans les exploitations.

Sur une carte des pourcentages des exploitations ayant un emploi salarié permanent (ou plus)¹ se détachent trois petites régions dans les Côtes-du-Nord : le Penthièvre où dans plusieurs cantons, au moins 15 % et plus des exploitations ont au moins un salarié permanent ; de même le Trégor et Goëlle, et le plateau de Loudéac où trois cantons ont entre 10 et 15 % des exploitants employant au moins un salarié permanent. Cette carte est le reflet de la localisation de l'agriculture intensive des Côtes-du-Nord. Elle montre, dans l'ensemble breton la place importante des Côtes-du-Nord en ce qui concerne ces emplois salariés². Les autres petites régions qui se remarquent se cantonnent au pays de Morlaix et à la côte sud du Finistère, entre Quimper et Vannes. L'Ille-et-Vilaine est presque en blanc sur la carte (la rive droite de la Rance exceptée, apparentée en cela à sa rive gauche).

-
- 1 - Carte réalisée dans "les emplois salariés permanents dans l'agriculture en Bretagne : la situation en 1970, la situation en 1974", fascicule n° 43, janvier 1975 (d'après le R.G.A. de 1970 et l'enquête sur la main-d'œuvre par le Ministère de l'Agriculture en 1974), du service régional de statistique agricole de Bretagne, 72 p. ronéotées.
 - 2 - Cette carte rejoint l'étude : "Les résultats économiques des exploitations agricoles bretonnes en 1970 - Etude des disparités" du service régional de statistique agricole de Bretagne, fascicule n° 40, juillet 1974, 255 p. ronéotées. Dans "Une nouvelle classification des exploitations agricoles françaises", p. 3 à 13, M. LENCO définit les systèmes d'exploitation selon le type de main-d'œuvre dominant et selon la spécialité dominante. La classification serait assez parlante pour le Penthièvre.

b) L'endettement des exploitations.

Il est une donnée qui baigne l'ensemble du travail et des résultats des exploitations agricoles des Côtes-du-Nord, cachée ou visible, tenue secrète ou ouvertement brandie aux yeux des observateurs, c'est l'endettement. Certes la notion, objective en soit, enrobe des attitudes¹ et des bilans qui peuvent paraître subjectifs, voir discutables².

Nous avons essayé cependant d'en donner une approche, en nous appuyant principalement sur les publications du centre de gestion. Sur 210 exploitations suivies en comptabilité-gestion par le Centre de Gestion des Côtes-du-Nord au cours de l'exercice 1973-74³, réparties à travers tout le département, la ventilation, selon les orientations de la production, se faisait ainsi, en deux groupes :

1er groupe à orientation laitière (pour lequel chaque exploitation tire plus de 30 % de son produit total d'exploitation du produit bovin) soit 120 exploitations se subdivisant en 6 sous-groupes, en fonction de la taille du troupeau allant de :

10 à 15 vaches laitières :	20 exploitations regroupant 271 vaches
15 à 20 vaches laitières :	20 exploitations regroupant 371 vaches
20 à 25 vaches laitières :	20 exploitations regroupant 447 vaches
25 à 30 vaches laitières :	20 exploitations regroupant 544 vaches
30 à 40 vaches laitières :	20 exploitations regroupant 678 vaches
plus de 40 vaches laitières :	20 exploitations regroupant 973 vaches

TOTAL	120 exploitations regroupant 3 284 vaches
-------	---

- 1 - Voir comment J. BONNAMOUR souligne le rapport entre le système de production et la cellule de vie dans : Equipe de géographie rurale sous la direction de J. BONNAMOUR. "Etude géographique des exploitations agricoles, réflexion et proposition méthodologiques" ; rapport n° 1, 1972, ronéoté, 162 p., du laboratoire associé de géographie humaine de l'Institut de géographie de Paris ; en particulier p. 147. "Structures familiales et systèmes d'exploitation" ; et auparavant de J. BONNAMOUR toujours La thèse complémentaire pour le Doctorat des Lettres, Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Paris, 1966.
- 2 - Les journaux syndicaux qui traitent de l'endettement prennent souvent le cas extrême du jeune qui s'installe, sans argent personnel, sans héritage, sans cheptel, sans foncier ... alors qu'en réalité le nouveau chef d'exploitation vient de la terre les 3/4 du temps, donc avec un passé, un acquit, une part du bien ancestral...
- 3 - Centre de gestion et d'économie rurale des Côtes-du-Nord. "Résultats de l'exercice 1973-74. Inventaire printemps", ronéoté (non paginé), d'une vingtaine de pages ; Etude anonyme, bien sûr, mais aussi volontairement "a-géographique" et même éloignée des types d'exploitations réels : la situation est examinée en fonction des productions et des charges dans leur aspect théorique, et non en rapport avec la réalité complexe, la com-

.../...

2e groupe à orientation porcine (pour lequel le produit total d'exploitation provient pour plus de 50 % du produit des porcs) soit 90 exploitations se subdivisant en trois sous-groupes qui sont soit :

- naisseurs : 30 exploitations,
- naisseurs-engraisseurs : 40 exploitations,
- soit :
- engraisseurs : 20 exploitations.

Dans les deux grands groupes l'endettement sur l'"actif" (c'est-à-dire les capitaux employés) comme celui sur le capital d'exploitation (c'est-à-dire l'"actif" plus la valeur des terres dans le cas des propriétaires) cet endettement est grand.

L'endettement selon les types d'activité des exploitations en 1973-1974		
Endettement	Types d'exploitation	
	Porcs	Vaches laitières
Endettement total	197 666	166 331
Taux d'endettement		
- sur l'actif	39 %	41 %
- sur le capital d'exploitation	36 %	39 %

Tableau n° 29.

Sources : Centre de Gestion des Côtes-du-Nord.

Dans le cas de jeunes exploitants, venant de s'installer, l'endettement peut être beaucoup plus fort.

Lorsqu'il y a changement dans l'orientation de la production l'endettement peut également atteindre un niveau élevé. Cela a été très souvent le cas au moment de la relance bovine dans les années 1970-72, en particulier dans le cadre de la mise en place des ateliers de taurillons¹. Un phénomène du même ordre avait accompagné la mutation de l'élevage du Penthièvre une dizaine d'années auparavant.

.../... binaison des élevages et des charges, telles qu'elles se présentent dans les cas concrets.

1 - Voir la présentation des activités de l'U.C.A., plus loin.

C'est en considérant l'endettement, entre autres facteurs, qu'on a pu donner une classification des exploitations bretonnes en trois types, qui se retrouvent assez bien dans les Côtes-du-Nord. En s'appuyant sur les statistiques de 300 exploitations depuis 20 ans en Bretagne d'un centre de gestion, R. Dulong¹ distingue :

1°) Les exploitations de niveau inférieur, c'est-à-dire celles non endettées, à accumulation nulle, de subsistance ; et les exploitations un peu endettées, de surface moyenne, avec une certaine stratégie de développement, sans bouleversement de l'activité traditionnelle.

2°) Les exploitations de niveau supérieur, de différentes catégories, selon que l'exploitant se contente de promouvoir une situation simplement viable, ou franchissant le pas, soit devenu un employeur de salariés.

3°) Les exploitations de transition, les plus nombreuses, qui ont des situations plus ou moins viables selon les époques : dans la première phase (1950-1960), elles ont eu une place mal définie entre les deux premières ; puis de 1960 à 1968, le décollage du niveau supérieur donne à leur situation des caractéristiques propres aux possibilités d'évolution, mais à partir de 1967-69 la quasi-impossibilité de transiter au niveau supérieur.

Les répercussions idéologiques sont importantes. Pour R. Dulong la scission de la paysannerie s'opère selon ces différents niveaux, calqués en grande partie sur l'endettement. Au moment où les anciens cadres du monde rural craquent, le rôle des nouveaux notables se confond avec celui des emprunteurs chanceux², ou qui ont réussi par leur travail, dans une conjoncture temporairement favorable. ^{Mais} l'endettement, pour significatif qu'il soit du degré d'évolution des exploitations, de leur niveau de technicité et de l'esprit dans lequel elles sont conduites, l'endettement ne rend pas compte de la réalité complexe, vécue, de l'espace des ruraux qui sont, d'abord, des chefs d'entreprise, des cellules de décision.

1 - DULONG (R.), "Le régionalisme en Bretagne". Rapport d'enquête par le "Comité d'organisation de la Recherche Appliquée au développement économique et social", septembre 1973, 282 p. ronéotées.

2 - Ceci n'est pas dit dans R. DELONG, op. cit. C'est nous qui prolongeons sa pensée.

Les exploitations telles qu'elles se présentent concrètement.

La Confédération Nationale de la Mutualité du Crédit et de la Coopération agricoles (C.N.M.C.C.A.), par l'intermédiaire d'un groupe de travail comprenant chercheurs et professionnels, avait réalisé, en 1970-71, une étude sur la participation effective de chaque adhérent au "pacte social", tant sur le plan de la politique générale de l'organisation mutualiste que sur le plan de la gestion de l'unité de base, à court terme comme à long terme¹. L'observation a été menée, à base d'enquêtes en certains cantons de l'Isère, du Gard et des Côtes-du-Nord (cantons de Pontrieux, Bégard, La Roche-Derrien et Plouaret). Dans ce gros travail ronéoté (non paginé) que nous a prêté la Fédération des Coopératives des Côtes-du-Nord un effort a été fait pour dégager la perception qu'ont les exploitants des différents services auxquels ils ont recours. De cette étude les idées générales se dégagent mal en ce qui concerne les Côtes-du-Nord, dans la petite région de polyculture à forte densité démographique. La matière recueillie, très abondante, ne permet pas de conclure sur l'attitude des populations rurales. Mais l'idée d'ensemble de ce travail nous a paru intéressante. C'est un peu de cette manière que nous voudrions appréhender une typologie des exploitations, en partant, non plus des différentes grilles de l'encadrement du monde rural de quelque sorte que soient ces dernières, administratives, officielles, professionnelles, coopératives, privées ... mais en essayant de percevoir cet encadrement du monde agricole comme ce^{dermier} le fait lui-même. Pour décrire cet aspect socio-économique des exploitations il aurait convenu de faire de multiples enquêtes. Nous en avons fait beaucoup, mais bien trop peu pour prétendre donner ici des résultats régionaux. La présentation que nous osons faire des exploitations, de ce point de vue, est donc largement entachée d'une part de subjectivité. Cette présentation se trouve intimement mêlée à la description des "pays" (voir chapitre plus loin).

1 - En fait les enquêtes sur ces échantillons d'exploitations ont porté sur les relations entre exploitants et organismes suivants : - au niveau départemental : la Fédération départementale de la Coopération Agricole ; la Caisse régionale de Crédit Agricole ; les Caisses de Mutualité Agricole. - au niveau local : les coopératives implantées dans la région étudiée ainsi que celles qui drainaient au moins 25 % de la production de la région, en dépit d'une implantation extérieure à la zone considérée ; les caisses locales de crédit agricole et les bureaux locaux ; les caisses locales de la Mutualité Agricole.

L'aménagement d'ensemble des structures et la production agricole actuelle :
Conclusion.

La production agricole du département des Côtes-du-Nord a considérablement augmenté depuis quinze ans. Cette évolution gomme l'image traditionnelle d'une polyculture archaïque. Nous avons pu décrire des résultats, des exemples exceptionnels. Mais, en même temps, nous avons déjà aperçu l'hétérogénéité du nouveau monde rural à l'intérieur de notre espace. Il nous faut maintenant analyser ces aspects locaux, leur importance locale et les rayonnements. C'est l'objet de la "Nouvelle Géographie" : celle des pays.

CONCLUSION DE LA SECONDE PARTIE.

A partir de 1954 nous avons vu la physionomie du département changer. L'hémorragie en hommes se ralentit. L'amorce du redressement démographique, perceptible entre 1946 et 1954, se confirme entre 1954 et 1962. Le taux annuel d'évolution de la population totale, bien que toujours négatif, s'améliore, passant de - 0,6 % entre 1946 et 1954 à - 0,1 % entre 1954 et 1962. Enfin entre 1962 et 1968 le renversement de la tendance s'opère : le taux atteint + 0,1 %. Ainsi le XIX^e siècle, dans les Côtes-du-Nord, dure jusqu'en 1954. La longue période de l'appauvrissement en hommes et du déclin économique s'est achevée il y a vingt ans seulement. La reprise démographique est d'autant plus significative qu'elle s'est accompagnée d'une relance économique, industrielle et agricole, spectaculaire.

Le redressement démographique est dû à l'expansion urbaine. Le taux d'urbanisation du département est passé de 19,5 % en 1954 à 26,4 % en 1962 et 36,8 % en 1968. Cette évolution situe les Côtes-du-Nord loin derrière l'ensemble de la Bretagne qui, aux mêmes dates, offre successivement les taux de 33,5 %, 42,1 % et 49 % et loin derrière la France entière (56, 61,7 et 70 % aux dates considérées), mais elle caractérise la nouvelle structure démographique. En même temps, le solde migratoire s'est considérablement

amélioré entre 1954-62 et 1962-68 : il est presque trois fois moins déficitaire dans la seconde période que dans la première.

Ce renversement de la tendance à la baisse et l'accroissement du taux d'urbanisation reflètent les transformations économiques - partiellement industrielles - très nouvelles pour le département. La vague de décentralisation industrielle en est en partie responsable, à partir de 1962-64, notamment à Saint-Brieuc, Guingamp, Lannion et Loudéac où elle a abouti à la création d'emplois en nombre important à l'échelle du département. Les entreprises les plus remarquables sont alors les usines Olida à Loudéac, le C.N.E.T. (Centre National d'Etudes des Télécommunications) à Lannion et également celles de l'électronique à Guingamp à un moindre degré. Revivifiés comme Loudéac, ou presque créés ex nihilo comme Lannion, ces centres industriels représentent des noyaux de dynamisme économique dans le tissu rural ambiant. Ils se sont insérés dans un espace agricole plus ou moins en mutation, mutation largement amorcée autour de Loudéac, très discrète ailleurs à l'époque. Nous aurions aimé prendre à notre compte l'illustration de la couverture du livre sur la France de P. George¹ qui montre de façon si saisissante, l'introduction du monde le plus moderne - celui de l'électronique représenté par le Radôme de Pleumeur-Bodou - dans l'environnement le plus traditionnel qu'on puisse trouver : la lande bretonne et ses genêts. Ce n'est pas un hasard si le symbole de ce contraste économique a son expression la plus forte, la plus significative, dans les Côtes-du-Nord. En effet, si la décentralisation industrielle n'y a pas produit ses effets les plus spectaculaires - qui reviennent, entre autre, à l'Ille-et-Vilaine où se sont implantées les usines Citroën - le renouveau industriel y a vivifié des centres endormis depuis le début du XIXe siècle, qui languissaient à jamais croyait-on, et qui, revigorés, ont remué leur trame rurale sur le point de se métamorphoser. Nous essaierons de démêler ces rôles réciproques et subtiles, sans doute interférents, de la ville et des campagnes dans l'éclosion écono-

1 - GEORGE (P.), "La France", P.U.F., 1970, 268 p., Collection Magellan.

mique des années 60, mais pour surprenante que fut la renaissance industrielle ponctuelle dans le département, elle ne représente qu'une péripétie par rapport à la vague de fond qui a balayé la somnolence et la médiocrité du monde agricole voici une quinzaine d'années maintenant.

Les Côtes-du-Nord n'ont pas le privilège du redressement agricole. Depuis 1955 c'est l'ensemble de la Bretagne qui progresse plus vite que les autres régions françaises. "Les progrès de la Bretagne sont particulièrement éclatants" écrit J. Pluvinage¹ "quand ils sont comparés à ceux, assez médiocres il est vrai, de la Normandie voisine qui, pour de nombreux Bretons, symbolise le pays riche par excellence, avec ses grosses vaches pâturent une herbe qui "pousse toute seule". En 1956 avec le même nombre de vaches que la Normandie, la Bretagne avait une production en lait et en viande inférieure de 20 à 30 % à la sienne. En 1968 les Bretons produisent autant de lait et de viande que les Normands, 50 % de grains de plus, quatre fois plus d'œufs ou de porcs, dix fois plus de volailles".

Ce palmarès impressionnant ne revient pas au département des Côtes-du-Nord seul, évidemment. Les autres départements de la péninsule y ont leur part, plus ou moins. Mais justement : plus ou moins. L'Ille-et-Vilaine s'endort sur son riche passé de terre à blé et de pays d'élevage laitier. Le Morbihan, malgré un aménagement considérable de ses infrastructures - c'est le premier département parmi les bretons pour la surface remembrée - reste le lieu de prédilection des fermes attardées. Au Finistère, depuis 1971, les Côtes-du-Nord disputent le premier rang pour la production porcine. Depuis quelques années, dans la Bretagne devenue le premier bassin laitier de France avec 14 % de la production nationale, les Côtes-du-Nord, pour leur part, ont progressé de 250 % entre 1966 et 1970².

Si le Finistère a été à la tête des mouvements de la revendication programme, en 1961 à Saint-Pol-de-Léon et en 1972 à Ploudaniel et Plomelin notamment, c'est que les mutations y sont peut-être moins bien assimilées

1 - PLUVINAGE (J.), "Regards sur l'élevage bovin français ...", op.cit., p. 273.

2 - GUELLEC (A.), "Les coopératives de production héréalière, laitière et de la viande bovine et porcine dans les Côtes-du-Nord", Norais, 1971, p. 87 à 116.

que de la part des agriculteurs des Côtes-du-Nord qui sont plus réalistes, plus réalisateurs, même si la tête un peu poétique et mystique des gens du Trégor ne fait pas oublier un instant, à qui leur parle, qu'ils n'ont rien à voir avec les gallos franchement pragmatiques. Parmi les départements bretons, c'est dans les Côtes-du-Nord que le revenu brut moyen par exploitation et par actif a le plus progressé entre 1967 et 1972, par rapport à la moyenne nationale.

Le renversement de la tendance démographique et le renouveau du département depuis 1954, renouveau particulièrement marquant en agriculture pose la question de la répartition du développement économique à l'intérieur du département, et plus profondément, celle de la transformation de "la réalité d'un territoire institutionnel qui, en plus d'un siècle et demi, a forgé des habitudes et des solidarités encore inaltérées"¹. Il nous faut chercher à répondre à la question : les idées qui ont présidé à l'élaboration du cadre départemental ont-elles finalement modelé le terrain et les hommes ? Une pure création de l'esprit comme le département des Côtes-du-Nord est-elle devenue une réalité, un tout ? L'espace rural intérieur des Côtes-du-Nord si contrasté au XIXe siècle serait-il enfoui aujourd'hui sous le manteau de l'uniforme modernisme ? ou bien le retrouve-t-on comme en écho dans la réalité économique d'aujourd'hui.

S'il y a bien retournement de la situation économique et démographique en 1954, ce n'est sans doute pas sans lien avec la trame du passé. Le remaniement des structures et des systèmes de production en agriculture a éclos à travers le département en des points divers, mais précis. Quelles sont donc ces contrées les plus productives, les plus dynamiques ? Nous devons nous poser la question.

La zone la plus peuplée est toujours et, plus que jamais, le littoral. Mais les fortes densités de cette population totale ne reflète en rien le poids agricole du département dont le centre de gravité se situe en argoat. Où, en

1 - B. et J. L. KAYSER, "95 régions...", éd. du Seuil, 1971, 144 p. ; p. 49.

argoat ? Les pôles de l'initiative en matière d'agriculture, se répartissent à travers tout le département : à l'Est, à Hénanbihen, la capitale du porc - une dizaine par habitant en moyenne ; également à l'Ouest, la région de Guingamp où se développe depuis 1968-69 la coopérative de l'Argoat qui a lancé l'élevage des taurillons en ateliers de 100 à 200 têtes ; au Sud aussi, sur le plateau de Rohan, plus précisément à Plumieux, siège de la Coopérative laitière de Loudéac (la Copall) qui a paru si audacieuse lorsqu'elle a créé la première usine de déshydratation des fourrages à Saint-Etienne-du-Gué-de-l'Isle en 1970 et dont les dirigeants, chefs d'entreprise d'une nouvelle manière, étonnent et donnent à réfléchir en affirmant que la Bretagne intérieure ne fait que commencer à intensifier son agriculture, qu'elle n'en est qu'aux conditions préalables de son développement.

Le cadre départemental, qui nous est apparu comme particulièrement arbitraire lors de sa mise en place, semble donc avoir joué puissamment contraignant, et finalement habituant les populations à réagir ensemble, dans le moule, tour à tour, imposé et souhaité, de l'amélioration d'ensemble des structures, sous l'impulsion de l'administration technique.

Si l'essor des productions agricoles est remarquable depuis une quinzaine d'années dans les Côtes-du-Nord, c'est sans doute que ce cadre départemental, profitant d'une conjoncture ambiante, a enfin joué son rôle, que les énergies éparses du territoire ont trouvé un style commun capable de mettre en forme, et en chaîne, des réalisations locales, voire individuelles à leur origine¹.

A l'aube du XXe siècle, dans son introduction à l'étude de la Bretagne bretonnante A. Siegfried n'avait pas de termes assez forts, assez tranchants pour dépeindre l'opposition de part et d'autre de la frontière linguistique. "En Bretagne bretonnante les hommes sont autres ..." ² écrit-il, et

1 - Selon nous, ce style qui caractérise les Côtes-du-Nord aujourd'hui. Dans cette optique ce département est bien un espace géographique au sens où l'entend G. CHABOT dans "La valeur scientifique de la géographie régionale" (Congrès International de géographie, Washington, 1952, p. 570-574). A l'intérieur des Côtes-du-Nord, cet espace est discontinu.

2 - SIEGFRIED (A.), "Tableau politique de la France de l'Ouest sous la IIIe République", Colin, Paris 1913, 535 p. ; p. 130 et 131.

plus loin : "Beaucoup plus jalousement que les gallo-romains, ces Bretons conservaient l'individualité de leur race. Ils n'ont jamais changé. Pas plus que la domination romaine ils n'ont, par la suite, subi la domination française, et c'est une impression positive d'indépendance qu'ils donnent à l'étranger qui les observe: Les gallos sont des conquies ; les Bretons, malgré tout, restent d'anciens conquérants".

Aujourd'hui il n'est pas certain que les traits de la mentalité des gallos et des Bretonnants ainsi décrits se retrouvent de part et d'autre de la frontière linguistique qui n'a pas bougé mais qui ne sera plus qu'un souvenir dans une génération. Les choses ont changé, se sont nuancées¹. Comment les mentalités ont-elles accueilli, suscité le progrès économique ? Y a-t-il une manière gallo et une manière bretonnante de voir et de promouvoir les techniques modernes d'élevage, de culture ? Si les initiatives et les réussites font fi de la frontière linguistique et s'observe de part et d'autre de la charnière historique du département ne reste-t-il pas cependant un style propre à l'Est et à l'Ouest, à Lamballe et à Guingamp, dans la course effreiné au profit ? C'est un peu "l'enrichissez-vous" de Guizot revu au XXe siècle par des hommes dont les origines irréductibles rejaillissent dans le comportement économique.

Le progrès agricole a éclos un peu partout dans le département, en pays gallo comme dans le bretonnant. A partir de 1953, sous l'influence des centres d'études techniques agricoles (les C.E.T.), les agriculteurs des différentes régions avaient commencé à sortir de leur isolement, isolement lié en partie au bocage et à l'habitat dispersé. A Loudéac, Lanvollon, Hénanbihen, ... le travail, dans ces cercles de dix à quinze agriculteurs, avait remplacé petit à petit la vulgarisation "par dessus le talus", celle qui se propage par l'exemple d'un voisin novateur. Les premières expériences avaient porté sur les céréales, blé et orge, puis sur les prairies permanentes dont la médiocrité était apparue soudain choquante. Au cours d'un séjour dans les Côtes-

1 - Sans pour autant bouleverser le degré de bretonnisation qui va en s'accroissant vers l'Ouest, comme l'a montré Mac DONALD (J.R.) par l'établissement d'un "indice breton" dans sa thèse : "An approach to the problem of regional distribution : the case of Brittany, a region of West France", Urbana, Illinois 1964, ronéotypé de VII + 207 p. Compte rendu par A. MEYNIER, Norois, n° 45, p. 50-52.

du-Nord, René Dumont avait préconisé la "méthode chirurgicale"¹ : le labour des mauvais prés naturels et l'ensemencement de prairies artificielles. Ainsi la "révolution fourragère" bouleversa les conditions de l'élevage à partir de 1957. Elle se traduisit par l'augmentation des troupeaux en nombre, et dans une seconde phase, en qualité, en rendement. Elle s'accompagna d'un renouvellement fondamental dans la marche des exploitations : le rôle de la femme y fut repensé, révisé et accru. Si en Bretagne les femmes ont toujours décidé en certains domaines, - celui de la rotation des cultures ou en ce qui concerne le soin des bestiaux autres que les chevaux, par exemple - elles ont acquis aujourd'hui une place primordiale : elles assurent le secrétariat des exploitations et une partie déterminée des tâches matérielles et des soins à apporter au cheptel. Jamais leur responsabilité n'a été aussi grande.

Cette promotion et ces charges de l'exploitante avaient été revendiquées et suscitées par le mouvement de la J.A.C. d'où sont sortis les C.E.T.A. Elle s'est accompagnée d'un effort concret et visible de modernisation de l'habitat². Elle se déroule dans le contexte de la révolution technique que représente la production des ateliers d'élevage et le renouveau de l'entr'aide sous sa forme la plus élaborée : celle que nécessite la récolte et la déshydratation et le stockage du maïs ou des autres fourrages ray-grass d'Italie, féverole...

Ces caractères de l'évolution récente se retrouve presque partout dans le département. Pourtant, il est possible de localiser les efforts les plus poussés et les réussites les plus achevées sur une sorte d'"Y" qui s'étend de La Roche-Derrien à Châtelaudren pour sa branche occidentale et de Matignon à Uzel et Loudéac pour sa branche orientale, laissant un trou entre les deux, à leur jonction, autour de Saint-Brieuc : le creux de la Baie, autour du chef-lieu, n'est pas en effet une région très vivante du point de vue agricole, en dépit des cultures légumières de Trégueux et Langueux, plus pittoresques que rentables. De part et d'autre de cet "Y", dans le Sud-Ouest du département et dans le Sud-Est, se dessinent des zones de moindre dynamisme.

1 - PLUVINAGE (J.), "Regards sur l'élevage bovin"... , op.cit., p. 277.

2 - GAUTIER (E.), "La dure existence des paysans et des paysannes", Paris 1950, 188 p.

La sévérité de la crise avicole des années 60 à l'Ouest, la pauvreté des hautes terres arides du Mené à l'Est, expliquent en partie l'apathie de ces deux zones reconnues "en difficultés" par le Ministre de l'Agriculture. En contraste, ressort la zone charnière privilégiée. A la fois d'armor et d'argot, l'"Y" porte toutes les plus grandes productions des Côtes-du-Nord : porcs de Lamballe, taurillons de Goudelin, grands troupeaux de laitières de Loudéac. Il rassemble près de lui la majorité des inscrits au centre de gestion et se charge de la plupart des C. U. M. A. et des G. A. E. C. Pourquoi tant d'activité et tant de résultats ? Quand on a invoqué le moindre mal des crises avicoles en ces endroits, des conditions physiques favorables, mais seulement pour les communes non éloignées du littoral, comme la douceur des températures favorisant la maturation du blé et, aujourd'hui, celle du maïs, et autrefois la possibilité de répandre l'engrais marin (sur la côte occidentale) ... quand on rassemble ces bribes d'explications, l'esprit est loin d'être satisfait. Il n'est pas jusqu'à l'éclosion du tourisme sous ses formes les plus réussies qui ne rejoigne la lettre d'or du département : le village de vacances de Guerlédan en est la démonstration. On est tenté alors de mettre au premier plan de la réussite, dans cet "Y", des valeurs humaines individuelles, elles aussi disparates : les trois ou quatre grands éleveurs d'Hénanbihen, le conseiller de gestion de Plénée-Jugon, les membres de la Copall, le C. E. T. A. de Goudelin ... Il faut descendre jusqu'à cette poussière de volontés et d'initiatives qui entrent en émulation et dont les champs d'activité finissent par se recouper, se combiner et s'harmoniser pour le plus grand développement de l'économie en des domaines complémentaires, pour le profit d'un nombre de plus en plus restreint d'exploitations. La ville de Guingamp reprendrait-elle de l'importance ? Lamballe, capitale du porc, saurait-elle engendrer activités annexes et complémentaires autour de son marché au cadran pour ses nouveaux industriels et leur famille que sont les éleveurs du Penthièvre ? Loudéac parviendrait-elle à imposer la fonction de redistribution dont rêve sa municipalité ? La plus moderne de ces agglomérations, revivifiée par l'industrialisation ou par l'essor agricole, Lannion, tiendrait-elle tête à la capitale historique du Trégor, Tréguier ? ... Les "pays" et les hommes des Côtes-du-Nord ont tenté de tenir ces paris.

Troisième Partie

LES "PAYS" : LA NOUVELLE GEOGRAPHIE DES
CÔTES-DU-NORD.

Introduction : En Bretagne : "point de pays" ...

En Bretagne : "Point de pays : les noms que la complaisance des faiseurs de cartes a recueillis sont des noms vagues, tirés d'un nom de ville, qui ne répondent à rien qui soit net (pays de Fougères, Vannetais) ou de vieux noms historiques, restes d'anciennes divisions territoriales, que les habitants ignorent (Penthièvre, Goëlle) ou, quand ils en ont gardé le souvenir, dont ils ne sauraient indiquer la signification exacte (Léon, Cornouailles) : autant de divisions que la nature n'indique pas, mais qui satisfont aux commodités du géographe ou aux traditions de l'historien".

Ce jugement catégorique porté par R. Musset¹ devrait nous décourager d'avance de toute tentative de définition des pays à l'intérieur des Côtes-du-Nord. L'auteur reconnaît cependant, en note de sa même page, que "le savant" Ch. Barrois et E. Robert ont proposé, pour le besoin des études détaillées, une division par pays dont ceux de Penthièvre, Goëlle, Trégorrois, plateau de Rohan ..."² qui couvrent en totalité, ou en partie, les Côtes-du-Nord. Mais R. Musset leur attribue peu d'exactitude dans leur tracé, peu de consistance, peu de raison d'être. Par contre, selon l'auteur, les petites unités naturelles serrent la réalité de plus près. Mais celles qu'il cite n'appartiennent pas aux Côtes-du-Nord. Selon lui toujours, les grandes îles bénéficient d'une originalité indiscutable et le département des Côtes-du-Nord n'en offre pas davantage.

R. Musset affirme cependant que la Bretagne française et la Bretagne celtique, la côte et l'intérieur "s'opposent moins désormais"³, au point qu'elles "se complètent harmonieusement"⁴. Il y aurait donc des nuances régio-

1 - MUSSET (R.), "La Bretagne", A. Colin, 1958, 4e édition, 218 p. ; p. 158.

2 - 3 - 4 - Ibid., p. 161.

nales, des personnalités géographiques qui mériteraient attention.

Nous ne discuterons pas de la force et des faiblesses de cette présentation de la Bretagne qui remonte à la génération précédente. Nous pensons même que R. Musset était bien proche de la réalité en affirmant la non-existence - ou une existence très ténue - des pays en Bretagne¹. La raison en est, sans doute, que les temps ont changé. En 1955 encore, tant que se prolongent les caractères, les techniques, les mentalités du XIXe siècle, la notion de pays n'a de valeur que négative pour ainsi dire. Pour définir un pays, il faut se référer un peu à son passé - sa circonscription, par exemple : un ancien comté comme pour le Penthièvre - et beaucoup penser à ses pertes démographiques² : il est certain que la Haute-Cornouaille qui a tant fourni à l'émigration en a tiré un aspect démographique propre, comme indélébile, lié à son économie en partie révolue aujourd'hui.

Ce n'est qu'avec la première révolution fourragère - à partir de 1955 - et avec la seconde - à partir des années 60 - que de petits groupements de cantons, de communes, voire de quelques villages, se distinguent les uns des autres, de leurs alentours, comme si la lumière balayait le grand champ des paysages et des pays, s'accrochait en certains points, s'y attardait, faisait tache et redéfinissait les cellules de vie. On prendra pour exemple le développement de ce qu'on appelle le plateau de Loudéac, ou de Rohan, faute de mieux. Ici tout a commencé avec la mécanisation intégrale de 1952. Quelques éleveurs, séduits par l'exemple américain et les encouragements de R. Dumont³ vendent leurs paires de bœufs et tous leurs chevaux - sauf un, un peu par sécurité, un peu pour des raisons sentimentales - et s'orientent délibérément vers la production végétale intensive et vers l'élevage. En même temps, le cheptel est renouvelé : on passe à 40 laitières et on monte un poulailler de 200 pondeuses. Dans la ferveur des réunions du C.E. T.A., - le premier en date, de l'Ouest français -, la petite équipe apprend de jour en jour à mieux maîtriser techniques et procédés, double les rendements d'une année sur l'autre, fait reculer, aux yeux de tous, les limites du possible.

1 - En dehors de la division armor-argot sur laquelle nous avons insisté (voir 1ère partie).

2 - Voir l'étude des pertes démographiques selon les pays dans la 1ère partie.

3 - Qui rencontre quelques paysans du département cette année-là.

En fait le développement de la petite région de Loudéac est parti de l'initiative, de la volonté, d'une poignée d'hommes ; à bien y regarder, d'un homme. Faute d'avoir reconnu, au début, ce rôle, on a attribué l'éclosion économique à un espace, à un pays, par le biais des mentalités et de l'environnement géographique. Aujourd'hui, à l'approche de la soixantaine, cet homme veut retourner aux occupations de sa jeunesse : il veut prendre le temps maintenant de labourer. Il laisse l'exploitation des ateliers de volailles et de porcs, leur conduite, leur entretien technique et leur perfectionnement à ses fils qui ont fondé un G.A.E.C.¹. Cincinnatus des temps nouveaux, sans se détourner des progrès qui restent à faire - et il est convaincu que la marge de perfectionnement est grande encore - il veut s'offrir le loisir de vivre, c'est-à-dire, pour lui, de refaire les gestes de son père, un laboureur. C'est là que la notion de pays réapparaît : le pays c'est une manière de se comporter, d'assumer un passé, même si l'on a fait voler en éclats la tradition, ici, la pauvreté, les privations et l'exode de la misère². En ce sens, la confusion entre les hommes et leur pays se justifie. Mais c'est un concept tout formel, précaire, dont la génération montante fera usage à son gré. On peut dire que, dans ce dernier quart du XXe siècle, les pays existent ; on ne peut les considérer comme formulation d'avenir.

A l'intérieur même d'un pays qui semble un des mieux remodelés, à partir d'une spécialisation agricole - l'élevage du porc dans le cas du plateau de Loudéac - des dissensions importantes existent et tendent même à déchirer l'apparente unité socio-économique. Si les initiateurs du développement de la Copall (Coopérative Laitière de Loudéac) ne demandent qu'à grossir le train de ceux qui ont réussi, en aidant les nouveaux adhérents au besoin, par des prêts et une attitude bienveillante quant à leur difficulté de trésorerie, ces mêmes promoteurs sont contrecarrés par une nouvelle vague

1 - En 1975.

2 - Le grand-père du cultivateur dont il s'agit ici s'était établi en 1896 comme métayer sur 90 ha d'une lande ex-communale, achetée pour pas grand chose par un propriétaire qui était allé chercher jusque dans le Trégor trois hommes pour défricher et planter ses 180 hectares. Il avait fallu aller jusque vers Tréguier pour qu'il trouvât quelqu'un, tant la misère avait été grande et avait fait partir de familles : 26 000 dit la tradition, entre Loudéac, Mur et Uzel. (Voir la description de Ker Anna dans "Le Pays de Loudéac").

qui refuse le progrès en roue libre, l'agrandissement des ateliers et l'alourdissement consécutif des tâches. Avant l'âge, ces hommes demandent à vivre, à prendre le temps de s'épanouir dans la vie familiale et sociale, sans attendre la retraite. Ils préfèrent renoncer à l'enrichissement matériel. Fils gâtés d'un premier moment de bien-être, ils ressentent plus durement que la génération précédente, les contraintes du travail¹. Le joug de la réussite pèse plus lourd sur leurs têtes, libérés des soucis immédiats qu'ils sont, comparés à leurs pères, soumis il y a vingt ou trente ans à l'urgence inéluctable de la mutation économique. Comme souvent, ce sont les femmes qui perçoivent de la façon la plus aiguë l'engrenage de la réussite et désirent y mettre un frein.

Ainsi, même au pays des grandes réussites, l'émulation n'est pas forcément contagieuse. Ce refus d'emboîter le pas fait partie des mentalités locales. Nous voyons là combien la définition d'un pays à partir des mentalités est affaire de nuances, d'époques, d'hommes. En un temps où la vocation naturelle, exprimée par le sol et le climat, peut être infléchie par la technique, le premier facteur d'évolution et d'expression revient aux maîtres-d'œuvre de ces mêmes conditions géographiques, surtout si ces dernières ne délimitent pas avec force les différentes "divisions", comme l'affirmait R. Musset.

L'approche de la définition d'un espace rural dans le cas du pays de Loudéac se complique encore par le problème du rôle de la petite ville voisine, revivifiée et agissante, sous l'action de ses propres personnalités. Il n'est pas aisé de démêler les origines de cette expansion, expression urbaine ou prolongement du dynamisme des ruraux ? Certes, dans le cas de Loudéac, l'action de la municipalité éclate au grand jour, mais cette démonstration de redressement démographique et économique n'a pu se faire sans déteindre sur la campagne environnante ; sans l'anémier disent ses détracteurs.

Mais, que ce soit à la ville ou aux champs, notre recherche des pays restera donc toute humaine, attentive à l'action, l'originalité ou l'impact

1 - Et ne supportent pas toujours que certains d'entre eux osent dire qu'ils gagnent de l'argent (et ne paient pas d'impôts). Voir "Le trait d'Union des cultivateurs des Côtes-du-Nord", 29 octobre 1976, à propos de la sécheresse de l'été 1976.

de tels ou tels groupes, exploitants, personnalités ... qui œuvrent à travers le département, sur sa terre et sous son ciel, sans trahir ni l'un ni l'autre, mais sans en être le simple reflet pourtant.

La défense d'un sujet passe d'abord par sa délimitation. Si nous sommes convaincu de l'existence des pays, il nous faut premièrement les délimiter. Pour ce faire, les modèles récents sont légion. Depuis une dizaine d'années les chemins officiels, ou officieux, qui conduisent à cette notion, ont tracé sur la carte de multiples circonscriptions.

L'I.N.S.E.E., la Chambre de Commerce, les directions départementales de l'équipement et de l'agriculture, les organismes d'animation relevant en partie de ces dernières, les chercheurs en tout domaine, politique par exemple¹ ... tous ces organismes ont leur découpage propre, dans les Côtes-du-Nord comme dans le reste de la Bretagne. Constatons, au passage, que ces circonscriptions se chevauchent la plupart du temps et que leur superposition donne une vue des choses presque aussi compliquée que la situation sous l'Ancien Régime, à la différence près que le découpage primordial - celui de la préfecture et des arrondissements - garde toute sa solidité et son pouvoir contraignant par-dessus les autres.

Mais si les préoccupations différentes ont amené à des délimitations discordantes, dans tous les cas, certaines unités se dégagent d'une carte à l'autre. Nous y reconnaissons presque toujours un pays de Saint-Brieuc, parfois confondu avec le Penthièvre et le Goëlle, un pays de Dinan, ou de Rance, prolongé souvent par celui de Broons ; un ensemble de Bretagne Centrale autour de Loudéac ; un autre centré sur la Haute-Cornouaille. Presque toujours le Trégor apparaît avec netteté. C'est-à-dire que, bon gré mal gré, un certain accord existe sur les choses, les paysages, les événements, les habitants, du moins de la part des "faiseurs de cartes".

1 - Voir la Thèse de 3e Cycle de Cl. SAUNIER ; thèse en cours de rédaction (en 1975) sur l'évolution politique récente du département des Côtes-du-Nord. L'auteur nous a aimablement montré ses documents et cartes et fait part de ses conclusions. Son travail paraît complémentaire du nôtre à maints égards.

La toile de fond de ce nouveau dessin est à base démographique. Dans l'ensemble, le déclin de la population se ralentit : il passe de - 0,82 % par an entre 1962- 1968 à - 0,28 % entre 1968 et 1975). La raison en est d'abord le net ralentissement de l'émigration (4 fois moins forte : - 0,26 % par an, contre - 1,03 % entre 1962 et 1968). Par rapport à 1962-68, 35 cantons ont une émigration ralentie, 11 passent d'un solde migratoire négatif à un solde migratoire positif, 2 ont un solde migratoire encore plus fortement positif : Dinan-Ouest et Saint-Brieuc - Sud. Cette évolution est comparable à celle de l'ensemble de la France rurale où le solde migratoire est arrivé à l'équilibre. Mais l'excédent naturel des Côtes-du-Nord se dégrade et devient négatif parce que la natalité diminue et la mortalité s'accroît. (Dans 31 cantons le taux de 1968-1975 est supérieur à celui de 1962-68). C'est là un signe de vieillissement qui s'explique en partie par le ralentissement de l'émigration. Le mode d'évolution de la population des cantons ruraux est très différent selon les endroits. Quelques cantons, autour des villes les plus dynamiques, voient leur situation s'améliorer en même temps que le caractère rural s'altère.

Types I et II : de croissance.

Entre 1962 et 1968 : 2 cantons seulement : Dinan-Ouest et Saint-Brieuc-Sud.

Entre 1968 et 1975 : 8 cantons (les 2 précédents et 6 autres qui étaient dans le type "Réservoir en baisse" : VII).

En I l'excédent naturel l'emporte.

En II c'est le solde migratoire.

Type III

Aucun canton n'y figurait en 1962-1968. En 1968-1975, ces cantons sont des lieux d'immigration récents, alors que leur excédent naturel s'effondre. Si cette immigration est jeune (comme à Guingamp), c'est le début d'un redressement, dans le cadre de la suburbanisation le plus souvent.

Type IV

Ce type est vieilli. 2 cantons en 1968-1975 (0 en 1962-1968). Ce sont des cantons côtiers. Le déficit naturel n'est pas compensé par le phénomène de retraite.



Type V et VI : ce sont les plus nombreux : 23 cantons en 1968-75 (contre 9 en 1962-68).

Sur ces 9 cantons en 1962-68 un seul, Plestin-les-Grèves, a basculé par renversement du solde migratoire, devenu positif ; 7 sont restés en VI ; un est passé en V (Lanvollon).

15 cantons de type VII en 1962-68 sont venus s'y ajouter en 1968-75.

Le type V est encore rare (2 seulement).

Le type VI : 21 cantons à déficit naturel et émigration encore plus forte. Ce sont eux qui ont la situation la plus difficile ; parmi eux Callac, Bourbriac, Maël-Carhaix ...

Conclusion.

L'espace rural des Côtes-du-Nord se différencie de plus en plus en trois types : espaces suburbains qui s'étendent ; espace réservoir démographique en voie d'épuisement et espace rural dégradé où sévit toujours l'émigration, où le dépérissement fait cercle vicieux.

C'est en rapport, en partie, avec l'évolution démographique récente qu'une certaine notion du "pays" se dégage aujourd'hui dans les Côtes-du-Nord¹. Cette notion est même plus vive, plus précise dans ce département que dans le reste de la Bretagne, le Finistère mis à part.

En Bretagne, dès 1949, la revendication avait eu pour cadre le C.E.L.I.B. (le Comité d'Etude et de Liaison des Intérêts Bretons)². Depuis l'idée a mûri. Elle a été développée à l'échelon régional et local³. Elle a

-
- 1 - Les réflexions que nous livrons ici tiennent le plus grand compte des entretiens répétés que nous avons eus avec les responsables des comités et les élus locaux qui agissent au sein des comités. Voir les rapports de la Fédération des Comités de pays constituée le 1er mars 1975, et de l'association pour la promotion des pays. Le numéro 4 (1976) de "Bretagne expansion" (Journal du Centre d'Etudes et d'Actions Sociales) est consacré aux "pays". Voir également les dossiers ronéotés des différents comités, dossiers prêtés. Dans la préparation du VIIe Plan la réflexion et les enquêtes ont eu souvent pour cadre les pays. Le Comité d'expansion des Côtes-du-Nord dont certains animateurs sortent des comités locaux d'expansion a eu le souci de l'échelon des pays et nous a aimablement communiqué les résultats des enquêtes et les cartes réalisées.
 - 2 - Revoir dans PHILIPPONNEAU (M.), "Debout Bretagne", op. cit., l'historique du C.E.L.I.B.
 - 3 - C.E.L.I.B., "Bretagne une ambition nouvelle", P.U.B. 1971, 169 p.

.../...

nourri l'action des comités d'expansion ; elle en ressort renforcée et précisée aujourd'hui. Elle illustre, à grande échelle, la recherche récente sur le thème de l'espace¹.

Pour la préparation du VIIe Plan le cadre des pays a été retenu. Nous disposons donc de renseignements nombreux et tout récents, à une échelle géographique de première importance pour nous. Il conviendra, pour nous, de juger de l'authenticité de ce découpage, de voir dans quelle mesure il respecte la réalité humaine actuelle car ce découpage reprend celui des cantons, donc des limites administratives établies.

Le fait que l'on ait retenu les pays comme unités d'enquêtes montre déjà la force relative de la notion de pays dans les Côtes-du-Nord². Notre

.../... et voir Revue du C.E.L.I.B., "Bretagne information et action" et plus précisément le document : "La promotion des pays" - rapport M. de Sagazan, président de la Commission "Promotion des pays", décembre 1973, supplément à "Bretagne information et action", n° 19-20, XV p. Ce document définit une certaine philosophie des pays : rappel historique, conceptions sociologiques, psychologiques ... Voir aussi Etude sur les "pays" de Bretagne de SAGAZAN (R.), ronéoté en 1976 (mais étude datée de 1972), 87 p. L'étude essaie de définir les différents pays et donne une série de renseignements sur les différents pays (population, travail ...).

- 1 - Dont les grands axes sont définis, dans des directions opposées d'ailleurs dans - Aménagement du territoire, 1er tome sur "L'aménagement du territoire et les techniques avancées", t. V : "Agriculture et espace rural", mars 1968, 233 p. ronéotées, ouvrage où l'on trouve plusieurs définitions de l'espace rural dont une (p. 163) qui ne part pas de la ville. - "Le développement régional" (PERRIN, J.Cl.), P.U.F., 208 p., 1975 où, dans le chapitre "La philosophie des pays", p. 21 on insiste sur "la région, matrice de l'intégration urbaine industrielle" sur le champ urbain polarisé, soulignant que concentration et diversification sont les deux "mamelles" de la croissance. - BEAUJEU-GARNIER (J.), "La géographie : méthodes et perspectives", Masson 1971, 191 p., surtout le chapitre IV, "La division de l'espace" fait le point sur la question.
- 2 - La recherche sur les pays, sur leur définition, s'inscrit dans le courant de réflexion - banal aujourd'hui - qui tend à mieux situer la campagne par rapport à la ville. Voir PIATIER (A.) et MADEC (J.), "Comment et pourquoi définir l'espace rural" ?, communication aux journées de la S.F.E.R., octobre 1976, Paris (30 p. dactylographiées) qui rappelle (p. 4) que la commission de l'espace rural du VIe Plan concluait déjà : "Il n'est

.../...

description des différentes unités géographiques à l'intérieur des Côtes-du-Nord voudrait, tout simplement, mais aussi fidèlement que possible, donner le sens exact de ce qu'est la géographie régionale aujourd'hui¹.

Dans cette approche nous retrouvons les thèmes du partage, au sein même du département ^{au} sein de sa définition à partir des éléments constituant l'ensemble départemental. Dans cette perspective, la notion de pays peut se poser en terme de contradiction avec celle de département, à l'approche des limites départementales. Si justement le pays repose sur d'autres critères que l'administratif, il aura tendance à ignorer les cadres constitués. La notion de pays peut donc en arriver à rompre avec les forces convergentes traditionnelles : celles qui ont œuvré au sein du département, depuis la création de celle-ci. Forces convergentes et forces centrifuges, le problème du département est posé, même si des solutions de compromis existent.

Parmi les forces, le Conseil Général tient le rôle principal, son président en premier lieu. Les Côtes-du-Nord se sont un peu confondues avec l'œuvre de R. Pléven pendant 30 ans. Le département entame une autre ère, dans un style autre depuis 1976, mais tout aussi fortement "convergent" que le précédent. Avant donc d'analyser les nuances "régionales" des Côtes-du-Nord, reconnaissons ici l'action si marquante du président du Conseil Général.

.../... ni nécessaire, ni souhaitable de maintenir une dichotomie entre communes dites urbaines et communes dites rurales, qui serve systématiquement de base : - à la présentation des statistiques, - à la conduite des études, - à la délimitation des périmètres de compétence technique et administrative, - à la répartition des crédits d'équipement, etc...".

- 1 - Pour situer cette réflexion voir Université de Paris I - E.N.S. Fontenay-aux-Roses, "Réflexions sur l'espace rural français. Approches, définitions, aménagement", septembre 1976. Laboratoire de Géographie rurale, fascicule, 165 p. ronéotées dont l'article BERGER (M.), GILLETTE (Ch.) et ROBIC (M.C.), "L'étude des espaces ruraux français à travers trois quarts de siècle de recherche géographique : l'exemple des thèses de doctorat d'Etat", p. 3 à 51 ; p. 27 : "la conscience de cette interdépendance entre villes et campagnes est toujours présente dans les thèses de géographie régionale, mais elle donne lieu à des opinions opposées : affaiblissement des relations à l'époque contemporaine ou, au contraire, affirmation d'une dépendance accrue des campagnes à l'égard des villes".

1) René Pléven¹ : les grandes mesures pour une époque de grand démarrage.

L'action de René Pléven, président du Conseil Général des Côtes-du-Nord de 1948 à 1976, a commencé sur la toile de fond de l'après-guerre. Si nous avons noté un certain progrès dans les structures et l'économie agricoles entre les deux guerres, au lendemain de la Libération le département demeurait, avec celui de la Creuse, le plus rural de France ; cela voulait dire qu'il accusait un retard considérable dans les infrastructures : voirie, électrification, adduction d'eau, sans parler du téléphone rural alors embryonnaire. Mais dans ce contexte, les hommes qui avaient alors 35-40 ans ont peut-être le plus vite compris qu'il n'y avait d'avenir pour l'agriculture que s'ils acceptaient des transformations profondes. Un certain nombre de gens de progrès ont donc pu faire passer l'idée d'agrandir les exploitations, d'augmenter, spécialiser et améliorer la production.²

Dans cette évolution, les différents secteurs du département ont pris une part plus ou moins active, selon leur tempérament et les circonstances locales, presque toujours soutenus par l'action du Conseil Général dans le sens d'une promotion accrue de la productivité agricole, sous l'impulsion dé- libérée du Président Pléven. L'Ouest du département alors le moins peuplé, du fait de la très forte hémorragie du XIXe siècle et de la première moitié du XXe, ne s'est pas comporté de façon homogène. Le Sud-Ouest n'a pas évolué aussi vite que les autres régions. Le Trégor, par contre, en dehors de la zone primeurite, a fourni un grand effort de sélection. Partout cet Ouest du département a développé surtout l'aviculture. Dans ce secteur, très exposé à des changements rapides, le Conseil Général a cherché à accompagner, encadrer et, si possible, devancer le mouvement, en créant le Centre de Ploufragan. R. Pléven en a décidé ainsi, sans subvention du gouvernement.³ Dès le début, la station de recherche a prétendu à un rôle départemental, certes, mais aussi à un rayonnement national. Le succès en a été tel que le Conseil Général a ensuite mis sur pied un laboratoire de prophylaxie porcine, avec l'aide de l'Etat cette fois-là.

L'Est du département n'a pas été en retard dans ce réveil qu'a

-
- 1 - En revoir le portrait politique dans SAUNIER (Cl.), "Géographie des Côtes-du-Nord", m. de m. 1966, t. 1, Portrait Pléven, p. 43 et suivantes ; "le radicalisme pléveniste", p. 173 et suivantes.
 - 2 - Le Président Pléven a toujours été convaincu qu'au moins jusqu'à la fin du siècle que dans les Côtes-du-Nord l'activité agricole resterait la première.
 - 3 - Avec l'aide du P.R. par la suite.

stimulé l'action départementale. L'élevage porcin et la polyculture traditionnels du pays de Lamballe ont accédé à la spécialisation, dans le cadre de fermes de dimensions danoises ou hollandaises. Plus à l'Est, dans les cantons de Plancoët, Matignon, Ploubalay ... le centre d'insémination artificielle de Créhen a opéré un gros travail de sélection. Le Conseil Général a encouragé la coopérative en lui avançant de l'argent (500 000 F au moment de son lancement).

Dans le même esprit d'études, le Conseil Général a régulièrement entretenu le lycée agricole de Kernilien dont il avait acheté le très beau domaine.

Dans le Sud du département, l'action du Dr Etienne maire de Loudéac, a éclipsé celle du Conseil Général ; mais elle n'a fait, en définitive, qu'illustrer la génération des hommes qui ont pris en charge le développement rural ou agricole - ou les deux à la fois. Beaucoup de ces leaders économiques sont aussi des hommes politiques, comme l'a montré S. Berger dans sa comparaison des Côtes-du-Nord et du Finistère pour les années 1928-1967¹. Pourquoi ne pas saluer au passage l'action profonde dans la diffusion du progrès agricole des députés, conseillers généraux ou maires, issus directement des familles paysannes, quand ils ne sont pas cultivateurs eux-mêmes : Charles, Bourdellès, Le Cozannet, Bourdonnec, Rouxel (maire de Créhen).

En même temps que se dressait cette génération sur le théâtre local, le monde rural tout entier pouvait tirer parti des mesures nationales : comme l'I. V. D., ou le soutien aux recherches sanitaires pour les bovins sous l'impulsion de la D. S. V. Cette direction, le Conseil Général l'a voulue pionnière en l'aidant de ses crédits. En même temps le Conseil Général supportait en partie l'effort d'équipement pour l'électrification et l'adduction d'eau. Le Conseil Général des Côtes-du-Nord a remarquablement tiré profit des possibilités du F. E. O. G. A. R. Pléven, membre du Parlement européen, a su attirer sur son département les crédits, pour le barrage de l'Arguenon par exemple², en s'appuyant sur la Banque Européenne d'Investissement qui offrait de bonnes conditions de prêts.

La génération de 1945-1950 arrive maintenant à la retraite. Elle a parfois opéré de telles transformations dans ses propres exploitations que

-
- 1 - BERGER (S.), "Corporatisme et politique des partis - Finistère et Côtes-du-Nord 1928-1967" in "L'Univers politique des paysans". Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, n° 184, 1972, p. 273-291.
 - 2 - Revoir aussi le rôle du F. E. O. G. A. dans le financement de deux cas précis de remembrement sur Paule et Hénanbihen.

se pose le problème de sa succession. Les épigones sauront-ils faire autre chose que se partager l'empire ? La génération qui suit prend la relève avec de gros problèmes financiers. En même temps les épouses exigent, à la campagne, les modernités de la ville. Le travail a été si long, si dur, que les filles de la ville sont davantage prêtes à revenir aux champs que celles de la terre à y rester. R. Pléven a dit qu'il était revenu dans les Côtes-du-Nord pour rendre service aux Bretons¹, aux gens de Dinan, au département des Côtes-du-Nord. Quels que soient les regrets qu'il puisse avoir, ou les reproches qu'on puisse lui faire d'avoir favorisé la mise en place des élites de la paysannerie moderne, il faut constater que, sous son impulsion, le Conseil Général a puissamment aidé au développement de la production et des structures agricoles.

L'action du Président Pléven illustre la puissance des forces convergentes du département. Ces forces, les Côtes-du-Nord les ont puisées pendant vingt ans dans le pays de Dinan. C'est encore du "département" de Dinan que vient le successeur de R. Pléven. Mais le style en est tout autre, comme l'époque est toute différente.

2) Charles Josselin : autre temps, autres mœurs.

en 1976

L'homme qui est arrivé à la présidence du Conseil Général ne voit pas l'aménagement rural des Côtes-du-Nord comme son prédécesseur. Autre homme, autre politique ; autre parti, autre conception. Sans renier le cadre départemental, bien au contraire, le nouveau président entend le faire jouer à fond, y exercer la gestion, en dissipant autant que faire se peut, l'équivoque de la définition - même du pouvoir au sein du département.

Partant des attributions classiques du Conseil Général en matière d'aménagement du territoire, il s'agit d'abord pour Charles Josselin qui arrive après la période des grands travaux de 1965-1974 de parfaire - ou corriger

1 - C'était notamment le thème de sa campagne lors des élections du Conseil Général du 20 avril 1958 : "Je vous demande de me renouveler votre confiance, avait-il déclaré, non point en considération des services que j'ai pu rendre au cours des années écoulées, mais parce que je crois sincèrement être encore parmi les candidats qui sollicitent vos suffrages, celui dont l'expérience et l'action peuvent servir le plus utilement le pays de Dinan". Cité par Cl. SAUNIER, "La géographie politique ...", op. cit. p. 44.

les réalisations antérieures. L'idée directrice est celle d'un certain rééquilibrage entre les grandes villes et l'espace rural, la côte et l'intérieur, les zones peuplées et celles qui ne le sont pas ...

Pour y parvenir la manière de s'y prendre pourrait être qualifiée d'"horizontale". Au lieu d'être décidé d'en haut, l'aménagement se ferait au niveau local, de façon plus globale, dans un espace plus immédiat, en ayant le souci de valoriser les possibilités menues et diffuses. A la limite, selon l'expression amusée de l'homme lui-même, il faudrait aider l'élevage des lapins et la cueillette des noisettes. Par exemple, en 1977, un animateur a été recruté pour étudier le potentiel artisanal, la petite entreprise novatrice. Deux domaines semblent privilégiés : celui de la transformation du bois pour le jouet et l'ameublement, et celui du bâtiment, plus exactement de la restauration du bâtiment ancien. On espère mettre en place des services communs aux artisans pour leurs achats, ventes, pour la commodité de leurs recherches, du lancement des idées, des trouvailles... C'est "l'horizontalité" au niveau le plus proche de l'action, de la production. Ces expériences ont déjà été tentées avec succès dans le Mené.

Sur le pourtour de la Baie de Saint-Brieuc le Conseil Général cherche, un peu de la même manière, à promouvoir la pêche de la coquille Saint-Jacques. Actuellement, celle-ci porte sur 10 000 t.¹. Il semble possible d'atteindre les 50 000 t.¹ en étudiant mieux, de plus près, les possibilités. L'établissement d'un laboratoire annexe du C.N.E.X.O. à Erquy², la fixation de chercheurs près des lieux de pêche, iraient en ce sens. Les problèmes de la conservation se poseraient alors, et un centre d'études du froid quelque part entre Saint-Brieuc et Loudéac (la création d'un I. U. T. ?) aiderait certainement à dépasser le stade de la conservation des seuls légumes et du porc.

Dans un autre domaine, "l'horizontalité" de l'exploitation minière du département est encore à découvrir. Les recensements des ressources

1 - En réalité les chiffres ont été les suivants : campagne 1975-76, 10 000 t. ; campagne de 1976-77, 8 000 t., campagne de 1977-78, 6 000 t. (selon les prévisions du C.N.E.X.O.). Pour 1978-79(même remarque : 12 000 t.).

2 - En 1978 il s'agit seulement d'un projet de création d'un "laboratoire de terrain" quelque part en Baie de Saint-Brieuc.

par le B. R. G. M. montrent un foisonnement de petits gisements qui, dans le contexte de la concentration industrielle, n'intéressent pas les entreprises. Il faudrait trouver le moyen de valoriser les petites mines, les laissées-pour-compte de la concentration. Est-ce un rêve ?¹. C'est plutôt un autre esprit.

Les moyens de cette nouvelle politique sont les mêmes qu'avant, ou presque. Cependant le rôle du Comité économique d'expansion dans les Côtes-du-Nord est important et agit dans cet esprit "d'horizontalité" que nous décrivions à l'instant. Ces dernières années, il a déjà réalisé par exemple une étude sur la culture légumière du Trégor, ses chances vis-à-vis du marché anglais, sa reconversion en cultures sous serres, sa diversification. Il a mené également une étude sur les marins pêcheurs de la coquille Saint-Jacques, sur les ressources du sous-sol...

Un comité départemental du tourisme prépare un schéma d'aménagement à partir de petits équipements répartis sur l'ensemble du territoire. Certes les investissements de l'Etat se font en fonction de la demande, de la pression démographique donc, en marge de ce souci de rééquilibrage cher aux aménageurs du nouveau style, à ceux qui veulent corriger les déséquilibres spatiaux et s'intéressent d'abord à l'espace immédiat. La politique qui commence est donc celle d'une correction "à la marge", par rapport à l'ensemble d'une structuration à la fois plus générale et moins originale.

A l'époque actuelle et dans cette option de remodelage de l'aménagement, se pose inévitablement le problème de l'organisation de la pluri-activité. Comment concilier les porcheries et le tourisme ? La production des terres agricoles et la construction ? La volonté de vivre isolé et l'élévation des exigences en services ? ... La tâche se complique. Elle ne pourra être encore longtemps que parcellaire, au coup par coup, dans le vif, mais combien vivante par là et lourde de sens pour ceux qui essaieront non pas de subir des décisions mais de les prendre eux-mêmes.

1 - Des sondages effectués, par exemple, au site de la Porte aux Moines à Saint-Martin-des-Prés sont en cours fin 1977-début 1978. Le B. R. G. M. avance prudemment dans les recherches, sans optimisme débordant mais aussi sans pessimisme excessif, comme il le fait partout en Bretagne, notamment en ce qui concerne le gisement de Bolazec (Finistère) qui présente des caractéristiques voisines de celui de Saint-Martin (présence de sulfures métalliques comportant du cuivre, du plomb, du zinc et de l'argent).

LE MENE

Introduction. L'arrivée au Mené : un milieu physique et humain austère.

Pour qui vient de Rennes, l'approche du Mené n'est pas sans mystères. Après avoir quitté le bassin des schistes briovériens qui se relève lentement vers l'Ouest, jusqu'à 200 m., le voyageur aborde une région un peu marginale. La population y est plus clairsemée qu'à l'Est, encore que le dépeuplement ait^{été} stoppé récemment par un certain développement des bourgs : les communes de Saint-Méen-le-Grand et Montauban-de-Bretagne (toutes deux en Ile-et-Vilaine) ont même connu une augmentation légère (inférieure à 10 %)¹ entre les recensements de 1968 et 1975.

Les densités demeurent cependant moins fortes ici que dans le Bassin de Rennes et qu'en Bretagne Centrale proprement dite, notamment au voisinage immédiat des deux chefs-lieux de cantons que nous venons de nommer. La route à quatre voies traverse des parcelles boisées. La forêt de la Hardouinais se situe tout près, au Nord. C'est le "pays à travers la forêt" : le Porhoët, pays frontière, jamais tout à fait conquis, peuplé ni organisé. La coupure départementale entre Ile-et-Vilaine et Côtes-du-Nord s'est pliée à cette donnée de l'histoire.

Ce n'est qu'en arrivant à Merdrignac que cette impression de région marginale cesse, et ceci, brusquement. La tectonique est en partie responsable du changement de style dans les paysages. On entre là dans

1 - Sources : I. N. S. E. E. Résultats provisoires pour 1975 (population sans les doubles-comptes).

une sorte de montagne, non pas à cause de l'altitude absolue encore bien modeste - 223 m. à Gomené -, mais à cause de la disposition du matériel ancien en horsts et grabens. Grande en réalité est la fantaisie du rapport entre cette topographie et la structure : le granit est en position haute dans le massif de Gomené et dans une cuvette d'effondrement à Plessala, 10 km. plus au Nord. Plus que l'orogénie encore, les sols confèrent au Mené son caractère de hautes terres : ceux-ci sont plus gris, plus bruns, que dans le Bassin de Rennes ; leur teneur en matières organiques plus forte, presque anormalement élevée.

Ces sols acides - de Ph 5, ou 5,5 - reflètent un climat plus plus-
vieux et plus froid qu'ailleurs. A mesure qu'on pénètre et qu'on s'élève dans le
Mené ces caractéristiques s'affirment. Au Bel Air, à 339 m., le point cul-
minant taillé dans des roches tendres, il fait froid presque en toute saison,
même au cœur de l'été. Plus qu'ailleurs y aurait-on ressenti l'attrait de ce
qu'il y manque tant ? la chaleur et la lumière. Le culte solaire de Belenos
ici en aurait-il témoigné ?

Ainsi le Mené n'est pas d'abord un pays accueillant : ce serait pres-
que l'inverse. Sur de mauvais sols et étant donné la rudesse relative du cli-
mat, l'agriculture du Mené a été traditionnellement médiocre, heureusement
complétée par l'artisanat des toiles et l'industrie des forges du Vau Blanc
aux XVIIIe et XIXe siècles. Mais l'abandon de ces dernières activités avait
voué le pays à la misère et à l'exode, et il a incité ce milieu, jamais com-
plètement christianisé, à se comporter politiquement en faveur de la gauche.
Cette tendance à voter à gauche a persisté après la crise aiguë du XIXe siècle.
Siegfried remarque un certain décalage entre ces mentalités et la réalité
économique. De ce passé de pauvre, le Mené demeure aujourd'hui encore
marqué : sorti exsangue de son évolution économique et démographique de la
fin du XIXe siècle et du début du XXe, il apparaît comme délaissé, laissé-
pour-compte, n'ayant même pas la ressource de pouvoir puiser dans sa tra-
dition littéraire ou son folklore qui n'existe pas.

Un pays divisé et traditionnellement en retard sur le reste des Côtes-du-Nord.

Ceux qui cherchent à rendre sa dignité au Mené n'ont guère la possibilité de puiser dans le passé. Comme celle de la Haute-Cornouaille, la population du Mené a été écrémée ; combien de chefs d'entreprises aujourd'hui installés à Saint-Brieuc ou ailleurs, et relativement prospères, ne sortent-ils pas du Mené ? Mais le retard du pays ne tient pas à ces hommes qui l'ont quitté il y a moins de trente ans. Le décalage avec les autres régions du département remonte au moins aux XVe et XVIe siècles, au temps où l'armor était déjà plus riche que l'argoad, tant au point agricole qu'artisanal et faisait preuve d'un goût pour les lettres inconnu dans le Mené.

De plus, les paysans du Mené qui tissaient le lin du Trégor étaient sous le contrôle du "fabricant", c'est-à-dire du commerçant. La période républicaine n'a pas libéré le petit peuple de sa bourgeoisie devenue républicaine, une fois les nobles émigrés¹. La vente des biens communaux qui a financé la construction des églises et des routes... a été ressentie comme un drame par les paysans qui avaient perdu leur activité industrielle et qui ne bénéficiaient pas, non plus, de l'exemple, ou du soutien, de grands propriétaires éclairés. Ce n'est que sous l'influence des hommes du plateau de Loudéac, et avec un net retard par rapport à eux, que l'agriculture du Mené a évolué un peu à partir de 1860.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale le Mené très partagé au point de vue religieux n'emboîte pas le pas du démarrage idéologico-technique de Loudéac. Le pays est en effet très divisé quant aux croyances et aux pratiques religieuses : par exemple la commune de Saint-Gouéno est très pratiquante, et celle de Saint-Vran, pas du tout. Le Gouray, Saint-Vran, Saint-Jacut votent à gauche ; Saint-Gouéno, Collinée ... à droite. Ainsi sous l'angle des idées le Mené n'est pas un pays, et ceci lui a nui lors de la grande période des initiatives techniques de la J. O. C.

1 - Voir SAUNIER (cité dans l'introduction aux pays).

I - LE RETARD DU MENE.

Le Mené en retard : deux exemples à deux niveaux de ce retard.

- Une exploitation - Une ferme à Laurenan ou le refus de produire à tout prix.

Qu'est-ce, au juste, qu'une exploitation traditionnelle dans le Mené ? En voici un exemple. Sur 18 ha, moitié en fermage, moitié en propriété, un homme de 55 ans, qui a succédé à son père, pratique encore la polyculture et l'élevage. Presque au terme d'une vie, il se tient à ce système complexe et prudent, après avoir essayé de se moderniser avec les autres, ses voisins. Il a participé à une CUMA de moissonneuse-batteuse mais la disparité entre les associés étant devenue trop grande, au bout de 6 ans, il a acheté l'engin. Il a également acquis une faneuse, au terme de la même expérience. Dans ce dernier cas, ce n'est pas la différence de surface qui le séparait de son voisin mais l'esprit. M. X s'est refusé à faire des journées de 15 heures, celles que requiert, par beau temps, la fenaison qui ne sait attendre. Pièce par pièce l'exploitant en est venu à faire l'emplette de tout son gros matériel, ce qui est lourd et peu rentable.

D'autre part, depuis qu'il est son maître, il achète de la terre. Il devient chaque année un peu plus propriétaire de sa ferme. Le problème foncier le tenaille depuis son installation : rachat des bâtiments aux frères et sœurs, achat de parcelles déjà exploitées par lui à ses anciens propriétaires ou de nouvelles parcelles dont il a besoin. Or à Laurenan, selon l'endroit, l'hectare vaut de 10 000 à 15 000 F, 7 à 8 000 F en pré¹. Au plus profond du bocage une pièce de terre convoitée par quelqu'un de l'extérieur pour bâtir prend une valeur subite et exorbitante : 20 000 F l'hectare.

Dans le contexte de ce double problème, celui du matériel et celui du foncier, M. X refuse le credo de l'agriculture moderne : technicité, productivité, rentabilité. Il dit non à la ferme-usine et à la spécialisation qui représente à ses yeux trop de travail et trop de risques. Il se limite donc¹ à l'élevage de 15 laitières, 10 génisses, 7 à 8 truies et leurs porcelets et ne pratique pas l'élevage des volailles. Il en veut à la Coopérative du centre

1 - En 1976.

Bretagne (de Loudéac) qui cherche à imposer à ses adhérents - depuis janvier 1975 - de livrer des lots importants de porcs (20 têtes à la fois).

Ainsi, en quelque sorte, M. X refuse le système. Ce n'est pas tellement un agriculteur qu'un philosophe-agriculteur. Il se veut traditionnel plutôt qu'il ne l'est. Sans doute y a-t-il dans son comportement une part de nostalgie du passé : le porc qu'il tue pour son saloir, il le désire de la même qualité artisanale qu'il a connue dans son enfance. Son rythme de travail aux jours de pointe, l'été, il l'infléchit sur le modèle du temps de ses 20 ans. Les réussites financières parfois éclaboussantes de ses conscrits, sur sa commune, au lieu de l'inciter à progresser, le dégoutent. Nous voici aux antipodes de la rage de produire qui imprègne une partie du pays de Penthievre et de celui de Loudéac pourtant tout proche de Laurenan. L'agriculture française, et peut-être celle des Côtes-du-Nord en particulier, est bien une juxtaposition de pôles de décisions plus autonomes en réalité qu'on pourrait le croire.

Le refus catégorique de mettre le doigt dans l'engrenage du progrès n'est ni général, ni symptomatique du Mené. Mais il ajoute localement¹ ses effets au tableau des exploitations traditionnelles, qui sont telles parfois sans trop le vouloir.

- Une commune - Gomené : l'exemple du minimum.

A. Gomené au Conseil Municipal le plus jeune a 45 ans. Le maire a la cinquantaine passée. Agriculteur, sa ferme et sa mairie c'est tout comme : la ferme, un beau vieux bâtiment mal entretenu, avec un pigeonier qui va tomber en ruine, une cour encombrée de fagots et d'un vieux matériel ... la mairie, une construction de la fin du siècle dernier avec une salle principale dont le plancher est défoncé et la peinture indéfinissable.

Sa commune et son exploitation se ressemblent. L'exploitation couvre 15 hectares. Les enfants sont partis. Ils ne reviendront plus (ils apprennent bien). Sur les terres, il y a en 1975-76, 2 hectares d'avoine, 4 à

1 - Nous ne pouvons dire combien d'agriculteurs vivent selon cette philosophie dans le Mené. Cette tendance se retrouve ailleurs dans les Côtes-du-Nord, notamment dans un pays traditionnellement riche comme le Trégor. En gros cette philosophie est celle des "paysans travailleurs".

5 hectares d'orge ; le reste est en pâture et plantes sarclées - on ne sait pas au juste -. Depuis 1974 seulement un peu de maïs-fourrage a fait son apparition dans cette ferme, mais depuis plusieurs années dans d'autres fermes voisines.

Le cheptel comprend 14 laitières normandes croisées, attachées au pré, 4 ou 5 truies pour faire naître et engraisser les porcelets. L'exploitant vend à un commerçant particulier. Les veaux dont la chair est très goûtée sont achetés par des gens de Rennes ou ailleurs.

Sur la commune on dénombre 131 exploitations dont une quinzaine plus évoluées que celles du maire. Les exploitants sont généralement propriétaires. A Gomené, pas de G.A.E.C., plus de CUMA, encore 10 chevaux, des rendements moyens de 15 à 20 litres de lait par vache et par jour, et 10 fermes seulement inscrites au Centre de Gestion ... Les 2 400 hectares comprennent environ 1/3 d'incultes et landes.

La commune n'est pas remembrée. Elle n'adhère pas au Comité du Mené. Son budget est de 250 000 F ordinaire et supplémentaire. La voirie y pèse le plus lourd. L'adduction d'eau n'est pas terminée. Gomené a encore 647 habitants en 1975 (718 en 1968), une école de 3 classes (57 enfants) et quelques artisans : maçons, boulanger, boucher ; mais autrefois au lieu-dit "l'étaioir" se tenait un des grands marchés des toiles du Mené. En 1976 une douzaine d'ouvriers vont travailler chez Citroën tous les jours ; leurs femmes gardent 2 ou 3 vaches.

La pression sur le foncier est grande, non pas du fait de gens de l'extérieur, mais parce qu'il y a encore beaucoup de monde sur la commune, et que les terres valables sont peu étendues. Parmi les chefs d'exploitation, on remarque cependant une poignée de jeunes - 25-30 peut-être - décidés à rester à la terre et qui se sont lancés dans l'élevage industriel des porcs ou des taurillons. Fils des cultivateurs en place et profondément enracinés, ils représentent une tendance très nouvelle dans ce milieu traditionnel. Ils se situent d'ailleurs essentiellement sur la zone plane du territoire communal, sur les meilleures terres. Ils travaillent soit avec la COOPERL de Lamballe, soit avec Loudéac ou le Morbihan. Comme les ex-

exploitants qui produisent le lait et qui livrent soit à Préal, soit à la COOPALL, ces éleveurs plus modernes sont sollicités par des organismes et des firmes venus d'horizons opposés. C'est vraiment de l'extérieur que le renouveau arrive timidement à Gomené.

Sans doute les quelques jeunes agriculteurs qui établissent leur train en ce moment ne sont-ils pas tout à fait satisfaits de la situation présente. Mais l'impression d'ensemble que donne Gomené en 1976 est bien celle de la somnolence, de la satisfaction qui n'ose s'avouer, de la résignation presque heureuse, tranquille en tout cas, à l'image de son maire paisible, peu exigeant et qui reçoit ses invités en retard parce qu'il avait un veau à tuer et dépecer pour le congélateur. Le maire chasse. Les jeunes ont un terrain de football (seul équipement de loisir de la commune). Le pays est beau : le maire sait que sa commune offre des sites charmants ou remarquables et plusieurs manoirs. Mais qu'importe ! ou plutôt que tout cela reste bien à l'écart de la route à quatre voies. Les anciennes fermes en beau granit du pays, transformées en résidences secondaires, sont déjà trop nombreuses. Gomené ne veut pas changer.

Le Mené en retard dans l'ensemble de l'aménagement de ses structures.

Le retard du Mené que nous venons de percevoir à deux niveaux, à travers la description d'une exploitation et celle d'une commune, ce retard constitue une donnée fondamentale du pays. Le Mené est d'abord un pays à l'écart et donc en marge. Il illustre, en réduction, la position traditionnelle de l'Ouest armoricain¹. Les grands axes de la circulation le délaissent². Depuis 1972 la route portée à quatre voies sur quelques kilomètres dans le cadre du Plan Routier Breton le traverse dans sa partie Sud, déportant un peu plus encore le trafic, du cœur de la "montagne" sur ses marges. Pour

-
- 1 - Voir CHARRE (J. -O.), "L'espace dans le territoire français, morcellement et vacuité", Centre de recherche d'urbanisme, octobre 1973, 181 p. + annexes ; voir spécialement le chapitre sur les "Seuils dynamiques majeurs" de la première partie : "Le morcellement de l'espace" où les "étoiles routières circulatoires" brillent loin de l'Ouest.
 - 2 - HOUEE (P.), "Développement et coopération...", op.cit. Pour la période 1945-60, P. Houée avait montré ce décalage dans l'équipement d'ensemble et dans l'équipement individuel du Mené.

accéder au centre du pays il faut donc quitter cet axe et cheminer à la recherche de la petite ville capitale. Mais quelle est cette capitale ? Certes pas Merdrignac, encore que ce bourg soit véritablement la porte du Mené. Pour qui lit la presse et les aventures de la pollution industrielle qu'elle relate, serait-ce Collinée, commune devenue industrielle, chef-lieu de canton ? Dans l'esprit des gens, ce serait plutôt Plessala, où le sentiment du pays est le plus vif. On ne songe guère à Plouguenast, l'autre chef-lieu de canton, en perte de vitesse sur tous les plans, démographique (1 943 habitants en 1968 ; 1 865 habitants en 1975)¹, économique. Il ne s'agit pas d'ailleurs de Moncontour, physiquement du Mené, sur son rebord de plateau qui domine le bas pays de Saint-Brieuc.

Le Mené a pâti jusqu'à présent des découpages multiples dont il est l'objet. Du point de vue administratif, il appartient à deux arrondissements. Il comprend deux cantons en entier et des morceaux de trois autres. Il est subdivisé en circonscriptions qui se chevauchent en ce qui concerne les impôts et les perceptions - qui n'ont pas le même regroupement territorial -, la conservation des hypothèques, les éditions d'Ouest-France, les circonscriptions coopératives, les centres de secours et les zones hospitalières - qui ne se recoupent pas complètement non plus - les subdivisions de la D.D. les districts scolaires, les circonscriptions de l'E.D.F. -G.D.F., les zones de démographie et d'emploi ... Certes, quelques uns de ces nombreux partages se rejoignent mais leur grande variété contribue plutôt à paralyser la vie de relation.

Le fait qu'il n'y ait pas eu vraiment de ville-centre dans le Mené et toute sorte de découpages expliquent peut-être le retard dans l'aménagement des structures jusqu'à aujourd'hui.

Le Mené en retard : au niveau général des structures agricoles.

Le retard du Mené en ce qui concerne les structures de l'activité agricole pourrait être démontré de bien des façons. Prenons seulement deux secteurs à titre d'exemples : celui du remembrement, celui de l'adduc-

1 - Sans les doubles-comptes.

tion d'eau, secteurs les plus probants. Nous aurions pu y ajouter celui de l'habitat tout aussi significatif.

STRUCTURES AGRICOLES DU MENE (23 communes)

(R. G. A. 1970)

I - Répartition des exploitations selon la taille (S.A. utilisée).

HA	moins de 1	1 à 5	5-10	10-15	15-20	20-30	30-40	Plus de 50	TOTAL
Nombre	127	696	626	660	605	512	116	7	3 349
%	3,8	20,8	18,7	19,7	18	15,3	3,5	0,2	100
	2 109				1 117		123		3 349
	63 %				33,3 %		3,7 %		100

II - Répartition de la S.A. Utilisée dans les expl. classées selon la taille.

Nombre	86	1 873	4 731	8 223	10 506	12 129	4 116	416	42 080
%	0,2	4,7	11,3	19,5	25	28,8	9,7	1	100
	14 913				22 635		4 352		42 080
	35,5 %				53,8 %		10,7 %		100

Tableau n° 30.

Le remembrement n'a commencé là qu'en 1966. Il y avait à cette date 3 communes en cours de travaux sur les 21 que couvre le Comité d'expansion du Mené : Plessala, parce que tout commence toujours à Plessala, Le Gouray et Illifaut. Les gros bourgs de Moncontour, Plémet, Plénée-Jugon ou Merdrignac, la petite ville industrielle de Collinée ne se sentaient guère concernées, comme si les progrès techniques n'étaient faits que pour les plus défavorisés ou les enragés (Plessala). Dans les deux cas, il est vrai, les actifs agricoles représentaient en 1968 plus de 70 % de la population active mais, Merdrignac et Collinée mis à part, cela était chose normale dans le Mené alors.

Depuis 1970 le remembrement est demandé avec insistance, en partie sous l'action du C.E. M. et les travaux y ont pris la tournure assez originale de remembrement-aménagement.

Le retard du Mené concernant l'adduction d'eau paraît flagrant sur une carte de l'ensemble du département. C'est dans le Mené que la desserte en eau potable par un réseau public est encore la plus ténue. Cependant cette espèce de château d'eau que représente le pays n'a sans doute pas autant souffert du handicap qu'on pourrait le croire. En effet, à l'origine des bassins hydrographiques du Lié, du Gouessant, de l'Arguenon, de la Rance, du Meu, de l'Yvel et du Ninian qui se répartissent en trois départements, le Mené connaît plutôt un excès d'eau que la pénurie. Mais l'utilisation de cette eau pour les hommes et les bêtes passait par celle des puits.

Il n'est donc pas étonnant que les crédits les plus importants de la Rénovation rurale aient été affectés à l'adduction d'eau (1 800 000 F entre 1971 et 1975 sur les 4 642 672 qui sont revenus au Mené pendant cette période).

II - L'ACTION CONCRETE PONCTUELLE : UN EXEMPLE, CELUI DE L'INDUSTRIE DE L'ABATTAGE A COLLINÉE : L'AFFAIRE GILLES.

- L'origine de l'affaire et son développement.

C'est en 1951 qu'A. Gilles a repris la tuerie de son père au bourg de Collinée¹. A partir de ce moment il développe son activité d'abattage de porcs et d'expédition en vif. En 1955, il construit un abattoir industriel. En 1965, la S.A. André Gilles est constituée pour un secteur bovin. Dès ce moment-là Gilles apparaît comme le "sauveur du Mené"². En 1968 l'affaire personnelle et la S.A. fusionnent, la société demeurant largement une affaire familiale entre sœur, beau-frère... Le P.D.G. possède 98 % des actions.

1 - SEBILLE (A.), "L'industrie de l'abattage en Bretagne", m. de m., Université de Haute-Bretagne, 1974.

2 - Le Monde, article du 29-7-1972.

En 1969 une nouvelle chaîne d'abattage de bovins et une unité de découpe et charcuterie (prévue pour 10 000 t.) entrent en service. En même temps une succursale est installée à Rungis. Le développement considérable du tonnage traité par la chaîne pour bovins fait monter le tonnage total de l'abattoir à plus de 20 000 t. dès 1972. En 1976 ce sont 8 000 porcs par semaine, 800 gros bovins et 500 veaux qui sont amenés à l'usine. En 1975 le chiffre d'affaires a été de 350 000 000 F.

L'originalité des abattoirs Gilles réside en partie dans le traitement des sous-produits. Si le suif liquide et le saindoux sont vendus en vrac par camion de 20 t., les os sont broyés pour donner de la farine, aliment pour le bétail ; et surtout le sang est séché, réduit en poudre. Depuis 1970-71 un "tour de sang" récupère donc le sang atomisé, pasteurisé, défibriné, stocké en sac, alors que presque partout ailleurs celui-ci est perdu.

Cette récupération du sang nécessite des mesures spéciales au cours de l'abattage : prélèvement à la sonde qui devrait éviter en partie la pollution des rivières. La poudre de sang de bœuf est utilisée pour le collage du bois et en eunologie. Il n'y a pas de problèmes d'écoulement du produit.

- L'approvisionnement.

La zone d'approvisionnement de l'usine Gilles a évolué avec le propre développement de celle-ci. D'abord très locale elle s'est étendue à l'intérieur du département des Côtes-du-Nord. Depuis 1973, sa dimension est à l'échelle du marché au cadran de Lamballe. 90 % de l'approvisionnement en porcs se fait ainsi par le cadran. Gilles achète 45 % (en 1976) au marché au cadran des Côtes-du-Nord. Pour les bœufs, Gilles se pourvoit par contrat avec les coopératives, pour 40 % (en 1976), et aux divers marchés de la région : Fougères, Châteaubourg et d'autres plus modestes, voire carrément à la ferme.

Les veaux sont fournis dans le cadre de contrats également mais selon des règles plus complexes que pour la production des gros bovins : l'usine achète les veaux très jeunes et les place chez les éleveurs pour obtenir des individus de 100 à 120 kg. Une société d'aliment du bétail et des

coopératives interfèrent dans ces circuits de production mais le rayon de production n'excède pas une quarantaine de kilomètres autour de Collinée. L'approvisionnement demeure donc relativement local et tout au plus régional.

- L'écoulement de la marchandise.

Les marchés d'écoulement, par contre, dépassent largement ce cadre. Là aussi il faut distinguer les catégories de viande. Les porcs sont vendus soit entiers à des charcutiers artisans de la région de Saint-Brieuc ou à des salaisonniers disséminés dans toute la France : Tours, Bordeaux, Lyon, Marseille ... ; soit transformés en produits finis sur place, mais seulement dans la proportion de 15 %. En fait l'usine se charge uniquement de travailler les morceaux qui se vendent mal. Sans doute serait-il plus rentable d'élaborer davantage la production de l'abattoir. Mais cela nécessiterait des investissements auxquels la priorité n'a pas été donnée jusque là à Collinée.

L'écoulement de la viande bovine pose des problèmes plus difficiles parce qu'ils dépassent le cadre de toute l'entreprise. Les quartiers avants des bêtes sont exportés vers la République Fédérale Allemande, la Yougoslavie, la Grèce, la Roumanie, la Bulgarie ou la Grande-Bretagne. Les quartiers arrières sont vendus essentiellement dans l'Est : à Metz ou Strasbourg, ou aux grandes surfaces et grossistes par l'intermédiaire du télex, à Rungis. Outre ces problèmes internes - d'approvisionnement et de débouchés - le développement de l'abattoir a connu et connaît encore des problèmes qui lui sont à la fois propres et extérieurs : ceux de la main-d'œuvre et ceux de la pollution.

- La main-d'œuvre.

Le complexe industriel que nous décrivons est venu s'enkyster dans un milieu tout agricole au départ. Son dynamisme interne est venu bouleverser l'environnement humain et naturel.

Les 350 employés de l'abattoir sont issus des alentours. D'abord ils sont venus du bourg et de la commune de Collinée. Aujourd'hui ils accourent pour l'essentiel, dans un rayon de 10 kilomètres au maximum. Mais les 4

Turcs et les 8 Maliens qui entrèrent à l'usine en 1975 posent le problème du bassin de main-d'œuvre. En fait la question est davantage celle de la qualification que celle du nombre des ouvriers.

Certes, l'évolution démographique entre les deux derniers recensements, celui de 1968 et celui de 1975, est négative dans l'ensemble du "pays" de Loudéac qui a perdu 20 habitants mais cette évolution est la moins défavorable parmi les pays dont l'évolution est la moins bonne. Ramenée en pourcentage annuel elle n'est que de moins 0,005. A l'intérieur de la zone du Mené, la ville de Collinée offre l'exemple rare d'une augmentation de population totale, au détriment d'ailleurs des bourgs voisins.

Ce dont les abattoirs de Collinée risquent de manquer c'est d'une main-d'œuvre hautement spécialisée. Jusque-là la formation s'est faite sur le tas. La rénovation de la chaîne des porcs programmée pour 1976-77 va exiger des ouvrières plus qualifiées qui ne pourront venir, dans les conditions de l'environnement technique et scolaire du Mené, que de l'extérieur.

Le deuxième problème qui tenaille l'entreprise Gilles est celui de la pollution. Déjà condamné plusieurs fois pour pollution grave de la Rance entre 1970 et 1974 à la prison, à verser des amendes, dommages et intérêts, le P.D.G. a été effectivement incarcéré en 1976. Mais le "sauveur du Mené" principal pourvoyeur d'emplois du pays avait été soutenu en 1972 par ses ouvriers (dont 50 avaient reçus un pré-avis de licenciement et 150 autres menacés d'autant). Il le fut encore en 1976, mais sans succès¹.

Cette question de la pollution est au cœur de tout. En effet, elle est liée non seulement à l'existence de la petite usine - ce qui va de soi -, au fonctionnement de celle-ci, mais aussi en quelque sorte à la philosophie de l'entreprise. La personnalité dynamique qui a créé l'affaire et lui a donné une dimension exceptionnelle, l'a intégrée au milieu local, cet espèce de meneur d'hommes et de pays s'est identifié au Mené au point de confondre ses intérêts et ceux des alentours. Cette atmosphère avait été bien rendue lors de la visite des délégués de Bruxelles dans le Mené. Des pancartes accueillantes

1 - Jusqu'alors (mai 1976).

avaient fait la fête aux représentants de l'Europe qui allaient aider le Mené, le "sauver". De fait, des subventions¹ s'en suivirent. Gilles, c'était bien l'"Europe" et donc bien le Mené et ses hommes.

Mais depuis cette phase², la conscience collective du Mené a évolué. Il n'est pas certain que la réussite Gilles soit ressentie maintenant comme celle du Mené, pour la raison que l'entreprise demeure la propriété d'une famille. L'entente familière des employés et ouvriers de la première heure avec le camarade-patron, ne semble pas complètement au goût des plus jeunes qui n'ont pas participé aux efforts du début. La question de la pollution n'est que le révélateur, important il est vrai, d'une conception de profit de l'entreprise, conception que rejettent certains milieux agricoles, nous l'avons vu, dont sont issus les ouvriers de Gilles.

Quoiqu'il en soit Gilles a redonné vie au Mené. C'est là un bel exemple de développement endogène, dans l'argot profond, après des décennies de léthargie industrielle. L'autre originalité de ce développement, c'est son manque de lien avec le développement agricole local auquel il n'a pas succédé et sur lequel il commence seulement à avoir un effet d'entraînement. La première porcherie industrielle à moins de 15 km de Collinée date de 1975 seulement.

Le phénomène Gilles à Collinée³ confirme la géographie des pôles de

1 - Voir tableau des fonds de la Rénovation Rurale.

2 - Mais y a-t-il eu une première phase ? Une enquête sociologique approfondie le montrerait-elle ? Nous le croyons volontiers.

3 - Notes sur l'entreprise Gilles en 1977 : Personnel : 358 personnes - 212 hommes (59,2 %) et 146 femmes (40,8 %). La pyramide des âges du personnel ouvrier a une base relativement jeune : 37 % des hommes et 53,4 % des femmes ont moins de 30 ans. Cela est dû en partie au fait que l'embauche a été forte ces dernières années et que 35 % du personnel a moins de 20 ans au moment de l'embauche. Le personnel femme jeune est célibataire à 75 %, se marie à 22-23 ans et quitte dès la première naissance. Le personnel d'encadrement est âgé (âge moyen : 48 ans, contre 34 pour le personnel ouvrier) mais il ne représente que 3,3 % du personnel total. La rotation du personnel n'est pas importante. La raison pour laquelle on quitte l'usine le plus souvent inscrite au fichier est la maternité. L'aire de recrutement est celui de 12 communes pour l'essentiel, et de 32 pour le total. Le rayon du cercle principal est de 10 km autour de Collinée. 57 % du personnel vient du Mené. Parmi les migrants définitifs vers Collinée, 50 % sortent de ce pays. Les migrations pendulaires concernent 3 ouvriers sur 4 et se répartissent comme suit : 65 % du personnel habite dans un rayon de 5 km ; 23 % dans un rayon de 5 à 10 km ; 7 % dans un rayon de 10 à 20 km ; 3,5 % dans un rayon de 20 à 30 km ; 0,5 % dans un rayon de plus de 40 km.

développement qui éclosent dans les Côtes-du-Nord çà et là et qui bouleversent les notions traditionnelles d'armor et d'argoad, de pays gallo et de pays bretonnant

III - LE COMITE DU MENE.

1) Sa mise en place et son cheminement jusqu'à la formation du P.A.R.

C'est le fait et la conscience d'un retard réel dans la petite région montagnaise des landes du Mené, où le Bel Air culmine à 340 mètres, qui avaient amené un sociologue rural, originaire de l'endroit, à consacrer sa thèse à ce pays¹. Entre 1960 et 1965, sous l'impulsion de ce fervent chercheur frappé par l'état de dénuement et l'apathie du Mené, résultat d'une longue période d'affaiblissement et de dépopulation, se tiennent des réunions, ont lieu des débats. Une certaine sensibilisation s'opère alors. Peu à peu circule un slogan : "Le Mené, un pays qui ne veut pas mourir". Cette phase d'effervescence aboutit le 12 août 1965 à la création du Comité d'Expansion du Mené. De 1965 à 1966 le C.E.M. s'étend à 12 communes. L'association "Mené-Jeunesse" bénéficie d'une certaine adhésion de la population, et le C.E.M. obtient reconnaissance officielle.

De 1966 à 1969 sortent de micro-réalisations, dans le cadre de commissions de travail, en relation avec les organisations préfectorales établies. Puis, à cette phase de relatif enthousiasme succède le scepticisme et l'atténisme. Avec 1970 le C.E.M. retrouve de l'élan. Son équipe d'animation passe de 2 à 3. Un S.I.V.O.M. de 2 communes (sur les 16 adhérant alors au Comité) se crée. La Rénovation Rurale donne son appui. En 1972-73 la collaboration s'établit avec l'Association pour le développement de la Région de Pontivy : l'A.D.E.R. et avec les autres "pays" de Bretagne, sous le patronage de la Rénovation Rurale et du C.E.L.I.B. Un deuxième S.I.V.O.M. est créé. Après une seconde phase critique, un renouveau du C.E.M. s'esquisse. Le Comité d'Expansion des Côtes-du-Nord vient lui donner sa caution et la Fédération des Pays de Bretagne, créé en 1975, épaula dès lors les organismes locaux

.../... N.B. - En 1977, l'affaire connaît de grosses difficultés financières (de trésorerie).

1 - HOUEE (P.), "Développement et coopération ...", op.cit.

comme lui.

En 1975 l'obtention du P.A.R. (Plan d'Aménagement Rural) consacre en quelque sorte l'existence et l'action du C.E.M.

2) Ses objectifs et son bilan de dix années d'existence.

Ainsi le C.E.M. a maintenant plus de dix ans d'existence. Avec des hauts et des bas, des moments d'enthousiasme et des passages à vide, il s'est maintenu, développé. Ses moyens expliquent en partie ses phases difficiles ; son esprit et l'originalité relative de ses objectifs, ses périodes d'euphories et la crédibilité de ses réalisations.

- Les moyens du C.E.M.

Les moyens sont de trois sortes : les hommes, la structure et le financement.

Les moyens en hommes sont difficiles à préciser : ils comprennent des éléments locaux : conseillers municipaux, S.I.V.O.M., représentants des organismes professionnels, associations communales ... toutes et tous plus ou moins actifs, participants, engagés. Les éléments départementaux et régionaux sont parfois encore moins partie prenante que les précédents, selon le moment et les personnalités : ce sont le Conseil Général et le Comité d'expansion des Côtes-du-Nord, les administrations et organisations départementales et régionales dont le C.E.L.I.B., jusqu'en 1974, et l'Etablissement Public Régional depuis 1974, et les autres comités de pays. Selon l'heure, tel ou tel de ces membres plus ou moins intéressé par le C.E.M. apporte à ce dernier un soutien, matériel ou moral, plus ou moins efficace. Au sens strict, le C.E.M. comporte - en 1976 - trois permanents.

La structure du C.E.M. conditionne en partie son action. Il s'agit d'une association de type 1901 dont le but avoué est "la recherche et l'animation de toute action favorable au développement global de la région du Mené, envisagé sous ses aspects complémentaires et inséparables : économique, sociologique, culturel". En fait, le fonctionnement s'est opéré, de 1966 à 1969, au sein de commissions de travail et du conseil d'administration où siègent maires et conseillers généraux. Depuis 1969 la réorganisation du conseil

d'administration a abouti à une plus grande précision de la définition et des rôles de ses différents membres : les membres de droit (tels les maires), délégués des commissions de travail, représentants des organisations socio-professionnelles et les membres consultatifs : administrations départementales.

Le moyen principal d'action du C.E.M. réside, bien sûr, dans son financement. Les ressources proviennent des collectivités locales à raison de 2,5 F¹ par habitant et par an ; du Conseil Général (20 000 F en 1975) et des contrats d'études avec les différents ministères : soit par exemple en 1975 :

15 000 F du Ministère de l'Agriculture,

30 000 F du Ministère de la Qualité de la vie,

20 000 F du Secrétariat de la Jeunesse et des Sports.

Des subventions du F.I.C. (Fonds d'Intervention Culturel) et de la Rénovation Rurale peuvent s'ajouter à ces ressources. L'ennui vient de ce que le C.E.M. n'est pas assuré de cet argent. Il vit, matériellement, au jour le jour, et cela représente un handicap réel.

En résumé, les moyens d'existence et d'action du C.E.M. se sont précisés au cours de ses dix ans d'exercice, mais ils restent empreints d'un certain flou et de précarité.

- Les objectifs et l'esprit du C.E.M.

La force du C.E.M. réside plus dans ses objectifs et son esprit que dans son fonctionnement matériel. Dès le départ, le C.E.M. a prêché un "développement global et endogène" auquel devaient participer les populations locales et les services compétents. De façon plus précise, les objectifs se situaient à des niveaux que l'on retrouve partout : agricole, artisanal et touristique. Mais l'esprit de concertation à l'échelon local et la volonté d'un progrès systématique des structures dans lesquels le C.E.M. envisageait son action ont donné tout de suite un tour assez original à cette action.

1 - La somme peut paraître faible. Elle explique pourtant que certaines communes se sont retirées du C.E.M.

CREDITS RENOVATION RURALE OBTENUS ENTRE 1971 et 1975 POUR LE MENE

Bénéficiaires	Tourisme et cadre de vie	Equipe- ments sportifs	Zones Artis.	Assainis.	Adduction d'eau	Voirie et réseaux divers	Tél.	Anima- tion	TOTAL
Collinée	14 000	24 000	-	-	-	-	-	-	38 000
Illifaut	-	63 200	-	-	-	-	-	-	63 200
Merdrignac	59 500	336 640	105 000	420 000	-	300 000	-	-	1221 400
Plémet	60 000	287 200	51 000	-	-	56 000	-	-	454 200
Plénée-Jugon	-	320 000	-	-	-	-	-	-	320 000
Plessala	-	-	51 000	-	-	-	-	-	51 000
Saint-Gilles	-	16 000	-	-	-	-	-	-	16 000
Saint-Glen	15 000	35 200	-	-	-	-	-	-	50 200
Saint-Gouéno	60 000	43 300	-	-	-	-	-	-	103 300
Saint-Jacut	-	21 600	-	-	-	-	-	-	21 600
Saint-Vran	85 000	28 400	-	-	-	-	-	-	113 400
Trébry	-	-	-	-	-	-	193 000	-	193 000
SIVOM du Mené	21 250	-	-	28 050	-	-	-	-	49 300
Ensemble de la région	55 000	-	-	-	1 800 000	-	-	93 332	1948 332
TOTAL	369 750	1175 540	207 000	448 050	1 800 000	356 000	193 000	93 332	4642 672

Tableau n° 31.

Sources : Rénovation Rurale.

La concertation a été systématiquement suscitée, encouragée, épaulée par le C.E.M. Les habitants ont pris l'habitude de se rencontrer entre eux, entre gens d'une même commune ou de communes voisines, et entre gens de même métier.

Le souci de l'amélioration des structures a porté sur des actions considérées comme primordiales. Ainsi priorité a été donnée au remembrement. Le C.E.M. en a provoqué l'accélération en en répandant l'idée parmi les exploitants et en obtenant des crédits supplémentaires auprès de la Rénovation Rurale. Le bilan est le suivant en 1976 :

- 5 communes ont terminé remembrement et travaux connexes,
- 4 communes ont terminé remembrement et sont en cours de travaux connexes,
- 4 communes sont en cours de réalisation de remembrement,
- 5 communes ont demandé le remembrement.

Ce remembrement, le C.E.M. essaie de le concevoir et de le faire réaliser dans un esprit d'aménagement d'ensemble. Déjà en 1964-65 cette façon de voir avait été discutée et adoptée de conserve avec la Direction Départementale de l'Agriculture.

Des communes jouissent donc aujourd'hui d'une certaine maîtrise foncière en vue de l'équipement de zones artisanales, de lotissements, et en fait de sites et loisirs, de protection de la nature. C'était avant le remaniement des textes officiels qui concernent le remembrement - en 1975 - la nouvelle manière de concevoir l'aménagement.

En ce qui concerne l'organisation économique, le C.E.M. avait songé à provoquer le regroupement des producteurs du Mené. Mais l'efficacité des groupements de Lamballe, Loudéac et Broons s'est avérée trop grande pour permettre la formation d'une entité propre au Mené. Le Comité s'est donc contenté d'encourager l'intensification de l'élevage (voir les résultats dans le tableau récapitulatif de l'action du C.E.M.).

C'est dans le domaine de l'artisanat que le C.E.M. a eu jusqu'à maintenant les interventions les plus efficaces. Partant toujours de ces deux mêmes constatations fondamentales : la dépopulation d'une part, et la tradition industrielle d'autre part, le Comité a raisonné en terme d'emplois à créer pour retenir la population : 1 000 emplois à créer en 10 ans. Sans renoncer

tout à fait à attirer des entreprises de l'extérieur solides, comme c'est le cas pour le granit par exemple, il s'est agi surtout de consolider les activités existantes. Pour cela fonctionne une "Association des Artisans et commerçants du Mené" fondée en 1971 avec l'appui de la Rénovation Rurale qui comptait 30 adhérents en 1971, 52 en 1973 et 64 en 1975. Deux employés permanents - 3 en 1976 - se chargent de surveiller la comptabilité et de la gestion des entreprises. Plus de 200 artisans ou commerçants ont bénéficié de cours de comptabilité et gestion grâce à la Chambre de Commerce et des Métiers de Saint-Brieuc, par l'intermédiaire de l'association. A la foire départementale on pouvait visiter en 1975 un "village du Mené", réalisation modeste mais vivante.

Dans un autre domaine l'action du C.E.M. en ce qui concerne le tourisme a plutôt péché par excès : 200 jeunes ont participé à des chantiers de jeunes volontaires en 1966, 430 en 1967, 1 300 en 1968 mais seulement 200 en 1969 et 225 en 1971 car ces interventions ont sans doute été trop fortes, trop massives pour être intégrées par le milieu rural ambiant. Par contre les chantiers d'études (pour les élèves architectes, paysagistes ...) ont fourni les éléments pour un schéma d'aménagement touristique soumis aux responsables du Mené en 1969. Les réalisations (par contre) sont modestes, en dehors de quelque^séquipement^s de loisirs et d'hébergement et de l'inventaire des richesses touristiques et d'expositions itinérantes.

Le tableau des objectifs et des actions du Comité du Mené peut paraître léger, de peu d'importance. Il fait pourtant ressortir une action modeste mais réelle, ponctuelle mais solide, aussi productrice qu'humaniste.

Le Comité du Mené est sans doute un des plus solides, des plus réalisateurs de Bretagne. Il contribue selon sa devise à la renaissance des "pays qui ne veulent pas mourir". Nous donnons maintenant un exemple de cette action dans le cadre d'une commune.

OBJECTIFS ET ACTIONS DU COMITE DU MENE : 1965 - 1975.

	Actions retenues	Effectivement
Agriculture	-Accélérer le remembrement -Passer du remembrement agricole à l'aménagement global et écologique. -Restructurer exploitations (avec aide de la S.B.A.F.E.R) -Intensifier élevage.	-13 communes remembrées ou en cours en 1976. -Aide à la maîtrise foncière des collectivités. -Superficie moyenne des exploitations passée de 9 ha 55 à 13 ha 2 S.A.U. -Bovins passés de 22 000 à 37 000 têtes. -Porcs passés de 17 000 à 90 000.
Artisanat	-Créer des zones artisanales.	-Agrandissement des entreprises agro-alimentaires et de coopératives artisanales d'environ 600 emplois -Formation de 200 artisans et commerçants. -Création de 3 zones artisanales achevées (+ 3 autres en cours en 1976).
Tourisme	-Réaliser des actions symboliques ou ponctuelles des chantiers de jeunes. -Editer des dépliants - des calendriers de pêches ...	-Ont eu lieu des expositions. -Ont été faits des balisages. -Le flux du tourisme a augmenté. -Ont été créés des gîtes ruraux, campings et réalisés des aménagements bourgs. (mais pas de schéma d'aménagement).
Action sociale	-Développer l'animation sociale	-3 foyers-logements réalisés pour les personnes âgées. -Aides ménagères à domicile. -Clubs du 3e âge.
Action culturelle	- Soutien aux enseignants.	-Une vie associative s'est développée. -11 bulletins municipaux.
Collectivités	-Formation des élus	-2 S.I.V.O.M. créés. -obtention de subventions et du P.A.R. du Mené

Tableau n° 32.

3) Les réalisations du C.E.M. : Le Mené vu de Plessala ou Plessala : l'exemple du maximum.

L'œuvre qu'on a accomplie à Plessala est peut-être la plus belle réussite du Comité du Mené. L'action du maire y a démarré en même temps que le Comité se mettait en place, en même temps - en 1965 - et en accord complet avec lui. Plessala est toujours allée, jusqu'à ce jour, dans le même sens que le Comité, s'est accrochée à ce dernier de façon délibérée bien que géographiquement tournée vers Loudéac. La commune de Plessala, en effet, occupe la plus grande partie du bassin tectonique du même nom. Ses quelques 7 000 ha offrent des conditions d'exploitation plus favorables aux agriculteurs que dans le reste du Mené. Son climat est moins rude que celui des crêtes de Bel Air. Il est presque abrité. Mais la volonté de se déclarer partie prenante du Comité du Mené trouvait largement sa justification dans la constatation de départ, à savoir une dépopulation persistante et un état de langueur économique qui ne l'apparentait que trop au reste de la "montagne". Aujourd'hui (en 1976) avec ses 2 000 habitants, Plessala est plus vivante que son chef-lieu de canton, Plouguenast, qui, lui, a refusé d'entrer dans le Comité, tout comme Saint-Gouéno est plus vivante pour les mêmes raisons que Langast, petite commune qui lui est comparable par la surface et les aptitudes agricoles.

Au dernier recensement la bataille démographique a été presque gagnée puisque Plessala a perdu seulement 15 habitants passant de 2 071 habitants en 1962 à 2 023 en 1968 et 2 055 en 1975.

La municipalité s'est acharnée à faire porter ses efforts principalement en trois domaines qui ne sont pas originaux en eux-mêmes, mais dans lesquels le souci de l'efficacité a toujours été très grand et cela en collaboration étroite avec la population. Il s'agit des domaines de l'artisanat, de celui du troisième âge et de la construction, et de celui des équipements et du tourisme.

Le souci de l'artisanat se rattache au passé du Mené où l'activité industrielle, celle des forges et celle du textile avait été importante. Les réalisations se résument en l'établissement d'une zone artisanale et dans le bon fonctionnement d'une association d'artisans.

Une première tranche de zone artisanale avait été mise en place pour trois communes à la fois, avec l'aide du Commissariat à la Rénovation Rurale. Les huit lots de 2 000 m² qui se répartissent cette première tranche ont été vendus immédiatement, à des prix intéressants puisque les annuités (fixées à 1 040, 00 F en 1973) ne représentent plus guère aujourd'hui pour un chef d'entreprise que le montant de la facture d'une bonne fenêtre. De son côté, la mairie n'a fait que garantir l'emprunt de ces huit acheteurs. Dans le courant de 1976 la deuxième tranche est en cours d'équipement. Deux artisans y attendent leur tour. La troisième tranche est programmée.

L'association regroupe une soixantaine d'artisans sur les 250 que compte la commune. Elle a donné à ses membres le goût et l'habitude des adjudications. Elle a déjà obtenu les travaux du foyer de retraite de Plessala en cours de construction en 1976, les H.L.M. de Plessala et plusieurs autres chantiers ailleurs. Parmi les corps de métiers les plus actifs se trouvent les menuisiers et charpentiers. D'autre part le Comité du Mené et la municipalité ont incité à s'associer trois menuisiers entre eux, deux plâtriers, quatre maçons ... et à devenir ainsi autant d'entreprises solides, viables et de qualité. Une coopérative du bois existait déjà avant que le Comité n'entreprenne son action : ses 70 ouvriers - il y en a plus de 100 menuisiers à Plessala - spécialisés dans l'équipement intérieur des caravanes STAR ont pu résister à la crise en 1975-76 en réduisant le travail et les salaires de tous les membres, sans en licencier aucun.

L'association des artisans de Plessala apporte donc un soutien direct à ses membres et, d'autre part, elle anime tout le secteur artisanal de la commune, l'entraîne comme malgré lui, le fait connaître et rayonner. En écoutant Madame le Maire nous faire le portrait de ces artisans nous admirons la si jolie salle de réunions de sa mairie construite et décorée par ceux-ci : une vraie démonstration.

La seconde carte qu'ont jouée le Comité du Mené et la municipalité de Plessala en cette commune exemplaire est celle du troisième âge et des constructions pour le troisième âge et les autres. Le pourquoi en est simple

à comprendre : dans la contrée il y avait beaucoup de vieux et à peu près rien n'était fait pour eux matériellement et moralement. Cette situation était le fruit à la fois de la dépopulation et de l'amoindrissement économique. De plus, en un pays d'habitat dispersé les personnes âgées ressentent la solitude plus profondément qu'ailleurs. Depuis 1972 fonctionne un village de retraite comprenant 12 pavillons individuels et un collectif. L'ancien presbytère rénové fournira bientôt (fin 1976) 15 autres chambres et 32 logements disposés dans le jardin complèteront la bâtisse ainsi remaniée. Subventionnés normalement à 40 %, ces travaux de restauration ou construction ne grèvent pas le budget communal qui se contente d'avancer l'argent. Très vite même ces améliorations du patrimoine collectif deviennent rentables.

De son côté le logement des actifs ne requérait pas moins de soins. En 1975 la commune entame son troisième lotissement avec accession à la propriété sur 20 ans. Là aussi elle se contente d'avancer l'argent. Un projet plus original, mais sans doute trop neuf pour l'époque avait failli réussir. Il consistait à racheter, de la part de la commune, les quelques 150 bâtiments plus ou moins délabrés et abandonnés des différents villages, à les remettre en état en collaboration avec l'aide de l'Etat et à les louer à des jeunes ménages plessaliens ou à des gens de l'extérieur. L'idée de conserver ainsi un patrimoine, de créer un parc de logements et en même temps de donner une maîtrise collective à l'opération sera peut-être reprise un jour...

L'action morale en faveur des personnes âgées est difficile à apprécier. Cependant des actions tangibles en donnent la preuve : la salle commune de la maison de retraite a été décorée par des bonnes volontés. Une cheminée monumentale y a été dressée bénévolement. L'équipe d'un club des jeunes anime périodiquement la maison des Anciens. Madame le maire pouvait se passer de cette aide matérielle et de cette organisation gratuite des loisirs des personnes âgées mais elle a provoqué ce mixage des vieux et des jeunes et encouragé ces actes désintéressés.

Ainsi Plessala cherche à retenir sa population en lui gardant ou créant son emploi, en la logeant, en faisant, les deux à la fois, ou non, dans le cas où certains ne trouvent du travail malgré tout qu'à Loudéac. Et cela

se réalise dans un certain esprit.

Le troisième volet de l'action concertée de la commune de Plessala et du Comité du Mené est celui du tourisme et des équipements. Certes, cette action n'est pas originale, mais elle est menée avec conviction et dans le respect profond du cadre de vie, ce qui lui imprime une forte authenticité.

Nous terminerons ce tableau des réalisations de la commune de Plessala dans le Mené par les plus importantes, les plus fondamentales : les équipements de structures : remembrement et adduction d'eau.

Le remembrement des 5 125 ha a duré 10 ans. M me le Maire s'en félicite. Opération délicate en pays de bocage, qui a soulevé les passions et dont les conceptions techniques ont beaucoup évolué depuis 1960, le remembrement a comme mûri à Plessala. Il offre aujourd'hui un éventail des façons de procéder depuis 15 ans : section où les talus sont tous arasés, section où des talus sont conservés, section où un bassin versant a été aménagé ... Le bulletin hebdomadaire de la municipalité a présenté, expliqué, convaincu au fur et à mesure. Sans le bulletin, cela n'aurait pas été possible. A travers lui les idées sont passées, ont été discutées, corrigées, adoptées, les Plessaliens de Paris ont pu se faire à l'idée de ce remue-ménage du paysage de leur enfance, se préparer à en adopter les nouvelles lignes, sans traumatisme, sans trop de nostalgie. Les différentes associations de chasseurs, de pêcheurs ... ont pu faire de même, sur la place.

Les travaux connexes qui se terminent en 1976 sont donc accueillis sans heurt, sans histoire.

Le deuxième grand équipement collectif de Plessala touche l'adduction d'eau. L'alimentation déjà ancienne à partir des sources de Bel Air s'est révélée insuffisante dans les années 70 et surtout en 1974. Une seconde source a dû être captée dans le cadre d'un nouveau syndicat, celui de la Vieille Lande. Tous les écarts seront desservis à la fin de 1976. Une subvention du F.E.O.G.A., avec prêts-relais, a permis de faire face aux dépenses,

sans provoquer de perturbations dans le budget communal¹. Or à chaque fois qu'on alimente en eau un quartier, un permis de construire un atelier d'élevage est déposé dans l'année qui suit. Mettre l'adduction d'eau, c'est aussi retenir les gens et leur donner l'idée de l'établissement ou du développement d'une activité agricole.

Qu'il s'agisse d'équipement, de tourisme ou de mesure en faveur des personnes âgées, le but poursuivi est le même : retenir la population dans de bonnes conditions ou créer de bonnes conditions pour retenir la population, ce qui est tout un. Est-ce à dire qu'il n'y a pas d'ombre au tableau idyllique de Plessala ? Nous répondrons seulement que tout cela tient à la volonté de quelques uns qui forcent la nature des autres, les entraînent, les propulsent. Nous évoquerons aussi la jalousie perceptible chez certaines communes voisines. Nous dirons à nouveau, pour conclure, tout l'acharnement intelligent d'un maire et que dans les structures administratives, sociales et économiques actuelles cet échelon est primordial dans les Côtes-du-Nord com

1 -

LE BUDGET DE PLESSALA

BALANCE GENERALE Année 1976

Libellés	Votes du Conseil Municipal
<u>DEPENSES REELLES</u>	<u>2 313 870, 88</u>
Dépenses ordinaires totales	1 305 715, 36
Prélèvements pour dépenses extraordinaires	220 045, 11
Dépenses ordinaires réelles	1 085 670, 25
Dépenses extradrdinaires	1 228 200, 63
<u>RECETTES REELLES</u>	<u>2 313 870, 88</u>
Recettes extraordinaires totales	1 228 200, 63
Prélèvements sur recettes ordinaires	220 045, 11
Recettes extraordinaires réelles	1 008 155, 52
Recettes ordinaires	1 305 715, 36
<u>DEFICIT GLOBAL DE CLOTURE</u>	Néant
<u>EXCEDENT GLOBAL DE CLOTURE</u>	Néant

me partout en France. En se servant des subventions de toutes sortes, du F.E.O.G.A., des conditions courantes d'emprunt, en gérant sainement des finances modestes, après avoir bien compris ce qu'on peut tirer d'une tradition, une municipalité a finalement un pouvoir d'action considérable, le pouvoir tout simplement de faire vivre un groupe humain.

Les réalisations du C.E.M. : les actions d'ensemble et conclusion.

L'exemple de Plessala illustre l'action polyvalente du Comité du Mené. Il serait à replacer dans une optique d'ensemble. Nous pourrions donner une idée de cette optique en rappelant les choix du C.E.M. en ce qui concerne l'adduction d'eau ou les axes routiers. Nous avons évoqué les problèmes du réseau routier et ceux de l'adduction d'eau et les solutions que veut y apporter le C.E.M.¹.

Le retard dans le remembrement constitue également un handicap et le C.E.M. s'en préoccupe, en relation souvent avec l'aménagement des routes. Le Comité fait preuve en ce domaine d'une conception d'ensemble où entrent les préoccupations propres au remembrement mais aussi un souci de préserver le cadre naturel, l'accès collectif aux cours d'eau pour les éleveurs, leur entretien pour les pêcheurs ...².

L'action du Comité du Mené se situe donc au moins à deux niveaux : celui des communes et celui du "pays" dans son ensemble. Cette action reste cependant inégale. Tout dépend de la bonne volonté des habitants. La prise de conscience du "pays" est loin d'être homogène partout. L'action la plus importante du Comité est sans doute celle qu'on ne voit pas : l'éveil même de cette conscience dans un pays qui avait perdu son âme.

1 - 2 - Voir plus haut "Le Mené en retard dans l'ensemble de l'aménagement de ses structures".

Conclusion : Le Mené, le pays des Côtes-du-Nord le plus connu à l'extérieur serait-il le plus difficile à définir¹ ?

Avec son emblème, le soleil à 7 branches repris du culte du dieu Baal², le Mené a fait son tour de France, du moins celui des comités d'expansion. Dans un département où les points de vue sont rares, cette contrée offre pourtant une ligne de crête remarquable, car elle est d'abord, à l'évidence, une montagne : une ligne de hauteurs qui court de Merdrignac à Moncontour et qui se prolonge à l'Ouest. Elle n'est pas un pôle d'attraction mais bien plutôt un lieu d'éclatement, un ensemble de vallées, un faisceau divergent de cellules de vie qui regardent vers l'extérieur. En ce sens, ces hautes terres sont même l'inverse des pays de montagne qui, d'habitude, ont un cœur. On ne se sent bien du Mené qu'en quelques points : dans la petite ville de Collinée, sur le sommet de Bel Air ... Partout il est difficile de délimiter. L'hiver, venant de Lamballe, c'est la neige qui en fixe le terme, à Plénée Jugon ; plus précisément, l'agglomération se situe en bordure. En maints endroits, le Mené commence à mi-commune : sur la Prenessaye, sur Merdrignac ... Géographiquement, c'est un pays mal'aisé à localiser. La complexité du relief et de sa mise en place³ est en partie responsable de ce jeu de cache-cache.

Plus profondément, la raison de l'embarras de l'observateur vient d'ailleurs. Si aujourd'hui on se reconnaît volontiers du Mené, si ce sentiment d'appartenance est presque une fierté, il n'en a pas toujours été ainsi. Il y a moins de 10 ans encore, une sorte de honte, liée à la pauvreté, interdisait secrètement l'identification de cette "montagne" déshéritée, l'enveloppait de mystère. Le Mené est en effet avant tout résiduel. Il a tant perdu d'hommes⁴, tant sont partis et dans de si mauvaises conditions⁵ qu'il n'avait plus

-
- 1 - Outre la thèse de 3e Cycle de Paul HOUEE, "Développement et coopération en Bretagne Centrale" soutenue en 1965, thèse manuscrite, voir la revue "Armor magazine" notamment le n° 61 (19 février 1975) : l'article du même auteur, secrétaire général du Comité d'expansion du Mené.
 - 2 - C'est l'emblème du Comité d'expansion du Mené.
 - 3 - Voir plus haut, le chapitre sur la pédologie.
 - 4 - Voir plus haut l'étude démographique aux XIXe et XXe siècles.
 - 5 - Voir GOUBERT (J.P.), "Malades et médecins en Bretagne 1770-1790", Institut Armoricaïn de Recherches Historiques, Rennes, Imprimeries Réunies, Rennes 1974, 508 p. (voir spécialement les cartes de l'ouvrage pour les Côtes-du-Nord).

d'âme, plus de force¹.

Il a fallu que, au milieu du XXe siècle, la vie lui revienne de l'extérieur. De Loudéac d'abord. La vulgarisation agricole est remontée jusqu'à Plouguenast, jusque sur les pentes qui regardent au Sud. En ont profité Plessala, Saint-Gouéno, Saint-Gilles, en partie. Mais vers le Nord, rien n'est passé. Un peu plus tard, vers 1955-60, les groupements économiques, et non plus techniques, venant de Loudéac toujours, ont remonté les pentes, sans jamais pour autant passer la crête. Cette influence a été dominante jusque vers 1965. A ce moment-là, sous l'impulsion d'une équipe dynamique, le premier C.E.T.A. (Centre d'Etudes des Techniques Agricoles) de l'Ouest fondé en 1951, fait éclore réalisations et progrès à foison dont les plus remarquables ont été le Ridor (du nom d'un petit ruisseau qui coule dans le pays), la C. O. O. P. A. L. L. (Coopérative Laitière de Loudéac) et la Coopérative "Oust et Lié"².

A partir de 1964-65, des conflits de personnes mais aussi des choix économiques pressants - comme celui de l'adhésion à l'U. N. I. C. O. P. A. - ont fait éclater certains cadres de production mis en place quelque temps auparavant (comme le Ridor), et volatiliser l'esprit d'équipe. Il s'en est suivi un essoufflement de la génération liée à la petite région de Loudéac, à son style, à ses préoccupations.

Au même moment l'arrivée d'Olida à Loudéac, tout en mobilisant les activités agricoles, a vidé les campagnes d'un reste de main-d'œuvre disponible. C'est alors que l'influence créatrice du C.E.T.A. de Plumieux a été supplantée par le C.E.T.A. de la Hunaudaye, l'influence de Loudéac, par celle de Lamballe.

En 1966 la C. O. P. E. R. L. est créée, en 1964 le G. C. P. P. L. A partir des années 1968-69-70, Lamballe, débarrassée de Landerneau³, et

-
- 1 - Ses forces sont passées dans des réussites extérieures, personnalisées dans des entreprises familiales, à Saint-Brieuc notamment. Déjà dans le tableau politique de la France de l'Ouest, Siegfried signalait le phénomène : la famille PERRET.
 - 2 - Voir le chapitre sur les coopératives et les pôles de l'expansion.
 - 3 - BERGER (S.), "Les paysans contre la politique", éd. du Seuil, 1975, 341 p. Voir en particulier dans le chapitre V : "La démocratie syndicale et les conflits d'intérêt," p. 283 et suivantes.

jamais soumise à U.N.I.C.O.P.A., monte à l'assaut du Mené avec son modèle de production. Au modèle fourrager de Loudéac avec la déshydratation pour prolongement, Lamballe substitue le sien : le "modèle porc" et, à la limite, le "hors-sol". Mais comme celle de Loudéac, l'influence de Lamballe s'est arrêtée à la ligne de crête. En 1975 elle n'a pas encore effacé celle de Loudéac. Les communes de Saint-Gouéno et de Saint-Gilles demeurent les plus avancées au point de vue technique grâce à l'intervention de Loudéac.

Morphologique double, à deux versants, et avant tout ligne de séparation, le Mené géographique et économique se présente comme l'antithèse de l'unité physique et humaine qu'on reconnaît généralement à un pays. Le Mené qui est en train de naître, a un contenu plutôt sociologique. Le Mené volontariste est sorti du Comité d'expansion.

LE PAYS DE LOUDEAC

Introduction. Le paysage d'ensemble : aspects physiques.

C'est par le côté Ouest qu'il faut aborder le pays de Loudéac. Venant de Mur-de-Bretagne par la route N 164 bis, à une dizaine de kilomètres encore de Loudéac, juste avant de traverser la Rigole d'Hilvern, l'horizon offre une ligne subhorizontale en pente douce vers le Sud. La ville de Loudéac s'étire le long de ce trait, à peine au-dessus de lui, au centre du panorama.

En deçà on devine la coupure de l'Oust et, au-delà, on se rappelle celle du Lié, les deux principales rivières qui incisent le plateau de Loudéac soudé à celui dit de Rohan.

L'ensemble se situe en contre-bas du Mené dont il apparaît comme le prolongement de son bloc basculé. Le plateau de Loudéac dessine un triangle dont le sommet est tourné vers le Nord, proche d'Uzel.

La ville de Loudéac en occupe approximativement le centre, et la base se soude au Morbihan, sans rupture dans le paysage. En réalité, le plateau est fortement entaillé par un réseau hydrographique relativement dense, si bien que les zones sub-horizontales occupent des espaces réduits, localisés principalement en une bande Nord-Sud sur laquelle est située la ville de Loudéac¹.

L'uniformité lithologique de substrat qui se trouve entre 40 et 150 m de profondeur sur le plateau de Loudéac n'impose qu'une homogénéité pédologique toute relative.

La combinaison des données géologiques et de celles des altérations superficielles de la roche confère au plateau de Loudéac des aspects particuliers et des aptitudes variées qui ne se retrouvent guère en dehors de la peti-

1 - Voir PIHAN (J.), m. de m., Université de Haute-Bretagne, "Les sols de la commune de Loudéac", ronéoté, 1970.

te région dont Loudéac occupe le cœur et en constitue le plus gros morceau avec ses 8 000 hectares.

Un pays traditionnellement voué à la polyculture.

Jusqu'à une époque récente le pays de Loudéac ne faisait pas figure originale. Les ressources essentielles étaient tirées d'une polyculture à base de céréales, pommes de terre et plantes fourragères, en un assolement biennal rudimentaire, avec de longues jachères intermédiaires. Le blé noir a longtemps compté pour beaucoup. Un élevage extensif dans les bois et landes s'associait à ces cultures. On y menait les porcs à la glandaison. Allaient au pacage également les bovins et les chevaux¹.

Au XVIII^e siècle la multiplication des pommiers et au XIX^e siècle la généralisation de la culture de la pomme de terre avaient transformé le paysage², mais pas autant que les tentatives d'amélioration de l'agriculture à partir de la chaux de Cartravers en La Hormoye, à quelques kilomètres plus au Nord, ne le permettaient en ces derniers lieux. Au total au XIX^e siècle, et jusqu'au milieu du XX^e siècle, l'agriculture du plateau de Loudéac ne semble pas avoir été capable de nourrir sa population nombreuse, puisque les industries rurales, nées de la misère³, s'y sont accrochées tant que cela a été possible, jusqu'après 1850 en ce qui concerne les plus importantes, les "toiles de Bretagne", dont Loudéac était le centre de fabrication.

L'ampleur du dépérissement démographique qui a suivi le déclin de ces ressources industrielles du milieu rural a laissé ce pays d'agriculture médiocre dans un état de somnolence qu'illustrait sa petite capitale de

1 - Nous ne sommes guère aidé dans notre connaissance de cette agriculture traditionnelle que par la thèse de GAUTIER (M.), "La Bretagne centrale ...". Curieusement, la vie agricole du plateau de Loudéac-Rohan n'a fait l'objet d'aucun mémoire d'études supérieures pendant des années (avant 1970).

2 - GAUTIER (M.), op. cit., p. 218-219.

3 - Selon l'expression de GAUTIER (M.), op. cit.

2 801 habitants en 1946, l'année de son minimum de population.

Le rôle moteur dans le développement du pays de Loudéac : la ville ou la campagne¹.

Nous avons été amené à centrer visuellement la présentation du pays de Loudéac sur la ville. Qu'en est-il réellement de ce rôle de l'ancienne sous-préfecture par rapport à son enveloppe rurale ? Certes, aujourd'hui Loudéac est une ville qui se développe. Mais ce développement a-t-il entraîné celui des campagnes, ou sont-ce les ruraux qui ont ressuscité leur chef-lieu de canton ? D'emblée nous avons affirmé, dans notre introduction aux pays le rôle premier de la campagne de Loudéac par rapport à celui de la petite ville. Il ne s'agit pas maintenant de mettre en doute cette affirmation. Mais peut-être convient-il de mieux l'expliquer pour saisir la primauté du rural sur l'urbain² ? A l'intérieur du C.E.T.A. de Loudéac les initiateurs appartenaient bien à la terre, y plongeaient bien par des racines profondes. C'est parce que le C.E.T.A. a concrétisé la révolution fourragère, et ainsi provoqué l'intensification de la production animale que Duquesne-Purina s'est implanté à Loudéac. Le dynamisme de la région est bien d'origine agricole³.

Mais peu à peu les accords tacites entre l'usine-Olida par exemple - et les producteurs et surtout avec le développement de la production sous contrat le rôle moteur dans la production agricole échappe aux exploitants⁴ et

-
- 1 - En guise de réflexion de départ, voir la communication de PINARD (J.) aux Journées rurales de Neufchâtel (1976) intitulée : "Le rôle des industries en milieu rural sur l'organisation et le niveau d'équipement de ses espaces", 9 pages dactylographiées.
 - 2 - MARTIN (M.), "Approche socio-économique de la région de Loudéac", Angers, U.E.R. de Sociologie, 1964, 145 p. - LE GAL (M.), "Exode agricole et rural, décentralisation industrielle et possibilité d'une agriculture nouvelle dans le canton de Loudéac", Promotion de l'école supérieure des géomètres et topographes, Paris 1970, 114 p. ronéotées.
 - 3 - HOUEE (P.), "Développement et coopération agricole ...", op.cit., p. 32 et suivantes.
 - 4 - Voir LE COZ (J.), "Régime capitaliste et organisation de l'espace rural", Communication aux journées de la S.F.E.R., 5 p. dactylographiées, nov. 1976 où l'auteur fait le bilan de la politique d'aménagement jusqu'en 1976 et se demande si l'espace rural n'est pas "condamné à n'être que l'"arrière pays" par rapport à la ville, au centre de commandement.

passé aux industriels, à la ville. Ainsi le rôle de Loudéac au sortir de la seconde guerre mondiale et encore à la veille des années 60 était-il plus que modeste ! Dans sa thèse "La Bretagne Centrale : étude géographique" soutenue en 1947, M. Gautier n'accorde que quelques pages "aux agglomérations urbaines" car les villes elles-mêmes sont à demi rurales¹, à fonction commerciale spasmodique. Loudéac possède alors des étables en plein centre, son carrefour de routes est "très secondaire"². Elle est beaucoup moins peuplée que Pontivy, sa voisine du Morbihan (8 273 habitants) et ne se présente vraiment que comme le bourg rural d'un pays peu enviable.

I - Le démarrage de Loudéac.

Loudéac sommeille jusqu'au moment où s'implantent Duquesne-Purina, puis Olida. En fait, le démarrage industriel de Loudéac³ fut préparé par une prise de conscience locale et, malgré cela, il ne se déroula pas sans de nombreuses aventures.

La prise de conscience remonte aux années 1960-63, sous l'impulsion de la municipalité et plus précisément du maire, le Dr Etienne, et au sein du Comité d'Etudes et de Liaisons de la région pontivyenne, longtemps dirigé par des membres très actifs (J.F. Gravier et Y. Renard, notamment). Les comptes-rendu des réunions du Comité dans ces années-là révèlent cette prise de conscience des problèmes propres à la Bretagne Centrale, et surtout l'idée qu'une implantation industrielle est chose longue à préparer, étudier scientifiquement et faire mûrir dans les esprits. Ces responsables soulignent

1 - Op. cit., p. 293 et suivantes.

2 - Op. cit., p. 296.

3 - Voir dans l'ordre de parution : "La revue de la conserve", mai 1968, p. 52 à 63 ; GAFFRE (P.), "Olida à Loudéac". - "La Bretagne économique", n° 84, novembre 1969 ; LE QUERE (Y.), "Créer une métropole rurale en plein centre de la Bretagne" ; BERTRAND (Y.), "Effets d'implantations industrielles récentes" (résultats d'enquêtes dans la région de Lannion) : Bulletin de conjoncture régionale 1970. Dans la revue des Chambres de Commerce et d'Industrie de Bretagne, "Souffle industriel de Loudéac" : "Ouest Industrie", novembre 1970, n° 228. Article sur la décentralisation industrielle : "Ouest-France", édition de Pontivy, octobre 1971-juin 1972. - "La Bretagne économique", octobre 1969, n° 83, article de QUERE (Y.), "La position centrale du triangle Pontivy-Loudéac-Mûr-de-Bretagne est aujourd'hui "facteur de développement"".

en même temps l'importance de la qualité des structures d'accueil pour les cadres¹, des conditions propres à une vie en harmonie avec le milieu local. Si nous rappelons cette lente préparation de l'idée d'une industrialisation de Loudéac, et Pontivy, c'est parce que trop souvent cette dernière a été présentée comme soudaine, évidente après coup, mais quasi spontanée.

Il est vrai qu'avant 1962 Loudéac connaissait très peu d'activités industrielles. Il n'y avait alors que trois entreprises : une de bois et ameublement (60 actifs), une entreprise de pinceaux et une fabrique d'articles de pêche regroupant 30 actifs, et 8 entreprises du bâtiment occupant 190 actifs

L'industrialisation de Loudéac n'a pas consisté à étendre la capacité de travail de ces entreprises d'origine comme ce fut le cas à Pontivy. Elle a été le fait de la décentralisation des usines Olida et Duquesne-Purina, et entre-temps, de la mutation quasi radicale et de la décentralisation de Levallois à Loudéac : atelier de fabrication de boîtes de conserve qui est passé de la sous-traitance au travail indépendant.

Les raisons de la décentralisation industrielle à Loudéac ne tiennent pas uniquement à la volonté d'une poignée d'hommes. La volonté d'industrialisation qui est manifeste à Loudéac n'a pu se réaliser que grâce à un environnement propice. "Les caractères de la main-d'œuvre ont constitué le facteur attractif fondamental ... Son abondance, le bas niveau des salaires, la faible organisation syndicale, l'adaptation et la dextérité de la main-d'œuvre féminine, ont joué un rôle essentiel, pour attirer les industries"². Dans une usine comme Olida où les salaires représentent grosso-modo 20 % du chiffre d'affaires cet aspect a certainement été pris en considération. En ce qui concerne Duquesne-Purina où les salaires comptent beaucoup moins dans le chiffre d'affaires, la question de la main-d'œuvre n'a pas dû influencer sur la décision d'implantation. Pour la troisième entreprise à se décentraliser - l'entreprise Marchand - le nombre très restreint des employés (30 au début) n'a pas pu

1 - Voir les documents dactylographiés du C.E.L.P.

2 - PHILIPPONNEAU (M.), "Debout Bretagne ...", op. cit., p. 344.

faire pencher non plus la décision du transfert de Levallois à Loudéac. A joué certainement beaucoup plus fortement l'aspect qualitatif de la main-d'oeuvre : des emplois créés requérant peu de qualification convenaient à des mutants agricoles sans préparation.

ORIGINE DU PERSONNEL DES ENTREPRISES OLIDA ET DUQUESNE			
	OLIDA		DUQUESNE-PURINA.
	Hommes	Femmes	ensemble
Origine agricole	65,5 %	61,9 %	90,2 %
Origine non agricole	34,5 %	38,1 %	9,8 %

Tableau n° 33.

Sources : Enquêtes dans BERTRAND (Y.) et JEGOUZO (G.), "Effets d'implantations industrielles récentes, une enquête dans la région de Loudéac (Côtes-du-Nord), C.N.R.S. - I.N.R.A., décembre 1968.

QUALIFICATION ET NON QUALIFICATION DANS L'ENTREPRISE OLIDA EN 1968 POUR LES EMPLOYES D'ORIGINE AGRICOLE.			
	Ouvriers non qualifiés	Ouvriers qualifiés	Total
- <u>Hommes</u> - Valeur absolue	106	4	110
%	96,4	3,6	100
- <u>Femmes</u> - Valeur absolue	97	-	97
%	100	-	100

Tableau n° 34.

Sources : Enquêtes dans BERTRAND (Y.) et JEGOUZO (G.), "Effets d'implantations industrielles récentes, une enquête dans la région de Loudéac (Côtes-du-Nord), C.N.R.S. - I.N.R.A., décembre 1968.

La non-qualification du personnel de première embauche lors de l'industrialisation n'est pas propre à Loudéac. On la retrouvait toute aussi nette à Pontivy à la même époque.

D'autres facteurs, d'ordre technique, ont joué dans l'implantation industrielle à Loudéac. Loudéac est une grande commune - la plus grande des Côtes-du-Nord - qui a offert le terrain dont les industriels avaient besoin, et ceci en des temps records : par exemple 3 mois pour l'usine Duquesne-Purina. En 1965 les dépenses engagées par la commune pour aménager le terrain promis aux industriels représentaient les 3/4 du budget de la ville. Cette politique fut fort différente de celle de Pontivy, la ville voisine où la commune a plutôt laissé faire que provoqué les installations.

D'autres facteurs enfin ont pu aider l'implantation industrielle à Loudéac. A partir de 1960 l'idée de transporter les villes à la campagne hante plus ou moins les esprits. En matière de dépaysement le cadre quasi rural de la ville de Loudéac pouvait paraître parfait avec tous les handicaps inhérents à cette situation, ceux de l'éloignement géographique en premier lieu.

Les activités loudéaciennes en 1976.

Après une quinzaine d'années où en sont les activités loudéaciennes ? L'impulsion exogène a produit ses effets.¹ L'industrialisation agro-alimentaire, dont le symbole reste Duquesne-Purina, la première grande usine installée à Loudéac, a considérablement crû. Par exemple l'abattage par l'abattoir municipal (modernisé en 1959) est passé de 843 t. en 1960 à 13 169 t. en 1967 et 13 756 t. en 1968. La production d'Olida est passée de 20 tonnes en 1965 (date de l'installation) à 285 en 1966 ; 486 en 1967 ; 643 en 1968 ; 784 en 1970. Les quelques 3 000 emplois créés à Loudéac entre 1960 et 1973 l'ont été essentiellement dans l'industrie agro-alimentaire et les activités que celle-ci a suscité telles celles de l'usine Marchand-Meunier (fabrique de boîtes de conserve). Tout s'est passé comme si une réaction endogène avait remué le milieu local. Par exemple, la création d'un centre d'insémination artificielle

1 - Voir PHILIPPONNEAU (M.), "L'inventaire des possibilités industrielles..." op. cit. et DULONG (R.), "La question bretonne", Cahiers de la fondation nationale des sciences politiques, n° 196, Colin 1975, 207 p. pour la période d'implantation (1950-64) des industries en Bretagne, p. 81 et suivantes et BOUCHE (F.), "Industrialisation de Pontivy et Loudéac : causes et conséquences dans une perspective de développement de la région", m. de m., Rennes 1972, dactylographié, 185 p.

porcine par la Coopérative de Landerneau, sur la commune de Loudéac a amené, à partir de 1958, cinq employés à résider. Une usine de bâtiments d'élevage a fait de même pour 114 personnes (chiffres de 1974).

Depuis 1973, le nombre des emplois créés à Loudéac n'a pas suivi le rythme de progression annuel de la première période de développement. Faut-il en chercher la raison dans le ralentissement de la progression de l'usine Olida et l'explication profonde dans l'évolution de la mentalité ouvrière¹ ?

Toujours est-il que depuis 1973 environ nous assistons à une diversification des activités de Loudéac². A cette date, dans les établissements industriels, la moyenne d'âge était de moins de 30 ans et la situation apparaissait donc comme bloquée pour longtemps. Dans ces conditions, et parce que la pollution des industries agro-alimentaires est apparue très vite, la municipalité a cherché à développer l'activité commerciale et à favoriser l'implantation d'établissements d'enseignement. C'est ainsi que le rôle de redistribution de la gare vis-à-vis de la campagne environnante a été revigoré, la redistribution portant en particulier sur le gaz butane, et qu'une école nationale des transports a été créée en 1973 (une des quatre qui existent en France).

Tout aussi significatif bien que plus marginal est le développement de la capacité hôtelière - multiplié par 4 entre 1960 et 1973 -, voire celle des centres d'attractions nocturnes en ville ou dans sa banlieue (4 en 1973, 6 en 1976)³.

-
- 1 - DULONG (R.), op.cit., "L'univers idéologique de la Bretagne", p. 149 et suivantes.
 - 2 - Duquesne-Purina, aliments du bétail, 78 emplois ; Olida, 1 005 ; Unicopa, laiterie (création fromagerie), 69 ; Couvoir moderne, 46 ; C.A.F. Activité de Coop agricole (extension), 20 ; Coopérative agricole de Bretagne (Landerneau), 40 ; Coopérative agricole du Centre Bretagne, 73 ; C.O. P.A.L.L. (Coop loudéacienne agricole), 79 ; Coopérative insémination porcine et bovine, 13 ; Station génétique porcine de Saint-Bugan, ; P.I.G. (Pig improvement international sélection porcine), ; Danno (bâtiments d'élevages), 121 ; Marchand-Meunier (fournitures abattoirs), 60 ; Grisseaux (bâtiment), 88 ; Leclerc (travaux publics) ; 30 ; Chevalier (constructions métalliques), 34 ; Coopérative loudéacienne du bâtiment, 29 ... et 21 autres entreprises se partageant 490 employés. Total général (connu) 2 341 (chiffres de 1977).
 - 3 - SOHIER (G.), "Etude du développement urbain et industriel de Loudéac", Diplôme d'Etudes Supérieures, Rennes 1967.

La conclusion de ce développement divers des activités¹ peut trouver son illustration dans le développement des opérations à la Caisse d'Epargne. Il se résume ^{surtout} dans le fait que vers 1960-63 750 jeunes partaient de Loudéac et des communes environnantes chaque année et qu'en 1975-76, le nombre de ces départs à l'extérieur a complètement perdu de son acuité et que l'émigration temporaire est terminée. On assiste, au contraire à un retour des Loudéaciens dans leur pays d'origine. Pour tout ce développement Loudéac a puisé dans son propre périmètre communal comme dans les bourgs et villages alentours. Les trois quarts des employés de Loudéac habitent la campagne parce que le terrain à construire y est moins cher et qu'ils en sont, en grande partie, originaires². Sur la commune même de Loudéac, l'évolution démographique a profité, surtout dans un premier temps, au bourg plus qu'aux villages : l'industrialisation a ainsi précipité un mouvement amorcé depuis longtemps (depuis 1936 au moins). Mais pour éviter que la petite ville ne vide également les bourgs proches de leur substance, dès le début de l'industrialisation la municipalité de Loudéac avait demandé aux maires voisins, à ceux de La Motte, Saint-Barnabé ... de prévoir des lotissements. Le résultat de cette politique se lit dans le paysage aujourd'hui. Par exemple le bourg de Saint-Caradec s'est étoffé de 2 lotissements. La création du premier lotissement remonte à 1967 (date de la décision de création) et 1970 (date du début des travaux d'infrastructures), le second à 1968 et un troisième est à l'étude (en 1976). En 1976 20 maisons sont construites, achevées. 10 % des habitants actifs du premier lotissement travaillent à Loudéac ; 30 % du second lotissement.

L'établissement d'ouvriers et employés de Loudéac dans le lotissement de Saint-Caradec a arrêté la dépopulation de la commune tout en entraînant évidemment des mouvements pendulaires. Mais la situation de dépendance de Saint-Caradec vis-à-vis du chef-lieu de canton garde une certaine

-
- 1 - Une "étude de la main-d'œuvre disponible dans le centre Bretagne sur les périodes 1968-75 et 1976-80" réalisée par l'Association pour le développement économique de la Région Pontivy-Loudéac-Mûr-de-Bretagne (l'ADER) et le Comité du Mené, de décembre 1972, 45 p. ronéotées, démontrait qu'il faudrait créer l'équivalent d'une entreprise comme Olida pour résorber les demandes d'emplois supplémentaires d'ici 1980.
 - 2 - SOHIER (G.), "Etude du développement urbain et industriel de Loudéac", mémoire d'Etudes Supérieures, Rennes 1967.

ambiguïté. Si les individus ont intérêt à résider en dehors de la ville, les entreprises se posent la question. Par exemple "Ecovrac", entreprise de matériel de transport de marchandises en vrac, créée en 1966, installée à Saint-Caradec ressent une certaine gêne dans sa gestion à se trouver à l'écart des commodités qu'offre Loudéac : proximité de la gare et des différents services¹. Il n'est pas possible que l'entreprise se transpose un jour à Loudéac².

Le démarrage industriel de Loudéac a donc produit des effets d'entraînement certains mais les problèmes internes à l'espace d'action de la petite ville ne sont pas résolus pour autant. Il n'en reste pas moins que l'exemple de Loudéac est celui d'un développement endogène à partir d'une impulsion exogène. Il s'oppose en cela à celui du Penthievre beaucoup plus profondément endogène.

Nous avons donc souligné la relative avance de la campagne sur la ville, au départ dans le pays de Loudéac. Le monde rural s'est transformé plus tôt, plus vite et de façon plus spectaculaire que la ville mais maintenant la ville semble plus dynamique.

II - Au Pays de Loudéac : dans l'agriculture de pointe, un certain ralentissement se dessine.

Il n'est pas aisé d'être impartial dans une description schématique de l'agriculture au pays de Loudéac. Le caractère novateur de l'évolution des années 60 a fortement frappé les observateurs. Un certain renouvellement s'est encore opéré en 1972-73 avec la généralisation de la culture du

- 1 - Le cas de St-Caradec s'inscrit dans le cadre des problèmes posés par LANDAIS (B.) dans sa thèse "Les causes de l'évolution économique des cantons ruraux en Bretagne ...", op. cit., ensemble de problèmes repris dans un article de "La Bretagne économique", n° 145, janvier 1976, intitulé "Le décollage économique est-il possible en zones rurales ?" et où une carte de l'évolution de la population des cantons ruraux de 1962 à 1975 fait ressortir la position avantageuse du canton de Loudéac.
- 2 - Cette constatation rejoint l'idée qu'il faudrait se soucier des nuances et des différences à l'intérieur même d'espaces réduits. Voir MATHIEU (N.), "Le rôle des petites villes en milieu rural", Communication du B.A.G.F., n° 400-401, p. 287-294. Nous rencontrons souvent ce phénomène de rivalité entre un bourg principal et de petits bourgs voisins : voir le cas de Plessala, partiellement résolu, du moins dans l'esprit des Plessaliens, dans la description du Mené.

mais. Mais depuis il convient sans doute de formuler des jugements moins enthousiastes. Nous prendrons à témoin trois secteurs d'activités : celui de l'insémination porcine, celui de la déshydratation des fourrages et celui de la Coopérative laitière de Loudéac.

Les recherches sur l'insémination porcine à Loudéac remonte à 1958. Le centre en a été créé, à titre expérimental, en collaboration avec l'I.N.R.A. Depuis 1973, 5 employés y travaillent : deux inséminateurs, un porcher, une secrétaire, un employé de laboratoire. L'activité du Centre intéresse les Côtes-du-Nord, le Finistère, et l'Ille-et-Vilaine. Les deux inséminateurs opèrent seulement dans un rayon de 25 kilomètres autour de Loudéac, mais des expéditions de doses aux éleveurs sont faites dans les quatre départements bretons.

Le développement de l'insémination artificielle porcine subit un certain blocage. Pour le Centre de Loudéac, le nombre de truies inséminées s'est stabilisé depuis 1973-74 à environ 10 000 (voir le tableau plus loin). Mais l'originalité de Loudéac demeure car les autres stations de recherches porcines, telles celles de Saint-Donan (22), Le Rheu (35), Maunon (56), Landivisiau (29) ... travaillent sur les testages seulement : contrôle des animaux en ce qui concerne le grain moyen quotidien, les indices de consommation, l'épaisseur du lard ... Ces stations préparent des animaux reproducteurs aux performances requises pour le Centre de Loudéac. Loudéac occupe donc une place toute particulière dans la recherche porcine.

Cependant les inséminations artificielles porcines ne progressent guère et il ne faut pas s'attendre au développement de cette méthode de reproduction tant que, comme pour l'espèce bovine, la technique de conservation du sperme par congélation ne sera pas au point. Actuellement les structures d'élevage sont telles que tous les élevages bretons peuvent sans aucun problème avoir leur(s) propre(s) verrat(s) (1 verrat pour 20 truies)¹.

1 - L'insémination artificielle pourrait se développer si le sperme pouvait être congelé (ce qui permettrait un plus grand choix de verrats possibles), et sous réserve que les verrats exportés dans ces centres soient véritablement améliorateurs sur le plan génétique. Plusieurs centres d'insémination font des recherches sur la congélation et la dilution du sperme des verrats. Il semble que ces recherches soient sur le point d'aboutir. Le Dr vétérinaire, directeur du C.I.A. de Loudéac (également directeur du C.I.A. bovin de Rennes et Plounévezel (29) et de l'E.D.E.

INSEMINATION PORCINE (Centre Loudéac) ¹	
Années	Truies inséminées
1964	9 065
1965	9 088
1966	12 025
1967	13 200
1968	10 905
1969	11 779
1970	9 840
1971	8 244
1972	6 653
1973	9 108

Tableau n° 35.

Sources : Le Centre de Loudéac.

Pour user de l'outil de sélection porcine, les producteurs peuvent faire appel soit aux stations de contrôle sur la descendance (2 stations en France) soit aux stations de contrôle des performances individuelles (12 en France).

Depuis 4 à 5 ans, ce sont surtout les stations de contrôle individuel qui sont les plus utilisées en raison, d'une part, de la précision suffisante obtenue sur le niveau génétique de l'animal, d'autre part et surtout, de la rapidité avec laquelle les résultats sont connus. Quatre stations de contrôle ins-

.../... d'Ille-et-Vilaine) fonde beaucoup d'espoir sur ces recherches. Il est à noter que le C.I.A. de Loudéac situé en plein cœur de la région française la plus dense en production porcine (la Bretagne détient, en 1974, 35 % du cheptel porcin national, et 37 % des truies), et compte tenu de la qualité génétique de ses reproducteurs, est susceptible de connaître un essor important, si la congélation du sperme de verrats devenait possible. Cette technique de reproduction supprimant l'entrée dans l'exploitation de verrats provenant de l'extérieur facilite la protection sanitaire des élevages, problème auquel commencent à être sensibilisés les éleveurs, du fait de la densité porcine importante dans la région.

1 - Y compris les semences livrées aux éleveurs pratiquant eux-mêmes les inséminations de leurs truies.

dividuel existent en Bretagne : Saint-Donan (22), Landivisiau (29), Mauron (56) et Le Rheu (35).

Les races qui sont contrôlées dans les stations bretonnes sont essentiellement les races Large White et Landrace. La race Pietrain n'est guère utilisée dans la région ; quant au porc "blanc de l'ouest", l'effectif de la race en est désormais si réduit qu'il n'est plus possible de faire de sélection. Le livre généalogique ne fonctionne plus depuis 1974.

A côté des sélectionneurs individuels qui ont, durant les trente années écoulées, participé activement à l'amélioration génétique du cheptel porcin national, les groupements de producteurs et firmes d'aliments du bétail se préoccupent également depuis 4 ans de la sélection porcine. Ils préconisent tous des schémas de croisement plus ou moins complexes, schémas calqués sur ceux utilisés depuis 20 ans en aviculture¹.

1 - La méthode consiste à sélectionner d'une façon intensive 3 ou 4 races différentes sur certains caractères particuliers pour obtenir, par croisements, un porc charcutier "synthétique" le plus performant, c'est-à-dire le plus rentable possible sur le plan économique. Le schéma le plus utilisé est le suivant :

1°) Sélection de deux races A et B sur leurs qualités d'élevage.

- prolificité - rusticité - longévité - croît quotidien moyen - indice de consommation. Les deux races les plus utilisées en la matière sont les races Large White et Landrace. Ces deux races sont utilisées en croisement. Les mâles croisés A-B sont éliminés (castrés, engraisés et orientés vers l'abattoir). Parmi les femelles A-B, celles les mieux conformées (75 % du nombre total) sont cédées aux naisseurs comme truies de production.

2°) Sélection d'une ou deux races C et D sur la qualité de carcasse selon l'importance relative des parties nobles (jambon et longe) par rapport à la production totale de viande. Plusieurs races sont utilisées actuellement : Piétrain, Popel, Landrace belge, Hampshire ... Le verrat C (ou C-D) est cédé aux naisseurs pour saillir les truies croisées A-B, en vue de produire des porcs ABCD ayant, de par leur lignée maternelle, de bonnes qualités d'engraissement et, de par leur lignée paternelle, une bonne qualité de carcasse.

Ces schémas de sélection nécessitent des investissements coûteux en bâtiments et cheptels, et du personnel ayant une bonne formation en génétique animale. Les schémas existants sont encore peu nombreux, mais pratiquement tous les groupements de producteurs reconnus ou les firmes d'aliments du bétail qui les fournissent sont actuellement en train de créer leurs propres schémas. Les schémas les plus anciens et les plus connus sont actuellement ceux des organismes suivants : - Coop des Agriculteurs de Bretagne, station d'amélioration génétique de Loudéac ; - Unicopa, Morlaix, station de Kerozar (Morlaix) ; - U.F.A.C., station à l'Isle et Bardas (Allier) ; - France Hybride, schéma Sanders, station dans le

.../...

La déshydratation des fourrages.

Touchant à l'aliment du bétail¹, mais sous une forme plus moderne et intéressant des coopératives récentes, la pratique de la déshydratation des fourrages a renouvelé les formes d'association du monde agricole. En 1970-71, Unicopa, a créé une usine de déshydratation à Saint-Etienne-du-Gué-de-l'Isle. A cette époque, cinq usines de ce genre existaient en Bretagne : une dans le Morbihan à Malestroit et quatre dans le Finistère : à Pleyber-Christ, à Plounevézel, au Laz et à Cast ; quatre autres usines étaient en projet : deux dans les Côtes-du-Nord, à Saint-Nicolas-du-Pélem et à Illifaut, et deux dans le Finistère, à Pleyben et Rosporden.

Au début, l'usine de Saint-Etienne n'intéressait que trente-cinq adhérents pour 500 ha. Sa capacité moyenne, comme celle de Plévin, n'était pour commencer que de 30 à 90 tonnes de produits finis, selon l'humidité du fourrage, ce qui permettrait de nourrir 2 000 taurillons par an, représentant 700 tonnes de viande nette. Mais, très vite, le nombre des adhérents et le chiffre des surfaces traitées ont augmenté². En 1974 la capacité de l'usine

.../... Centre de la France ; - Hymarc, Ste Guyomarc'h, station à Plaudren (56) ; - Hyporc, station en Hollande. La Cooperl de Lamballe, le groupement de producteurs le plus important sur le plan national, a créé également son propre schéma mais il n'a encore que peu d'animaux terminaux car de création très récente (état de la question : 1975).

1 - Nous avons analysé plus haut secteur de l'alimentation du bétail. Signalons à nouveau le très bon m. de m. sur la question de FEJAN (F.), "L'industrie des aliments du bétail en Bretagne", Rennes 1974, ronéoté par l'Institut National de Recherche Agronomique, Station d'économie rurale de Rennes, 1974, 92 p. Sur la question particulière de la déshydratation voir comptes-rendus des journées d'études organisées par les Chambres d'Agriculture, en particulier celui des journées régionales de Rennes 1974 (compte-rendu ronéoté d'une cinquantaine de pages).

2 - En 1973 l'usine de Saint-Etienne a doublé sa fabrication. Elle traite la production de 46 adhérents totalisant 1 680 hectares dont 557 soumis au procédé de déshydratation, soit 34 %. Parmi les adhérents :

3 exploitants de 15 à 19 ha)	
11 exploitants de 20 à 29 ha)	
26 exploitants de 30 à 49 ha)	Surface moyenne des
3 exploitants de 50 à 79 ha)	adhérents 36 ha 52.
3 exploitants plus de 80 ha)	

A noter que la déshydratation intéresse donc les exploitations d'une certaine importance et de plus, dans la majorité des cas, des exploitants jeunes. Par exemple : en 1970, sur la commune de Saint-Etienne parmi les 13 adhérents, 6 ont de 20 à 29 ans, 4 de 30 à 39 ans et 2 seulement de 40 à 49 ans et un de 50 à 59 ans. A cette même époque, la commune compre-

.../...

a été de 11 360 t. Il est question d'une autre usine à Saint-Nicolas-du-Pélem, probablement de la même capacité que celle de Saint-Etienne-du-Gué-de-l'Isle. C'est le secteur coopératif (Unicopa) qui a pris l'initiative dans cette activité certainement d'avenir mais qui coûte très cher depuis la hausse des prix du pétrole.

Production (en tonnes de fourrages déshydratés) :

1971 : 6 566 t.
1974 : 11 360 t.
1975 : 8 567 t.
1976 : 6 185 t.
1977 : (prévisions) 8 à 9 000 t.

La C.O.O.P.A.L.L. : (la coopérative laitière de Loudéac) et la coopérative du Trieux.

Avant 1968, la Coopérative du Trieux¹ sise à Guingamp et la C.O.O.P.A.L.L.² (de Loudéac) collectaient chacune de leur côté, chacune dans leur secteur qui ne se recoupaient pas, ou très peu. Chacune, en plus de cette activité, fabriquait l'aliment du bétail, faisait de la vulgarisation,

.../... nait 7 exploitants de 20 à 29 ans ; donc un seul n'adhérait pas à l'usine de déshydratation. - La taille moyenne des parcelles (en 1970) dont la production est soumise à la déshydratation est de 2 à 3 ha. L'une d'elles atteint 30 ha. Le rayon maximum à l'intérieur duquel se situent les parcelles concernées est de 12 kilomètres, sur les communes de Plumieux, le Cambout, Bréhan-Loudéac (cette dernière dans le Morbihan) toutes proches de celle de Saint-Etienne. L'adhésion à l'usine de déshydratation a déjà entraîné une certaine intensification de la production. Voici par exemple l'évolution de 1968-69 à 1972-73 d'une ferme moyenne par sa superficie et quant à son dynamisme : celle de M. X, 26 ans, exploitant 27 ha à Saint-Etienne :

<u>Cultures</u>	<u>1968-69</u>	<u>1972-73</u>
- Orge	1 ha	7 ha
- Choux + betteraves	4	3
- Fétuque	2	-
- Ray grass	1	4 (ray grass + maïs
- Luzerne	3	4
- Prairies artificielles pâturées sur pied	5	5
<u>Cheptel</u>	<u>1968-69</u>	<u>1972-73</u>
- Porcs	50	50
- Laitières	14	17
- Taurillons	6	10

L'orientation de la production n'a pas été changée. Il y a eu simplement intensification.

1 - A adhéré à Unicopa en 1968.

2 - 12 milliards de chiffres d'affaires pour l'exercice 1973-74, 2 500 adhérents.

écoulait ses produits : beurre, yaourts, poudre ... toutes deux mettaient du matériel à la disposition de leurs adhérents pour construire des éta-
bles ou réfrigérer le lait. Depuis 1968, elles ne font plus apparemment
ni collecte ni transformation. l'U.L.B. (Union Laitière Bretonne), filia-
le d'Unicopa, collecte dans leurs anciennes zones et envoie l'ensemble du
produit à transformer en beurre au Trieux, ou en poudre à Carhaix par l'in-
termédiaire de Certilait qui est une S.I.C.A. prolongeant Unicopa¹.

L'originalité de la C.O.P.A.L.L. est d'avoir créé le groupement
des "Éleveurs spécialisés du Centre Bretagne"² en 1968, dans le but de pro-
mouvoir des ateliers spécialisés dans la production laitière d'une part, et
dans la production de génisses d'autre part³.

1 - Voir plus loin et voir tableau des activités et filiales d'Unicopa.

2 - Un groupement de producteurs peut rassembler les adhérents à une ou
plusieurs coopératives comme c'est le cas d'Unicopa ; il peut être une
association (1901), un syndicat ou une S.I.C.A. Le Ministère reconnaît
cette appellation aux organismes présentant une certaine discipline de
production, une activité minimale dans un secteur géographique donné,
une équipe de techniciens qualifiés. Les éleveurs doivent s'engager à
livrer uniquement au groupement. Les premiers groupements en France
datent de 1964.

Le prototype des groupements de producteurs dans la région a été
la S.I.C.A. de Saint-Pol-de-Léon. Il existe des groupements dans les
différentes branches d'activité productrice agricole sauf pour le lait en
raison de l'importance des coopératives laitières sur le plan national
et sauf pour les céréales du fait de l'O.N.I.C.

Les groupements de producteurs ont remodelé la structure écono-
mique dans ses différentes branches d'activité. La politique agricole
peut se définir d'après le cas qu'en fait le gouvernement ; autrement dit,
les aides accordées à l'agriculture le seront-elles à eux spécialement,
ou continueront-elles à se diluer sur l'ensemble des agriculteurs ? Le
Ministère actuel semble décidé à favoriser l'extension des groupements
en même temps que le renforcement de leurs disciplines de production
(voir le compte-rendu du Colloque du 26 octobre 1970 tenu à l'Institut
National Agronomique, ronéoté).

3 - Voir carte du lait où figurent les ateliers de génisses dans le départe-
ment et pour lesquels les renseignements proviennent d'enquêtes per-
sonnelles et des statistiques de la D.D.A. (Etats VI).

Ce groupement comprenait 9 éleveurs et 60 producteurs de lait, pour un effectif de 500 génisses et un troupeau laitier de 1 000 vaches en 1969. A la fin de 1971 il comptait une quarantaine d'ateliers. Ce groupement a d'abord été le seul du genre dans le département ; son siège social est à Plouguenast. Au début de 1975, il ne regroupe guère plus d'adhérents mais un cheptel de 1 500 génisses. Les "Eleveurs spécialisés du Centre Bretagne" ont été imités. En 1970-71 une coopérative spécialisée dans la production de génisses s'est constituée, celle de "la génisse du littoral" dont l'action s'exerce dans le Nord du département. Pour prendre toute la mesure des mutations agricoles qui se sont accomplies au Pays de Loudéac depuis 1960, de leur relative précocité et, aussi, d'un certain palier dans cette évolution considérable, revenons à l'exemple qui nous a hanté à travers toute notre évocation de ce pays, celui de Ker Anna. L'exemple nous montre la modification - peut-être trop spectaculaire mais en tout cas significative - des modifications survenues à l'intérieur du système de production, ainsi que le rôle fondamental des personnalités dans cette évolution. Ker Anna en Plumieux : l'exploitation qui a grandi et essayé d'entraîner les autres mais donne aujourd'hui une image assez exceptionnelle de l'agriculture.

Aux confins du Lié, dans le sud du département à 15 kilomètres de Loudéac, sur le schiste plus quartzeux, se trouve aujourd'hui une des plus belles fermes des Côtes-du-Nord, une des plus en avance, tenue par un des leaders les plus en vue du monde rural des Côtes-du-Nord et de la Bretagne. Les noms, celui de la ferme, Ker Anna, et celui de l'homme, en sont aussi connus que ceux des dirigeants politiques les plus éminents. Et pourtant, le paysan qui raconte volontiers l'histoire de la mutation économique qu'il a partiellement provoquée, et entièrement vécue, s'en étonne encore. C'est que tout a commencé, il y a cent ans et, à vrai dire, trente ans seulement.

En 1896 la commune de Plumieux vend une partie de ses communaux, une ancienne pâture de 180 ha, à un riche qui va jusqu'à dans le Trégor chercher des gens pour mettre cette terre en valeur, tant la misère est grande dans le pays des tisserands, entre Loudéac, Mur et Uzel. Ne dit-on pas que

26 000 familles ont disparu entre 1810 et 1820¹ dans ce même pays ?

Les 180 ha sont partagés en trois lots ; celui de Ker Anna fait 90 ha. La ferme est plantée. Mais à la guerre de 1914-1918 le fils du locataire est tué. En 1917, le père de l'exploitant actuel vient alors comme métayer à Ker Anna où lui succède, comme fermier², son fils en 1946. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, alors que la France et la Bretagne ont tant besoin de produits alimentaires, de produire beaucoup et vite, à l'exemple de l'Amérique, que R. Dumont fait découvrir aux agriculteurs du Centre Bretagne³ et qui apparaît alors comme un modèle, la mécanisation semble la condition sine qua non du développement. Le premier tracteur sur pneus est acheté. En 1952, un deuxième tracteur entre dans l'exploitation. Les quatre paires de bœufs et les huit chevaux sauf un - par sécurité, et pour des raisons sentimentales - sont vendus. Tout le matériel adéquat à la traction mécanique est acheté. C'est le saut de la mécanisation intégrale. A ce moment-là, le système de production qui reposait sur la combinaison céréales-élevage vire à la spécialisation de la production végétale. Peu à peu, le cheptel hérité est vendu.

La même année, en 1952, un C.E.T.A. est créé. Dans la solidarité et l'enthousiasme, venue de la J.A.C.⁴, une poignée de paysans décide de mettre en commun leurs expériences, leurs techniques. Le C.E.T.A. commence alors son action fulgurante de progrès, d'autant plus que les adhérents partaient de très bas. D'une année sur l'autre, pendant un court espace de temps il est vrai, les rendements doublent à cause de l'emploi des insecticides, de l'approfondissement des labours, de la sélection des semences...

-
- 1 - Tradition orale et chiffres incertains. Mais par ailleurs, aux archives, la preuve et les conséquences de la décadence des toiles sont authentiques et énormes. Voir plus haut, le chapitre sur l'industrie traditionnelle.
 - 2 - Comme fermier et non métayer, en raison du nouveau statut.
 - 3 - A travers des conférences.
 - 4 - Sur le rôle de l'action catholique en milieu rural voir HOUÉE (P.), "Les étapes du développement rural, t. 2 : "la révolution contemporaine", (1950-1970), Collection "Développement et civilisations", Paris, éd. Ouvrières, 1972, 295 p. - p. 9 et suivantes et sur la vulgarisation agricole, p. 44 et suivantes dans le même ouvrage. Ces réflexions vont dans le même sens que celles d'E. LEROY LADURIE dans la préface du livre de BERGER (S.), "Les paysans contre la politique ...", op.cit. qui remarque que le christianisme est si enraciné que tout changement en Bretagne doit passer par l'Eglise.

En discutant de leur petite région et en s'accrochant à toutes sortes de raisons, les hommes s'aperçoivent que l'avenir est dans l'élevage plutôt que dans la culture. Ils se ré-orientent donc vers l'élevage. Ils sont une dizaine alors à monter une étable de 40 vaches et un poulailler qui comprend, pour les plus gros, 5 000 pondeuses en 1956.

La crise avicole de 1960 et la liquidation du petit abattoir de poulets du Ridor (du nom du petit ruisseau) sont durement ressenties. Elles portent un coup très dur, financier et moral, à l'équipe dont certains membres ne se remettent pas. On peut encore voir çà et là un poulailler abandonné, volontairement laissé à l'abandon comme une marque de désillusion et de protestation dans le paysage.

Pendant ce temps, l'élevage laitier qui prospère à Ker Anna avec 45 vaches, vers 1965, commence à poser des problèmes : problèmes de personnel et de personne. Les vachers sont déjà difficiles à trouver ; ils pèsent dans l'organisation de la mère de famille nombreuse (8 enfants). Les servitudes de la traite sont de plus en plus lourdement ressenties. Aussi, en 1967, l'élimination du troupeau laitier est-elle complète. Ce tournant dans la finalité de l'exploitation s'opère au moment où se produit la seconde révolution fourragère de la Bretagne, avec la culture du maïs.

Le maïs qu'on a essayé dans les Côtes-du-Nord dès 1952, arrive à plein en 1962-63. Après quelques déboires, sa mécanisation rend possible le développement des surfaces qui lui sont consacrées. Ainsi, en 1974-1975, sur les 90 ha de terres on trouvait : 15 ha en blé ; 50 ha en maïs-grain ; 10 ha en maïs à déshydrater ; 15 ha en fétuque et luzerne pour la déshydratation.

La ferme nourrit aujourd'hui - partiellement de ses propres produits - 53 000 pondeuses ; 1 000 porcs (donc 360 à la fois) par an ; 120 taurillons consommant le fourrage déshydraté. Obligé d'acheter les 4/5 de l'aliment pour le bétail, l'exploitant n'a pas obtenu de bons résultats financiers sur ses taurillons en 1972-74¹.

1 - Dans le contexte général de la crise de la production de viande.

De son côté, l'activité avicole de l'exploitation qui a été rentable avant 1960, et avant la crise de 1974¹, est actuellement - en 1975 - en mauvaise posture. Les 3 000 demandes de report d'annuité² dans le département en 1974, parmi les aviculteurs, témoignent de ces difficultés. Ker Anna essaie pourtant de maîtriser l'amont et l'aval de sa production avicole : la ferme produit ses poulettes et fabrique son aliment à partir de céréales, en partie achetées, qu'on mélange aux produits déshydratés ; à l'aval, les œufs sont conditionnés à la maison et expédiés directement à des grossistes avec le label de Ker Anna. Pour arriver à une harmonie de production, pour fournir en qualité et en quantité calibrée, il faut au moins trois poulaillers, trois longs bâtiments de 120 m. Ker Anna en a six : trois de poussinières et trois de pondeuses³. Quatre employés à mi-temps assurent le conditionnement des œufs.

L'élevage avicole est donc une pièce maîtresse de l'exploitation. De plus, d'ici peu de temps, on pense ici se passer d'engrais grâce aux poulaillers.

Mais l'homme qui a mené Ker Anna à ce stade sinon de perfection du moins de perfectionnement voudrait maintenant prendre le temps de retourner à ses occupations favorites, redevenir un cultivateur, un laboureur. Le G.A.E.C. réalisé à la Saint-Michel de 1975 entre ses deux fils et un ancien employé va le lui permettre. Chaque membre de la nouvelle association prend en charge un secteur particulier, aidé communautairement par un chauffeur, un ouvrier fabriquant l'aliment et un homme à tout faire. Six hommes trouvent donc maintenant un emploi rentable sur le lot de lande "planté" de la fin du XIXe siècle. Ker Anna a bien travaillé. Mais on ne comprendrait rien à son développement récent si on ne le replaçait dans le contexte du mouvement coopératif - ici la C.O.P.A.L.L.⁴ - et de la recherche ascendante⁵ qui s'est opérée dans la petite région de Loudéac depuis 30 ans. Ker

1 - Et de la première partie de l'année 1975.

2 - D'emprunt, au Crédit Agricole.

3 - En 1975, la ferme de Ker Anna a été choisie comme modèle pour illustrer par une maquette au Musée de Bretagne à Rennes les aspects modernes de l'agriculture bretonne.

4 - Voir le chapitre sur les coopératives.

5 - Voir "le développement ascendant" partant des exploitants mieux instruits et plus conscients ... voir HOUÉE (P.), "Quel avenir pour les ruraux ?" coll. "Développement et civilisations", les éd. Ouvrières, Paris 1974, 246 p. et plus spécialement à partir de la p. 164.

Anna est le plus beau fleuron de la C.O.P.A.L.L. à laquelle elle a contribué directement et dont elle constitue aujourd'hui la réalisation la plus achevée. Ker Anna a aussi un autre sens. C'est la revanche de l'argot sur l'armor. Même si l'on considère que le Pays de Loudéac a été de tout temps un pays de culture, ce qu'on y fait aujourd'hui n'a plus rien de comparable avec jadis. Dans cette recherche acharnée du progrès et de l'intensification de la production le rôle de certains exploitants a été déterminant. Il est bien certain que Ker Anna demeure, même au Pays de Loudéac, un exemple hors du commun, même si l'on y désire, profondément, entraîner les autres.

Conclusion : Loudéac capitale de l'agro-alimentaire, capitale d'un pays ?

Nous avons vu que le démarrage industriel de Loudéac est en partie dû à l'implantation de Duquesne-Purina, que les coopératives de produits agricoles sont particulièrement importantes dans le pays, que des agriculteurs y ont joué un rôle capital. En somme, le pays de Loudéac apparaît bien comme rural et agricole avant tout, comme un espace typiquement d'argot, mais cette étiquette n'a plus rien de péjoratif aujourd'hui. Au contraire : c'est ici que nous avons rencontré initiatives et réussites, dans la ligne d'une tradition profondément repensée, où l'élément purement rural a joué le rôle premier.

La petite ville est devenue une capitale des industries agricoles et alimentaires (I.A.A.)¹. La plupart des secteurs sont représentés à Loudéac : abattoirs de bétail et volailles, l'entreposage frigorifique des produits agricoles et alimentaires, la transformation (congélation ou surgélation en façonnage), l'industrie laitière, la fabrication des conserves, le travail du grain, la fabrication de produits alimentaires divers, celle des boissons et alcools. La question que nous nous posons de l'antériorité du rural ou de l'urbain n'a plus aujourd'hui qu'une importance "historique".

1 - La Nomenclature des Branches de la Comptabilité Nationale y inclut parfois la pêche. Voir A.R.E.E.A.R. Région Bretagne, "Les industries agricoles et alimentaires de Bretagne en 1975 - Synthèse et résultats d'enquêtes menées en 1976", n° 1, avril 1977, 299 p. ronéotées.

L'enveloppe rurale, et la petite ville rurale d'autrefois, ont franchi le seuil de l'argot déshérité. L'une et l'autre n'ont plus rien à envier à l'armor sur le plan économique. Il reste, en définitive à éclaircir, pourquoi le pays de Loudéac se présente tel qu'il est, ou plutôt tel qu'il n'est pas c'est-à-dire, plus vaste, plus complexe, autre que strictement circonscrit dans le département, rivé à la limite administrative fondamentale.

En 1970-1971 une association pour le développement économique de la région de Loudéac, Pontivy et Mûr-de-Bretagne s'était pourtant constituée : l'A.D.E.R. Elle s'était interrogée sur le devenir de la Bretagne Centrale. Une jeune Chambre économique s'était formée par delà la frontière départementale et avait essayé d'intéresser les hommes politiques. La Rénovation Rurale semblait favorable. L'A.D.E.R. voulait créer des emplois, au moment justement où tarissait déjà la décentralisation. Elle aurait volontiers annexé le Mené pour donner au Centre Bretagne une assise plus large. Le S.D.A.U. - en 1971 - était prévu avec de grandes ambitions dont la construction d'un aéroport international, celle d'un centre hospitalier, d'une usine de traitement des ordures ménagères ... Mais le S.D.A.U. n'est jamais sorti et après sa phase d'études, l'A.D.E.R. a perdu son souffle. En 1973 la proposition d'une organisation du Centre Bretagne a donc échoué. Loudéac a refusé d'en faire partie. Pourquoi ? Une des premières raisons qu'on puisse invoquer est peut-être la rivalité entre Pontivy et Loudéac, Mur n'ayant jamais réellement compté. Cette rivalité se concrétise dans les phénomènes d'attraction des salariés au sein des communes environnantes.

Comparaison entre Loudéac et Pontivy pour l'attraction des salariés dans les communes environnantes;

Population des communes et nombre de salariés à Loudéac et à Pontivy pour une distance identique travail-résidence.			
Communes limitrophes de <u>Loudéac</u>	Population totale par ordre décroissant (en 1968)	Nombre de person- nes travaillant à Loudéac (en 1970)	%
La Motte	1 473	39	2,65
Trévé	1 217	23	1,89
Saint-Caradec	1 104	19	1,72
Saint-Barnabé	877	29	3,31
La Prénessaye	845	12	1,42
Saint-Gonnery	771	24	3,11
Hémonstoir	470	18	3,83
Saint-Maudan	274	8	2,92
Communes limitrophes de <u>Pontivy</u>	Population totale par ordre décroissant (en 1968)	Nombre de person- nes travaillant à Pontivy (en 1970)	%
Cléguérec	2 812	67	2,38
Noyal-Pontivy	2 458	63	2,56
Neulliac	1 319	31	2,35
Malguénac	1 076	32	2,97
Le Sourn	1 008	57	5,65
Saint-Thuriau	1 007	58	5,75
Saint-Gérand	740	11	1,49

Tableau n° 36.

Sources : I. N. S. E. E. et enquêtes auprès des entreprises effectuées par BOUCHE (F.), m. de m., 1972, op. cit.

(N. B. : Pour Loudéac il est à remarquer que "Ecovrac" et l'abattoir de St-Caradec retient une partie de la main-d'œuvre et attire aussi un peu celle de Trévé. De même l'entreprise des kaolins de Plémet exerce une attraction sur La Prénessaye et la Sodévac de Plouguenast sur les communes voisines). L'attirance exercée sur les communes voisines est plus nette en ce qui concerne Pontivy que Loudéac.

D'autre part, l'entourage immédiat de ces mêmes villes n'a pas été souvent enthousiaste. Le soutirage de la population des communes au profit du chef-lieu faisait perdre confiance aux petits bourgs. "Le bilan définitif s'améliore dans les deux cas mais demeure négatif à Pontivy. Ces chiffres confirment une réalité bien connue : la population active diminue dans les communes rurales. Mais ici encore des disparités existent entre Pontivy et Loudéac. Si au total, la situation de Loudéac apparaît meilleure, elle n'en masque pas moins un vide accéléré des communes rurales. Il existe incontestablement dans ce cas un transfert très important de la population rurale vers l'agglomération. A Pontivy, le bilan définitif est moins favorable mais cela est dû à un accroissement urbain plus limité tandis que les départs du milieu rural semblent se réduire.

Ce transfert des communes rurales vers le centre urbain le plus proche, bien que dangereux pour la survie des communes rurales, serait sans doute un moindre mal que le départ définitif hors de la région. Il n'est toutefois pas confirmé que l'augmentation massive de la population loudéacienne soit le fait de personnes domiciliées auparavant dans les communes rurales proches. Cette augmentation est aussi partiellement due à des arrivées de l'extérieur en particulier personnel".¹ De son côté, Loudéac n'avait pas réellement besoin des communes environnantes, disposant personnellement d'un très grand territoire. Loudéac a pu développer ses propres infrastructures urbaines sans rien demander aux autres. Enfin, et surtout, la municipalité s'en est tenue à ses propres soucis - à son propre développement industriel et urbain. Dans sa démarche, Loudéac a eu le réflexe départemental, faisant jouer à fond les ressources du cadre départemental pour l'amélioration des structures et non pas l'hypothétique ressort d'un pays à créer, qui aurait été à cheval sur le Morbihan et les Côtes-du-Nord. La responsabilité du maire est grande dans ce choix délibéré du développement - et quel développement ! - au sein de l'assiette départementale.

La commune de Loudéac a donc agi seule. Elle a augmenté et diversifié son potentiel industriel, révisé ses propres structures de transport,

1 - BOUCHE (F.), m. de m., op. cit.

d'enseignement, d'hospitalisation ... comme un défi à son éloignement par rapport au chef-lieu des Côtes-du-Nord, et à son passé récent. Dans ce cas, le rôle d'un homme a été décisif. Mais n'est-ce pas, au fond, parce que, justement, le cadre départemental est solide ? Même aux confins du département grandes sont les forces convergentes.

Géographiquement, tout proche du Mené, le pays de Loudéac peut être considéré aujourd'hui comme l'antithèse de celui-ci. Terre de culture, le plateau dit de Rohan porte les plus beaux champs de maïs des Côtes-du-Nord ; pas une parcelle n'est laissée à l'abandon. La production agricole intensive, certes favorisée par les conditions pédologiques et climatiques par rapport au Mené, est ici le résultat d'une volonté de développement acharnée depuis plus de vingt-cinq ans maintenant. Nous avons vu que cet aspect humain, ce caractère sociologique permet presque de définir le pays de Loudéac, comme dans le Mené mais, contrairement au Mené, ici, avec un succès déjà acquis.

LA HAUTE-CORNOUAILLE DES COTES-DU-NORD

Introduction. Le "pays" le plus caractéristique du point de vue de l'évolution démographique et rurale.

Le pays de Haute-Cornouaille est peut-être celui dont l'originalité nous a paru la plus forte dès le début de notre étude, au point de vue de l'évolution de la population.

En effet, c'est là que les aspects démographiques qu'on applique généralement à la Bretagne sont les plus typés : forte densité humaine par le passé, maximum de population tardif dans le XIXe siècle, et émigration considérable, presque jusqu'à l'épuisement, contemporain.

Pays entièrement bretonnant qui regarde vers le Finistère, vers la vraie Cornouaille, il repose en grande partie sur le granit, ce qui lui confère un caractère certain de pauvreté. Mais à l'intérieur même de ce morceau de Basse-Bretagne, forte est l'opposition entre l'ensemble "montagneux", - massif de Quintin-Duault, massif de Quénécan, massif de Plélauff - et la dépression de Corlay, annexe du Bassin de Châteaulin.

Bien que pénétrée par deux crêtes appalachiennes, orientées Est-Ouest, de plus de 260 m. d'altitude et de 2 à 4 km. de large, celle de Laniscat-Saint-Mayeux et celle de Saint-Gelven-Caurel, cette dépression mérite d'être considérée comme telle. Déblayée dans les schistes de Châteaulin, elle présente de molles vallées, monotones, humides, à 200 m. d'altitude environ. Ses terres lourdes, à forte teneur en argile, offrent une bonne capacité de rétention d'eau, par opposition aux sols légers, filtrants et acides qui reposent sur les granits et granulites des buttes arrondies et

des plateaux des massifs. De tout temps, le Bassin de Corlay a porté moins de landes improductives que le reste de la Haute-Cornouaille. C'est la petite zone riche dans le Sud-Ouest pauvre des Côtes-du-Nord.

Pour mieux comprendre ce qu'est aujourd'hui cette Haute-Cornouaille et le pourquoi de son évolution, nous serons particulièrement attentif à cette dualité traditionnelle qui demeure, renouvelée, mais toujours nette. Nous sommes aidé dans cette recherche par tout le travail de délimitation et de promotion, accompli au sein du Comité interdépartemental de développement économique du Centre Ouest Bretagne (le C.I.D.E.C.O.B.), depuis sa création en 1970. Le C.I.D.E.C.O.B. dans sa partie Côtes-du-Nord, en effet, englobe les six cantons de Rostrenen, Gouarec, Corlay, Saint-Nicolas-du-Pélem, Maël-Carhaix et Callac. Nous pouvons également mesurer toute l'originalité de la zone en analysant l'œuvre réalisée au sein du "groupement régional de développement agricole" (G.R.D.A.) de Rostrenen¹. Le G.R.D.A. de Rostrenen ne regroupait encore en 1975 que 10 % des agriculteurs des six cantons, mais ses quatre conseillers agricoles ont maintenant derrière eux toute une tradition de vulgarisation agricole qui porte déjà ses fruits. Le cheminement de cette diffusion des progrès techniques est particulièrement intéressant à retracer dans le contexte de la Haute-Cornouaille.

I - L'importance récente de la vulgarisation agricole.

L'ouverture du Sud-Ouest des Côtes-du-Nord aux progrès agricoles a commencé après la seconde guerre mondiale, avec la création des C.E.T.A. (Centres d'études techniques agricoles). A l'exemple de ce qui s'est passé à Loudéac et Guingamp dont les centres remontent à 1953², un groupe d'une quinzaine de cultivateurs de la même petite région se réunit à Corlay en 1954 et forme le C.E.T.A. n° 169 sur le plan national et n° 4 sur le plan départemental. Un second centre voit le jour à Gouarec l'année suivante. A Corlay, plus qu'à Gouarec, ce sont des agriculteurs, appartenant au même groupe politique et confessionnel, issus de la J.A.C., de la droite tradition-

1 - Qui dépend, comme tout G.R.D.A. de la Chambre d'Agriculture (du service d'utilité agricole de développement : le S.U.A.D.).

2 - HOUEE (P.), "Les étapes du développement rural...", op.cit., t. 2, p. 50 et suivantes.

nelle, qui forment le C.E.T.A. Leur conscience de groupe est d'autant plus vive qu'ils s'opposent à un environnement politique nettement à gauche. Leur situation matérielle personnelle est plutôt modeste : leur superficie moyenne d'exploitation est alors de 22 ha de S.A.U. Ils ont entre 25 et 40 ans.

Plus tard le C.E.T.A. de Gouarec se scinde en deux pour former celui de Rostrenen-Gouarec et celui de Glomel et Maël-Carhaix. Un C.E.T.A. dit "de la montagne" pour Callac et Saint-Nicolas-du-Pélem vient compléter l'ensemble par la suite seulement, avec un temps net de retard sur les autres. Le premier C.E.T.A. est donc né dans la région la plus riche : le Bassin de Corlay. En 1963, l'ensemble des C.E.T.A. du Sud-Ouest des Côtes-du-Nord regroupent 65 exploitations, soit à peu près 1 sur 100 de la petite région.

Dans ces conditions on peut se demander quel impact les C.E.T.A. qui touchent si peu d'agriculteurs ont pu réellement avoir dans ce pays des Côtes-du-Nord.¹ Leur originalité a consisté à nouer des relations avec leurs voisins directs : les membres des C.E.T.A. de Loudéac, Guingamp-Le Trieux, Pommerit-Jaudy et, d'autre part, avec le Finistère. Dans ces trois directions principales, des relations avec l'extérieur, des thèmes d'étude ont été retenus : analyse d'expériences d'enrichissement des terres par certains engrais, du côté finistérien par exemple, où il s'est agit d'ailleurs de comprendre les raisons d'échecs et non de réussites. Relations, voyages et visites avaient alors pour but de promouvoir l'action technique, d'améliorer la connaissance des animaux et du matériel. La finalité recherchée était l'augmentation de la production. En cela le Sud-Ouest des Côtes-du-Nord ne faisait que suivre le modèle de Loudéac. Jusque là il n'inventait guère : c'était un premier débroussaillage de la situation.

Une deuxième étape commence avec les essais de culture de prairie temporaire dans une région traditionnelle^{-ment} vouée en grande partie à la prairie permanente. Là aussi, l'exemple de Loudéac a fortement joué. De 1955 à 1958, un nouvel ensemble d'habitudes techniques est adopté. La pra-

1 - Une présentation et un bilan de l'agriculture du "Centre Ouest Bretagne" ont été donnés dans "Armor, le magazine de la Bretagne", n° 20 de juillet 1971.

tique du pâturage rationné grâce à la clôture électrique, qui évite le gaspillage, peut être pris comme symbole de cette révolution. Il faut remarquer cependant que la maîtrise de la culture temporaire n'est pas parfaite dans le Massif de Quintin-Duault, ni dans celui de Plélauff. Faut-il en incriminer la moindre qualité des sols dans la "montagne", des structures mentales moins favorables ?

Une troisième étape se dessine presque tout naturellement, comme une conséquence des deux premières, avec la recherche systématique d'un meilleur rendement des troupeaux. Pour ce faire on introduit la frisonne : les premières frisonnes arrivent à Corlay en 1956, à Plouguernevel en 1957. En même temps que l'orientation vers la production laitière s'affirme, les exploitants cherchent à diversifier leur production ; se développent alors l'élevage des porcs, et dans la "montagne" celui des moutons.

Augmentation et diversification des élevages ont demandé un grand effort de mécanisation : la première C. U. M. A. est créée en 1960 à Plouguernevel.

Cette année 1960 marque alors un nouveau tournant. Avec l'accroissement du volume de la production, les exploitants changent de mentalité : il se pose à eux le problème de la commercialisation. Ce ne sont plus alors les C. E. T. A. qui apportent les réponses aux questions posées. Seul celui de Corlay est capable (mais est-ce bien le mot qui convient ?) de prendre la direction commerciale de la production des porcs. Dans l'ensemble, c'en est fini des C. E. T. A. (vers 1965, ils ont à peu près disparu). Les coopératives prennent la relève.

Le besoin d'information et de formation subsistait pourtant, plus vif que jamais chez les exploitants après 1960. En tant que producteurs ils ressentaient même de plus en plus l'envie et la nécessité de se perfectionner. C'est la Direction des Services Agricoles qui prit alors l'initiative d'apporter au monde rural les compléments d'instruction souhaités. Au sein de "groupements de vulgarisation agricole" (G. V. A.) et des "groupements de vulgarisation agricole ménagers" (G. V. A. M.) une équipe aux compétences polyvalentes, fait passer, avec de pauvres moyens matériels mais une

âme d'apôtre, tout un ensemble de connaissances pratiques. Le premier G.V.A., celui de Callac, a vu le jour en 1959. Ceux de Rostrenen, Saint-Nicolas-du-Pélem, Gouarec ont suivi. Seul le canton de Corlay avec son C.E.T.A. dynamique n'a pas eu de G.V.A. En 1969 les G.V.A. se regroupent en G.R.V.A. (groupement régional de développement agricole) de Rostrenen. Le G.R.V.A. dépend du S.U.A.D. (voir plus haut) et son programme est défini au niveau départemental par l'association nationale pour le développement agricole (l'A.N.D.A.). Un conseiller de gestion, issu du Centre de Gestion, se joint alors aux premiers conseillers du G.R.D.A. Ainsi la vulgarisation agricole s'organise, se structure. En 1975 le personnel du G.R.D.A. compte cinq membres. En même temps on revient à l'action polyvalente des conseillers qui animent, chacun, un canton. Le G.R.D.A. touche environ 10 % des agriculteurs ; ceux-ci ont entre 40 et 50 ans ; ils exploitent de 25 à 30 ha, ce qui est peu par rapport à la moyenne locale. Mais ils sont tous spécialisés dans une production.

Ainsi, après vingt ans de vulgarisation agricole, la proportion des exploitants touchés par cette action reste ^{très} faible. Il convient cependant de rapporter ici les autres moyens de formation mis à la disposition du monde agricole, d'utilisation restreinte il est vrai. Ce sont d'abord les services techniques des coopératives laitières et des firmes privées qui touchent à peu près 10 % de leurs adhérents. Ces adhérents sont pour la plupart, également membres du groupement de développement. Les techniciens des coopératives ou firmes sont appelés le plus souvent pour résoudre des problèmes pratiques, précis.

Le service de l'Etablissement département de l'élevage, dépendant de la Chambre d'Agriculture, n'atteint, lui, que les agriculteurs les plus dynamiques, les plus spécialisés, les leaders. Ainsi la ferme expérimentale de Saint-Nicolas-du-Pélem, pourtant située au cœur de la petite région, n'a un rayonnement direct que très réduit. Son niveau de préoccupation paraît plus théorique que pratique aux éleveurs.

Le centre de formation professionnelle agricole de Quintenic (près de Lamballe) accueille seulement quelques aides familiaux à des séminaires plus ou moins rapides.

Le syndicalisme agricole ne semble avoir aucune action de formation de masse. La télé-promotion rurale n'est absolument pas suivie. Par contre, les journaux agricoles et les pages agricoles des grands quotidiens, Ouest-France et le Télégramme, sont lus par tous.

De ce tour d'horizon il ressort que seuls quelques-uns parmi les exploitants ont reçu une formation technique poussée. Mais ce sont ces quelques-uns qui ont changé la face des choses dans le Sud-Ouest des Côtes-du-Nord.

II - Les effets de la vulgarisation agricole¹.

Depuis 1955, quel chemin parcouru ! L'accueil fait aux innovations techniques, de la part de la poignée d'agriculteurs touchée par la vulgarisation agricole semble directement responsable des modifications profondes survenues dans les méthodes et les résultats du travail. Le cadre même du travail a beaucoup évolué.

Ainsi d'une façon générale, d'un faire-valoir où prédominait très largement le fermage en 1955 on est passé, par l'intermédiaire d'une situation mixte, au faire-valoir indirect encore prépondérant, mais atténué. En 1970, 58,4 % seulement de la S.A.U. est en location, contre 63 % en 1955. Aujourd'hui, le faire-valoir direct domine dans la montagne ; le fermage, dans le bassin de Corlay. Le passage d'un état à l'autre se fait par les achats de terre de la part des fermiers à l'occasion des départs dans le cadre de l'I.V.D. D'autre part, - en 1975-76 cela a été net - de nombreux propriétaires ont tendance à vendre, en raison du faible rapport des terres. Les fermiers soucieux de préparer une succession correcte à leur fils et souvent gênés dans leur désir de modifier les bâtiments d'exploitation, sont

1 - C'est ce que JACOBI (D.) et ORIVEL (F.) essayent d'évaluer (travail en cours en 1976) à l'échelon national, à partir d'échantillon d'agriculteurs. Communication aux journées de la S.F.E.R., octobre 1976, 5 pages ronéotées. D'après les auteurs (et leurs sources : le Ministère de l'Agriculture) en 1974, la formation continue en agriculture a représenté 3 % du budget de l'Enseignement du Ministère de l'Agriculture et touché 71 000 personnes. Les résultats de ce travail ne sont pas encore connus (fin 1976). D'une façon plus générale, revoir l'analyse des coûts et des "rendements" de la formation des agriculteurs dans "Ruralité, éducation, développement", MALASSIS (L.), Coll. Sciences agronomiques, Masson, 1975, 127 p.

tentés d'acheter, au risque de compenser la liberté d'action ainsi acquise par une lourdeur des charges parfois excessive.

Cette évolution du faire-valoir a pour corrélatif l'agrandissement des exploitations. Le nombre des exploitations de moins de 10 ha diminue, celui des autres augmente.

Répartition des exploitations agricoles selon les classes de superficies dans le Sud-Ouest des Côtes-du-Nord.			
	- de 10 ha	10 - 50 ha	+ de 50 ha
1955	42,8 %	56,2 %	0,5 %
1970	34,1 %	63,7 %	2,0 %

Tableau n° 37.

Sources : R. G. A. 1955-1970.

Depuis 1955 le nombre des exploitations a diminué du quart (26,7 %) soit 14 000 exploitations disparues, qui ont servi à l'agrandissement des restantes. Cela s'est produit essentiellement dans les massifs de Quintin-Duault et Rostrenen-Plélauff et celui de Quénécen.

Mais si le nombre des exploitations diminue, celles-ci gardent leur caractère : elles demeurent familiales. Ce sont les classes de surfaces qui ont changé. La petite exploitation de 1955-et même celle de 1967-n'est plus celle de 1974 ; la moyenne et la grande, non plus.

Plus précisément, il y a accroissement des inégalités entre les exploitations : toutes s'agrandissent mais surtout les plus grandes : les grandes et les moyennes.

Dans cette évolution de la surface des exploitations, le rôle du remembrement et le souci de la rentabilisation du matériel ont certainement une grande part de responsabilité. Le remembrement a commencé dès 1951 (date de la première démarche en ce sens de la part des élus) à Corlay et au Haut-Corlay.

REPARTITION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES EN TROIS GROUPES SELON LEUR SUPERFICIE, en 1967 et 1974		
	1967	1974
1 - la petite exploitation familiale	1 à 9 ha 36,2 % des exploitations	1-7 ha (19,9 %) 1 à 14 ha 38,4 % 8-14 ha (18,5 %)
2 - l'exploitation familiale moyenne	10-25 ha (47,5 %) 10 à 33 ha 55,9 % 26-33 ha (8,4 %)	15-29 ha (36,3 %) 15 à 39 ha 49,4 % 30-39 ha (13,1 %)
3 - la grande exploitation familiale	+ de 34 ha 7,6 %	40-49 ha (6,7 %) + de 40 ha 11,9 % + 50 ha (5,2 %)

Tableau n° 38.

Sources : M. S. A. pour 1967 et 1974.

Dès le début, l'essentiel des opérations a été réalisé dans le Bassin de Corlay. A la fin de 1976, la répartition des opérations reste la même. Le massif de Callac demeure peu touché. Ainsi le remembrement a contribué à creuser les inégalités à l'intérieur du Sud-Ouest des Côtes-du-Nord.

La mécanisation a été générale. De 1955 à 1970 le nombre de tracteurs a été multiplié par 7 dans la petite région. Mais dans l'ensemble du département, l'augmentation avait été beaucoup plus forte : 17 800 tracteurs en 1965, 26 800 en 1973, soit 15 fois plus qu'en 1955 (4 400 tracteurs). Cette augmentation générale a été très inégale à l'intérieur des Côtes-du-Nord, forte en zone légumière, beaucoup moins dans le Sud-Ouest et le Sud-Est.

Par contre, le Sud-Ouest a acheté plus volontiers de gros tracteurs, ce qui paraît normal vu le genre de travail à réaliser.

REPARTITION DES TRACTEURS SELON LEUR PUISSANCE				
	- 25 CV	25 à 34	35 à 49	50 CV et +
S-W C.D.N.	17,2 %	29,5 %	38,8 %	14,3 %
Côtes-du-Nord	18,9 %	27,4 %	43,6 %	9,9 %

Tableau n° 39.

Sources : D.D.A. Côtes-du-Nord ; R.G.A. 1970.

Dans un second temps de la mécanisation, le rôle des C. U. M. A. a été très important, vers 1964. Cette année-là le Bulletin de liaison du foyer de progrès de la région de Rostrenen (celui de mars 1964, n° 3) définissait et expliquait à ses lecteurs le rôle d'une C. U. M. A. En 1970 il n'y a plus que quatorze C. U. M. A. en activité. Des entreprises de travaux agricoles, comme partout, se sont substituées aux C. U. M. A. pour réaliser les opérations plus coûteuses, et, surtout, exécuter plus rapidement que nécessitent la récolte du maïs qui intéresse surtout le Bassin de Corlay.

Le développement de la traite mécanique revêt le même caractère d'inégalité à l'intérieur du Sud-Ouest des Côtes-du-Nord. Il s'est fait essentiellement dans la partie basse et riche où jusqu'à 62 % des fermes ont une installation alors que dans la montagne la proportion touche fréquemment à moins de 10 %.

La mécanisation a donc été importante surtout dans le Bassin de Corlay. Elle a contribué à renforcer l'opposition traditionnelle entre la montagne et la dépression.

Les transformations du système agricole ont accompagné celles du faire-valoir et de la mécanisation. A la fois sources et conséquences de ces dernières, elles ont constitué pour les paysans le but à atteindre.

Le système agricole caractéristique du pays de Haute-Cornouaille est aujourd'hui celui de la production fourragère et de l'élevage bovin à vocation mixte. C'est un système intensif.

Il résulte de l'évolution des mentalités et de celle des productions que nous venons d'apercevoir à travers l'historique de la vulgarisation agricole. Une première révolution fourragère, celle de la prairie temporaire s'était opérée sous l'action des C.E.T.A. en 1955. Elle avait déjà conduit à une simplification¹ des systèmes de culture, à l'abandon des fourrages verts traditionnels et des prairies artificielles. En même temps, la culture des céréales régressait. Seule l'orge se maintenait. L'assolement se ramenait alors à celui des plantes fourragères sarclées, de l'orge et de la prairie permanente quasi inamovible. Mais les cultures traditionnelles - celles du seigle, du trèfle violet ... - disparaissaient, au profit de la culture de l'herbe.

REGRESSION DES CEREALES ET DES PRAIRIES ARTIFICIELLES		
	Céréales	Prairies artificielles
1955	25 405 ha	8 257 ha
1970	14 143 ha	2 037 ha
Régression 1955-1970		
(V.A.)	- 11 262 ha	- 6 220 ha
%	(-44,3 %)	(- 75,3 %)

Tableau n° 40.

Sources : R.G.A. 1955 et 1970.

1 - On mesure toute l'évolution du phénomène en relisant CHOMBART de LAUWE (J.) et MORVAN (F.), "Les possibilités de la petite entreprise dans l'agriculture française", contribution monographique, édition 1954, S.A.D.E.P., Paris, 147 p. (en fait, il s'agit du bassin de Châteaulin auquel celui de Corlay fait suite). Voir la conclusion p. 113 : "plus l'entreprise est petite, plus la gestion de l'entreprise .. est compliquée".

REPARTITION DES CULTURES DANS LA SUPERFICIE UTILISEE.						
	Toutes céréales		Toutes cultures fourragères		S. T. H.	S. A. U. é
		Orge	(y. c. plantes sar- clées fourra- gères	prairies tempo- raires		
S. W. 22	15,6 %	10,4 %	53,7 %	38,2 %	29,1 %	100
C. D. N.	29,5 %	16,4 %	46,9 %	28,7 %	19,5 %	100
part du SW dans C. D. N.	9,4 %	11,3 %	20,4 %	23,6 %	26,6 %	17,8 %

Tableau n° 41.

Sources : R. G. A. 1970.

En relation avec ces changements dans le tapis végétal, vers 1955-60, l'élevage subit de profondes modifications - non pas dans sa finalité traditionnelle à caractère mixte, pour le lait et pour la viande - mais dans sa productivité : il devient intensif, s'apparentant alors plus intimement à celui du Finistère.

EVOLUTION DU CHEPTEL BOVIN DE 1955 à 1970						
	Total bovins			Vaches laitières		
	1955	1970	Evolution en %	1955	1970	Evolution en %
S. W. 22	68 313	123 543	+ 80 %	32 269	46 744	+ 44 %
C. D. N.	323 057	551 522	+ 70 %	215 194	276 725	+ 28 %
part du S. W. dans les C. D. N.	21 %	22 %		15 %	16 %	

Tableau n° 42.

Sources : R. G. A. 1955 et 1970.

Cependant, la sélection des troupeaux restait empirique . Même en 1975, 14 % seulement du troupeau laitier du Sud-Ouest des Côtes-du-Nord est soumis au contrôle laitier (17 % dans l'ensemble du département) et ceci surtout dans le Bassin de Corlay.

Parallèlement, des tentatives de renouveau s'opéraient dans les sections traditionnelles des élevages ovins et avicoles. En 1960-65, surtout dans les cantons de Gouarec, Corlay et Rostrenen se développait la production du mouton. Dans le massif de Quintin-Duault une ferme d'une soixantaine de bétails sur 100 ha de S.A. U. semblait donner l'exemple. C'était là - et c'est encore en 1976 - l'initiative d'un rapatrié d'Afrique du Nord. Mais si la Haute-Cornouaille produit, en gros, la moitié des moutons des Côtes-du-Nord, cela n'est pas encore beaucoup.

Les spéculations avicoles - celles du poulet de chair - ont été plus spectaculaires. Elles ont eu pour origine le stage d'une jeune fille de Lanrivain dans un élevage de la Côte d'Or en 1930. Les élevages se sont agrandis entre 1930 et 1945 et ils ont connu une espèce d'âge d'or entre 1945 et 1958. La crise de 1957-58 a provoqué une concentration en même temps que l'intégration de la production (à 60 % en 1976). La moitié de ces élevages repose sur un support de S.A. U. étroit, moins de 10 ha et le quart peut être classé dans le hors-sol (sur moins de 1 ha de S.A. U.). Dans les deux cas, la spéculation avicole a donc permis à de petits ou tout petits exploitants de rester à la terre, ou simplement à la campagne. A Paule, par exemple, 40 % de ces aviculteurs ont une activité complémentaire.

La production porcine traditionnelle n'a pas été renouvelée du tout dans les mêmes proportions que la production avicole. Ici, point de grands ateliers. La production fermière demeure dans les villages les plus isolés du massif de Quintin-Duault, ^{mais} cela reste local, familial, en marge, et à la limite de la légalité. N'avons-nous pas surpris en période de vacances, en plein mois de juillet, tel cultivateur tuant le cochon pour le congélateur des enfants qui sont partis en ville ?

Ainsi, la Haute-Cornouaille demeure bien un pays d'élevage bovin à vocation mixte, étoffé d'un élevage avicole renforcé. Mais rien n'est dé-

finitif. Des mutations sont en cours¹. Essayons d'en pressentir le sens².

III - Les mutations en cours (en 1976-77).

Le changement auquel on peut être le plus sensible à l'heure actuelle est sans doute celui qui s'opère dans les mentalités. On assiste, indubitablement, à une revalorisation morale de la profession. Le pays est à la fois plus jeune et plus dynamique qu'il y a seulement cinq ans. Le rajeunissement provient de l'accélération des départs en retraite des exploitants. De 1970 à 1975, la proportion des plus de 60 ans est passée de plus du quart (26 %) à 14 %. On reconnaît là le rôle de l'I. V. D.³ ; mais l'agrandissement des exploitations peut se réaliser - nous l'avons vu plus haut - grâce à une certaine désaffectation des propriétaires non cultivateurs qui manifestent une certaine tendance à vendre.

Plus vastes, les exploitations, tout en demeurant familiales, ressentent davantage le besoin de l'entr'aide. Un service de remplacement fonctionne dans le G.R.D.A. de Rostrenen depuis 1973 (avec un seul salarié, il est vrai). Quelques G.A.E.C. se sont montés : 3 en 1969-70 ; 2 en 1974 ; 8 en 1975.

Plus significative, est l'évolution du système d'élevage. Un certain goût pour l'élevage des taurillons se décèle. A la suite d'un voyage des adhérents à la coopérative de Landerneau (et à celle de l'Argoat), en Bavière en 1966, une première série d'ateliers de taurillons avait démarré en 1967-68 à Maël-Carhaix, puis à Carnoët, Plounevez-Quintin en 1971-72. Ces communes touchent presque le Finistère. Est-ce un hasard ? Autour de Rostrenen, le phénomène a du mal à prendre. Ces ateliers relèvent d'une poignée d'exploitants (peut-être de 3 %). Mais les races à viande - la limousine, en parti-

-
- 1 - Voir LALLINEC (A. Y.), "Les mutations agricoles - origines et diffusion des innovations agricoles dans le Sud-Ouest des Côtes-du-Nord", m. de m., Université de Haute-Bretagne, 1976, 235 p. ronéotées.
 - 2 - Pour sentir les difficultés du dedans et du côté de l'élevage ovin seulement voir JOLLY (Th.), "Les bergers", S.A. Imprimerie Centrale de l'Ouest, La Roche-sur-Yon (Vendée), 1974, 180 p. L'histoire se passe à Trémargat.
 - 3 - Voir le rapport d'activités de l'A. D. A. S. E. A. des Côtes-du-Nord pour 1974.

culier - pénètrent le pays.

En même temps, les races plus spécifiquement laitières, comme la pie-rouge, qui offre en outre un bon rendement comme vache de réforme, jouissent d'un grand intérêt auprès des éleveurs les plus expérimentés.

Que ce soit pour la viande ou pour le lait, l'orientation se dessine encore vers l'intensification. Les essais de culture de la féverole à la ferme expérimentale du Crecom en 1970, chez des particuliers ensuite, à Saint-Nicolas-du-Pélem, à Paule ... ces essais vont dans le même sens. On peut rattacher à ce souci d'une plus grande productivité, l'extension toute récente de la culture des légumes de plein champ pour la conserverie. La C.E.C.A.B. (Centrale Coopérative Agricole Bretonne) née en 1968 du regroupement de 5 coopératives polyvalentes (élevage, céréales, légumes, pommes de terre) possède une féculerie à Rohan. Depuis 1974 elle a un siège à Rostrenen. C'est elle qui a encouragé la culture de la pomme de terre féculière - puis des autres légumes -.

EXTENSION DE LA CULTURE DES LEGUMES DE CONSERVES			
	Pois	Haricots	Total
1973	30 ha	5 ha	35 ha
1974	40	13	53
1975	103	90	193
1975	sur communes Glomel Mellionnec Paule Plélauff Plouguernevel Rostrenen Sainte-Tréphine	sur communes Glomel Kergrist-Moelou Mellionnec Paule Plélauff Plouguernevel Rostrenen	

Tableau n° 43.

Sources : C.E.C.A.B. Rostrenen.

Aujourd'hui le pays de Haute-Cornouaille est donc bien vivant, inventif, mais dans le domaine de la production agricole seulement. N'y a-t-il donc pas moyen de transformer cette production ? Plus qu'ailleurs se pose ici le problème des industries agro-alimentaires.

L'agro-alimentaire dans la Haute-Cornouaille.

On pourrait dire que l'activité agro-alimentaire la plus élémentaire se situe au niveau des marchés traditionnels. Le marché de Rostrenen en donne un bon exemple, parfaitement ancré au cœur de sa région d'élevage bovin traditionnel, en partie rénové, en tous cas encore bien vivant aujourd'hui et contribuant à mieux définir l'espace rural du "pays"¹.

Le marché se tient tous les mardis. De 350 à 450 têtes de gros bétail par semaine² y sont amenées, auxquelles s'ajoutent 300-350 ovins environ, selon les mois. L'essentiel des transactions porte sur les gros bestiaux 60 à 70 % de vaches de réforme, 25 % de boeufs et taureaux de boucherie et le reste en "maigres", c'est-à-dire en génisses pour la reproduction, en "broutards" de 12 à 15 mois (le "broutard" a été élevé sur l'herbe, chez l'éleveur) et en veaux de 8 jours destinés soit immédiatement à la boucherie soit à l'engraissement en nursery. Les "maigres", à part les génisses et les très jeunes veaux, sont donc orientés vers l'embouche, pour être "finis" au maïs, en ateliers plus ou moins importants, et être abattus à deux ans et demie.

Le marché s'approvisionne et redistribue la marchandise dans un rayon de moins de 30 kilomètres. Son influence se fait sentir jusqu'au bassin de Carhaix mais elle n'est forte que dans la Haute-Cornouaille des Côtes-du-Nord.

Est-ce que le marché de Rostrenen crée un espace social ? Il nous est difficile de répondre à la question. Ce qui est sûr, c'est que Rostrenen

1 - Dans le sens de GUIGOU (J. L.), "Formes de l'espace économique et de l'espace social" qui demande la réhabilitation d'un certain espace social comme matérialisation des pratiques individuelles et sociales des groupes dans la ligne de "l'espace, produit social", de H. LEFEBVRE, Communication aux journées de la S.F.E.R., novembre 1976, 4 p. ronéotées.

2 - Voir les mercuriales dans Ouest-France.

sans son marché ne serait rien, ou presque. Le marché apporte beaucoup à la petite ville. S'y rendent de nombreux marchands ambulants. Les commerçants du lieu en vivent. Les restaurants travaillent à plein un jour par semaine. Habits, chaussures, meubles, appareils ménagers ... se vendent essentiellement le mardi. Les transactions du marché se font en liquide le plus souvent et cet argent frais est en partie immédiatement injecté dans des achats pour le ménage et en partie pour l'exploitation.

A côté de ces aspects purement économiques, le marché de Rostrenen entretient certainement une vie de relations importantes pour son "pays"¹. Mais si vivant que demeure le marché de Rostrenen² - et nous aurions pu décrire ici également celui de Callac - son activité marchande ne constitue pas ce que les économistes attendent de l'agro-alimentaire. Certes l'expression "industrie agro-alimentaire" manque de précision et court sur toutes les lèvres, surtout en Bretagne. Mais ici, au pays de Haute-Cornouaille, elle recouvre une préoccupation authentique. La Haute-Cornouaille est en effet avant tout productrice de produits agricoles et l'on pourrait tout naturellement souhaiter qu'elle transforme une partie de cette production³. Or qu'en est-il ? En Bretagne Centrale trois cantons monopolisent les entreprises agro-alimentaires : celui de Guingamp, celui de Châteauneuf-du-Faou et celui de Carhaix (voir le tableau de la documentation annexe). Plus précisément, on remarque que les entreprises se situent dans les villes les plus importantes de la zone et que dans le Sud-Ouest des Côtes-du-Nord, ces cantons se classent bien en ce qui concerne leur population totale. D'une façon générale le Centre Ouest de la Bretagne, comme le Centre Est, de part et

1 - Idée à rapprocher de MAHO (J.), "Fonctions non économiques des foires et marchés ruraux", communication ronéotée, 3 p. pour le Congrès des Ruralistes français d'Aix-en-Provence, 25-27 novembre 1976 et d'une façon générale voir le panorama des articles pour le Congrès de l'Association des Ruralistes français dans "La place des foires et marchés parmi les pôles français de commercialisation des produits agricoles" par WACKERMANN (G.), 46 p. ronéotées, plus documents annexes et ébauche bibliographique.

2 - GAUTIER (M.), "Les foires de Rostrenen", Inf. Géo. 1940, n° 4.

3 - Le C.I.D.E.C.O.B. a fait de cette préoccupation le centre de ses recherches. Voir C.I.D.E.C.O.B. : Chalm (J. Y.), "Etude agro-alimentaire", 1971, 77 p. ronéotées.

d'autre de Loudéac, représente un vide sur la carte de l'agro-alimentaire de la Bretagne¹ (en 1968, même si ce vide est très partiellement comblé par rapport à 1958)¹. Les industries agro-alimentaires, dans le Centre Ouest Bretagne occupent cependant la seconde place dans les activités du secteur secondaire avec 21 % des actifs en 1968, après le bâtiment qui regroupait 50 % des actifs à la même époque (voir documents annexes). Ce second rang ne doit pourtant pas faire illusion. On peut raisonnablement estimer que la Haute-Cornouaille transforme à peu près le tiers du lait produit et le tiers de la viande². On mesure donc toute la marge d'action que laisse cette situation. Il n'est pas certain pour autant qu'il soit souhaité, ni souhaitable, que des implantations se fassent dans le Sud-Ouest des Côtes-du-Nord. Le fait est-il désiré dans les populations, réclamé par les municipalités et les élus ? prévus dans les S. D. A. U. ? Autant de questions qu'il faut replacer dans le contexte régional. En effet, si les mairies - celle de Rostrenen, en particulier - souhaitent développer l'industrie agro-alimentaire, ce développement éventuel est bloqué d'avance. Par exemple l'abattoir de Rostrenen, qui se maintient mais à un niveau d'activité très modeste, a très peu de chance de se développer en raison de l'équipement suffisant des autres centres du département. L'installation (en 1976) à Loudéac de deux gros frigos (Frigo-scandia) sera sans doute suivie d'un renforcement de la capacité de l'abattage dans cette même ville par les Suédois.

La situation des employés de la Haute-Cornouaille des Côtes-du-Nord risque donc de rester la même. Le seul changement possible consistera peut-être à aller travailler à Loudéac au lieu de Carhaix.

Le nombre relativement grand d'exploitants à temps partiel dans le Sud-Ouest du département a donc des chances de se maintenir. Mais, redisons-le, les industries agro-alimentaires ne sont pas les plus aptes, et il s'en faut ! à fournir des emplois. Il conviendrait donc de chercher à développer d'autres activités.

-
- 1 - Revoir PHILIPPONNEAU (M.), "Debout Bretagne", op.cit., p. 354 et 3
 - 2 - Il s'agit là d'estimations très grossières, dont l'appréciation n'engage que nous-mêmes.

Les autres activités économiques de la Haute-Cornouaille, en dehors de celles liées directement à l'agriculture que nous venons d'analyser, se trouvent aujourd'hui à l'état de relique ou à celui d'essai. Callac fournirait sans doute un bon exemple pour les premières : ne peut-on y satisfaire sa curiosité en flânant chez un maréchal-ferrant, un tisserand, un fabricant de bougies ... Cet artisanat attire une certaine clientèle en mal d'authenticité. De leur côté, des essais d'animation touristiques procèdent du même souci de faire pénétrer dans le massif granitique, avec les roulettes à l'Irlandaise, amateurs et connaisseurs de la nature et du passé. Cela n'a rien d'original.

Conclusion.

La Haute-Cornouaille des Côtes-du-Nord n'est plus le pays qui se meurt d'il y a encore vingt ans seulement. Les progrès techniques de l'agriculture y ont été considérables. Mais elle demeure un espace d'argot type, profondément rural, adonné à l'élevage bovin principalement. C'est en ce sens encore, presque à l'état parfait, le pays de l'intérieur.

IV - Haute-Cornouaille et C. I. D. E. C. O. B.

a) Le C. I. D. E. C. O. B. en Haute-Cornouaille.

Le pays de Haute-Cornouaille a été le théâtre de l'action d'un comité de pays qui a soulevé beaucoup d'intérêt ces dernières années : le C. I. D. E. C. O. B., constitué en 1970, lors d'une assemblée à Callac (le 27 mars). Il était né de la conjoncture des initiatives du comité de Carhaix (Finistère) et d'une "Commission du Sud-Ouest" (des Côtes-du-Nord). La Rénovation Rurale avait encouragé cette action interdépartementale. Des cantons morbihannais s'y étaient joints.

La zone d'action du C. I. D. E. C. O. B. retenue était alors sensiblement plus large que celle du S. D. A. U. : elle s'étendait aussi aux cantons de Guingamp, Belle-Isle-en-Terre, Bourbriac, Corlay et Mûr-de-Bretagne.

Association du type de la loi 1901, le C.I.D.E.C.O.B. s'était doté dès le départ, de six commissions régionales de travail chargées de l'analyse de la situation et de l'élaboration de propositions dans les principaux secteurs d'activités. Un travail d'animation intense avait débouché en 1971 sur la publication d'un "Livre vert", document d'analyse détaillée de la zone et ouvrant sur des orientations de développement économique, en matière sociale et culturelle. Après bientôt dix ans de recherches, les responsables du C.I.D.E.C.O.B. constatent un décalage important entre leurs objectifs de départ et la réalité. On peut se poser le problème de l'échec relatif du C.I.D.E.C.O.B.

b) A la recherche des raisons de l'échec du C.I.D.E.C.O.B.

Si l'absence d'une ville-centre est frappante sur le territoire du C.I.D.E.C.O.B., on ne peut nier l'existence d'un certain nombre de facteurs de liaison interdépartementaux. Un bassin-versant offre son cadre naturel. Les cartes d'attraction de la Chambre de Commerce et les réponses aux enquêtes pour le VIIe Plan soulignent le rôle de Carhaix. L'infrastructure routière ne fait pas défaut : l'axe de la 164 bis a été rénové. La liaison entre Guingamp, Carhaix et Lorient, et celle de Saint-Brieuc à Quintin et Rostrenen sont à améliorer mais elles existent. A part Rostrenen qui se trouve rattachée à Saint-Brieuc, la zone hospitalière draine l'ensemble du pays sur Carhaix.

Il n'est pas déraisonnable de penser que des activités devraient se fixer quelque part, sans considération des limites départementales et qu'une zone pourrait être définie ici : zone mineure ? Trois cantons du Morbihan, trois du Finistère et quatre des Côtes-du-Nord : Callac, Maël-Carhaix, Saint-Nicolas et Rostrenen ; zone élargie ? Celle qui a été dessinée jusqu'à Guingamp à l'intérieur des Côtes-du-Nord pour contrebalancer justement l'influence de Carhaix et contre laquelle ont réagi les créateurs mêmes du C.I.D.E.C.O.B. La définition d'un espace interdépartemental a été soutenue par la Rénovation Rurale. Grâce à celle-ci les comités locaux ont eu des contrats d'étude, contrats et études qui transitaient par les admi-

nistrations départementales. Le procédé supposait une collaboration entre les techniciens et nécessitait une approche nouvelle des problèmes, approche horizontale, plus globale, assez nouvelle en son temps et qui entraîna des difficultés.

D'autres difficultés propres au C.I.D.E.C.O.B. ont entravé ses débuts d'action. Certains élus ont craint, soit l'agitation politique, soit, au contraire, de favoriser un replâtrage de la situation économique qui aurait caché la gravité de la situation. Les élus n'ont donc pas mis tout leur poids dans la balance. De leur côté, beaucoup d'électeurs se sentaient lassés d'avance.

Un autre handicap a joué : celui de la dimension de la zone d'action. Contrairement au Mené (celui des 26 communes du P.A.R., ou des 20 communes du comité, soit une vingtaine de mille d'habitants), le C.I.D.E.C.O.B. est vaste : il comprend, selon la définition qu'on choisisse, de 70 à 100 communes : c'est trop. Les habitants se sentent moins concernés, les édiles peu responsables, pas favorables à une aide financière au comité. De cinq permanents doublés de trois employés à temps partiel en 1971, le comité s'est réduit très vite à un seul secrétaire.

Tandis que la trop grande étendue du C.I.D.E.C.O.B. jouait en sa défaveur, les comités locaux départementaux se mettaient en place. Lorsque paraît le livre blanc du C.E.L.I.B. (en 1971) "Bretagne : une ambition nouvelle", l'idée de pays se développe et trouve un soutien au sein du C.E.L.I.B., même si ce dernier n'apporte pas d'aide pratique aux comités locaux. C'est la belle époque du C.O.C.A.P.A.R., de l'A.D.E.R. ... des pays qui jouissent d'une assiette géographique mieux localisée.

Lorsque les hommes de gauche quittent le C.E.L.I.B. (à la fin de 1972), la notion de pays vacille quelque peu. L'idée est reprise quelques temps après - en 1974 - sous la forme confisquée des contrats de pays. En 1975, sur les douze contrats de France, la Bretagne en propose deux : ceux de Ploërmel et Vitré. En 1976-1977, sont sortis ceux d'Auray et d'Armor (du pays bigouden). Dans les Côtes-du-Nord deux zones sont candidates au contrat de pays : le Sud du pays de Dinan et l'arrondissement de Guingamp. Des deux,

le Conseil Général préfère le second. Celui de Guingamp est un contrecalque du découpage administratif tandis que de l'autre côté de la frontière départementale, dans le Morbihan, les trois cantons du Faouet, de Guémené et de Gourin postulent pour un contrat de pays tous seuls.

Ces deux dernières candidatures remettent en cause l'unité du C.I.D.E.C.O.B. De plus, la Chambre de Commerce de Morlaix a lancé une action spéciale (en octobre 1977) sur les trois cantons du Finistère qui entrent, en théorie, dans le territoire du C.I.D.E.C.O.B. Au même moment, la décision du Conseil Général des Côtes-du-Nord d'aménager le Blavet, d'y créer un grand barrage pour alimenter le Sud-Ouest des Côtes-du-Nord ramène l'attention et les forces autour d'une préoccupation départementale. La zone définie s'étend des cantons de Callac et Bourbriac au Nord, à Rostrenen et Gouarec au Sud. Ce projet entraînerait-il d'autres actions structurantes ? Une association vient de se créer (novembre 1977) : l'A.D.E.P.R.O. (l'Association pour le développement du pays de Rostrenen et complique la situation. La nouvelle venue entend se préoccuper, à l'intérieur des Côtes-du-Nord, de la zone sud occidentale, au sens assez étroit, rejetant Callac au Nord, se contentant d'agir sur les cantons de Rostrenen, Saint-Nicolas et Gouarec.

En définitive il est bien difficile de donner une définition, une délimitation du C.I.D.E.C.O.B. ou des pays qui se dessinent dans le sud-ouest des Côtes-du-Nord. Il semble que les éléments d'unité, de convergence, ne manquent pas mais qu'ils n'arrivent pas à tisser un ensemble cohérent.

Conclusion. Haute-Cornouaille et Trégor : le pays difficile et le pays facile.

Quelle idée, pour finir, retenir de la Haute-Cornouaille que nous venons de décrire, par rapport au Trégor que nous allons aborder. D'où peut venir la définition des deux pays qui se touchent ? Peut-être, dans les deux cas, d'abord, d'un cadre de vie, d'une manière de vivre ? Quand on quitte Guingamp pour se rendre en Haute-Cornouaille, en direction du Sud, on sent tout de suite qu'on s'intègre à quelque chose de séculaire ; on a le sentiment d'un lien très fort entre le paysage et les hommes, de toucher à

une grande harmonie entre la géographie physique et l'aménagement de l'espace. En Haute-Cornouaille tout semble cerné, organisé : la maison bien placée, à flanc de coteau, les parcelles encloses, les prés disposés le long des ruisseaux, les champs sur les bosses ... sous un ciel variable avec des changements assez nets d'une saison à l'autre. Mais en même temps, on pressent que cette humanisation du cadre n'est pas totale : quelque chose a échappé à l'emprise de l'homme : c'est la nature qui est d'abord présente et l'on croit un instant se retrouver à l'an - 2 000. C'est ici la "montagne" et le terme n'est pas tout à fait subjectif.

L'homme qui hante ces paysages est un peu à l'image des choses : grand est son attachement à sa terre, c'est-à-dire qu'il est avant tout fidèle, et en même temps, épris d'absolu. Il rêve d'une société qui réglerait tous les problèmes. Accueillant, amical même, il se révèle tout de suite exigeant, jusqu'au-boutiste. Il exprime en politique cette aspiration à l'absolu : à gauche, ou à droite, il y va avec le désir ferme d'y trouver des solutions radicales, totales, et des représentants voués à la cause. Volontiers mal à l'aise dans la vie, le Breton de Haute-Cornouaille donne facilement dans le mysticisme, transpose et atteint très vite un monde de l'au-delà.

Partant de Guingamp en direction de la mer, le paysage physique et humain est tout autre. Le bas-plateau qui s'y développe offre plus d'ampleur, plus de douceur à l'œil - si nous osions, nous dirions : au toucher. Jamais de neige ici, alors qu'elle peut apparaître à dix kilomètres au Sud de Guingamp, à Gurunhuel, Pont-Melvez. L'Attique bretonne, comme disait Renan, offre mimosas et hortensias dès février-mars. C'est là le pays de la vie plus facile, plus riche, plus individualiste, opposée à celle de la Cornouaille plus rude et plus communautaire. Les Cornouaillais dansent ensemble, en groupe. Les Trégorrois sont des conteurs, presque des parleurs, qui ont besoin d'enjoliver la vérité ; ils aiment plus le roman que l'histoire. Dans ce pays en pente douce vers la mer, la vertu de pugnacité de la Haute-Cornouaille manque un peu. Accueillant également, le Trégorrois n'est pas tenace, il est sans volonté de puissance. La vie lui a été toujours plus aimable. Tréguier, déchu de son rôle de capitale religieuse, ne s'est pas relevé, pas réadapté.

Entre les deux vieux pays, celui de la Haute-Cornouaille qui regarde vers la vraie Cornouaille, et celui du Trégor décapitalisé, la petite ville dynamique de Guingamp est-elle le centre d'un nouveau pays ?

Guingamp, né dans la petite île de Saint-Michel, au milieu du Trieux, est un lieu de passage, vers Brest, Saint-Brieuc, Paimpol et le Sud du département. Peut-être l'étymologie "Guen Gamp" : "guen", blanc, couleur de la bénédiction et "gamp" : le camp, rappelle-t-elle ce rôle de point fort de la circulation, cette fonction de carrefour ? Il y a là le contraire d'un pays. Mais le rêve de la ville d'aujourd'hui serait d'officialiser son action, action certaine dans le cercle de 15 à 20 km de rayon qui renferme 70-80 000 habitants. La renaissance industrielle a amorcé une dialectique de flux et reflux entre l'agglomération et ses environs. Les usines, les banques, les écoles, le tribunal, l'hôpital ... ramènent à Guingamp certains éléments ainsi grignotés à la fois au Trégor et à la Haute-Cornouaille. Mais dans la ville même on sent encore le passage de l'une à l'autre appartenance de ces grefes encore mal prises entre elles : le quartier de la gare est un morceau de Cornouaille, le centre de la ville une porte sur le Trégor.

Les choses et les hommes ne se ressemblent donc pas de part et d'autre de Guingamp, en Haute-Cornouaille et en Trégor, et la jonction n'est toujours pas soudée. La Haute-Cornouaille reste profondément marquée par son passé démographique.

Ce réservoir en hommes qu'a été la Haute-Cornouaille n'a pas complètement tari. Mais les facteurs favorables se situent aujourd'hui ailleurs que dans la démographie : dans la dimension relativement importante des fermes et dans la vocation herbagère enfin affirmée et scientifiquement exploitée. Tout se passe enfin comme si le "dégraissage" des structures devenait un facteur positif du conditionnement économique. Ces caractères ne jouent pourtant à plein qu'en certaines communes, qu'en certains endroits, et le retard des mentalités sur l'évolu^{tion} économique fait que la Haute-Cornouaille garde aujourd'hui des aspects du passé qui tranchent violemment sur ceux de son modernisme encore ponctuel. Le Trégor est tout autre.

GOELLO - TREGOR
PAYS DE GUINGAMP

Introduction.

A - Le pays du Trieux, ou pays de Paimpol.

Découpé par les vallées du Trieux et du Jaudy, à cheval sur le Trégor proprement dit et le Goëlle, attiré administrativement et commercialement par Saint-Brieuc, Guingamp et Lannion, le pays de Paimpol n'offre pas de délimitation sûre. Le S.D.A.U. dit des cinq rivières intéresse six cantons de Tréguier à Plouha. L'association "Sauvegarde et Promotion du Trieux" a jusqu'ici limité son action aux trois cantons de Paimpol, Lézardrieux et Pontrieux. Le "pays" selon le découpage retenu pour la préparation du VIIe Plan comprend ces trois derniers cantons, plus celui de Plouha. Il existe donc au moins trois définitions du pays de Paimpol.

L'absence d'une définition solide du pays traduit sa situation relativement critique. L'avenir semble en effet compromis à plusieurs points de vue. La population y est relativement vieillie. La carte de la typologie de l'évolution démographique du Goëlle-Trégor, entre 1968 et 1975, accuse cette situation nettement défavorable du "pays de Paimpol", comparée à celle du pays de Lannion. Plusieurs communes appartiennent au type n° 8, c'est-à-dire à celui où l'évolution est négative car le solde migratoire, l'excédent naturel et la variation totale sont négatifs. De nombreuses communes se rattachent aussi au type n° 7, proche du n° 8.

Le taux d'activité est réduit, de l'ordre de moins de 40 %. La présence de nombreux retraités en est en partie responsable, tout comme le manque d'emplois industriels.

POPULATION ACTIVE 1968				
Canton	Taux d'activité	Population active totale	Actifs agricoles	
			V.A.	%
Lézardrieux	34,7 %	3 444	1 384	40,1 %
Paimpol	30 %	5 504	1 120	20,3 %
Plouha	32,5 %	2 222	788	38,5 %
Pontrieux	38,2 %	2 800	1 224	43,7 %
Total du Pays	33 %	13 970	4 516	32,3 %

Tableau n° 44.

Le "pays" de Paimpol est donc plus un appel à la solidarité qu'une réalité. De ses espérances de cohésion, pour le moment, seule l'association "Sauvegarde et Promotion du Trieux" est active. Constituée en 1970, dans le but de sauvegarder le site de la ria, l'association s'est très vite intéressée au développement économique des cantons de Lézardrieux, Paimpol et Pontrieux. Au sein de l'association, les responsables municipaux ont donc travaillé au S.D.A.U. des cinq rivières et ont été amenés à affirmer clairement cinq objectifs fondamentaux. Le premier vise à développer la vocation maritime de la zone en renforçant l'enseignement maritime (E.A.M., Ecole d'apprentissage maritime (du Trieux) et E.N.M.M., Ecole Nationale de la Marine Marchande) à Paimpol ; en favorisant l'aquaculture et diverses activités liées à la mer (pêche, ostréiculture, ramassage des algues ...) ; en maîtrisant le développement de l'exploitation du sable et du maërl ; en projetant l'aménagement d'un port de commerce en eau profonde dans le Bas-Trieux.

Le second point chercherait à désenclaver la petite région par la réfection, ou la création, de grands axes de communication, dans le cadre du Plan Routier Breton, ou en liaison avec la ligne Paris-Brest.

Le troisième objectif serait de mettre le pays à l'abri d'un manque d'eau, en quantité ou en qualité, tout en luttant contre les diverses formes de pollution et d'atteinte aux sites et aux équilibres naturels. Le quatrième souci concerne le développement des activités existantes et la création d'emplois nouveaux. C'est là le plus difficile, et le moins précis. La mise en

œuvre d'une politique de promotion touristique a certainement plus de chance de voir le jour¹. Mais elle doit compter avec la consommation de l'espace de la part de l'agriculture, de l'extraction des matériaux et de l'urbanisation. Le littoral est en proie à l'érosion humaine. En de nombreux secteurs il n'est plus que résiduaire. Le fait n'est pas propre au Trégor-Goëlle. Il y est seulement exacerbé. L'attitude des particuliers et des communes est commandée par des considérations ou des impératifs économiques. Il y a des réactions de communes pauvres, telle celle de Ploubazlanec à la Pointe de l'Arcouest qui laisse se construire les villas dont on pourra tirer l'impôt. Les communes aisées, ou qui essaient de se comporter comme telles, se permettent au contraire de maîtriser l'urbanisation, voire de l'interdire, comme la voisine de Ploubazlanec. Dans ses "conclusions générales du rapport préliminaire" de "Perspectives d'occupation économique de l'espace breton", la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie de Bretagne, en 1973², soulignait que les "deux directions, résidentielle et maritime, demandent, si l'on veut aller plus loin, une plus grande maîtrise du foncier, en particulier sur le littoral où la concurrence sur les sols est très forte".

Au Sud du pays de Paimpol, dans le cadre de la préparation du VIIe Plan, a été retenu un pays de Guingamp, et à l'Ouest, le pays de Lannion. Nous verrons plus loin que ces deux derniers se définissent plus aisément, mieux centrés qu'ils sont sur leur petite ville respective. Mais, de toute manière, l'approche du Goëlle-Trégor reste délicate, la réalité pleine de nuances. Il y a certainement plusieurs définitions de ce, ou de ces pays, donc bien, en définitive, peut-être trois pays.

B - TREGUIER : la vieille capitale du Trégor.

C'est dans la ville de Saint-Yves que bat le cœur du Trégor. La cathédrale, commencée par le saint patron en 1296, rythme la vie des habitants avec les premières notes du "Nan eus ket e Breiz". La dévotion à Saint-Yves n'a fait que croître depuis le XIVe siècle. Le pardon du 19 mai rassemble

1 - Pour les richesses artistiques voir BARBIER (P.), "Le Trégor historique et monumental", Les Presses Bretonnes, Saint-Brieuc, 1960, 546 p.
2 - Fascicules ronéotés.

les hommes de loi de la Bretagne entière. Si depuis 1790 Tréguier a perdu son évêché, la ville reste un centre religieux, tout en contradiction d'ailleurs avec le scepticisme malicieux des Trégorois pas mécontents de l'anticléricalisme génial de Renan.

De toute manière, le cadre architectural accueille, enveloppe, envoûte le visiteur sensible à l'histoire. L'absence d'industrialisation garde à la ville traditionnelle tout son poids. Le marché local et le commerce traditionnel seuls font vivre ces pierres et ce site dont le souci de la conservation explique un certain esprit de prudence et d'attentisme de la part des habitants.

La ville "traditionnelle" de Tréguier est une petite ville : 2 762 habitants en l'An XII, 3 178 en 1831 (y compris les élèves des écoles et les membres des communautés religieuses), 3 038 en 1876 et encore 3 013 en 1931

POPULATION DE TREGUIER de 1876 à 1931			
Années	Population agglomérée	Population comptée à part	Population totale
1876	3 038	573	3 611
1881	2 623	502	3 125
1886	2 719	474	3 193
1891	2 615	148	2 763
1896	2 593	458	3 051
1901	2 650	647	3 297
1906	2 605	423	3 028
1911	2 698	295	2 973 ¹
1921	2 670	370	3 040
1926	2 484	525	3 019
1931	2 499	514	3 013

Tableau n° 45.

Sources : Recueil des Actes Administratifs.

1 - La diminution s'explique par la fermeture du petit séminaire en 1907.

Cette petite ville était peu fortunée. Après la ruine des Terre-Neuvas et des Islandais, après la fermeture des magasins des armateurs, après la diminution considérable de la culture du lin et la disparition (en 1888) de la fabrique d'huile, après le tarissement des exportations de céréales ... il ne faut pas s'étonner de trouver aux archives municipales et départementales de nombreuses traces de la misère¹.

L'aspect de la ville avait peu changé depuis le XVIIIe siècle. "De nombreux édifices publics, hors de proportion avec son étendue et son importance, projettent autour d'eux leur ombre silencieuse et triste" écrit B. Jollivet². Les 458 maisons d'alors³ ont, en réalité, des conditions d'hygiène qui n'ont pas évolué avec le temps. Avec le développement des transports sur route au XXe siècle le tracé des rues a été amélioré et des ponts construits. La gare et les nouvelles percées ont donné naissance à de petits quartiers. Mais le centre avec ses vieilles rues étroites et ses grands bâtiments a gardé jusqu'au XXe siècle son aspect d'autrefois.

Pour mieux mesurer l'importance du mouvement que pouvait connaître Tréguier après le développement des transports, voici une statistique de 1924.

Passages sur la route de Lannion à Paimpol, à Tréguier en 1924, en 30 jours.

	Voitures à traction animale		Voitures à traction pour voyageurs		Animaux non attelés	
	pour voyageurs	indus. et agric.	pour voyageurs	indus. et agric.	gros bétail	menu bétail
Totaux	570	593	1 207	444	1 134	69
Moyenne par jour	19	19,7	40,2	14,8	37,8	2,3
<u>Lundi 11 août</u> circulation intense	42	33	113	26	18	
<u>Mardi 29 avril</u> circulation faible	14	7	20	11	8	2

Tableau n° 46.

Sources : Service des Ponts et Chaussées de Saint-Brieuc.

- 1 - Sans compter les épidémies (celles du choléra en 1832 et en 1852) : voir les registres des délibérations du Conseil Municipal : - Voir GAUTIER (M.), "Tréguier", m. de m. (1947). GUILLOU (A.), "Essai historique sur Tréguier par un Trégorois", St-Brieuc 1913, Imprimeries Guyon. De La BORDERIE (A.), "Histoire municipale de la ville de Tréguier - Documents inédits du XVIe et du XVIIIe", Extraits des mémoires de la Société

.../...

Dans l'entre-deux-guerres, Tréguier est bien une petite ville tranquille. A la même époque, son trafic maritime et sa pêche sont également modestes. Presque tous les pêcheurs habitent Port-Blanc, Pleubian, ou Plougrescant. A Tréguier même il n'y en a guère que six ou sept.

LES ARMEMENTS du quartier de Tréguier en 1932

Nature de l'armement	Pleubian	Port-Blanc	Plougrescant	Tréguier	Plougniel	Trédarzec	La Roche Denis et Pouldou-ran	Total
Bornage	28	7	13	4	7	1	3	63
Petite pêche	51	40	36	7	5	3	6	148
Cabotage	2	-	-	2	-	-	-	4
Plaisance	2	19	4	15	6	1	2	49
Circulation	12	-	1	1	4	-	-	18
	<u>95</u>	<u>66</u>	<u>54</u>	<u>29</u>	<u>22</u>	<u>5</u>	<u>11</u>	<u>282</u>

Tableau n° 47.

Sources : Inscription maritime.

Depuis trente ans, Tréguier n'a guère changé¹. La composition par catégories socio-professionnelles de 1968 reflète celle de 1945-1947². En 1975 la proportion de la catégorie de la population active la plus nombreuse est celle des professions libérales et cadres supérieurs chez les hommes. Parmi les femmes, la catégorie "services" est presque la plus importante (après la "diverses"). Centre hospitalier (130 salariés en 1973), scolaire

.../... d'Emulation des Côtes-du-Nord, t. XXXII ; p. 52-145.

2 - JOLLIVET (B.), "Les Côtes-du-Nord - Histoire et Géographie de toutes les villes et communes du département", t. 4, Guingamp, 1859.

3 - 422 au recensement de 1926, on note la régression.

1 - Voir GAUTIER (M.), "Tréguier, étude de géographie urbaine", Henri Potier, La Roche-sur-Yon, 1947, 118 pages.

2 - Voir GAUTIER (M.), op. cit., p. 47.

Population active par catégories socio-professionnelles en 1968.			
Catégorie socio-professionnelle	Total	Hommes	Femmes
0 - Agriculteurs exploitants	13	7	6
1 - Salariés agriculteurs	4	4	0
2 - Patrons de l'Industrie et du Commerce	206	111	95
3 - Professions libérales Cadres supérieurs	76	59	17
4 - Cadres moyens	142	72	70
5 - Employés	136	59	77
6 - Ouvriers	311	279	32
7 - Services	94	9	85
8 - Divers	95	49	46
	1 077		

Tableau n° 48.

Sources : I. N. S. E. E.

(le lycée d'Etat employait 100 personnes en 1973) et bancaire (environ 50 personnes cette même année), Tréguier vit très peu de l'industrie et beaucoup de son commerce. Mais on constate une nette diminution des petits établissements (entre 1968 et 1973) surtout en ce qui concerne les épiceries et débits de boissons.

L'observation de la modernisation des magasins permet de classer ceux-ci en 4 groupes.

1er groupe	Alimentation	Cafés-Restaurants
Magasins <u>créés</u> depuis moins de 5 ans	3	2
Magasins <u>refaits</u> depuis moins de 5 ans	2	1
Magasins refaits depuis 5-15 ans	8	5
Magasins refaits depuis plus de 15 ans	12	13

2e groupe	Habillement (dont teinturerie)
Magasins <u>créés</u> depuis moins de 5 ans	5
Magasins <u>refaits</u> depuis moins de 5 ans	1
Magasins refaits depuis 5-15 ans	7
Magasins refaits depuis plus de 15 ans	7
3e groupe	Electro-ménager - Livres - souvenirs
Magasins <u>créés</u> depuis moins de 5 ans	3
Magasins <u>refaits</u> depuis moins de 5 ans	1
Magasins refaits depuis 5-15 ans	3
Magasins refaits depuis plus de 15 ans	15
4e groupe	Divers (optique, photo, fleurs, coiffeurs, marbrerie, meubles, cycles, parfums, antiquités, garages).
Magasins <u>créés</u> depuis moins de 5 ans	5
Magasins <u>refaits</u> depuis moins de 5 ans	1
Magasins refaits depuis 5-15 ans	7
Magasins refaits depuis plus de 15 ans	9

Tableau n° 49.

Sources : Enquêtes personnelles en 1973.

Dans les quatre groupes, la modernisation est faible, mais surtout dans le groupe 1. Le tableau montre l'absence de dynamisme de Tréguier, en contradiction avec l'activité du port dont la part à l'intérieur du département est passée de 6,3 % en 1959 à 9,3 % en 1969.

Evolution du tonnage du port de Tréguier de 1959 à 1969 (importations + exportations)

<u>1959</u>	<u>1960</u>	<u>1961</u>	<u>1962</u>	<u>1963</u>	<u>1964</u>
26 125 t.	23 555 t.	25 584 t.	52 480 t.	51 869 t.	79 824 t.
<u>1965</u>	<u>1966</u>	<u>1967</u>	<u>1968</u>	<u>1969</u>	<u>1972</u>
64 154 t.	83 458 t.	78 939 t.	70 642 t.	74 906 t.	59 346 t.
		<u>1973</u>	<u>1976</u>		
		96 439 t.	65 286 t.		

Mais les sorties du port de Tréguier sont très fluctuantes, en relation avec la nature même du produit principalement commercialisé (la pomme de terre),¹ et la concurrence de Roscoff . Il ne reste guère à Tréguier que le sable.

Ainsi, Tréguier, plus que jamais, se resserre autour de sa cathédrale, plus riche du charme de son passé que du tumulte de son activité économique

Nous avons vu que ni la pêche ni le trafic ne se sont réveillés après la seconde guerre mondiale. Cette passivité relative de la ville, encore une fois, a contribué à lui garder son caractère traditionnel, et peut-être, ses mentalités.

Cependant, peu à peu, l'empreinte ecclésiastique s'est effacée, mais pas complètement. L'évolution des mentalités s'est faite sous l'influence des instituteurs ; elle est marquée par l'inauguration de la statue de Renan en 1903².

La bourgeoisie et les marins retraités ont répandu des opinions républicaines qui s'affirment aux élections municipales dès 1892. Mais en cela, Tréguier semble plus entraînée par un courant général qu'elle ne le crée.

1 - En 1972 : 5 871 t. aux sorties, 14 t. en 1973 ; 504 en 1974 ; 0 en 1975 et 1976.

2 - A laquelle A. SIEGFRIED accorde peut-être trop d'importance dans l'évolution des mentalités du Trégor. Voir "Tableau politique de la France de l'Ouest ...", p. 154-162.

La vraie physionomie de Tréguier est comme prisonnière de son cadre urbain, historique. L'importance du périmètre de protection autour de la cathédrale symbolise ce charme et ce carcan du passé. Un pays, c'est aussi ses points de fixation. Le Trégor semble en ses autres endroits d'autant plus vivant qu'il possède quelque part, en son cœur, un livre ouvert et grandiose des temps révolus.

Les marques et le sens de cette évolution, nous devons donc aller les chercher ailleurs, dans l'enveloppe rurale d'armor et d'argot à laquelle la ville peut paraître si étrangère aujourd'hui.

C - A MINIHY-TREGUIER : approche du dedans.

Dans les Côtes-du-Nord, le Trégor a longtemps passé pour le "bon pays". Dès avant 1914, sur les quais de Tréguier, on chargeait les bateaux de pommes de terre à destination de l'Angleterre. De Cardiff, on importait du charbon en échange. Des correspondants anglais et français faisaient le commerce des primeurs. Une petite coopérative collectait la marchandise et glissait le nom du cultivateur dans chaque balle de pommes de terre afin de promouvoir une production de qualité. De leur côté, les "Johnnies" s'en allaient vendre leurs oignons en Angleterre.

C'était le temps où les enfants rejoignaient l'école par "le chemin du facteur", à travers champs, pour éviter la boue des chemins, et changeaient la paille de leurs sabots avant d'entrer dans la salle de classe. Les fermes avaient toutes de petites dimensions : deux ou trois par commune dépassaient 15 hectares.

Lorsque la guerre arrive, dans les Vosges les soldats bretons mobilisés découvrent l'électricité et l'eau à la ferme, et, en Allemagne, ils apprennent qu'on donne déjà une éducation aux paysans pour l'amélioration de leurs bâtiments, de leurs habitations, de leurs façons culturelles ...

Après la guerre, l'activité est toujours basée sur l'élevage et la culture des céréales, des primeurs et du lin. Par exemple, à Minihy-Tréguier en 1920, il y avait encore cinq teillages qui employaient 90 ouvriers. En 1922 à Kergomard en Minihy, lorsque Y A se marie, sa ferme

fait 22 hectares, celle des voisins respectivement 8, 12, 20 et 22. Le village se situe au milieu de ses terres, une boulangerie s'y trouve. Plusieurs "pentys" se cachent plus ou moins à quelque distance des fermes. Des cafés marquent la croisée des chemins.

En 1977, la ferme de 12 hectares a disparu. Les bâtiments ont été vendus à un professeur ; celle de 20 hectares, de même, à un citoyen ; celle de 22 hectares est encore exploitée par un fermier qui va s'en aller bientôt. Les pentys ont été rachetés par des gens de l'extérieur. Cette situation se retrouve au niveau communal : elle peut se résumer en deux chiffres : 80 exploitations à Minihy en 1922, 45 aujourd'hui. Mais jusqu'en 1955 cela n'avait presque pas changé. En 1956 Y A n'avait encore que 23 hectares. Depuis 1973 seulement il en possède 33.

Ici, le tournant a donc été pris à l'après-guerre de 1939-1945. La Reconstruction avait attiré en ville les journaliers et les petits exploitants, en même temps que l'industrialisation du textile liquidait définitivement le teillage local. La mévente des pommes de terre primeurs et de semence achevait de décourager la main-d'œuvre paysanne.

A travers l'exemple d'YA, de sa ferme, de son village, de sa commune, nous voyons que l'évolution récente du Trégor comporte au moins deux temps forts : celui des deux dernières guerres. Vers 1955, le Trégor subissait un déclin certain. L'année 1956 peut être considérée comme le nouveau point de départ. En effet, à l'initiative du charron d'un bourg voisin, de Lanrodec, une société de bâtiments industriels d'élevage s'implante (la société Danno). Tandis que beaucoup d'artisans disparaissaient, la nouvelle entreprise montait des bâtiments "clef en main" un peu partout.

D'un système d'élevage et de polyculture, on passa alors à la spécialisation de l'élevage porcin ou avicole qui s'accompagnait en conséquence de la culture traditionnelle de l'orge et de celle, nouvelle, du maïs. Lorsque se produit la crise avicole de 1964, les exploitants renoncent à la production du poulet de chair pour se réorienter vers celle de la poulette.

La ferme d'YA n'a jamais fait de porcs. Elle est restée fidèle à l'élevage laitier ; elle produit 20 000 poulettes par an (en deux bandes). A

la suite d'accidents sanitaires (la brucellose) une partie des terres a été reconvertie à la culture des pommes de terre de sélection. Cette ferme est assez représentative du Trégor d'aujourd'hui où l'on peut estimer que les 2/3 des exploitations produisent du lait et des céréales pour nourrir leur élevage. Quelques fermes sont très spécialisées dans l'élevage du porc naisseur-engraisseur ou des pondeuses.

L'ensemble de cette évolution et des traits de la production agricole ne compose pas un tableau aussi éclatant qu'au pays de Loudéac ou de Lamballe. Il s'agit ici plus de nuances et d'équilibre que d'éclosion spectaculaire.

Sur un fond d'aisance qui remonte à la génération précédente - on se rappelle que dans les bonnes familles les filles allaient compléter leur éducation à Jersey ou en Angleterre - on assiste à une remontée économique qui n'a pas le dynamisme de celle du Penthièvre d'aujourd'hui. Les C.E.T.A. n'ont pas eu ici la vigueur de ceux de Loudéac ou de la Haute-Cornouaille. Les belles constructions des villages rappellent plus une époque révolue qu'elles ne témoignent du goût et du pouvoir de construire, si nets autour de Lamballe.

I - Les données premières de la démographie.

Dans notre description de l'armor et de l'argosat traditionnels nous nous sommes longuement attaché à montrer le poids démographique du littoral et interrogé sur ses raisons. Dans la nouvelle géographie des Côtes-du-Nord il convenait donc que nous reprenions cet aspect, que nous en mesurions l'importance, l'impact, les nuances, voire les contradictions. A propos de l'armor par excellence, le Trégor, nous nous devons de le faire. Nous commencerons donc par essayer de comprendre s'il y a un partage démographique, en 1975, entre l'armor et l'argosat, quel en est le sens, où se situent ses pôles¹.

Malgré une évolution générale positive pour l'ensemble du Trégor-Goëlle (dans les limites de la carte présentée : gain de 5 843 habitants entre

1 - Voir GUELLEC (A) JOUAN (Y), "Petites villes et espace régional : méthode de recherches et application dans le Trégor et le Goëlle", communication au Congrès de l'Association des ruralistes français, Rennes, novembre 1977, 27 pages.

1968 et 1975), la carte des taux annuels de variation de la population se présente sous l'aspect d'une trame presque uniforme de communes à l'évolution négative. A cette trame se surimposent deux ensembles à l'évolution nettement positive, et qui ont pour centres les deux pôles d'animation de la région que sont Lannion et Guingamp.

C'est autour de Lannion que les communes sont les plus nombreuses à voir leur population augmenter : canton de Perros (moins Kermaria-Sulard), le canton de Lannion dans son ensemble et le Nord du canton de Plestin. D'une faible mais régulière perte de population entre 1954 et 1962, ces communes sont parvenues à une évolution positive en 1975, et même fortement marquée pour certaines. Le renversement de tendance a débuté par le nord (canton de Perros) où l'évolution est déjà positive depuis 1962 ; elle est encore la plus marquée aujourd'hui. Par contre, les communes au sud de Lannion n'ont renversé la tendance qu'entre 1968 et 1975. Il faut également remarquer que l'influence lannionnaise s'arrête très rapidement à l'est. Le canton de Tréguier, hormis les communes côtières, reste une zone dépressive sur le plan démographique.

Le pôle de croissance guingampais est beaucoup moins étendu et ne concerne que les communes limitrophes. Ce sont surtout Pabu et Ploumagoar qui voient leur population augmenter régulièrement depuis 1954 et, ce, à des taux de plus en plus élevés. A Plouisy, par contre, l'évolution est stoppée ; on note également que la population s'accroît de plus en plus lentement à Guingamp même. La croissance semble donc se faire essentiellement au bénéfice des communes rurales du canton. Sans doute faut-il voir, en partie, une explication dans la différence de superficie des communes, problème qui ne se pose pas à Lannion.

En examinant attentivement la carte on s'aperçoit qu'il semble s'établir, peu à peu, un axe médian joignant Lannion à Guingamp. C'est-à-dire que les communes situées entre les deux villes ont, soit enregistré un gain de population (Caounec-Lanvezeac, Cavan, Prat, Bégard), soit vu leur perte de population ralentie (Péderneec), allant même jusqu'au stable pour Saint-Laurent. Si cette hypothèse se confirmait, nous assisterions à un phénomène nouveau pour la région, et très significatif quant à son type

de développement et son évolution future.

Cet axe partage le reste du Trégor-Goëlle en deux ensembles dont le type d'évolution est légèrement différent :

a) Au sud et au sud-ouest (sud du canton de Plestin et toutes les communes des cantons de Plouaret, Belle-Isle et Bourbriac) un ensemble d'une grande homogénéité,^{se} caractérisé par une évolution négative constante, s'accroissant parfois localement (cas de toute la frange sud entre 1968 et 1975).

Hormis Belle-Isle-en-Terre, pas une seule des trente communes concernées n'a enregistré une interruption de sa perte de population depuis le début du siècle. Et la majorité d'entre elles est encore caractérisée par les taux de baisse les plus accentués de la région. Seules quelques grosses communes (Louargat, Vieux-Marché) ou des chefs-lieux de canton (Plouaret) enregistrent des taux moins élevés.

b) Au nord et nord-est de l'axe (c'est-à-dire l'Est du Trégor et le pays Goëlle) nous avons à faire à un ensemble moins homogène. La perte de population y reste la règle générale mais à des niveaux d'intensité moindre. On note également, ici, une fréquence non négligeable de communes où la population s'est légèrement accrue, ou est restée stable. Ces dernières correspondent d'ailleurs toujours à un chef-lieu de canton ou à une commune limitrophe : Tréguier et Plouguiel, la Roche-Derrien, Lézardrieux, Paimpol et Plourivo, Lanvollon et Tressignaux.

Ponctuellement, on remarque deux zones où la perte de population est aussi importante qu'au sud : une allant de Quemperven à Ploudaniel, l'autre de Landebaëron à Pludual. Pour cet ensemble, si la perte de population est en général constante, on note cependant un léger freinage par rapport aux périodes précédentes, sauf pour quelques communes isolées et l'ensemble du canton de Lézardrieux (où la situation s'est aggravée).

L'accroissement démographique, entre 1968 et 1975, a donc surtout bénéficié aux deux centres urbains les plus attractifs, Lannion et Guingamp, ainsi qu'aux communes rurales proches. C'est le phénomène de concentration

aujourd'hui classique, en démographie comme en économie.

Pour beaucoup de communes rurales, la baisse de population est freinée assez régulièrement depuis 1954. Ce phénomène annonce-t-il une augmentation prochaine de la population de ces communes rurales, signe d'un nouveau dynamisme démographique et d'une répartition plus favorable de la population ? S'il n'est pas encore possible de répondre à cette question on peut par contre dépasser le stade descriptif des taux d'évolution en établissant les types d'évolution qui distingueront par exemple entre Caounnec-Lanvezeac et Lanvellec qui avaient un même taux annuel d'évolution entre 1954 et 1962 (- 3 %), mais qui ont entre 1968 et 1975 des taux diamétralement opposés (+ 2,5 % et - 1,5 %).

A l'examen de la carte, une première constatation s'impose : les mouvements migratoires constituent la composante essentielle de l'évolution démographique du Trégor-Goëlle (cf. importance des figurés en hachures et en damiers).

Deux types de comportement sont à relever :

1) Une évolution positive totale, pour laquelle il y a à la fois apport par migration et par excédent naturel (naissances supérieures aux décès). C'est le type d'évolution le plus sain et le plus garant de l'avenir. Il concerne l'ensemble du canton de Lannion et, les communes de Saint-Quay, Perros-Guirec, Louannec, Trezeny, Bégard, etc... (voir la carte, les types 1 et 2).

2) Une évolution partielle de type 3, celle où les migrations sont responsables de l'accroissement, les décès étant supérieurs aux naissances. Fait plus grave, ce déficit s'est en général accentué par rapport à la période 1962-1968 (Plestin, Saint-Michel-en-Grève, Trédrez et Trégastel), ou est apparu depuis (Trébreden, Pleumeur-Bodou, Trévou, Penvenan).

Leur localisation (communes côtières et touristiques) et certaines autres indications (17 à 24 % de gens de plus de 65 ans pour une moyenne de 13 % en Bretagne ; 30 à 36 % d'actifs pour une moyenne de 41 % en Bretagne) laissent à penser que l'essentiel des migrants est composé de retraités.

L'hypothèse semble confirmée par le fait que pour d'autres communes de ce type (Ploumillau, Cavan et Prat) les naissances ont augmenté plus vite que les décès. Ceci semblerait indiquer que ce sont, avant tout, les actifs qui sont venus s'installer dans ces communes.

Contrairement à ce que pouvait nous laisser penser la première description, les deux ensembles ainsi délimités ont un même type d'évolution. La perte de population y est totale (type 7 et 8) : départs toujours maintenus et évolution naturelle négative, particulièrement au nord de l'axe (plus grande fréquence de type 8 : c'est-à-dire qu'il meure maintenant davantage de gens qu'il n'en part). Cette dernière région, semblait pourtant mieux lotie que les cantons du sud (Plouaret, Belle-Isle-en-Terre, Bourbriac). Même le canton de Lézardrieux voit la situation empirer par rapport à la période 1962-1968. Minihy-Tréguier, Plougrescant, Kerbors, Ploubazlanec, Plouezec, et même Plouha, avec des taux de diminution très faibles, apparaissent en situation presque favorable et font, en fait, partie des communes aux structures démographiques les plus critiques (types 7 et 8). Il apparaît ainsi de part et d'autre du Jaudy, une opposition radicale dans le comportement démographique des communes côtières.

La situation est toute aussi critique dans les cantons sud. Le stade extrême de l'évolution y est illustré par les communes de Trémel, Plufur, Lanvellec, et Plounerin. La crainte qu'elles inspirent sur un plan uniquement démographique est malheureusement confirmée par d'autres éléments, tels que : la baisse continue du nombre des actifs ; l'importance des taux de croissance des résidences secondaires ; la part des gens de plus de 65 ans dans la population (ceci est également vrai pour les cantons de Plouha et Lanvollon, en pays Goëlle).

En conclusion, ^{si} on ne peut donc nier un gain global de population sur l'ensemble du Trégor-Goëlle, il s'agit d'une hausse trompeuse. L'exode reste important et dans la moitié des communes à évolution positive (surtout sur la côte) la population augmente presque exclusivement par l'apport d'inactifs.

Une agriculture de plus en plus moderne avec de moins en moins de monde, un tourisme de plus en plus envahissant, une mono-industrie à l'a-

venir hypothétique, font que les communes attractives sur le plan des emplois restent trop peu nombreuses. Les emplois faisant défaut dans l'ensemble de la région, comme dans toute la Bretagne, les jeunes continuent à émigrer. Au fond, l'évolution démographique récente ne constitue pas une nouveauté, du moins pas une bonne nouveauté.

II - Les mutations qui se voient : celles des cultures.

Comment l'évolution que nous venons de retracer s'est-elle traduite dans le pays et dans les habitudes, et dans le paysage ? L'analyse de l'utilisation du sol et des rotations de culture va nous permettre de cerner cette transcription des changements, celles des productions et celles du travail dans le monde agricole. Nous centrons l'analyse sur la commune de Pleubian¹.

Dans la presqu'île, entre le Jaudy et le Trieux, avec son hameau de l'Armor, à 12 et 14 kilomètres de Tréguier et Paimpol, Pleubian se situe au cœur du Trégor des Côtes-du-Nord. C'est une grande commune de 20 km² et 3 401 habitants² en 1975, au sein de la zone légumière qui englobe la zone côtière des Côtes-du-Nord et du Finistère de Saint-Brieuc au-delà de Saint-Pol-de-Léon. Elle appartient pleinement aujourd'hui à la zone légumière pure, zone bordée au Sud par la zone légumière mixte. Mais cette appartenance pleine et entière ne remonte pas au-delà de 1950, date à laquelle quelques Léonards (de Cléder) se sont installés et ont cultivé artichauts et choux-fleurs, imités par la suite par les gens de Pleubian. L'exploitation traditionnelle reposait alors ici sur la culture des céréales et des pommes de terre. Au XIXe siècle, Pleubian possédait sa flotille, embarquait à Port Béni céréales, pommes de terre et barriques de cidre à destination de la Cornouaille anglaise tandis que sur les quais de Pen Land on déchargeait goémon et maërl. Les bâtiments (de moins de 300 tonnes) détruits pendant la guerre de 1914-18 n'ont pas été remplacés par la suite. L'arri-

1 - Voir MEUDAL (E.), "Utilisation du sol et rotation des cultures dans la commune de Pleubian. Commentaire de documents établis", m. de m., 1974, 115 pages dactylographiées.

2 - Sans les doubles comptes.

vée du chemin de fer, en 1924, détourne le trafic vers Paris. En 1950, la suppression de la ligne Paimpol-Tréguier-Pleubian donne le coup de grâce à ces liaisons difficiles en direction du reste de la France.

Le renouveau de l'activité légumière à Pleubian ne date donc que de l'après-guerre. C'est l'affaire d'une génération à peine. Les traces de l'économie "ancienne" sont presque effacées. Il n'est pas sans intérêt cependant de les relever pour mieux comprendre le pays aujourd'hui, ses structures, ses aboutissements et ses possibilités d'évolution.

D'abord notons les données permanentes du cadre de travail : celles du sol, en particulier, si importantes pour la production de légumes de plein champ. A Pleubian, comme dans tout le Trégor, les paysans distinguent avec soin les catégories de terres, même si toutes, ou presque, sont bonnes.

Il ^{en} existe au moins cinq groupes. L'arène granitique affleure généralement sur les sommets, les bosses, tandis que les plaques de limon masquent les anciens creux et que les terres mouillées des fonds portent les prairies. L'arène est appelée "douar skan", c'est-à-dire terre légère. C'est elle qui vole en poussière sous le vent en été et se détrempe l'hiver. Le limon de bonne perméabilité est profond ; il a jusqu'à un mètre : c'est le "douar dous". La bonne terre profonde "douar dous fort" en est une variante. La traduction en "terre lourde" n'a pas ici un sens péjoratif, au contraire. La véritable "douar poner", terre lourde, garde l'humidité de façon excessive. De même la "douar yen", la terre froide à gley gris en profondeur, propre seulement aux herbages. Presque toutes ces sortes de sol souffrent d'une forte carence en calcaire. Elles sont traditionnellement améliorées par les apports de goémon d'épave, répandu de novembre à mars. Sur la "grande grève" les habitants de Pleubian, mais aussi ceux de Plounez et Ploubazlanec, vont encore ramasser les laminaires, non sans se livrer à une petite guerre entre eux à ce sujet. Après une forte tempête il n'est pas rare de voir jusqu'à 70 tracteurs sur cette grève au Nord-Ouest du sillon de Talberg. Le varech - ou goémon de rive - est encore coupé et ramassé également. Chaque jour, sur les quais de Lézardrieux et de Tréguier, des sabliers déchargent leur cargaison qui sera broyée avant d'être utilisée.

Sur ces terres aux aptitudes très nuancées dans le détail, sont implantées des fermes en général petites. Les plus petites, de moins de 10 hectares, font la moitié du total des exploitations. Elles sont très dynamiques. Les moyennes, de 10 à 20 hectares, relativement stables entre 1955 et 1970, subissent une évolution accélérée. Les plus grandes ont vu leur nombre tripler entre les deux R.G.A., passant de 5 à 15. La plus grande à 42 ha. La parcellisation reste importante. La moyenne de 15 parcelles par exploitation cache une grande variété de cas. Pleubian n'est pas remembrée.

Sur cette trame pédologique et structurelle, l'exploitation traditionnelle typique existe toujours mais elle est fortement environnée d'autres qui ont opté pour la production légumière renouvelée¹. D'autre part, ce qui caractérise le mieux les aspects, à la fois dynamiques et statiques, de la production en Trégor, ce ne sont pas d'abord les types d'exploitation mais les successions des cultures dans le temps, sur une même parcelle, autrement dit les rotations. La rotation transcrit l'effort attendu de chaque parcelle, ou ses aptitudes naturelles ou acquises. En Trégor, la multiplicité des espèces végétales permet de disposer d'un éventail de polyculture.

D'après le tableau qui suit, il ressort que la proportion des surfaces en cultures légumières est plus forte dans les petites exploitations que dans les autres ; inversement celle des céréales l'est moins.

1 - Pour mesurer l'évolution en quinze ans, voir LUCAS (D), "L'occupation du sol dans le Léon", thèse de 3e cycle, 1969, dactylographiée, 153 p.

Catégories de superficie	Arti- chaut	Chou- fleur	Pom- me de terre	Hari- cot	Blé	Orge	Avoine	Ray- Grass	Maïs	Trèfle	Bette- rave	Prai- ries perma- nentes	Landes	Total
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
1 à 10 ha	8,5	8,5	31,9	2,1	4,2	6,4	4,2	30	0	0	0	4,2	0	100
	51 %				14,8 %		30 %							100
10 à 20 ha	15,4	11,5	24,5	0	5,3	11,5	2,4	19,8	0	1,4	0	6,3	1,4	100
	51,4 %				19,2 %		21,7 %							100
+ de 20 ha	28,9	9,8	11,3	0	5,4	7,9	3,4	18,6	3,4	1	0,5	8,8	0,5	100
	50 %				16,7 %		24 %							100

Tableau n° 50. Répartition des espèces végétales suivant la catégorie des exploitations en 1974.

Sources : MEUDAL (E.), m. de m.

Le tableau porte sur un échantillon de 30 exploitations.

Nombre de parcelles

	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
1		°		°	°°	°°		° °°	+	°	°		°	°	°
2					+		°	+							
3				°°											
4	+														
5			+			+									
6		+		+											
7			° °°												
8															
9	°°	°°													
14	°														
30	=														

° Artichaut
 °° Chou-fleurs
 + Pomme de terre
 + Haricot

Tableau n° 51. Corrélation entre les exploitations et le nombre de parcelles légumières à Pleubian en 1974.

Sources : MEUDAL (E.), m. de m., op.cit.

	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	11
1				PT	OM		O	B	O		P
2		T		O			+	+			
3		M	A			+					
4	+	A	+								
5		+	B	+							
6			OP		+						
7		O BP									
13	O										
16	P										
18	B										
23	A										
27	M										
28	T										

B Blé
 O Orge
 A Avoine
 + Ray-grass
 M Maïs
 T Trèfle
 P Prairies per-
 manentes.

Tableau n° 52. Corrélation entre les exploitations et le nombre de parcelles en cultures fourragères et prairies perma-
 nentes.

Sources : MEUDAL (E.), m. de m., op.cit.

Il existe une corrélation entre les exploitations et le nombre de parcelles légumières ou le nombre de parcelles en cultures fourragères et prairies dominantes.

presque
Dans tous les cas, les cultures légumières de plein champ occupent 50 % du terrain. Dans les exploitations de 1 à 10 ha en général il s'agit de pomme de terre et de chou-fleur. Dans celles de 10 à 20 ha, d'artichaut pour l'essentiel ; le reste des terres porte du ray-grass, pour le bétail. Dans les exploitations les plus importantes la culture principale est également l'artichaut et, cela, de plus en plus.

Une fois constatée cette toile de fond, il faut distinguer entre les exploitations traditionnelles et les autres. Les exploitations traditionnelles sont encore solides. Voici le profil de l'une d'entre elles.

Exploitation E 1¹ :

- Age de l'exploitant : 44 ans
- Superficie totale : 22 ha
- Nombre de parcelles d'exploitation : 13
- Nombre de parcelles culturales : 13
- Rythmes dominants - Biennaux : avoine - orge
- Nombre de plantes cultivées : 5

<u>N° des parcelles culturales</u>	<u>Cultures pendant la période 1969-1974</u>
1	2 orges ; 4 ray-grass.
2	2 orges ; pomme de terre ; avoine, 2 orges
3	3 orges ; 3 ray-grass.
4	ray-grass ; pomme de terre ; blé ; ray-grass ; pomme de terre ; blé.
5	ray-grass ; orge, ray-grass ; orge, ray-grass ; orge.
6	2 orges ; 4 ray-grass.
7	avoine ; orge ; avoine ; orge ; 2 ray-grass
8	ray-grass ; orge ; ray-grass ; orge ; ray-grass ; orge.
9	avoine ; 5 orges.
10	ray-grass ; orge ; ray-grass ; orge ; ray-grass ; orge.
11	Avoine/orge ; avoine ; orge ; avoine ; org
12	3 avoines ; 3 orges.
13	3 avoines ; 3 orges.

1 - Sources : MEUDAL (E.), m. de m., op. cit. (exploitation E 2 dans le mémoire.

L'exploitation E 1 ne pratique aucune culture légumière. Dans l'exploitation E 2¹ ci-dessous, au contraire, la culture légumière et céréalière est alliée à celle des fourragères.

L'exploitation E 2 est plus dynamique que E 1. Elle est aux mains d'un exploitant légèrement plus jeune.

- Age de l'exploitant : 42 ans
- Superficie totale : 30 ha
- Nombre de parcelles d'exploitation : 22
- Nombre de parcelles culturales : 22
- Rythmes dominants : rotation de longue durée : artichauts et chou-fleur.
- Nombre de plantes cultivées : 3.

<u>N° des parcelles culturales</u>	<u>Cultures pendant la période 1969-1974</u>
1	verger ; 2 choux-fleurs
2	5 artichauts
3	5 artichauts
4	6 ray-grass
5	6 ray-grass
6	5 choux-fleurs
7	5 ray-grass
8	friche
9	5 artichauts ; chou-fleur
10	6 artichauts
11	6 artichauts
12	6 artichauts
13	5 artichauts ; chou-fleur
14	6 artichauts
15	prairie permanente
16	6 choux-fleurs
17	6 artichauts
18	8 artichauts
19	6 choux-fleurs
20	5 artichauts
21	5 choux-fleurs
22	5 ray-grass

Il existe une relation certaine entre l'âge des exploitants et les rythmes culturels choisis : les agriculteurs soumettant leurs parcelles à des rythmes biennaux ou triennaux ont 55,8 ans ; ceux qui utilisent les rythmes

1 - Sources : MEUDAL (E.), m. de m., (exploitation B dans le mémoire).

nouveaux ont 41,4 ans¹.

Rythme biennal ou triennal est synonyme de prépondérance de culture céréalière et fourragère et rythme nouveau de cultures légumières.

Des raisons autres que celles de l'âge peuvent être à l'origine du choix des systèmes de culture. Par exemple si l'exploitant regroupe ses parcelles dans une zone de terre lourde - pour une raison quelconque - il évitera de planter des pommes de terre. Il attendra les beaux jours pour ensemencer de l'orge au printemps en avril. Après la récolte de celle-ci il pourra planter en chou-fleur hâtif, à couper si possible avant les pluies d'hiver. Ces combinaisons ne s'imposent pas sur les bonnes terres où les longues rotations légumières réussissent quelque soit le temps.

Des raisons financières peuvent aussi guider l'exploitant dans son choix. Il est sûr qu'un assolement biennal pomme de terre-blé demande moins de fumure qu'un artichaut en rotation de longue durée, et donc moins de dépenses.

Les rythmes irréguliers permettent des successions de plusieurs espèces différentes. En général ils intéressent une fraction de l'exploitation. Par exemple sur une exploitation E 3, de 7 ha, on pratique sur les 20 parcelles culturales existantes quatre rythmes, 2 biennaux, 16 de rotation longue et 7 irréguliers.

Par contre, la rotation de longue durée est le signe de la spéculation sur le chou-fleur et l'artichaut. C'est le cas par exemple dans l'exploitation E4.

Profil de E 4.

- Age de l'exploitant	: 60 ans
- Superficie totale	: 22 ha
- Nombre de parcelles d'exploitation	: 16
- Nombre de parcelles culturales	: 16
- Rythmes dominants : biennaux - triennaux	
- Nombre de plantes cultivées	: 7

1 - Chiffre repris de MEUDAL (E.).

<u>N° des parcelles culturales</u>	<u>Cultures pendant la période 1969-1974.</u>
1	2 choux-fleurs ; blé ; pomme de terre ; chou-fleur ; pomme de terre.
2	Orge ; 2 choux-fleurs ; 2 orges.
3	2 pommes de terre ; trèfle ; pomme de terre ; chou-fleur ; pomme de terre.
4	2 choux-fleurs ; pomme de terre ; blé ; chou-fleur ; pomme de terre.
5	Pomme de terre ; blé ; chou-fleur ; chou-fleur ; blé ; pomme de terre.
6	Prairie permanente.
7	5 ray-grass ; avoine.
8	6 ray-grass.
9	Pomme de terre ; chou-fleur ; orge ; chou-fleur ; pomme de terre ; avoine.
10	3 ray-grass ; 3 avoines.
11	3 ray-grass ; 3 avoines.
12	Pomme de terre ; orge ; pomme de terre ; orge ; chou-fleur.
13	Chou-fleur ; orge ; chou-fleur ; orge ; pomme de terre.
14	2 choux-fleurs ; 2 trèfles ; chou-fleur ; orge.
15	Pomme de terre ; chou-fleur ; avoine ; pomme de terre ; chou-fleur ; orge.
16	2 pommes de terre ; 2 choux-fleurs ; 2 blés.

De nos jours les exploitants ont tendance à faire de plus en plus d'entorses aux rythmes de culture, étant données les possibilités de choix de rotation, le machinisme, l'emploi massif des engrais ... On peut cependant essayer de classer les exploitations selon la rotation des cultures, selon la succession des cultures dans le temps sur une même parcelle¹.

Du tableau que nous dressons, il se dégage l'idée d'un abandon assez net des rythmes traditionnels.

a) Les rythmes biennaux de rotation. Sur les 31 exploitations de la commune de Pleubian analysées, 16 pratiquent ce rythme ancien sur 26 parcelles.

Ce rythme biennal peut être accroché à un légume annuel avec la pomme de terre en tête d'assolement : par exemple : chou-fleur ; pomme de

1 - D'après MEUDAL (E.), m. de m., op.cit., toujours et par référence à l'ensemble des travaux réalisés au laboratoire de géographie humaine de l'Université de Haute-Bretagne sous la direction du Professeur Flatrès.

terre ; chou-fleur ; pomme de terre ; chou-fleur ; pomme de terre. Un légume de plein champ et une graminée fourragère peuvent alterner : par exemple chou-fleur ; orge ; chou-fleur ; orge ; chou-fleur ; ray-grass. Le biennal céréalière peut offrir une céréale en tête d'assolement : par exemple avoine ; orge ; avoine ; orge ; avoine ; orge. Une graminée fourragère se substitue parfois à l'orge : cela donne alors le duo ray-grass - avoine. Il arrive qu'une troisième plante intervienne sans briser pour autant le rythme car elle offre alors un cycle végétatif court : c'est le cas du chou-fleur, de l'orge en culture dérobée ou du haricot.

b) Les rythmes triennaux sont pratiqués par 11 exploitations sur les 31. Ils portent le plus fréquemment sur deux légumes et une céréale. En tête de rotation on trouve alors la pomme de terre ou le chou-fleur, puis l'orge. On a par exemple : chou-fleur, haricot, blé.

Toutes les anomalies peuvent se produire dans ces rythmes : par exemple une céréale peut remplacer l'un des deux légumes. S'il y a adjonction de l'artichaut le rythme est alors complètement brisé.

c) Les rotations de longue durée reconduisent la même culture d'une plante pendant 4, 5, 6 ans sur une même parcelle. Cela se pratique depuis 1955 et ne cesse de se développer. Le phénomène a crû avec l'extension de la culture de l'artichaut. La première année la récolte est assez faible en quantité. Le rendement atteint son maximum la quatrième ou la cinquième année. Le record de durée est de huit ans. Des essais sont tentés sur d'autres plantes que l'artichaut, les pommes de terre, les choux-fleurs, le ray-grass, l'orge, l'avoine ... L'artichaut s'accommode le plus longtemps de cette pratique. Chaque année la tige qui portait les capitules est broyée au rotovator mais sur la souche repoussent les oeillets sitôt les travaux terminés. Parfois l'absence d'artichaut sur la même parcelle ne dure qu'un an. On peut dire que l'artichaut a supplanté la pomme de terre comme tête d'assolement. Les céréales gardent leur rôle de plantes nettoyantes par rapport aux plantes de longue durée mais elles peuvent être considérées comme salissantes par rapport aux légumes qui requièrent le binage.

REPARTITION DES RYTHMES D'APRES LES TETES DE ROTATION DE L'ENSEMBLE DES PARCELLES CULTIVEES

Rythmes	Pomme de terre	Chou- fleur	Arti- chaut	Blé	Orge	Avoine	Ray- grass	Mé- lange
Biennaux	14	17		2	10	2		
Triennaux	16	6						
Longue durée (ir- réguliers)	30	25	101		1	1	65	
Irréguliers								129

Tableau n° 53.

Sources : MEUDAL (E.), m. de m., op.cit.

III - Le pays légumier et primeuriste : dynamique et extension précise.

Le résultat des transformations des systèmes de culture a donné au Trégor sa physionomie actuelle de pays légumier bien typé. Le Trégor-Goëlle des Côtes-du-Nord, producteur de légumes, couvre les 7 cantons de Paimpol, Plouha, Pontrieux, Lézardrieux, Tréguier, La Roche-Derrien et Perros-Guirec. Cette zone obtient 30 % de son revenu brut final des légumes et pommes de terre tandis que le reste du département tire, pour sa part, 90 % de son produit des productions animales¹. Les principales productions en sont le chou-fleur, la pomme de terre primeur, l'artichaut et le haricot demi-sec. En fait, deux zones sont à distinguer : la frange côtière d'une dizaine de kilomètres de profondeur où 25 à 30 % des terres labourables portent des légumes, et un secteur intérieur où cette proportion tombe à 7,8 % et beaucoup moins. L'emploi à plein temps des chefs d'exploitations n'est pas le même dans les deux parties de la zone : près de la côte, cet emploi n'atteint pas les 52 % alors qu'il s'élève à 71 % dans l'intérieur. Les exploitations avaient une taille moyenne de 9 ha en 1976 en bordure de mer et de 14 ha vers l'argot. Entre les deux secteurs, on en remarquait un de transition. La valeur des terres varie considérablement du littoral proprement-dit à l'intérieur. Par exemple, le revenu cadastral de Troguéry ou de Ploubazlanec

1 - Voir Comité d'expansion économique des Côtes-du-Nord : "La production légumière du Trégor-Goëlle", 97 p. ronéotées, mars 1977.

est supérieur à 120 F alors qu'il se situe vers 100 ou 109 F à Plouguiel. La zone légumière est donc loin d'être uniforme. Il faut la considérer comme une "frontière" avec sa frange plus ou moins en extension vers l'intérieur. Elle illustre aujourd'hui la notion d'armor que nous avons déjà trouvée si fluctuante, si délicate à manier au cours des 150 ans écoulés. Pour définir ce nouvel armor, il convient de se raccrocher aux productions, d'en donner l'impact dans les Côtes-du-Nord et en Bretagne. Parmi ces cultures, trois donnent le ton : l'artichaut, la pomme de terre primeur et le chou-fleur.

La production bretonne de chou-fleur représente environ les trois quarts de la production nationale (340 000 tonnes en 1975). Les Côtes-du-Nord font 20 % de ce tonnage. Le chou-fleur d'hiver a vu sa production augmenter de 25 % en Bretagne ces derniers temps. Cette évolution est particulièrement sensible dans les Côtes-du-Nord : + 140 % contre + 15 % dans le Finistère. Depuis 1970 la surgélation s'affirme comme un débouché normal de ce produit. Mais les exportations diminuent : les Côtes-du-Nord en ont fait les 36,6 % en 1974, contre les 47 % en 1973. Les principaux débouchés extérieurs sont les Pays-Bas et l'Allemagne Fédérale (4 874 tonnes en 1974 contre 548 en 1968). Le chou-fleur d'automne connaît également une assez forte progression due en partie seulement à une augmentation des superficies (+ 10 %). Sur près de 40 millions de têtes produites en 1975 la part des Côtes-du-Nord avoisine les 10 % (9,81 % en 1975 ; 7,14 % en 1974). Mais la baisse des cours pourrait bien décourager les producteurs.

La pomme de terre primeur suit la même évolution que le chou-fleur dans les Côtes-du-Nord. De 29 % de la production bretonne en 1968, la part du département est passée à 34 % en 1975, au détriment de l'Ille-et-Vilaine. Mais les exportations sur le marché allemand sont tombées de 75 % à 26 % en 5 ans, au niveau breton. Le Trégor-Goëlle en est particulièrement atteint. En revanche, les ventes à la Grande-Bretagne ont représenté 59 % en 1975, contre 31 % l'année précédente. Ce marché est prometteur pour les Côtes-du-Nord. La part des Pays-Bas et celle du Bénélux en général se maintiennent.] La production bretonne de l'artichaut a diminué de près de 30 000 t. en 6 ans (91 200 t. en 1969 ; 63 123 t. en 1975). On note une progression lente

mais certaine, des invendus. Les exportations bretonnes représentent environ 4,5 % des tonnages produits. Elles sont en recul de 10,5 % en 1976 par rapport à 1975. La chute est vertigineuse sur l'Allemagne, les Pays Scandinaves et la Grande-Bretagne qui a presque cessé d'importer.

Les aléas ou la fragilité des débouchés extérieurs en même temps que l'extension de la culture légumière posent le problème de la transformation des produits tout comme dans le domaine de la viande. Cette question divise les cultivateurs, comme les éleveurs. Certains sont prêts à se lancer dans la transformation, d'autres préfèrent axer leur effort sur la création d'unités de production compétitives. En général, les groupements de producteurs considèrent l'activité de transformation comme le moindre mal auquel ils se résigneront peut-être un jour, mais dont ils ne hâteront certainement pas la mise en place.

Avant d'examiner les possibilités de cette transformation, replaçons d'abord la production de légumes dans les cadres de ses coopératives et groupements de producteurs, dans l'ensemble des Côtes-du-Nord¹. Cette activité légumière est, dans son ensemble, en effet, très importante.

Production légumière	% des tonnages produits		
	Trégor-Goëlo/ Côtes-du-Nord	Côtes-du-Nord/ Bretagne	Bretagne / France
Artichauts	97	7,37	64,8
Carottes	5,4	7,55	9,52
Choux-fleurs	93,4	18,3	79,3
Haricots verts	13,08	1,2	34,5
Petits pois	0,8	F. 10,4 C. 3,5	F. 2,99 C. 22,4
Oignons blancs	15,8	5,29	5,52
Oignons colorés	2,2	11	9,64
Haricots à écosser	69,5	F. 88,6 C. 61	F. 15,2 C. 61,4
Pommes de terre primeurs	84,16	26,7	24,8
F. = Frais = Gousses			
C. = Grains = Conserverie			

Tableau n° 54.

Sources : Annuaire statistique agricole de Bretagne 1974.

1 - Voir l'étude du Comité d'expansion économique des Côtes-du-Nord citée.

En admettant la nécessité de transformer au moins une partie de la production on s'aperçoit que cette optique entraîne une diversification de la production comme cela est déjà le cas dans le bassin de Loudéac-Pontivy. Poireaux, endives, scorsonère ... tendent alors à se substituer aux légumes plus classiquement cultivés en Bretagne. D'autre part, la culture sous serre de plastique a tendance à remplacer celle de plein champ. L'installation des jeunes y trouverait plutôt des conditions plus favorables.

Actuellement la manière de transformer la plus novatrice consiste à surgeler. Il faut peut-être s'attendre à un "boom" du surgelé d'ici 1980¹. La France et l'Italie connaîtront peut-être une augmentation de leur consommation de plus de 300 %. D'ores et déjà la consommation française a doublé en cinq ans. La France pourrait donc exporter de 50 à 70 000 t. vers l'Angleterre de 30 à 40 000 t. vers l'Allemagne. Pour l'instant la France ne couvre même pas ses besoins en légumes surgelés. La progression de la production nationale de légumes surgelés a été de 16 % entre 1972 et 1973 et en Bretagne seulement de 3 % dans le même temps. Le potentiel légumier du Trégor-Goëlle est à la fois sous-exploité et en pleine croissance. En ce qui concerne la transformation de la pomme de terre (en chips, croquettes, pomme de terre surgelée ...) la situation des Côtes-du-Nord est celle d'un fournisseur : 4 500 t. en 1975 exportées en Angleterre pour y être transformées. En Baie de Saint-Brieuc, nous retrouvons le même problème en ce qui concerne la coquille Saint-Jacques expédiée essentiellement en frais.

Les conserves de légumes ne sont guère plus développées. Si la Bretagne fournit 26 % des conserves de légumes de France, les usines s'approvisionnent souvent en dehors des zones légumières. Nous voyons donc une fois de plus que l'industrie agro-alimentaire n'accompagne pas automatiquement la production agricole. Voyons maintenant quel est le cadre propre de la production.

Les coopératives et les groupements de producteurs, en matière de légumes, sont les suivants² : La Paimpolaise, la C.A.B., la Perrosienne et la Sica du Goëlle et du Trégor. Nous présentons la Paimpolaise seuleme

1 - Chambre Régionale d'Agriculture, "Le VIIe Plan agricole breton 1976-1980", septembre 1975, ronéoté.

2 - Voir la carte de la production légumière.

La "Paimpolaise" remonte à 1936 où un groupe d'agriculteurs des cantons de Paimpol, Lézardrieux, Pontrieux et La Roche-Derrien a constitué une société pour "faire les blés", pour vendre du blé aux négociants, ceci jusqu'en 1948. Après la guerre, la société commence à commercialiser des primeurs. En 1952 un premier silo à blé, de 12 000 quintaux, est mis en service ; en 1959 un deuxième est créé, de 27 000 quintaux. En 1970 de nouveaux bâtiments étaient réalisés pour la commercialisation et le conditionnement des légumes dont la production avait été alors (en 1969-70)

de :

- 7 500 t. de pommes de terre
- 4 650 000 têtes de choux-fleurs
- 1 400 t. de haricots
- 1 150 d'artichauts
- 7 100 t. de blé et céréales,

ce qui représentait, avec les 5 000 t. d'engrais achetés, un chiffre d'affaires de 17 361 622 F. L'organisme comprenait alors plus de 5 000 adhérents, dont 1 500 livreurs de légumes.

Le tableau dressé pour la campagne 1973-74 montre l'expansion de la culture des choux-fleurs mais une certaine régression pour celle des artichauts et des pommes de terre. Le fait n'est pas particulier à la Paimpolaise. Nous le retrouvons en ce qui concerne les pommes de terre primeurs, dans les activités des autres coopératives, coopératives d'origine, ou ex-Sica¹. Il en a été de même de la section locale de Saint-Pol-de-Léon, implantée à Pleumeur-Gautier.

Le problème de tous les producteurs de la Paimpolaise et des autres coopératives est celui des débouchés. Quand en juin (comme en 1971) une grève de la S. N. C. F. paralyse ses expéditions, la coopérative perd une partie importante de ses revenus. Quand les cours sont trop bas, on assiste

1 - Le pays légumier du Trégor des Côtes-du-Nord n'a jamais eu jusqu'ici la renommée de celui du Finistère. Saint-Pol-de-Léon reste la capitale et l'épicentre de cette production. Voir PRIGENT (M.), "La Sica de Saint-Pol-de-Léon", m. de m., Brest 1972 et du même auteur (Mme SIMON), "L'évolution de l'agriculture dans la zone légumière du Nord-Finistère", thèse de 3e Cycle, Rennes 1975, 307 p. ronéotées.

à des destructions volontaires. Le percepteur et le chef de gare de Paimpol ont presque l'habitude de voir dans leur cour l'amoncellement insolite des légumes de saison. Les aléas du temps peuvent perturber les ventes : les températures trop douces de décembre 1974 ont accéléré la maturation du chou-fleur, prévue normalement pour janvier - février. Le résultat fut que 50 à 60 % de la récolte est restée dans les champs. Les conditions météorologiques avaient été à l'origine également de la mauvaise récolte de pommes de terre et de haricots en 1974 : la sécheresse pour les premières, des coups de froid, pour les seconds ...

Dans les Côtes-du-Nord, la mise en marché des productions de légumes s'effectue essentiellement par trois coopératives dont la Paimpolaise pour le 1/4 de la production du département, l'Union des trois coopératives pour les 3/4 et le reste par la Perrosienne¹.

L'"Union des trois coopératives" dite aussi l'"Union des Coopératives de Paimpol et de Tréguier" résulte de la fusion de la Sica du Goëlle et du Trégor, de la coopérative des agriculteurs de Bretagne (section légumes) et de la "coopérative agricole de la presqu'île" (adhérents de la Sica de Saint-Pol-de-Léon de la presqu'île de Lézardrieux qui livraient au marché du cadran de Pleumeur-Gautier, géré par la Sica de Saint-Pol). Créée officiellement en novembre 1974, elle fonctionne depuis trois ans déjà en synchronisation avec des marchés de Saint-Pol-de-Léon et Saint-Méloir-des-Ondes. Cette Union couvre toute la zone légumière des Côtes-du-Nord de Plouh à Lannion, et représente les 2/3 de la production légumière des Côtes-du-Nord. Par essence, ces coopératives sont rivées au pays légumier, elles l'expriment sans peut-être vraiment le définir.

IV - Trioux et U.C.A: les nouvelles définitions possibles du Goëlle-Trégor.

A - Le Trioux.

Dans notre quête de la définition de la nouvelle géographie des Côtes-du-Nord, nous sommes souvent amené à nous demander si une ac-

1 - En réalité la nouvelle union présente la marchandise en vrac à Pleumeur-Gautier ; et conditionnée à Paimpol.

tivité économique en plein essor ne peut aider à cette définition, n'est pas à l'origine de la notion renouvelée du pays. Dans le cas de la coopérative du Trieux, sise à Guingamp, nous relevons effectivement un champ d'action nettement circonscrit : l'Ouest du département, plus précisément le sud de Guingamp, en gros la Haute-Cornouaille, mais aussi le pays de Lannion et un peu l'Ouest de celui de Saint-Brieuc. L'implantation géographique est donc assez nette. Le Trieux s'arrête là où il rencontre la concurrence de Landerneau à l'Ouest, de l'usine des Châtelets à l'Est (banlieue de Saint-Brieuc), de Négobeureuf de Pontrieux et d'Entremont au Sud. La coopérative La Pélemoise contribue à limiter le Trieux du Sud également, mais elle fait partie d'Unicopa. Le champ du Trieux est donc vaste. S'il englobe essentiellement la Haute-Cornouaille qui lui est comme vouée, ses franges sont floues et l'on peut dire d'emblée que l'adhésion au Trieux ne constitue pas une référence pour une appartenance à un pays. Cependant l'évolution récente et les tendances de la Coopérative contribuent bien à mieux définir la Haute-Cornouaille, car le passé récent et les objectifs de l'une ont leurs racines dans la vocation et l'activité traditionnelle de l'autre.

En gros, aujourd'hui, le Trieux c'est l'organisation du fleuve blanc, le lait, dans l'Ouest des Côtes-du-Nord. Dans la cour de l'usine de Guingamp, le va-et-vient incessant des camions-citernes donne une idée très forte de ce grand phénomène au visiteur le moins attentif.

380 000 litres de lait arrivent chaque jour en moyenne ici (116 000 000 de litres collectés en 1976) venus des 18 000 producteurs adhérents au Trieux. 15 000 tonnes de beurre sortent de la "baratte" par an, au rythme de 5 tonnes à l'heure.

Payé en moyenne 90 centimes le litre en 1976 (83 c. en 1975), le lait représente la production principale des 18 000 adhérents qui ont opéré leur spécialisation les six années passées¹.

1 - Tous les renseignements donnés ici sur le Trieux proviennent du Trieux lui-même et des exploitations adhérentes (visites, données statistiques et dernière mise à jour ; février 1977).

Comment en est-on arrivé à cet état de chose ?

Le Trieux fait partie d'Unicopa, groupe coopératif créé en 1960, rassemblant 18 coopératives dont 9 laitières : le Trieux, la plus importante, la Copall, la Pélémoise (de Saint-Nicolas-du-Pélem), Châteauneuf-du-Faou, Châteaulin, Vannes. Ces coopératives des Côtes-du-Nord, du Morbihan et du Finistère se sont alors groupées pour repenser l'organisation de la collecte et de l'industrie laitière. Le principe adopté a été la spécialisation des usines : fabrique de la poudre de lait à Carhaix (puis de l'emmental) ; du fromage ^{donc} de chèvre à Vannes ; du beurre à Guingamp ... Ce sont 18 000 agriculteurs adhérents qui mettent ainsi en commun la production de 378 000 000 de litres de lait (en 1976) pour un chiffre d'affaire de 140 milliards (d'anciens francs en 1975, auxquels s'ajoute la production de 25 000 t/an de volaille, de 380 000 têtes de porcelets, de 300 000 t. de plants de pomme de terre, de 430 000 t. d'aliment du bétail ... Dans cet ensemble multiple, le Trieux effectue environ le tiers de la collecte totale du lait réalisée par Unicopa (2 657 000 000 hl en 1975), le reste du lait étant dirigé sur Carhaix, Loudéac (usine créée, en fonctionnement, en 1977) ... Relève directement du Trieux le même nombre d'adhérents qu'en 1960-61, mais le litrage, après avoir doublé entre 1955-56 et 1960-61, entre le début de l'indépendance du Trieux vis-à-vis de Landerneau dont elle était la création et l'adhésion à Unicopa, le litrage augmente sans cesse. En 1974 la surface moyenne des exploitations adhérentes était de 20 ha avec 18 laitières ; en 1976 le ^{troupeau moyen} est de 20 laitières sur une surface très voisine tandis que la production par vache et par an atteint 4 000 l. Entre 1970 et 1976 le nombre de producteurs n'avait presque pas changé alors que la production avait quasiment doublé. On assiste donc à un développement délibéré de la production laitière dans le cadre de la Coopérative du Trieux.

Les raisons de ce choix sont à chercher dans les structures de départ, l'exploitation moyenne de 17 hectares, en même temps que dans les aptitudes naturelles du pays granitique. Par opposition à la région de Lamballe de tradition céréalière, la Haute-Cornouaille était le pays de l'herbe. De l'herbe naturelle, le passage à l'herbe cultivée puis au maïs a permis

d'intensifier l'élevage bovin, après les essais malheureux en aviculture. Le développement de la production du lait traduit le souci de la sécurité, le besoin de se mettre à l'abri des grandes crises agricoles en même temps que l'on évite de s'écarter de la tradition. Depuis 1970 un effet d'entraînement fait que, maintenant, par an, 80 projets d'étables sont déposés pour 25 à 40 laitières. Se souvenant des déboires de la phase avicole, redoutant les aléas de la production porcine, les exploitants se laissent aller à la spécialisation dans le lait. En 1976, 5 exploitations (d'Unicopa) de production bovine et porcine se sont converties au lait. Une soixantaine d'exploitants partent en retraite tous les ans. Un nombre presque voisin change d'orientation ou quitte l'agriculture. 120 nouveaux producteurs sont entrés au Trieux en 1976, le Trieux gagne ainsi une dizaine de nouveaux adhérents (11 en 1976). Pourquoi ? Une des raisons est sans doute que depuis 1968 Unicopa a voulu faire autre chose que collecter. Le Trieux propose ses services techniques, plans de bâtiments, devis, projet de "plan de développement"¹ ... Cinq conseillers techniques, à l'intérieur de cinq secteurs géographiques, sont à la disposition des adhérents.

Un magasin dit "libre"choix" est ouvert à tous les agriculteurs de la région, adhérents ou non au Trieux ou à Unicopa. On peut s'y approvisionner en produits phyto-sanitaires, vétérinaires, petits matériels agricoles et ménagers ... C'est une Sica. 150 acheteurs s'y rendent en moyenne par jour. Le chiffre d'affaires est proche du milliard d'anciens francs. L'adhérent du Trieux y a un compte qu'il règle dans le cadre de ses opérations de livreurs de lait. La formule semble un succès. Les adhérents font alors figures d'agriculteurs relativement bien formés ou informés. 608 sur les 1 800 sont inscrits au contrôle laitier : ceux-là produisent 55 % du litrage. Les 2/3 sont assujettis à la T.V.A. mais 150 seulement empruntent les services du centre de gestion. L'exploitation moyenne du Trieux, en effet, n'est pas grande. Le plus gros troupeau comprend 80 laitières, à l'exception d'un G.A.E.C. qui a 120 laitières, le nombre le plus élevé. Le troupeau moyen est d'une trentaine. Toutes, petites ou grosses, les exploitations sont équipées d'un tank réfrigéré. Les camions du Trieux passent partout, puisque des ac-

1 - Dans le cadre de la réglementation en vigueur.

cords de ramassage n'ont pas abouti. Certains villages sont même desservis par 4 ramasseurs de lait. Il est certain que le mode de paiement du lait aux agriculteurs plaft. Il y a là une politique spéciale qui n'accorde pas de prix à l'apport en quantité, mais une prime à la qualité et une majoration à la régularité des livraisons. L'excellente année 1975 pour le maïs avait encouragé, elle aussi, les éleveurs dans leurs efforts d'intensification. Le début de l'année 1976 avait continué sur la même lancée.

Au Trieux le lait se transforme en motte de beurre. La production est essentiellement exportée vers l'Angleterre ou l'Italie, ou expédiée vers le reste de la France. Dans une certaine mesure le Trieux a dû s'insinuer dans des marchés préexistants. Mais il ne s'est pas glissé dans un moule aussi nettement que l'a fait Carhaix pour écouler son emmental. Lorsque Carhaix a produit son énorme boom sur les tonnages (6 000 t. en 1976, sans compter les pâtes pressées du type "tome" ; et 12 000 t. prévues en 1977), Unicopa (grâce à l'usine nouvelle de Loudéac), a profité des structures établies de la Savoie et du Jura, régions où la collecte est en baisse, incapables de fournir en quantité et en homogénéité. Les premières meules d'emmental s'en allèrent donc se faire affiner en Savoie. Aujourd'hui elles le sont en Bretagne. Un gros entrepôt dans les grottes de Génissiat, louées pour 99 ans, leur donne un air d'origine. La société Ripoz (de Savoie) a été rachetée par Unicopa qui y est donc majoritaire. Mais ces combinaisons sont l'affaire d'Unicopa, non pas de ses adhérents eux-mêmes.

B - L'U.C.A.

Avec la coopérative du Trieux, la grande affaire du Goëlle-Trégor agricole est l'U.C.A. L'initiative de la création d'ateliers de production de taurillons¹ revient aux coopératives et plus précisément à l'Union Coopérative de l'argoa (U.C.A.) sise à Guingamp. L'U.C.A. est née de la volonté d'une poignée d'agriculteurs de la région de Guingamp, exactement de la commune

¹ Dans le cadre de la reconversion lait-viande,
1 - les chiffres sont connus grâce à la prime à l'abattage. Il convient de bien distinguer entre les deux sortes de mesures ministérielles : primes d'abattage et reconversion lait-viande proprement dite. Les premières ont été accordées en 1969-70 et ont porté sur 1 410 vaches dans le département. Cette opération est terminée et non reconduite. La reconversion lait-viande a porté sur 1 983 vaches "primées" pour 141 exploitations pendant le premier semestre 1970. Ces vaches ont été soit abattues soit mises à l'engrais.

.../...

de Goudelin. Ces exploitants, sous l'impulsion de l'un d'entre eux, responsable du C.E.T.A. créé en 1953, ont fait éclore vers 1960 une forme nouvelle d'entr'aide : la coopérative de l'Argoat. C'est en 1966 que cette production a démarré, difficilement d'ailleurs. Il a fallu mettre au point un type de bâtiment, un mode d'alimentation, prendre place sur le marché.

Le bâtiment standard comprend une nursery où les bêtes demeurent jusqu'à trois mois, un bâtiment de croissance pour les 3 à 9 mois, un bâtiment de finition pour le reste de l'élevage, jusqu'à l'abattage, ceci dans les conditions d'une création de grands ateliers. Les petits ateliers résultent d'aménagements de bâtiments préexistants bien moins bien équipés que les premiers. La coopérative fournit les plans, les dossiers, les entrepreneurs¹.

L'aliment, est également standardisé. Il s'agit essentiellement de maïs ensilé à raison de 1 ha pour 5 bovins. La coopérative se charge de la culture, des semences, des produits de traitement, de la date et du matériel de la récolte. Les veaux sont livrés à 10-15 jours à l'éleveur par la coopérative et triés par elle, collectés par elle à l'extérieur. Elle apporte en même temps la poudre de lait, les tourteaux de soja importés d'Amérique par Brest et les condiments minéraux, les aliments veau "premier âge" et "jeunes bovins" ... Ces aliments sont conditionnés et vendus sous contrat par les coopératives de Lamballe et Lannion. C'est la coopérative qui décide de la date d'entrée et de sortie dans les ateliers.

L'agriculteur ainsi sous contrat bénéficie des prêts du Crédit Agricole et des aides du F. O. R. M. A. ou des subventions. En général la part d'autofinancement est inférieure à 20 %, et le rendement à l'hectare supérieur à celui de l'atelier-lait.

.../... La reconversion lait-viande s'est poursuivie avec la mise en place des "maîtres-d'œuvre" qui ont bénéficié d'aides financières particulières provenant du F. O. R. M. A. et du Ministère. Dans le département ces maîtres-d'œuvre ont été la Coopérative de l'argoat, Landerneau et Unicopa. En fait, la reconversion n'a fait qu'accélérer la tendance chez certains agriculteurs, trop âgés ou trop à l'étroit, à abandonner l'élevage des laitières. Depuis 1972-73 une crise sévit dans ce domaine de la production de la viande (voir remarque précédente). Mais il semble que la tendance à l'abandon de la production laitière garde ses raisons.

- 1 - Par opposition à ce rôle des coopératives dans l'organisation contractuelle en agriculture voir, sous la direction de JOLLIVET (M.), "Structures agraires et diffusion de l'économie contractuelle en agriculture", juillet 1971, 424 p. et différents mémoires de l'E. N. S. A. R. de Rennes dont celui de GARNIER (P.), "L'organisation contractuelle des productions animales en Bretagne", 1971, Rennes.

Dans un deuxième temps, sous l'impulsion du directeur de la coopérative, les adhérents ont tenté de dégager la commercialisation de leur production de l'emprise des professionnels du bétail : ils ont confié l'abatage de leurs porcs à une Sica : la Sica Geac (Sica de gestion et d'exploitation des abattoirs des Côtes-du-Nord) transformée à la suite de difficultés en B.V.A. (la société "bétail-viande", amalgamée à la Sica de Cornouaille). L'aboutissement de ces efforts pour maîtriser l'amont de la production par une branche approvisionnement et l'aval de cette même production par un prolongement commercial, se lit dans l'accroissement des tonnages de la production dans les différents secteurs porcin et bovin, et dans celui des taurillons en particulier. L'U.C.A. contrôlait à la fin de 1972 une centaine d'ateliers comptant 6 000 jeunes bovins présents¹. Son objectif est 250 ateliers pour 25 000 têtes de taurillons à l'année. Elle produit un animal standard, cousin germain du "vitellonni" italien ou du taurillon allemand, abattu à 15 mois. Les ateliers importants ont une capacité moyenne de 50 à 150 bêtes.

L'U.C.A. a d'autres activités que la produc^{tion} des veaux; ^{celle} des porcs et porcelets et jusqu'en 1968 des moutons ; mais si les porcs et les porcelets constituent encore l'essentiel des tonnages, le secteur le plus en progression est celui des taurillons et des veaux. C'est aussi le plus original, celui qui peut servir d'exemple à toute la région. Nous venons de voir

1 - Sources : U.C.A. L'U.C.A. résulte de la fusion de l'Union Coopérative de l'Argoat et de la "Triple Union" en 1970. L'U.C.A. a trois branches d'activité, celles de la production bovine et porcine (ex-argoat) et celle des céréales (ex-Triple Union).

Evolution du nombre des adhérents ayant des ateliers de jeunes bovins à l'U.C.A. : 12 en 1968, 40 en 1969, 68 en 1970, 100 en 1972. Pour mesurer l'évolution toute récente de la production de viande bovine en France, revoir le n° 85 "Economie rurale" (1970) consacré aux "problèmes économiques de la production de viande bovine" et notamment l'article de MAINIE (Ph.), "Place de la viande dans les divers types d'agriculture", p. 9 à 31.

ACTIVITE ECONOMIQUE DE L'U.C.A. - a) en tonnes de viande nette
b) en têtes

ANNEES (c)	1965	1966	1967	1968	1969	1971	1972	1973	1974	1976
ADHERENTS (d)	720	731	864	966	950				3 000	4 230
PRODUITS :										
Porcs (a)	1968	2215	2804	3347	3475	5240	6000	6235	6857	7500
Porcelets (b)	19674	24085	30567	29840	39079	57506	60849	54675	57051	62500
Bovins (a)	839	1139	1271	2706	4794	2632	3027	2655	3421	3800
Veaux (b)	425	523	779	1126	2287	8230	9289	12852	12731	23000

(d) Ayant des parts sociales

(c) Au 31 décembre de l'année

Tableau n° 55.

Sources : U. C. A. Pour 1971-72-73 les modifications statutaires rendent difficile la récapitulation.

que les progrès les plus spectaculaires de l'U. C. A. concernent le secteur de la production des veaux, secteur étayant partiellement celui dit des bovins, c'est-à-dire des taurillons. Ce dernier a subi depuis 1970 une régression, consécutive à la crise générale de la viande de 1970 à 1974. La mévente est intervenue au moment où de nombreux éleveurs venaient d'équiper leurs installations et commençaient à rembourser les emprunts contractés. Mais il ne semble pas que la crise ait freiné l'augmentation du nombre d'adhérents à l'U. C. A. (3 000, environ en 1975, de quelque activité que ce soit dont 400 élevant des taurillons en ateliers de toutes dimensions).

Le développement de l'U. C. A. se fait d'autre part dans le secteur de l'approvisionnement. Cela correspond au fait que ce service était plus ou moins bien rendu aux agriculteurs jusqu'à présent. Depuis 1974 sept libres services pour aliments du bétail, le petit matériel, les produits d'entretien ... (d'une surface utile d'environ 150 m² chacun) ont été mis en place. Les adhérents pour l'approvisionnement sont au nombre de 3 600 ; ceux produisant des taurillons 120 et ceux élevant des porcs 400. L'orientation de l'U. C. A., en dehors du développement du service d'approvisionnement, se fait donc vers la production des porcs et des veaux. L'accroissement con-

sidérable du nombre de veaux d'élevage (23 000 têtes achetées, puis revendues, à l'intérieur de l'U. C. A. en 1976) s'expliquent par l'augmentation de la production laitière et par la demande des ateliers de taurillons. Le développement de l'élevage porcin provient du fait de sa rentabilité parfois spectaculaire et d'un certain rôle de la Cooperl dans l'Ouest du département.

Le dynamisme, mais aussi les fluctuations dans l'évolution de l'U. C. A., que nous évoquons nous incite à chercher à mieux mesurer l'impact de cette coopérative sur son pays. L'U. C. A. aide-t-elle le pays de Guingamp à mieux se définir ? Si oui, est-ce, à la manière dont agit la Cooperl à Lamballe ? Pour répondre à la question nous pouvons nous reporter à une expérience de la Cooperl elle-même dans le pays de Guingamp, remontant à 1973-1974. Forts de leurs idées et de leurs habitudes, les gens de la Cooperl prétendaient - du moins aux dires des Bretonnants - implanter une production porcine de masse, en hors-sol, dans l'Ouest des Côtes-du-Nord.

Les Bretonnants ont observé - surtout ceux d'entre eux qui ont emboîté le pas -, mais ne les ont pas automatiquement suivi. Dans le Penthièvre, un leader est presque automatiquement suivi. Chez les Bretonnants, l'esprit plus individualiste fait qu'on observe le leader, on le discute, on cristallise sur lui une réflexion qui engendre plus souvent une expérience individuelle qu'une réplique pragmatique.

Finalement, il est plus difficile de dire qu'une activité économique structure un pays chez les Bretonnants que chez les Gallos. ^{De plus} l'exemple de l'U. C. A. est plus nuancé que celui du Trieux. Les deux contribuent néanmoins fortement à la renaissance de la notion de pays en leur secteur géographique d'action, le Goëlle-Trégor.

V - Spécialisation et pays : le sens de la restructuration en Goëlle-Trégor.

Les mutations de la campagne du Trégor-Goëlle que nous avons vues à travers l'évolution démographique, celle des exploitations, celle des cultures, celle des productions végétales et animales ... toutes ces mutations posent le problème de leur corrélation avec le développement urbain de

type industriel si spectaculaire à Lannion, si net à Guingamp. Dans une première approche, nous pouvions penser que les changements du monde rural se trouvaient fortement corrélés avec ceux des villes. A la périphérie immédiate des villes, cela est évident. Mais en dehors de la spécialisation dans les primeurs, nous avons vu que l'orientation agricole se fait en partie indépendamment de la vocation naturelle du pays, même si la tradition économique, fortement liée aux aptitudes géographiques, a étayé cette orientation dans sa première phase. Ainsi, la spécialisation laitière du Trégor-Goëlo s'explique bien par l'habitude de cette production, mais elle se trouve aujourd'hui largement encouragée par la structure de la Coopérative du Trieux, elle-même engagée à fond dans un mode de production de type capitaliste. L'exemple du Trieux nous montre le passage à une économie marchande, ouverte sur l'extérieur, qui contribue à dessiner une spécialisation fonctionnelle sans grand lien avec la base géographique de départ.¹ En schématisant nous pouvons dire que la spécialisation dans une production tend à classer les exploitations en trois catégories : les traditionnelles basées sur la cellule familiale, aux mains de gens plutôt âgés, exploitations qui ne disparaissent pas aussi rapidement qu'on pourrait le supposer. La deuxième sorte d'exploitations peut être considérée comme de transition : menées par des agriculteurs souvent jeunes qui se sont lancés dans une mono production. Ces exploitations sont les plus fragiles. La troisième sorte est agro-industrielle : elles reposent sur des capitaux, des moyens, des temps de travaux ... importants. Elles s'intègrent aux coopératives (ou aux firmes) à l'amont et à l'aval. Elles réalisent de larges marges bénéficiaires. Elles constituent la nouvelle aristocratie d'argent des campagnes.

Dans les trois cas, s'est opérée la simplification des systèmes de production que nous avons étudiée à propos de l'évolution des rotations de culture.

Cette spatialisation fonctionnelle au niveau du "pays" se double d'une spatialisation locale. On ne dira jamais assez l'importance des hommes; des initiatives locales, que ce soit dans le Trégor, dans le Penthièvre ou dans le

1 - FLOCH (L.) et JULIEN (J. L.), "Spatialisation fonctionnelle et dénonciation de l'espace", communication A. R. F. 1977, 13 p. ronéotées.

Pays de Loudéac... ou ailleurs, sans doute. Ce sont les hommes, quelques-uns d'entre eux, qui inventent les noyaux favorables de développement.

L'exemple d'YA à Minihy Tréguier peut convaincre. Les rôles exemplaires de certains s'accompagnent d'ailleurs tout naturellement de leurs inverses. Dans une même commune, grande est l'hétérogénéité des exploitations d'aujourd'hui. Il est difficile de donner une géographie agricole. La phase d'intensification des productions - surtout des animales - favorise cette distorsion dans la mesure même où elle s'opère au coup par coup, requérant de l'exploitant ouverture d'esprit, capacité, désir d'entreprendre... Dans ces conditions la distinction traditionnelle entre l'armor et l'argot ne joue quasiment pas, en dehors, encore une fois, des données climatiques et pédologiques de la zone légumière ou primeuriste.

Le Trégor-Goëlle d'aujourd'hui se dessine donc en trois ensembles : une bande post-côtière entre Lannion et Pontrieux où l'agriculture est intensive et variée, reposant sur la production de l'orge, du maïs-grain, des porcs et de la volaille, avec un secteur laitier non négligeable, sur des exploitations plus grandes que la moyenne ; un ensemble, au Sud-Ouest, entre Bourbriac et Plouaret où une population plutôt âgée se consacre à l'élevage intensif, plutôt orienté vers la production de la viande, sur une S.T.H. importante ; au centre, enfin, un croissant joignant la côte de granit rose à Guingamp, espace assez "anonyme" aux caractéristiques très proches de la moyenne et à prédominance nette d'élevage laitier, la zone du Trieux par excellence. Ces trois zones se dessinent sur un terrain sans grandes disparités dans les aptitudes naturelles. La dissociation de l'espace rural s'y opère en fonction d'autres impératifs que ceux de la géographie dite traditionnelle.

A partir de là, on peut mieux saisir les rapports nouveaux qui s'établissent entre les villes et leur campagne. Les circuits traditionnels disparaissent du fait de l'intégration des exploitations dans le système coopératif ou capitaliste. Le tissu rural n'est plus structuré par la ville, mais il est aiguillé par la coopérative ou la firme qui a ses antennes de drainage, de ramassage, de stockage... et, en sens inverse, ses points de chute pour distribuer, vendre, réaliser... Les centres urbains les plus dynamiques

comme Lannion et Guingamp tirent leur vitalité de l'industrie et non plus de leurs échanges avec leur campagne, même si le fait que la coopérative ou la firme se soit installée à la ville peut faire croire que c'est la ville en tant que ville qui attire. Tout se passe comme si la ville, une fois relancée, vivait d'elle-même, en fonction de l'environnement national et international¹ et non plus de sa propre enveloppe rurale. Autrefois, dans le Goëlle-Trégor, les petites villes réglaient les échanges. C'était le rôle des ports en particulier. Aujourd'hui, quelques points privilégiés concentrent les produits agricoles et en opèrent une première transformation, par exemple le conditionnement des œufs, l'abattage ou la fabrication de beurre ; mais la complexité du va-et-vient des produits agricoles vers la ville et des produits manufacturés vers la campagne tend à se concentrer, se simplifier, s'uniformiser. Les relations ville-campagne sont à la fois plus importantes (en volume) et moins intimes, tissées plus grossièrement, dissociant trajet des marchandises et va-et-vient des hommes.

Ces caractères de la restructuration de l'armor et de l'argot en Goëlle-Trégor, à partir d'une activité agricole refondue dans le moule actuel de l'économie, laisserait penser que le pays ne peut plus être pensé en fonction de la petite ville - ou des petites villes -. La philosophie du S.D.A.U. de Lannion s'inspire pourtant du contraire, sans ramener pour autant tout à la petite ville en question.

VI - Le S.D.A.U. volontariste Lannion : les grandes idées.

Il y a 150 ans Lannion vivait de son marché. Dernier pont sur le Léguér, avant l'embouchure, la petite ville était depuis des siècles un lieu de passage et un lieu de rencontre. Il y a 25 ans Lannion était toujours une petite

1 - C'est l'idée que développe, de façon indirecte, l'article de VOISARD (J.), "Réflexions de politiques industrielle". Bulletin d'information de l'A.C.E.A.R., n° 13, fasc. 13-16 juillet 1976. Il s'agit ici de la région Ouest atlantique, dans le cadre de l'organisation du même organisme et de la "Commission de l'aménagement du territoire et du cadre de vie" dans Bulletin de l'A.C.E.A.R., n° 13, fasc 13-93 qui revient sur son premier diagnostic sur le VIIe Plan.

ville qui s'animait essentiellement le jour de son marché. Tout a changé depuis l'installation du Centre National d'Etudes des Télécommunications, le C.N.E.T. En quelques mois, 1 300 emplois ont été créés, puis 5 000 en tout sur la zone industrielle. La poussée urbaine s'étend aujourd'hui sur les terres agricoles avoisinantes. La ceinture dorée maraîchère est confrontée à l'urbanisation. Les problèmes des villes se posent à Lannion : celui de l'alimentation en eau, de l'assainissement, de la circulation, de la traversée de la ville ... En très peu d'années Lannion passait presque du Moyen-Age aux temps modernes. Entre Lannion et le littoral, l'espace se chargeait tandis qu'au Sud et à l'Est du Légué^r les campagnes se vidaient de leur population. C'est dans ces conditions "historiques" que se situe l'élaboration du S.D.A.U. de Lannion.

Le périmètre du S.D.A.U. de Lannion se confond avec les limites qu'atteignent le rayonnement commercial et les migrations pendulaires. Le S.D.A.U. regroupe 36 communes. Par sa délimitation et sa surface, le S.D.A.U. n'a donc rien d'original. L'hypothèse de développement retenue est celle d'un accroissement de 1,7 %, ce qui porterait la population de 1968 (soit 52 000 h.) à 90 000 en l'an 2 000. Il convenait donc de prévoir 550 logements à construire par an et de créer les emplois industriels correspondants sur une zone à urbaniser dont la surface était estimée à 3 000 hectares. Ces prévisions ne sont pas originales non plus.

A partir de là, deux schémas étaient possibles : le premier pouvait reconduire la situation actuelle, la prolonger, c'est-à-dire laisser faire - voire favoriser - l'urbanisation en direction de la côte Nord ; le second schéma, volontariste, pouvait, au contraire, inverser la tendance actuelle, la contrarier, afin d'équilibrer le territoire. Le livre blanc diffusa largement les deux choix possibles. Finalement le schéma "deux" est accepté, approuvé. Collectivités, associations professionnelles, administrés et élus, l'administration ... se sont donc prononcés pour une solution assez originale, à contre-courant d'une tendance qui avait paru "naturelle" jusqu'à maintenant.

Quelles sont les chances d'un tel acte de rééquilibrage vers le Sud ? La première réside peut-être dans le fait que le terrain commençait à être

saturé. Jusque là tout le développement s'était fait en direction de la mer : les grands équipements industriels : le C.N.E.T., le radome, les constructions de résidences principales ou secondaires ... En même temps, la côte proprement-dite commençait à être surchargée. Les élus commençaient à vouloir freiner le flux touristique qui fait passer Perros-Guirec de 6 000 habitants en hiver à 50 000 en juillet-août. Le phénomène de retraite sur la côte, même s'il a légèrement fléchi au recensement de 1975, est en partie responsable de cette surcharge.

De plus, la mono-industrie électronique paraissait tout à coup fragile, parce qu'on entrevoit l'achèvement de l'équipement téléphonique. A côté de cela, la voie ferrée Plouaret-Lannion sommeillait alors qu'avait été créé l'aéroport de Lannion. Et pour achever cette dichotomie entre le Nord et le Sud de Lannion la politique divise traditionnellement le pays entre la majorité en armor et l'opposition en argoat.

La seconde grande chance de réussite du schéma "deux" du S.D.A.U. de Lannion est inscrite en quelque sorte dans la zone sud de la ville. Au sud de Lannion, rien ou presque. La campagne était restée à peu près ce qu'elle était avant le décollage industriel de Lannion, la population en moins. Il y avait donc là des espaces disponibles pour les usines, et même leurs activités polluantes, pour l'habitat, les loisirs ...

Le schéma "deux" privilégie donc la création des infrastructures dans la partie sud du territoire. Trois zones industrielles y sont prévues : celles de Kérozen, celle de Plouaret, et celle de Plufur. Deux centres touristiques, de même.

Les équipements sportifs, stade, piscine ... tenteront également de reporter vers le sud les activités de loisir. Divers aménagements routiers ainsi que la déviation de Lannion (en cours de réalisation en 1977) doivent contribuer à décharger la route 786 qui deviendra de plus en plus touristique ; les camions de légumes qui se dirigent vers les marchés de Paimpol, de Saint-Pol ou de Saint-Méloir emprunteront alors les routes de l'intérieur ...

Le S.D.A.U. de Lannion (en cours d'approbation en 1977) est donc assez original dans la mesure où il tente de maîtriser une tendance et de développer son contraire, dans le but de rééquilibrer un territoire, l'armor où

la population, l'urbanisation et l'industrialisation se portaient jusque là et l'argosat, délaissé par les hommes, où les maisons sont vides et les usines absentes.

Le S.D.A.U. de Lannion s'oppose à celui de Saint-Brieuc pour lequel a été choisi le schéma qui privilégie le développement de la côte. C'est sans doute parce que sur l'aire de Lannion se profilait "le schéma de l'inacceptable", le déséquilibre total entre les lieux, entre l'armor et l'argosat, qu'on a compris l'urgence d'un redressement de la situation. Il faut se rappeler cependant qu'un S.D.A.U. n'est qu'indicatif et que, même si les raisons du choix opéré sont sérieuses, rien n'est gagné.

Pour mesurer les chances de réalisation du S.D.A.U. de Lannion, de façon plus précise, analysons ce qui se passe au niveau d'une commune en ce qui concerne l'aménagement du territoire. L'examen du P.O.S. de Trédrez, saisi dans le contexte du vécu, peut donner une idée des difficultés et de la marge du possible. Le contact avec le P.O.S. nous ramène à des réalités plus simples, plus pressantes, en définitive, plus contraignantes que les grandes idées du S.D.A.U.

Un P.O.S. sur la côte, au pays de Lannion : la réalité de tous les jours.

A Trédrez, le maire accorde entre 40 et 50 permis de construire par an, dont 4 ou 5 en résidences principales, à des retraités le plus souvent. Il ne faut donc pas s'étonner qu'en ce jour de janvier où nous rencontrons le Conseil Municipal, le café du petit bourg soit fermé, la place vide, l'église boudée, et clos aussi beaucoup de volets des blanches maisons plantées au bord des routes ou au beau milieu des parcelles. A cette heure, les 290 meublés de la commune, en location l'été, sont vides bien sûr ! Ici on a l'impression qu'on se bat avec des fantômes car le maire a réellement à se battre, mais avec des gens qui ne sont pas là.

Le maire étale devant nous le plan d'un ensemble de maisons à construire au pied de la falaise, juste au bord de la grève. Il lui faut rejeter à la mer promoteurs et maisons. Il hésite à accorder le permis de construire à un autre particulier qui a installé sa caravane depuis des années sur une

parcelle admirablement située au-dessus du petit port de Locquémeau. Il doit - lui et tous les habitants de la commune - supporter les agressions faites au paysage par telles maisons neuves éclatantes à proximité d'un hameau discret, car chacun - ou plutôt chaque nouveau venu - veut voir la mer de chez lui. Les terrains bien placés s'arrachent tandis que le lotissement reste à vendre (à 20 F le m² pour H. L. M. et 35 F pour les autres constructions, frais de viabilisation compris en 1977) car, de là, on ne voit pas la mer.

Malgré cela, Trédrez est encore un espace agricole avec une centaine d'exploitants sur 932 habitants. 50 inscrits maritimes y vivent. Avec des champs d'où l'on peut admirer la Baie de Saint-Michel-en-Grève et apercevoir la crique de Locquirec, avec son petit port de pêcheurs à Locquémeau à peine touché encore par le tourisme ... Trédrez tout à ses activités agricoles et maritimes traditionnelles doit se défendre contre l'envahissement amorcé des retours au pays , surtout celui des "Parisiens", de Paris et d'ailleurs.

Le maire a pensé qu'un P. O. S. (élaboré en 1974 mais en cours de révision en 1977) l'aiderait à lutter contre les agressions faites au territoire communal. La protection paysagère devrait s'appliquer à l'ensemble de la côte de la Pointe de Séhar à celle de Beg à Fom (zone ND du plan).

A l'affût de toutes les possibilités de protection, Trédrez vient de faire acheter la Pointe de Dourven par le Conseil Général (en 1976 : 8 ha avec la villa, pour 800 000 F pris sur la Taxe Verte). Un petit port de plaisance est prévu pour rétablir la paix entre pêcheurs et plaisanciers car, pour le moment, (en 1977 encore) les plaisanciers se permettent d'utiliser le seul quai entretenu aux frais des seuls pêcheurs. L'importance des zones NC montre la volonté de Trédrez de garder son caractère rural et agricole, tout en valorisant ses possibilités touristiques.

Les ambitions du P. O. S. de Trédrez peuvent paraître modestes : la zone ND proprement dite n'a que quelques centaines de mètres de profondeur. Le mérite de ce plan est d'avoir été élaboré à temps. Son application n'en est pas facile pour autant. Le fait que Ploumilliau, la commune voisine, n'ait pas de P. O. S. met Trédrez en position difficile. L'attitude de Trédrez

en est d'autant plus courageuse. Le contraste entre Trédrez et Ploumilliau atteindra peut-être un jour, la violence de celui qui frappe le voyageur entre Paimpol et Ploubazlanec : Paimpol où l'on a essayé de maîtriser l'urbanisation et Ploubazlanec où l'on permet tout (encore en 1977, mais le P. O. S. est en discussion).

En attendant, Trédrez fait un effort d'investissements importants. La dette en capital, en fin d'exercice, a presque triplée (2, 87) entre 1965 et 1974 (en francs courants). Les emprunts sont passés de 393 030 F entre 1965 et 1971 à 454 000 F en 1972 ; 588 000 F en 1973 et 390 000 F en 1974. La charge moyenne par habitant en 1973 plaçait Trédrez en 37^e position parmi les 61 communes de l'arrondissement et en 20^e position en 1974 (voir documents annexes). L'investissement touche essentiellement des dépenses d'équipements collectifs (ces dernières années : achat de la salle des fêtes, réfection de l'église, terrain de sports, camping, le lotissement, les bâtiments communaux)¹. Tant en investissement qu'en fonctionnement l'évolution des finances de la commune de Trédrez se caractérise donc par une croissance rapide, depuis 1974 surtout.

Conclusion.

Dans notre quête de la notion d'armor et d'argosat, le Goëlle-Trégor aurait pu paraître un terrain de choix. On a longtemps exalté ici l'armor par excellence. Aujourd'hui, la géographie est plus complexe. La structuration de l'espace rural s'opère en fonction d'impératifs souvent venus d'ailleurs. Les petites villes continuent à jouer leur rôle, mais elles se reclassent les unes par rapport aux autres, sans forcément donner l'avantage à celles de l'armor², pas plus que l'armor lui-même ne continue à être en totalité le "bon pays", par opposition au mauvais de l'intérieur que veulent promouvoir les volontaristes.

1 - Sources : Mairie de Trédrez et perception de Plestin-les-Grèves.

2 - Voir JAOUAN (Y.) et GUELLEC (A.), "Les petites villes du Trégor", communication pour le colloque de l'Association des Ruralistes Français (novembre 1977).

LE PAYS DE LAMBALLE

Introduction. Le pays de Lamballe : l'espace vécu¹.

Certes la principauté de Lamballe, le Penthievre, est la circonscription historique la plus célèbre des annales du département, plus connue même, en France, que le Trégor ou la "principauté" de Dinan. Mais les limites et l'étendue du Penthievre ont tant varié au cours des âges que la notion ne peut en être qu'approximative dans la conscience des gens². Aujourd'hui qu'est-ce que le pays de Lamballe ? Ce n'est pas une unité agricole officielle : la zone dite du "littoral nord breton" et celle dite de la "Bretagne Centrale" se partagent l'ensemble des terres du secteur oriental de la Baie de Saint-Brieuc en deux parties inégales : une bande littorale, restreinte à une ou deux communes en profondeur, et une autre, intérieure, qui va en se dilatant jusqu'à atteindre les limites du département, au Sud, du côté de Broons et Caulnes et au-delà. Ce n'est pas davantage une unité administrative : l'arrondissement de Dinan, adopte, pour limite occidentale, un tracé presque Nord-Sud, juste à l'Est de Lamballe, rejetant ainsi Lamballe-même dans celui de Saint-Brieuc.

Entièrement situé en pays gallo, le pays de Lamballe ne peut pas non plus tirer son originalité d'une opposition directe avec le pays bretonnant

-
- 1 - Nous avons rédigé ces pages lorsque est sorti le livre d'A. FREMONT, "La région, espace vécu", P.U.F., 1976, 223 p. Nous en avons été navrée puisque notre titre devient un plagia mais également contente puisque convaincue qu'"étudier un espace régional c'est ... saisir une dynamique autant qu'un état", p. 89-90.
- 2 - FROTTIER de la MESSELIÈRE, "Le pays de Lamballe", Bulletin et Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord, t. LII, 1921, p. 23-59 ; 1922, p. 23-53.

qui ne commence que bien au-delà de Saint-Brieuc. Ajoutons encore que la proximité du chef-lieu du département - que 20 kilomètres à peine séparent de la capitale du Penthièvre - ferait volontiers oublier cette dernière aux automobilistes qui empruntent sa déviation.

Si les administrations se sont si peu préoccupées de définir un pays de Lamballe, ce n'est pourtant pas entièrement la faute aux données naturelles. La morphologie offre même une certaine homogénéité de traits, du rivage vers l'intérieur, à la retombée du Mené au Sud, et d'Ouest en Est, de l'Anse d'Yffiniac à la vallée de l'Arguenon.

Partout prédominant des lignes de relief sub-horizontales, dont les plus élevées se situent généralement vers 100 m. Jusqu'au bord de mer, ces traits d'ensemble du paysage se reproduisent en série et viennent y dominer un estran souvent étroit, d'une soixantaine de mètres (62 m. au-dessus de la plage de Caroual, au Sud d'Erquy ; 64 m. au-dessus de l'estuaire de l'Islet, sur son bord opposé aux Sables-d'Or ; 70 m. au Cap Fréhel ...). Souvent même, à l'approche de la ^{Manche}, les blocs basculés se relèvent en direction de la mer, comme c'est le cas à Dahouët, le port de Lamballe.

Les fleuves parviennent au grand large en empruntant une succession de resserrements et d'élargissements. La tectonique a ménagé ainsi certaines dépressions longitudinales, parallèles au rivage : c'est le cas de celle de l'Islet sur une partie de son cours, coupant Erquy du reste de l'intérieur des terres.

Le paysage est donc affecté d'un découpage ortho^hgonal où dominent deux grandes directions : celle de la côte, SSW-NNE, et sa perpendiculaire. Entre ces incisions, les fragments du plateau donnent une impression de massivité que l'étymologie du mot Penthièvre reproduit peut-être¹. L'ensemble de ce butoir se nuance localement au gré du soubassement. Les vallées, par exemple tout en offrant les directions fondamentales que nous relevions à l'instant, présentent parfois une succession de petits bassins et de mini-défilés selon qu'on se trouve dans les schistes ou que le cours traverse une

1 - pen : tête, butoir

barre de cristallin. Ces particularités du profil des vallées sont nettes surtout à l'approche du niveau de base. La ria de la Flora peut en être prise pour exemple.

A l'intérieur des terres, les aspects d'ensemble des surfaces sont plus massifs, plus amples. Cette homogénéité morphologique certaine est corroborée par celle du climat. Le Penthievre se caractérise par sa sécheresse relative¹. Cette donnée dont les agriculteurs ont toujours tenu compte a pris une acuité particulière depuis le développement des élevages industriels et celui du tourisme sur la côte. Elle constitue presque un handicap propre au Penthievre, servant à mieux cerner celui-ci dans les programmes d'aménagement hydrauliques d'ensemble du département².

Au bord de la mer, le Penthievre est donc comme un pays qui manque d'eau. Morphologiquement, et presque climatiquement, il tourne le dos à la mer. Humainement parlant, la vocation maritime n'est guère plus affirmée. L'activité portuaire y a toujours été sans comparaison avec celle de la rive occidentale de la Baie de Saint-Brieuc. La médiocre qualité des ports, la moindre richesse des bancs de maërl, l'accès souvent mal aisé aux rivages, les densités de population traditionnellement plus faible³ qu'ailleurs, tout a concouru à détourner le pays de la recherche d'activités liées à la mer. Depuis les années 1965-1970 le port d'Erquy jette un certain défi à ce passé du Penthievre. La pêche aux coquilles Saint-Jacques s'y est développée de façon assez spectaculaire³. La pêche artisanale à prépondérance coquillière a conféré à la façade littorale des Côtes-du-Nord un rôle national dans les pêches françaises⁴. La vie maritime maintient ainsi la population sur le littoral⁵. La carte du recensement de 1975 le montre.

Mais quel que soit le renouveau de l'activité de la pêche sur la côte du Penthievre, ce n'est pas encore celle-ci qui caractérise la vie hu-

1 - Voir le chapitre sur le climat de l'ensemble des Côtes-du-Nord.

2 - Le barrage de l'Arguenon réalisé en 1973 répond à ces besoins en eau pour les habitants, le tourisme et l'élevage.

3 - ERHEL (A.), "La pêche dans la baie de Saint-Brieuc", m. de m., 1970.

4 - PIBOUBES (R.), "Pêche et conchyliculture en Bretagne Nord", Thèse de 3e Cycle, Rennes 1971, 346 p. ronéotées.

5 - Cependant l'intensification des dragages risque d'épuiser les fonds, épuisement varié selon les espaces et les lieux.

maine de ce pays. L'activité s'y redéfinit aujourd'hui dans deux secteurs : l'un, peu original en Bretagne : celui du tourisme qui pourtant y revêt des aspects particuliers ; l'autre frappant par son ampleur : celui de l'élevage porcin¹. Les deux axes de développement n'ont pas grand chose de commun et, en certains cas, se contredisent, se gênent mutuellement. Des deux, c'est le développement agricole qui pèse le plus lourd dans l'économie.

L'activité fondamentale : élevage porcin.

Le développement de l'élevage porcin dans la petite région de Lamballe est connu². La "C. O. O. P. E. R. L." (Coopérative des Eleveurs de la Région de Lamballe) et le G. C. P. P. L. (Groupement Coopératif des producteurs de porcs de Lamballe) ont provoqué l'apparition et la multiplication des porcheries industrielles dans la région de Lamballe qui fournissent grosso-modo la moitié de la production porcine du département³. Ce qu'il importe de souligner ici c'est plutôt l'originalité et l'autorité de ces éleveurs en matière de commercialisation de leur produit⁴. Si Lamballe n'a pas été la première place en Bretagne à se doter d'un marché au cadran, la petite ville a su se définir en face de cette première expérience qui revient à Guerlesquin (29) - en 1972 - et imposer finalement sa politique. En effet, tout en reconnaissant immédiatement les avantages de la vente au cadran, rassemblement d'acheteurs plus important que dans les foires traditionnelles, transactions publiques, prix plus élevés généralement que dans les ventes au coup par coup où le vendeur est en position d'infériorité devant son acheteur mieux informé

-
- 1 - Sans oublier que Créhen et Plancoët ont été - et restent - le haut lieu du développement de l'élevage bovin (revoir plus haut le rôle du centre d'insémination artificielle et celui de la Nouvelle Laiterie de l'Arguenon).
 - 2 - LE RHUN (P. Y.), "La mutation de l'élevage et ses conséquences ; l'exemple de la région de Lamballe", Norois 1970, n° 66, p. 217-234.
 - 3 - Rappelons, en simplifiant, que la Bretagne produit 35 % du porc français, les Côtes-du-Nord 15 %, et la Région de Lamballe donc la moitié de ces 15 %.
 - 4 - AUBRY (M. L.) et GUELLEC (A.), "La commercialisation des porcs en Bretagne ; l'exemple de la région de Lamballe", Economie Rurale, n° 104, novembre 1974.

que lui ... Lamballe a d'emblée contesté Guerlesquin pour une série de raisons non moins convaincantes. Les défauts du système de Guerlesquin pouvaient en effet se résumer ainsi : la vente s'y opérait en "tout venant" c'est-à-dire sans tenir compte de la qualité des bêtes. Or les gens de la Cooperl voyaient là le côté rétrograde de la Bretagne qui a trop longtemps fourni des produits hétérogènes ou de qualité médiocre. A leurs yeux, il fallait encourager à produire en qualité aussi bien qu'en quantité. D'autre part, la vente individuelle, même au cadran, ne conduit pas au même prix, à qualité égale, ce qui est ressenti comme profondément injuste par les éleveurs. Ajoutons encore que cette même vente individuelle donne plus de poids à un gros éleveur qu'à un petit, à qualité égale toujours. Enfin le reproche le plus grave que la Cooperl a tout de suite fait à Guerlesquin tient au fait que la vente en "tout venant" s'entend toutes qualités confondues, les abattoirs restant maîtres de déterminer ensuite le poids exact des animaux. Pour les Côtes-du-Nord où Gilles de Collinée achète le tiers des porcs de Guerlesquin et la plus grande partie du reste de son approvisionnement dans son département d'origine, l'importance de la question du réglage d'une bascule peut être capitale. Lamballe désirait donc établir un corps de "classeurs et peseurs" relevant des producteurs de la Cooperl et non pas des abattoirs preneurs. Après de multiples démarches, débats et menaces de ruptures en février 1973, 7 abattoirs, 5 dans les Côtes-du-Nord et 2 en Ille-et-Vilaine, acceptaient de relever de ces techniciens assermentés. Sans le soutien de l'I. T. P. (L'Institut Technique du Porc) la coopérative de Lamballe avait donc réussi à imposer sa manière de voir. De là, l'exemple devait se propager, non sans difficultés, il est vrai, à l'ensemble de la Bretagne.

Ainsi une certaine philosophie du marché propre à une poignée d'agriculteurs a réussi à triompher et s'imposer. Le rayonnement de Lamballe est donc double : matériel, de par l'approvisionnement de son propre marché au cadran et quasi moral de par la normalisation, la moralisation du marché, grâce aux "classeurs et peseurs". Le syndicat professionnel de groupements de producteurs dit "Unigroupement" créé le 25 mai 1973 qui gère le marché de Lamballe rassemble une quinzaine de groupements de producteurs qui ne sont pas tous des Côtes-du-Nord. La caution que lui a apporté la C.A.B. de

Landerneau contribue à lui donner une importance régionale. Par semaine, 10 à 15 000 porcs figurent au catalogue des marchés. Seul le canton de Lézardrieux n'avait encore expédié aucun porc la première année du fonctionnement. Depuis il l'a fait.

Le Penthievre gouverne donc une partie de la production acheminant à Lamballe des lots moyens, avoisinant la centaine mais en fait très inégaux, certains, rares, pouvant descendre à la paire. S'approvisionnent à Lamballe dans un ordre d'importance qui peut varier un peu selon les semaines : Gilles de Collinée, l'abattoir OLevier de Lamballe, l'abattoir ABERA de Saint-Brice-en-Coglès (35), Benijo de Montfort-sur-Meu (35), B.V.A. de Guingamp, Bellevue de la Gacilly (56), SOCOVIA de Quimperlé (29), Olida de Loudéac, Stergoz de Bannalec (29), C.A.P. de Plouaret (22)...

De cette énumération il ressort que Lamballe et Collinée sont devenus les deux pôles des porcs dans les Côtes-du-Nord : Lamballe pour la production en relation avec une tradition certaine mais tellement rénovée ! et Collinée sans relation avec son passé de petite bourgade rurale qui ne produisait même pas pour se nourrir. L'éclosion des pôles moteurs est chose bien difficile à expliquer. Au creux de la question nous retrouvons quelques volontés deci delà, assez solitaires, mais tellement déterminées que l'entraînement s'est produit.

L'importance de Gilles sur le marché de Lamballe fait que la majorité des porcs achetés à Lamballe sont abattus dans les Côtes-du-Nord. C'est là encore, indirectement, l'originalité de l'action de Lamballe qui rompt partiellement avec la tradition bretonne qui est plutôt de produire que de transformer.

Le contexte socio-économique d'une telle originalité est à la fois simple à présenter et très divers, multidimensionnel. Dans le Penthievre comme ailleurs en Bretagne des écarts économiques se sont creusés depuis les années 60, depuis la mise en place des élevages industriels, écarts entre petites régions, communes, voire d'une exploitation à l'autre, toutes deux étroitement voisines dans l'espace. Parties d'une situation initiale assez semblable, telles fermes d'une quinzaine d'hectares chacune avec un troupeau d'une douzaine de laitières et de quelques porcs vers 1955, de telles exploita-

tions naguère très comparables n'ont plus rien de commun dans leur dimension et la mentalité de leur propriétaire aujourd'hui. La différence d'âge des exploitants au départ peut expliquer que l'une se soit développée et l'autre ait stagné, donc rétrogradé dans l'échelle des valeurs locales. Une nuance dans l'aisance a pu faire que l'un des cultivateurs se soit endormi face à l'autre, tenaillé par les besoins d'une famille plus nombreuse, plus lourde à supporter. Le niveau d'études paraît avoir joué de façon très secondaire dans le processus de l'extension et de l'intensification des productions. Tels leaders de la Cooperl aujourd'hui chevronnés, véritables meneurs d'idées et d'hommes ont tout juste leur certificat d'études.

Partout, à l'intérieur du Penthievre, la tradition céréalière¹ a ramené les exploitants à leur habitude de la culture, à chaque tournant de leur évolution vers l'élevage intensif porcin. Du blé, ils sont passés au maïs tout naturellement. La mutation ne s'est opérée que dans les rendements. De l'extensif, ils sont venus à l'intensif grâce aux engrais, aux machines, aux se-muses, donc aux emprunts en même temps qu'ils aménageaient les bâtiments en recourant toujours à l'argent des autres.

Tradition et finances, voilà bien les deux aspects d'une même évolution qui expliquent le souci de ces hommes de vendre, de bien vendre, eux dont les pères produisaient le grain pour vendre, eux qui ont eu besoin d'emprunter au maximum.

La recherche de l'originalité du pays de Lamballe nous a amené à définir un espace vécu, vécu du dedans, par les gens qui y vivent et en vivent². Le Penthievre illustre la nouvelle génération des "pays" dont les con-

1 - GUELLEC (A.), Art. Soc. Savantes, cité.

2 - Nous nous permettons de rapprocher ces réflexions de FREMONT (A.), "Recherches sur l'espace vécu", Espace géographique, n° 3, 1973, p. 231-238. - CHEVALIER (J.), "L'image de la France de l'Ouest présentée par les organismes de promotion régionale", Supplément aux "Cahiers du département de géographie de Caen", p. 21-36, 1973. - FREMONT (A.), "La région : essai sur l'espace vécu", Mélanges offerts à A. Meynier, Rennes, P.U.B. 1972, p. 663-678. Voir également les réflexions de Mme L. UZAN-LE PAGNOT sur "Un espace agricole est-il un espace atone ?" à propos des C.E.T.A., in Bulletin de l'Association des géographes français, n° 432, 1976, p. 55-62 et surtout la note de mise au point de J. BEAUJEU-GARNIER, "Recherches du laboratoire : Analyse de l'Espace", même bulletin, p. 33-34.

tours géographiques sont plus humains que physiques, même si l'assiette morphologique et climatique garde son importance.

L'expression "un espace vécu" n'est pas abstraite. Le paysage sort profondément marqué par le choix des activités de ses habitants. Les longs traits blancs des porcheries griffent les panoramas et percent au détour des routes, même lorsqu'on les a imprimés au creux des vieux bâtiments, ou masqués par des plantations récentes.

Au cœur de cette floraison de bâtiments et d'entreprises familiales repensées, rajeunies, élargies, la commune d'Hénanbihen s'est ainsi couverte de constructions qui abritent 40 000 porcs (en 1976), sur 3 165 ha de territoire communal et pour 1 390 habitants, soit 28 par habitant (28 porcs logés, c'est-à-dire trois fois plus pour l'ensemble d'une année, en 3 bandes). Parmi les permis de construire, la mairie voit surtout arriver ceux qui concernent des porcheries¹. Hénanbihen comme tout le Penthievre est devenu le pays du porc. C'est une activité économique qui a redonné sa tonalité au pays.

PERMIS DE CONSTRUIRE DELIVRES PAR LA MAIRIE DE HENANBIHEN				
	Constructions neuves (maisons)		Amélioration des maisons existantes	
	Cultivateurs	Non cultivateurs	Cultivateurs	Non cultivateurs
1972	3	3	3	6
1973	5	7	5	2
1974	2	3	9	3
1975	2	3	3	8
Bâtiments agricoles				
	Porcheries	Poulaillers	Etables	Hangars
1972	16	7	2	4
1973	18	3	14	5
1974	15	7	2	2
1975	13	0	3	2
Bâtiments industriels				
1972 - 1973 - 1974 - 1975 : Néant				

Tableau n° 56.

1 - Tableau : Permis de construire délivrés par la Mairie d'Hénanbihen.

La conscience du pays peut être perceptible dans le souci de l'environnement face à l'élevage intensif qui entraîne des nuisances. Le "Comité de Développement rural de la région de Lamballe" en collaboration avec la Fédération départementale de l'Agriculture a lancé par l'intermédiaire des coopératives agricoles de la région une action dite : "Amélioration de l'environnement" avec le concours de l'Institut pour le développement forestier.

Sept coopératives se sont associées pour cette "amélioration" :

- La Paysanne de La Bouillie
- La Cooperl
- Urne et Gouessan
- Le G. C. P. P. C.
- La Hunaudaye
- La coopérative de Broons.

Le travail de recherche s'effectue au Centre de Promotion Agricole de Quintenic. Le programme prévoit d'effectuer des plantations autour des bâtiments pour les dissimuler (châtaigniers, merisiers, chênes, hêtres...). Dès l'hiver 1975-1976 des opérations pilotes dans 75 exploitations ont été tentées. Un voyage de 60 exploitants et exploitantes a eu lieu en décembre 1975 pour voir des réalisations de ce genre dans le Finistère.

Une activité économique peut-elle redéfinir un vieux pays¹ ?

Nous avons constaté un renouveau certain de l'économie dans le Penthièvre. La question est de savoir pour nous maintenant, dans quelle mesure cette activité contribue à redéfinir le "pays". Reprenons donc cette analyse sous cet angle.

I - Une histoire, un homme, plein d'idées.

"Si on nous les paie, on produira des singes et des chats", c'est le président de la Cooperl qui exprime à sa façon son pragmatisme en matière de gouvernement de la coopérative des éleveurs (de porcs) de la région de Lamballe. Ici, au pays de Lamballe, les hommes ne s'embarrassent pas de phrases, ni de faux problèmes. Dans une contrée de petites exploitations,

1 - AUBRY (M. L.) et GUELLEC (A.), op. cit., Norois 1978, mars

sans industrie, les agriculteurs étaient, il y a 15 ans, "le dos au mur". A cette époque, la situation de XS n'avait rien d'original lorsque sa femme ne voulut plus traire les vaches parce qu'elle avait mal au dos. Avec le reste de l'argent du ménage il partit en Allemagne visiter une expérience de traite collective. Il avait alors une quinzaine de laitières sur une exploitation de moins de 30 ha, en location. Au retour du voyage il achète une trayeuse et une 2 CV, en commun avec deux voisins. A quelque temps de là, avec l'argent des allocations familiales (de ses enfants), il monte un poulailler de 200 places. Comme ce travail plaît à son épouse, il agrandit ensuite le bâtiment pour 1 200 pondeuses. Très vite, le Centre de gestion lui prouve que les 1 200 poules lui rapportent plus que les laitières. En 1959-60, il vend donc les vaches. Sans regret : le produit de la vente du lait, du blé et de quelques porcelets ne payait pas les annuités des emprunts faits à la coopérative de Landerneau pour l'achat de la ferme, achat auquel il se trouva contraint.

En 1961, le vrai tournant est pris : XS crée un poulailler de 10 000 pondeuses et il installe des porcs dans l'ancienne étable. Le "dos au mur", XS a donc réagi en changeant complètement de système de production. Pendant quelques temps (2 ou 3 ans), on ne savait pas trop s'il était éleveur de vaches, de porcs ou de volaille, ou des trois à la fois. Mais, lui, commençait à comprendre que l'argent viendrait d'un élevage changé, nouveau, intensifié.

Il n'était pas le seul à opérer ces transformations sur son exploitation. Toute la commune d'Hénanbihen se couvrait alors de porcheries et d'ateliers de volaille.

La coopérative en fournissait les plans¹ et les matériaux. Elle offrait une structure d'accueil à tous ceux qui, comme XS, étaient désireux de rester agriculteurs sur une petite surface.

Combien ont-ils été, au juste, à tenter le pari de survivre et de se développer comme XS ? Dans le Penthièvre, par commune, deux ou trois à la fois pas plus, tous plus ou moins parents, amis, ou rivaux, se connaissant bien à coup sûr, s'observant avec intérêt. Dans le creuset du C.E.T.A.

1 - Revoir l'article de P.Y. LE RHUN, dans Norois 1971.

de Hénansal ils avaient appris à réfléchir ensemble, comme on l'avait fait au pays de Loudéac deux ou trois ans auparavant.

Une rencontre de chercheurs à Quintenic en 1971 avait eu pour thème les causes du développement économique de la région de Lamballe. Le groupe avait avoué ne pas pouvoir dégager les raisons de ce démarrage et de cette explosion de la production porcine et avicole. XS met volontiers en avant le rôle des techniciens, la compréhension des technocrates. En l'écoutant parler on est tenté de croire que quelques leaders de sa troupe ont pu entraîner tous les autres. Leur exemple a été contagieux. Au hasard d'une rencontre XS ne détermine-t-il pas tel employé d'une firme d'aliment à opérer son retour à la terre ? Mais comment ? En 1962, XS lui propose de venir travailler chez lui. Quand la dévaluation de 1969 arrive, le porcher songe à investir. YS devient l'associé de XS. Une fille et son mari s'installent à la ferme également tout en soudant la petite exploitation des autres beaux parents. En 1970, trois ménages vivent sur l'exploitation. Une quatrième personne - parente éloignée - entre dans le G.A.E.C. En 1967, le G.A.E.C. produit : 100 000 poulettes par an, détient 100 000 pondeuses, 250 truies et les porcs à l'engraissement en conséquence. 12 employés à temps plein travaillent au G.A.E.C., sans compter 3 ou 4 autres qui assurent quelques heures par ci par là.

L'exploitation de la ville Poissin a-t-elle atteint sa dimension optimum, maintenant qu'elle semble bien orientée vers la production porcine et avicole ? Rien de moins sûr. Voilà que XS songe à faire de la culture de légumes. Il se souvient que le Penthievre produisait beaucoup de pommes de terre autrefois, et il désire renouer avec la tradition. Surtout, il constate que les éleveurs de porcs et de volaille disposent d'engrais en surabondance. Avec du travail, leurs terres deviendraient presque des jardins. De plus, tout à côté, à Yffiniac, la coopérative "Urne et Goussant" a perdu des marchés (italiens) en 1976 par manque d'approvisionnement. On peut se demander si ce n'est pas là une fantaisie, une idée intéressante, mais qui contrarierait l'activité de l'élevage porcin et avicole. Si nous raisonnons sur le cas de l'exploitation de XS nous constatons que si les 30 ha étaient entièrement en céréales, avec un rendement optimum de 50 quintaux, la ferme produirait 1 500

quintaux. Or, le cheptel exige en 1977 :

- pour les 250 truies à 10 qx par truie	2 500 qx/an
- pour les 5 000 porcelets à 2 qx par porcelet	10 000 qx/an
- pour les 100 000 poulettes à 40 kg par poulette	40 000 qx/an
- pour les 100 000 pondeuses à 7 kg par pondeuse	7 000 qx/an

TOTAL

59 500 quintaux

En gros, la production en céréales de toutes les terres, dans les meilleures conditions, représenterait donc environ 3 % de la consommation annuelle des animaux, 3 % des 5 à 6 000 tonnes nécessaires par an. L'idée de distraire une partie des terres en vue d'une production légumière est donc raisonnable, réaliste, bien que le risque de la mévente existe. Pour le moment cette culture des pommes de terre n'est qu'à l'état de projet. Mais au pays de Lamballe les idées vont vite. XS a déjà en tête le schéma d'un lac collinaire collectif qui se remplirait d'octobre à juin et restituerait l'eau pour l'irrigation indispensable à la belle saison.

La mutation de la Ville Poissin a été intimement dépendante de la volonté de son chef d'exploitation. Elle s'est inscrite dans un contexte économique peu favorable au départ, contexte marqué au cours des ans par l'action des hommes, de quelques-uns dont XS n'est que le plus représentatif. L'action a été largement infléchie selon les circonstances familiales (une population nombreuse à nourrir), locales (peu de terre) et générales (le débouché du porc et des produits avicoles). Cette action n'avait rien d'évident au départ. On aurait sans doute pu imaginer autre chose. Les paysans du Penthievre ont raé- gi avec leur bon sens, ne perdant jamais de vue qu'il faut d'abord produire si l'on veut rester au pays, dans des conditions décentes.

II - Après les difficultés, malgré les cycles du porc, ensemble dans la Cooperl, les éleveurs du Penthievre font du bénéfice et en sont fiers.

Les gens de la Cooperl sont presque tous prêts à la défendre. Si quelque chose ne va pas - préoccupation sanitaire toujours très forte - ce n'est pas la faute à la Cooperl. Presque tous les adhérents font entière confiance à leur coopérative. Les plus anciens, à la réflexion, donnent une explication toute simple : "on a eu beaucoup de chance ...". Il ne faut pas cher-

cher des explications lointaines. La Cooperl marche bien, très bien. Pourquoi se poser de faux problèmes. Les gens se sont groupés pour avoir le financement, pour organiser la commercialisation et maîtriser les techniques de production. Ces trois points acquis, comment la Cooperl réalise-t-elle des excédents et pourquoi ? Comment d'abord. La Cooperl "fait", commercialise, 500 000 porcs par an (574 000 en 1976). Pour 1976 l'exercice a été de 600 millions.

Les bénéfices proviennent de plusieurs services : le "service porcelet" qui achète des porcelets et les revend avec bénéfice ; le "service transport" et les services techniques. Ces services techniques comprennent :

- le sanitaire pour l'achat et la revente des produits vétérinaires avec une marge brute de 20 %,
- les bâtiments d'élevage (étude d'implantation, descriptif et mise en marché sur les bâtiments, clefs en main), la Cooperl gagne 3 % ; sur les matériaux fournis de 5 à 7 % ; sur les petits matériels 10 %,
- le service environnement (achat et revente d'arbustes aux éleveurs, pour dissimuler leurs ateliers ...).

Le service commercial fait passer les 2/3 de la marchandise commercialisée par le cadran. Dans ce cas-là, la Cooperl prélève 6 centimes du kg net ce qui est peu car elle doit payer : sur ces 6 centimes :

- pour le marché	0,20 F par porc
- pour Uniporc Bretagne	1,00 F par porc
- pour la facturation achat à l'abattoir et vente pour le compte du producteur	0,60 F par porc
- pour la comptabilité	0,20 F par porc
- pour le service commercial (c'est-à-dire les frais engagés par les 6 "trieurs", "marqueurs" de la Cooperl qui identifient les porcs et leur "chef de vente", tous employés qui ne sont pas réellement des "acheteurs" comme on les appelle mais des sortes d'experts)	1,20 F par porc
- pour les porcs crevés en camion	0,80 F par porc
TOTAL	4,80 F par porc

Pour un porc moyen de 80 kg, ces 4,80 F correspondent donc aux 6 centimes par kg demandés.

Son bénéfice, la Cooperl le tire donc d'ailleurs : de la vente des porcs qui partent en vif. Le 1/3 de la production des porcs charcutiers s'en

va en vif, à l'extérieur. Ces porcs appartiennent aux catégories les meilleures, souvent la première. Ils sont demandés par des chevillards dispersés dans toute la France. Ces demandeurs ne veulent que de la très grande qualité (I ou II) alors que les abattoirs (bretons en particulier) se plaignent d'avoir trop de viande de qualité qu'ils ne veulent plus payer. C'est ainsi que les livraisons à Olida Paris, Fleury-Michon, aux abattoirs lyonnais, à Casino ... ont complètement cessé.

Mais de plus en plus partent des camions de porcelets vivants vers Rennes, Epernay, Nancy, Strasbourg, Haguenau, Colmar, Selestat, Belfort où la Cooperl est en concurrence avec les Belges et les Hollandais, mais pas les Allemands déficitaires en viande porcine ; vers Romilly-sur-Seine, Montereau, Dijon, Mâcon, Bourg-en-Bresse, Valence et Aix-en-Provence ; et dans le Massif Central, vers Tulle, Donzenac, Allasac, Vichy, Clermont, Thiers, Roanne, Villefranche d'Allier, Limogne ... ; vers Orléans, Périgueux, Agen, Pau, Sauveterre-de-Béarn ...

Il nous faut citer tous ces noms qui montrent la dispersion de la clientèle et fait comprendre la nature de ces ventes au coup par coup, jamais certaines, à des acheteurs toujours très exigeants mais décidés à payer cher un bon produit. La Cooperl n'a qu'un client attitré qu'elle sert en totalité. Il lui prend 700 porcelets par semaine. Il est de Normandie, intraitable sur la qualité, exigeant quant aux délais, mais il paie sans sourciller. Alors, comme on dit à la Cooperl, "celui-ci on le sert bien et on le fait payer en conséquence". Ces livraisons au loin et au hasard des commandes peuvent paraître "artisanales", d'un autre temps. Que deviendraient les 35 chauffeurs de la Cooperl si ces chevillards de luxe disparaissaient ? Le président de la Cooperl est conscient de la fragilité de ce marché mais, pour le moment, il n'y a pas de problèmes. Alors pourquoi en créer ? A chaque jour suffit sa peine, pense-t-il sans doute. Cette très grande qualité qui paie si bien, la Cooperl la doit à un travail de recherche génétique acharné. Les races retenues sont la "large-white" et la "landrace" et les croisements. En gros, la moitié des éleveurs se soumet aux directives de la Cooperl en ce domaine. Les autres bricolent eux-mêmes, d'où la nécessité des "trieurs".

La grande maîtrise de la génétique par les techniciens de la Cooperl a largement dépassé l'initiative individuelle des années 1965-1970. Tel sélectionneur de génie qui exposait et vendait dans le monde entier a dû renoncer à son goût de la recherche et à des résultats magnifiques en leur temps. Comme ses camarades, il est redevenu un simple naisseur-éleveur. La recherche pratiquée presque par la moitié des adhérents à la Cooperl a porté ses fruits. Aucun particulier n'a pu continuer à travailler seul. On voit par cet exemple la force de la Cooperl : sa cohésion, sa maîtrise d'une technique. L'évolution qu'entraîne cette meilleure maîtrise de la technique impose celle des éleveurs eux-mêmes. Nous venons de le voir dans un cas flagrant. Mais dans l'ensemble même des exploitations, les structures se trouvent changées. D'autres temps, d'autres mœurs. Les jeunes qui s'installent aujourd'hui le font dans des bâtiments neufs. Ils démarrent dans des conditions sanitaires et techniques très supérieures à celles de leurs aînés. D'autre part, ils sont plus vite spécialisés. Les 250 nouveaux adhérents de 1975 à 1976 se sont déclarés en élevage porcin seulement pour la plupart. Ils sont volontiers plus ambitieux que leurs pères. Ils acceptent facilement d'installer les 70 truies qu'il faut à l'activité d'un homme à temps complet et de faire les emprunts en conséquence. A raison de 8 000 F par truie, ils se retrouvent avec des emprunts de 560 000 F au minimum, au départ.

Ces installations de jeunes éleveurs sont possibles grâce à une politique délibérée de la Cooperl. Les bénéfices de la Cooperl servent à compléter les emprunts des jeunes, ceux du Crédit Agricole en particulier. Bien mieux, la Cooperl a décidé d'aider ceux qui n'ont pas accès aux prêts bonifiés pour manque de surface. Pour permettre l'établissement de "plan de développement", dans dix cas elle a donné; et si une onzième ou douzième demande était formulée, que ferait la Cooperl ? Toujours le même genre de questions que le pragmatisme de la Cooperl se refuse à étudier avant qu'elles ne se posent.

III - Les limites de l'extension.

La Cooperl encourage-t-elle les éleveurs à s'agrandir indéfiniment ? Où donc s'arrêtent le profit et les investissements pour le profit¹ ? Où la Cooperl s'arrête-t-elle géographiquement et où s'arrête-t-elle dans l'intensification ?

Géographiquement, la Cooperl, sise à Lamballe, a des adhérents dans tout le Penthièvre. Les communes les plus chargées se trouvent entre Hillion et Pommeret à l'Ouest et Matignon à l'Est du littoral. A l'intérieur, elle est présente de Planguenoual au Mené . L'ensemble de ses points d'appui se rassemblent ainsi dans un quadrilatère de 12 sur 15 km. Jusqu'en 1975, la Cooperl ne dépassait guère cette espèce de polygone. Depuis, elle a développé des apophyses en direction du Goëlo et du Trégor ; la Cooperl cherche-t-elle à étendre son action géographiquement ? Aux dires de ses dirigeants : non. Est-ce pour mieux se ramasser au cœur d'un "pays" ? Oui et non. Oui, si l'on se rallie à l'idée que le cœur du Penthièvre lui-même peut encore subir une densification importante des ateliers de production. Non, si l'on considère que l'éparpillement et l'éloignement des adhérents entraînent des frais de transports. Ce ne sont pas des sentiments d'appartenance à un pays qui incitent ou non les gens de la Cooperl à accepter de nouveaux adhérents. Si la Cooperl recouvre un pays, se confond avec lui, c'est parce qu'à l'origine les initiateurs appartiennent à ce pays. Les leaders ont façonné le Penthièvre du dedans, et paradoxalement, sans s'en préoccuper. Mais s'ils ont su parler ou montrer l'exemple à leurs proches, c'est sans doute parce qu'il y avait un fond de mentalité commun propre au pays. Le pays géographique c'est ici le pays sociologique.

S'il est aisé de définir géographiquement la Cooperl par un simple pointage sur la carte, d'en donner les contours, il ne semble pas facile de décrire l'atelier idéal de production au sein de la coopérative. Dans la mesure où le but recherché, avoué, est le profit, on pourrait penser que l'exploitation la plus grosse, la plus intensifiée, la plus productrice est la meilleure ; celle vers laquelle on inciterait à tendre tout adhérent capable et ambitieux.

1 - Voir la réflexion sur le qualificatif d'industriel appliqué à l'élevage, p. 67 dans SERVOLIN (C.), "L'absorption de l'agriculture dans le monde de production capitaliste" in Cahiers de la fondation nationale des sciences politiques, n° 184 : "L'univers politique des paysans", p. 41-77.

Examinons d'abord les faits. Depuis le début de la Cooperl, les différences de situation entre les adhérents se sont creusées. Il n'est pas besoin de le démontrer. Sans parler des quelques cas malheureux - de ceux qui "vont au bourg" (qui fréquentent les cafés) - il faut constater que ceux qui réussissent, le font de mieux en mieux et ceux qui végètent voient leurs revenus baisser de plus en plus. L'augmentation des revenus des plus aisés ne va pas exactement de pair avec l'agrandissement du cheptel.

L'exploitant qui avait 70 truies à lui seul en 1975 en entretient 100 en 1977, mais généralement il s'est associé, ou il a pris un employé. Celui qui avait 150 truies avec 2 ou 3 personnes sur la ferme n'a pas changé. Tout se passe comme si les plus gros se défendaient de l'extension, s'en méfiaient. Dans l'ensemble, le nombre de truies augmente de 7 à 8 par exploitation, ce qui est relativement peu.

La raison de cette limitation volontaire de l'entreprise s'explique par le caractère délicat de tout élevage et de celui du porc en particulier. Les ateliers de production ne sont industrialisés qu'en apparence. Certes les techniques d'alimentation, de nettoyage ... sont très automatisées et requièrent par là beaucoup de délicatesse de la part de ceux qui les pratiquent, mais surtout l'animal demande une surveillance constante, intelligente, mieux que cela un coup d'œil, un sens de la bête et de sa forme physique et sanitaire et de son confort, une appréciation de l'individu, irremplaçables.

L'exploitant ne peut donc s'appuyer que sur des collaborateurs sûrs, qui ont le sens des responsabilités. Les plus grands ateliers de production doivent donc être conduits en définitive de façon artisanale, personnalisée. C'est là la limite de l'industrialisation, de l'intensification. A l'heure actuelle, les plus gros exploitants surveillent ainsi une centaine de truies en même temps que leur portée. Sur les 1 400 adhérents de la Cooperl ils sont environ 80 à posséder des "fermes" de cette importance. L'ensemble des adhérents (en 1977) se répartit comme suit :

1 - En fonction du nombre de truies.

	10 à 19 truies	20 à 49	50 et plus	TOTAL
Naisseurs	76	372	70	518
Naisseurs Eng.	36	208	226	470
TOTAL	112	580	296	988

2 - En fonction des places en porcs charcutiers.

	moins de 100	100 à 199	200 à 449	plus de 450	TOTAL
Engraisseurs	14	34	164	58	270
Naisseurs engr.	25	89	248	108	470
TOTAL	39	123	412	166	740

Tableau n° 57.

L'élevage moyen au 1-1-1976.

- Naisseur 30 truies (28 au 1-1-1975)
- Naisseur engraisseur 58 truies et 344 places engraissement (49 et 308 au 1-1-1975)
- Engraisseur 340 (299 au 1-1-1975).

Le désir de rester maître du marché et de l'outil de production conduit donc les adhérents à la Cooperl, finalement, à un développement relativement modéré.

En résumé, au pays de Lamballe, les hommes se distinguent aujourd'hui par leur ouverture d'esprit, leur pragmatisme et leur sens social. L'ouverture d'esprit a été démontrée par l'adoption rapide des nouvelles méthodes d'élevage. Or dans le monde actuel tout évolue vite. D'une année à l'autre un sélectionneur de porcs peut changer d'optique ainsi qu'un multiplicateur. La tendance actuelle est à l'élevage qui est à la fois naisseur et engraisseur. Autre exemple d'ouverture pour ne pas dire de risque : la recherche de la meilleure commercialisation. Nous reviendrons encore sur le marché

du porc. Qu'il nous suffise de savoir pour le moment que 2/3 sont vendus au cadran à des abattoirs bretons et qu'un autre tiers est vendu poids vif au départ à l'extérieur de la Bretagne, dans un rayon généralement supérieur à 300-400 kilomètres, dans de meilleures conditions financières. Il s'agit le plus souvent de lots de qualité supérieure, confrontés à la concurrence de la Belgique et des Pays-Bas et achetés par des abattoirs soucieux de critères précis. Mais ces ventes ont un caractère très conjoncturel, exigent d'être toujours sur la brèche. Et si la prospection n'est pas tellement développée, le groupement de producteurs met son point d'honneur à fournir exactement le service demandé quant à la qualité et au délai précisé. Ce type de vente exige donc une adaptation constante à la situation du moment, une excellente connaissance du marché et une grande rigueur pour la fourniture. Le pragmatisme semble être un autre mot clé des hommes de ce pays : "il faut produire ce que demandent les clients" - "les solutions les plus simples sont les meilleures" - "Nous ne recherchons pas les effets spectaculaires" - "Nous ne suivons pas de théorie mais nous nous déterminons suivant les événements" - "les réalités concrètes sont notre règle". Telles sont les phrases que l'on entend dans la région. Effectivement les adhérents font leurs achats d'aliments auprès des fournisseurs de leur choix. Le groupement lui-même est indépendant des fabricants. Il n'existe pas de véritable contrat de livraison.

Néanmoins les services de construction de porcheries, d'administration, de transports proposent leurs services aux éleveurs. Si le contrôle est assez strict pour les éleveurs qui débutent ou qui ont des difficultés momentanées, il est bien plus souple chez le plus grand nombre. La tendance actuelle vise à assurer uniquement la production la meilleure par la gestion technique, les contrôles de rationnement, le programme de prophylaxie, etc... Elle ne s'intéresse présentement pas ni à l'amont (ex. : aliments du bétail) ni à l'aval (abattoirs - conditionnement) mais cela ne veut pas dire que cette tendance n'évoluera pas un jour - en particulier vers l'aval - comme au Danemark.¹

1 - Ceci était vrai jusqu'en 1977-78. Depuis la Cooperl a acheté l'abattoir Olevier (de Lamballe) et Bénijo de Montfort-sur-Meu.

Le sens social si discuté actuellement à propos des coopératives paraît être un souci des dirigeants. L'égalité des membres des groupements pour la vente a été strictement défendue. On nous a cité des cas d'adhérents au bord de la faillite et que l'on a aidés pour des raisons sociales ou humaines. Cela est sans doute possible dans un "pays" où tout le monde se connaît, où la solidarité joue.

Les bénéfices acquis par le canal du tiers des ventes faites à l'extérieur de la Bretagne servent à créer de nouvelles structures, c'est-à-dire des unités de production compétitives pour les jeunes qui veulent s'installer (de 50 à 70 truies). Un capital leur est alloué pour compléter les prêts du Crédit Agricole. Il est souhaitable que tout en étant compétitives, ces unités ne soient pas trop importantes. Ainsi elles risquent de donner, dès les premières années, de bons résultats techniques et financiers. Et c'est ce qui se produit grâce à des investissements mieux conçus, de meilleurs animaux, des bâtiments neufs.

Mais les jeunes qui s'installent, libérés de leurs prêts et d'un certain contrôle technique, doivent le plus vite possible accéder à des responsabilités personnelles. Les échecs sont rares d'ailleurs et toujours explicables par des causes autres que celles tenant aux règlements du groupement. Sens social toujours car il faut remplacer la notion patron-salarié ou commis par la notion d'associés. Ceci est très important pour le problème de la succession des ateliers hors-sol qui ne vaut que par les associés qui se groupent. Ce sens social s'élève même jusqu'au sens civique et certains éleveurs dénoncent violemment la mentalité d'assistés qui fait tant de tort à l'agriculture pensent-ils en période favorable. Mais ne vont-ils pas un peu vite en besogne dans leur souci d'une justice totale et alors que les mentalités n'ont pas toujours évolué aussi vite ? Si la production est le souci principal des éleveurs et si on peut bien l'étudier tant par la visite d'exploitations que par des entretiens et la consultation de documents, il faut essayer de comprendre ce que le pays de Lamballe a fait faire de progrès à la commercialisation du porc en s'intéressant à la mise en marché.

IV - La commercialisation.

Rappelons que le marché au cadran est né à Guerlesquin pour les bovins en janvier 1972 et qu'il s'est très vite appliqué aux porcs avec des caractères spécifiques dus à une marchandise standardisée : non présentation physique des lots et vente sur catalogue. Il s'est développé dans le Finistère à Châteauneuf-du-Faou et à Landivisiau. Mais les éleveurs de Lamballe lui reprochaient un certain nombre de défauts : la vente en tout venant ne tenant pas assez compte de la qualité, les transactions individuelles donnant les résultats très variés suivant les producteurs.

Ceci aboutit à la création d'un marché différent à Lamballe (février 1973) selon deux principes très stricts : vente à la qualité, entraînant la présence de classeurs peseurs acceptés dans les abattoirs, enfin appartenance à un groupement de producteurs de façon à ce que les prix soient toujours les mêmes à qualité équivalente quels que soient les vendeurs.

Finalement en 1975 la fusion s'opérait sous le nom de Marché breton du porc. Le siège est à Guerlesquin et les principes préconçus par les éleveurs de Lamballe sont appliqués dans les deux marchés au cadran dépendant de l'organisme commun : celui de Saint-Pol-de-Léon pour la Bretagne Occidentale, celui de Loudéac pour la Bretagne Orientale.

Mais un certain nombre de coopératives n'ont pas adhéré à ce marché breton du porc et vendent directement. Nous avons déjà vu que la Cooperl ne vend ainsi que les 2/3 de ses porcs - finalement de qualité moyenne car les abattoirs bretons ne peuvent pas tellement valoriser la marchandise. Enfin si les mercuriales donnent les quantités présentées, elles taisent désormais les prix car les concurrents belges et néerlandais en profitaient pour enlever certains marchés en baissant ^{de} quelques centimes par kilo. Le pays de Lamballe est donc très fortement individualisé par sa production actuelle ^{dans une} conjoncture économique ^{plus ou moins avec des} favorable, ^{et un} causes physiques évidentes, rôle des hommes primor^{dial}. La réussite amène le rayonnement. La Cooperl s'étend aujourd'hui dans trois directions : la région de Lannion, Tréguier, la zone Ouest de Saint-Brieuc qui correspond à l'ancienne limite linguistique des parlers gallo et breton, enfin l'Ouest de l'Ille-et-Vilaine. La réussite amène aussi des problèmes et celui de l'environnement préoccupe beaucoup de gens. La Cooperl

ne s'esquive pas. Les règlements sanitaires sont appliqués. Un service spécialisé boise les alentours des porcheries.

Dans une époque où tout évolue très vite, les éleveurs de Lamballe semblent, grâce à leurs succès passés, assez solides pour faire face à quelque évolution que ce soit.

V - Où finit le Penthièvre géographique ?

Nous nous sommes déjà posé le problème des limites du Penthièvre du porc. Il nous faut revenir sur la question en montrant quels sont, concrètement, du point de vue du pays agricole, les aspects, les contours d'une définition économique d'un pays. L'exemple du Penthièvre est plein d'enseignements à cet égard. Pour ce faire, analysons les mutations agricoles de la commune de Fréhel qui résulte de l'association de Plévenon et de Pléhérel depuis l'arrêté préfectoral de 1972.

A vrai dire, le cas est complexe et l'exemple plein de nuances au sein de cette péninsule du Cap Fréhel. De Pléhérel à Plévenon, tout est différences. Phéhérel est remembré depuis 1961 ; Plévenon ne l'est toujours pas, offrant encore un paysage de semi-bocage à petites parcelles desservies plus ou moins bien par des chemins boueux l'hiver. Pléhérel est intégré au groupement de producteurs comme Hénansal ou Hénanbihen, à l'initiative de quelques exploitants de la commune. Plévenon ne l'est pas. 77 % des agriculteurs de Pléhérel¹ adhèrent au Centre de Vulgarisation Agricole ; 64 % à Plévenon.

A Plévenon comme à Pléhérel, les principales coopératives des Côtes-du-Nord sont présentes : la C. O. O. P. E. R. L., le G. C. P. P. C. mais aussi la C. A. B. (Coopérative Agricole de Landerneau), la Paysanne (de La Bouillie), Urne et Gouessant (de Lamballe) ... tant pour l'approvisionnement (en engrais, aliments du bétail, semences ...) que pour la collecte des céréales ou des légumes. Pour l'aviculture, l'Émeraude Avicole de Hénansal a également des adhérents à Fréhel. Même l'Argoat (Coopérative d'élevage

1 - CARDIN (P.), "Utilisation du sol, rotations des cultures dans la commune associée de Fréhel et propositions pour l'aménagement de la zone non remembrée", m. de m., 1977.

des taurillons, de Guingamp) est présente. Mais la production essentielle est le lait et la coopérative la plus active est la "Coopérative laitière de la Côte d'Emeraude", filiale du groupe Sica-Even ; la "Laiterie Nouvelle de l'Arguenon", société industrielle de Plancoët, occupe aussi une bonne position.

Comment évolue cette situation ? Le tableau de la répartition des constructions à usage agricole entre 1968 et 1975 montre une orientation très nette vers l'élevage intensif du porc et des bovins.

REPARTITION DES CONSTRUCTIONS A USAGE AGRICOLE A PLEHEREL ET PLEVENON DE 1968 à 1975						
	PLEVENON			PLEHEREL		
	Porche- ries	Etables	Hangars	Porche- ries	Etables	Hangars
1968	2	/	2	3	3	2
1969	3	2	/	5	3	1
1970	5	1	1	9	4	/
1971	/	/	/	/	/	/
1972	2	/	1	4	1	/
1973	1	2	1	2	4	3
1974	/	/	2	3	1	1
1975	/	/	/	2	2	/
Totaux	13	5	7	28	18	7

Tableau n° 58.

Sources : Mairies de Plévenon et Pléhérel.

Dans les exploitations des deux communes, qui sont plutôt petites - de l'ordre de 15 hectares en moyenne - un système d'exploitation intensif se met en place, à l'image de ce qui a démarré au cœur du Penthievre dès 1960 et qui marque une différence d'activité assez nette entre Plévenon et Pléhérel. Nous constatons ici un phénomène de mimétisme, décalé dans le temps, aux frontières géographiques du pays de l'élevage du porc par excellence.

Deux questions alors méritent examen : pourquoi ce "décalage" agricole de Fréhel et, d'abord, pourquoi une situation si fortement nuancée entre les deux communes d'origine : Plévenon et Pléhérel ? Pourquoi le Penthievre dynamique vient-il se briser aux portes de Plévenon ?

Les raisons de la différence entre les deux communes : Les données de base sont assez différentes entre les exploitations des deux communes au point de vue des surfaces et de l'âge des personnes. Les exploitations sont nettement plus petites à Plévenon qu'à Pléhérel où, en 1975, près de la moitié se situe dans la tranche des 20 à 50 hectares.

REPARTITION COMPAREE DES GRANDS GROUPES D'EXPLOITATION A PLEVENON, PLEHEREL ET DANS LES COTES-DU-NORD (en pour- centage)					
	Plévenon		Pléhérel		Côtes-du- Nord
	1970	1975	1970	1975	1970
- de 10 ha	46,5	28	30	23	46,5
de 10 à 20	30,5	38,5	40	28	32
de 20 à 50	21,5	31	30	47,5	21
+ de 50 ha	1,5	2,5	0	1,5	0,5
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Tableau n° 59.

Sources : 1970 : R.G.A. - 1975 : Enquête CARDIN (P.), op. cit.

Les chefs d'exploitations relativement jeunes, de 35 à 50 ans, sont plus nombreux à Pléhérel qu'à Plévenon en nombre absolu et en pourcentage. Cette relative jeunesse de la population agricole de Pléhérel se situe dans un contexte démographique d'ensemble également plus jeune ^{même si} les 65 ans et plus ont augmenté de 4,9% à Plévenon entre 1954 et 1968 et de 54% à Pléhérel.

EVOLUTION COMPAREE DES GRANDS GROUPES D'AGE de 1954 à 1968									
%	Plévenon			Pléhérel			Côtes-du-Nord		
	1954	1962	1968	1954	1962	1968	1954	1962	1968
0 - 24 ans dont	32,6	33,7	32,6	38,6	38	37,8	39,2	38,5	38,9
0 - 14	21,3	23,7	20,1	26,6	25,7	23,2	24,6	25,1	24,2
25 - 64 ans	51	48,9	46,1	49,2	47,5	44,6	49,4	48,7	46,6
65 ans et +	16,4	17,4	21,3	12,2	14,5	17,6	11,4	12,8	14,5

Tableau n° 60.

Sources : I. N. S. E. E.

Le décalage dans la structure des exploitations et l'âge des exploitants est à la fois cause et conséquence de l'aménagement sur le plan agricole par le remembrement et sur un plan plus général, touristique en particulier. Pourquoi aménager Plévenon qui vieillit et se dépeuple ? Comment détourner sur Plévenon l'affluence estivale démentielle de Pléhérel ?

EVOLUTION DE LA FREQUENTATION DES CAMPINGS DE PLEHEREL ET PLEVENON DEPUIS 1972.						
Durée : juin à septembre	<u>Camping de Pléhérel</u> 50 hectares Capacité reconnue : 6 000 personnes			<u>Camping de Plévenon</u> 4 hectares Capacité reconnue : 600 personnes		
	Person.	Familles	Nuitées	Person.	Familles	Nuitées
1975	21 344	7 473	217 631	3 694	1 203	27 000
1974	16 220	6 400	169 101	2 433	832	15 889
1973	19 993	6 619	170 036	2 300	790	?
1972	15 865	5 826	157 521	2 000	700	?

Tableau n° 61.

Sources : Mairie de Fréhel.

Une espèce de fatalité semble peser sur Plévenon. Ceci n'est pas une réponse. La vraie réponse est peut-être dans l'examen du décalage d'ensemble, qui existe quand même. Ainsi, aux confins du pays de Penthievre, dans le pays-même pourrait-on dire, de fortes nuances caractérisent des communes voisines. Elles contribuent à nous rendre prudent, même dans la définition d'un des pays les plus nettement reconnus comme tel.

L'activité caractéristique du Penthievre, l'élevage porcin, ne doit pas non plus faire oublier les autres préoccupations et ressources de cet espace rural. Pour mieux en saisir la réalité nous illustrant notre carte de Kostrowicky en décrivant l'exemple d'une exploitation mixte : celle du Pont-Grossard.

VI - Aspects concrets de l'agriculture dans le Penthievre : une exploitation "moyenne" : le Pont-Grossard.

Une exploitation agricole pratiquant l'élevage bovin et porcin au pays de Lamballe, en Saint-Aaron : le Pont-Grossard.

Dans l'ordre d'importance, les productions de la ferme du Pont-Grossard sont en 1976 les productions porcines, bovines puis végétales.

Dans la vallée du Chifrouët, petite rivière qui se jette dans le Gouessant, en terrains schisteux, la ferme couvre 44 hectares dont 39,5 en S.A.U. Elle est exploitée en fermage par un couple âgé de 45 ans, qui, il y a 10 ans, a succédé aux parents, sur cette terre appartenant à une famille noble de Lamballe : les Cavellier de Cuverville (qui possèdent trois autres exploitations de surface voisine, dans la même commune, et un château).

Sur l'exploitation travaillent aussi, à temps complet, deux ouvriers, dont l'un assure la permanence du dimanche. Aux vacances scolaires, les trois enfants prêtent un coup de main.

Lorsqu'on arrive au Pont-Grossard, on découvre un manoir : la maison d'habitation, devant laquelle s'étend une pelouse. A l'intérieur du bâtiment règne le confort : chauffage central, salle de bain ..., et de solides meubles neufs de style témoignant de la volonté de parité des habitants des lieux avec ceux de la ville. Ce bâtiment ancestral bien entretenu est séparé des autres, porcheries, étables et hangars, par un mur.

L'aspect matériel actuel et les activités de l'exploitation sont ici le résultat d'une évolution déjà longue, mais dans laquelle les données initiales de l'assise cadastrale demeurent, et où l'on reconnaît encore l'héritage du système de polyculture originel.

La structure du parcellaire est à peine touchée par le remembrement. En effet, l'exploitation était constituée de 29 parcelles cadastrales avant le remembrement (qui a eu lieu en 1974-75) ; 29 parcelles voisines les unes des autres et pour la plupart regroupées physiquement par des araselements de talus. En fait, on comptait déjà seulement 5 pièces de terre avant le remembrement, 4 après.

La platitude relative de la topographie renforce encore cette impression d'homogénéité du domaine. Plus spectaculaires ont été les changements récents qui ont affecté le parc du matériel. Le nombre des machines et engins s'est restreint en même temps que leur puissance a crû, au fur et à mesure de l'évolution du système de production vers la spécialisation de productions bovine et porcine, et, parallèlement, l'exploitant a tendance à faire de plus en plus appel à des entreprises pour effectuer les travaux. Par exemple, il n'y a plus de presse-ramasseuse et le "cultpaker", appareil à dents qui casse les mottes et aère la terre après le labourage, et le "canadian" ont été changés pour de plus puissants.

Le matériel de stockage a encore plus évolué que le matériel mobile depuis 1972, en relation avec le développement de la culture du maïs pour nourrir les porcs : un silotour de 5 000 quintaux a été construit. Les trois silos couloirs pour l'herbe et le maïs sont encore utilisés pour alimenter les bovins. Les symboles de l'exploitation sont aujourd'hui ces deux types de silos, tandis que le matériel de production du maïs et de l'herbe (semoir à maïs, barre de coupe pour faucher le foin ...) devient de plus en plus l'affaire d'entreprises.

Le matériel est au service des méthodes de production et des productions elles-mêmes. Ses transformations témoignent de l'évolution du système de production. Sans remonter ici au-delà de 10 ans, on peut dire que

l'exploitation du Pont-Grossard a pris entre 1972-73 de nouvelles orientations. En 1970, on y ensemait encore 7,5 ha en blé, 3,5 en orge et un peu plus de 4 ha en betteraves et choux. En 1975, l'exploitant ne fait plus de choux, plus de betteraves, plus de blé, plus d'orge, plus de colza, ni trèfle. Il consacre l'essentiel de ses superficies à l'herbe entièrement cultivée et au maïs (20 ha de maïs-fourrage).

Il est frappant de voir un cultivateur qui obtenait des rendements de 60 à 70 quintaux à l'hectare, abandonner le blé, de même que l'orge. Blé et orge entraient encore dans l'alimentation des porcs et la paille servait de litière. L'orge préparait le sol pour une bonne récolte de luzerne. La raison de cet abandon des cultures traditionnelles qui étaient intégrées dans un système de production renouvelé, tient à l'évolution des conditions de travail : blé et orge se combinaient avec les cultures dérobées qui consommaient beaucoup de main-d'œuvre. L'exploitant préfère donner plus de temps aux productions directement animales qu'aux productions végétales, donc acheter une plus grande partie de son aliment pour les porcs, ou produire plutôt le maïs en vert, à ensiler, que les choux ... pour les bovins. Le but de l'exploitant est donc l'élevage et non la culture. Cet élevage est double : bovin et porcin. L'élevage bovin est traditionnel en Penthievre mais ses aspects actuels n'ont plus guère à voir avec ce qui se passait il y a 30 ans, et même dix ans seulement.

Après la phase de l'augmentation du troupeau à finalité laitière, on en est aujourd'hui (en 1976) à un stade de production de vaches allaitantes de race limousine : 60 bêtes et leurs veaux élevés et vendus soit pour la boucherie, soit pour la reproduction. L'affectation des bâtiments de l'époque 1965-1972 : la maternité, ancienne écurie à chevaux, l'infirmierie, ancienne étable, la nursery, ex-porcherie, la stabulation libre pour les génisses et les jeunes taureaux, la salle de traite, la stabulation pour les vaches laitières ... toute cette disposition a changé depuis 1972-73. Il y a eu redistribution des fonctions des différentes bâtisses, en même temps que l'élevage devenait lui-même plus monolithique.

Il y a donc eu là une rationalisation de l'activité et on s'est débarrassé de la traite. La traite était le travail de la fermière qui y consacrait deux fois deux heures par jour, sans compter l'heure de nettoyage des appareils. Temps, soins, minutie, assiduité, tout cela requérait de la part de l'exploitante un effort considérable arrivé aux limites du supportable vers 1973 quand il y avait encore 42 vaches laitières. C'est donc pour libérer la femme que le système de production a été changé et qu'une source de revenu régulière et relativement intéressante a été abandonnée : le lait était vendu en partie directement à Lamballe à des épiceries, des hôtels, l'hôpital ... emballé en bouteilles de polyéthylène d'un litre, et en partie livré à la coopérative de l'Emeraude de Plancoët. En 1971, 152 510 litres de lait avait été produits sur la ferme, ce qui représentait un rendement de 4 476 litres par vache et par an.

L'abandon de la production du lait et de sa commercialisation telles qu'elles étaient pratiquées au Pont-Grossard ne s'est pas fait sur un coup de tête. Le centre de gestion avait enregistré les temps de travaux pour cette formule de vente (pour l'année 1970). Les résultats étaient ceux-ci :

- Temps de nettoyage de l'embouteilleuse	120 h. /an
- Temps de manutention et lavage des pots	35 h. /an
- Temps de mise en bouteilles	365 h. /an
- Temps de collage des étiquettes (étiquette "lait cru")	78 h. /an
- Temps de la livraison	352 h. /an
Au total	<u>950 h. /an</u>

Le surplus de revenu - du fait d'un prix de vente plus élevé au litre par rapport au prix de vente à la laiterie - avait été de 8 332 F. La rémunération horaire s'établissait donc à 8,77 F. C'est ce montant jugé insuffisant qui a déterminé, après de longues réflexions, les exploitants à se tourner vers d'autres formes de production. En 1974, effectivement l'élevage laitier a donc été abandonné. Le fait que le matériel arrivait alors à environ 15 ans d'âge et ne répondait plus techniquement à des conditions plus moder-

nes d'utilisation a aidé à la décision. La prime de reconversion a peu joué dans ce tournant de l'activité du Pont-Grossard.

Relativement libérés du côté de l'élevage bovin, les fermiers ont reporté en partie leurs soins sur l'élevage porcin. Depuis qu'il est à son compte, - et avant lui, son père - l'exploitant élève des porcs. Mais les dimensions de cet élevage n'ont plus rien de commun avec l'état de chose antérieur à 1958, date à laquelle le C.E.T.A. de l'Arguenon dont fait partie M. X décide de créer le G.C.P.P.L. Comme les autres membres du C.E.T. M. X devient donc un "éleveur naisseur" puis, comme plusieurs autres, un "naisseur-engraisseur". Mais en désaccord avec le G.C.P.P.L. sur la question, M. X quitte l'organisation et, en 1968, entre à la C.O.O.P.E.R.L. où le statut de "naisseur-engraisseur" est le statut courant, normal. Depuis, au Pont-Grossard on élève les porcelets, et même on fournit, en plus, des "cochettes" à la Cooperl, c'est-à-dire que M. X est devenu un "multiplicateur".

Le détail de l'aspect et des fonctions des bâtiments répond aux finalités de cette production porcine. Une ancienne étable à vaches laitières se transforme en porcherie-maternité (9 cases). Une porcherie-maternité construite de toute pièce (32 cases), sur caillebotis avec évacuation de fumier et chauffage au fuel, complète le premier bâtiment de fortune. Une porcherie pour truies gestantes (70 places) a été élevée en 1969. Une porcherie de pré-engraissement neuve et spacieuse compte 550 places pour porcs jusqu'à 50 kg. Une porcherie d'engraissement en semi plein-air est conçue pour 250-300 places pour porcs de 50 kg, jusqu'à leur vente.

L'infirmierie complète cet ensemble. Tous les bâtiments, sauf un, ont été l'œuvre d'artisans locaux, à partir de plans de la Cooperl. En 1976, après adjonction ou remaniement des bâtiments, le Pont-Grossard a 140 truies présentes et les porcelets en conséquence. C'est l'élevage porcin qui en 1976 requiert le plus de travail. La préoccupation initiale consiste à croiser des truies de race "large-white" avec un verrat danois qui provient d'un éleveur de Hénanbihen (Carfantan du Reposoir). Les porcs hybrides sont engraisés et vendus comme "charcutiers", mâles ou femelles. Mais les meilleures parmi les "cochettes" sont vendues comme reproductrices à d'au-

tres adhérents de la Cooperl. Ainsi des échanges incessants ont lieu entre membres de la Cooperl. Ces échanges horizontaux tissent des relations qui étoffent celles qui se font dans le sens exploitations-Cooperl ou Coopul-exploitations.

La Cooperl reste le fournisseur et l'acheteur des porcs, l'intermédiaire-clef. Toutefois l'approvisionnement de matières premières se fait auprès d'"Urne et Gouessant", coopérative de Lamballe. Les livraisons s'effectuent par camions, en provenance directe du bateau pour les tourteaux, ou de la Beauce pour l'orge, le maïs-grain, le blé. Le chantier de préparation des aliments est très mécanisé. Les mélanges s'effectuent soit chaque jour, soit une fois par semaine.

Le point de vue de l'éleveur sur son élevage porcin est un peu fonction de la conjoncture. En 1970-71 il en était très satisfait. En 1975-76 beaucoup moins. Mais les principaux investissements ayant été effectués antérieurement, la crise du porc de 1974-75 ne semble avoir affecté l'exploitant outre mesure, de son propre sentiment.

Le rendement horaire du travail dans le cadre de l'élevage porcin paraît plus élevé que dans le cadre de l'élevage bovin. Surtout, ce travail est ressenti comme moins pénible, mais astreignant (le dimanche les porcs ne font qu'un repas). C'est à cause de cette vision très personnelle du travail que le Pont-Grossard va probablement accentuer prochainement l'importance de la branche porcine de l'exploitation. Un environnement documentaire et culturel étaye par ailleurs les décisions : le ménage X lit régulièrement les feuilles de la Maison de l'Elevage des Côtes-du-Nord, la "France Agricole", la "Revue de l'élevage", le "Bulletin des agriculteurs de la région de Lamballe", la "Française frissonne Pie-noir" (revue trimestrielle du Herd-Book), "l'éleveur de porcs" ...

Dans le cas de la ferme du Pont-Grossard, nous sommes donc en présence d'un système de production qui est à la fois l'aboutissement de l'évolution d'ensemble de la petite région de Lamballe et celui d'une expérience et d'une réflexion conscientes, voulues, choisies. Le cas n'est pas exceptionnel dans le Penthievre. M. X est membre du Conseil d'Administration de la

C.O.O.P.E.R.L.. Le Pont-Grossard offre donc l'image de ceux qui ont réussi au pays de Lamballe dans le contexte général du développement de son élevage porcin.

Conclusion.

Rien n'est plus difficile que de conclure sur le Penthievre. Nous l'avons présenté comme le pays de la réussite de l'élevage porcin. Nous avons décrit avec beaucoup de plaisir des exemples individuels louables. Nous aurions pu en donner beaucoup d'autres, dans des genres voisins, dans le domaine de l'élevage laitier ou porcin : celui du G.A.E.C. des Grands Champs en Hillion, et des dizaines d'autres ... Mais il est évident que les "beaux" exemples côtoient ceux, plus ternes, plus délicats à montrer et expliciter, ceux des petits en surface, en dynamisme, en espérance de survie. Plus qu'ailleurs dans les Côtes-du-Nord, grand est ici le contraste entre les nouveaux seigneurs de l'agriculture et leurs comparses, camarades d'enfance, qui n'ont pas emboîté le pas. Nous avons cherché à estimer le nombre, et surtout la situation exacte des autres exploitants que ceux qui ont réussi, que ceux qui composent l'"élite"¹. La démarche est longue et déroutante, difficilement appréciable tant la réussite - ou la non réussite - demeure étroitement liée à la qualité, à l'énergie, au choix ... de l'exploitant. Si un pays se définit d'abord par une tonalité d'ensemble et il est indéniable que celle du Penthievre, tout bien réfléchi, est celle du progrès agricole.

Il reste à ce pays dont les activités peuvent être considérées comme d'argot, dans la tradition de son habitude ancestrale de tourner le dos à la mer, à assimiler un développement touristique jusque-là strictement lié à la mer. Le Penthievre subit jusqu'à présent une urbanisation de son espace rural, dans le désordre, qui agresse ses paysages. Le problème de la pro-

1 - Expression de LAMARCHE (H.), "Les paysans face au marché : l'élevage hors-sol en Bretagne" in Sociologie du Travail, avril-juin 1977, p. 138 à 156.

tection des sites et de la maîtrise des constructions des résidences secondaires est posé¹. Un certain nombre d'exploitants tentent de sauvegarder l'environnement que les ateliers d'élevage défigurent². De la conjonction des efforts des habitants permanents et des résidents occasionnels devrait naître une harmonie.

Pour le moment, la réussite du Penthievre se situe uniquement sur le plan économique. Mais elle est telle qu'elle pourrait un jour englober d'autres aspects.

1 - En 1977 ceci n'est, sauf exception, qu'à l'état d'ébauche, au niveau de la D.D.E., des municipalités ... (voir la carte des P. O. S. du département).

2 - Voir GUELLEC (A.), "Remembrement et environnement", communication pour l'A.F.A.S., juillet 1977, 15 pages ronéotées.

LE PAYS DE DINAN

Introduction. Le pays de Dinan : Un pays politique avant tout ? Un district de la ville ? Une zone d'action de comité ?

Pour Siegfried le "département" de Dinan selon l'expression de l'auteur, présentait une autonomie politique certaine. A la lumière de l'évolution de la première moitié du XXe siècle ce "département" se définit à l'intérieur d'une zone plus vaste, semble-t-il, que ne le voyait Siegfried. Il convient de ^{lui}raccrocher les cantons de Matignon, Plélan, Plancoët, Broons, Jugon. Attachés à l'efficacité, les Dinanais se sont volontiers laissés guider par un homme. Le pays gallo offre cette caractéristique de suivre les leaders que ce soit en politique ou en économie, contrairement au pays breton. A l'intérieur de la zone gallo cependant, toujours nettement à droite, le "département" a été le fief du M.R.P., puis du gaullisme, sous l'influence de la personnalité qui a dominé le pays pendant plus de vingt ans. En même temps, la gauche communiste y était sinon étendue, du moins vigoureuse. En ce sens, il y a bien une zone politique étroite de Dinan. L'ensemble de ces communes recouvre plus spécialement le "district" de Dinan : la dizaine de communes qui enveloppent le chef-lieu d'arrondissement. Mais l'unité d'aménagement, que constitue le district paraît étroite. L'aire de recrutement du lycée la dépasse celle de l'hôpital, de même, celle du recrutement de la main-d'œuvre, également.

D'après les enquêtes préparatoires au VIIe Plan la dimension de solidarité n'est pas celle du district, trop réduite, ni celle de l'arrondissement, un peu trop large. Entre les deux, une zone vécue semble se dessiner : celle du Codepran. par lequel nous commençons notre étude du pays de Dinan.

A Quévert : un contact du dedans au pays de Dinan.

Abordons le pays de Dinan par la commune de Quévert, à quelques kilomètres à peine de Dinan, au cœur du "pays" par cette proximité géographique et par le fait que son maire est président du Comité de développement des pays de Rance : le Codepran.

En six ans Quévert a vu sa population presque doubler : elle est passée de 1 542 habitants en 1968 à 2 579 en 1975. La commune (de 1 247 hectares) possède une zone petite industrielle (en fait, en commun, avec Dinan) de 41 hectares dont 30 utilisés. La plus grosse usine, la S.A.T. (Société Anonyme de Télécommunication) y emploie 575 personnes depuis 1973 ; la seconde, l'usine Dycoff, spécialisée dans la mécanique : 250. Les autres sont beaucoup plus petites ; la C.E.C.I. usine de construction de coques de bateaux n'a pas plus de 150 employés.

L'industrialisation de Quévert est récente. La mairie s'épuise à accompagner l'expansion démographique et l'urbanisme qui en dépend, en partie. Deux lotissements pour 800 habitants sont en construction en 1977. Or les jeunes ménages nouvellement installés ne contribuent guère aux équipements en voirie et écoles que leur présence requiert. Dans la campagne, la construction a été telle qu'au recensement de 1975 toute la population est considérée comme agglomérée : il n'y a plus nulle part plus de 200 m. de distance entre les maisons. Morphologiquement cependant, on distingue très bien le bourg du reste de l'espace. Avec près de 3 000 habitants, la municipalité estime que Quévert atteint^{dra} son optimum. Elle refuse de voir grossir le nombre des résidants, de se transformer en commune dortoir pour Dinan, ou plus simplement, d'alourdir son poids démographique sur son territoire où les espaces verts sont déjà largement entamés. En mairie, une maquette (d'environ 9 m²) réalisée dans le cadre des 10 % par les classes de la commune donne une vision intéressante et impressionnante du phénomène de la construction en pleine campagne. Ne reste en bois que les versants étroits des vallons : quelques traînées à peine. La commune a été rurale jusqu'en 1974. Mais se profile le moment où sa fraction ouvrière et commerçante l'emporterait complètement ; sur 850 actifs il n'y a déjà plus que 90 cultivateurs exploitants, représentés par trois des leurs au Conseil Municipal.

La municipalité (de 1977) souhaite freiner cette évolution. Elle compte user de tout son pouvoir pour décourager la création de nouveaux lotissements. Un propriétaire résidant sur la côte basque et un autre sur la côte méditerranéenne se voient imposer des infrastructures sur leur propre plan de construction et des éléments d'harmonisation avec l'environnement. L'affectation des parcelles à la catégorie NC du P. O. S. (zone non constructible), l'autorisation des permis de construire ... constituent pour le maire des arguments dissuasifs. Les électeurs semblent acquis à cette idée d'un accroissement modéré de la population de la commune, de l'ordre de 7 à 8 % par an. Ils suivent d'avance le Conseil Municipal dans ses perspectives de création d'un habitat regroupé en hameau, un peu à l'ancienne, avec maisons jointives, incorporées au site, dans l'esprit de recréer une ambiance de village.

Telles sont les réactions, à l'heure actuelle, d'une commune touchée par le développement urbain au pays de Dinan. En tout, c'est le souci de la mesure et de l'harmonie qui prime, dans la détermination de ne pas subir, ni accaparer, les retombées du développement de la ville principale, Dinan : c'est l'esprit même du Codépran.

Le CODEPRAN : Comité de développement des pays de Rance.

Le Codepran a été créé en 1970 sous la forme d'une association de la loi 1901, dans le but de promouvoir le développement économique, social et culturel des pays de Rance, à cheval sur les Côtes-du-Nord et l'Ille-et-Vilaine. La région de Dinard-Saint-Malo s'étant dotée (en 1972) d'une organisation propre (le C. E. S. A. M. : Comité d'expansion de Saint-Malo), le Codepran désigne aujourd'hui le comité de développement du pays de Dinan.

La zone d'action correspond approximativement à l'arrondissement de Dinan ; - sauf les cantons de Collinée et de Merdrignac, déjà affiliés au Comité d'Expansion du Mené.

Le Codepran comprend un bureau de sept membres ; un comité directeur de 30 représentants : 10 des cantons, 10 des chambres consulaires et syndicats, 10 des communes ; et des commissions (agriculture, communica-

tion, formation permanente, formation emploi, industrialisation, jeunesse et culture, sport, tourisme ...).

Les principaux objectifs et les réalisations du Codepran peuvent être rapportés à deux domaines : celui de l'aménagement, celui de l'emploi et de l'information.

L'aménagement à l'horizon 1985-2000 est vu avec la volonté de symbiose entre la ville et la campagne. Equipements et services de la zone rurale et de la zone urbaine sont pensés en même temps, de façon coordonnée. Au cours de la préparation du VIIe Plan, ce souci a été constant, en particulier en ce qui concerne les aménagements des routes, du chemin de fer, du téléphone, des loisirs et du tourisme. Des réunions d'information publiques sur le S.D.A.U. et les P.O.S. ont été organisées. La perspective d'un "contrat de pays" soutient cette action¹.

En attendant une action d'ensemble, des réalisations ponctuelles ou sectorielles sont à mettre à l'actif du Codepran, tel l'établissement de la liaison Dol-Dinan, le soir, assurant la correspondance S.N.C.F. de Paris-Saint-Malo. Des crèches et des "clubs du troisième âge" ont été créés. Nous verrons spécialement l'importance de l'action dans le domaine touristique.

Les problèmes de l'emploi dans leurs aspects quantitatifs et qualitatifs ont été de même envisagés à l'échelle du pays, pour une répartition équilibrée dans l'espace. Les potentialités du pays ont été présentées aux employeurs éventuels, avec le concours du Comité d'Expansion des Côtes-du-Nord, la Chambre de Commerce et d'Industrie, la Chambre des Métiers de Dinan, l'Association Ouest-Atlantique ... Une plaquette "Pays de Dinan" a été réalisée. On a essayé de faire la liaison entre les organismes de formation et les entreprises pour adapter la formation à l'emploi.

Trois pistes principales ont déjà été ouvertes par la Commission Formation-Emploi du Codepran : adaptation de l'enseignement technique aux besoins des entreprises ; développement de la formation permanente dans les entreprises ; liaison enseignement-profession. Au C.E.T. de Dinan des sections de tailleurs de pierre ont été créées. Depuis 1974 des réunions ont été tenues pour sensibiliser les entreprises à la formation permanente, et les enseignants-parents et élèves aux besoins de la profession.

1 - Contrat à l'étude en 1977.

Dans l'ensemble, les réalisations du Codepran peuvent paraître modestes. Elles ont pour elles, la profondeur et la solidité. Dans le domaine touristique elles sont intéressantes.

I - L'originalité des propositions du Codepran.

Les propositions pour le développement du tourisme de la part du Codepran dans le pays de Dinan concernent essentiellement l'intérieur. C'est là leur originalité¹. Les animateurs qui prônent cet axe de recherche et de réalisation sont partis de la constatation évidente que, jusqu'ici, toute la publicité en France et à l'étranger a joué à plein la carte de la mer - Bretagne et armor étaient synonymes -. Cependant, l'engorgement progressif du littoral - qui n'est pas propre au pays de Rance, ni même aux côtes bretonnes - et les aspirations d'une nouvelle clientèle en mal de campagne et de verdure sont en train de valoriser les atouts de l'argcoat, ses bois, ses lacs, ses cours d'eau et canaux, son relief de vieux massif, sa civilisation rurale ... Le courant touristique est ainsi arrivé au point que la Bretagne intérieure doit se tenir prête à saisir les opportunités qui commencent à se présenter. Le succès des aménagements du lac de Guerlédan dans le Centre Bretagne en est une preuve.

Au pays de Dinan la proximité de l'armor et de l'argcoat appelle une complémentarité presque immédiate. L'argcoat y servirait de trop plein à la clientèle de l'armor. Mais, pas plus que les rivages, les espaces intérieurs n'offrent de continuité au point de vue touristique. Les relations touristiques à promouvoir s'inscrivent dans des espaces canalisés, entre la Côte d'Emeraude et son arrière pays.

Si de nombreux problèmes restent à résoudre sur la côte, notamment dans le cadre des P. O. S. et en ce qui concerne l'étalement de la saison, c'est en argcoat que le travail le plus important reste à faire. Le mérite du Codepran est de repenser la question du développement touristique dans une

1 - Voir l'étude réalisée pour le Codepran par le Comité d'expansion économique des Côtes-du-Nord intitulée : "Propositions pour le développement du tourisme rural dans l'intérieur des Pays de Rance" (une centaine de pages ronéotées), 1976.

aire géographique jusque-là tenue à l'écart de ces préoccupations.

1) Les jalons existants.

Le développement du tourisme à l'intérieur du pays de Rance, exactement dans les limites des bassins versants de l'Arguenon et de la Rance et à l'Est du Canal d'Ille-et-Rance compris entre Dinan et Hédé, a déjà sensibilisé un certain nombre de responsables depuis quelques années. Des études et des aménagements ont été réalisés ; ils constituent les repères d'une future extension de ce développement.

Deux études ont été faites : celle du secteur de Rophémel pour le compte de la D.D.E. et celle de la retenue de l'Arguenon (barrage de la Ville Hatte) pour le compte du même service.

La retenue de Rophémel est une réserve d'eau potable pour la ville de Rennes ; son cadre est inscrit en totalité. Le double impératif de la sauvegarde de la qualité de l'eau et la protection du caractère sauvage du site commandent les propositions d'aménagement qui se ramènent essentiellement à établir des circuits de promenades pour piétons et cavaliers avec leur cortège de commodités : aires de stationnement, signalisation, passerelles, embarcadères pour flotilles de barques, campings à la ferme, aires de pique-nique ...

Les propositions sont ventilées par point géographique autour du lac. Elles intéressent les communes de Guenroc, Guitté et Plouasne. Il s'agit d'aménagements de peu de frais. La discrétion des installations doit garantir la sauvegarde du site ; seul le village de vacances, prévu par l'Association Familiale d'armor et d'argot, sur Guitté en serait l'opération d'envergure¹.

Le document d'étude se veut donc réaliste. Il n'a pas encore été adopté par des parents adoptifs, par exemple un syndicat intercommunal. Le Codepran s'attache à susciter ce parrainage. L'équipement touristique de Rophémel ne constitue pour le Comité qu'un maillon de tout l'ensemble.

Le secteur des lacs de l'Arguenon présente beaucoup de similitu-

1 - Les travaux sont en cours en 1977.

des avec celui de Rophémel : contraintes liées à la réserve d'eau potable et au site naturel, architecture rurale typée... Le barrage de l'Arguenon est désormais le grand pourvoyeur d'eau de l'Est des Côtes-du-Nord.

Le même esprit d'aménagement touristique diffus et discret a donc dominé l'élaboration des propositions. Sont programmés sentiers pédestres et équestres, petites plages, coins pique-nique, embarcadères pour promenades sur l'eau... La configuration de la vallée envahie par l'eau a dessiné en fait quatre lacs distincts, ce qui permet une gradation dans les aménagements : la queue du lac, en bordure de la future voie express vers la Normandie pourrait servir de cadre à des installations pour touristes de passage. Sur le site de Lorgeril, moins bruyant il pourrait être conçu une petite plage avec aire de jeux... Plus loin, la Berthière verrait la création d'un centre de loisirs étoffé. Une série de petits campings à la ferme disperserait dans la campagne les vacanciers dont le cadre de repos et distraction serait ainsi confié aux agriculteurs.

Les deux études d'aménagement touristique réalisées en collaboration avec des responsables locaux se rejoignent donc sur beaucoup de points. Elles prévoient une continuité entre les pôles touristiques, un tissu plutôt que des centres.

Les dépliants touristiques déjà réalisés sur les différents circuits, par exemple le "circuit du granit et des antiques", reprennent, en la simplifiant et la mettant à jour, l'étude savante et fondamentale de Monier (M.), "Quinze promenades autour de Dinan"¹. Il existe donc des études et des documents sur certains aspects de l'intérieur des pays de Rance mais ils sont parcellaires. Il reste à coordonner et étoffer sur la base de ces études ; des séances de travail sont organisées par le Codepran afin d'établir des choix, des priorités et de lancer des actions concrètes. L'esprit en sera de renverser la carte du tourisme. Dans le cadre des trois vallées de la Rance, de l'Arguenon et du Frémur et de leur bassin versant, il s'agira d'abord de faire

1 - MONIER (M.), "Quinze promenades autour de Dinan", Rennes, Imprimerie bretonne, 1956, 504 p., 1ère édition ; nouvelle édition en 1975 sous le titre "Châteaux, manoirs et paysages ou quinze promenades autour de Dinan", chez J. Floch, Mayenne, 631 p.

visiter l'argot aux touristes qui ont pris leurs habitudes en armor, ou de les retenir lors de leur passage à Dinan ou simplement sur la R.N. 12. Peut-être ce nouvel espace pourra-t-il devenir un lieu de week-end pour les Rennais ? Mais il n'est pas question dans les projets du Codepran de poser et résoudre le problème en terme de concurrence. La preuve en est peut-être le projet "Rance propre". L'aménagement touristique suppose la qualité des eaux pour le secteur intérieur comme pour l'aval. Entre les deux, la ville de Dinan enfermée dans ses remparts, bien au-dessus de la vallée, serait un peu forcée de participer à l'opération. Le Codepran travaille en liaison avec le Mené. Au-delà de la frontière départementale il souhaite également collaborer avec le C.E.S.A.M. (Comité d'expansion de l'arrondissement de Saint-Malo) et, au-delà de la Manche, ce sont les touristes anglais que l'on espère.

Ce type d'approche n'est pas vraiment original en Bretagne, le pays de Redon l'a tenté avec la Côte d'Amour, la région de La Baule. Dans le pays du Trieux on essaie de faire pénétrer le flux touristique littoral avec la remontée du flux marin dans les rias. La seule différence avec les expériences antérieures ou contemporaines, est dans le pragmatisme avec lequel est entrepris le début de réalisation, dans un espace campagnard où nous avons à peine évoqué le rôle de la ville.

II - La ville de Dinan et son pays.

Depuis mille ans la ville de Dinan ne parle plus le breton. Traditionnellement rattachée à l'évêché de Dol, ouverte à l'influence française de l'archevêché de Tours, la principauté de Dinan, comme on aime à dire ici, regarde tout autant vers Saint-Malo et Rennes que vers les Côtes-du-Nord.

Dinan a toujours gardé ses distances par rapport à Saint-Brieuc. Au sein du département, la ville se sent différente¹, comme indépendante,

1 - Ce sentiment d'originalité, voire de supériorité de Dinan tient en partie à un passé économique récent relativement prospère (voir la carte économique de Dinan au XIXe siècle). Prenons à témoin, après la disparition de la première de ses industries, celle des toiles (en 1860), le développement des tanneries. Au début du XIXe siècle (d'après le tarif d'octroi : archives municipales - R.M.D., n° 13 An VII à X) pour l'année 1800 les indications suivantes sont données :

- cuirs de bœufs et vaches tannés	3 000 peaux
- peaux en vert	8 000 peaux
- peaux de veaux et de moutons tannées	2 000 peaux
- peaux de veaux vertes et sèches	143 000 peaux
- tan en poudre	6 000 barriques
- suif (pour la bourrellerie) variable.	.../...

avec sa Chambre des Métiers, ses écoles réputées (celle des Cordeliers, par exemple), son centre de soins modernisé, sa garnison, ses commerces, sa petite bourgeoisie qui possédait des fermes aux alentours, sa saison théâtrale et musicale ... Peu tournée vers la mer, la ville est plutôt prisonnière, au fond de sa ria, sur son rocher, dans ses remparts¹. Elle en tire une mentalité à part. On est frappé par le peu d'importance des relations entre elle et sa campagne.

Cependant, dans l'espace proche de la ville les enquêtes et relevés pour la préparation du VIIe Plan révèlent qu'un certain nombre de liens existent. Les plus apparents de ces liens unissent des communes entre elles, sans se préoccuper du chef-lieu d'arrondissement. Les S. I. V. O. M. (Syndicats intercommunaux à vocation multiple) sont particulièrement nombreux. Si, par définition, "leur champ d'intervention reste celui des services et équipement de base"², ils constituent déjà un tissu. Ils contribuent au dépassement bien

.../... Les douze principales tanneries de la ville occupent en 1808, au total, 200 ouvriers, plus 15 femmes employées au travail des gants. Au cours du XIXe siècle, 2 établissements s'élèvent au niveau manufacturier ("les Grands Jardins" et Michel) situés en dehors de l'enceinte de la ville. En 1844 leur nombre d'ouvriers s'élève à 100 (en tout). Le cuir utilisé provient des campagnes environnantes, mais surtout de Buenos-Aires ou Montévidéo, transitant par le Havre et Saint-Malo. Il arrive en poil et sale. Au total, 5 000 peaux sont débarquées par an. Travillées, ces peaux sont vendues pour les fournitures militaires ou s'exportent en Allemagne, en Espagne et aux colonies. La politique du Second Empire (Guerre de Crimée) a favorisé l'essor des tanneries à Dinan. Une petite bourgeoisie en a vécu jusqu'à la fin du XIXe siècle. De ce travail et de cette accumulation de capital, il reste encore plus que des traces dans quelques familles dinannaises. L'industrie du cuir était accompagnée de certaines autres : raffineries de sel et fabrique de sucre de betterave. Si le sel venait du Croisic et de Guérande, la betterave était produite dans le pays, à Quévert en particulier. Il existait donc bien des liens économiques entre Dinan et ses campagnes mais les relations avec l'extérieur étaient plus importantes. Le sentiment de supériorité de Dinan peut s'expliquer aussi par le fait que les familles dirigeantes étaient étroitement apparentées entre elles. On retrouve les mêmes noms dans les métiers du cuir, du sel ou du sucre. Avec la dégradation de la situation économique, à la fin du XIXe siècle, et déjà en 1859 en ce qui concerne les toiles, le petit peuple, "les ouvriers ont porté leurs bras vers l'agriculture et le jardinage" (voir le Dinannais, n° du 6 mars 1859). Ainsi, la cassure entre la ville et sa banlieue paysanne s'affirme, et rend compte, sans doute, un siècle après des airs d'isolement relatif que prend toujours Dinan.

1 - STEPHANT (J.), "Dinan, étude de géographie urbaine", A. de B 1948, C.G.P.C., p. 199-206.

2 - A.C.E.A.R. Information-documentation, n° 14, "Réflexions sommaires sur la nature et le contenu des interventions réalisées par des communes

compris du cadre communal¹. Ils entament le processus de revitalisation des campagnes à partir de la mise sur pied de services².

En dessous de ce niveau de coopération, niveau relativement récent autant que superficiel - mais important³ - on doit reconnaître une certaine juxtaposition des entités, plutôt qu'une collaboration évidente entre elles. L'ambiance économique et sociale est hétérogène, à beaucoup de points de vue.

Dans une même commune, un partage fondamental est presque partout présent : celui de la pratique religieuse. Ecole privée et école publique se côtoient systématiquement. Nulle part dans le département le fait n'est aussi général. C'est là le signe d'une fragmentation des habitudes à l'intérieur de l'espace dinannais, si cet espace existe.

A partir de là, l'organisation - celle que révèlent les cartes des transports existants ou souhaités - se comprend mieux. Le pays est comme éclaté, mais un certain désir de se rassembler autour de Dinan existe sans doute.

.../... rurales", octobre 1976. Fascicule 14 105 (non paginé, une dizaine de pages).

- 1 - A.C.E.A.R., Ibid., fascicule 14 108, "La mise en cause institutionnelle du fait communal dans l'histoire administrative française", par M. BOURJOL, octobre 1976, 8 pages.
- 2 - A.C.E.A.R., Ibid., fascicule 14 109, "Services publics et privés en zone de faible densité en voie de dévitalisation" (une vingtaine de pages, extrait de l'étude). - S.E.G.E.S.A. pour l'A.C.E.A.R., "La France des faibles densités, délimitation, problème, typologie", t. 1, janvier 1976 (qui remarque que la disparition des services privés et le dépérissement des services publics constituent le problème le plus grave des zones de faible densité).
- 3 - L'importance des S.I.V.O.M. peut être grande, dans le cadre de la Loi d'Orientation Foncière (Loi Galley). Rappelons que la loi dont le but est la maîtrise de la situation foncière, concerne d'une part, les propriétaires fonciers et d'autre part, les collectivités locales. Du côté des collectivités locales, il a été créé un coefficient d'occupation des sols (le C.O.S.) attribué à chaque zone du plan d'occupation des sols (le P.O.S.). Pour limiter l'exercice du droit à bâtir, un plafond légal de densité (le P.L.D.) a été fixé (à 1 pour l'ensemble du territoire et 1,5 pour la ville de Paris). Ce frein à la densification intéresse essentiellement les villes. Cependant, la collectivité ne peut faire jouer le P.L.D. qu'en imposant le versement de droits. Pour intervenir plus efficacement les collectivités peuvent définir des zones d'intervention foncière (les Z.I.F.). Ce droit de préemption institué au sein des Z.I.F. ne s'applique pas en milieu rural, (il faut des agglomérations de plus de 10 000 habitants) mais il peut s'appliquer dans le cas des S.I.V.O.M.

III - L'agriculture : des progrès relatifs.

A - Dans l'ensemble :

Au point de vue agricole le pays de Dinan peut être ramené au G.R.D.A. (Groupement Régional de Développement Agricole) de la région de Dinan. Celui-ci comprend les deux cantons autour de Dinan, ceux de Ploubalay, Plancoët, Plélan-le-Petit et d'Evran. Il s'arrête donc à celui de Matignon qui appartient franchement au Penthièvre et à ceux de Broons et Caulnes qui font, au creux du Bassin de Broons, la liaison avec le Mené¹.

Pour les six cantons, Dinan sert incontestablement de pôle d'attraction, sauf en ce qui concerne certaines communes du canton d'Evran orientées vers l'Ille-et-Vilaine, et quelques-unes du canton de Plancoët, attirées par Matignon ou Lamballe.

L'espace agricole du G.R.D.A. s'est caractérisé ces dernières années par l'augmentation et la spécialisation de ses deux productions traditionnelles : le lait et la viande porcine. Des deux, c'est la seconde qui a le plus progressé ; elle a quadruplé.

Cantons	1955	1970
Dinan (Est et Ouest)	803 truies	2 950 truies
Evran	694 truies	2 793 truies
Plancoët	1 935 truies	7 854 truies
Plélan-le-Petit	458 truies	1 386 truies
Ploubalay	750 truies	1 943 truies
Côtes-du-Nord	34 320 truies	127 013 truies

Tableau n° 62.

Sources : Etats VI et G.R.D.A.

Comparée à l'évolution agricole récente du Penthièvre, celle du pays de Dinan paraît modeste. Le plus fréquemment, les exploitations les

1 - Le découpage en G.R.D.A. s'est fait en 1970, précisément en fonction des zones d'attraction.

plus dynamiques ne vivent que de 35 à 40 truies, toujours doublées d'un troupeau de laitières d'une quinzaine d'unités. Ce caractère dualiste de l'activité de production rattache encore fortement le système au passé. Entre le pays de Lamballe porcin et le Bassin de Broons plus nettement laitier, le pays de Dinan tente de maîtriser son évolution, sans opter délibérément pour l'une ou l'autre spécialisation.

Cette absence de détermination explique - ou s'explique par - le fait que le pays est dominé par les firmes, coopératives et groupements de producteurs des zones voisines. Sont présents, la Cooperl, et Landerneau, à égalité de force ici ; le G. C. C. P. L., la coopérative de Broons, Copadin, Porgallo - (de Pluduno) -, la L. N. A., la Côte d'Emeraude, Préval ...

Le pays de Dinan est un champ de forces où Dinan-même ne joue, à ce point de vue, aucun rôle. Une tentative de "bovin-viande", en 1971, pour implanter un marché au cadran a dû être abandonnée au bout de quelques mois. Le pays agricole ne semble pas capable de s'organiser autour d'une structure propre quelconque. Peut-être la faute en revient-elle à une opposition physique fondamentale, comme partout en Bretagne, entre le schiste, au Nord, sur lequel se trouve le bon sol, et le granit, au Sud, qui donne les belles carrières mais aussi les terres trop légères. Le bassin calcaire du Quiou constitue un monde à part, relativement aisé, aux belles constructions d'autrefois.

En général, sur le granit, l'option se porte vers l'herbe et le lait ; sur le schiste, vers le blé, le maïs-grain et l'orge et, de là, vers le porc. Mais dans un même village, les choix peuvent être différents : il n'y a pas de déterminisme "naturel". La mise en place des "plans de développement" est l'occasion ici d'une réflexion sur l'orientation de la production, mais en 1977, sur les 25 jeunes agriculteurs du G. R. D. A., tous fils d'agriculteurs, aucun ne répond aux conditions de diplômes exigées.

Le pays de Dinan est proche des collèges agricoles et maisons familiales de Caulnes, Quintenic, Broons, Quessoy mais il ne possède pas d'établissement propre d'envergure¹.

1 - Si dans l'ensemble les départements de l'Ouest de la France ne sont pas les plus défavorisés sur le plan de "l'accès aux équipements scolaires dans la France rurale", comme le montre la communication du même titre aux Journées Rurales de Neufchâtel de novembre 1976, de l'équipe d'étude de l'espace rural du laboratoire d'étude géographique des données

Sur une surface moyenne de 17 hectares dont la moitié en propriété, les jeunes continueront vraisemblablement de naviguer à l'estime, pressés par des problèmes d'acquisition de matériel, cheptel ou terre.

Au point de vue agricole le pays de Dinan paraît donc peu dynamique dans son ensemble, mais cette appréciation est une injure aux cas individuels qui offrent, en effet, souvent un exemple de courage, comme nous allons le voir maintenant, sur des cas précis, choisis, significatifs.

B - Présentation d'exploitations significatives.

La Ville d'Eau en Plélan-le-Petit : le résultat d'une évolution déjà importante.

L'homme a dépassé la cinquantaine. Il a hérité La Ville d'Eau de son père qui l'avait acquise en 1936, mais ce n'est qu'en 1961 qu'il racheta la part de ses frères et sœurs. La ferme fait 45 hectares en propriété, plus 5 hectares en location. Sur les sols argileux de qualité plutôt médiocre, ce cultivateur traditionnel ensemence 20 hectares en céréales dont 10 hectares en orge et blé et un peu en maïs. Une vingtaine d'autres sont en prairies naturelles et le reste en herbe temporaire et pommes de terre de sélection. A entendre la description de ces cultures, des assolements, et de l'activité du couple, on se croirait trente ans en arrière.

L'imprécision des réponses obtenues aux questions posées révèle le tempérament peu exigeant du chef d'exploitation et la manière bon enfant dont il mène son exploitation. Pendant que nous discutons avec lui, il pleut - nous sommes en automne -. La cour ruisselle, pire: c'est le "sheet-flood". Heureusement, elle est goudronnée ! Le lieu porte bien son nom. Avec la foi du charbonnier, M. X nous parle tout naturellement de ses travaux d'assainissement. De lui-même, il a entrepris de draîner ses prés. En creusant, il a retrouvé un réseau de canalisation en poterie (nous essaierons de lui dater l'échantillon de conduite de terre cuite qu'il nous confie). Il nous dit, avec simplicité, que le réseau de drains qu'il est en train de poser est exacte-

.../... spatiales (Université, Paris VII - 13 p. ronéotées + cartes), à l'intérieur même d'un département, comme celui des Côtes-du-Nord on mesure ici toutes les différences qui peuvent exister à ce sujet.

ment perpendiculaire à celui qu'il a découvert. Sans doute, la contradiction n'est-elle qu'apparente et les deux dessins complémentaires ...

Sur ces terres ingrates, il élève quand même 70 bêtes à cornes et bientôt il n'aura plus de laitières. Dix ans après certains - plus jeunes que lui, en général - il débarrasse son épouse des contraintes de la traite. Il fait donc de la viande, de la bonne viande, précise-t-il, à partir de bêtes élevées au pré et finies à l'étable presque sans aliment venu de l'extérieur, en deux ou trois ans. La durée n'est pas fixée. Les races ? de la Normandie et du Charolais, ou plutôt, un croisé des deux. L'élevage se fait sans contrat, en dehors de toute coopérative et la vente à un marchand de bestiaux du chef-lieu de canton qui revend à Dinan. Tout ce secteur de l'économie de la Ville d'Eau est donc libre, livré au courage et - peut-on le dire ? - à la fantaisie de l'éleveur, mise à part l'insémination artificielle. En plus des bovins, l'exploitation comporte cent truies-mères. Les petits partent à 30 kg, au G.C. P.P.L., au Groupement de Porcelets de Lamballe avec lequel M. X est en contrat pour trois ans.

Ainsi l'exploitant a-t-il mis le doigt dans l'engrenage de l'encadrement économique. Mais il se pose le problème de son orientation, de l'extension de son entreprise, de sa spécialisation. Un fils actuellement au régiment doit reprendre la ferme. Celui-ci n'a de goût que pour l'élevage porcin ; lui, le père, que pour l'élevage bovin.

L'infrastructure n'est pas mauvaise bien que le remembrement ne soit pas fait. Beaucoup de talus ont été abattus par l'exploitant. L'adduction d'eau est réalisée. L'entraide se pratique encore pour l'arrachage des betteraves. Une C.U.M.A. existe pour l'ensilage du maïs. La maison d'habitation (de 1942) est correcte, enchâssée dans les vieux bâtiments (de la fin du siècle dernier et de l'entre-deux-guerres).

En somme, l'exploitation n'a pas encore pris parti. Elle présente des caractères d'avant la seconde révolution fourragère bretonne, d'avant 1965-70. L'exploitant est un peu à bout de souffle, ou plutôt il cherche à respirer, pas fâché de laisser sa place, même si c'est pour voir, sur ses vieux jours, dans l'ancienne maison attenante, une transformation beaucoup plus radicale du système d'exploitation que celle qu'il a amorcée. Cette transformation nous allons l'entrevoir à la Pévrie.

La Pevrie en Saint-Méloir-des-Bois : au seuil d'une grande décision

Nous arrivons, à la Pevrie, dans la boue qui remplit l'espace informe que représente la cour. La boue va baigner, à gauche, un gros tas de betteraves ; elle nappe les rebords d'un petit hangar couvert de tôle ondulée où repose quelque matériel apparemment en mauvais état ; elle masque la limite du champ où paissent les truies, et montre à celles-ci le chemin de leur réduit ; elle se fait plus mince et moins liquide aux abords de l'habitation. Une truie a franchi la barrière tombée du parc et nous observe à 3 mètres, tandis que nous pénétrons dans la cuisine. Quel contraste entre cette cour du Moyen-Age et la pièce propre ! La sœur de M. Y nous accueille. Avec ferveur, elle a certainement fait un grand ménage : les meubles brillent, le napperon de la cheminée a été repassé, amidonné.

Les vieux parents habitent un bâtiment ancien tout proche. La maison où nous entrons n'est pas la plus récente : la neuve est prêtée, pour le moment, à un jeune couple voisin en difficulté. L'homme qui nous reçoit aujourd'hui a comme un pied dans la cour boueuse, et l'autre dans la maison propre. Les lieux illustrent sa situation : à demi engagé dans l'évolution économique, il ne sait encore de quel côté il ira. Sur les 21 hectares dont il dispose, dont la moitié en location, sur de la bonne et sur de la mauvaise terre, il élève 14 laitières et 6 génisses, et 25 truies-mères. Les porcs - à 30 kg - partent à la Cooperl depuis 1973, sans contrat, pris au poids et au prix de la semaine (à 6,9 F le kg cette semaine du 10 novembre 1975, en hausse sur les précédentes). Ce n'est que depuis 1973 que l'éleveur livre à la Cooperl, depuis que la fièvre aphteuse l'a forcé à reconstituer partiellement son cheptel de laitières. Depuis donc, il nourrit des porcs avec les produits de la ferme : il moud toutes ses céréales auxquelles il ajoute de l'aliment Piéto (de Lamballe). Il se fournit chez cet industriel sans engagement, au prix du cours (1,08 F hors taxe le kilo le 10 novembre). M. Y n'est donc tenu, dans sa production, ni à l'amont ni à l'aval. Il se débrouille seul. Il n'adhère pas au Centre de Gestion. Il est seulement au remboursement forfaitaire.

A mesure qu'il parle l'atmosphère de la cuisine prend de la chaleur, de l'ardeur. Ce n'est pas un mou, pas un fainéant, pas un ignorant. S'il ne

connaît pas le rendement de ses vaches - moitié normandes, moitié frisonnes -, s'il fait confiance à la Laiterie Nouvelle de l'Arguenon qui le paie 88 centimes (prix réel, en novembre 1975), si son assolement est encore largement marqué par les cultures traditionnelles - la betterave et le chou fourrager -, M. Y sait bien se situer dans le contexte économique actuel. Il est parfaitement conscient du caractère transitoire de son exploitation, de l'urgence des transformations à apporter à ses structures, à ses bâtiments d'exploitation.

La clef de cette situation se trouve dans le foncier. Depuis dix ans l'exploitant met toutes ses possibilités dans l'achat des terres. Pour rester sur la ferme qu'ont travaillée ses parents et ses grands-parents il a dû acquérir coup par coup les parcelles que voulaient vendre, vite et bien, ceux qui partaient à la ville et que cherchent de plus en plus à posséder des gens venus de l'extérieur, hôteliers, électriciens ou entrepreneurs, plus ou moins originaires du canton. Le prêt d'installation aux jeunes agriculteurs (5 millions à 4 %) l'a momentanément aidé. Les vieux parents ont fourni jusque-là un travail considérable. Mais, par la force des choses, ils se retirent ; la sœur vient de se marier à un voisin. Au "village" de la Pevrie, des trois fermes, c'est celle de M. Y la plus vivante, celle qui porte tous les espoirs. Les deux autres sont plutôt des fermettes aux mains d'ouvriers-paysans (un employé dans une laitèrie et un remplaçant aux P et T). L'entr'aide y est encore vive : l'arrachage des betteraves et celui des choux fourragers se fait encore à une quinzaine de personnes : chefs d'exploitation, épouses, enfants de passage ou en week-end.

Dans ce contexte, il n'y a donc pas, pour l'instant, de manque de main-d'œuvre. Mais on sent bien que les choses ne peuvent en rester là, entre deux choix d'élevages, à ce niveau technique, engagées à moitié et, comme par hasard, dans l'organisation coopérative ou industrielle. M. Y ne sait trop quel parti il va prendre. Avant de résoudre cette énigme, il lui faut donner une solution définitive à son problème personnel, celui de son mariage. Disons-le franchement, ce célibataire courageux n'a pas encore trouvé la compagne à la hauteur de sa ténacité, de ses espoirs. Le cas devient

rare. Peut-être est-ce parce que nous avons cherché les recoins les plus cachés dans ce qui reste du bocage que nous avons rencontré cette âme seule qui a de l'âme pour deux. En voyant cet exploitant nous nous sommes dit que la paysannerie existe encore, qu'elle a gardé toute sa sève et qu'il serait bien triste qu'elle soit déracinée et jetée aux feux de la ville comme mauvaise herbe. Jamais hésitation devant les choix personnels et économiques ne nous avait paru si délicate, si importante, si significative.

La Ville d'Eau hésite, La Pevrie aussi, mais entre les deux, il y a la différence de la ferveur, de la jeunesse, le profil de l'avenir.

Le Bois Mottay : le tournant est à moitié pris.

Au Bois Mottay en Plélan, un beau bâtiment de granit sombre s'allonge devant la cour boueuse où se promène une vingtaine de dindons qui attendent les fêtes de Noël. Il fallait être bien courageux il y a 20 ans pour venir - de la Manche - défricher les 29 hectares de la ferme du marquis¹. Bien courageux ! mais peut-être que les pierres, qui ont pris encore un peu plus de patine depuis cette époque, étaient en meilleur état, leurs toitures moins miséreuses, les portes moins branlantes, le porche d'entrée pas encore vendu, et le pigeonnier plus pimpant avec ces mêmes pigeons qui donnent malgré tout du charme à l'ensemble. Car on est frappé par le manque d'entretien des lieux. Sur la ferme, le couple dispose d'un troupeau de 15 laitières et de 35 bovins de tous âges, certains au pré, de race plus ou moins pure, d'autres plus ou moins attachés dans les étables - remises qui encadrent l'habitation. Après avoir commencé par semer du blé noir, du seigle et de l'avoine, le cultivateur s'est mis au maïs grain puis au maïs ensilage, depuis 1965, ce qui lui a permis de doubler le cheptel, acheté en partie avec le prêt aux jeunes agriculteurs, et d'en changer la destination. Ainsi, du lait on est passé partiellement à la viande.

Cette orientation de la production correspond à une utilisation raisonnée de 5 hectares de prairies permanentes de mauvaise qualité. L'achèvement de cette transformation viendra avec la liquidation des laitières et l'établissement d'un atelier de 60 taurillons nourris sur la ferme.

1 - Finistérien.

Le fils, au régiment en 1975, doit reprendre la ferme et, sans doute, mener à bien cette évolution commencée sous la direction des parents. Mais pour le moment le Bois Mottay est une exploitation de type traditionnel, livrant son lait à l'usine , la Laiterie Nouvelle de l'Arguenon, qui lui fournit par ailleurs l'aliment et les compléments minéraux. Les bêtes à viande partent quelquefois à la coopérative, souvent au marché au cadran, de Lamballe. Ainsi l'exploitation est peu engagée dans le monde de la production organisée. Comment accroître les revenus sans acheter de terre ? Or il n'y a pas de terre à vendre alentour : les exploitants y sont propriétaires et en pleine activité, dans la force de l'âge, encore jeunes. Nous ne connaissons pas les intentions de celui qui "hérîte" de cette situation. Nous savons seulement qu'il n'a pas de goût pour l'élevage des porcs. Mais pour entrevoir le profil de l'exploitation d'ici cinq ans, il nous faudrait apprendre comment le futur chef d'exploitation considère l'encadrement coopératif ou celui des firmes d'aliments du bétail, comment il en ressent l'aide, le dirigisme, les exigences, les façons de procéder, les lois ... Savoir où ce jeune situe sa liberté, à la manière de La Charbonnière, de celle de la Ville d'Eau ? ... La paysannerie des Côtes-du-Nord est cet agrégat de centres de décision irréductibles, imprévisibles, ou presque. La Charbonnière va nous en convaincre.

La Charbonnière en Saint-Méloir-des-Bois : le choix conscient d'une sorte de liberté.

La Charbonnière est une maison blanche neuve, à moins de cent mètres d'une autre, la maison-mère, traditionnelle, où sont retirés les parents. Derrière l'habitation du type citadin que vient de se construire le jeune ménage s'allonge l'atelier de production avicole. Tout autour, les champs, le bocage. Un troupeau de laitières normandes passe sur le chemin : c'est celui du hameau voisin.

L'habitation et le bâtiment d'exploitation reposent sur les seuls 2 hectares que possède le couple pourtant décidé à rester à La Charbonnière dont les autres fermes ont disparu, transformées en lieux de retraite. La femme est née ici, l'homme vient de Plancoët. C'est un retour à la terre après le détour, pour elle, dans des conditions difficiles, à la ville. Ils se sont ancrés ici un peu contre vents et marées, sans même bénéficier du prêt

aux jeunes agriculteurs n'ayant pas la surface d'installation minimum : ils exploitent en tout 13 hectares, en location - sauf 2 hectares -. En bout de commune, à 3 km du bourg, sans remembrement, sur des parcelles pas trop dispersées, le ménage ne s'estime pas spécialement défavorisé. En tous cas, les problèmes de l'exiguïté et de l'isolement relatifs ont été résolus par l'intégration de la production à une firme d'aliment du bétail, Piéto de Lamballe.

Depuis deux ans, M. Z travaille avec l'usine qui lui amène les poussins en location et lui fournit l'aliment. L'"éleveur" donne son temps, paie l'électricité et le chauffage. Piéto a suggéré les plans du bâtiment. Le Crédit Agricole a prêté.

En une seule fois, la firme débarque 15 000 bêtes, de 18 à 22 semaines. Quand le plein est ainsi fait, il faut quatre heures de travail par jour pour une personne ; par la suite, deux seulement. Le service d'hygiène, les traitements vétérinaires, les vaccinations ... relèvent des soins de l'usine. M. Z est payé à la poulette sortie, dont la rémunération est fixée selon le cours. Les poulettes prêtes s'en vont chez des producteurs d'œufs du département.

La branche poulettes représente environ la moitié du revenu de l'exploitation. A côté, demeure un élevage plus classique : celui de quatre vaches et leurs veaux, mais aussi une bande de 15 taurillons amenés à 3 ans, nourris au pré et à l'ensilage d'herbe. Cette orientation vers la production de viande de jeune bovin ne fait que commencer à La Charbonnière. Les bêtes sont vendues au cadran à Lamballe, sans contrat, sans contrainte.

Si l'exploitant avait eu plus de surface, s'il avait pu en louer davantage, s'il y avait un moyen de rentabiliser la culture traditionnelle du blé, s'il avait été moins soucieux d'éviter à tout prix l'assujettissement de la traite ... se serait-il aussi délibérément tourné vers le hors-sol ? et pourquoi plutôt vers l'aviculture que vers l'élevage porcin ? Les questions restent sans réponse - ou presque - ? La poulette coûte moins cher en investissement que la pondeuse. Le maïs requiert plus d'étendue. Autant d'explications qui n'en sont qu'à demi. Mais l'homme est décidé à rester à la terre, à y vivre décemment et il ne pense pas payer trop chère la liberté qu'il s'est choisie par la sujétion à une firme. Ce qu'il fait seul, d'autres le vivent en équipe.

La Porte du Clos en Plélan-le-Petit : le G.A.E.C. à trois têtes et trois pôles.

La Porte du Clos, est-ce bien une ferme où nous arrivons ? A droite et à gauche, en quinconce des bâtiments préfabriqués longs et bas, comme toujours dominés par un silo (ici de marque "Rapidex"), la porcherie construite en 1970, l'étable à veaux en 1972, le poulailler en 1973. Cela est comme sorti de terre à côté de la ferme des parents qui possédaient 3 hectares et en louaient 14, ce qui représente, là aussi, tout juste la surface minimum d'installation retenue par le Ministère de l'Agriculture pour les jeunes agriculteurs. Il y a moins de 10 ans encore les parents "tenaient" 10 vaches et s'adonnaient à la polyculture. Aujourd'hui, le père et ses deux fils exploitent en G.A.E.C. (depuis 1975). Toutes les terres portent des céréales.

Le poulailler et les porcs consomment toute la production de la ferme qui est livrée à la Coopérative polyvalente de Broons et revient sous forme d'aliment. Mais cela ne représente que le dixième environ des besoins de la "ferme". En réalité 10 tonnes sont livrées chaque semaine pour les poules seulement : 10 000 pondeuses sont présentes. Chaque semaine un camion d'aliment décharge sa cargaison au G.A.E.C. et un autre s'y remplit d'œufs et s'en va. Les poulettes arrivent par le canal de la C.A.B. (Landerneau) qui les vend à l'éleveur. Les œufs sont dirigés sur le centre de conditionnement de Hénansal (dépendant de Landerneau). Aux dires des exploitants, ils perdent 5 centimes par œuf en cette période de crise aiguë de l'automne 1975. Ils perdent ainsi depuis un an. Le poulailler n'a pourtant pas cessé de se vider tous les douze mois et de se remplir aussitôt la désinfection faite. La bonne année de l'aviculture - celle de 1972 - explique en partie cette obstination à produire, officiellement à perte.

L'aviculture du G.A.E.C. est sous la responsabilité d'un des fils. Telle qu'elle apparaît, elle se pratique donc dans le cadre - plutôt lâche - d'une coopérative.

L'élevage des porcs, lui, est aussi sous la dépendance d'une coopérative, celle de Broons également qui fournit les porcelets à 30 kg en se les faisant payer à l'entrée ainsi que l'aliment et elle commercialise les

mêmes porcelets le moment venu, au bout de 4 mois, à 100 kg, au cadran à Lamballe.

De la porcherie, M. W n'a guère envie de parler. Elle appartient à un secteur classique même si les cours offrent parfois des surprises à l'intérieur du "cycle du porc", dans cette région proche du Penthievre. Le père avait monté un atelier de porcs au temps où les fils partis à la ville ne devaient pas revenir, au temps où il y avait encore le troupeau de laitières et la polyculture. C'était un simple pas vers l'intensification, sans trop de changement dans les habitudes. On était passé de quelques porcs pour la consommation familiale, et déjà la vente, à des bandes importantes et organisées. Aujourd'hui encore la porcherie demeure l'affaire du père. Elle représente presque un trait traditionnel dans la physionomie du G.A.E.C., en tout cas plus traditionnel que celui de l'aviculture.

Le secteur le plus nouveau du G.A.E.C., celui sur lequel on pense faire porter les efforts, qu'on cherche à étendre et perfectionner, est celui des veaux. C'est un peu en tâtonnant qu'en 1972, dans l'ancienne étable, on a commencé à élever des veaux nés à la ferme, sous la direction d'un abattoir de Montauban. L'abattoir fournit le veau à 10 jours, la poudre de lait, les soins vétérinaires. Le fermier donne son travail, l'eau et l'électricité. L'abattoir le rémunère au nombre de veaux et au poids. Au bout de 105 jours passés dans le noir, la bête pèse normalement 180 kg en vif. Elle repart directement à l'abattoir. Le G.A.E.C. sort ainsi quatre lots de 25 têtes par an. Un projet à l'étude (fin 1975) prévoit 160 places de veaux (soit une production de 840 têtes par an), toujours en relation avec l'abattoir Guindé qui travaille avec U.F.A.C. et Piéto¹.

Ainsi l'équipe du G.A.E.C. est décidée à mettre l'accent sur une production hors sol d'un type assez nouveau, vers laquelle elle s'est orientée un peu par hasard, un peu sous l'impulsion d'un industriel voisin, un peu parce que la terre manque au village de la Porte du Clos, et beaucoup parce que les jeunes hommes qui reviennent à la terre sont décidés à s'y accrocher ensemble et dans des conditions de vie rentables et acceptables.

1 - Voir le chapitre sur les aliments du bétail.

A l'heure actuelle, au gré des participants, l'emploi du temps n'est pas assez bien rempli : les soins aux veaux de 8 h. à 10 h. et un quart d'heure consacré au poulailler laissent disponible une trop grande partie de la matinée pour le travail dans les champs qui ne portent plus que des céréales : blé, orge, avoine et maïs grain, et pour la surveillance des installations et l'entretien du matériel. De même l'après-midi les ateliers de production ne requièrent guère que trois heures de présence des hommes.

Pour passer à un niveau plus élevé de rentabilité et contourner la donnée de l'exiguïté de l'exploitation, le G.A.E.C. s'oriente donc délibérément vers l'organisation intégrée.

Ainsi dans le pays de Dinan nous trouvons des types de fermes variés, presque inclassables¹, tant les nuances de l'intégration au monde organisé de l'agriculture - la coopérative ou la firme - sont fines, enchevêtrées, mouvantes.

Conclusion.

Le pays de Dinan nous est apparu tantôt bien défini, dans le cadre du C.O.D.E.P.R.A.N., tantôt flou, dans son extension et de consistance insaisissable. C'est certainement parce qu'il est fondamentalement divers et peu solide que certains le veulent mieux circonscrire et diriger. Il lui manque, dans l'un et l'autre cas, une activité originale et forte, même s'il se caractérise par l'omniprésence de son agriculture.

Le sentiment de la différence qui est le sien contribuera, sans doute, à le forger de façon plus authentique que d'autres. Vis-à-vis des autres "pays" des Côtes-du-Nord il demeure, cependant, pour le moment, une entité plus volontariste que réelle. La faute en revient-elle à la ville de Dinan ? Un pays ne peut-il se concevoir qu'à partir du rôle de la ville ? L'exemple semblerait le prouver, mais celui du Penthievre nous a appris que du fond

1 - BONNAMOUR (J.), "A propos de la typologie agraire internationale", p. 5 à 24 dans "Approche géographique des exploitations agricoles", Université de Paris I, E.N.S. de Fontenay-aux-Roses. Equipe de géographie rurale du Laboratoire associé de géographie humaine de l'Université de Paris I, 158 p. ronéotées. J. BONNAMOUR souligne les difficultés des descriptions "logiques".

des villages peuvent aussi partir des initiatives qui bouleversent et rénovent. Ces initiatives ne se sont toujours pas manifestées au pays de Dinan. Cependant il faut reconnaître à Dinan un rôle politique de premier ordre. Depuis plus de trente ans, il gouverne le département par l'intermédiaire du président du Conseil Général : ce fut en la personne de René Pléven de 1948 à 1976 et, depuis, en celle de Ch. Josselin. Pourquoi le premier personnage élu des Côtes-du-Nord vient-il toujours de Dinan ? Est-ce le pragmatisme des Gallos qui l'emporterait sur l'attitude moins souple des Bretonnants ? Ce rôle politique de Dinan à l'intérieur du département est un fait. En définitive, c'est lui qui aide le mieux à définir le pays de Dinan, dans les Côtes-du-Nord et vis-à-vis des autres départements, de l'Ille-et-Vilaine en particulier. C'est en suivant ce réflexe "départemental" que Dinan a défini son "pays", l'a ramené au sein de la limite administrative, refusant de regarder vers Saint-Malo, consacrant l'œuvre des Constituants, une fois de plus.

LE PAYS DE SAINT-BRIEUC

I - UN PAYS POLITIQUE DE SAINT-BRIEUC ?

Historiquement le pays de Saint-Brieuc n'existe pas. Avant la Révolution, Saint-Brieuc est l'un des huit sièges épiscopaux de Bretagne. Mais le territoire briochin ne recouvre pas l'ensemble du département actuel. De nombreuses enclaves (relevant de Dol notamment) l'effritent ça et là. A l'Ouest et au Sud-Ouest, il s'arrête, nettement, au pays bretonnant que dominant Tréguier et Quimper.

En devenant chef-lieu du département des Côtes-du-Nord, la ville de Saint-Brieuc avait tout à faire pour démontrer que le choix qui s'était porté sur elle n'était pas déraisonnable vis-à-vis de Quintin, alors un peu moins peuplée, il est vrai.

Au XIX^e siècle, au point de vue politique, Saint-Brieuc se présentait plutôt comme une enclave bourgeoise et républicaine dans un milieu rural royaliste. Selon Siegfried, Saint-Brieuc était au centre d'une petite auréole de gauche, en bordure d'un vaste pays gallo de droite. La petite zone de gauche s'étendait juste en bordure de la Baie de Saint-Brieuc, aux seules communes côtières, tandis que la zone intérieure se dilatait jusqu'à Châtelaudren à l'Ouest, Moncontour au Sud et Plélan-le-Petit à l'Est. Siegfried n'avait donc pas noté l'existence particulière d'un pays de Saint-Brieuc : il l'englobait dans les pays gallos à la "passivité normande plus que bretonne".

Entre les deux guerres il se dessinait un pays gallo axé sur Saint-Brieuc, marqué par la prépondérance de la droite avec une certaine progression de la gauche à la veille de 1939-45. En 1936, dans la circonscrip-

tion Ouest de Saint-Brieuc, un radical socialiste est élu. En fait, le pays gallo est très diversifié. Lamballe est particulièrement à droite, avec quelques communes de gauche, Meslin, Saint-Aaron, La Poterie. Moncontour l'est aussi, très nettement, sous l'influence de sa noblesse. Ploëuc se présente différemment : une famille, un homme, Morel, conseiller général très longtemps, a orienté une partie de l'électorat à gauche. A Quintin la droite est omnipotente. L'aisance paysanne y semble pourtant moins nette qu'à Ploëuc. A Châtelaudren la petite noblesse active domine. A Etables les agriculteurs votent plus volontiers à droite que les marins et l'emportent. Saint-Brieuc Nord se situe à gauche, Saint-Brieuc Sud plus à droite, moins marin et très peu industriel. Les tout petits exploitants maraîchers de Langueux et Yffiniac qui allaient autrefois vendre une partie de leurs légumes au loin votent à gauche. La ville-même de Saint-Brieuc, à cheval sur les deux cantons, choisit traditionnellement la gauche. A. Mazier qui a quitté la S.F.I.O. en 1958 pour fonder le Parti Socialiste Autonome puis le Parti Socialiste Unifié a profondément marqué la région briochine. Selon les quartiers les oppositions demeurent fortes. Au-delà de la voie ferrée - quartier de Robien - et à Ginglin - cité ouvrière - la gauche l'emporte très nettement. Mais le centre bourgeois vote également P.S.U. La ville de Saint-Brieuc se présente donc comme une petite portion de gauche au milieu d'un terroir de droite.

A une autre échelle, Saint-Brieuc n'est qu'un pôle de la gauche dans département rouge de l'Ouest français¹. La zone à gauche la plus dense, la plus vaste, recouvre l'Ouest granitique, la Haute-Cornouaille et le Trégor ; le Mené, pays de montagne s'y rattache. Entre le fief de la gauche et celui de la droite, passe la frontière linguistique : la limite du breton. Mais la carte politique (celle de 1974 en particulier) ressemble aussi beaucoup à une carte agricole : on croirait lire la répartition des pourcentages de la S.T.H. par rapport à la S.A.U. La zone la plus continue, la plus homogène des voix

1 - LELEU (Cl.), "Géographie des élections françaises depuis 1936", P.U.F. 1971, 360 p.

pour F. Mitterrand est celle de l'herbe, de l'élevage traditionnel.

Les plages de voix majoritaires pour V. Giscard d'Estaing correspondent à l'ancien pays du blé.

Saint-Brieuc qui a accueilli une partie de la population de l'Ouest du département a pu récupérer un écho de l'ambiance politique de ces migrants. Par contre, les émigrants d'ailleurs beaucoup moins nombreux du pays de Dinan et, à l'origine d'opinion politique généralement de droite n'ont pas joué ce rôle à Dinan.

Siegfried voyait dans la présence de grandes propriétés nobles une des raisons du caractère politique de la région gallo. De fait, la terre du pays de Saint-Brieuc est en partie possédée par la noblesse, en dehors des communes côtières, et cela très nettement à l'intérieur. Mais la situation est plus complexe. Le mode de tenure juxtapose une petite propriété paysanne à une grande propriété noble. Les petits exploitants ont donc à défendre une petite propriété personnelle et ils se sentent, de plus, solidaires de la très grande qu'ils détiennent en location. Le mode de faire-valoir mixte qui domine dans le centre du département, entre Haute-Cornouaille et pays de Dinan, peut donc rendre compte des options politiques.

Ainsi, une certaine homogénéité existe autour de Saint-Brieuc, dans l'ensemble des communes qui lui sont proches, du pourtour de la Baie à Loudéac. C'était l'"Y" du parti M.R.P. d'avant 1958, territoire dans lequel ce parti l'emportait, parmi une population au régime d'exploitation mixte. Depuis le partage des nouvelles circonscriptions électorales, cet "Y" a été brisé. Cet espèce de pays politique que représentait l'"Y" n'existe plus¹. Il a été amputé au Sud par la circonscription de Loudéac et aminci en direction du Nord-Ouest au profit de celle de Lannion.

La circonscription électorale de Saint-Brieuc n'est pas homogène pour autant. Aux élections présidentielles du 19 mai 1974, la plupart des communes ont donné la majorité à V. Giscard d'Estaing mais au cœur de la

1 - Au point de vue politique. Mais, curieusement, nous en avons souligné l'importance dans l'économie agricole actuelle.

circonscription, Saint-Brieuc, à l'Ouest et au Sud de la ville chef-lieu, la majorité a été pour F. Mitterrand.

L'aspect politique de la circonscription de Saint-Brieuc ne se comprend donc pas sans ses liens étroits avec l'"Y" d'avant 1958 et d'autre part sans l'influence de la ville de Saint-Brieuc. Dans la circonscription l'augmentation des voix de F. Mitterrand entre 1965 (19 décembre) et 1974 (19 mai) a été plus forte dans les communes touchant directement Saint-Brieuc que dans celles, physiquement, plus éloignées. Cependant la comparaison des deux résultats dans l'ensemble du département montre que les gains les plus forts de la gauche ont été réalisés dans les autres circonscriptions que celles de Saint-Brieuc : celles de Dinan, Loudéac ...

L'influence politique locale de Saint-Brieuc ne peut être mise en cause. Elle ne contribue pas cependant à définir un pays. Cherchons donc d'autres composantes au pays de Saint-Brieuc que la trame politique et d'abord, si le pays est encore le "pagus", il faut en chercher les raisons dans le rural.

II - LE PAYS RURAL DE SAINT-BRIEUC.

Qu'est-ce que la campagne briochine aujourd'hui ? Autrefois, nous avons vu que l'armor de Saint-Brieuc était une espèce de jardin béni, surtout dans l'Anse d'Yffiniac. A l'heure actuelle encore, les cultures légumières de Langueux, celles de la banlieue maraîchère, à l'Est et à l'Ouest de la ville, les flots de production des mêmes spécialités, plus éloignés mais tout aussi renommés, comme celui de Saint-Brandan, tout cet environnement cultural témoigne d'une activité intense et rémunératrice. Les maisons neuves "poussent" sur les champs d'oignons ou d'endives plus volontiers que sur les prairies voisines.

Le présent n'a pas rompu avec le passé : les techniques modernes de productions - serres de plastique, chauffage du sol, irrigation par aspersion ... - ne font que relayer les procédés empiriques d'il y a vingt ou trente ans.

Qualitativement, l'activité garde donc son originalité et son poids. En quantité, en occupation spatiale, peut-on en dire autant ? Nous avons rele-

vé des cas de déplacement d'établissements maraîchers autour de Saint-Brieuc, sous l'effet de l'urbanisation, par exemple à Plérin. Mais, globalement, le grignotement des surfaces légumières, ou maraîchères, par l'extension du bâti apparaît inéluctable, non compensé par les déplacements ou les conversions par ailleurs. A terme, l'activité qui a fait encore la renommée du pays de Saint-Brieuc est sans doute condamnée. Par contre, les revenus provenant traditionnellement de la polyculture céréalière et, aujourd'hui, de l'élevage intensif, laitier, porcin ou avicole, ces revenus augmentent. Grâce à des structures favorables, exploitation relativement grande, présence de capitaux, proximité et rayonnement des centres de recherche - comme la station avicole de Ploufragan ou les organismes classiques de la Chambre d'Agriculture -, grâce à cet environnement en grande partie lié au chef-lieu, les réussites dans le domaine agricole font toujours du pays de Saint-Brieuc le plus riche du département. Si l'expansion de la ville principale cache un peu sa propre enveloppe agricole, cette dernière demeure fondamentale dans le complexe économique du pays en question.

La raison pour laquelle on hésite à reconnaître un espace rural briochin tient au tarissement des flux d'exode vers la ville. Nous avons vu ce fait plus haut. De plus, l'expression du phénomène urbain frappe toujours plus le voyageur ou l'indigène. Le grand Saint-Brieuc¹ retient plus l'attention que les réussites ponctuelles des exploitants et des villages qui lui font écrin. Sur la carte des types d'exploitation un certain nombre de communes se détachent^{pourtant}/par la qualité de leur typogramme, autour du chef-lieu.

Il faut remarquer cependant que les pôles d'invention et de développement des milieux agricoles ne sont pas parmi les premiers, dans le pays de Saint-Brieuc. L'originalité de cet espace proviendrait en définitive, tout simplement, de la présence du chef-lieu.

1 - Sa définition dans l'étude démographique pour la situation après 1968 porte sur 13 communes : St-Brieuc, Plérin, Ploufragan, Langueux, Trégueux, Trémuson, Plédran, Yffiniac, Pordic, La Méaugon, Tréméloir, Hillion et St-Julien.

III - L'ESPACE INTER-URBAIN DU PAYS DE SAINT-BRIEUC.

Le rôle de Saint-Brieuc au sein de son "pays" peut être illustré à l'aide de l'analyse des rapports du chef -lieu avec les petites villes voisines.

Les relations de ville à ville à l'intérieur du pays de Saint-Brieuc : l'exemple Saint-Brieuc - Quintin: population, propriété foncière, activités.

Pour mieux définir ces relations internes du pays de Saint-Brieuc nous choisissons d'examiner celles qui existent entre le chef-lieu et la petite ville de Quintin.

A 20 kilomètres de Saint-Brieuc¹, avec 2 857 habitants en 1975, en pays gallo mais tout proche du bretonnant, Quintin se développe lentement depuis 1954 :

<u>1954</u> (°)	<u>1962</u> (°)	<u>1962</u>	<u>1968</u>	<u>1975</u>
2 643 hab.	3 033	2 593	2 727	2 857

(°) : définition 1954 I. N. S. E. E.).

La population scolaire y est importante (788 individus comptés à part en 1968). Un hospice et les phénomènes de retraite gonflent les tranches d'âges du haut de la pyramide. Mais les jeunes ménages ont une grande part dans le développement de la ville : en 1962, 76 % des électeurs n'étaient pas nés à Quintin ; en 1968 : 75,5 %. Ces électeurs étaient venus des communes des alentours : Le Fœil, Saint-Brandan, Lanfains, Le Vieux Bourg ... En fait, le bassin démographique est très réduit et ordonné plutôt en apophyses inégales qu'en couronne régulière. Cet espace fournit de moins en moins d'hommes. Une fraction grandissante des arrivants provient de Saint-Brieuc - même ; les immigrants sont attirés à Quintin par le cadre de vie et le prix modique du terrain².

1 - Autrefois, en limite de "pays", presque zone frontière, voir HUERRE (H.), "Le Quintin, pays de confins", B. M. S. E., 1950-51, p. 38 avec carte.

2 - Voir MADEC, "Quintin", m. de m., 1969 et LOGEAT (C.), m. de m., "Relations entre Quintin, sa région et Saint-Brieuc", 1974.

Dans le même temps, Quintin ne semble pas capable de retenir une partie des émigrants du pays bretonnant, juste à l'Ouest. Ceux-ci partent plus volontiers carrément au loin, vers Paris. Quintin, qui leur paraît une ville aussi étrangère que le resté de la France, ne leur offre guère d'emplois. Il s'agit là en effet d'un petit centre de commerce et de services, qui peut tout juste servir de ville étape. 64 % des électeurs nés en 1940 et inscrits sur les listes électorales en 1962 ne l'étaient plus à Quintin en 1968.

Lieux de naissance	Nombre d'électeurs inscrits en 1962	Nombre d'électeurs radiés de Quintin	% d'électeurs radiés par rapport au nombre d'inscrits en 62
Saint-Martin	1	0	0
Le Bodéo	1	1	100
Saint-Brandan	5	3	60
L'Hermitage	1	0	0
Saint-Bihy	1	0	0
Saint-Donan	1	0	0
Lanfains	1	1	100
Le Leslay	1	1	100
Cohiniac	1	0	0
Le Haut Corlay	1	0	0
Le Vieux Bourg	1	1	100
<u>Quintin</u>	14	9	64
Saint-Brieuc	4	3	75
Département	9	6	66
Hors département	5	5	100

Tableau n° 63.

Sources : Listes électorales.

Sur 548 électeurs radiés de 1962 à 1968, 99, soit 18 %, se sont dirigés vers une des communes du bassin démographique de Quintin ; de 1969 à 1973 ce sont 103 électeurs, soit 23,7 % du nombre des radiés qui ont suivi le même mouvement. On s'aperçoit donc que la plus grosse partie des électeurs radiés à Quintin se dirige vers des lieux plus lointains, soit :

	1962-1968		1969-1973	
	Total	%	Total	%
vers : Saint-Brieuc	72	13,1	59	13,4
reste du département	156	28,4	141	31,9
Paris	16	2,9	6	1,3
région parisienne	34	6,2	21	4,8
reste de la France	164	29,9	103	23,5

Tableau n° 64.

Sources : Listes électorales.

Notons que la part de Paris et de sa région reste relativement faible, de même que celle de Saint-Brieuc. Par contre, celles du reste du département et du reste de la France sont fortes. Cela tient sans nul doute, à la formation professionnelle des gens, et à la nature des emplois offerts à Quintin. Il est reconnu que lorsque les gens trouvent des emplois, même modestes, des logements, ils préfèrent ne pas s'expatrier trop loin¹.

La mobilité est donc très forte. Voici la répartition par profession de ceux qui sont partis et de ceux qui sont restés. Parmi les partants, les sans profession et les étudiants sont les plus nombreux.

1 - LOGEAT (Ch.), op.cit.

	Ceux qui sont partis	Ceux qui sont restés
Sans profession	10	5
Ouvriers	4	3
Employés	4	2
Personnel de service	2	2
Cadres moyens	3	3
Patrons de l'industrie et du commerce		1
Etudiants	6	1
Religieux	1	0

Tableau n° 65.

Sources : Listes électorales.

Parmi les personnes venues de Saint-Brieuc (électeurs) entre 1962 et 1968, la répartition se faisait ainsi :

- sans profession	20
- retraités déclarés	2
- actifs agricoles	0
- patrons de l'industrie et du commerce	5
- professions libérales et cadres supérieurs	3
- cadres moyens	7
- ouvriers	2
- employés	6
- personnel de service	4
- autres	1
- religieux	10

Leur âge à leur date d'arrivée à Quintin était de :

- 20 à 30 ans	pour	26
- 30 à 40 ans	pour	6
- 40 à 50 ans	pour	10
- 50 à 65 ans	pour	14
- + de 65 ans	pour	4

Dans cette population il y a des personnes âgées admises à l'hospice de Quintin, une part importante de religieux qui constituent une population assez mouvante. Une certaine évolution vers une fonction résidentielle de Quintin se fait jour. Dans cette fonction de relais de Quintin, Saint-Brieuc

n'est pas automatiquement la ville gagnante.

Les relations démographiques entre Saint-Brieuc et Quintin ne sont donc pas "organisées". Toutes proches l'une de l'autre, les deux villes ne polarisent pas l'espace de façon coordonnée. Le font-elles autrement ?

Du point de vue de la propriété foncière, nous retrouvons, de même, plutôt une juxtaposition des emprises qu'une structuration. Les Quintinais, originaires pour beaucoup des communes voisines, conservent volontiers les terres héritées, ne s'en défont qu'en cas de nécessité. Mais ces lopins de famille couvrent rarement plus de 5 hectares. Ce sont quelques ares par-ci, par-là, les plus nombreux sur Saint-Brandan, Le Fœil et Lanfains.

De leur côté, les Briochins possèdent entre 1 et 5 % de la terre sur les communes environnant Quintin. A Quintin-même, la proportion est de 10,7 %. La faible valeur spéculative de la terre, par rapport à la côte, explique le peu d'intérêt du chef-lieu. La propriété rennaise est presque nulle. Par contre la propriété foncière parisienne est la plus forte : par exemple 13,1 % à Boquého, 14 % à Saint-Gildas. Là aussi il s'agit de vestiges de propriétés familiales de faible dimension (moins de 5 hectares) mais souvent nobiliaire. Une partie de ces propriétaires réside dans le 16^e arrondissement ; l'autre dans les arrondissements franchement ouvriers. Au total, une bonne partie du territoire communal (31 %) appartient à des gens ne résidant pas à Quintin.

LA PROPRIETE FONCIERE, A QUINTIN		
Résidence des propriétaires	% de la surface communale possédée	Nbre de propriétaires
Paris et sa région	5,3	61
Rennes	0,1	6
Saint-Brieuc	10,7	24
Le Fœil	0,9	9
Saint-Brandan	2,5	14
Autres communes de la région de Quintin	1	17
Reste des Côtes-du-Nord	1,5	21
Reste de la France	9,7	40
	31,7 %	192

Tableau n° 66.

Sources : Matrices cadastrales (1974.)

La fonction de ville relais et de ville résidentielle de Quintin s'inscrit sur la toile de fond de relation assez lâche avec Saint-Brieuc. Le tissu du "pays" de Saint-Brieuc est léger, distendu, capricieux, Au sein du "pays" de Saint-Brieuc, celui de Quintin se dessine, à dominante nettement agricole. Cette activité agricole structure-t-elle mieux l'espace ?

REPARTITION PAR CATEGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES			
Catégories socio-professionnelles	Canton de Quintin		Côtes-du-Nord
	absolue	% par rapport au total d'actifs	
Agriculteurs exploitants	1 532	42,5	36,4
Salariés agricoles	212	5,9	4,1
Patrons de l'industrie et du commerce	384	10,6	11,4
Professions libérales et cadres supérieurs	52	1,4	2,7
Cadres moyens	212	5,9	6,4
Employés	208	5,7	8,0
Ouvriers	740	20,5	24,3
Personnel de service	172	4,8	4,0
Autres catégories	92	2,6	2,6
Non actifs	4 272		
TOTAL	7 876	100 %	100 %

Tableau n° 67.

Sources : I. N. S. E. E.

La répartition par catégories socio-professionnelles montre la prépondérance agricole. Le taux d'activité élevé en 1968 dans les communes rurales du canton de Quintin s'expliquait par l'importance des classes adultes en âge de travailler à cette date.

	Communes rurales du canton de Quintin	Quintin
0 - 19 ans	34 %	29,2 %
20 - 64 ans	53 %	52,6 %
65 ans et +	13 %	18,2 %

Tableau n° 68.

Sources : I. N. S. E. E.

Il faut aussi observer des différences importantes selon qu'il s'agit de l'emploi masculin ou féminin.

	Communes rurales du canton de Quintin	Quintin
Hommes	57,3 %	54,6 %
Femmes	38,8 %	32,8 %
(dans les Côtes-du-Nord	- emploi masculin : 52,6 %	
	- emploi féminin : 29,6 %	

Tableau n° 69.

Sources : I. N. S. E. E.

Le pourcentage plus faible d'actifs dans la région de Quintin que dans le canton de Quintin s'explique par une population souvent plus âgée, surtout dans les communes à l'Ouest et au Sud-Ouest de Quintin. Ces fortes proportions d'ensemble d'actifs en général et d'actifs agricoles en particulier, ont subi un fléchissement important depuis 1962, du fait du vieillissement.

	Bassin démographique		
	1962	1968	Solde
Actifs agricoles	5 094	4 133	- 961
Patrons de l'industrie et du commerce	648	831	+ 183
Professions libérales et cadres supérieurs	13	73	+ 60
Cadres moyens	147	337	+ 190
Employés	171	371	+ 200
Ouvriers	1 197	1 727	+ 590
Personnel de service	134	301	+ 167
Autres	80	143	+ 63
	7 424	7 916	+ 492

Tableau n° 70.

Sources : I. N. S. E. E. 1962 : SOC 5 - 1968 : E9.

Une étude sur les chefs de ménage (I. N. S. E. E. 1962 : D 68) prévoyait qu'environ 822 d'entre eux pour le bassin démographique, étaient susceptibles d'arriver à l'âge de la retraite entre le 1/1/63 et le 1/1/69. Si à ces chefs d'exploitation on ajoute les autres actifs agricoles qui sont partis également en retraite, on arrive sûrement à un chiffre de - 961 et peut-être même supérieur. On ne peut pas parler d'exode mais d'un vieillissement de la population agricole¹.

Nous retrouvons ici l'idée déjà soulignée, et originale, en son temps (en 1972), de M. Phlipponneau dans "Au joint français, les ouvriers bretons ...". Nous y ajoutons que, pas plus que Saint-Brieuc, à l'intérieur du pays de Saint-Brieuc, une petite ville comme Quintin ne dispose de réserve de main-d'œuvre. De plus les jeunes qui quittent la terre ont tout au plus le B.E.P. ou un C.A.P.

La toile de fond rurale et agricole du pays de Quintin subit pourtant une restructuration importante, comme le montre l'évolution du nombre des exploitations d'après leur surface.

EVOLUTION DU NOMBRE DES EXPLOITATIONS D'APRES LEUR SURFACE						
	- de 5 ha	5 à 10 ha	10 à 20 ha	20 à 30 ha	30 à 50 ha	+ de 50 ha
1970	185	113	264	118	38	2
au 1/1/72	187	91	224	134	66	6
évolution absolue	+ 2	- 22	- 40	+ 16	+28	+ 4
évolution relative	+ 1,1	-19,5	- 15,1	- 13,6	+73,7	+ 200

Tableau n° 71.

Sources : D. D. A.

Les exploitations de moins de vingt hectares sont en nette diminution. Ce phénomène a été favorisé par l'instauration de l'I. V. D. et l'existence d'une surface de référence pour l'obtention de prêts.

1 - LOGEAT (Ch.), m. de m., op.cit.

Dans la plupart des cas les exploitants sont trop âgés pour se lancer dans l'agriculture "hors sol". Comme les sols sont souvent médiocres, l'évolution se fait donc par l'agrandissement des surfaces et une intensification modeste.

Ainsi, à moins de 40 kilomètres de Saint-Brieuc, les confins du pays de Quintin (en direction du Sud et du Sud-Ouest) et même à moins de 20 kilomètres du chef-lieu, semblent presque appartenir à un autre monde que le Penthièvre qui colle au même pays de Saint-Brieuc, à l'Est. Cette opposition tend à faire nier l'existence d'un pays de Saint-Brieuc du point de vue agricole. Cet aspect corrobore celui des relations urbaines, démographiques et celles de la propriété. Cherchons donc ailleurs les éléments structurants du pays de Saint-Brieuc.

IV - UNE DEFINITION DU PAYS DE SAINT-BRIEUC A PARTIR DE L'ARMOR

A) Un port pour le pays de Saint-Brieuc.

S'il paraît difficile de parler de pays de Saint-Brieuc en direction de l'argoa, peut-être est-il plus facile de le faire en direction de l'armor ?

Le port de Saint-Brieuc, le Légué, assure la majeure partie de l'activité portuaire du département des Côtes-du-Nord : 57 % en 1974 ; 63 % en 1975 et 56 % en 1976 et même 64 % pour le trafic international en 1974 (il s'agit de pourcentages sur les tonnages)¹. Mais ces pourcentages ne doivent pas faire illusion. Les tonnages ont été en diminuant entre 1973 et 1974. Cela ne s'était pas produit depuis 25 ans.

De plus, une porportion considérable du tonnage des marchandises (77 % en 1974) est acheminée par des ports extérieurs au département, sans même parler des produits pétroliers qui transitent vers les dépôts maritimes de Lorient, Brest, Saint-Malo (soit 250 000 tonnes en 1974). Cela revient à dire que les ports des Côtes-du-Nord n'assurent que le quart environ de la desserte maritime du département et cette proportion a tendance à diminuer.

1 - Pour tous les chiffres : sources : Chambre de Commerce et d'Industrie des Côtes-du-Nord.

A brève échéance, les Côtes-du-Nord seraient presque totalement desservies par d'autres ports que les leurs.

Le fait s'explique par la répartition entre les entrées et les sorties, et la nature des marchandises de ces deux mouvements. Les entrées sont conformes à la structure de l'économie tant départementale que régionale : fort approvisionnement énergétique, réception massive de matériaux destinés au bâtiment et aux T.P. ; arrivée croissante de produits nécessaires à l'agriculture : aliment, engrais ... Aux sorties, le volume des produits agro-alimentaires stagne depuis vingt ans, en dehors du trafic avec le Royaume-Uni. Le Légué est donc importateur de produits pondéreux avant tout. Le développement de cette activité est subordonné à l'évolution des techniques maritimes caractérisées aujourd'hui par la spécialisation et l'augmentation de la taille des unités. L'accélération des rotations des navires favorise encore la concentration.

Sans espérer l'aménagement d'un site défectueux en vue du grand trafic, on pourrait envisager d'attirer le cabotage. Mais le temps des caboteurs de moins de 1 000 tonnes de P. L. est révolu.

Entre Roscoff et Saint-Malo, entre les réalités et les projets, l'aménagement d'un terminal sur le littoral se révèle donc très hypothétique. Dans dix ou quinze ans la question sera peut-être à reprendre, mais aujourd'hui elle paraît bloquée¹. Il ne sert donc de rien aux Côtes-du-Nord, comme à la Bretagne dans son ensemble, de voir passer au large des côtes un des premiers courants commerciaux du monde, si l'on ne force pas ce courant à faire diversion.

Le département se présente comme le moins portuaire de la Bretagne². Peut-on envisager de forcer ce destin ? La création d'une grande zone industrielle en Baie de Saint-Brieuc ne manquerait pas de défigurer le site. L'aquaculture dans les estuaires du Léguer, du Jaudy et du Trieux, dans

1 - La Chambre de Commerce et d'Industrie des Côtes-du-Nord après une étude de la question et après consultation des Services Publics, du Conseil Général, de la D. D. E. a demandé que des crédits d'études soient accordés à cet effet dans le cadre du VII^e Plan.

2 - LAINE (Y.), "Europe rends-nous la mer de la Bretagne" ! Négoce maritime, atout majeur - C. E. L. I. B., Presses Universités de Rennes, 1976, 216 p. et annexes statistiques.

la Baie de Paimpol et au large des côtes est souhaitable, la culture des algues sur les hauts fonds d'Erquy et les élevages de crustacés sur les côtes rocailleuses semblent tout indiqués ... Non, Saint-Brieuc ne peut pas devenir facilement un grand port.

B) A défaut d'un aménagement spécialisé, le littoral ne peut-il faire l'objet d'un aménagement harmonisé ?

L'idée d'un schéma d'aménagement du littoral n'est pas propre aux Côtes-du-Nord. Elle intéresse tout le littoral breton. Elle a pris corps comme complément aux préoccupations purement économiques. C'est dans un esprit de sauvegarde de l'environnement que les perspectives de développement se sont profilées. A l'échelon régional, la réflexion est partie de la réunion des conseillers régionaux en date du 25 mars 1972 à Pontivy. Un comité technique a été alors composé de cinq chargés d'études sous la direction du Service de l'Equipement et du Logement. "L'Atelier" a été aidé jusqu'ici par la Société de Recherche Pluridisciplinaire d'Aménagement (S.O.R.E.P.A.). La méthode de travail est fondée sur la technique des scénarios¹. Elle se décompose en trois temps : l'analyse dynamique, l'élaboration des hypothèses et le choix du schéma définitif. La "base dynamique" réunit les facteurs d'évolution, les décrit, les jauge et en tire des hypothèses. L'élaboration de ces dernières s'opère, volontairement, en fonction d'un seul facteur que l'on fait évoluer dans différentes directions ; c'est le "cheminement". L'avantage en est pédagogique : la concertation avec les élus, les associations, les professionnels ... doit s'en trouver éclairée, doit mettre en évidence toutes les conséquences de telle ou telle option. L'utilisation commode de cette démarche se fait alors à l'envers, par déroulement de l'image finale (la spirale) en retournant aux données de bases supposées.

1 - En voir l'exposé concret pour la Bretagne dans "Aménagement et nature, information interdisciplinaire internationale n° 40 (1975-1976). Revoir aussi schéma général d'aménagement de la France : "Scénarios pour les villes moyennes : deux avenir possibles", Travaux et recherches de prospective, n° 48, La documentation française, 1974, 204 p.

Ainsi, plusieurs "scénarios" apparaissent, et non un seul. L'aménagement n'est pas conçu ici comme une image idéale, mais comme la résultante d'une série de choix à différents niveaux et différents moments.

L'Atelier a dégagé dans un premier temps (en 1974) ce qu'il a appelé des "actes d'aménagements" souhaités, exprimés, par les élus, à travers leurs discours : 69 "actes" étaient répertoriés. Ensuite, des "options partielles d'aménagements" regroupaient les "actes" : 3 principales pour l'agriculture en Bretagne, 9 pour l'industrie ... ; 26 au total, apparaissaient sur sept cartes¹. Reposant sur les bases et les hypothèses passées aux cribles des réunions contradictoires des élus, associations, professionnels ... trois scénarios ont vu le jour². Deux mécanismes expliquent les scénarios : l'endogène et l'exogène. Le troisième tente de combiner les deux. Au cours des vingt dernières années l'essentiel du développement s'est opéré selon le mécanisme (et le scénario 2) : par exemple , apparemment, à Loudéac; par exemple, sûrement à Lannion ...

Les trois scénarios ont été présentés aux conseillers généraux : ceux-ci ont tous choisi l'endogène, sauf pour Saint-Pol-de-Léon où s'était auparavant produit un développement endogène et où les habitants ont sans doute vérifié qu'un tel style n'est pas suffisant.

Le scénario retenu pour les Côtes-du-Nord découpe le littoral en quatre secteurs principaux axés l'un sur Lannion (Trégor) et les autres, sur Paimpol (Goëlle), Dinan et Saint-Brieuc. Ces secteurs sont appelés "unités d'accompagnement" (U 3 Baie de Saint-Brieuc et U 4 de Trégor-Goëlle), ou "Unités de transition" : U 2 des 3 baies et du pays de Dinan. Au pays de Saint-Brieuc correspondent les secteurs n° 5 et 6, mais le 6 déborde sur le Trégor

-
- 1 - "Schéma d'aménagement du littoral breton et des Iles", documents en six fascicules intitulés : "Le littoral breton", 1975, ronéoté. Ensemble de rapports et d'hypothèses d'une cinquantaine de pages chacun.
 - 2 - Voir un premier document dit "schéma provisoire" mis en consultation auprès des 345 communes littorales de Bretagne et repoussé par la majorité des élus locaux (automne 1974) puis les 14 fascicules de l'Atelier, par section de côte bretonne, publiés en 1976

et le 5 s'arrête à Erquy. Tel quel, ce pays selon le scénario n° 1 (retenu) voit se renforcer ses structures actuelles afin de les rendre plus compétitives. Reconnu comme zone d'élevage, on y développera l'agro-alimentaire et l'industrie mécanique agricole. Lieu de pêche, on en exploitera les ressources au mieux. Les cartes précisent quelque peu ces indications.

On ne peut cependant manquer d'être déçu par les propositions qui restent vagues, et qui se veulent telles de manière à refléter un jour, réellement, la succession des choix à venir.

Le schéma du littoral du pays de Saint-Brieuc, comme dans les autres secteurs de la carte, suppose une solidarité armor-argot, non explicitement perçue au départ, et maintenant réclamée.

Retenons ici que le développement proposé ne s'est pas arrêté à la seule vocation portuaire de Saint-Brieuc. Le pays de Saint-Brieuc a été vu comme un espace autant agricole que maritime. L'opération se voulait attentive et non directive. Elle s'oppose au S.D.A.U. que nous analysons plus loin.

De par sa nature, sa préoccupation initiale - le littoral -, le schéma fait la part plutôt belle à l'activité d'armor. Ce faisant, on peut lui reprocher de voir flou parce que, justement, il essaie de voir loin. Il nous laisse imaginer le pays de Saint-Brieuc plus qu'il ne le circonscrit.

V - LA REALITE IMMEDIATE ET A MOYEN TERME.

A) La réalité immédiate.

a) Le rôle administratif et relationnel de fait de Saint-Brieuc.

La difficulté d'élaborer des hypothèses et des plans de développement, d'en entrévoir le sort, même à court et moyen terme, nous invite à reconsidérer les données élémentaires de la géographie du département. Sur la carte des relations potentielles, nous avons retenu quatre déterminants aussi modestes que fondamentaux : la distance kilométrique à la ville, celles à la gare, au lycée, à la maternité. La superposition et la combinaison des quatre font ressortir des espaces plus ou moins favorisés. Les plus favorisés n'appartiennent pas forcément à l'armor. Telle commune du Trégor paraît

tout aussi à l'écart que le Mené. Par contre, telle autre qui se dirait volontiers d'argosat comme Saint-Brandan ou Plouvara se trouve bien placée. Sur cette carte, le département s'ordonne de façon assez harmonieuse en fonction de son chef-lieu, que l'on appartienne à l'armor ou à l'argosat. Ces indications nous inclinent à essayer de mieux cerner le rôle de Saint-Brieuc de quelque côté que l'on se tourne.

b) Saint-Brieuc : la ville elle-même : le rôle commercial.

Le moyen le plus simple d'appréhender le rôle de Saint-Brieuc est sans doute d'examiner celui-ci sous son angle commercial. Pour comprendre ce rôle commercial de Saint-Brieuc par rapport à son enveloppe rurale observons le commerce de détail. L'implantation des grandes surfaces commerciales au cours de ces dernières années a été l'occasion pour les firmes intéressées et la Chambre de Commerce et d'Industrie des Côtes-du-Nord d'étudier de plus près les réalités et les potentialités de la consommation dans l'enceinte de Saint-Brieuc et dans sa banlieue immédiate ou lointaine¹.

De toute cette documentation, il est ressorti, et maintenant admis, que Saint-Brieuc est une ville très attractive². Le marché de Saint-Brieuc ne se limite pas à la ville. Il draine une part importante du département, part variable bien sûr selon la nature des produits. Pour les produits alimentaires la zone d'attraction est plus faible que pour les autres biens. Toutefois, les grands magasins (Nouvelles Galeries, Monoprix, Paris-France, Codec ...) touchent une clientèle plus éloignée. En 1965, le C.R.E.F.E. reconnaissait donc une zone d'attraction briochine forte dans un rayon de 8 à 10 km³. Sur cette base et à partir du recensement de 1968, la Chambre de Commerce et d'Industrie délimitait une zone englobant 31 889 habitants (ville de Saint-Brieuc exclue)⁴. Au-delà de cette zone forte, l'auréole s'estompait mais mon-

1 - Voir ROPARTZ (M.), "Le commerce de détail sédentaire à Saint-Brieuc", m. de m., 1970 ; les rapports de la Chambre de Commerce et d'Industrie des Côtes-du-Nord, en particulier celui de 1970 et les cartes du C.R.E.F.E. en 1965 sur les zones d'attraction des différentes villes du département (déjà cité).

2 - La revue mensuelle "Vendre", n° 511, mai 1970, classe St-Brieuc au 42e rang des villes françaises à ce point de vue.

3 - Voir Bulletin de conjoncture régionale, 1er trimestre 1965.

4 - Et compte tenu de l'installation des hypermarchés réalisée entre 1965 et 1969.

trait cependant un rôle incontestable du chef-lieu.

L'importance du commerce de détail dans la ville de Saint-Brieuc se lit sur le plan mais les différents secteurs urbains se dessinent nettement : en 1970, 52 % des commerces exceptionnels se situent au centre ville.

VENTILATION DES COMMERCES DE DETAIL, PAR ACTIVITE, SUIVANT LES SECTEURS URBAINS en 1970							
	Total Commerces	Commerces banaux		Commerces occasionnels		Commerces exceptionnels	
Centre Ville	449	81	18,04 %	133	29,62 %	235	52 %
Axes	175	48	27,43 %	95	54,28 %	32	18 %
Carrefours	56	28	50,00 %	28	50,00 %		
Reste Ville	246	100	40,65 %	108	43,90 %	38	15 %
Total ville	926	257	27,76 %	364	39,30 %	305	32 %

Tableau n° 72.

Sources : Chambre de Commerce et d'Industrie

Les axes de la ville ont le plus fort pourcentage de commerces occasionnels et les carrefours celui des commerces banaux. La répartition d'ensemble des commerces montre un centre ville très chargé d'une façon générale. L'évolution globale des établissements est à la diminution. Les établissements sont passés de 975 en 1959 à 931 en 1962, et 960 en 1968. Ils sont vraisemblablement de l'ordre de 850 en 1976¹.

Les créations n'ont pas intéressé que les quartiers nouveaux, au contraire. Le centre ville a supporté plus de 45 % de ces créations. La fonction de ville-centre de Saint-Brieuc s'affirme depuis. En même temps la population y décroît au profit de l'extension des quartiers périphériques.

1 - La Chambre de Commerce et d'Industrie n'a pu nous en fournir le nombre exact. Le chiffre avancé a été calculé en fonction du nombre d'électeurs inscrits à la Chambre.

De 1962 à 1968, la population dans les trois quartiers centraux (01 - 05 et 06) sur lesquels empiète très largement le centre-ville a accusé une baisse de - 8,33 %.

EVOLUTION DE LA POPULATION DES QUARTIERS CENTRAUX de 1962 à 1968			
	1962	1968	Variation
Quartier 01	8 284	7 347	- 11,3
Quartier 05	6 288	5 642	- 10,2
Quartier 06	2 611	2 763	+ 5,82
<u>Total</u>	17 183	15 712	- 8,56

Tableau n° 73.

Sources : Recensements de la population de la commune de Saint-Brieuc ; 1962 et 1968, I. N. S. E. E.

Il en résulte une physionomie bien typée de Saint-Brieuc dont le cœur est de plus en plus commerçant mais dans le secteur du commerce exceptionnel, ce développement et cette spécialisation supposant l'attraction d'une clientèle sinon nombreuse du moins riche.

Il aurait été intéressant de mesurer exactement le fait en dehors des indications des cartes dressées à l'occasion de la préparation du VIIe Plan¹. Nous nous fions ici seulement à des enquêtes personnelles partielles, vécues mais trop fragmentaires. Il ne nous semble pas téméraire pourtant d'affirmer ce rôle commercial de Saint-Brieuc dans son "pays". Inversement, des exploitants investissent dans le chef-lieu. Là aussi la question est délicate² mais certaine. Saint-Brieuc aspire donc l'argent des ruraux au sens large, par le biais des biens de consommation et parfois celui des biens de placement. L'aspect commercial du rôle de Saint-Brieuc dans son "pays"

1 - = Sources = Comité d'expansion des Côtes-du-Nord

2 - Surtout lorsqu'il s'agit d'investissement de primes agricoles.

n'est que le plus visible. Les autres aspects sont tout aussi importants. Le rôle bancaire par exemple repose sur des liens sérieux entre le chef-lieu et la campagne. La Caisse d'Epargne, le Crédit Agricole drainent l'espace rural. Les assurances et réassurances agricoles de la S. A. M. D. A., par exemple, font de même¹. De leur côté, les 20 000 scolarisés² de Saint-Brieuc représentent en gros le tiers de la population briochine. Au recensement de 1975 les cadres administratifs supérieurs et moyens et les professions libérales arrivent à 10 % environ de la population active et les employés de bureau à 18 %. L'ensemble du tertiaire dépasse les 50 %. On peut dire que Saint-Brieuc est une ville tertiaire.

Ce rôle n'est pas original pour une ville chef-lieu vis-à-vis de son pays au sens large mais il est particulièrement intense parce que les autres villes ont été jusqu'à une époque très récente quasiment insignifiantes³.

C'est en partie pour organiser cette influence de Saint-Brieuc à travers son "pays" et au-delà, en partie pour la ramener à des limites plus raisonnables que le département a été couvert de S. D. A. U. et qu'on a établi celui de Saint-Brieuc même. Ce faisant, le rôle de Saint-Brieuc se trouve redéfinit dans son espace propre, au sein de la dualité armor-argot. Nous analysons maintenant ce "pays" de style technocratique.

B) La réalité à moyen terme : le S. D. A. U.

Les S. D. A. U. ont été découpés en fonction des zones d'attraction mais pour Saint-Brieuc le S. D. A. U. offre une certaine réalité géographique, même s'il déborde au Sud, sur la ligne de partage des eaux car, en fait, il s'arrête là où les densités de population fléchissent. Sa limite occidentale est celle, en gros, du breton (sauf pour Plouagat qui est bretonnant) : c'est là une considérable coupure ; les habitudes ne sont pas les mêmes de part et d'autre de la limite linguistique. Par exemple, à Châtelaudren on lit sur-

-
- 1 - MEVELLEC (P.), "Le capitalisme et son financement dans l'agriculture", C. R. E. F. 1971, n° 2, 43 p.
 - 2 - Voir la carte scolaire de l'Atlas de Bretagne et son commentaire.
 - 3 - Revoir les chapitres, plus haut, sur l'économie avant 1950.

tout Ouest-France, à Guingamp, le Télégramme. A l'Est, dans la partie gallo, les communes qui échappent au S.D.A.U. de Saint-Brieuc regardent franchement vers Dinan.

Le S.D.A.U. intéresse 75 communes. Il a été élaboré au cours des années 1972-1973-1974 et approuvé en 1975¹. Il fixe les grandes orientations retenues pour le développement de la région qu'il concerne, sans en préciser le détail qui revient aux P.O.S. Le S.D.A.U. est à l'essai jusqu'en 1978.

Le cas de Saint-Brieuc est assez différent de celui des communes où n'existait aucun plan d'urbanisme. A Saint-Brieuc ^{on} possédait un précédent plan directeur d'urbanisme. En effet, l'aménagement de la ville de Saint-Brieuc s'est fait dans les années antérieures à 1960 au coup par coup. Il a été, une première fois, repensé dans son ensemble en application des textes en vigueur à l'époque, dans le cadre d'un plan en date du 23 juin 1960. Jusqu'en 1969 les services municipaux et celui de l'Equipement ont statué sur les permis de construire en fonction de ce plan.

La loi d'orientation foncière du 30 décembre 1967, qui prévoyait les schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme (S.D.A.U.) et les plans d'occupation des sols (P.O.S.), a modifié cette manière de procéder. Mais en attendant la parution des textes d'application de cette loi d'orientation foncière, la ville a engagé une procédure pour l'étude d'un plan directeur du Groupement d'Urbanisme de Saint-Brieuc. Ce document a été approuvé le 29 juin 1971. Il était applicable sur treize communes : Hillion, Langueux, La Méaugon, Plédran, Plérin, Ploufragan, Pordic, Saint-Brieuc, Saint-Julien, Trégueux, Tréméloir, Trémuson et Yffiniac. Ce plan directeur du groupement d'urbanisme était une préfiguration du P.O.S. (du P.O.S. qui a été approuvé en 1975 et qui est à l'essai jusqu'en 1978). Par exemple, il prévoyait déjà la rocade Nord (en cours d'exécution en 1977), la zone d'habitation de la Croix Saint-Lambert, la rénovation de la place de la Grille ...

1 - Voir le document municipal de XIX planches de 1977, intitulé "Documents d'urbanisme", édité par l'atelier municipal. Ce document clôt une série de 5 publications commencée en 1972 dont les deux plus importantes furent le n° 3 (octobre 1973) : Saint-Brieuc : An 2000, volet A : Saint-Brieuc 1985 par G. MORVAN (20 p. ronéotées) et le n° 4 (janvier 1974) : L'Urbanisation de la banlieue briochine par J.Y. RIOU (66 p. ronéotées).

L'importance actuelle (en 1977) de l'aire urbaine de Saint-Brieuc est de 171 000 habitants (recensement de 1975) dont 78 900 dans l'agglomération étendue de Saint-Brieuc, c'est-à-dire comprenant Saint-Brieuc, Plérin, Ploufragan, Trégueux et Langueux. A l'intérieur de l'aire urbaine de Saint-Brieuc, il faut distinguer cinq autres groupements de communes :

- Saint-Quay-Portrieux - Etables - Binic	:	7 960 habitants
- Lamballe (agglomération)	:	10 170 "
- Pléneuf - Erquy	:	7 310 "
- Quintin - Saint-Brandan (partie)	:	5 300 "
- Châtelaudren - Plouagat	:	2 870 "

Moncontour, Ploëuc et Corlay sont considérés comme des relais vers les zones extérieures à l'aire urbaine. En dehors de ces cinq groupes de communes, le reste de l'aire correspond à une population de 58 500 habitants.

Le choix du parti d'aménagement devait se faire en tenant compte des contraintes de l'aire. Ces contraintes étaient de quatre sortes : celles dues au site naturel : la difficulté de franchir les vallées près de la côte, celle de la protection des sites littoraux ... ; celles imposées par le développement industriel de Saint-Brieuc¹ : infrastructure d'accueil ... ; celles résultant de l'urbanisation et de l'équipement récent ...

Cinq types d'aménagement au moins pouvaient être envisagés : développer l'agglomération de Saint-Brieuc d'une façon privilégiée ; créer, à proximité de Saint-Brieuc une ville nouvelle, faire de Saint-Brieuc un centre important mais équilibré par des pôles secondaires ; développer le bi-pôle Saint-Brieuc - Lamballe ; étoffer toutes les possibilités d'accueil et d'emplois sur toute l'aire.

Le parti retenu (le schéma 2) a été celui du bi-pôle Saint-Brieuc - Lamballe, le long de la R. N. 12 et de la voie ferrée Paris-Brest. Une zone industrielle importante sera créée, à long terme entre Saint-Brieuc et Lamballe. L'habitat pourra se développer dans les pôles secondaires intérieurs (Quintin, Châtelaudren, Plouagat) et les agglomérations littorales

1 - Voir SIMON (M.), "Les fonctions industrielles de Saint-Brieuc", Norois 1965, p. 449-458.

(Pléneuf, Erquy, Binic, Etables, Saint-Quay-Portrieux) dans un rayon d'une vingtaine de kilomètres. Le reste de l'aire sera principalement réservé à l'agriculture.

Le choix du développement d'une grosse agglomération Saint-Brieuc - Lamballe s'explique par le fait que sur le littoral Nord de la Bretagne, entre Brest et Saint-Malo, on ne rencontre pas de noyau urbain de grande taille. Le S.D.A.U. de Saint-Brieuc ne cherche donc pas à freiner l'équipement de l'armor, à la différence de celui de Lannion pour lequel la côte est déjà saturée.

A l'intérieur d'une assiette géographique, physique et humaine, assez nettement définie, le S.D.A.U. de Saint-Brieuc apparaît donc essentiellement comme la détermination d'un rééquilibrage raisonnable entre le chef-lieu et son espace immédiat. Cette nouvelle définition ne repose pas sur des solidarités de fait, sur un espace organisé par le bas, mais bien plutôt par le haut. Par contre, pour Lamballe, il existe un certain nombre de convergences qui expliquent un sentiment d'appartenance. On remarquera aussi qu'une fois de plus à travers l'aménagement de leur ville capitale, les Côtes-du-Nord se préoccupent d'abord de l'argot. L'importance de l'armor ne transparaît qu'en filigrane dans ce parti d'aménagement.

L'examen des réalités au pays de Saint-Brieuc nous ramène vers l'argot. Du côté de l'armor, la définition du pays de Saint-Brieuc semble plus aléatoire que du côté de l'argot. Mais le parti d'aménagement devrait peut-être raisonner à l'envers : quelle que soit la difficulté de faire de Saint-Brieuc et de son pays des hauts lieux d'armor, à fonction portuaire en particulier, il convient de le faire car que serai^{ent} cette ville et son pays sans cet armor ? A une époque où les conditions naturelles comptent de moins en moins dans le développement portuaire, l'extension du Légué n'est pas une utopie. Cependant, l'infrastructure urbaine des Côtes-du-Nord a été longtemps si légère que Saint-Brieuc se présente forcément comme la capitale du S.D.A.U. et du département tout entier, à la différence de ce qui se passe pour l'Ille-et-Vilaine par exemple, où le rôle de Rennes se trouve plus ou moins équilib-

bré par celui de Redon et celui de Saint-Malo. Dans les Côtes-du-Nord, seul Dinan pourrait distraire valablement une fraction du territoire à l'influence omniprésente de Saint-Brieuc.

LES PAYS : REFLEXION POUR UNE CONCLUSION.

Nous avons essayé de décrire les entités humaines qui semblent se dessiner au sein de l'espace rural des Côtes-du-Nord. Nous l'avons fait sans nous préoccuper de ressusciter à tout prix d'anciennes subdivisions qui auraient survécu aux aléas de l'histoire, c'est-à-dire, essentiellement, à la force centripète du chef-lieu de département. Nous souvenant seulement que "la géographie est science du mouvement et de la différence du mouvement"¹ nous nous devons d'observer les aspects mobiles de cet espace, leur cristallisation en certains points, et de leur éclatement en d'autres. Cela nous a conduit à raisonner dans le cadre des "pays".

Une définition toute prête - plus ou moins géographiquement stable - du pays nous était fournie par les comités d'action locaux et leur association. Au niveau régional et national les zones d'aménagement et leur contenu ont été souvent proposées, discutées, précisées². Cela nous a aidé.

1 - GEORGE (P.), "Difficultés et incertitudes de la Géographie", Annales de Géographie 1976, n° 467, p. 48-63.

2 - Communauté économique européenne - Commission, "Documents de la Conférence sur les économies régionales", vol. I et II, Bruxelles, 6-8 décembre 1961, publiés par les Services des Communautés Européennes, 457 p. et 240 p. et rapports de groupes d'experts sur "la politique régionale dans la communauté économique européenne", Bruxelles 1964, publiés par les mêmes services, 404 p. dont celui de Ph. LAMOUR, "Les principes de la politique suivie en France en matière de développement économique", p. 92 à 101 suivi en annexe des "Moyens de l'action régionale l'activité industrielle", du même auteur p. 102 à 108 et celui de M. BLOCH-LAINE, "L'adaptation des administrations aux problèmes régionaux en France", p. 374-385.

- C.E.L.I.B., "Bretagne, une ambition nouvelle", Bretagne Information et action, Revue du C.E.L.I.B., "La promotion des pays" par M. de Sagazan, Supplément n° 19-20, décembre 1973, XVI p. ; HOUEE (P.), "Quel avenir pour les ruraux ?", éd. ouvrières 1974 et in Economie Rurale

Le rapport Guichard¹ a fait l'objet de journées d'études pour les responsables des structures de pays et des hommes politiques de la Région² au cours desquelles zonage et pouvoir de décision ont été analysés par référence aux structures administratives en place et à celles qui pourraient se substituer à elles, le rapport Guichard étant jugé trop jacobin dans son ensemble.

De son côté, le Commissariat Général au Plan a souhaité qu'on tienne compte des pays comme nouveau cadre d'aménagement et de développement, reconnaissant que l'espace français est semé de "particularismes qui se conjuguent et se confortent pour constituer des unités de vie locale", même si "ces unités n'ont pas de traduction institutionnelle"³. Le Commissariat reconnaît que la délimitation de ces unités peut se fonder sur des critères liés aux pratiques sociales contemporaines (fréquentation des services collectifs, migrations quotidiennes, habitat, emploi ...). Il se dit frappé d'observer que "de telles délimitations sont rarement éloignées, en milieu rural, de la tradition historique et culturelle, elle-même liée aux caractéristiques morphologiques et climatiques, aux structures agraires". Il s'agirait, en somme, de faire revivre des possibilités de politique locale tombées en déshérence.

Localement et d'un point de vue national, une certaine convergence se fait donc jour sur la notion de pays en Bretagne. La préparation du VIIe Plan a tenu compte des pays. La carte du sentiment d'appartenance est le do-

.../... n° 99-100, janvier 1974, "Animation et développement régional en milieu rural français".

- A.C.E.A.R. (bulletin d'information)

n° 7, Dossier Pays fascicule n° 1

n° 8, " " " n° 2 "les politiques régionales"

n° 10, " " " n° 3 "les contrats expérimentaux de 1975"

n° 11, " " " n° 4 Choix des candidatures 1976

n° 12, " " " n° 5

- J.O., "Avis et rapports du Conseil Economique et Social, 18 juin 1976.

- D.A.T.A.R., "Dossier contrats de Pays", mai 1976.

- C.N.A.R., "Assises nationales des pays et comités d'aménagement rural Vitré 28 et 29 mai 1976 ; 68 p. ronéotées.

1 - "Vivre ensemble", 1ère édition 1976.

2 - Notamment à Rennes, début 1977.

3 - Commissariat Général du Plan, "l'aménagement rural au cours du VIIe Plan", Rapport soumis à la Commission de l'aménagement du territoire et du cadre de vie par le groupe de travail - "aménagement des zones rurales et de leur armature urbaine", mars 1976, 78 p. ronéotées.

cument qui pourrait faire le joint entre les aspirations in situ et cette affirmation des pays par les organismes locaux et des instances de portée nationale. A l'échelle de la Bretagne, on ne peut manquer d'être frappé par la faiblesse de l'expression de ce sentiment d'appartenance, sauf exception, celle du pays bigouden en premier lieu. De plus, des espaces quasiment vides se profilent à côté des mieux circonscrits. Il s'en suit des délimitations beaucoup moins sûres, des franges considérables. Dans les Côtes-du-Nord, le pays le plus nettement perçu, le Mené, présente quelques incertitudes, tant en direction de celui de Loudéac, que de celui de Broons et de Penthievre, celui de Broons n'existant peut-être pas. Nous avons vu également combien il est délicat d'affirmer qu'il existe un pays de Guingamp par rapport au Trégor, et Trégor indépendant du Goëlle... Ces fluctuations ressenties, nous avons donc suivi les caractères qui nous ont paru dominants pour y accrocher un pays, pour en saisir l'essentiel, le plus solide. Cela ne nous a pas conduit systématiquement au découpage des comités locaux.

Dans le souci de coller à la réalité, nous nous sommes souvent accroché à l'impact économique pour cerner un pays, l'ère d'extension d'une coopérative, une zone de production, les marques d'un style démographique... C'est la nécessité technique qui a guidé alors la réflexion sociologique, philosophique du pays. En ce cas la géographie n'était que la transcription actuelle d'une manière de produire, ou non-produire, d'imprimer les marques de la vie dans un certain espace. Forcément, cette "impression" se faisait plus ou moins fortement selon les endroits, esquissant des pôles et laissant dans le flou les abords. C'est alors que nous avons osé parler de pays à partir de ces relevés, comme si un pays devait forcément être organisé à partir d'une activité.

L'impression la plus frappante de ce tableau des regroupements de différente sorte à travers l'espace a trait à l'atténuation très nette - pour ne pas dire la disparition - de l'opposition économique entre armor et argoat. Jusqu'au milieu du XIXe siècle, nous ne nous lassions pas d'insister sur cette dualité de fond. A partir de cette date les valeurs se brouillent, se nuancent et en certains endroits se renversent. La restructuration de l'espace ne tient compte de la position géographique que de façon indirecte. Lorsque l'armor

présente encore des avantages, il s'agit plutôt de prolongements d'une situation passée que d'atouts présents. Il y a bien encore un armor et un argoat dans les Côtes-du-Nord mais il ne suffit plus à classer les pays.

De même, le partage entre Bretonnants et Gallos, s'il est encore perceptible, n'est plus fondamental. Le dynamisme, comme son contraire, peuvent être observés aujourd'hui de part et d'autre de la frontière linguistique.

Si la nouvelle géographie fait fi en grande partie des données traditionnelles, renie-t-elle pour autant le cadre départemental ? Verserons-nous pour finir dans le "travers" de tout un courant de pensée géographique - le principal - pour lequel "l'importance des rattachements administratifs des territoires ... n'apparaît souvent qu'en conclusion ?"¹.

Pour renier l'unité fondamentale de l'espace rural des Côtes-du-Nord, en dégager plus fortement, tout bien pesé, les nuances avant les ressemblances, il aurait fallu que Saint-Brieuc se présentât comme le chef-lieu de son propre pays avant d'être celui de tout le département - or il n'en est rien -. Sise en armor, la ville se préoccupe surtout d'argoat, sans se substituer pour autant aux pôles secondaires.

1 - Voir la conclusion p. 42 de l'article de M. Berger, Ch. Gillette et M. C. Robic : "L'étude des espaces ruraux français à travers trois quarts de siècle de recherche géographique : l'exemple des thèses de doctorat d'Etat", p. 3 à 52 in "Réflexion sur l'espace rural français - Approches, définitions, aménagement", septembre 1975. Laboratoire de géographie rurale de l'Université de Paris I, E. N. S. Fontenay-aux-Roses, 165 p. ronéotées.

CONCLUSION GENERALE

"Les Côtes-du-Nord, espace rural ?" Au terme de cette étude, pouvons-nous répondre à la question ?

De prime abord, rien ne nous avait paru moins certain. Pas plus que l'ancien évêché de Saint-Brieuc, le département n'offrait d'unité au départ, bien au contraire. L'observation minutieuse des composantes du milieu rural sur le pourtour de la Baie de Saint-Brieuc, puis dans le cadre du département, nous avait d'abord conforté dans une géographie des oppositions, des appartenances physiques et historiques différentes. Du pays gallo au pays bretonnant, de l'armor à l'argosat, tout militait en faveur de l'éclatement. Nous avons montré que ce quadruple partage a pesé lourd et longtemps, qu'il caractérise la vie des Côtes-du-Nord jusqu'au milieu du XXe siècle ; pire, qu'il a sans doute contribué au maintien du retard général.

Avec le renversement global des tendances démographiques, amorcé en 1968, confirmées en 1975, avec le désenclavement, la décentralisation industrielle et surtout l'éclosion de pôles moteurs dans l'économie agricole, vers 1960-1965, cette géographie du carcan a sauté. L'argosat, si longtemps considéré comme défavorisé par rapport à l'armor, a pris la tête du progrès en certains secteurs de la production, celle du lait notamment. Fortement marqué par la dépopulation de la fin du XIXe siècle et la première moitié du XXe siècle, l'intérieur n'est plus seulement le pays que l'on quitte. L'armor traditionnellement envié pour la richesse de ses sols, ses engrais

venus de la mer, son climat privilégié, ses cultures faciles et rentables, l'armor de la "ceinture dorée" se voit en de nombreux endroits distancé. D'autre part, les caractéristiques propres au pays bretonnant et celles du pays gallo se sont estompées sur beaucoup de plans : l'abandon de la langue bretonne par les moins de 45 ans n'est qu'un signe très extérieur de ce rapprochement dans le comportement entre la Haute et la Basse-Bretagne.

Mais ces bouleversements n'ont rien eu de systématique. Telle commune, ou telle exploitation, du cœur de la Bretagne offre aujourd'hui encore une image vieillotte, et, précisément, déphasée. Les oppositions se disposent donc de façon moins simple qu'autrefois ; maintenant elles se situent au cœur des anciens blocs, souvent à l'intérieur même des villages.

Cependant, de nouvelles tonalités dominent des espaces entiers, généralement plusieurs cantons ensemble. Ces styles émanent presque toujours d'une personnalité locale. On pourrait dessiner des fiefs, aux formes d'ellipses irrégulières, plus ou moins fluides, selon les années, plus ou moins grandes, selon les endroits, interférant rarement. Pour le moment, ces leaders de la génération en place ont la cinquantaine. Ce sont, pour la plupart, des hommes formés sur le tas, avec le certificat d'études pour tout bagage. Les nombreuses descriptions de ces réussites individuelles nous permettent d'affirmer que ces maîtres de l'économie agricole de l'instant ne doivent pas leur percée à des conditions favorables au départ. Ils ont eu en commun une idéologie généreuse, plus ou moins pragmatique. Ce ne sont pas eux à proprement parler qui dominent tel ou tel pays, mais leur manière d'être paysan breton à l'heure actuelle. Ainsi, notre étude nous conduit à réhabiliter le rôle des hommes, à penser, qu'au XXe siècle plus que jamais, la première place peut revenir à l'esprit, et non à la technique.

Dans ce "supplément d'âme" - qui mène à un surcroît de technique de toute manière - Bretonnants et Gallos n'ont rien à s'envier. Fortement épaulés par la rénovation des structures dans le cadre du département, ils ont pu s'observer et réagir selon leurs caractères indélébiles. Ils ne sont pas allés chercher leur modèle dans les départements bretons entièrement bretonnant - le Finistère - ou entièrement gallo : l'Ille-et-Vilaine. L'habitu-

de bientôt bicentenaire de regarder vers le chef-lieu départemental a joué son rôle à fond. La fonction administrative a produit ses fruits. Plus homogènes physiquement que le Morbihan disposé en trois bandes longitudinales (une littorale, une moyenne et une franchement intérieure), les Côtes-du-Nord se sont mieux ramassées autour de leur chef-lieu. Bien plus, nous avons vu qu'une sorte d'"Y", axé sur Saint-Brieuc, y porte les plus significatifs des changements.

Le département constitue donc bien ^{un} espace rural, avec tout ce que cela signifie non pas de monotone, mais de nuancé, de mouvant, de vivant. Notre géographie est tout simplement une géographie humaine. Elle n'est pas retracée pour longtemps, elle n'est pas une description fixée, un terme, mais un appel aux commencements, sans que tarissent jamais la terre et les hommes de cette contrée. Si la perception du pays y est vive en quelques endroits, les pays eux-mêmes sont encore à préciser. Est-ce à dire que l'espace rural, intérieur aux Côtes-du-Nord, n'est qu'un agrégat ? Pas du tout. S'il y a nuances - et nous nous sommes attaché à les souligner chaque fois - une tonalité d'ensemble se dégage. Il y a bien un espace rural propre au département, sans doute moins homogène que celui du Morbihan. Mais, par différence cette fois-ci avec le Finistère d'une part et l'Ille-et-Vilaine d'autre part, on ne peut manquer d'être frappé par la solidarité spatiale qui se double, dans une certaine mesure, localement, d'une solidarité sociale, au sein des pays.

La dernière question que nous nous poseront - la plus importante - est celle de l'utilité de notre étude. A quoi peut servir une "défense et illustration du département" ? et une analyse de ses pays ? Après bientôt 200 ans d'existence n'est-il pas évident que le département est une réalité ? La remarque est-elle valable ailleurs ? Peut-on concevoir et promouvoir une géographie départementale ? On s'est si longtemps accroché aux montagnes, au relief pour décrire un pays ! Il y a bien d'autres choses que la montagne et les plateaux pour concevoir un espace, le Jura par exemple : le "vent", le buis, l'atmosphère provençale de l'été, mais aussi le fatalisme des cultivateurs, le mépris des Bressans, les églises romanes, la dépopulation du

XIXe siècle en "avance" de cinquante ans sur la Bretagne ...

Tant qu'à faire ne devrions-nous pas regretter d'avoir choisi les Côtes-du-Nord : plus de 500 000 habitants, 40 000 exploitations, 2 millions de cochons, 400 000 vaches, et, surtout, presque les plus acharnés des Bretons ... Mais alors il nous faudrait regretter la vie même, la destinée, les changements, la géographie qui n'est pas elle-même sans le mouvement, et surtout regretter d'être devenue un peu bretonne, à moitié, comme le département des Côtes-du-Nord à demi bretonnant. Comment être à moitié bretonne et comment ne pas rester francomtoise irrémédiablement ?

Notre travail a tour à tour bénéficié, et pâti, de notre double appartenance. Que le lecteur l'admette, et nous admette, s'il est breton.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

SOURCES

I - DOCUMENTS DE BASE

1) CARTES

Cartes topographiques

Au 1/200 000 : Brest (1942) Rennes (1944)

Au 1/100 000 : Guingamp (1958) Loudéac (1958) Pontivy (1973) Rennes
(1958) Saint-Brieuc (1958) Saint-Malo (1958)

Au 1/50 000 : Toutes les coupures intéressant les Côtes-du-Nord

Au 1/25 000 : Toutes les coupures intéressant les Côtes-du-Nord

Cartes géologiques

Au 1/320 000 : Cherbourg - Rennes 1857 (2ème édition)

Brest-Lorient 1857 (2ème édition)

Au 1/80 000 : Saint-Brieuc (1853) Morlaix (1856) (2ème édition)

révisée en 1930 - Pontivy (2ème édition) révisée en
1929 - Dinan 1853 révisée en 1928.

Carte pédologique de la France au 1/1 000 000

2) PLANS CADASTRAUX DES XIX ET XXe SIECLES

3) PHOTOGRAPHIES AERIENNES (toutes antérieures à 1966, sauf consultation
de tirages plus récents non officiels)

4) MEMOIRES DE MAITRISE DE L'UNIVERSITE DE HAUTE-BRETAGNE (abréviation :
m de m).

II - Tous documents communiqués par les SERVICES ET ORGANISMES administratifs ou professionnels ronéotés ou publiés.

A) Services administratifs

- Préfecture et ses services ou organismes rattachés dont le Comité d'expansion des Côtes-du-Nord
- D.D.A. Direction Départementale de l'Agriculture
- D.D.E. Direction Départementale de l'Equipement
- D.S.V. Direction des Services Vétérinaires

B) Tous organismes professionnels

- Chambre d'Agriculture des Côtes-du-Nord et ses différents services ou organismes dépendant notamment :
 - . l'Etablissement Départemental de l'Elevage
 - . le centre de gestion
 - . l'habitat rural
- La Fédération des Coopératives des Côtes-du-Nord
- La Fédération des CUMA

C) Etablissement public et régional (tous documents ronéotés).
et Mission Régionale (tous documents).

D) Dossiers d'études et de réalisations

I) Tous dossiers accessibles de la D.D.A.

II) De la D.D.E. (SDAU des Côtes-du-Nord) (P.O.S.)

Le point sur les SDAU (en 1977) :

- SDAU aire Centre-Bretagne
 - Projet livre blanc février 1972 : 193 pages ronéotées + cartes
 - Rapport juin 1974 : 44 pages ronéotées (document provisoire) + carte

SDAU en stagnation en 1977

- SDAU Centre-Ouest Bretagne (en stagnation)

- SDAU Saint-Brieuc : approuvé 1977
- SDAU Lannion en cours d'approbation à la Région en 1977
- SDAU Dinan en préparation pour être envoyé à la Région en 1977
- SDAU des "5 Rivières" en cours d'étude en 1977
- SDAU de Guingamp : non commencé

III - PUBLICATIONS

1) Revue et Bulletins d'intérêt général

ACEAR	Atelier central d'études et d'aménagement rural (bulletin)
Agra-alimentation	Hebdomadaire
An. agro	Annales agronomiques
AESC	Annales Economies, Sociétés, Civilisation
AHES	Annales d'Histoire économique et sociale
A. de G.	Annales de Géographie
BAGF	Bulletin de l'Association des Géographes Français
BAFES	Bulletin de l'Association Française de l'Etude des Sols
BSFER	Bulletin de la Société Française d'Economie Rurale
BSGF	Bulletin de la Société Géologique de France
BSPHG	Bulletin de la Société des Professeurs d'Histoire et de Géographie
Coopération agricole	(Revue)
Cahier des Ingénieurs agronomes	
CRAAGF	Compte rendu de l'Académie de l'Agriculture de France
CRAS	Compte rendu de l'Académie des Sciences
Economie rurale	
Etudes et Conjoncture - Economie Française	
IG	Information géographique
Information (l') Agricole (FNSEA - Paris)	
ITPES	Institut Technique de Prévision Economique et Sociale

Revue des Eaux et Forêts

Revue générale de Botanique

Statistique Agricole et "SERIE Etudes"

SCEES

Service Central des Enquêtes et Etudes

Statistiques

Statistiques et indicateurs des régions françaises (INSEE)

2) Revue et Bulletins d'intérêt régional ou départemental

Annuaire statistique régional (INSEE)

AB : Annales de Bretagne

Bulletin départemental de conjoncture

Bulletin de conjoncture régionale (mission régionale ; trimestriel)

Bulletin trimestriel de statistiques (INSEE)

Bulletin régional de documentation économique (Chambre de Commerce et d'Industrie de Rennes)

Bulletin de la Société archéologique des Côtes-du-Nord

BMSE : Bulletin et Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord

Bulletin de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Bretagne

CGPC : Chronique géographique des Pays Celtes (in AB)

Comité d'expansion économique et de productivité des Côtes-du-Nord

Etudes d'Economie Rurale (centre de recherches d'économie et de sociologie rurales de l'Ouest agricole)

Mémoire de l'Association Bretonne

MSHAB : Mémoire de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Bretagne

Nouvelle Revue de Bretagne

NOROIS

OCTANT : Cahiers statistiques de la Bretagne (Revue trimestrielle INSEE)

OUEST-INDUSTRIE

PENN AR BED

Revue celtique

Presse régionale ou locale, journalière ou espacée (publiée ou ronéotée)

Armor-Magazine

Bretagne économique (La) : mensuel de la Chambre régionale de Commerce et d'Industrie

Bretagne-Dimanche : de 1962 à 1971, puis à partir de 1975 :

Bretagne-Expansion : Journal du Centre d'Etudes et d'Action Sociales

Bretagne : information et action : revue du CELIB

Ouest-Atlantique : bulletin de l'Association Ouest-Atlantique

Ouest-France (quotidien)

Paysan Breton (hebdomadaire, journal de "l'office" de Landerneau)

Petit Bleu des Côtes-du-Nord (Le)

Télégramme (Le) (quotidien)

Trait d'Union des cultivateurs des Côtes-du-Nord (Le) : bimensuel de la
Chambre d'Agriculture des Côtes-du-Nord

Vie Bretonne (La) (ne paraît plus depuis 1969)

BIBLIOGRAPHIE

Les références exactes d'un ouvrage ou d'un article sont données au complet dans le texte lorsque celui-ci est cité pour la première fois. Par la suite, ces références sont rappelées de façon sommaire, avec la mention "op. cit."

A - Liste alphabétique des ouvrages d'intérêt général

Figurent ici les principaux ouvrages qui, à un titre ou à un autre, ont guidé ou infléchi la recherche, dans ses méthodes ou son contenu, par apport direct, par comparaison ou par la réflexion qu'ils ont entraînée.

ATREIZE - "La planification française en pratique". Initiation économique - Ed. Ouvrière. Paris - 1971 - 382 pages.

BARTHELEMY (D), BLANC (M), LACOMBE (P), LIFRAN (R) et POUPA (J.C) - "Les classes sociales dans l'agriculture". Recueil d'articles INRA Série Economie et Sociologie rurale - septembre 1975 - 63 pages. Surtout article de POUPA (J.C) "Force de travail paysanne et capital" p. 43-62 et sa discussion p. 63-64 qui reprend le problème de l'insertion du travail des exploitants dans le monde capitaliste (le point de vue est marxiste).

BEAUJEU-GARNIER (J) - "La géographie : méthodes et perspectives". Masson Paris 1971.

BEAUJEU-GARNIER (J) - "Les villes et leurs fonctions". In Expansion Régionale n° 60 - I/VI/72.

BEAUJEU-GARNIER (J) - "Les perspectives futures de l'agglomération parisienne" in Géographie et perspectives à long terme - Coconnier Sablé 1972 - 465 pages - p. 321-332.

BERGER (S) - "Les paysans contre la politique". Ed. du Seuil 1975 - 341 pages.

BOMER (B) - "Les paysages ruraux du bassin parisien méridional". Information géographique 1958 - n° 2 - p. 55-67.

BONNAMOUR (J) - "Le Morvan, la terre et les hommes". PUF 1973 - 454 pages.

BONNAMOUR (J), GILETTE (Ch) et GUERMONT (Y) - "Les systèmes régionaux d'exploitation agricole en France". E.R n° 43 et n° 44. 1971.

- BONNAMOUR (J) - "Géographie rurale, méthodes et perspectives". Masson Paris 1973 - 168 pages.
- BOUVIER (J), FURET (Fr) et GILLET (M) - "Le mouvement de profit en France au XIXème siècle, industrie et artisanat". Mouton Paris MCMLXV - 465 pages.
- BRUNET (P) - "Structures agraires et économie rurale des plateaux tertiaires entre la Seine et l'Oise". Caen 1960 - 552 pages.
- BRUNET (R) - "Les campagnes toulousaines". Privat Toulouse 1965 - 727 pages.
- CHOMBART de LAUWE - "Bretagne et Pays de la Garonne. Evolution comparée depuis un siècle (1840-1940)". 1946 - 118 pages.
- COMMISSION DE GEOGRAPHIE RURALE DU COMITE NATIONAL DE GEOGRAPHIE - 1973 - "La modernisation des campagnes". Colloque franco-polonais de Varsovie - 294 pages.
- DATAR - "Une image de la France en l'an 2000, scénario de l'inacceptable". Presses de la Société industrielle d'imprimerie 1971 - 169 pages.
- DATAR - "Survol de la France". Schéma général d'aménagement de la France avril 1972.
- DATAR - "Scénarios pour les villes moyennes". La Documentation Française 1974 203 pages.
- DUMONT (R) et de RAVIGNAN (F) - "Nouveaux voyages dans les campagnes françaises". Edition du Seuil 1977 - 312 pages - Ch. V "Paysans, travailleurs et Bretagne" redécrit Ker Anna. p. 104 et 105 et "ceux qui ont pris le train - et les autres".
- DUGRAND (R) - "Villes et campagnes du Bas Languedoc". 1963 - 638 pages.
- FAUVET et MENDRAS - "Les paysans et la politique". A. Colin 1958 - 533 pages.
- FEL (A) - "Les hautes terres du Massif Central". 1962 - 340 pages.
- FEL (A) - "Types d'évolution démographique de la France rurale". Geographia Polonica n° 29 - 1974.
- FENELON (P) - "Vocabulaire de géographie agraire". Publication de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de TOURS - Louis-Jean G.A.P. 1970 - 688 pages.
- FLATRES (P) - "Géographie rurale de 4 contrées celtiques : Irlande, Galles, Cornwall et Man". Rennes Plihon 1957 - 616 pages.
- FLATRES (P) - "Les structures rurales de la frange atlantique de l'Europe". Colloque Nancy "Géographie et histoire agraire". Annales de l'Est 1957 n° 21 - p. 193-202.

- FLATRES (P) - "La seconde révolution agricole en Finistère". E.R. n° 8 1963
55 pages.
- FLATRES (P) - "Cartographie de l'utilisation du sol dans le Nord - Méthodes
et résultats" Hommes et Terres du Nord - p. 8-34.
- FREMONT (A) - "L'élevage en Normandie : étude géographique". Thèse 2 volumes
1967 - 626 et 309 pages.
- FRIEDMANN (G) et coll - "Villes et campagnes". Colloque du CNRS 1951 - 473
pages.
- GAUTHIER (Elie) - "La dure existence des paysans et des paysannes". Paris
1950 - 188 pages.
- GAY (F.P) - "La Champagne du Berry". 1966 - 546 pages.
- GEORGE (P) - "Précis de Géographie rurale". PUF 1963 - 360 pages.
- GEORGE (P) - "Géographie et sociologie". PUF.
- GEORGE (P) - "Les méthodes de la géographie". PUF - 122 pages.
- GERVAIS (M) et SERVOLIN (Cl) - "Réflexions sur l'évolution de l'agriculture
dans les pays développés". in Cahiers de l'I.S.E.A. Série Ag.3
n° 143 novembre 1963 - p. 97-122.
- HOUÉE (P) - "Les étapes du développement rural". Editions Ouvrières 1972 -
2 volumes - 187 et 295 pages.
- HOUÉE (P) - "Quel avenir pour les ruraux ?" Collection "Développement et
Civilisations" Paris - Les éditions ouvrières - 1974 - 246
pages.
- HOFFMANN (S), KIND LEBERGER (Ch.P), WYLIE (L), PITTS (J.R), DUROSELLE (J.B)
et GOGUEL (F) - "A la recherche de la France". Le Seuil 1964 -
459 pages.
- INSEE - 1942 - "Les régions économiques de la France". 636 pages avec cartes
hors texte.
- JOLLIVET (M) - "Structure agraire et changement économique en agriculture".
Revue française de sociologie 1968 - p. 338-354.
- JOLLIVET (M) et MENDRAS (H) - "Les collectivités rurales françaises". A. Colin
1971 - 222 pages.
- JUILLARD (E) - "L'urbanisation des campagnes en Europe Occidentale". E.R. 1961
n° 1 - p. 18-33.
- JUILLARD (E) - "La genèse des paysages agraires" Annales - Economies -
Sociétés - Civilisations - 1961 - p. 993-1003.

- JUNG (J) - "L'aménagement de l'espace rural, une illusion économique". Calmann-Lévy 1971 - 406 pages.
- KLATZMAN (J) - "Les politiques agricoles". PUF 1972 - 224 pages.
- LARIVIERE (J.P) - "La situation démographique du Limousin". NOROIS n° 64 p. 537-550 - 1969.
- LARIVIERE (J.P) - "Le Limousin" : étude démographique". Thèse d'Etat 1975.
- LEBEAU (R) - "La vie rurale dans les montagnes du Jura méridional". Lyon 1955 Publication de la Revue de Géographie de Lyon - 602 pages.
- LEBEAU (R) - "Les grands types de structures agraires dans le monde". 2ème ed. Masson 1972 - 120 pages.
- LE LANNOU (M) Le Monde - "Les paysages agraires" : 13/01/1959... 14 mars 1977.
- LIVET (R) - "Habitat et structures agraires en Basse Provence". Thèse Lettres 1962 - 465 pages - Ed. Louis-Jean GAP.
- MACE (G) - "La propriété foncière des citadins en Mayenne". Thèse 3ème cycle. Rennes 1972 (ronéotée).
- MAINIE (Ph) - "Les exploitations agricoles en France". PUF "Que sais-je ?" 1971 - 126 pages.
- MALASSIS (L) - "Ruralité, éducation, développement". Collection Sciences Agronomiques - Masson 1975 - 127 pages.
- MELANGES offerts au Professeur A. MEYNIER - "La pensée géographique française contemporaine". P.U.B. Coconnier - Sablé - 710 pages.
- MENDRAS (H) - "La fin des paysans". SEDES Paris 1967 - 358 pages.
- MEYNIER (A) - "La commune rurale française". A. de G. t LIV - 1945 - p. 161-179.
- MEYNIER (A) - "Les paysages agraires". A. Colin 1967 - 192 pages.
- MICHELET (P) - "Tableau de la France". Ed. Société "Les Belles Lettres" Paris 1934.
- Ministère de l'Agriculture - Direction de l'aménagement rural et des Structures - La France Pauvre - Atlas - CTGREF Bordeaux - octobre 1972 - 42 planches.
- MONOD (J) - "La décentralisation tertiaire". in Revue politique et parlementaire - décembre 1972.
- PERPILLOU (A) - "Essai d'établissement d'une carte de l'utilisation du sol et des paysages ruraux en France". Mélanges Arbos 1953 p. 189-200.

- PHILIPPE (M) - "La vie rurale de la banlieue parisienne. Etude de géographie humaine". Colin 1956 - 592 pages.
- PINCHEM - "Structures sociales et dépopulation rurale dans les campagnes picardes". A. Colin Paris 1957.
- PITTE (Code rural et migrations intérieures en France. L'exemple de la Vienne et du Poitou-Charentes". Poitiers 1971 - 749 pages.
- PLUVINAG "Regards sur l'élevage bovin français et son avenir". Thèse doctorat 3ème cycle - Genin Paris 1971 - 394 pages.
- QUATREFAI - "Les attitudes face à l'industrialisation dans le milieu rural". Compte rendu de la journée d'étude organisée à Pessac (23 avril 1971) - 68 pages ronéotées.
- RABUT (O) "étrangers en France". Revue Population n° 3 - mai-juin 1973 . 620-649.
- RENARD (J) "évolutions contemporaines de la vie rurale dans la région nantaise" Editions Le Cercle d'Or - Les Sables d'Olonne - 12 pages.
- ROUPNEL (G) "Histoire de la campagne française" Paris 1932 in 12° Grasset 9 pages.
- SALAI (R) "évolution de l'emploi dans les pays du Marché Commun de 1958 à 1970". in Economies et Statistiques - janvier 1973.
- SERVOLIN (C) "absorption de l'agriculture dans le monde de production capitaliste" in Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques n° 184 : "L'univers politique des paysans" p. 41-77.
- St JULIEN (L) "La décentralisation industrielle en France : industrialisation régionale et espace d'accueil". Analyse de l'Espace n° 1 1974 - p. 118.
- VIDALENC (J) "société française de 1815 à 1848 : le peuple des campagnes". Librairie Paris 1970 - 401 pages.

B - Liste des ouvrages et articles traitant de la Bretagne en général parus depuis la fin du XVIIIe siècle à nos jours. Ces ouvrages sont énumérés non dans l'ordre de leur parution, ni dans l'ordre alphabétique de leur nom d'auteur, mais dans l'ordre historique des périodes dont ils traitent pour l'essentiel, et à tous points de vue.

Pour juger de la fiabilité des ouvrages les plus anciens mentionnés ici, se reporter à la bibliographie de DELUMEAU (J) (sous la direction de) - "Histoire de la Bretagne". Privat éditeur Toulouse - 542 pages - 1969 - et à MEYER (J) - "La noblesse bretonne au XVIIIe siècle". S.E.V.P.E.N. 1966, 2 tomes, 1292 pages.

RAISON du CLEUZIOU (A) - "La Bretagne de l'origine à la Réunion, son histoire, ses coutumes, ses moeurs". 4ème édition 1947. A. Prud'homme Saint-Brieuc - 377 pages.

FALC'HUN (F) - "Histoire de la langue bretonne d'après la géographie linguistique". PUF 1963 t.1 : 374 pages - t.2 : 63 pages.

LARGILLIERE (R) - "Les saints et l'organisation chrétienne primitive dans l'Armorique bretonne". Rennes Plihon 1925 - 271 pages.

GESLIN de BOURGOGNE (J) et de BARTHELEMY (A) - 1864 - "Anciens évêchés de Bretagne : histoire et monuments" Diocèse de Saint-Brieuc
t.1 1855 436 pages - t.2 1856 552 pages - t.3 1864 374 pages -
t.6 1864 459 pages - t.5 1879 377 pages - t.6 1879 436 pages.

MERLET (F) - "La formation des diocèses et des paroisses en Bretagne". Mémoires de la société d'histoire et d'archéologie de Bretagne - tome XXX 1950 - p. 5-61 et 137-172.

de la BORDERIE (A) - "Essai sur la géographie féodale de la Bretagne (avec carte des fiefs et seigneuries de cette province)". Rennes Imprimerie nouvelle 1889.

OGEE (J) - "Dictionnaire historique et géographique de la Province de Bretagne" VATAR Nantes MD CCLXXVIII - tome 1er CCLXXp + 252 pages.

FREVILLE (H) - "L'intendance de Bretagne" (1689-1790) - Thèse Lettres Plihon Rennes (1958) - 3 tomes - t.1 : 514 pages - t.2 : 382 pages - t.3 : 418 pages.

GOUBERT (J.P) - "Malades et médecins en Bretagne 1770-1790". Institut armoricain de Recherches historiques - Rennes Imprimeries Réunies 1974 - 508 pages.

YOUNG (A) - "Voyages en France pendant les années 1787-1788-1789" traduit par Lesage () Paris Guillaumin et Cie - 2ème ed. 1882 - t.1 : 382 pages - t.2 : 485 pages et traduction SEE (H) Colin MCMXXXI
t.1 : 495 pages - t.2 : 953 pages (spécialement) - t.3 : 1283 p.

- SEE (H) - "Les classes rurales en Bretagne du XVI^e siècle à la Révolution"
Paris - 1906.
- DUVAL (M) - "Economie forestière et civilisation dans l'Ouest au XVIII^e
siècle" Rennes 1959 - polycopié - 297 pages.
- FROTTIER de la MESSELIÈRE (Vicomte) - "La noblesse en Bretagne avant 1789".
Thèse Droit Rennes 1902 - 128 pages (manuscrit).
- BREKILIEN (Y) - "La vie quotidienne des paysans en Bretagne au XIX^e siècle".
Hachette 1966 - 336 pages.
- LA VALLÉE et BRION (L) - "Voyage dans les départements de la France, enrichi
de tableaux géographiques et d'estampes, par les citoyens J.
La Vallée et L. Brion". Paris 1797 - Brion 41 pages.
- JANIN (J) - "La Bretagne". 1844 - Paris - 628 pages.
- Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics - "Enquête
agricole de 1866 - Région bretonne". 2^{ème} série : enquêtes
départementales - Paris Imprimerie Royale MDLCLXVII - p. 107-
150 et 487-636 pour les Côtes-du-Nord.
- VALLAUX (C) - "L'évolution de la Basse Bretagne": A. de G. T.XIV - 1905 -
p. 36-51.
- LETACONNOUX (J) et MUSSET (R) - "Excursion géographique interuniversitaire
en Bretagne". A.B 1905-1906 - T.XXXII - p. 177.
- VALLAUX (C) - "La Basse Bretagne, étude de géographie humaine". Paris Société
nouvelle de librairie et d'édition 1907 - 317 pages.
- SIEGFRIED (A) - "Tableau politique de la France de l'Ouest sous la III^{ème}
République". Colin 1913 - 535 pages.
- LE BRAZ (A) - "La Bretagne". Renouard - H. Laurens - Paris 1935 - 252 pages.
- LE LANNOU (M) - "Itinéraire de Bretagne, guide géographique et touristique".
1937. Baillière - Paris - 295 pages.
- CHOMBART de LAUWE (J) - "Bretagne et Pays de la Garonne : évolution agricole
comparée depuis un siècle". PUF Paris 1946 - 188 pages (Thèse
Droit Paris 1945).
- CHOMBART de LAUWE (J) - "Pour une agriculture organisée - Danemark et Bretagne"
PUF 1949 - 192 pages.
- MEYNIER (A) et GUILCHER - "La XXXI excursion géographique universitaire (30
mars-4 avril 1948)". A. de G. 1949 - p. 1-16.
- LE LANNOU (M) - "Géographie de la Bretagne". Plihon Rennes 1950 - t.1 : 283 p.

- GAUTIER (E) - "La dure existence des paysans et des paysannes. Pourquoi les Bretons s'en vont : un siècle d'indigence". 1950.
- THEBAULT (A.M) - "Le territoire communal breton". A. de B. 1950 - CGPC p. 229-236.
- MUSSET (R) - "La France de l'Ouest" in "La France, géographie et tourisme" sous la direction de Faucher (D) - Larousse 1952 - t.II : 583 pages.
- PHLIPPONNEAU (M) - "Le problème breton et le programme d'action régionale. Un problème-type de la politique de développement des économies régionales". A. Colin 1957 - 175 pages.
- MUSSET (R) - 1958 - "La Bretagne". Colin - 220 pages.
- MALASSIS (L) - "L'économie agricole de la Bretagne". E.R. n° 31 mars 1960 p. 20-34.
- BOIS (P) - "Les paysans de l'Ouest". Paris 1960.
- PLEVEN (R) - "L'avenir de la Bretagne". Calmann-Lévy - 1961.
- FLATRES (P) - "La région de l'Ouest". Collection France de demain PUF - 1964 - 160 pages (avec la collaboration de BURNET (L)).
- PIERRE (M) - "La Bretagne". Ed. Les Grandes Enquêtes - 1966.
- PENN AR BED - n° spécial "La pollution des mers et des rivages" n° 50 : 1967.
- Notes et Etudes documentaires n° 3502 - 3503 - 1968 - "L'économie de la Bretagne" 109 pages.
- C.E.L.I.B. - Livre Blanc - Rennes 1969 - 170 pages.
- PHLIPPONNEAU (M) - "Debout Bretagne !". P.U.B. Saint-Brieuc 1970 - 530 pages.
- SERANT (P) - "La Bretagne et la France". Fayard 1971 - 440 pages.
- CELIB - "Bretagne, une ambition nouvelle". P.U.B. 1971 - 169 pages.
- Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale - Travaux de recherches de prospection. Mission déléguée et agence financière du bassin Loire-Bretagne "L'eau dans le bassin Loire-Bretagne" (projet de livre blanc) - Orléans - Presses du Val de Loire 1972 - 103 pages.
- NOEL (S) - "Rôle d'une SEMA d'équipement dans le développement régional : la SEMAEB - 1972 - 3ème cycle - 516 pages ronéotées + annexes.
- LE FLOCH (J.P) - "Recherches sur le tourisme rural (l'exemple breton)". Thèse pour le doctorat en Droit - novembre 1972.

- CHAMBRE REGIONALE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE BRETAGNE - Perspectives d'occupation économique de l'espace breton" fascicules ronéotés) 1973.
- CHEVALIER (J) - "L'image de la France de l'Ouest présentée par les organismes de promotion régionale". Supplément aux Cahiers du département de géographie de Caen - p. 21-36 - 1973.
- AREAR de Bretagne - "Typologie communale". (dossier de 5 cartes et commentaires) - 1973.
- ATELIER REGIONAL DE BRETAGNE : LE LITTORAL BRETON Série de fascicules (n° 1 à 12).
- Association Ouest Atlantique - "Connaissance de l'Ouest : économie" 2ème édition 1975 - 39 cartes-fiches - Imprimerie de Châtelaudren (Côtes-du-Nord).
- Association pour la réalisation de l'Atlas de Bretagne - Atlas de Bretagne Rennes - 1976.
- KRIER (H) et ERGAN (L) - "Bretagne de 1975 à 1985". Publiée par Informations et Conjoncture Paris - 1976 - 210 pages + LVII p.
- LAINE (Y) - "Europe, rends-nous la mer ! Négoce maritime, atout majeur de la Bretagne" CELIB Presses Université de Rennes 1976 - 216 pages + annexes statistiques.
- Service régional de l'équipement - Schéma d'aménagement du littoral breton "L'atelier régional de Bretagne présente : le littoral breton" 12 fascicules ronéotés de 150 pages environ chacun de mai 1975 à mai 1976.
- MEYNIER (A) - "Atlas et géographie de la France moderne : la Bretagne". Flammarion 1977 - 291 pages.
- Atelier Régional : "Schéma du littoral breton" dossier décembre 1973 non publié (10 cartes au 1/250 000) et dossiers publiés 1974, 1975, 1977.

C - Sélection d'ouvrages traitant spécifiquement des Côtes-du-Nord avant 1955 en totalité ou en partie, ayant effectivement servi à la thèse (l'ordre donné ici n'est pas celui de la parution des ouvrages, mais grosso-modo celui de la période à laquelle ils se rapportent, comme pour les ouvrages généraux sur la Bretagne).

SOURCES : - Archives départementales Série HB 83 : tableau géographique et statistique des Côtes-du-Nord (n° 1 - 1826)
- Série HB 156 Carte de Cassini

FROTTIER de la MESSELIERE (Vicomte) - "Géographie historique du département des Côtes-du-Nord". (avec cartes préhistorique, ecclésiastique, féodale, administrative et judiciaire de l'époque gauloise à nos jours). Extrait des Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord - 1938 - 31 pages.

3 thèses d'Etat concernant les Côtes-du-Nord :

- celle de VALLAUX (C) "La Basse Bretagne, étude de géographie humaine". Paris - Société Nationale de Librairie et d'Édition - 1907 - 317 pages.
- celle de GAUTIER (E) "Le problème de l'émigration bretonne étudiée à travers la situation économique et sociale des Côtes-du-Nord aux XIXe et XXe siècles". Thèse manuscrite Doctorat es Lettres 1154 pages - 1950.
- celle de GAUTIER (M) "La Bretagne Centrale, étude géographique". Thèse Lettres - Potier - La Roche-sur-Yon - 1947 - 443 pages.

nous dispensent de rappeler les références bibliographiques antérieures à ces thèses et auxquelles on pourra se reporter, notamment celle de MEYER J. dont la bibliographie critique nous a été très précieuse. Il s'agit donc, ici, pour nous d'une bibliographie sélective, celle d'ouvrages qui ont réellement été utilisés, qu'ils figurent ou non dans les thèses citées.

GAULTIER DU MOTTAY (J) - "Répertoire archéologique du département des Côtes-du-Nord". Prud'homme Saint-Brieuc 1884 - 557 pages.

GESLIN de BOURGOGNE et de BARTHELEMY (A) - "Anciens évêchés de Bretagne". Saint-Brieuc Guyon et Paris Dumoulin, de 1855 à 1879, 6 volumes in octavo - t.1 436 pages - t.2 552 pages - t.3 374 pages - t.4 459 pages - t.5 377 pages - t. 6 436 pages.

GESLIN de BOURGOGNE - "Études sur la Révolution en Bretagne principalement.

BOURGES (A) - "Les doléances des paysans bretons en 1789 (quelques cahiers de paroisses du territoire de l'actuel département des Côtes-du-Nord)". Saint-Brieuc 1953 - les P.B. - 175 pages.

- DUBREUIL (L) - "La vente des biens nationaux - la Révolution dans le département des Côtes-du-Nord". Etudes et Documents - Collection "La Bretagne et les Pays Celtiques". Champion Paris - 1909 - 311 pages.
- DURAND (R) - "Le département des Côtes-du-Nord sous le Consulat et l'Empire" (1800-1815) - Essai d'histoire administrative Rennes - Oberthur - 1925 - t.1 : 601 pages - t.2 : 485 pages.
- L'ANNUAIRE DES COTES-DU-NORD - existe aux Archives départementales des Côtes-du-Nord de 1836 à 1880 (à raison d'un volume par an, paru chez Guyon puis chez Prud'homme). Il fut interrompu en 1880.
- HABASQUE (F) - "Notions historiques, géographiques, statistiques et agronomiques sur le littoral du département des Côtes-du-Nord".
1er tome : Guyon Saint-Brieuc 1832 - XI p + 450 + rapport sur l'ouvrage par F. TAROT : 14 pages.
2e tome : Guyon Saint-Brieuc 1834 - VII p + 448 pages
3e tome : Jollivet Guingamp 1835 - XVI p + 445 + coup d'oeil sur l'ensemble du département des Côtes-du-Nord : 117 pages.
- FROTTIER de la MESSELIERE (Vicomte) - "Le territoire des Côtes-du-Nord". Bulletin et Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord - t LVIII - 1926 - p. 23-29.
- Annuaire des Côtes-du-Nord - 1833.
- MM LES INSPECTEURS DE L'AGRICULTURE (par) - "L'agriculture française" publié d'après les ordres de Monsieur le Ministre de l'Agriculture et du Commerce - Département des Côtes-du-Nord - Imprimerie Royale 1844 - 370 pages.
- AULANIER (A) et HABASQUE (F) - "Usages et règlements locaux du département des Côtes-du-Nord". Prud'homme - Saint-Brieuc 1851 (et 2ème édition 1905) 300 pages.
- JOLLIVET (B) - "Les Côtes-du-Nord, histoire et géographie de toutes les villes et communes du département". 5 volumes - 1854-1859.
- GAULTIER DU MOTTAY (J), VIVIER, ROUSSELOT - "Géographie départementale des Côtes-du-Nord" rédigée sur les documents officiels les plus récents. Guyon Saint-Brieuc 1862 - 843 pages.
- JOANNE (A) - "Géographie du département des Côtes-du-Nord". Saint-Brieuc 1878 - 59 pages.
- BAUDRILLART (H) - "Les populations agricoles de la France". t.I : Normandie et Bretagne - Paris - Hachette - 1885 - 638 pages.
- RIGAUD (J) - "Géographie historique des Côtes-du-Nord". Saint-Brieuc Guyon 1890 - 501 pages.

- VALLAUX (C) - "La montagne noire de Basse Bretagne". A. de G. 15 mai 1910
Tome XIX - p. 209-230.
- ARDOUIN-DUMAZET (V) - "Voyage en France". 5ème série (3ème partie) : "Haute
Bretagne intérieure 1914-1917". Berger-Levrault et Cie -
Paris - 412 pages - et 53ème série : Bretagne (6ème partie) :
Basse Bretagne intérieure 1910 - 389 pages.
- DIMOFF (M) - Ministère de la Guerre - Comité d'action économique de la Xème
région - "Le développement économique des Côtes-du-Nord,
agriculture, industrie, commerce". Guyon Saint-Brieuc 1919 -
VI p + 303 pages.
- CHAUSSIS (E) - "Les Côtes-du-Nord, nouvelle géographie départementale". Impri-
merie Moderne Saint-Brieuc 1926 - 75 pages.
- LE LANNOU (M) - "Itinéraires de Bretagne - guide géographique et touristique".
Baillière - Paris (non daté 1938) 295 pages.
- LE GUEN (A) - "L'économie agricole des Côtes-du-Nord" Thèse de Droit - Rennes
1950 - 208 pages (ronéotées).
- COURSAGET (J) - "Etudes sur l'équipement économique des Côtes-du-Nord". 1951 -
100 pages.
- GARGUET (J) - "Le développement économique des Côtes-du-Nord et l'action des
collectivités 1944-1954". Ed. Montsouris - 1954 Châtelaudren
150 pages.
- CHAMBRE D'AGRICULTURE DES COTES-DU-NORD - "Codifications des usages locaux
en matière agricole dans le département des Côtes-du-Nord".
Presses Bretonnes - Saint-Brieuc 1957 - 144 pages.
- MINISTERE DE L'AGRICULTURE - "Monographies agricoles départementales des
Côtes-du-Nord". Paris 1958 - 60 pages.
- SAUNIER (Cl) - "Géographie politique des Côtes-du-Nord". DES 1966 - 120 pages
ronéotées + cartes.
- CONSEIL GENERAL DES COTES DU NORD - Collection "Richesses de France" "Côtes-
du-Nord". Edition Delmas - 1974 - 154 pages.
- RIVIERE (D) - Notes et Etudes documentaires - La Documentation Française
"Les départements français : Côtes-du-Nord". n° 4125-4126
4127-4128 - novembre 1974.
- ATLAS DE BRETAGNE - Imprimerie Oberthur Rennes 1976.

D - Bibliographie, selon les thèmes de recherche

1 - CLIMATOLOGIE (selon l'ordre chronologique de parution)

SOURCES : les relevés des stations météorologiques

DE LAVENNE (F) - "Recherche sur les données climatiques du tourisme dans l'Ouest. Essai de mise au point d'un indice climatique touristique" m. de m.

MOUNIER (J) - 1964 - "La saison pluviométrique indigente dans les régions océaniques du Sud-Ouest de l'Europe, Bretagne et Galice". NOROIS n° 43 - p. 261-282.

MOUNIER (J) - 1965 - "Les besoins en eau d'une région d'après Thornwaite - Essai d'application à la Bretagne". NOROIS - p. 437-448.

MOUNIER (J) - 1967 - "Etude du vent sur le littoral de la Bretagne". Annales de l'Institut d'Hydrologie et de Climatologie n° 94-95 - p. 47-59.

LE GOAZIOU (R) - 1972 - "Les précipitations dans le cadre de la carte de Saint-Brieuc échelle 1/250 000. Contribution à la préparation de la carte climatique détaillée de la France". m. de m.

2 - GEOLOGIE - PEDOLOGIE - MORPHOLOGIE - HYDROGRAPHIE (selon l'ordre chronologique de parution)

BARROIS (Ch) - 1895 - "Légende de la feuille de Saint-Brieuc n° 59 de la carte géologique de France au 1/80 000". Annales de la Société géologique du Nord - Tome XXIII - p. 66-87.

de MARTONNE (E) - 1903 - "Le développement des côtes bretonnes et leur étude morphologique". Travaux du Laboratoire de Géographie de l'Université de Rennes - p. 1-17.

de MARTONNE (E) et ROBERT (E) - 1904 - "Excursion géographique en Basse-Bretagne (Monts d'Arrée - Trégorrois)". Travaux du Laboratoire de Géographie de l'Université de Rennes (n° 3) 42 pages (p. 1-42).

de MARTONNE (E) - 1906 - "La pénéplaine et les côtes bretonnes". A. de G. XV p. 213-236 et p. 299-328.

KEFORNE (F) - 1913 - "Sur la géologie des Côtes-du-Nord". Bulletin de la Société Scientifique et Médicale de l'Ouest - Tome XXII p. 56-57.

ARDOUIN-DUMAZET (V-E) - 1925 - "La ceinture dorée : la récolte des engrais marins". Journal d'agriculture pratique XLIII - p. 30-31.

- MUSSET (R) - 1928 - "Le relief de la Bretagne Occidentale". A. de G. XXXVII p. 209-223.
- MUSSET (R) - "La formation du réseau hydrographique de la Bretagne Occidentale". A. de G. 1934 - p. 561-578.
- BERTHOIS (L) - 1937 - "Contribution à l'étude des limons de Bretagne. Extrait du Bulletin de la Société Scientifique de Bretagne". Tome XIV Fasc. 1 et 2.
- AUBERT (J) - 1942 - "Observations sur les sols du bocage". B.A.G.F. n° 149-150 p. 136-140.
- AUBERT (J), BRETEMIEUX - 1943 - "Les sols de bocage". Annales Agronomie p. 257-274.
- HUON (R) - 1944 - "Sur quelques traits du relief aux environs de Saint-Brieuc". Annales de Bretagne. C.G.P.C. p. 108-113.
- LENOIR-PEPIN (L) - 1944 - "Les engrais marins de Bréhal à Lessay". Rennes - Imprimerie bretonne (88 pages) - Thèse Lettres Caen.
- MEYNIER (A) - 1944 - "Les sols de bocage". Annales de Bretagne. C.G.P.C. p. 111-116.
- MEYNIER (A) - "Le relief du massif armoricain". Information géographique 1946 p. 57-59.
- GUILCHER (A) - 1949 - "Les sols et la végétation de l'Armorique et leurs évolutions d'après Duchaufour". Annales de Bretagne p. 149-151.
- GUILCHER (A) - 1949 - "La surface post-hercynienne dans l'Europe Occidentale". A. de G. avril-juin - p. 97-112.
- MEYNIER (A) et GUILCHER (J) - 1949 - "La 31ème excursion géographique inter-universitaire : compte rendu". A. de G. janvier-mars p. 1-16.
- CARVALHO (E. de) - 1951 - "Contribution à l'étude de la côte bretonne entre Erquy et Dahouët". Mémoire n° 1 du Laboratoire de géomorphologie de l'Ecole pratique des Hautes Etudes - Paris 21 pages dactylographiées.
- MEYNIER (A) - 1951 - "Toutes les pénéplaines armoricaines sont-elles des pédiments ?". Bulletin de la Section de Géographie du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques. Paris - Imprimerie Nationale MCMLII p. 135-147.
- BEAUJEU-GARNIER (J) - "Quelques données nouvelles à propos des massifs anciens". Paris Sedes 1952 - p. 57-77 Revue de géomorphologie dynamique n° 1 - 1952.
- NICOD (J) - 1952 - "La conservation des sols". I.G. n° 1 p. 17-23.

- MEYNIER (A) - "Observations préliminaires sur le sillon de Talbert". A.B 1953 - p. 141-147.
- PHILIPPONNEAU (M) - 1956 - "Contribution à l'étude du Golfe normando-breton de la Baie du Mont Saint-Michel" (Mémoires de la Société géologique et minéralogique de Bretagne - Tome XI). "Les Nouvelles de Bretagne" Rennes - 303 pages.
- COPPENET (M) et SPAGNOL (E) - 1958 - "Sols de Locarn et Duault". Bulletin de l'Association française pour l'étude des sols. n° 4 p. 46-53.
- FLATRES (P) - "L'expression des faits géomorphologiques dans les langues celtiques". A. de B. 1958.
- KLEIN (C) - "Observations au sujet d'une note sur les poudingues de Gourin et de Montfort". NOROIS n° 19 - 1958 - p. 319-324.
- MEYNIER (A) - "A propos de la Montagne Noire armoricaine". NOROIS 1958 p. 331-332.
- RONDEAU (A) - "Corse et Bretagne : à propos du modelé granitique de la région de Trégastel (Côtes-du-Nord)". NOROIS - 1958 - p. 451-457.
- DURAND (S) - "Le tertiaire en Bretagne, étude stratigraphique, sédimentologique et tectonique". 389 pages. Thèse Sciences Rennes 1959. (300 pages ronéotées) et le compte rendu par A. Meynier NOROIS 1959 n° 22 p. 198-200.
- GUILCHER (A) - 1959 - "Origine et dépôt de la vase marine profonde". I.G. n° 1 p. 17-22.
- MEYNIER (A) - "Quelques formes de relief périglaciaire en Bretagne". 2ème article : Bretagne littorale la Baie de Saint-Brieuc NOROIS n° 21 - 1959 - p. 1 à 18.
- MEYNIER (A) - 1959 - "La plage enregistreuse de Plevenon" (Côtes-du-Nord). NOROIS n° 22 p. 179-181.
- GAUTIER (M) - 1963 - "Recherches agronomiques récentes dans le domaine de la carence des sols". Penn ar bed p. 81-88.
- BEIGBEDER (Y) - 1964 - "Contribution à l'étude géomorphologique et sédimentologique de la partie orientale de la Baie de Saint-Brieuc". Thèse 3ème cycle (manuscrite) Rennes 341 pages plus atlas.
- COPPENET (M) - 1964 - "Les sols de Bretagne". Revue générale des Sciences pures et appliquées - Tome LXXI p. 83-86.
- GAUTIER (M) - 1964 - "Le relief des Landes du Mené". NOROIS n° 41 p. 137-152.
- GAUTIER (M) - 1964 - "La côte des goémoniers et l'exploitation des algues marines en Basse-Bretagne". Penn ar bed n° 37 p. 169-172.

DUCHAUFOR (Th) - 1965 - "Précis de pédologie". Masson - 482 p + 78 fig. + 23 plans.

Bulletin de conjoncture économique - n° 6 2ème trimestre 1966 "Le sous-sol des Côtes-du-Nord. Sa richesse, son exploitation".

BOUSQUET (B) - 1967 - "Contribution à l'étude du Golfe normand-breton. Morphologie littorale des baies de la Fresnaye - Arguenon-Beaussais". Thèse 3ème cycle Nantes (manuscrite + deux tomes de documents annexes).

RUELLAN (F), BEIGBEDER (Y), DAGORNE (A) - 1967 - "Répartition des fonds sédimentaires détritiques de la partie méridionale du Golfe normand-breton (au Sud du parallèle de 48°46'48" - 54 G 20')". Compte rendu des Séances de l'Académie des Sciences, séance du 20 mars 1967 - p. 1-4.

CABIOCH (J) - 1970 - "Le maërl des côtes de Bretagne et le problème de sa survie". Penn ar bed p. 421-429.

Centre d'études et de techniques forestières de Saint-Brieuc - 1970 - "Compte rendu de la réunion inter-C.E.T.E.F. de Bretagne du 17 juin 1970 : l'étude des sols". Ronéoté 17 pages.

GAUTIER (M) - 1970 - "L'exploitation du maërl en Bretagne". Penn ar bed n° 63 p. 414-420.

PIHAN (J) - 1970 - "Les sols de la commune de Loudéac". Mémoire de maîtrise.

GAUTIER (M) - 1971 - "Les galets du Menez Hom (Finistère) et la transgression pliocène dans le Massif Armoricaïn". Cahiers géologiques n° 87 p. 1157-1162.

RAULT (D) - 1972 - "Les bases physiques de la vie agricole dans 4 communes de la baie de Saint-Brieuc". m. de m. Rennes.

DUBREUIL (J.P.L) - "Contribution à l'étude du littoral des Côtes-du-Nord dunes, levées de galets, marais". 1ère partie 62 pages ronéotées. D.A.A. Préservation et aménagement naturel E.N.S.A.R. 1973 - 2ème partie, fichier inventaire une 60aine de pages (non paginé) ronéotées.

GARREAU (J) - 1973 - "Inventaire des reliefs d'origine volcanique en Bretagne Occidentale et Septentrionale". NOROIS n° 77 p. 5-22.

GAUTIER (M) - 1973 - "Etudes sur les côtes de Bretagne" :

- 1) Carte morphologique du littoral et commentaire
- 2) Monographie de 2 côtes où l'attaque est plus sensible qu'ailleurs
 - a) Littoral du Sud-Finistère de part et d'autre de l'Odé
 - b) Littoral continental de la baie de Bourgneuf, de la pointe St Gildas aux Moutiers en Retz". Commande de la D.A.T.A.R. 7 février 1973.

Annales du Centre régional et de documentation pédagogique : DOSSIERS documentaires REGIONAUX de l'Académie de Rennes - 1974 - "Géologie, géographie du Massif Armoricaïn". n° 5 - 109 pages.

KLEIN (Cl) - "Massif Armoricaïn et Bassin Parisien" contribution à l'étude géologique et géomorphologique d'un massif ancien et de ses enveloppes sédimentaires. Normandie, Maine, Anjou, Touraine, Poitou septentrional et contrées adjacentes" par l'Association des publications par les universités de Strasbourg - Fondation Baulig t XII - Thèse t.1 et t.2 - 882 pages + cartes hors textes. 1975.

3 - TOPONYMIE ET LINGUISTIQUE (selon l'ordre alphabétique d'auteurs)

BECHARD (G) - "Les noms de lieux entre la Rance et le Gouët". Thèse phonétique Rennes (3ème cycle manuscrite 160 pages) et MEYNIER (A) compte rendu ouvrage Béchard - NOROIS 1967 octobre-décembre p. 626.

BERNARD (D) - "A propos des limites de la langue bretonne". Nouvelle Revue de Bretagne - janvier 1949 - p. 19-27.

COLIN (E) - "Un problème de géographie agraire : structures et finages des champs bretons". N.R.B. 1947 - p. 351.

DAUZAT (A) - "Le breton et le français". La Nature 1926 et compte rendu Revue celtique 1926 - p. 273-278.

DAUZAT (A) - "La pénétration du français en Bretagne du XVIIIe siècle à nos jours". Revue de Philologie française 1929 - p. 1-5.

DOTTIN () - "Les mots bretons dans les chartes de Beaufort". Revue celtique T.VII p. 52-65 - T.VIII p. 65-75.

DURAND (J.Y) - "Toponymie de la commune de Pléneuf". A. de B. 1960.

FALC'HUN (F) - "La toponymie nautique des côtes bretonnes". A. de B. 1948. p. 108-120.

FALC'HUN (F) - "L'histoire de la langue bretonne d'après la géographie linguistique". Thèse Lettres Rennes 1951 - 195 pages (ronéotées).

FALC'HUN (F) - "Pour une commission de toponymie bretonne". A. de B. 1958

FALC'HUN (F) - "Celtique continental et celtique insulaire en Bretagne". A. de B. 1963.

FALC'HUN (F) - "Les noms de lieux celtiques". 1ère série "Vallées et plaines" éditions armoricaines Rennes 1966 - 143 pages ; 1970 : 205 pages.

FLATRES (P) - "L'expression des faits géomorphologiques dans les langues celtiques". A. de B. 1958 - p. 439-462.

- FLEURIOT (J.L) - "Recherche sur les sites d'habitat ancien d'après certains toponymes (entre le Trieux et l'Urne)". A. de B. 1955 - p. 333-356 et 1957 : p. 123-142.
- FLEURIOT (L) - "Dictionnaire des gloses en vieux breton". Thèse Lettres Paris 1964 - C. Klincksieck 378 pages.
- GAUTIER (M) - "Remarques sur la terminologie agraire en Bretagne". A. de B. CGPC 1964 - p. 6-9.
- GODU (G) - "Problèmes linguistiques = cadastres et toponymies". A. de B. 1966 n° 4 - p. 587-597.
- GRAND (R) - "La question des noms en -ac en Bretagne". Mémoires de l'Association bretonne - 1926 XXXVI - p. 41.
- GUILCHER (A) - "Le mot ker". Mémoires de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Bretagne 1946 - p. 35-48.
- GUILCHER (A) - Compte rendu "Le vieux breton ressuscité". NOROIS 1967 n° 55 p. 531-533.
- LARGILLIERE (R) - "Les saints et l'organisation chrétienne primitive dans l'Armorique bretonne". Thèse Lettres Rennes 1925 - Plihon 271 pages.
- LEROUX (P) - "Atlas linguistique de Basse Bretagne". Rennes Plihon et Paris Champion - 5 fascicules de 100 cartes chacun - 1924-1927-1937. 1943-1953.
- LEROUX (P) - "Plouriez = Po-enez ou Ploe-nez ?" A.B 1945 - T.LII p. 68.
- LOTH (J) - "Les langues romaine et bretonne en Armorique". Revue celtique 1883 p. 374-403.
- LOTH (J) - "L'émigration bretonne en Armorique du V au VIIe siècle de notre ère". Rennes. Baraise 1883.
- LOTH (J) - "Chrestomathie bretonne". Paris 1890 - 582 pages - E. BOUILLON éditeur.
- MEYNIER (A) - "Toponymie et peuplement". A. de G. - avril-juin 1947 - p. 38-39.
- MEYNIER (A) - "Les noms de lieux et la continuité de langue celtique en Gaule". NOROIS 1966 n° 52 - p. 611-612.
- PLENEL (A) - "La géomorphologie en breton". A. de B. 1944 - p. 104-107.
- SEBILLOT (P) - "La langue bretonne, limites et statistiques". Revue d'ethnographie 1886.
- SOUILLET (G) - "Chronologie et répartition des noms de lieux en -ière et en -ais dans la Haute Bretagne". A. de B. CGPC 1943 - p. 90-98.

- SOUILLET (G) - "Le problème des noms de lieux en -ière et en -ais". A. de B. CGPC 1944 - p. 145-146.
- SOUILLET (G) - "Comment dresser un répertoire des lieux-dits ?" A. de B. Tome LX - 1953 - p. 185.
- SOUILLET (G) - "Géographie et toponymie" in volume jubilaire du 50ème anniversaire du Laboratoire de Géographie de Rennes 1952 - Imprimeries Réunies Rennes 1955 - 413 pages - p. 119-129.
- TERS (F) - "Toponymie de la côte du Goëlle". A. de B. 1955 - p. 413.
- THEBAULT (A et M) - "Le vocable "commune" en Bretagne". NOROIS 1955 - p. 85-88.
- TREPOS (P) - "La notation des toponymes bretons". A. de B. 1953 - p. 337-347.
- TREPOS (P) - "Enquêtes sur le vocabulaire breton à la ferme". A. de B. 1960 p. 325-376.

4 - PREHISTOIRE - EPOQUE ROMAINE ET MOYEN AGE

- CHASTAGNOL (A) - m. de m. (histoire) 1965 et compte rendu dans A. de B. 1966 n° 1 - p. 198-212 : "Les travaux sur l'Armorique antique à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Rennes".
- COUFFON (R) - "Limites des cités gallo-romaines et fondation des évêchés de la Péninsule armoricaine". Bulletin de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord 1942 - p. 1-24.
- COUFFON (R) - "Contribution à l'étude des voies romaines dans les Côtes-du-Nord. Le carrefour de Quintin". BMSE Côtes-du-Nord 1945 - p. 1-17.
- EVEILLARD (J.Y) - "La voie romaine de Rennes à Carhaix - Recherches autour d'un itinéraire antique" Brest : Centre de Recherches Bretonnes et Celtiques - 1975 - 135 pages.
- FALC'HUN (F) - "L'influence romane et la répartition géographique des infinitifs en -a, -o, -i du breton". AB 1948 - p. 121-128.
- FROTTIER DE LA MESSELIERE (Vicomte) - "De l'âge probable des châteaux de terre dans les Côtes-du-Nord". Bulletin et Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord 1933 - p. 51-79.
- GAULTIER du MOTTAY (J) - "Répertoire archéologique des Côtes-du-Nord". 1884 Saint-Brieuc Prud'homme - 557 pages.
- GAUTIER (M) - "Traces de l'invasion bretonne médiévale du pays gallo". A. de B. 1947 - p. 135-137.
- GILBERT (M) - "Menhirs et dolmens dans le Nord-Est de la Bretagne". Guernesey Press 1964 - 276 pages.

- GIOT (P.R) - "La préhistoire dans les Côtes-du-Nord". Bulletin de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord tome XCVII - p. 143-157.
- GIOT (P.R) - "Brachycéphalisation et débrachycéphalisation en Bretagne". "L'anthropologie" tome 53 1949 - p. 240-246.
- GIOT (P.R) - "Vers une échelle chronologique "absolue" pour la préhistoire et la proto-histoire armoricaines". A. de B. 1960.
- GIOT (P.R), L'HELGOUACH (J) et BRIARD (J) - "La Bretagne, préhistoire et protohistoire". Mondes Anciens - Arthaud 1962 - 298 pages.
- GUIDON (R) - "Corseul la romaine". Imprimerie Simon Rennes - 22 pages (non daté).
- GRENIER (A) - "Les civilisations primitives de l'Armorique". Conférences Universitaires de Bretagne 1942-1943 Paris Les Belles Lettres 1943 - p. 15-37.
- ILLIO (J.B) - "Ploufragan autrefois et aujourd'hui". Imprimerie Moderne Saint-Brieuc 1946 - 48 pages.
- LOTH (J) - "Chrestomathie bretonne" Paris 1890 - 528 pages.
- LOTH (J) - "L'émigration bretonne en Armorique du Ve au VIIe siècle de notre ère". Paris Picard - 1883 - 258 pages.
- LOUSSOUARN (Y) - "Les mégalithes, leur signification géographique". A. de B. CGPC 1947 - p. 134-135.
- MAZERES (R) - "Les forêts submergées". Bulletin et Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord 1935 - p. 260-261.
- MERLET (F) - "Note sur les plus anciens registres paroissiaux des Côtes-du-Nord". Bulletin et Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord 1928 - p. 111-130.
- OLLIVIER (R) - "Routes, mégalithes et peuplement". NOROIS 1968 - p. 57-77.
- RAISON (Chanoine) et NIDERST (R) - "Le mouvement érémitique dans l'Ouest de la France à la fin du XIe et au début du XIIe siècle". A. de B. 1948 - p. 1-45.
- de VRIES (J) - "La religion des Celtes". Payot 1963 - 276 pages.

5 - L'AGRICULTURE ANCIENNE (ordre alphabétique d'auteurs)

- SOURCES : ARCHIVES DEPARTEMENTALES SERIE M - STATISTIQUES, PUBLIEES OU NON :
Spécialement :
- Ministère de l'Agriculture et du Commerce : statistiques de la France - 1841 - tome III - Imprimerie Nationale XVIII p + 320 pages.

- Rapports et enquêtes agricoles de 1850 (sur les grands défrichements).
- Concours régional (agricole).
- Statistique : Machines à battre 1856 à 1859.
- "Enquête agricole de 1866. Région bretonne". Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics - 2ème série : enquêtes départementales - Paris Imprimerie Royale MDCCCLXVII 791 pages - p. 107-150 et 487-636 (spécialement pour les Côtes-du-Nord).
- Enquête sur l'industrie beurrière et fromagère 1873.
- "Statistique agricole de la France". Ministère de l'Agriculture. Résultats généraux de l'enquête décennale de 1892". Paris - Imprimerie Nationale MDCCCXCVII - 365 pages.
- Etats communaux 1884 "Enquête agricole et industrielle".
- Statistique agricole annuelle 1899 - Paris Imprimerie Nationale MDCCCC - 277 pages.
- Ministère de l'Agriculture "La petite propriété rurale en France : Enquêtes monographiques 1908-1909" Paris - Imprimerie Nationale 348 pages.
- Archives départementales : non classées : dossier "géographie départementale des Côtes-du-Nord" 1885-1886 (par commune - presque complet).
- Dossier non classé : de 12 tableaux et 5 cartes des régions agricoles vers 1840 - Dossier D3 (Société d'Agriculture de la Bretagne).
- DOCUMENTATION FRANCAISE : l'économie de la Bretagne 1968.
- Annuaire dinannais - 1832 - 1ère année - Huart Dinan - 216 pages.
- Annuaire pour les Côtes-du-Nord - 1864.

AULANIER (A) - "Traité du Domaine congéable". Guyon Frères Saint-Brieuc 1847 in oct. 404 pages.

AULANIER (A) et HABASQUE (F) - "Usages et règlements locaux du département des Côtes-du-Nord". Saint-Brieuc 1905 6ème édition 320 pages.

BECOT (Y.L) - "L'élevage du cheval en Bretagne". Extrait des mémoires de l'Association bretonne 1948 - 36 pages.

BOIS (P) - "Réflexions sur les survivances de la Révolution dans l'Ouest". Annales historiques de la Révolution française - 1961 - tome XXXIII - p. 177-186.

BOIS (P) - "Les pays de l'Ouest". Paris 1960.

BOURGES (A) - "Les doléances des paysans bretons en 1789 - quelques cahiers de paroisses". Saint-Brieuc - Les Presses Bretonnes 1953 - 175 pages.

BRUNHES (J) et VALLAUX (C) - "La géographie de l'histoire - Géographie de la paix et de la guerre sur terre et sur mer". Alcan 1921 - 716 p.

- CAZIOT (P) - "La valeur de la terre en France". Paris - Baillièrre 1914 - 450 pages.
- CHEVALIER (A) - "Sur l'origine des pommiers à cidre en Normandie et en Bretagne". C.R.A.S. 1920 II - p. 521.
- CODET (Dr.) - "La tuberculose rurale en Bretagne avec plan de ferme bretonne". Saint-Brieuc Imprimerie Moderne - 1920 - 27 pages.
- DUPONT et BOTREL - "Codification des usages locaux du département des Côtes-du-Nord". 1939 - 206 pages in octavo.
- DUBREUIL (L) - "Les vicissitudes du domaine congéable en Basse Bretagne à l'époque de la Révolution". Rennes Oberthur - 1915 - 2 volumes : 560 pages et 475 pages.
- DUBREUIL (L) - "Le paysan breton au XVIIIe siècle". R.H.E.S. 1924 - p. 478-492.
- DUPUY (A) - "L'agriculture et les classes agricoles en Bretagne au XVIIIe siècle". A.B. t.6 - 1890-1891 - p. 3-28.
- FLATRES (P) - "Le pays nord-bigouden". A. de B. CGPC 1944 - t.LI - p. 158-205.
- JOUON DES LONGRAIS (F) - "Deux traits caractéristiques de la coutume de Bretagne concernant les successions". MSHAB 1926 - t.VII - p. 91-178.
- LA LANDE DE CALAN (Ch) - "La Bretagne agricole, industrielle et commerciale au début du XVIIIe siècle". 1895 - Congrès de l'Association bretonne - tome 14ème - p. 55-80.
- LAURENT (J) - "Un monde rural en Bretagne au XVe siècle : la quevaise". S.E.V.P.E.N. Paris 1972 - 440 pages.
- LEON (Y) - "L'évolution des structures agricoles en Bretagne dans la première moitié du XXe siècle". Publication du CREFE 1974 - 54 pages.
- MINISTERE DE L'AGRICULTURE - "Monographies agricoles départementales des Côtes-du-Nord". Paris 1958 in 4° - 60 pages.
- MAZEAS (G) - "Petite histoire bretonne de la pomme de terre". Imprimerie Commerciale et Administrative - Brest 1940 - 217 pages.
- MUSSET (R) - "L'élevage du cheval en France". Librairie agricole de la maison rustique - Paris 1917 - 226 pages.
- SEE (H) - "Les forêts et la question du déboisement en Bretagne à la fin de l'Ancien Régime". A.B. t.XXXVI - 1924 - p. 1-30.
- SEE (H) - "Landes, biens communaux et défrichements en Haute Bretagne dans la première moitié du XIXe siècle". Mémoire de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne - p. 179-205.

- SEE (H) - "L'agriculture des Côtes-du-Nord en 1844". A. de B. 1920 n° 2 - p. 111-
- SEVEGRAND (P) - "Progrès de l'agriculture dans le département des Côtes-du-Nord". B.S.E. - 1922 - p. 102-105.
- SEVEGRAND (P) - "Les régions agricoles des Côtes-du-Nord". B.S.E. - 1927 - p. 57-60.
- VALLAUX (C) - "L'évolution de la vie rurale en Basse Bretagne". A. de G. 1905 - p. 36-51.

6 - ASPECTS DEMOGRAPHIQUES ANCIENS

(antérieurs à 1955 - ouvrages et articles en traitant de façon spécifique, classés par ordre de parution étant donné le renouvellement des études démographiques).

SOURCES : Archives départementales - Série M : dénombrements
- Série M : mouvements de la population
Etats récapitulatifs 1806-1870
Archives départementales - Série E : "Tables décennales" (pour données de population comme pour communes : nés, mariés, décédés...) (s'arrêtent à 1903 aux archives)
Archives départementales - Série "L" (enquêtes sur les villes en 1793).

Annuaire dinannais pour 1833 - 2ème année - Huart Dinan - 315 pages + supplément.

BAUDRILLART (H) - 1885 - "Les populations agricoles de la France". Tome 1 : Normandie et Bretagne - Paris Hachette - 638 pages.

POINTEAU (C.A) Auteur éditeur - 1886 - "Annuaire-Almanach des 100 000 adresses des Côtes-du-Nord pour l'année 1886 (contenant les noms et professions des habitants de Saint-Brieuc et des 388 autres villes et communes du département". Morlaix - 546 pages.

TURQUAN (V) - vers 1900 - "Répartition géographique de la population en France en densité de la population, commune par commune : carte au 1/1 600 000 éditée par Bayle - Paris.

ROBERT (E) - "Densité de la population en Bretagne calculée par zones d'égale éloignement de la mer". Travaux du Laboratoire de Géographie de l'Université de Rennes (n° 4) 1905 - p. 1-108 avec carte hors texte.

MUSSET (R) - "La population et l'émigration bretonnes". A. de G. 1923 - p. 185-188 (période étudiée 1801-1826).

- DURAND (R) - 1925 - "La population des Côtes-du-Nord en 1793". A. de B. T. XXXVI - p. 486-495.
- SEE (H) - "Etudes sur la vie économique en Bretagne 1772. An III : "Les essais de statistiques démographiques en Bretagne à la fin de l'Ancien Régime". Mémoires et documents de la Commission d'histoire économique de la Révolution. Paris - Imprimerie Nationale 1930 - 80 pages - p. 5-48.
- CALLON (G) - "Le mouvement de la population dans le département des Côtes-du-Nord au cours de la période 1831-1920 et depuis la fin de cette période". Société d'Emulation des Côtes-du-Nord 1932.
- GAUTIER (E) - 1950 - "Le problème de l'émigration bretonne étudiée à travers la situation économique et sociale des Côtes-du-Nord aux XIXe et XXe siècles". Thèse manuscrite pour le doctorat en Lettres 1154 pages - Paris.
- MEYNIER (A) - "Les déplacements de la population vers la Bretagne en 1939-1940" - 1ère partie Annales de Bretagne 1947 p. 83-117
- 2ème partie Annales de Bretagne 1948 p. 129-155
- 3ème partie Annales de Bretagne 1949 p. 249-287.
Revu en 1 volume, Nourritures Terrestres 1950.
- INSEE - Fascicules départementaux, recensement de 1954, sondage au 1/20.
- LE GUEN (G) - 1960 - "Types régionaux d'évolution démographique en Bretagne". NOROIS oct-déc. - p. 369-405.
- ESMONIN (E) - "Un recensement de la population en France en 1726" in "Etudes sur la France des XVIIe et XVIIIe siècles". PUF 1964 - 536 pages - p. 267 et suivantes.
- CALVEZ (E) - "Les johnies". Mémoire de Maîtrise 1968.
- INSEE - 1969 - "Annuaire statistique rétrospectif".
- BRIGARDIS (M), DURAND (Ch), GAUVRIT (J.P) et ROUXEL (J.Ch) - "Saint-Malo, étude démographique 1751-1800". Mémoire d'études supérieures Rennes 1969.
- VALLIN (J) - "La mortalité par génération en France depuis 1899. Présentation d'un cahier de l'I.N.E.D." Population n° 6 - 1972 - p. 979-984.

7 - STRUCTURES AGRAIRES (selon l'ordre alphabétique des noms d'auteurs)

SOURCES : Archives départementales série E : en particulier pour les Plans du Duc de Penthièvre et les "tables d'orientation".

- BERTHOU (A) - "Etablissement et commentaire de la carte agraire de Saint-Brieuc". m. de m. 1960.

- de la BORDERIE (A) - "Chronologie du cartulaire de Redon". A. de B. V 1889-1890 - p. 516-534.
- CHARAUD (A.M) - "Bocages et plaines dans l'Ouest de la France". A. de G. 1949 - p. 113-125 - 2 figures - 4 photos.
- CHAUMEIL (L) - "Les chemins creux de Bretagne". A. de G. 1949 - p. 55-58 - 1 figure.
- CHAUMEIL (L) - "Campagnes bretonnes d'origine féodale". Communication au Congrès du 50ème anniversaire du Laboratoire de Géographie de Rennes - 1952 - C.R. des séances. Ronéotypé p. 39.
- CHAUMEIL (L) - "L'origine du bocage". In Mélanges Lefebvre Tome I - Colin 1953 - 452 pages (p. 163-183).
- CLOS-ARCEDUC (A) - "Le cercle et la droite dans la nature en géographie humaine". In Bulletin d'Information de l'Association des Ingénieurs géographes de l'I.G.N. n° 32 - 1965.
- DOBET (F) - "Quelques remarques sur les champs de Ploumagoar et de Coëtmieux". A. de B. CGPC 1943 - p. 110-111.
- DOBET (F) - "Les ensembles cadastraux circulaires". A. de B. CGPC 1947 - p. 6-13.
- DOM GODU - Fichier de Dom Godu déposé au CLU de Brest 1955 - Ploubazlanec Plouézec, Plounez, Plourivo, Kérity - Classification des parcelles cadastrales de chaque commune par ordre alphabétique établi d'après les états de sections et plans cadastraux du XIXe siècle.
- GODU (G) - "Cadastres et toponymie". A. de B. 1966 n° 4.
- FLATRES (P) - "La structure rurale du Sud Finistère d'après les anciens cadastres". 1er article NOROIS n° 15 - 1957 - p. 353-367.
- FLATRES (P) - "La structure rurale du Sud Finistère d'après les anciens cadastres". 2ème article - Les structures agraires - NOROIS n° 16 - 1957 - p. 425-453.
- FLATRES (P) - "L'étude des finages villageois en Bretagne". NOROIS n° 18 1958 - p. 181-189.
- GAUTIER (M) - "Remarque sur la structure des champs bretons". A. de B. CGPC 1941 - p. 387-394.
- GAUTIER (M) - "Les chemins morts de la France de l'Ouest". A. de B. CGPC 1950 p. 216-228.
- GAUTIER (M) - "Un chapitre négligé de la géographie agraire : les enseignements des chemins ruraux". I.G. Mai-juin 1953 n° 3 p. 93-97.

- GAUTIER (M) - "Pérennité et caducité des chemins ruraux". in Colloque de Géographie agraire - Imprimeries Réunies Rennes 1963 - 151 pages - p. 69-80.
- GAUTIER (M) - "Chemins et véhicules de nos campagnes". P.U.B. Saint-Brieuc 1971 - 302 pages.
- GUILCHER (A) - "Points de vue nouveaux sur la structure agraire de la Bretagne". I.G. 1946 n° 1 - p. 9-15.
- GUILCHER (A) - "Le finage des champs dans le cartulaire de Redon". A. de B. CGPC 1946 - p. 140-144.
- HUON (R) - "Champs ouverts et allongés de Binic". A. de B. CGPC 1943 - p. 112-114.
- IMBERDIS (F) - "Le problème des champs courbes". Annales Economies - Sociétés Civilisation - 1951 - p. 77-81.
- JUILLARD (E), MEYNIER (A), de PLANHOL (X), SAUTTER (G) - "Structure agraire et paysages ruraux". Annales de l'Est 1957 mémoire n° 17 188 pages - 21 figures.
- LAURENT (J) - "Un monde rural en Bretagne au XVe siècle : la quevaise". S.E.V.P.E.N. Paris 1972 - 440 pages.
- LE GUINER (M) - "Le bail à domaine congéable des origines à la Révolution" Thèse de l'Ecole des Chartes - 1949.
- LE LANNOU (M) - "Le destin du bocage". Journal "Le Monde" 21-22 novembre 1965.
- MEYER (J) - "L'évolution des idées sur le bocage en Bretagne". Mélanges Meynier p. 453-467.
- MEYNIER (A) - Toute la bibliographie donnée dans "Mélanges offerts à A. Meynier" (voir plus haut) et tous mémoires de maîtrise sous la direction de A. Meynier.
- SOYER (J) - "La conservation de la forme circulaire dans le parcellaire français". Paris SVEPEN 1970 - 144 pages.
- PENN AR BED n° 41 - Les talus (n° spécial).
- RENARD (J) - "Problèmes agraires du NE de la Vendée". NOROIS 1967 n° 55 - p. 373-397.
- RENARD (J) - "Problèmes agraires du NE de la Vendée". NOROIS juillet-septembre 1967.
- RUTKOWSKI (J) - "Etude sur la répartition et l'organisation de la propriété foncière en Bretagne au XVIIe siècle". A.B. 1911-1912 - p. 614-644.

- SBAFER - "Mise en oeuvre - Expériences et premiers résultats de l'activité de la société bretonne d'Aménagement foncier et d'Etablissement rural". Saint-Brieuc 1966 - 34 pages ronéotées.
- SBAFER - "Extraits des études de micro analyses de 7 communes de la Bretagne Centrale - Côtes-du-Nord" Saint-Brieuc 1962 - 20 pages ronéotées (20 cartes et tableaux).
- SEE (H) - "Landes, biens communaux et défrichement en Haute Bretagne dans la première moitié du XIXe siècle". M.S.H.A.B. VII 1926 - p. 177-205.
- SEE (H) - "L'enquête sur les clôtures en Bretagne (1768)". A. de B. - Tome 38 1928-1929 - p. 552-767.
- SOBOUL (A) - "De la pratique des terriers à la veille de la Révolution". p. 1049-1065 Annales, Economies, Sociétés, Civilisations 1964.

8 - L'HABITAT (ordre alphabétique des noms d'auteurs)

- SOURCES : Inventaire général de la Commission régionale de Bretagne RGP 1968 et 1975 - RGA 1970 - Service de l'habitat rural (chambre d'Agriculture).
- Arts de l'Ouest : études et documents U.H.B. - "L'habitat rural" imprimé par U.H.B. n° 1 octobre 1976 - 52 pages.
- BOUHIER (A) - "Les types de maison à usage agricole sur la façade maritime du Sud Vendéen. Essai de classification". NOROIS n° 63 1969 p. 333-385.
- Bulletin de Conjoncture Régionale n° 2 - 3 - 1969 - "Les conditions d'habitation en Bretagne en 1967" CREFE - Rennes.
- Colloque sur la maison rurale - NOROIS n° 69 1969.
- Enquête statistique sur le logement des agriculteurs pour la DDA en 1966 - Enquête au 1/20 des exploitations recensées du 31 décembre 1969.
- FAUCHER (D) - "Evolution des types de maisons rurales". A. de G. 1945 - p. 240-253.
- FROTTIER DE LA MESSELIERE (Vicomte) - "De l'âge probable des châteaux de terre dans les Côtes-du-Nord". Bulletin et mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord 1933 - p. 51-79.
- FROTTIER DE LA MESSELIERE (Vicomte) - "Les manoirs bretons des Côtes-du-Nord" Bulletin de la Société d'Emulation 1940 - p. 247-270.

- FROTTIER DE LA MESSELIÈRE (Vicomte) - "Catalogue illustré des monuments ruraux des Côtes-du-Nord dans le Tregor et le Goëlle". 48 pages 1 carte de Saint-Brieuc - Les Presses Bretonnes 1948.
- GAUTIER (M) - "Un type d'habitation rurale à fonction "industrielle" = les moulins de Bretagne et de Vendée". NOROIS n° 63 1969 - p. 387-414.
- KERGOAT (M) - "Le logement et l'équipement des ménages en Bretagne". Bulletin de Conjoncture régionale n° 1 - 1973.
- LE GOINVEC (A) - "Châteaux et manoirs des Côtes-du-Nord". Edition F.E.R.N. Paris 1970 - 180 planches et leurs légendes.

9. - VIE ECONOMIQUE ANCIENNE NON AGRICOLE

- SOURCES : - Archives départementales Série M : correspondance administrative
- Série E : règlements et marques des tisserands...
- Archives départementales Série M "Enquête agricole et industrielle". Etats communaux 1884
- Enquête sur l'artisanat rural - questionnaires communaux 1938
- CHAUMEIL (L) - "L'industrie ardoisière de Basse-Bretagne" Lorient 1938 - 125 pages (4 cartes - 39 figures).
- SEE (H) - "L'industrie et le commerce de la Bretagne dans la première moitié du XVIIIe siècle d'après le Mémoire de l'intendant Gallois de la Tour". Publication du Comité d'Ille-et-Vilaine IV - Rennes - Plihon 1922 - 47 pages.
- SEE (H) - "La France économique et sociale au XVIIIe siècle" Paris 1946 in 12° - Colin - n° 64 - 199 pages.

10 - TABEAU DE LA PRODUCTION AGRICOLE ACTUELLE : LA PRODUCTION ET SES STRUCTURES (classement par ordre alphabétique des auteurs)

SOURCES : voir II des Sources Générales

- CAHIERS DE STATISTIQUES AGRICOLES - SERVICE CENTRAL DES ENQUETES ET ETUDES STATISTIQUES - n° 15 "Les activités non agricoles des exploitations agricoles". Mars-avril 1974 - p. 41-48.
- CARDIN (P) - "Utilisation du sol, rotation de cultures dans la commune associée de Frehel et propositions pour l'aménagement de la zone non remembrée (Plevenon)". m. de m. 1976.
- Centre National de la Coopération Agricole - "Etude du mouvement coopératif du département des Côtes-du-Nord". t.1 et t.2 : 103 pages ronéotées - 1969.

- CHAMBRE D'AGRICULTURE DES COTES DU NORD - SERVICE D'ETUDES ECONOMIQUES -
"Population agricole et structures des exploitations". Evo-
lution prévisible -- 1975
probable -- 1985 (mars 1971).
- CHAMBRE D'AGRICULTURE DES COTES-DU-NORD - "Essai de recherche du revenu
agricole et de la répartition du revenu brut agricole". 47
pages ronéotées - 1975.
- CHAMBRE REGIONALE D'AGRICULTURE DE BRETAGNE - "Les comptes de l'agriculture
bretonne de 1971 à 1974" : RBE - RBA - Revenu net - septembre
1976 une cinquantaine de pages ronéotées.
- CLAUDON (F), FLAVIEN (J), LAJOINIE (A) et PERCEVAL (L) - "Quelle agriculture
pour la France ?" Paris - Editions Sociales - 206 pages.
- CENTRE DE GESTION ET D'ECONOMIE RURALE DES COTES DU NORD - "Comparaison
d'ateliers-types de production porcine par programmation
linéaire". mai 1970 - une quarantaine de pages ronéotées.
- CENTRE DE GESTION ET D'ECONOMIE RURALE DES COTES DU NORD - "Résultats de
l'exercice 1973-1974 - Inventaire printemps" une vingtaine de
pages ronéotées.
- "COOPERATION AGRICOLE" (revue) - n° 187-188 - août-septembre 1969 - "Les
fournisseurs de l'agriculture".
- COULOMB (P) et LE BIHAN (J) - "Les modifications structurelles de l'environ-
nement commercial de la production agricole". Cours d'ini-
tiation économique Tome II - C.A.B. 1965 - 65 pages.
- DENIEL (J) - "Vingt-cinq ans d'évolution de l'économie agricole et de la
société rurale d'un département de l'Ouest : le Finistère
(1950-1975)" in Académie d'Agriculture de France - Séance du
5 mars 1975 - p. 272-280.
- DUBOSQ (P) - "Le travail dans les exploitations agricoles ; essai de classi-
fication". GEODOC Toulouse n° 4 - 1975 - fascicule ronéoté
53 pages.
- DULONG (R) - "Le régionalisme en Bretagne". Rapport d'enquête par le "Comité
d'organisation de la Recherche appliquée au développement
économique et social". 1973 - 282 pages ronéotées.
- DUMONT (R) - "Voyages en France d'un agronome". Edition M. Th Genin - Nou-
velle Edition 1956.
- Direction des Services Vétérinaires (D.S.V.)
- Institut Technique du Porc (I.T.P.)
- Fédération des Coopératives des Côtes-du-Nord
- MINISTERE DE L'AGRICULTURE - DIRECTION DE L'AMENAGEMENT RURAL ET DES STRUC-
TURES Service Central des Enquêtes et Etudes Statistiques
(S.C.E.E.S.).

Enquête annuelle complémentaire sur le marché du lait et des produits laitiers au cours de 1970.

"Résultats économiques pour 1972 des systèmes de production, typologie, mode d'utilisation du sol, classe de taille de S.A.U. : plus de 100 ha". Mission : modernisation des exploitations. t.1 : 166 pages ronéotées - t.2 : 187 pages - t.3 : 185 pages - t.4 : 177 pages - t.5 : 207 pages.

"Répartition de la superficie agricole utile par région de programme et par groupe de régions agricoles - Typologie - mode d'utilisation du sol - Basse Normandie Bretagne". Ronéoté, non paginé - 150 pages.

Service régional de statistique agricole de Rennes - Tous les fascicules, spécialement :

- . "Les résultats économiques des exploitations agricoles bretonnes en 1970 - Etude des disparités". Fascicule n° 40, juillet 1974, 255 pages ronéotées.
- . "Les emplois salariés permanents dans l'agriculture en Bretagne - la situation en 1970 - la situation en 1974". Fascicule n° 43, janvier 1975 (d'après le RGA 1970 et l'enquête sur la main d'oeuvre par le Ministère de l'Agriculture en 1974) - 72 pages ronéotées.
- . La production laitière en 1971, 1972, 1973, 1974
- . "Aspects quantitatifs et qualitatifs de l'exode agricole en Bretagne". n° 32 - 1972 - 141 pages ronéotées.
- . "Activités et structures de l'industrie de l'alimentation animale". in statistiques agricoles juillet-août-septembre 1972 - p. 49-70.
- . "Les industries agricoles et alimentaires de Bretagne". Rennes 1974 n° 38 - 75 pages ronéotées.
- . "L'activité agricole à temps partiel en Bretagne" fascicule n° 34, novembre 1973, 75 pages ronéotées.
- . "Enquêtes sur la structure des exploitations agricoles en 1975 - région de Bretagne" - résultats provisoires - janvier 1976 - une dizaine de pages ronéotées.

Le Syndicat National des Industriels de l'Alimentation animale (S.N.I.A.).

11 - TABLEAU DE LA PRODUCTION AGRICOLE ACTUELLE ET DE SES STRUCTURES
(ordre alphabétique d'auteurs)

- ACEAR - "Information documentation" bulletin n° 12 - "Evolution de l'agriculture française au cours du VIe plan" Rapport de Ch. Bonnet - avril 1976.
- ACEAR - "Inventaire des aides au logement utilisables pour l'habitat agricole" par M. Martenot - mai 1976 - n° 13.
- ACEAR - Bulletin n° 13 "Industrie en milieu rural". fascicule 13 : 103 - avril 1976.
- CHAMBRE D'AGRICULTURE DES COTES-DU-NORD - "Rétrospective 1975 des Côtes-du-Nord" février 1976 (ronéoté).
- CHAMBRE REGIONALE D'AGRICULTURE - "Compte rendu de la journée régionale sur le lisier" octobre 1975 (ronéoté).
- CHAMBRE REGIONALE D'AGRICULTURE DE BRETAGNE - "Les transports par routes et par chemins de fer des productions agricoles et des productions destinées à l'agriculture du département et à l'arrivée en Bretagne" décembre 1975 (ronéoté).
- CHAMBRE REGIONALE D'AGRICULTURE DE BRETAGNE - "Le VIIe plan agricole breton 1976-1980" septembre 1975 (ronéoté).
- AR FALZ - n° spécial : 13-14-15 - avril-juin 1976 - "L'agriculture en Bretagne - Groupe de recherches bretonnes, dynamisme ou domination ?"
- AUBRY (M.L.) - "Les marchés du bétail en Bretagne" in Geographia Polonica n° 29 p. 251-259.
- AUBRY (M.L.) et GUELLEC (A) - "La commercialisation des porcs en Bretagne : l'exemple de la région de Lamballe". Economie Rurale n° 104 novembre-décembre 1974 - p. 45-52.
- AUTRET (J.F) - "La commercialisation des légumes en Bretagne". Thèse 3ème cycle - Rennes - 3 volumes ronéotés de 243, 518 et 83 pages.
- A.R.E.E.A.R. DE BRETAGNE - 1973 - "Typologie communale". Dossier de 5 cartes et commentaires.
- BARAIS (B) et GUELLEC (A) - "Château-Gontier" Mayenne : 1er marché européen aux veaux, pour combien de temps ?" Communication au Congrès des Ruralistes Français Aix-en-Provence novembre 1976 - 21 pages ronéotées.
- BARON (M) - "L'utilisation du sol dans la commune de Saint-Etienne-du-Gué-de-l'Isle". m. de m. 1974.
- BERGER (S) - "Les paysans contre la politique : l'organisation rurale en Bretagne 1911-1974". Editions du Seuil 1975 - 336 pages.

- CANEVET (C) - "Approche géographique de l'agriculture de l'Ouest de la France d'après les résultats du RGA 1970-1971". Chambre Régionale d'Agriculture des Pays de la Loire - 139 pages de cartes et commentaires ronéotés - 1976.
- CANEVET (C) - "La coopération agricole en Bretagne". Thèse 3ème cycle - Université de Haute-Bretagne Rennes. 1971 - 430 pages ronéotées.
- CANEVET (C) - "Les modifications dans l'organisation économique de l'agriculture en Bretagne à travers l'évolution du mouvement coopératif". in *Geographia Polonica* n° 29 - p. 285-293.
- DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE DES COTES-DU-NORD - Tous documents, spécialement : - "Monographie agricole des Côtes-du-Nord. Paris - septembre 1958 - "La documentation française" ;
- Documentation technique n° 27 - "Monographie agricole départementale des Côtes-du-Nord". Mars 1976 - 248 pages ronéotées.
- FACTOR (H.L) - "Les modifications de structure dans l'économie des campagnes en Europe Occidentale". in "Agrarian-industrial complexes in the modern agriculture". Union géographique internationale - Groupe de Travail de l'aménagement rural - Budapest 1976 - 83 pages. Volume du 23ème Congrès International publié par l'Institut de Géographie de Budapest.
- FEJAN (F) - "L'industrie des aliments du bétail en Bretagne". m. de m. 1973.
- FLATRES (P) - "La représentation cartographique des successions culturelles". Bulletin de l'A.G.F. 1974 n° 420-421 - p. 283-285.
- GARNIER (P) - "L'organisation contractuelle des productions animales en Bretagne". Mémoire E.N.S.A.R. Rennes 1971.
- GARNIER (P), LEY (D) et PLAUD (A) - "L'organisation contractuelle des productions animales en Bretagne". Mémoire E.N.S.A.R. 1971 - 130 pages.
- GUERMOND (Y), CANEVET (C) et MACE (G) - "Evolution des combinaisons culturelles dans la France du NO". BAGF n° 420-421 - 1974 - p. 275-281.
- GUERMOND (Y) et LEDUC (A) - "Réflexions sur les procédures de classification automatique à propos de l'utilisation agricole du sol en France". In *Espace Géographique* 1975 - p. 45-52.
- HENRY (B) - "Le développement des fabrications de poudre de lait dans l'Ouest de la France". Etudes d'économie rurale n° 53 - 1956 - p. 93-109.
- HENRY (J.B) - "L'industrie laitière en Bretagne". Rennes - Etudes d'économie rurale n° 51 - 1966.

- HENRY (J.B) - "Quelques aspects des structures agricoles en Bretagne". NOROIS mars 1968 n° 57 - p. 79-86.
- HENRY (J.B) - "Quelques aspects récents de la politique des grandes firmes internationales". T.1 : les firmes américaines. Paris CNCE Rennes 1968 - 133 pages. T.2 : les grandes firmes laitières en Europe. Paris CNCE Rennes 1969 - 224 pages.
- HENRY (J.B) - "L'agriculture de l'Ouest". Centre régional de Recherches de Sociologie et d'Economie Rurale - avril 1970 - 36 pages.
- HENRY (J.B) - "Les grandes firmes européennes de l'industrie de transformation du porc (charcuterie, salaisons, conserves)". Journées Recherche Porcine 1972.
- HENRY (J.B) - "A propos de l'évolution de l'économie laitière en Bretagne de 1960 à 1970". Rennes - avril 1973 - 22 pages ronéotées.
- HENRY (J.B) - "Pénétration du capitalisme et crise agricole : l'exemple de l'économie laitière bretonne". INRA (station d'économie rurale de Rennes) n° 14 - 1974 - 32 pages ronéotées.
- HOUEE (P) - "Développement et coopération en Bretagne centrale : l'accueil des techniques et l'évolution de l'esprit coopératif dans la région de Loudéac". Thèse pour le doctorat de Sociologie - Poitiers 1963 - 191 pages ronéotées.
- KEROUEDAN (A) - "La Bretagne agricole". Chambre régionale d'Agriculture de Rennes - 1970.
- LANDAIS (B) - "Les causes de l'évolution économique des cantons ruraux de Bretagne" (1954-1962-1968) Thèse doctorat es Sciences économiques - Rennes 1974 - 394 pages ronéotées.
- LE BIHAN (J) - "Analyse économique du développement de l'aviculture moderne en Bretagne". Thèse Sciences Economiques - 1961 - 363 pages ronéotées.
- LE BIHAN (J) et SEVERAC (G) - "Etude des fonctions et opérations économiques de l'industrie des aliments du bétail". A.F.C.A. Paris 1965 190 pages.
- LE PROVOST (D) - "Essai de recherche du revenu net agricole dans le département des Côtes-du-Nord de 1966 à 1974". Rapport de stage 1975 70 pages ronéotées - Institut supérieur d'Agriculture de Lille.
- LE RHUN (P.Y) - "L'aviculture intensive en Bretagne". Thèse 3ème cycle Nantes 1972 - 266 pages ronéotées.
- MALASSIS (L) - "L'économie agricole de la Bretagne". Etudes d'Economie Rurale n° 31 - mars 1960 - p. 20-34.
- MALASSIS (L) - "Perspectives de l'élevage dans l'Ouest de la France" in Etudes d'économie rurale - décembre 1966 - p. 1-19.

- MALASSIS (L), MAHE (J), BRANGEON (J.L), RAINELLI (P) et HENRY (J.B) - "Problèmes économiques de l'élevage dans l'Ouest". Centre de recherches d'économie et de sociologie rurales. 1966 ENSA Rennes n° 54 "Etudes d'économie rurale" - 109 pages ronéotées.
- PRZEMYSŁAW H. DABROWSKI - "L'agriculture bretonne et l'agriculture paysanne en Pologne - Les voies de développement de l'agriculture paysanne en Pologne à la lumière des facteurs de développement de l'agriculture bretonne". Thèse pour le doctorat d'Université - Rennes - Varsovie 1968.
- PRIGENT (M) - "La SICA de St Pol-de-Léon". Mémoire de maîtrise Brest 1972.
- RIVIERE (H) - "Les céréales en Bretagne". m. de m. 1970.
- RULLAN (A) - "Problèmes d'approvisionnement en matière première importée pour l'alimentation du bétail en Bretagne". m. de m. 1965 - 20 pages.
- SEBILLE (A) - "L'industrie de l'abattage en Bretagne". m. de m. 1974.
- SEBILLE (A) et LOTH (M) - Chambre régionale d'Agriculture de Bretagne "La transformation des viandes en Bretagne : situation actuelle et développement".
- SIMON (M) - "L'évolution de l'agriculture dans la zone légumière Nord-Finistère". Thèse 3ème cycle 1975 Université de Haute-Bretagne 307 pages ronéotées.
- THERIN (H) - "L'élevage avicole dans les Côtes-du-Nord". m. de m. 1969.

12 - POPULATION ET ACTIVITES (situation postérieure à 1955 - classement par ordre alphabétique d'auteurs)

- SOURCES : INSEE - Recensement général de la population 1968, 1975 et collections de l'INSEE
RGA 1970.
AMPRA régionale : l'Aide aux Mutations Professionnelles et Reconversions des Agriculteurs.
Association pour le développement industriel de l'Ouest-Atlantique.
Banque de France - Rennes - Note de conjoncture Bretagne (mensuel).
Chambre de Commerce et d'Industrie de Rennes - Bulletin régional de documentation économique (fichier mensuel)
de Bretagne".
- "Annuaire industriel
études réalisées en Bretagne".
Chambre des Métiers de Saint-Brieuc
CREFE : Centre Régional d'Etudes et de Formation Economique
Direction régionale du travail et de la main d'oeuvre - Echelon régional de l'emploi
F.P.A. : Formation Professionnelle des Adultes
Mutualité Sociale Agricole

- ACEAR - "Vers une politique agricole péri-urbaine" mars 1976 - 84 pages
ronéotées + "Annexes" 180 pages.
- "L'ANNUAIRE DES 10 000 BRETONS" - Presses Universitaires de Bretagne - Saint-
Brieuc 1971 - 758 pages.
- ASSEDIC DE BRETAGNE - "L'emploi salarié dans le secteur privé en Bretagne :
pêche, industrie, commerce" n° 1 - 1974 : évolution 1971-
1972 des effectifs salariés dans les pays bretons - 90 pages
ronéotées.
- ASSEDIC DE BRETAGNE - "Evolution 1973-1974 des effectifs salariés dans les
pays bretons" avril 1976.
- ASSEDIC DE BRETAGNE - "L'emploi salarié dans le secteur privé en Bretagne :
pêche, industrie, commerce" (situation au 31 décembre 1975)
Bulletin trimestriel n° 2 - 1976 - 91 pages ronéotées.
- ASSEDIC - "Allocataires radiés des allocations Assedic en 1974" (par âge,
sexe, qualification professionnelle, activité du dernier
employeur, formation).
- BELLEC (P) - "Les zones d'attraction commerciale dans les Côtes-du-Nord"
CREFE n° 1 - 1965.
- BERTRAND (Y) - 1967 - "Les enquêtes d'attraction urbaine : leur rapport
dans l'analyse de la diffusion spatiale des effets de l'ex-
pansion. Une application à l'expansion loudéacienne". Bulletin
de conjoncture régionale n° 4 - 18 pages.
- BLEHER (J.E) - "Les prévisions d'emplois dans les commerces en Bretagne". in
Bulletin de conjoncture régionale n° 3 - 1972.
- CHESNAIS (M) - "Les industries de la France Occidentale". NOROIS - 1968 -
p. 605-616.
- CHAMBRE D'AGRICULTURE DES COTES DU NORD - "Population agricole et structures
des exploitations". novembre 1970 - 20 pages ronéotées.
- CHAMBRE REGIONALE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE BRETAGNE - 1973 - "Perspec-
tives d'occupation économique de l'espace breton" (fascicules
ronéotés).
- DIRECTION REGIONALE DU TRAVAIL - "Chiffres-clés de l'emploi régional" 1976.
- ECHELON REGIONAL DE L'EMPLOI - "Evolution de l'emploi salarié industriel dans
la région de Bretagne de 1966 à 1972" avril 1976.
- EVEN (A) - "Analyse de la mortalité et de la fécondité en Bretagne (1962)
au moyen d'indices comparatifs". Bulletin de conjoncture
régionale n° 1 - 1969.
- GAUTIER (M) - "L'énergie dans la région de programme dite de Bretagne".
NOROIS 1968 - p. 252-267.

- GUEGUEN (Y) - "Les grands établissements industriels et commerciaux en Bretagne". Sextant n° 2 - août 1971 - 12 pages.
- LANDAIS (B) - "Les causes de l'évolution économique des cantons ruraux de Bretagne (1954-1968)". Thèse pour le doctorat es Sciences économiques Rennes - 1974.
- LANDAIS (B) - "Le décollage économique est-il possible en zones rurales ?" in "La Bretagne économique" n° 145 - janvier 1976.
- LAURENT (L) - "L'emploi dans le tertiaire, le bâtiment et les travaux publics en 1962-1968 et 1975". Sextant n° 3 novembre 1971 - 17 pages.
- LE BOURVA (J) - "Etude d'armature urbaine de la région de Bretagne". 1967 36 pages.
- LE BOURVA (J) - "Perspectives de développement des "centres" des villes de l'Ouest". 1968 - 100 pages.
- LE FORBAN (M. Th) - "L'évolution récente de la population active dans les Côtes-du-Nord" m. de m. 1971 - 248 pages.
- LE GUEN (G) - "Types régionaux d'évolution démographique en Bretagne". NOROIS n° 28 : octobre-décembre 1960 - p. 389-405.
- LE GUEN (G) - "Structures sociales et économiques des villes bretonnes". NOROIS 1961.
- LE GUEN (G) - "Les migrations bretonnes vues au travers des migrations d'électeurs". Penn ar bed - décembre 1961 - p. 113-126.
- LE GUEN (G) - "L'évolution récente de la population en Bretagne". NOROIS 1964 - p. 2-38.
- LE GUEN (G) - "Les migrations bretonnes récentes" (1954-1962) - NOROIS 1965 p. 277-295.
- LE GUEN (G) - 1969 - "Les profils démographiques des cantons bretons". Actes du 91ème Congrès National des Sociétés savantes (1966) - Section de Géographie - Paris Bibliothèque Nationale 135 pages p. 107-120.
- MICHEL (Cl) - "Les migrations interrégionales de la Bretagne 1962-1968". NOROIS n° 70 - 1971 - p. 277-293.
- MEYNIER (A) - "Quelques études récentes de géographie urbaine dans l'Ouest". NOROIS n° 44 - octobre-décembre 1964 - p. 397-418.
- PHILIPPONNEAU (M) - "Inventaire des possibilités d'implantations industrielles en Bretagne". Oberthur Rennes 1956 - 163 pages.
- PHILIPPONNEAU (M) - "Au Joint Français, les ouvriers bretons..." P.U.B. 1972 135 pages.
- PIERRE (M) - "L'industrie du granite en Bretagne". Thèse Rennes 1962 - 318 pages - 54 tableaux - 2 volumes ronéotypés.

- POTET KERGOAT (M) - "Emploi féminin en Bretagne". Bulletin de conjoncture régionale n° 4 - 1972 - CREFE.
- RIGAUT (J) - "L'industrie du bâtiment en Bretagne". m. de m. 1970.
- ROUAULT (J.M) - "Population totale et population agglomérée dans les petites localités de Bretagne". AB 1949 CGPC - p. 152-153.
- de SALES (Père F) - "Enquête au contact global de Guingamp en 1962". 50 pages polycopiées.
- SURET-CANALE et CREUSOL (R) - "Quelques problèmes économiques de la Bretagne" in "Economie et politique" février 1958 - p. 43-62 et compte-rendu Meynier (A) NOROIS 1958 - p. 332-333.

12 - VOIES DE COMMUNICATION

(Toutes références d'études anciennes et actuelles - NB Le classement suit l'ordre chronologique des périodes auxquelles les ouvrages et articles se rapportent).

SOURCES : Archives départementales
Série "N" statistique financière du département pour 1901. Tableaux n° 10 et 11.
Série S (notamment liasse 33.S.2)

Période gallo-romaine "Contribution à l'étude des voies romaines dans les

COUFFON (R) - "Contribution à l'étude des voies romaines dans les Côtes-du-Nord". BMSE Côtes-du-Nord 1945 - p. 1-18.

GAULTIER DU MOTTAY - 1869 - "Recherches sur les voies romaines du département des Côtes-du-Nord". Saint-Brieuc Guyon - 185 pages + carte hors texte.

Epoque moderne et contemporaine

LE MEHAUTE (A) - 1931 - "Les transports en commun depuis le XVIIe siècle jusqu'à nos jours et la gare de l'Ouest-Etat à Saint-Brieuc". Mémoire de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord - t. LXII 1930-1931 - p. 159-178.

COUFFON (R) - 1948-1949 - "Les grands travaux de voirie au XVIIIe siècle dans le département des Côtes-du-Nord". BMSE - p. 12-46.

LETACONNOUX (J) - 1917 - "Les grands chemins de Bretagne : essai sur la résistance provinciale à la centralisation administrative au XVIIIe siècle". Revue du XVIIIe siècle - janvier-juin.

LETACONNOUX (J) - 1908 - "Note comparative sur la distance en temps entre l'intérieur de la Bretagne et la mer aux XVIII, XIX et XXe siècles". Travaux du Laboratoire de Géographie de l'Université de Rennes n° 5 - p. 1-19.

OGEE (J) - 1769 - "L'Atlas itinéraire de Bretagne contenant les cartes particulières de tous les grands chemins de cette province avec tous les objets remarquables qui se rencontrent à une demi-lieue à droite et à gauche". Paris Merlin.

ANNUAIRES DINANNAIS pour 1833 et 1834.

CORBES (H) - "Les chemins de fer en Bretagne au XIXe siècle". Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord - t. LXXXVI - 1957-1958 - p. 61-67.

Epoque actuelle

DIRECTION REGIONALE DE L'EQUIPEMENT :

PLAN ROUTIER BRETON (Dossier).

13 - NOTION DE REGION, DE PAYS, D'ESPACE, RURAL OU NON EN BRETAGNE ET AILLEURS

ASSOCIATION NORMANDE D'ECONOMIE RURALE APPLIQUEE - "Finances locales et aménagement rural". Cahier n° 22, octobre 1971, ANERA Caen - 102 pages ronéotées.

BEAUJEU-GARNIER (J) - "Géographie et aménagement du territoire en Europe". Paris Fédération Nationale des Syndicats d'Ingénieurs et de Cadres - 1963 - p. 51-64.

BEAUJEU-GARNIER (J) - "La géographie : méthodes et perspectives". Masson 1971 - 191 pages.

BEAUJEU-GARNIER (J) - "Recherches du laboratoire Analyse de l'Espace". in B.A.G.F. n° 432 - 1976 - p. 33-34.

B.A.G.F. - 1977 - n° 439 "Diverses approches de la notion de centralité en géographie" Beaujeu-Garnier (J) (sous la direction de).

BRETAGNE-EXPANSION - n° 4, avril 1976 Rennes, C.R.P. "Les Pays, vers de nouvelles solidarités villes-campagnes" (Articles de P. Houée, R. Letertre... cartes).

BONTRON (J. Cl) et MATHIEU (N) - "Les transformations de l'espace rural. Problèmes de méthode". in Bulletin d'Information de l'ACEAR fascicule 15-116 - 1973.

- CHARRE (J.G) - "L'espace dans le territoire français, morcellement et vacuité". Centre de recherche d'urbanisme - 1973 - 181 pages + annexe.
- CHASSAGNE (M.E) - "Une politique foncière en zone de développement rural. Les zones d'environnement protégé". ACEAR mars 1977 (10 pages).
- CHASSAGNE (M.E) - "Objectifs et moyens d'action foncière des collectivités locales". ACEAR mars 1977 (10 pages).
- CHASSAGNE (M.E) et RENARD (V) - "Fiscalité et occupation de l'espace". ACEAR mars 1977 (15 pages ronéotées).
- CLAVAL (P) - "Géographie générale des marchés". Les Belles Lettres - 1962 - 360 pages.
- CLAVAL (P) - "Essai sur l'évolution de la géographie humaine". Les Belles Lettres - 1964 - 163 pages.
- CLAVAL (P) et JUILLARD (E) - "Région et régionalisation dans la géographie française et dans d'autres sciences sociales". Cahiers de l'Institut d'Etudes politiques de l'Université de Strasbourg III - Paris - Librairie Dalloz - 1967 - 93 pages.
- CLAVAL (P) et NARDY (J.P) - "Pour le cinquantenaire de la mort de Paul Vidal de la Blache". Etudes d'histoire de la géographie par P. Claval et J.P. Nardy - Paris Les Belles Lettres - 1968 - 131 pages.
- CLAVAL (P) - "Régions, nations, grands espaces, géographie générale des ensembles territoriaux". Genin - 1968 - 839 pages.
- CLAVAL (P) - "La pensée géographique, introduction à son histoire". Société d'édition d'enseignement supérieur - Paris - 1972 - 119 pages.
- CLAVAL (P) - "Principes de géographie sociale". Paris Genin - 1973 - 352 p.
- CLAVAL (P) - "Eléments de géographie humaine" illustré par F. Claval. Edition Genin 1974 - 414 pages.
- CLAVAL (P) - "Eléments de géographie économique" illustré par F. Claval. Paris Genin 1976 - 361 pages.
- CNRS - Colloque de Strasbourg - octobre 1974 - "Régions et régionalisme en France du XVIIIe siècle à nos jours" PUF - Actes du Colloque de Strasbourg 11-13 octobre 1974 publiés par GRAS (Ch) et LIVET (G) 1977 - 594 pages - voir la 4ème partie : de 1939 à nos jours, notamment PHILIPPONNEAU (M) "La gauche et le régionalisme 1945-1974".
- DOLLFUS (O) - "L'espace géographique". PUF "Que sais-je ?" 1970 - 126 pages.
- EMANUEL (A) - "Questions de politique régionale". Organisation de coopération et de développement économiques - 1973 - 318 pages.

- de FARCY (H) - "L'espace rural". PUF "Que sais-je ?" - 1975 - 126 pages.
- de FARCY (R.P) - "Les assises des pays et comités d'aménagement rural".
Comptes rendus des séances de l'Académie d'agriculture de
France - 1976 - n° 11 - p. 863-874.
- FLATRES (P) - "Les divisions territoriales de Basse Bretagne comparées à
celles des contrées celtiques d'outre-mer". A. de B. 1956
p. 3-17.
- FREMONT (A) - "La région : essai sur l'espace vécu". in Mélanges offerts à
A. Meynier - P.U.B. Rennes 1972 - p. 663-678.
- FREMONT (A) - "Recherches sur l'espace vécu". in Espace géographique n° 3
1973 - p. 231-238.
- DULONG (R) - "Le régionalisme en Bretagne". 1973. 283 pages. Ronéoté.
- GALLOIS (L) - "Régions naturelles et noms de pays". Paris 1908. Colin 356 pages
- GUIGOU (J.L) - "Formes de l'espace économique et de l'espace social". Commu-
nication (4 pages ronéotées) Journées (novembre 1976) de la
S.F.E.R.
- INSEE : tous documents dont Institut National de la Statistique et des Etudes
Economiques - "Les régions géographiques de la France". Paris
1942 - 636 pages.
- HOUÉE (P) - "Coopération et organisation agricoles françaises". t.I : Intro-
duction historique, 127 pages - t.II : Eléments bibliographi-
ques (1884-1966) 422 pages - Paris Cujas 1969 (Prix de la
Coopération 1970).
- HOUÉE (P) - "Les étapes du développement rural". t.I : une longue évolution
(1815-1950) 191 pages - t.II : la révolution contemporaine
(1950-1970) 295 pages - Paris Ed. Ouvrières 1972 (2ème prix
O. de Serres 1973).
- HOUÉE (P) - "Quel avenir pour les ruraux ?" Paris, Ed. Ouvrières 1974 -
248 pages. "Coopération et organisations agricoles françaises"
Archives internationales de Sociologie de la Coopération
(AISC) n° 21 janvier-juin 1967 - p. 130-200.
- HOUÉE (P) - "Mouvement coopératif agricole et développement rural". Revue
des Etudes coopératives n° 164 - 1971 - p. 145-164.
- HOUÉE (P) - "Le monde rural à la recherche d'un avenir" in Agriculteurs et
ruraux dans le monde de demain - Colloque du CENECA mars 1971
p. 121-127.
- HOUÉE (P) - "Analyses et perspectives de l'évolution du monde rural - t.I :
images et projets des organisations et pouvoirs publics 169
pages photocopiées - t.II : études scientifiques 112 pages
photocopiées (en collaboration avec J. Mengin) Paris FORS 1972.

- HOUEE (P) - "Responsables ruraux face à l'avenir" Paris FORS 1973 - 115 pages photocopiées.
- HOUEE (P) - "Actions de développement micro-régional en milieu rural français" Archives internationales Sociologie de la Coopération n° 34 juillet-décembre 1973 - p. 70-81.
- HOUEE (P) - "Onze expériences de développement micro-régional en milieu rural français". Espace 90 - n° 39 janvier 1974 - p. 8-25.
- HOUEE (P) - "Animation et développement micro-régional en milieu rural français". Economie rurale n° 99-100 janvier-mars 1974 - p. 41-51.
- HOUEE (P) - "L'animation du développement en milieu rural : un nouveau pouvoir ?" Colloque ruraliste Strasbourg 1975 - Etudes rurales (à paraître).
- HOUEE (P) - Approche du développement micro-régional - mai 1976 - 81 pages photocopiées. Développer son pays (rédaction provisoire) janvier 1977 - 100 pages photocopiées.
- JOUBE (M) - "Une politique foncière péri-urbaine - Politique foncière et Programme d'Action Foncière" ACEAR mars 1977 (6 pages).
- LABASSE (J) - "L'organisation de l'Espace" Hermann Paris 1966 - 694 pages.
- LABORATOIRE DE GEOGRAPHIE RURALE - Université de Paris I - ENS de Fontenay-aux-Roses - "Réflexions sur l'espace rural français - Approches - Définition - Aménagement". 165 pages ronéotées.
- LE COZ (J) - "Intégration ternaire de l'agriculture et aménagement de l'espace rural". L'Espace géographique t.I n° 4 1972 - p. 217-229.
- LE COZ (J) - "Régime capitaliste et organisation de l'espace rural". Communication aux Journées de la SFER - 5 pages dactylographiées (novembre 1976).
- LE GUEN (G) - "La notion de pays et son évolution en Bretagne" Journées géographiques de Brest (1977) Commission d'analyse régionale - 8 pages dactylographiées + 2 cartes.
- MATHIEU (N) - "Le rôle des petites villes en milieu rural". BAGF 1972 n° 400-401 - p. 287-294.
- MAC DONALD, M.A. (J.R) - "An approach to the problem of regional distribution : the cas of Britain, a region of Western France". Urbana Illinois 1964 et MEYNIER (A) compte rendu NOROIS n° 45 - janvier-mars 1965.
- MEYNIER (A) - "Départements et communes de France sont-ils trop petits ?" Mélanges O. Tulipe t.II - Edition Duclot Gembloux 1968 - p. 442-451.
- MEYNIER (A) - "L'organisation de l'espace dans les vallées de la Cère et de l'Alagnon". La Revue de la Haute-Auvergne T. 45, 77e année - juillet-septembre 1975 - p. 205-208.

- MOREAU (J) - "Administration régionale, locale et municipale" 3ème édition
Dallos - 1976 - 137 pages.
- MUCCHIELLI (R) (séminaires de) - "Psycho-sociologie d'une commune rurale".
Entreprise moderne d'édition - Librairies techniques Les
éditions E.S.F. Paris 1976 - 98 p + 91 p.
- PERRIN (J. Cl) - "Le développement régional". PUF - 1975 - 208 pages.
- PHILIPPONNEAU (M) - "Géographie régionale et géographie appliquée". Université
de Rennes : 50ème anniversaire du Laboratoire de Géographie -
volume jubilaire 1952 Imprimeries Réunies Rennes - 413 pages.
- PHILIPPONNEAU (M) - "Le problème breton et le programme d'action régionale.
Un problème type de la politique de développement des écono-
mies régionales". A. Colin 1957 - 175 pages.
- PIATIER (A) et MADEC (J) - "Comment et pourquoi définir l'espace rural ?"
Communication (30 pages dactylographiées) Journées (novembre
1976) de la S.F.E.R.
- SAGAZAN (G) (de) - "La promotion des pays. Rapport présenté au nom de la
commission de promotion des pays. Bretagne, Information et
Action - décembre 1973.
- REY (V) - Equipe de géographie rurale - Paris - "Pour un bilan critique des
approches de l'espace rural français et de son aménagement"
4 pages ronéotées.
- ROBERT (E) - 1905 - "La ceinture dorée" existe-t-elle ?". A. de G. p. 367-
372.
- UZAN-LE PAGNOT (L) - "Un espace agricole est-il un espace atone ?" BAGF
n° 432 - 1976 - p. 55-60.

14 - BIBLIOGRAPHIE PROPRE AUX PAYS DES COTES-DU-NORD

MENE - PAYS DE LOUDEAC

- HOUÉE (P) - "Développement et coopération agricole en Bretagne Centrale".
Thèse de doctorat sociologie, Faculté Lettres Poitiers 1965 -
460 pages photocopiées.
- BERTRAND (Y) et JEGOUZO (G) - "Effets d'implantations industrielles récentes,
une enquête dans la région de Loudéac (Côtes-du-Nord)" CNRS
INRA - décembre 1968.
- BERTRAND (Y) - "Loudéac : un foyer de développement en Bretagne Centrale".
CREFE 1967 - 1er trimestre.

- BONNEAU (M) - "Les résidences secondaires à Caurel" in Travaux du Laboratoire de Géographie rurale de l'Université de Lille - Cahier n° 1 - p. 65-72 1972.
- BOUCHE (F) - "Industrialisation de Pontivy et Loudéac : causes et conséquences dans une perspective de développement de la région" m. de m. 1972 - 183 pages ronéotées.
- DEWAILLY (J.M) - "Equipements touristiques du lac de Guerlédan" in Travaux du Laboratoire de Géographie rurale de l'Université de Lille - Cahier n° 1 - p. 73-78. 1972.
- FLATRES (P) - "Cartographie des sites : l'exemple de Guerlédan" in Travaux du Laboratoire de Géographie rurale de l'Université de Lille - cahier n° 1 - p. 43-50. 1972.
- GAUTIER (M) - "Loudéac (Côtes-du-Nord) : un modèle d'adaptation à l'évolution économique" Penn ar bed n° 44 - 1966 - p. 169-174.
- LE BRANCHU (M) - "Loudéac : l'expansion économique d'une commune rurale" m. de m. 1970.
- LE GAL (M) - "Exode agricole et rurale, décentralisation industrielle et possibilité d'une agriculture nouvelle dans le canton de Loudéac" Promotion de l'Ecole Supérieure des Géomètres et Topographes - Paris 1970 - 114 pages ronéotées.
- MARTIN (M) - "Approche socio-économique de la région de Loudéac" U.E.R. Sociologie d'Angers - 1964 - 145 pages.
- POCARD (M) - "Le commerce dans la Bretagne centrale : la région de Pontivy-Loudéac" m. de m. 1976.
- QUERE (Y) - "Créer une métropole rurale en plein centre de la Bretagne" in "La Bretagne économique" n° 84 - novembre 1969.
- QUERE (Y) - "La position centrale du triangle Pontivy-Loudéac-Mur-de-Bretagne" in "La Bretagne économique" n° 83 - octobre 1969.
- SOHIER (G) - "Etude du développement urbain et industriel de Loudéac" m. de m. 1967.
- VIVIER (Ed.) - "Note sur les défrichements qui se sont accomplis dans la commune de Saint-Jacut-du-Mené (Côtes-du-Nord)". Société d'Emulation 1865 tome I - p. 39-46.

HAUTE-CORNOUAILLE DES COTES-DU-NORD

- ARMOR-MAGAZINE - Le livre vert du CIDECOB - n° spécial juillet 1971 (n° 20).
- BARIOU (R) - "Etude économique et humaine des montagnes noires et leurs prolongements vers Quénecan" m. de m. 1967.

- BARIOU (R) - "Dépeuplement, exode, dépopulation en Bretagne centrale : l'exemple de la Haute-Cornouaille" NOROIS octobre-décembre 1974 n° 84 p. 527-539.
- BARIOU (R) - "Problèmes économiques de la Bretagne centrale : l'exemple du Centre-Ouest breton" NOROIS janvier-mars 1975 n° 85 - p. 5-20.
- CHOMBART DE LAUWE (J) et MORVAN (F) - "Les possibilités de la petite entreprise dans l'agriculture française" contribution monographique (en fait Bassin de Châteaulin ; prolongation de celui de Corlay) - ed. S.A.D.E.P. Paris 1954 - 147 pages.
- FOURNIER (L) - "Monographie géographique de la commune de Bulat-Pestivien (Côtes-du-Nord)" Presses Bretonnes Saint-Brieuc 1934 - 174 pages.
- FROTTIER DE LA MESSELIÈRE (vicomte) - "Le Poher, Finistère et Côtes-du-Nord : ses monuments, ses fiefs, ses manoirs et leurs possesseurs. Etude historique et catalogue illustré des monuments de cette région" Saint-Brieuc Presses Bretonnes 1949 - 89 pages.
- GAUTHIER (M) - "Les foires de Rostrenen (Côtes-du-Nord)". Information géographique 1940 n° 4.
- HUVET (M) et JOLIF (E) - "Trois commanderies de l'ordre de Malte en Bretagne aux XVII et XVIIIe siècle : Pont-Melvez, Maël et Louch" m. de m. 1968. (histoire).
- L'ALLINEC (A.Y) - "Les mutations agricoles. Origine et diffusion des innovations agricoles dans le sud-ouest des Côtes-du-Nord" m. de m. 1976 - 235 pages ronéotées.
- PRIGENT (A) - "La commune de Duault" m. de m. Rennes 1972.
- SOHIER (M) - "La vie rurale dans les communes de Plédéllac, Pleven, Pluduno, Plorec, Bourseul (Côtes-du-Nord)" m. de m. 1968.

TREGOR, GOELLO ET PAYS DE GUINGAMP

SOURCES : Archives départementales :

Série E (2550) fief de Ploubazlannec - Kerity - Perros - Hamon
Série H (sans autres références) abbaye de Beauport
Série E : E 1074 Duché de Penthièvre : seigneurie de Guingamp

- TROGUINDY (comte de) - "Mémoire sur le domaine du Brohet-Beffou". 1882 - 96 pages manuscrites + 2 vues cavalières, 1 plan d'irrigation plan bâtiment.
- AMOURETTE (A) - "Le Goëlle littoral, étude régionale" 1948 m. de m.
- BARBIER (P) - "Le Trégor Historique et Monumental" 546 pages + cartes hors texte. Les Presses Bretonnes Saint-Brieuc 1960.

- BAZART (M) - "Etude de l'évolution de la population de la ville de Guingamp et de ses rapports récents avec l'économie" m. de m. 1970.
- BERTRAND (Y) - "Effets d'implantations industrielles récentes (résultats d'enquêtes dans la région de Lannion)" in Bulletin de Conjoncture régionale 1970 : n° 1-2 (41 pages).
- BOUSSARD (P) - "Guingamp, cité industrielle ?" NOROIS 1973 p. 237-263.
- CARDIN (P) - "Structure agraire du Goëlle méridional" m. de m. 1964.
- JEGOUZO (G) et DAUCE (P) - "Les usines électroniques de Lannion (Côtes-du-Nord) contribuent-elles à accélérer l'exode agricole dans leur zone d'influence" Bulletin de Conjoncture Régionale n° 1 et 2 - 1970.
- HELLO (M) - "Rotations culturales (interfluve le Trieux - le Leff)" m. de m. 1976.
- HENRY (M) - "La propriété des citadins dans le Trégor" NOROIS 1968 p. 387-400.
- GAUTIER (M) - "Tréguier" m. de m. 1940.
- GODARD (J) - "Une commune bretonne pendant la Révolution : Hillion, 1789-1800" m. de m. 1958 (histoire).
- KERLEVEO (J) (abbé) - "Paimpol au temps d'Islande" Lyon Chronique sociale France 1944 - t.1 348 pages.
- LE BONNIEC (Y) - "L'abbaye de Beauport au XIIIe siècle - ordre de Prémontré" 1965 (DES Histoire).
- LEFEVRE (D) - "Lannion : étude de géographie urbaine" m. de m. 1961.
- LE FORESTIER (G) - "Guingamp : étude de l'évolution contemporaine" 2 volumes - m. de m. 1963.
- LE LANNOU (M) - "Un village trégorrois : Tréverec" IG Février 1928 p. 24-38.
- LE LANNOU (M) - "Le Trégorrois, étude de géographie agricole" AG 1931 - p. 131-144.
- LE LANNOU (M) - "Une excursion en Trégorrois" Information Géographique 1938-1939 - p. 19-23.
- LE LANNOU (M) - "Paimpol au temps d'Islande" AG 1946 - p. 132-133.
- LARGILLIERE (R) - "Les Minihy" M.S.H.A.B. t. VIII - 1927 - p. 183.
- MEUDAL (E) - "Utilisation du sol et rotations des cultures de la commune de Pleubian" m. de m. 1975.
- MORVAN (J) - "L'abbaye de Beauport, étude historique et archéologique" Bulletin de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord t. LII - 1920 - p. 33-69.

- PERROT (C) - "Le pays de Paimpol" A. de G. 1923 - t.XXXII - p. 177-178.
- QUIVIGER (M. Th) - "La mytiliculture dans la sixième région économique" 1963 - DES - 93 pages.
- ROSTREN (M) - "L'I.V.D. et son influence sur les structures des exploitations agricoles de la région de Lannion" m. de m. 1971.
- SALAUN (M.A) - "Guingamp : étude de géographie urbaine" m. de m. 1953.

PAYS DE LAMBALLE

SOURCES : Archives départementales

- Série E (I - 1481 : Duché de Penthièvre)
- | | | |
|-----------|---|--------------------------|
| E 74-99 |) | |
| E 414-553 |) | Seigneurie de Lamballe |
| E 619-641 |) | Seigneurie de Moncontour |

- BOTREL (A) - "Le canton de Lamballe pendant l'insurrection de 1799". A. de B. 1910-1911 n° 26 - p. 519-539.
- BOTREL (A) - "Dahouët, depuis ses origines jusqu'en 1914" Saint-Brieuc Guyon 1921 - 28 pages.
- CARDIN (P) - "Utilisation du sol, rotations de cultures dans la commune associée de Fréhel" m. de m. 1976.
- FROTTIER DE LA MESSELIÈRE (vicomte) - "Le pays de Lamballe" Bulletin et Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord tome LII 1921 - p. 23-59 - 1922 - p. 23-53.
- JOLY (E) - "Une paroisse de l'évêché de Saint-Brieuc : Pléneuf sous l'Ancien Régime" avec 17 illustrations (244 pages ronéotées) 1937 - au Presbytère de Pléneuf.
- GUESDON (Y) - "Utilisation du sol et rotations de cultures dans la commune de Ploubalay" m. de m. 1976.
- LEGOFF (J) - "Les seigneuries de la famille de La Moussaye dans le pays lamballais du XVIIIe siècle" 1968 m. de m. (histoire).
- LOGEAIS (J.P) - "Elaboration et commentaire des cartes agraires de Saint-Cast et Lamballe" m. de m. 1961.

PAYS DE DINAN

- ANNUAIRE DINANNAIS POUR L'ANNEE : 1832 - 1ère année Dinan Huart 216 pages
- | |
|--|
| - pour 1833, 2ème année, Dinan Huart, 316-16 pages |
| - pour 1834, 3ème année, Dinan Huart, 300-70 pages |
| - pour 1835, 4ème année, Dinan Huart, 214-64 pages |

- pour 1836, 5ème année, Dinan Huart, 368 pages
- pour 1837, 6ème année, Dinan Huart, 290 pages.
- BARBIER (P) - "Etude humaine et économique du canton de Caulnes" m. de m. 1964.
- BROUARD (M) - "Un des moulins à marée de la Rance". Annales de la Société d'histoire et d'archéologie de l'arrondissement de Saint-Malo 1975 - p. 206-218.
- CENTRE REGIONAL ARCHEOLOGIQUE D'ALET - "Les dossiers du centre" édités par le Centre Régional archéologique d'Alet.
- CODEPRAN - "Proposition pour le développement du tourisme rural dans l'intérieur des pays de la Rance" janvier 1976 (ronéoté 150 pages).
- FLATRES (H) - "L'aménagement touristique des rias bretonnes" p. 107-120 dans Travaux de l'Institut de Géographie de Reims "Le tourisme dans l'espace littoral" Publication trimestrielle 23-24 1975.
- HUET (V) - "Les appartenances du pays de Dinan à travers les âges" Rollin Blois - 1976 - 337 pages.
- SIMON (A) - "Industrie et industrialisation de la ville de Dinan" m. de m. 1965.
- STEPHAN (J) - "Dinan, étude de géographie urbaine" A. de B. 1948 CGPC. p. 199-206.

PAYS DE SAINT-BRIEUC

SOURCES : Archives départementales : E 2603 Série Pré-Créhan

- LUCAS (P) - "Appréciation des opérations présentées sur le projet de dessèchement des grèves de Hillion et de Langueux" Saint-Brieuc 1833 - 26 pages manuscrites.
- LUCAS (P) - "Observations sur le projet de dessèchement des grèves de Hillion et de Langueux" Saint-Brieuc 1833 - 20 pages manuscrites.
- MINES DE TREMUSON - "Rapport de la Direction des travaux" Saint-Brieuc 1901 avec plans et cartes (anonyme).
- BESNIER (A) - "Le port du Légué" 1927 - p. 269-273 A. de G.
- FRABOULET (M) - "Les rives de l'Anse d'Yffiniac" - 1958 m. de m.
- GERVAISE (Y) - "Evolution de l'économie entre Rance et Baie de Saint-Jacut" m. de m. 1965 - 157 pages.

- HUERRE (H) - "Le Quintin, pays de confins" BMSE 1950-1951 - p. 38 avec
1 carte.
- HUON (R) - Saint-Brieuc : Etude de géographie urbaine - m. de m. 1943.
- LEMON (G.S) - "Ecole d'agriculture de Saint-Ilan" Saint-Brieuc 1904 - 11
pages manuscrites.
- LE PECHOUX (Ch) - "L'orphelinat de Saint-Quihouët en Plaintel (Côtes-du-Nord)"
BMSE 1947-1948 - p. 55-86.
- LE SAOUT (P) - "La banlieue briochine" m. de m. 1964.
- MADEC (M) - "Quintin" m. de m. 1965.
- MOISAN (R) - "Desserte maritime des Côtes-du-Nord" Chambre de Commerce et
d'Industrie des Côtes-du-Nord octobre 1975.
- MORVAN (Y) - "Les territoires communaux en Bretagne : études des communes
appartenant aux cantons de la Baie de Saint-Brieuc" m. de m.
1970.
- RIOU (J.Y) - "Formes de croissance urbaine à la périphérie briochine" m. de
m. 1972.
- ROGIER (A) - "Population et population active de Saint-Brieuc" m. de m. 1970.
- THIRION (Ch) et AVERAN - "Une mine métallique française : centre minier et
métallique de Trémuson" Bulletin de la Société géologique
et minérologique de Bretagne - Rennes 1932 - t.X - p. 171-202.

LISTE DES TABLEAUX CONTENUS DANS LE TEXTE ET DES DOCUMENTS
ANNEXES.

	Page
1 - Les tranches d'âges d'un recensement à l'autre de 1872 à 1936.	22
T. 1 Population des principales villes (communes et non unités urbaines) du département de 1836 à 1975.	
2 - Approche de l'immigration et de l'émigration dans une commune : l'exemple de Paule de 1831 à 1906.	25
T. 2 Hauteurs moyennes des pluies des stations de la carte de Saint-Brieuc entre 1951 et 1970.	
3 - Pourcentages des communes qui ont accusé un excédent d'immigration pour une durée d'un lustre au moins de 1836 à 1931.	32
T. 3 Les valeurs mensuelles de l'E. T. P. pour Ploufragan.	
4 - La fréquence des mariages rapportée à la population mariable des hommes et des femmes pour 10 000 habitants entre 1860 et 1892.	38
T. 4 Rendement à l'hectare en hectolitres des différentes céréales dans les différents arrondissements du département en 1844.	
5 - Localisation de l'habitat sur les feuilles de Lamballe.	118
T. 5 Evolution démographique des départements entre 1954 et 1975.	
6 - Localisation de l'habitat sur les feuilles de Rostrenen.	119
T. 6 Evolution du taux d'urbanisation en Bretagne et en France.	
7 - Localisation de l'habitat sur les feuilles de Quintin.	120
T. 7 Origine et destination des migrants de 1962 à 1975.	
8 - La répartition des toponymes en "Ville" et en "Ker" à la jonction des pays gallo et bretonnant.	126
T. 8 Répartition des émigrants et immigrants par catégories socio-professionnelles entre 1962 et 1968 pour les Côtes-du-Nord.	
9 - Superficie des manoirs.	129
T. 9 Evolution du solde migratoire dans les communes rurales et les communes urbaines des Côtes-du-Nord entre 1954 et 1962 et 1962-1968.	

- 10 - Valeur de la production agricole végétale et animale en 1948-49 dans les départements bretons. 170
T. 10 Taux de mortalité de 1954 à 1976.
- 11 - Mouvement migratoire, excédent naturel et solde migratoire dans les Côtes-du-Nord de 1954 à 1968. 182
T. 11 Taux de mortalité des villes.
- 12 - Evolution de l'émigration et de l'immigration dans les Côtes-du-Nord de 1954 à 1968. 183
T. 12 Infrastructure médicale (1960-1972).
- 13 - Taux bruts de natalité pour 1 000 de 1954 à 1976. 186
T. 13 Evolution des taux d'excédent naturel de 1954 à 1975.
- 14 - Taux de nuptialité de 1958 à 1976. 189
T. 14 Mouvement naturel dans les communes rurales et urbaines.
- 15 - Part des groupes d'âges dans la population des Côtes-du-Nord de 1954 à 1975. 194
T. 15 Taux annuels de variation de population de 1954 à 1975 à Gouarec.
- 16 - Comparaison de la structure des âges en 1968 et 1975. 195
T. 16 Pourcentage des différentes tranches d'âges dans le canton de Gouarec.
- 17 - Pourcentage d'actifs par rapport à la population totale en 1968 et 1975. 197
T. 17 Les composantes de l'évolution démographique de 1954 à 1975 à Loudéac.
- 18 - Evolution de la population active ayant un emploi, en pourcentage annuel de 1954 à 1962, de 1962 à 1968 et de 1968 à 1975. 198
T. 18 Taux d'activité de Saint-Brieuc (commune).
- 19 - Evolution de la population active agricole et non-agricole des Côtes-du-Nord de 1954 à 1975. 199
T. 19 Evolution de la population active ayant un emploi par catégories socio-professionnelles de 1962 à 1975 (en valeurs absolues et en pourcentages).
- 20 - Evolution de la population active par sexe de 1954 à 1975. 200
T. 20 L'âge des mutants de l'agriculture dans les Côtes-du-Nord et en Bretagne.

	Page
21 - Evolution de la population active agricole des Côtes-du-Nord par statut de 1954 à 1975.	201
T. 21 Répartition des établissements par branches d'activité, créés entre 1954 et 1969 dans le département des Côtes-du-Nord.	
22 - Evolution de la composition par âge de la population active agricole des Côtes-du-Nord de 1954 à 1975.	203
T. 22 Evolution des branches industrielles dans les Côtes-du-Nord de 1954 à 1975.	
23 - Besoins journaliers actuels en eau en période de pointe.	254
T. 23 Corrélation entre la taille moyenne des parcelles d'exploitation et le coût des travaux mécaniques en 1960-61.	
24 - Estimation des besoins journaliers futurs en eau en période de pointe.	255
T. 24 Situation du remembrement en 1978.	
25 - La dimension des entreprises de collecte.	287
T. 25 Les acquisitions réalisées par la S.B.A.F.E.R. depuis l'origine (ventilation par département).	
26 - Pourcentages respectifs (des chiffres d'affaires) des coopératives des Côtes-du-Nord.	299
T. 26 Les acquisitions de la S.B.A.F.E.R. en Bretagne et dans les Côtes-du-Nord.	
27 - La part commercialisée par les coopératives pour les différents produits.	300
T. 27 Les agrandissements d'exploitation par suite de l'intervention de la S.B.A.F.E.R. dans les Côtes-du-Nord.	
28 - La part des coopératives dans la production de l'aliment dans l'ensemble de la Bretagne.	322
T. 28 Répartition des essences par arrondissement et en pourcentage.	
29 - L'endettement selon les types d'activité des exploitations en 1973-1974.	335
T. 29 Tonnages des grumes exploitées en Bretagne.	
30 - Structures agricoles du Mené (23 communes).	367
T. 30 Les massifs forestiers : leur répartition dans les différentes classes de surface dans les Côtes-du-Nord.	

31 - Crédits rénovation rurale obtenus entre 1971 et 1975 pour le Mené.	376
T. 31 Les massifs forestiers : leur répartition dans les différentes classes de surfaces : résumé de comptages détaillés.	
32 - Objectifs et actions du comité du Mené : 1965-1975.	379
T. 32 Subventions pour l'aménagement des eaux : année 1974.	
33 - Origine du personnel des entreprises Olida et Duquesne.	394
T. 33 Barrages utilisés pour l'alimentation en eau potable.	
34 - Qualification et non qualification dans l'entreprise Olida en 1968 pour les employés d'origine agricole.	394
T. 34 Capacités de production actuelles des installations de pompage et de traitement (en 1977).	
35 - Insémination porcine (centre de Loudéac).	400
T. 35 Production et commercialisation des céréales.	
36 - Population des communes et nombre de salariés à Loudéac et à Pontivy pour une distance identique travail-résidence.	411
T. 36 Collecte et besoins en céréales dans les Côtes-du-Nord (en tonnes).	
37 - Répartition des exploitations agricoles selon les classes de superficies dans le Sud-Ouest des Côtes-du-Nord.	420
T. 37 Production, commercialisation et utilisation à la ferme des différentes céréales (en 1973-74, 1974-75, 1975-76).	
38 - Répartition des exploitations agricoles en trois groupes selon leur superficie, en 1967 et 1974.	421
T. 38 Production et collecte de lait (en hectolitres).	
39 - Répartition des tracteurs selon leur puissance.	422
T. 39 Evolution récente des effectifs des différentes races de vaches dans les Côtes-du-Nord.	
40 - Régression des céréales et des prairies artificielles.	423
T. 40 Evolution du contrôle laitier dans les étables des Côtes-du-Nord.	
41 - Répartition des cultures dans la superficie utilisée.	424
T. 41 Moyennes des productions contrôlées par race dans les Côtes-du-Nord.	
42 - Evolution du cheptel bovin de 1955 à 1970.	424
T. 42 Evolution de la production laitière dans les Côtes-du-Nord (en hectolitres).	

	Page
43 - Extension de la culture des légumes de conserves.	427
T. 43 Importance des fabrications bretonnes en France (résultats en 1971 et 1976 en pourcentage).	
44 - Population active 1968.	438
T. 44 La transformation des produits laitiers dans les Côtes-du-Nord et la région Bretagne.	
45 - Population de Tréguier de 1976 à 1931.	440
T. 45 Evolution de la collecte de lait de la coopérative de l'Emeraude : exemple de conversion de collecte de crème en lait entre 1967 et 1970.	
46 - Passages sur la route de Lannion à Paimpol, à Tréguier en 1924, en 30 jours.	441
T. 46 Activité de l'U. L. B. (litres de lait).	
47 - Les armements du quartier de Tréguier en 1932.	442
T. 47 Répartition de la collecte de lait entre les entreprises privées et les coopératives en Bretagne (en % ; en 1970).	
48 - Population active par catégories socio-professionnelles en 1968.	443
T. 48 Dimension des entreprises de collecte.	
49 - Observation de la modernisation des magasins qui permet de les classer en 4 groupes.	443
T. 49 Investissements dans les différentes branches d'acti- vité de la part des coopératives laitières et des indus- triels des Côtes-du-Nord pour les années 1967-1970 (en francs).	
50 - Répartition des espèces végétales suivant la catégorie des ex- ploitations en 1974.	456
T. 50 Evolution de la production de viande dans les Côtes- du-Nord (en tonnes de viande nette, c'est-à-dire en carcasses).	
51 - Corrélation entre les exploitations et le nombre de parcelles légumières à Pleubian en 1974.	457
T. 51 Effectif de l'abattage contrôlé des truies, dans les Côtes-du-Nord, au cours de l'année de crise de 1970.	
52 - Corrélation entre les exploitations et le nombre de parcelles en cultures fourragères et prairies permanentes.	457
T. 52 Les principaux abattoirs (publics et privés) de bovins et porcs dans les Côtes-du-Nord.	

- 53 - Répartition des rythmes d'après les têtes de rotations de l'ensemble des parcelles cultivées. 463
 T. 53 Les petits abattoirs publics des Côtes-du-Nord en 1974.
- 54 - Ensemble de l'activité légumière. 465
 T. 54 Production et transformation de la viande porcine dans les Côtes-du-Nord.
- 55 - Activité économique de l'U. C. A. 475
 T. 55 Les principales entreprises agro-alimentaires des Côtes-du-Nord, en 1978.
- 56 - Permis de construire délivrés par la mairie de Hénanbihen. 492
 T. 56 Evolution de la production des poulets de chair dans les Côtes-du-Nord.
- 57 - La répartition des adhérents à la Cooperl en 1977. 502
 T. 57 Stockage de la viande de volaille dans les Côtes-du-Nord en 1974 (en tonnes).
- 58 - Répartition des constructions à usage agricole à Pléhérel et Plévenon de 1968 à 1975. 507
 T. 58 Le stockage de la viande de volaille en Bretagne et en France.
- 59 - Répartition comparée des grands groupes d'exploitation à Plévenon, Pléhérel et dans les Côtes-du-Nord (en pourcentage). 508
 T. 59 Tonnages (poids net) abattus dans les abattoirs de volailles en 1973 et 1974.
- 60 - Evolution comparée des grands groupes d'âge de 1954 à 1968. 509
 T. 60 Abattoirs de plus de 1 000 tonnes par an, en 1974.
- 61 - Evolution de la fréquentation des campings de Pléhérel et Plévenon depuis 1972. 509
 T. 61 Nombre de poules pondeuses existant dans les Côtes-du-Nord.
- 62 - Evolution du nombre des truies dans le pays de Dinan. 528
 T. 62 Le conditionnement des œufs dans les Côtes-du-Nord selon l'importance des centres.
- 63 - Les électeurs inscrits et radiés dans la petite région de Quintin 547
 T. 63 La production des groupements de producteurs (en 1972).

	Page
64 - Où se dirigent les électeurs radiés de Quintin. ?	548
T. 64 Evolution de la production du groupement des producteurs de poulets d'Armorique.	
65 - Professions des électeurs partis de Quintin.	549
T. 65 Chiffres d'affaires, par secteur dans les Côtes-du-Nord (en 1974).	
66 - La propriété foncière à Quintin.	550
T. 66 Les groupements de producteurs reconnus.	
67 - Répartition par catégories socio-professionnelles.	551
T. 67 Evolution récente de la production des pommes de terre dans les Côtes-du-Nord.	
68 - Classes d'adultes à Quintin.	552
T. 68 Evolution des superficies consacrées aux choux-fleurs dans les Côtes-du-Nord.	
69 - Répartition de la population selon le sexe à Quintin.	552
T. 69 Evolution des superficies consacrées aux artichauts dans les Côtes-du-Nord.	
70 - Actifs du bassin démographique de Quintin.	552
T. 70 Evolution des superficies consacrées aux petits pois dans les Côtes-du-Nord.	
71 - Evolution du nombre des exploitations d'après leur surface.	553
T. 71 Surfaces couvertes en petits pois dans les Côtes-du-Nord (production sous contrat).	
72 - Ventilation des commerces de détail, par activité, suivant les secteurs urbains en 1970.	560
T. 72 Production de légumes dans les Côtes-du-Nord (en 1969, 1973-74 et 1975-76).	
73 - Evolution de la population des quartiers centraux de 1962 à 1968.	561
T. 73 Evolution de l'insémination artificielle bovine dans les Côtes-du-Nord.	
T. 74 L'insémination artificielle bovine dans les Côtes-du-Nord (Inséminations premières).	
T. 75 Production végétale dans les Côtes-du-Nord et dans les autres départements bretons, par rapport à la production agricole finale totale à l'intérieur de chaque département.	

- T. 76 Production animale dans les Côtes-du-Nord et dans les autres départements bretons, par rapport à la production agricole finale totale à l'intérieur de chaque département.
- T. 77 Données départementales et urbaines.
- T. 78 Département : Côtes-du-Nord. Evolution de la population municipale 1968-1975.
- T. 79 L'évolution démographique jusqu'en 1975 des "pays" des Côtes-du-Nord.
- T. 80 Comparaison des R.G.A. 1955 et 1971 dans Le Mené.
- T. 81 L'évolution des structures d'exploitations dans Le Mené (cantons de Collinée et Merdrignac).
- T. 82 L'évolution de l'équipe d'animation du Mené.
- T. 83 Les crédits de la rénovation rurale - Récapitulatif par départements.
- T. 84 Population des salariés agricoles en 1970 dans Le Mené.
- T. 85 Population municipale du Mené en 1975 : agglomération et éparsé.
- T. 86 Evaluation de l'apport net de population à la commune de Loudéac par suite des migrations enregistrées parmi la population.
- T. 87 Zone de recrutement du personnel des trois entreprises décentralisées de Loudéac (en 1971).
- T. 88 Relation entre les classes de superficies et l'âge des chefs d'exploitations en 1975.
- T. 89 Budget de Trédrez au cours de la période 1965-1974.

VILLES	ANNÉES											
	1836	1851	1876	1901	1911	1921	1936	1946	1954	1962		1975
										(a)	(b)	
Saint-Brieuc	11 382	14 053	16 355	22 198	23 945	24 511	31 640	36 674	37 670	46 027	43 142	52 559
Dinan	7 356	8 437	8 180	10 534	11 410	10 161	11 822	12 737	13 844	16 075	12 847	13 429
Guingamp	6 466	7 156	7 895	9 252	9 385	7 923	8 663	9 080	8 175	10 289	8 956	9 284
Lannion	5 461	6 272	6 294	6 010	6 174	6 047	6 584	7 220	9 691	10 250	9 479	16 867
Loudéac	6 896	6 367	5 901	5 782	5 745	5 560	5 592	5 876	5 788	6 373	5 925	9 150

Tableau T 1 : Population des principales villes (communes, et non unités urbaines) du département.

a) - Définition de 1954.

b) - Définition de 1962.

Population sans les doubles comptes ;

Sources : I. N. S. E. E.

Station	Total maximum	Total minimum	Rapport	Total moyen	Total médian
Pleyber-Christ	1 379	647	2,13	1 080	1 055
Servel	994	449	2,21	683	648
Dinard	913	509	1,79	698	658
Ploufragan	1 040	484	2,31	904	690

Tableau T 2 : Hauteurs moyennes des pluies des stations de la carte de Saint-Brieuc entre 1951 et 1970.

Sources : Stations météorologiques.

	J	F	M	A	M	Jn	Jt	A	S	O	N	D	Total
T° C	4,8	4,7	6,5	8,8	11,5	14,2	15,7	15,8	14,8	12	7,8	5,2	
i	0,94	0,91	1,49	2,35	3,53	4,86	5,65	5,71	5,17	3,76	1,96	1,06	
e. t. p. quotidien	0,71	0,70	1,00	1,33	1,80	2,30	2,50	2,55	2,40	1,90	1,20	0,77	37,39
K	22,60	23,70	30,60	34,30	39,40	40,00	40,30	37,00	31,50	27,80	23,00	21,50	
E. T. P.	15,80	16,60	30,60	44,60	70,90	92,00	100,70	92,50	75,60	52,80	27,60	16,50	
P	63	51	45	48	46	41	31	37	45	63	104	68	642
P-E. T. P.	47,20	34,40	14,40	3,40	- 25	- 51	-69,70	-55,50	-30,60	10,20	76,40	51,50	
P-E. T. P.					25	76	145,70	201,20	231,80				
P E. T. P.				100	77	46	22	13	9	19,20	95,60	100	Ecoulement
Réserve utile R. U.												47	
Réserve facilit utilisable R. F. U.					23	31	24	9	4				
ETR = P + RFU					69	72	55	46	49				
(E. T. P.)-(E. T. R.)					2	20	46	47	27				

Les valeurs mensuelles de l'E. T. P. (Evapo-transpiration potentielle) formule mesurant "La quantité d'eau minimum nécessaire à la transpiration non ralentie d'un tapis végétal couvrant entièrement le sol et alimente régulièrement en eau". (Définition du "Précis de Climatologie", de Ch. P. PEGUY, p. 155 et suivantes ...) selon la méthode de Thornthwaite, et de la déficience d'évaporation (Différence entre l'E. T. P. et l'E. T. Réelle) pour Ploufragan.

Les calculs, repris de Le Goaziou, *op. cit.*, ont porté sur 10 ans (1961-1970) pour une réserve utilisable de 100 mm.

Dans le sens vertical, de haut en bas se lisent : les températures moyennes mensuelles, puis les indices thermiques mensuels, puis l'E. T. P. quotidienne, le coef. de correction, l'E. T. P. mensuelle corrigée, les précipitations moyennes mensuelles, la différence P.E. T. P., la somme des différences entre P. et E. T. P. quand P. est inférieur à E. T. P., les réserves utilisables l'évapo-transpiration réelle (E. T. P.) et enfin la déficience de l'évaporation.

Tableau T 3.

Arrondis- sements	Méteil	Seigle	Orge	Avoine	Sarrasin	Froment	P. de T.
Lannion	21,28	18,67	21,85	22,99	20,99	20,58	145
St-Brieuc	16,71	18,48	22,40	22,14	20,01	20,62	137
Guingamp	17,36	16,38	22,70	18,42	17,28	17,99	135
Dinan	14,33	15,25	17,87	14,45	15,44	12,82	125
Loudéac	15,16	14,92		15,61	15,25	10,81	136

Tableau T 4 : Rendement à l'hectare en hectolitres des différentes céréales dans les différents arrondissements du département en 1844.

Sources : Archives départementales. Série M.

	Côtes-du- Nord	Finistère	Ile-et- Vilaine	Morbihan	Bretagne	France
1954-1962	- 0,1	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,2	+ 1,0
1962-1968	+ 0,1	+ 0,4	+ 1,0	+ 0,3	+ 0,5	+ 1,1
1968-1975	+ 0,55	+ 0,66	+ 1,08	+ 0,59	+ 0,75	+ 0,82

Tableau T 5 : Evolution démographique des départements entre 1954 et 1975.

Sources : I. N. S. E. E.

	1954	1962	1968	1975
Côtes-du-Nord	19,5	26,4	36,8	41,2
Finistère	46,8	52,1	58,7	63,2
Ile-et-Vilaine	41,6	46,9	51,8	56,7
Morbihan	32,5	37,5	42,7	48,9
Bretagne	33,5	42,1	49,0	53,9
France	56,0	61,7	70,0	72,9

Tableau T 6 : Evolution du taux d'urbanisation en Bretagne et en France.

Sources : I. N. S. E. E.

Emigrants		Région d'origine Région d'accueil	Immigrants	
16 684	36,7	Bretagne dont :	28,2 (29,0)	11 732 (17 565)
5 040	11,1	- Finistère	9,7 (10,1)	4 028 (6 105)
9 000	19,8	- Ile-et-Vilaine	11,7 (12,2)	4 856 (7 405)
2 644	5,8	- Morbihan	6,8 (6,7)	2 848 (4 055)
14 500	32,1	Région parisienne	30,8 (34,2)	12 832 (20 755)
2 980	6,5	Pays de Loire	5,7 (5,6)	2 380 (3 365)
2 116	4,7	Basse Normandie	4,2 (3,7)	1 752 (2 265)
9 016	20,0	Autres régions (y compris DOM-TOM et rapatriés d'Algérie)	31,1 (27,5)	12 704 (16 650)
45 296	100 %	TOTAL	100 % (100 %)	41 400 (60 600)

Tableau T 7 : Origine et destination des migrants de 1962 à 1968 et de 1968 à 1975. N.B. - Les chiffres entre parenthèses concernent le recensement de 1975.

Sources : I. N. S. E. E. - Tableau MI 501 et 502 (RP 68, sondage au 1/4)
- Tableau MI 510/Q (RP 68 - sondage au 1/4)
- Octant n° 4, novembre 1976.
- Recensement de 1975 au 1/5, résultats définitifs.

Catégories	Emigrants	Immigrants	Bilan
Agriculteurs	788	1 056	+ 268
Patrons	840	1 468	+ 628
Professions libérales et cadres supérieurs	9 836	6 100	- 3 736
Ouvriers - Employés - Personnel de service	9 440	5 924	- 3 516
Actifs	20 904	14 548	- 6 356
Inactifs	24 392	27 060	+ 2 668
TOTAL	45 296	41 608	- 3 688

Tableau T 8 : Répartition des émigrants et immigrants par catégories socio-professionnelles entre 1962 et 1968 pour les Côtes-du-Nord.

Sources : I. N. S. E. E. - Tableau MI 550/Q (RP 68, sondage au 1/4).

	1954 - 1962		1962 - 1968		1968 - 1975	
	Valeur absolue	%/an	Valeur absolue	%/an	Valeur absolue	%/an
Communes rurales	- 29 579	- 1,1	- 19 237	- 1,0	- 5 569	- 0,26
Communes urbaines	+ 6 730	+ 0,6	+ 11 502	+ 1,1	+ 14 560	+ 1,05
Côtes-du-Nord	- 22 849	- 0,6	- 7 735	- 0,3	+ 8 991	+ 0,25

Tableau T 9 : Evolution du solde migratoire dans les communes rurales et les communes urbaines des Côtes-du-Nord entre 1954 et 1962, 1962 et 1968 et 1968-1975

N.B. - le rural et l'urbain s'entendent ici dans leur définition à la date du recensement considéré.

Sources : Octant n° 4, novembre 1976 - Recensement de 1975, résultats définitifs sondage au 1/5.

	1954	1956	1958	1960	1962	1964	1966	1968	1975	1976
Côtes-du-Nord	13,1	13,6	12,3	12,8	13,2	12,3	13,0	13,6	13,0	12,3
Bretagne	12,6	13,1	11,5	11,7	12,2	11,7	12,0	12,4	12,0	11,8
France	12,0	12,4	11,1	11,3	11,4	10,7	10,6	11,0	10,9	

Tableau T 10 : Taux de mortalité (taux brut pour ‰) : Côtes-du-Nord, Bretagne, France.

Sources : I. N. S. E. E. - Octant n° 4, 1977 : Tableau comparatif Bretagne, France.

	1954	1962	1968	1975
Agglomération (déf. 1962)	9,1	10,2	9,0	9,0
Unité urbaine	9,4	10,3	9,1	9,0
Commune suburbaine	13,8	12,5	12,9	12,7
Groupement d'urbanisme	10,4	10,8	9,8	10,0
Côtes-du-Nord	13,9	13,2	13,5	13,0
France	12,0	11,4	11,0	10,9

Tableau T 11 : Taux de mortalité des villes.

Sources : R. G. P. de 75, fascicule orange Côtes-du-Nord.

	Nbre de médecins pour 10 000 habitants		Nbre de lits d'hôpitaux pour 10 000 habitants	
	1960-1964	au 1/1/1972	1962 (a)	1/1/72 (b)
Côtes-du-Nord	6,5	8,88	6,9	5,0
Bretagne	7,5	9,95	8,6	4,3
France	10,0	13,35	8,7	4,6

Tableau T. 12 : Infrastructure médicale (1960-1972).

a) en 1962 il s'agit des hôpitaux et hospices

b) en 1972 des établissements publics et privés concernant seulement la médecine et les spécialités, la chirurgie, la maternité.

Sources : C.R.E.F.E. et Service Régional de l'Action Sanitaire et Sociale.

	1954	1956	1958	1960	1962	1964	1966	1968	1974	1975	1976
Côtes-du-Nord	+ 5,2	+ 4,4	+ 5,6	+ 4,1	+ 3,5	+ 5,0	+ 3,7	+ 2,0	+ 2,3	+ 5,5	+ 0,3
Bretagne	+ 6,3	+ 5,8	+ 7,2	+ 6,5	+ 5,7	+ 6,6	+ 5,7	+ 5,2	+ 4,1	+ 5,9	+ 2,0
France	+ 6,8	+ 5,9	+ 7,0	+ 6,6	+ 6,2	+ 7,4	+ 6,8	+ 6,0		+ 8,2	

Tableau T. 13 : Evolution des taux d'excédent naturel (en ‰) de 1954 à 1976.

Sources : I. N. S. E. E. - Octant n° 4, 1977 - Tableaux recensement 1975, sondage au 1/5.

	Taux bruts de natalité			Taux bruts de mortalité			Taux bruts d'excé- dent naturel		
	1954- 62	1962- 68	1968- 75	1954- 62	1962- 68	1968- 75	1954- 62	1962- 68	1968- 75
Communes rurales	18,4	16,0	14,01	13,6	13,7	14,2	4,8	2,3	-0,2
Communes urbaines	18,2	18,7	19,20	12,5	12,2	11,3	5,7	6,5	8,0
Département	18,4	16,9	16,0	13,3	13,2	13,0	5,0	3,7	3,0

Tableau T. 14 : Mouvement naturel dans les communes rurales et dans les communes urbaines (en ‰).

N. B. - dans les limites du rural et de l'urbain d'alors.

Sources : I. N. S. E. E.

	1954-1962	1962-1968	1968-1975
Commune de Gouarec	+ 1,3	+ 1,1	+ 0,8
Canton de Gouarec	- 1,4	- 1,5	- 1,1
Communes rurales des Côtes-du-Nord	- 0,7	- 0,8	- 0,28
Côtes-du-Nord	- 0,1	+ 0,1	+ 0,55

Tableau T. 15 : Taux annuels de variation de population de 1954 à 1975 à Gouarec

Sources : I. N. S. E. E.

	Canton de Gouarec				Côtes-du-Nord	
	1954	1962	1968	1975	1968	1975
0-19 ans	26,7	27,4	23,1	23,5	32,9	31,3
20-64 ans	58,9	56,1	56,0	51,4	52,6	52,4
65 ans et +	14,4	16,5	21,0	25,1	14,5	16,3

Tableau T. 16 : Pourcentage des différentes tranches d'âges dans le canton de Gouarec.

Sources : I. N. S. E. E.

	1954-1962			1962-1968			1968-1975		
	Exc. naturel	Solde migr.	Bilan	Exc. naturel	Solde migr.	Bilan	Exc. naturel	Solde migr.	Bilan
Ville de Loudéac ¹	+ 313	+ 49	+ 362	+ 361	+ 925	+1 286	+ 730	+1 209	+1 939
Communes rurales	+ 282	- 542	- 260	+ 128	- 284	- 156	+ 73	- 5	+ 72
Total canton	+ 595	- 493	+ 102	+ 489	+ 641	+1 130	+ 803	+1 204	+2007

Tableau T. 17 : Les composantes de l'évolution démographique de 1954 à 1975.

1 - dans les limites, à l'époque.

Sources : I. N. S. E. E.

	1962	1968	1975
30-34 ans	68,4	72,6	78,5
35-39 ans	66,2	68,3	77,9
40-44 ans	65,3	69,7	73,0
45-49 ans	67,0	67,8	72,8

Tableau T. 18 : Taux d'activité de St-Brieuc (commune) dans les limites à l'époque.
Sources : I. N. S. E. E.

	Côtes-du-Nord				Bretagne		France	
	Evolution 1962-68		Evolution 1968-75		Evolution en %		Evolution en %	
	1962	1968	1975		Valeur absolue	%	1962-68	1968-75
Agriculteurs	88 740	75 028	46 840	- 13 712	- 17,7	- 28 188	- 37,3	- 19,2
Salariés agricoles	12 659	8 508	5 005	- 5 151	- 31,3	- 3 503	- 39,1	- 28,8
Patrons Indus. et Commerce	24 775	23 560	20 090	- 1 215	- 8,0	- 3 470	- 14,3	- 4,0
Professions libérales	3 973	5 476	8 785	+ 1 503	+ 46,5	+ 3 309	+ 53,5	+ 29,6
Cadres moyens	9 312	13 232	20 680	+ 3 920	+ 36,8	+ 7 448	+ 63,4	+ 34,2
Employés	11 248	16 520	24 045	+ 5 275	+ 59,2	+ 7 525	+ 48,3	+ 26,4
Ouvriers	40 476	49 956	61 835	+ 9 480	+ 22,5	+ 11 879	+ 22,0	+ 9,0
Personnel de service	7 284	8 356	9 275	+ 1 072	+ 17,0	+ 919	+ 10,4	+ 11,8
Autres catégories	7 505	5 316	4 705	- 2 189	- 25,9	- 611	- 19,2	- 7,3

Tableau T. 19 : Evolution de la population active ayant un emploi par catégories socio-professionnelles (en valeurs absolues et en pourcentages).

Sources : RP de 1975. Résultats définitifs, sondage au 1/5.

	Côtes-du-Nord		Bretagne	
	Jusqu'au 31-12-68	1969-72 inclus	Jusqu'en 1969	1971-72 inclus
17-20 ans	60 %	45 %	58 %	42 %
21-25 ans	27 %	41 %	24 %	38 %
26-30 ans	9 %	5 %	11 %	4 %
30 ans et +	4 %	1 %	7 %	14 %

Tableau T. 20 : L'âge des mutants de l'agriculture dans les Côtes-du-Nord et en Bretagne.

Sources : Services de l'"A. M. P. R. A. ", "Aide aux Mutations Professionnelles et Reconversions des Agriculteurs" et C. N. A. S. E. A. ("Délégation régionale du Centre National pour l'Aménagement des Exploitations Agricoles")

	Décentralisations		Créations d'origine régionale		TOTAL		
	Nbre d'établissements	Effectifs au 31-12-69	Nbre d'établissements	Effectifs au 31-12-69	Nbre d'établissements	Effectifs	
						Valeur absolue	%
02 Ind. agric. et aliment.	5	1 079	9	369	14	1 448	24,2
07 Matériaux de const.			1	19	1	19	0,3
08 Verre	1	17			1	17	0,3
11 1ère transf. métaux	4	307	2	101	6	408	6,8
12 Ind. mécanique							
13 Construction							
- électrique	5	1 893			5	1 893	31,6
- électronique							
14 Ind. automobile			1	268	1	268	4,5
16 Ind. chimique-caoutchouc	1	987	2	59	3	1 046	17,5
17-18 Textile-habill ^t .	6	276	1	41	7	317	6,4
19 Cuir - chaussures			1	12	1	12	0,2
20 Bois			2	273	2	273	4,6
23 Transf. matières plastiques + divers	1	47			1	47	0,8
Total industrie	23	4 606	19	1 142	42	5 748	96,1
bâtiment et TP			3	231	3	231	3,9
Total secondaire	23	4 606	22	1 373	45	5 979	100 %

Tableau T. 21 : Répartition des établissements par branches d'activité, créés entre 1954 et 1969 dans le département des Côtes-du-Nord.

Sources : Données fournies par l'Echelon régional de l'Emploi qui ne concernent que les établissements créés depuis 1954 et comptant au départ au moins 10 salariés.

	1954	1962	1968	1975	Evolution 1954-62	Evolution 1962-68	Evolution 1968-75
02 Ind. agricoles et alimentaires	5 251	5 618	7 191	9 845	+ 367	+ 1 574	+ 2 653
07 Mat. construction	2 031	2 087	2 612	2 410	+ 56	+ 525	- 202
12 Industries mécaniques	1 636	1 543	2 584	3 145	- 93	+ 1 041	+ 561
13 Industries électriques, électroniques	78	109	1 004	6 350	+ 31	+ 895	+ 5 346
16 Industries chimiques	224	285	828	1 380	+ 61	+ 543	+ 552
17-18 Textiles - habillement	3 615	1 720	1 896	1 390	- 1 895	+ 98	- 506
19-20 Industries cuir et bois	3 423	3 233	2 960	2 960	- 190	- 273	-
21 Papiers et cartons	223	223	80	40		- 143	- 40
23 Industries diverses	687	643	792	- 815	- 44	+ 159	+ 23
24 Bâtiment et T. P.	11 201	13 982	20 144	20 145	+ 2 781	+ 6 192	+
							644

Tableau T. 22 : Evolution des branches industrielles dans les Côtes-du-Nord (1954-1975).

Sources : I. N. S. E. E.

Exploitants	Avant remembrement		Après remembrement	
	Taille moyenne	Coût travaux par ha de surf. réelle	Taille moyenne	Coût travaux par ha de surf. réelle
A	0,88	73,19	2,68	67,64
B	0,66	76,29	2,74	67,67
C	0,66	78,33	2,17	68,39
D	0,91	71,69	3,54	66,85
X	0,76	71,29	2,43	68,88
Y	0,33	86,20	1,00	85,36
Z	0,54	74,73	1,79	70,01

Tableau T. 23 : Corrélation entre la taille moyenne des parcelles d'exploitation et le coût des travaux mécaniques en 1960-61.

Sources : "Etude sur le remembrement à Pordic" du Génie Rural. Ronéoté.
D.D.A. - 2 volumes - 1961.

Groupe I.

communes n'ayant pas sollicité le remembrement et susceptibles de bénéficier de cette opération :

superficie totale	Evaluation de la superficie à remembrer ¹
147 810 ha	123 800 ha

Groupe II.

communes ayant sollicité le remembrement et dont la demande est en instance :

superficie totale	Evaluation de la superficie à remembrer
210 762 ha	178 680 ha

Groupe III.

communes dont le projet de remembrement n'est pas encore approuvé par la commission départementale :

superficie totale	Evaluation de la superficie à remembrer
71 580 ha	60 530 ha

Groupe IV.

communes dont le projet de remembrement a été approuvé par la commission départementale et dont tous les travaux connexes ne sont pas reçus provisoirement :

	<u>Superficie :</u>	
totale	remembrée	non remembrable
53 815 ha	51 724 ha	2 091 ha

1 - D'après la Direction Départementale de l'Agriculture.

Groupe V.

communes remembrées dont tous les travaux connexes ont été reçus provisoirement :

	<u>superficie :</u>
totale	remembrée
141 932 ha	112 324 ha

Résumé : superficie totale 614 899 ha
 superficie remembrée 164 048 ha dont 55 340 ha au
 superficie à remembrer 527 058 ha cours du Ve Plan

Tableau T. 24 :

Sources : D.D.A.

	Départements	Nombre d'actes	Surface en hectares	Valeur en francs (principal)	Prix moyen/ha en francs (principal)
de l'origine au 31/12/1972	Côtes-du-Nord	1 019	7 344	40 218 906	5 476
	Finistère	1 071	10 496	52 079 176	4 961
	Ille-et-Vilaine	1 409	4 938	30 648 209	6 206
	Morbihan	2 039	13 490	51 099 209	3 786
	TOTAL	5 538	36 268	174 045 500	4 798
en 1973	Côtes-du-Nord	161	824	6 736 101	8 174
	Finistère	117	880	6 420 284	7 295
	Ille-et-Vilaine	161	614	7 082 967	11 535
	Morbihan	205	1 090	7 648 882	7 017
	TOTAL	644	3 408	27 888 234	8 183
TOTAL	Côtes-du-Nord	1 180	8 168	46 955 007	5 748
	Finistère	1 188	11 376	58 499 460	5 142
	Ille-et-Vilaine	1 570	5 552	37 731 176	6 795
	Morbihan	2 244	14 580	58 748 091	4 029
	TOTAL	6 182	39 676	201 933 734	5 089

Tableau T. 25 : Les acquisitions réalisées par la S.B.A.F.E.R. depuis l'origine (Ventilation par département).

Sources : S.B.A.F.E.R.

	Nombre d'actes		Superficies acquises		Superficie moyenne par acquisition	
		dont Côtes-du-Nord		dont Côtes-du-Nord	en Bretagne	dans les Côtes-du-Nord
1962	119	25	1 982	402 ha	16 ha 65 a	16,08
1963	298	98	3 037	580	10 ha 19 a	5,60
1964	122	27	1 372	184	11 ha 24 a	6,81
1965	356	33	2 387	220	6 ha 70 a	6,66
1966	413	62	2 956	632	7 ha 15 a	10,18
1967	425	80	3 299	617	7 ha 76 a	7,71
1968	582	95	3 963	731	6 ha 81 a	7,68
1969	794	134	4 626	839	5 ha 82 a	6,27
1970	868	159	4 440	1 076	5 ha 11 a	6,67
1971	861	143	4 477	1 106	5 ha 18 a	7,73
1972	700	163	3 729	957	5 ha 30 a	5,86
1973	644	161	3 408	824	5 ha 28 a	5,18
Total	6 182	1 180	39 676	8 168	6 ha 41 a	7,70

Tableau T. 26 : Les acquisitions de la S. B. A. F. E. R. en Bretagne et dans les Côtes-du-Nord.

Sources : S. B. A. F. E. R.

		Superficie en propriété	Nbre de proprié- taires	Moyenne	Surface en location	Nbre de locatai- res	Moyenne
1963	- 25 % + 25 %	7,00 0	1 0	7,00 0	6,00 0	1 0	6,00 0
1964	- 25 % + 25 %	63,60 15,13	8 2	7,95 7,56	91,45 49,25	9 5	10,16 9,85
1965	- 25 % + 25 %	71,10 91,28	10 8	7,11 11,41	159,06 51,87	10 6	15,90 8,64
1966	- 25 % + 25 %	155,96 265,94	10 21	15,59 12,66	188,63 183,25	11 18	17,14 10,18
1967	- 25 % + 25 %	270,50 180,71	21 18	12,88 10,03	162,63 236,90	15 20	10,84 11,84
1968	- 25 % + 25 %	407,77 411,72	25 23	16,31 17,90	257,64 221,38	21 22	12,26 10,06
1969	- 25 % + 25 %	430,52 239,38	28 19	15,37 12,59	411,91 355,89	29 25	14,20 14,23
1970	- 25 % + 25 %	621,02 257,90	17 1	15,17 20,60	324,61 1,00	21 1	15,45 1,00
1971	- 25 % + 25 %	918,79 593,34	62 40	14,81 14,83	1 018,83 506,47	60 42	16,98 12,05
1972	- 25 % + 25 %	1 398,66 358,52	29 1	12,36 49,20	422,66 0	31 0	13,63 0
1973	- 25 % + 25 %	1 170,20 505,04	80 36	14,62 14,02	1 325,39 506,64	75 34	17,67 14,90
1974	- 25 % + 25 %	1 015,03 426,68	67 33	15,14 12,92	1 207,33 392,39	66 31	18,29 12,65
1975	- 25 % + 25 %	1 116,76 334,45	77 22	14,50 15,20	1 026,91 380,08	74 23	13,87 16,52
1976	- 25 % + 25 %	1 384,78 419,84	96 39	14,42 10,76	1 961,03 423,21	103 29	19,03 14,59

Tableau T. 27 : Les agrandissements d'exploitation par suite de l'intervention de la S. B. A. F. E. R. dans les Côtes-du-Nord selon qu'ils touchent moins ou plus du quart de l'exploitation.

Sources : Documents S. B. A. F. E. R.

Arrondissements	Chênes	Hêtres	Châtaign.	Divers feuillus	résineux
Dinan	50	5	15	27	3
Guingamp	65	8	6	17	4
Lannion	45	20	10	20	5
Saint-Brieuc	42	11	10	28	9
Pour l'ensemble du département	50	10	10	22	8

Tableau T. 28 : Répartition des essences par arrondissement et en pourcentage.

Sources : G. de la FOUCHARDIERE, "Notice descriptive du département des Côtes-du-Nord...", op.cit.

	Ile-et- Vilaine	Morbihan	Côtes-du-Nord	Finistère
Chênes	56 812 m ²	16 361	10 313	3 824
Hêtres	11 943	4 356	12 096	3 559
Frênes	619	323	385	173
Peupliers	20 700	3 459	26 290	4 103
Feuillus divers	20 354	13 966	8 083	2 251
Résineux	43 142	156 781	19 338	28 949
Total résineux et feuillus	84 196	174 206	33 711	35 603

Tableau T. 29 : Tonnages des grumes exploitées en Bretagne.

Sources : Statistiques du Ministère de l'Agriculture pour 1970.

Communes et feuilles	- 1 ha 36	1 ha 36 à 6 ha 25	6 ha 25 à 25 ha	25 ha à 100 ha	100 ha à 1000 ha	+ 1 000 ha
<u>Feuille Broons (1-2)</u>						
Dolo	2	3	2			
La Malhoure	5	8	2			
Landeheh	8	6	1			
Le Gouray	24	22	1			
Noyal	33	24	3			1
Plénée-Jugon	92	49	4	1	1	
Peuguily	27	10	4	1		
Plestan	2					
Sevignac	12	3				
Saint-Glen	9	12	1			
Saint-Igneuc	7	13	2			
Saint-Trimoeil	1					
Tramain	14	6	2			
A	2	1				
						Total gé- néral des massifs 431
TOTAUX en %	240 55 %	164	22	2	1	1
<u>Feuille Broons (3-4)</u>						
Broons	11					
Dolo	9	7	5	2		
Sugon	3	1		1		
Lauguedia	37	8	9	2		
Lescouet-Jugon	17	2	3	1	1	
Megrit	58	11	15	3	2	
Sevignac	24	5	1			
Trebedan	13		3			
Tredias	32	2	7	1		
Trémeur	23	2	4	2		
Yvignac	29	8	2			
A	4		9			
B	2				2	
C	31	3	5	2	2	
D	10					
						Total gé- néral des massifs 0 436
TOTAUX en %	303 64 %	49	63	14	7	
<u>Feuille Broons (5-6)</u>						
Collinée	16	3				
Eréac	47	4				
Langourla	105	6				
Le Grouay	36	8	3			
Merillac	65	3				
Rouillac	46	5	3	1	1	
St-Gilles du Mené	4					
Saint-Guénio	1					
St-Jacut du Mené	88	15	1			
Saint-Vran	73	14	1			
A	3					
B	57	1				
C	1	1				
D	8	3	1			
E	35	2	2	1	1	
						Total gé- néral des massifs 659
TOTAUX et %	575 86 %	65	11	5	3	0

Communes et feuilles	- 1 ha 36	1 ha 36 à 6 ha 25	6 ha 25 à 25 ha	25 ha à 100 ha	100 ha à 1 000 ha	+ 100 ha
Feuille Broons (7-8)						
Broons	63	13			1	
Plumaugat	55	10	6	1		
Rouillac	1	2			1	
Sevignac	52	7	8			
Yvignac	23	5		1		
A	25	7	2	1		
B	4	3		1		
TOTAUX et %	223 78 %	38	16	4	2	Total gé- néral des massifs 284

Tableau T. 30 : Les massifs forestiers : leur répartition dans les différentes classes de surface dans les Côtes-du-Nord.

Sources : Comptages manuels sur les cartes au 1/25 000e : comptage détaillé, feuille de Broons. (Les communes dont le territoire figure en entier sur les feuilles analysées ont leur nom souligné dans le tableau ; le pourcentage des massifs de moins de 1 ha 36 par rapport à l'ensemble des massifs est celui de leur nombre).

Les coupures de 1 ha 36, 6 ha 25, 25 ha ... ont été établies en raison de la commodité du comptage à l'aide de carrés de 1/2 centimètre de côté sur la carte (soit sur le terrain : 125 m x 125 = 15 625 m² soit 1 ha 36) ; de 1 cm. de côté sur la carte (soit 250 x 250 = 6 ha 25) ; de 2 cm de côté (soit 25 ha) et de 4 cm (représentant une surface réelle de 100 ha ...).

Feuilles	-1 ha 56	1 ha 56 à 6 ha 25	6 ha 25 à 25 ha	25 ha à 100 ha	100 ha à 1 000 ha	+1 000 ha	Total gé- néral des
Belle-Isle-en-Terre (3.4.)	248 % = 59 %	129	22	5	2	0	406
Belle-Isle-en-Terre (5.6.)	124 % = 50 %	85	25	10	0	1	245
Belle-Isle-en-Terre (7.8.)	25 % = 14 %	67	78 % = 44 %	11	0	0	181
Loudéac (1.2.)	213 % = 82 %	39	5	0	0	2	259
Loudéac (5.6.)	157 % = 60 %	73	25	5	0	0	260
Loudéac (7.8.)	159 % = 57 %	89	23	2	3	0	270
Quintin (5.6.)	52 % = 60 %	15	8	8	2	3	88
Quintin (7.8.)	186 % = 70 %	53	22	5	0	0	226
Rostrenen (1.2.)	39 % = 20 %	117	25	8	2	0	191
Rostrenen (3.4.)	198	65	22	10	1	0	296

Tableau T. 31 : Les massifs forestiers : leur répartition dans les différentes classes de surfaces : résumé de comptages détaillés.

Sources : Comptages sur les cartes au 1/25 000e.

Départements	Subvention Ministère Agriculture	Subvention rénovation rurale	Subvention totale	%	Travaux cor- respondants (millions F)
Côtes-du-Nord	9 699 400		9 699 400	23,1	31
Finistère	8 408 040	500 000	8 908 040	21,3	22
Ile-et-Vilaine	8 276 590	250 000	8 526 580	20,4	27,9
Morbihan	14 746 480		14 746 480	35,2	39
Bretagne	41 130 500	750 000	41 880 500	100	119,9

Tableau T. 32 : Subventions pour l'aménagement des eaux : année 1974.

Sources : D.D.A.

Barrages existants		Barrages prévus		Total existants + prévus (millions m ³)
Cours d'eau	Capacité (millions m ³)	Cours d'eau	Capacité (millions m ³)	
<u>Côtes-du-Nord</u>				
Arguenon	12,0	Gouët	7,0	environ
Guinefort	2,0	Blavet	2,5	
		Lié	3,0	
		Trioux (ou Leff	20,0	
Total existants	14,0	Total prévus	32,5	47
<u>Finistère</u>				
NEANT		Rivière de Pont l'Abbé	1,5	envrion
		Le Guic (Guerlesquin)	1,5	
		Horn, Dourduff	1,5	
		Aber Wrac'h	1,0	
		Elorn	8,7	
		Aulne	12,0	
		total prévus	26,2	26
<u>Ile-et-Vilaine</u>				
La Chèze	14,7	La Vilaine (Valière)	5,7	environ
Rance (à Rophemeldans les Côtes-du-Nord)	5,0	Le Nançon	5,0	
Beaufort	1,4	Le Méleuc	1,3	
Frémur	0,5	Le Frémur	3,0	
Total existants	21,6	Total prévus	13,0	35
<u>Morbihan</u>				
Vilaine (Arzal - 40 dont pour l'A.E.P.)	12,0	Aff	2,0	environ
Loch	1,0	Claie (St-Jean Brévelay)	1,0	
Trégat	0,7	Ruisseau de Conveau (Ellé) (Gourin)	0,6	
		Ruisseau de Kerbellec (Blavet)	0,3	
		(Belle-Ile-en-Mer)	0,3	
Total existants	13,7	Total prévus	4,2	18
<u>Bretagne</u>				
Total existants	50,0	Total prévus	76,0	126

Tableau T. 33 : Barrages utilisés pour l'alimentation en eau potable.

N.B. : En ce qui concerne les ouvrages prévus, cette liste est indicative et susceptible d'être modifiée en fonction de l'évolution des études en cours. Cette remarque concerne également la carte correspondante. Nous donnons ici le tableau des 4 départements de la Région de Bretagne pour mesurer l'avance certaine des Côtes-du-Nord dans ce domaine de l'aménagement sur les départements voisins. En 1977, deux grands ouvrages sont projetés : un dans les Côtes-du-Nord sur le Blavet, un en Ile-et-Vilaine sur le Frémur.

Sources : D.D.A.

Unité : m ³ /jour	Ressources souterraines (captages, forages)	Ressources superficielles (capacité de traitement des installations) ¹	Ressources totales disponibles
Côtes-du-Nord	19 000	109 000	128 000
Finistère	57 000	150 000	207 000
Ile-et-Vilaine	56 000	179 000	235 000
Morbihan	18 000	136 000	154 000
Bretagne	150 000	574 000	724 000
1 - (En prenant le maximum de 20 h. de fonctionnement par jour)			

Tableau T. 34 : Capacités de production actuelles des installations de pompage et de traitement (en 1977).

Sources : D.D.A.

	Bretagne		Côtes-du-Nord	
	Production	Collectes	Production	Collectes
1969-1970	1 930 000 t.	385 000 t.	555 000 t.	125 200 t.
1970-1971	1 560 000 t.	315 000 t.	428 000 t.	96 000 t.
1971-1972	1 877 000 t.	437 000 t.	550 000 t.	137 000 t.
1972-1973	1 711 000 t.	383 000 t.	512 000 t.	115 000 t.
1973-1974	2 116 000 t.	437 000 t.	576 000 t.	116 000 t.
1974-1975	1 698 590 t.	361 900 t.	481 000 t.	104 400 t.
1975-1976	1 813 250 t.	320 000 t.	518 800 t.	95 000 t.

Tableau T. 35 : Production et commercialisation des céréales.

Sources : O.N.I.C.

Années	Collecte de céréales	Besoins en céréales pour la fabrication d'aliments du bétail	Fabrications d'aliments du bétail
1963	122 700	pas de statistiques	315 000
1966	77 250	pas de statistiques	398 000
1969	123 700	299 640	549 000
1970	125 000	300 000	708 500
1971	96 000	386 000	865 000
1972	137 000	450 000	1 180 000
1973	116 000	604 000	1 800 000

Tableau T. 36 : Collecte et besoins en céréales dans les Côtes-du-Nord (en t.)

Sources : O. N. I. C. et Syndicat des fabricants de l'aliment du bétail.

		Bretagne			Côtes-du-Nord		
		Production	Collecte	Utilisé à la ferme	Product.	Collecte	Utilisé à la ferme
Blé	1973-74	544 000 t.	260 500 t.	283 400 t.	143 500 t.	73 000 t.	18 300 t.
	1974-75	537 200	251 200	286 000	147 600	72 200	75 400
	1975-76	514 700	211 400	303 300	136 800	59 000	77 800
Orge et escourgeon	1973-74	923 000	63 500	854 747	285 500	23 500	212 000
	1974-75	747 300	53 000	694 300	234 000	19 400	214 600
	1975-76	837 050	57 500	779 550	277 600	22 300	255 300
maïs grains	1973-74	354 000	100 000	228 881	78 000	16 000	62 000
	1974-75	128 500	47 400	81 100	30 000	9 600	20 400
	1975-76	152 250	40 900	111 350	33 000	10 600	22 400
autres céréales	1973-74	295 000	13 000	281 617	69 000	3 500	65 000
	1974-75	285 590	10 250	275 340	69 400	3 300	66 100
	1975-76	309 250	10 150	299 100	71 400	3 150	68 250
Total (ttes céréales)							
1973-74		2116 000 T.	437 000 t.	1648 646 t.	578 000 t.	116 000 t.	460 000 t.
1974-75		1698 590 t.	361 850 t.	1336 740 t.	481 000 t.	104 500 t.	376 500 t.
1975-76		1813 250 t.	319 950 t.	1493 300 t.	518 800 t.	95 050 t.	423 750 t.

Tableau T. 37 : Production, commercialisation et utilisation à la ferme des différentes céréales (en 1973-74, 1974-75, 1975-76).

Sources : O. N. I. C.

Production	en FRANCE	en BRETAGNE	COTES-du-NORD
1968	295 000 000	29 505 000	7 250 000
1969	291 000 000	31 463 700	7 516 000
1970	264 302 000	32 454 000	7 547 000
1971	267 819 000	34 608 300	8 450 000
1972	279 515 000	37 956 700	9 248 000
1973	283 828 000	39 561 300	9 760 000
1974	278 230 400	41 429 600	10 192 000
1976	278 443 900 ¹	43 688 000	10 875 000
Collecte			
1968	179 506 000	20 271 000	4 338 000
1969	176 899 000	24 467 600	5 848 000
1970	175 642 500	26 805 200	6 362 000
1971	181 982 000	28 924 200	7 267 000
1972	197 811 000	32 700 200	8 139 000
1973	202 723 000	35 695 400	8 730 000
1974	204 620 000	37 688 900	9 159 000
1976	206 367 800 ¹	39 540 300	9 349 300

Tableau T. 38 : Production et collecte de lait (en hectolitres)²

Sources : Etats VI (N.B. - les chiffres de 1974 pour la France sont des chiffres provisionnels).

1 - Ici le chiffre est celui de 1975.

2 - La diminution du litrage de 1969 à 1971 s'explique par le printemps froid et l'été sec des années 1970 et 1971 ; diminution sensible à l'échelle de la France et qui se traduit par une simple stagnation dans les Côtes-du-Nord. En Bretagne, cette stagnation relative, a été largement rattrapée par la suite parce que les exploitations avaient alors gardé le cheptel, contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres régions françaises.

Races	1950	1961	1969	1970	1971	1972	1973	1976
Normande	35 800	165 000	220 000	217 500	219 900	240 000	235 800	195 000
F.F.P.N.	-	1 000	17 000	25 000	36 000	40 000	55 000	103 000
Froment du Léon	25 500	11 000	2 000	2 000	2 000	1 000	500	
Armoricaïne	46 500	38 000	11 000	7 000	10 000	8 500	8 600	12 100
Autres et croisements	87 200	35 000	20 000	18 500	18 500	5 700	5 300	4 700
TOTAL	195 000	250 000	270 000	270 000	286 400	295 200	305 200	323 600 (1)

Tableau T. 39 : Evolution récente des effectifs des différentes races de vaches dans les Côtes-du-Nord.

Sources : Etats VI.

1 - dont 12 800 : autres races pures.

Races	1968	1969	1970	1971	1972	1974
Normande	16 696	18 955	20 219	21 865	27 624	29 526
F.F.P.N.	4 351	6 382	8 573	14 787	22 874	29 658
Armoricaïne	394	331	338			
B.P.N.	45	59	41			12
Froment du Léon	235	180	101			95
Croisées	473	405	568			503
Diverses						1 153
Total des vaches contrôlées	22 194	26 312	29 840	38 157	52 160	60 947
% du troupeau total (approximativement)	8	9,7	11	13	17	19

Tableau n° 40 : Evolution du contrôle laitier dans les étables des Côtes-du-Nord

Sources : D.D.A. (Syndicat départemental du contrôle laitier).

Races	1968	1970	1971	1972
F.F.P.N.	3 712	3 640	3 806	3 927
Normande	3 083	3 008	3 148	3 227
Croisées	3 070	3 121	3 230	
Armoricaïne	3 233			
M.R.Y.	3 772	3 855	3 644	3 856
Toutes races	3 374	3 186	3 378	3 521

Tableau T. 41 : Moyennes des productions contrôlées par race dans les Côtes-du-Nord.

Sources : Syndicat départemental de contrôle laitier.

	1971	1972	1973	1974	1976
Production totale	8 450 000	9 248 000	9 760 000	10 192 000	10 875 000
Collecte lait	7 267 000	8 139 000	8 730 000	9 159 000	9 500 000
Collecte crème (traduit en hl lait)	54 000	27 000	11 600	4 200	500
Vente à la ferme en nature	98 400	93 400	95 000	36 000	78 000
Consommation à la ferme	344 000	340 000	323 000	310 000	290 000
Beurres fermiers	246 000	149 800	142 400	130 000	122 000
Alimentation des animaux	360 200	436 000	400 000	450 000	846 500
Divers et pertes	80 000	62 800	58 000	52 000	38 000

Tableau T. 42 : Evolution de la production laitière dans les Côtes-du-Nord (en hectolitres)

Sources : Etats VI

Produits fabriqués	Quantités en %	Bretagne France	Rang de la région Bretagne par rapport aux autres régions	
			1971	1976
Tous laits de consommation	5,4	6,3	6	7
Yogourts (et autres laits fermentés)	3,7	4,5	9	7
Beurre	24,0	26,3	1	1
Camemberts	6,6	7,7	6	4
Ensemble fromage à pâte molle	4,1	5,3	8	7
Tous fromages	3,5	5,6	12	9
Laits en poudre	26,0	31,8	1	1
Poudre de babeurre	19,5	27,8	2	2
Poudre de sérum	9,3	14,9	4	4
Caséine	30,0	25,8	1	1

Tableau T. 43 : Importance des fabrications bretonnes en France (résultats en 1971 et 1976 en %).

Sources : Enquêtes annuelles.

Li- gne	Uni- tés	Côtes-du-Nord		Finistère		Ille-et-Vilaine		Morbihan		Bretagne	
		1973	1976	1973	1976	1973	1976	1973	1976	1973	1976
1	Lait pasteurisé condition- né										
2	à 34 g. de M.G.	73 661	74 995	201 199	181 390	448 482	379 098	78 288	92 735	801 630	728 218
3	à 17-20 g. de M.G.	17 913	27 469	73 906	113 909	28 300	42 624	7 749	10 241	127 863	194 243
4	Lait stérilisé	-	-	85 190	70 017	652 971	768 207	1 250	3 239	739 411	841 463
5	Autre lait de consumma- tion	16 488	13 452	91 371	19 261	29 144	22 953	18 102	11 529	155 105	67 195
6	Total lait de consumma- tion	108 062	115 916	451 666	384 577	1 158 897	1 212 882	105 389	117 744	1 824 014	1 831 119
7	Beurre laitier pasteurisé	248 601		353 765		475 303		227 376		1 305 045	
8	Autres beurres	657		112		24		1 026		1 819	
9	Total beurre	249 253	282 765	353 877	417 772	475 327	425 660	228 402	292 695	1 306 864	1 418 892
10	Crème de consommation dont Matière grasse	2 497 1 041	1 320 440	14 306 5 676	6 360 2 331	30 902 12 361	20 984 4 404	296 132	296 118	48 001 19 210	28 960 7 293
	Yogourt	26 482	30 534	72 901	77 174	41 425	58 620	730	304	121 538	166 632
11	Fromages frais (suisses)	2 585	1 883	10 313	13 306	36 930	22 611	-	1 248	49 828	39 048
12	Fromages à pâtes mol- les dont Camembert	175 175	61 61	29 455 26 315	38 980 38 570	98 653 94 638	122 540 115 028	10 390 10 390	16 132 16 132	138 673 131 538	177 713 169 791
13	Emmental	S	S	S	S	S	S	S	S	159 254	290 824
	Autres fromages	-	S	-	S	-	S	S	S	34 518	54 631
14	Poudre de lait non grasse	363 224	234 136	748 070	897 448	266 721	330 339	154 036	232 255	532 051	1 694 178
15	Poudre de lait réengraissée ¹	96 439	225 106	51 572	102 435	376 724	510 617	410 460	282 093	935 195	1 120 251
16	" " "		87 334		34 993		198 719		105 457		426 503
	Caséine	17 691	S	25 221	S	39 319	S	-	S	82 232	33 093

Tableau T. 44 : La transformation des produits laitiers dans les Côtes-du-Nord et la région Bretagne.

Sources : Enquêtes annuelles auprès des laiteries pour le service régional de statistiques agricoles.

1 - 1ère ligne : matière grasse comprise ; 2e ligne : matière grasse non comprise.

Année	Densité de collecte du lait
1967	60 000 litres
1970	78 000 litres

Tableau T. 45 : Evolution de la collecte de lait de la coopérative de l'Emeraude : exemple de conversion de collecte de crème en lait entre 1967 et 1970.

Sources : L'Emeraude.

Centres	1968	1969	1970	1973	1974
Guingamp	51 316 000	56 045 000	61 205 586	91 040 616	96 805 280
Carhaix	46 000 000	50 000 000	55 923 722	82 140 880	85 259 090
Loudéac	14 083 000	74 979 350	61 871 965	88 785 476	96 582 849
Vannes	-	-	40 974 314 ¹	46 340 641	50 471 879
(en litres)	111 399 000	181 024 350	219 975 314	308 307 613	329 119 098
Beurre fabri- qué ²	5 686 t.	7 944 t.	7 688 t.	13 538 t.	14 159 t.

Tableau T. 46 : Activité de l'U. L. B.³ (litres de lait).

Sources : U. L. B.

1 - dont achat = 7 094 481 l.

2 - La centralisation de la fabrication beurrière a été faite sur l'usine de Guingamp.

3 - L'U. L. B., résultant de la fusion de la coopérative du Trieux, de la Copall et de la Pélémoise, était une Sica. Pour des raisons fiscales elle a été dissoute. Elle est devenue un département de l'Union des Coopératives (UNICOPA). "Unicopa département produits laitiers". Le lait est collecté par Unicopa, écrémé à Loudéac, Guingamp ou Carhaix. La crème est dirigée sur la beur-
rerie de Guingamp. Une partie est séchée à Carhaix ; une autre partie est transformée en emmental à Carhaix.

Statuts Départements	Coopératives	Industries privées	Autres privés	Ensemble
Côtes-du-Nord	4	12	5	21
Finistère	3	20	10	33
Ile-et-Vilaine	2	13	6	21
Morbihan	1	9	10	20
Bretagne	10	54	31	95

Tableau T. 47 : Répartition de la collecte de lait entre les entreprises privées et les coopératives en Bretagne (en % ; en 1970).

Sources : Service central des enquêtes et études statistiques.

	- de 1 million de litres	de 1 à moins de 10	de 10 à moins de 10	de 20 à moins de 50	de 50 à moins de 100	100 mil- lions de litres et +	Ensemble
Nombre de collecteurs	37	11	7	13	6	9	83
Collecte %	0,3	1,5	4,3	18,0	15,6	60,3	100

Tableau T. 48 : Dimension des entreprises de collecte.

Sources : Service central des enquêtes et études statistiques.

	Investissements			TOTAL
	de production	de collecte	de transforma- tion	
Négobeureuf (Bretagne entière)		4 000 000	12 000 000	16 000 000
Unicopa (U. L. B.)				
pour le Trieux	2 600 000	300 000	2 000 000	4 900 000
pour Loudéac	3 350 000	350 000	2 000 000	5 700 000
pour la Pélémoise	490 000	50 000		540 000
				11 940 000
C. L. P. Créhen			5 650 000	5 650 000
Laitière Nouvelle de l'Arguenon	534 368	1 016 200	2 640 000	4 230 568
Coop Plancoët		650 000	1 000 000	1 650 000

Tableau T. 49 : Investissements dans les différentes branches d'activité de la part des coopératives laitières et des industriels des Côtes-du-Nord pour les années 1967-1970 (en francs).

Sources : D.D.A.

T de viande nette	1950	1961	1966	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Gros bovins	10 400	16 900	22 160	24 876	26 637	29 310	33 476	35 709	49 380
Veaux	3 940	7 030	9 345	9 609	8 944	8 050	8 370	9 114	9 047

Tableau T. 50 : Evolution de la production de viande dans les Côtes-du-Nord (en tonnes de viande nette, c'est-à-dire en carcasses).

Sources : D.D.A. ; Etats VI.

Mois	Nombre de truies abattues	Prix du porcelet de 25-30 kg à la pièce
Janvier	1 746	130-135
Février	1 687	135-140
Mars	1 738	135-140
Avril	1 699	135-140
Mai	1 472	130-135
Juin	1 746	130-150
Juillet	1 753	115-130
Août	1 661	105-120
Septembre	2 151	105-115
Octobre	2 364	95-100
Novembre	2 477	80- 90
Décembre	2 235	75- 85

Tableau T. 51 : Effectif de l'abattage contrôlé des truies, dans les Côtes-du-Nord, au cours de l'année de crise de 1970.

Sources : D.D.A.

Dénomination	Dominante	Tonnage abattu (en tonnes de viande nette)	
		en 1969	en 1974
<u>Abattoirs publics</u>			
(Syndicat intercommunal du marché des viandes) S. I. M. A. V. Guingamp	Bovins	11 755	11 996 ¹
Loudéac	Porcs	11 948	5 547 ²
Saint-Brieuc	Porcs	9 088	8 874
Dinan	Porcs et Bovins	3 721	5 136
Lamballe	Porcs	7 828	10 487
		44 340	42 240
<u>Abattoirs privés</u>			
Gilles - Collinée ³	Porcs	15 170	38 798
Person - Plouaret	Porcs	5 284	6 471
C.A.P. - Plouaret (Centre d'abattage Plouaret)	Porcs	5 213	10 180
Guérin - Trémorrel	Veaux	8 639	14 256
Guilmoto - Ploëuc	Porcs	1 810	3 656
Cariou - Plourhan	Porcs	1 094	1 877
Olida-Gaby - Loudéac ⁴	Porcs		18 862
(G. I. P.) - Lamballe ⁵			7 498
		37 210	101 598
TOTAL GENERAL		81 550	143 838

Tableau T. 52 : Les principaux abattoirs (publics et privés) de bovins et porcs dans les Côtes-du-Nord⁶.

Sources : D.D.A.

- 1 - Tonnage en progrès par suite de l'activité de la Sica-Geac qui a quitté Saint-Brieuc depuis le 1er février 1971.
- 2 - Activité en diminution du fait du retrait d'Olida qui construit son propre abattoir.
- 3 - L'abattoir Gilles emploie 247 personnes ; plus du quart des expéditions se font à l'étranger. Chaque jour il est découpé 200 à 500 porcs et 20 tonnes de viande bovine et en salaison 1 000 tonnes par an.
- 4 - Projet d'abattoir de porcs pour 1971-1972 à proximité immédiate de l'usine de fabrication, pour 1 000 porcs par jour dans un premier temps, représentant 20 000 tonnes de viande nette par an, avec possibilité de

dédoublément par la suite. Cette création donnera environ 250 emplois nouveaux d'où l'aide sollicitée du FEOGA. Ainsi, dans l'ensemble du département 80 % du bétail serait abattu sur place (contre 65 à 70 % en 1970) en 1975.

- 5 - A Lamballe l'abattoir qui devait être construit par le G.I.P. l'a été en fait par un particulier (Ollevier) en 1973.
- 6 - Les petits abattoirs publics sont ceux de Lannion (558 t.), Mûr-de-Bretagne (479 t.), Paimpol (311 t.), Pontrieux (262 t.), Quintin (987 t.), Rostrenen 323 t.) et Tréguier (349 t.) (tous chiffres pour 1974). Ils sont plus éclectiques que les gros abattoirs comme le montre le détail de leur activité pour cette même année.

Abattoirs publics	Bovins adultes		Veaux		Ovins Caprins		Porcins				Tonnage
	Têtes	T.	Têtes	T.	Têtes	T.	Têtes	T.	Têtes	T.	
Lannion	1 454	434	1 436	90	542	10	-	-	96	24	558
Mûr-de-Bret.	946	245	2 125	147	1 649	30	717	57	-	-	479
Paimpol	628	170	839	51	185	4	852	66	63	20	311
Pontrieux	577	154	750	51	50	1	718	56	-	-	262
Quintin	2 684	748	2 294	185	985	18	238	20	51	16	987
Rostrenen	703	189	1 690	63	615	12	719	59	-	-	323
Tréguier	701	202	1 016	77	127	2	848	68	-	-	349

Tableau T. 53 : Les petits abattoirs publics des Côtes-du-Nord en 1974.

Sources : D. D. A.

N.B. - La situation des différents abattoirs publics ou privés est difficile à donner à cause des changements qui interviennent dans leur situation. Ainsi constate-t-on de gros écarts entre les prévisions et les chiffres réels. Pour Guingamp et Saint-Brieuc l'écart tend au fait que la Sica Geac qui devait aller de Guingamp à Saint-Brieuc a évolué. Filiale de l'Argoat, la Sica Geac a cessé son activité en 1974 parce que la coopérative vise maintenant à vendre sur pied. La Sica Geac n'est cependant pas dissoute pour autant. En ce qui concerne Lamballe-Ollevier le chiffre donné ne correspond qu'à un semestre d'activité. Pour 1975 la production de cet abattoir serait de l'ordre de 20 000 tonnes.

	Production porcine T/viande nette (A)	Transformation (en T.) (B)	Sauf salés et pro- duits frais (en %) B/A
1970	85 162	16 031	18,8
1971	91 175	12 264	17,8
1972	107 026	18 482	17,3
1973	115 080	19 483	17,0
1975	133 034	44 445	33,40
1976	141 407	43 788	31,00

Tableau T. 54 : Production et transformation de la viande porcine dans les Côtes-du-Nord.

Sources : Etats VI.

Abattage de bétail.

De 200 à 400 salariés : Collinée : abattoirs Gilles.

De 100 à 199 salariés : Grâces : Salmon, Lamballe : Ets Ollevier.

Trémorel : Guérin S.A.

De 20 à 49 salariés : Grâces : Cordes et Boyaux. La Chèze : Boyaude-
rie d'Argoat. Lamballe : Perdriel. Plouaret : Abattage du Trégor.

Charcuterie - Conserves.

+ de 1 000 salariés : Loudéac : Olida - Caby.

De 100 à 199 salariés : Binic : Ets Rossignol. Grâces : Cofranic.
Saint-Brandan : Elquin. Saint-Brieuc : Stalaven.

De 50 à 99 salariés : Plœuc-Lié : Guilmoto Blanchard. Prat : Louis.
Saint-Brieuc : S.G.I. Le Pape. Saint-Brieuc : Groupement viandes et sa-
laisons.

De 20 à 49 salariés : Broons : Derrien. Lamballe : Cardin. Péderne-
c : Les Fils V. Léon. Péderne-
c : H. Léon. Plélo : salaisons d'Armor.
Ploumagoar : Stéphan. Ploumilliau : Salaisons Lanionnaises. Ploumilliau :
Landois. Quévert : Salaisons Guilmoto. Quintin : Au Jambon Lys. Saint-
Brieuc : Le Moignic.

Abattage de volailles.

De 100 à 199 salariés : Plémet : Voiridoc. Saint-Brandan : Soprosur.

De 50 à 99 salariés : Corlay : Bourgoïn. Lanvallay : Socadec. Merdri-
gnac : S.A. Volvico. Trévé : Ets Le Clezio.

De 20 à 49 salariés : Callac : Sovoca. Canihuel : Le Méaux. Corlay :
Bousselet. Lanfains : Sérandour. Lannion : Sté des Produits Avicoles.
Plévin : Dubois.

.../...

.../...

Industrie laitière:

De 100 à 199 salariés : Créhen : Laiterie Nouvelle l'Arguenon.
 Quemper : Guézennec, Laiterie Moderne du Trégor. Yffiniac : S. L. O.
 De 50 à 99 salariés : Créhen : Centrale Laitière Penthièvre. Guingamp :
 Coopératives Agricoles du Trieux. Loudéac : Copall. Plancoët : Coopérati-
 ve Laitière Côte d'Emeraude.
 De 20 à 49 salariés : Belle-Isle-en-Terre : Solabel. Lanfains : Sica
 Even. Laurenon : Prével S.A. Saint-Brandan : Laiterie de Quintin. Vièux-
 Bourg : Laiterie Nouvelle du Trégor.

Boulangerie Pâtisserie.

De 100 à 199 salariés : Lamballe : Sté Gaëlic.
 De 20 à 49 salariés : Loudéac : Ronsard Duquesne Purina.

Biscuiterie - Biscotterie.

De 50 à 99 salariés : Taden : Sté Crêperie Loc Maria.
 De 20 à 49 salariés : Maël-Carhaix : Sté Gaëlic.

Boissons.

Plancoët : Eaux minérales de Plancoët.

Tableau T. 55 : Les principales entreprises agro-alimentaires des Côtes-du-Nord, en 1978.

Sources : Comité d'Expansion économique.

Années	Nombre de têtes	Poids moyen net
1961	10 000 000	1,4
1964	24 000 000	1,3
1966	17 000 000	1,3
1967	15 000 000	1,45
1968	12 000 000	1,40
1969	12 000 000	1,4
1970	11 600 000	1,4
1971	12 000 000	1,36
1972	10 200 000	1,3
1973	11 650 000	1,23
1974	12 200 000	1,194
1976	13 200 000	1,2

Tableau T. 56 : Evolution de la production des poulets de chair dans les Côtes-du-Nord.

Sources : D.D.A.

	Poulets	Autres volailles (dindes principalement)
Janvier	10 705	11 613
Avril	11 604	12 779
Août	19 912	17 242
	27 154	

Tableau T. 57 : Stockages de la viande de volaille dans les Côtes-du-Nord en 1974 (en tonnes).

Sources : D. D. A.

		SITUATION	
		au 30 avril 1969	au 30 avril 1970
Tonnages	Bretagne	942	2 016
	France	1 299	2 502
Pourcentages	Bretagne		
	France	72,5 %	80,6 %

Tableau T. 58 : Le stockage de la viande de volaille en Bretagne et en France.

Sources : Bulletin de Conjoncture Economique de la Région Bretagne, 2e trimestre 1970 (Mission Régionale ; n° 11).

		1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Total
Poulets	73	5 976	5 285	6 756	6 556	24 573
	74	4 606	6 574	6 720	6 231	24 131
Poules	73	704	496	506	613	2 319
	74	954	687	818	790	3 249
Canards	73	29	11	8	2	50
	74	1	9	17	229	256
Dindes	73	6 151	7 802	8 665	8 584	31 202
	74	7 260	8 971	6 026	6 673	28 930
Pintades	73	661	701	601	738	2 701
	74	605	528	578	723	2 434

Tableau T. 59 : Tonnages (poids net) abattus dans les abattoirs de volailles en 1973 et 1974.

Sources : D. D. A.

Abattoirs	Importance des abattages en tonnes (poids viande nette)			
	1 000 à 2 000	2 000 à 3 000	3 000 à 4 000	+ de 4 000
+ Dubois à Plévin		2 544		
+ Ets Socavol - St-Brandan			3 746	
+ Le Clézio - Trévé				12 157
+ Le Corre - Plémet			3 499	
+ Quéré - St-Nicolas-du-Pélem				5 557
Bourgouin - Haut Corlay				8 610
Gony - Lanvollay		2 263		
Ets Sovoca - Callac	1 069			
Ets Soprav à Lannion		2 346		
Botrel - Corlay		2 625		
Le Meaux - Canihuel		2 349		
Touminet - Caouennec				
Doux - Péderneec				4 997
Total des abattoirs		56 656 t.		
+ Abattoirs inscrits au plan				
Abattoir ayant fonctionné seulement 3 trimestres (par suite de grève)				

Tableau T. 60 : Abattoirs de plus de 1 000 tonnes par an, en 1974.

Sources : D. D. A. Les chiffres s'entendent de toutes les volailles comprises.

	1971	1972	1973
+ 200 millions/an		1 (209 M)	1 (230 M)
150 à 200 millions	1 (171 M)	-	1 (170 M)
100 à 150 millions	1 (103 M)	1 (135 M)	
50 à 100 millions		2 (118 M)	5 (347 M)
20 à 50 millions	7 (249 M)	6 (233 M)	5 (163 M)
10 à 20 millions	5 (65 M)	8 (101 M)	6 (77 M)
5 à 10 millions	11 (74 M)	9 (58 M)	12 (80 M)
moins de 5 millions	64 (755 M)	54	47
Nombre de centres	89	81	77
Oeufs conditionnés			
- consommation	755 468 000	989 060 000	1 127 407 000
- casserie	47 435 000	44 500 000	55 000 000

M = million

Tableau T. 62 : Le conditionnement des oeufs dans les Côtes-du-Nord, selon l'importance des centres.

Sources : D. D. A.

	1971	1972	1973	1974	1976
Pondeuses fermières	453 800	416 550	396 550	393 000	380 000
Pondeuses en élevage intensif	3 327 500	3 917 500	4 350 000	4 750 000	5 280 000
Pondeuses d'œufs à couver	667 500	685 000	630 000	565 000	550 000
TOTAL	4 448 800	5 019 050	5 376 550	5 908 000	6 210 000
Oeufs fermiers	55 157 400	52 120 500	49 920 500	49 530 000	48 500 000
Oeufs de consommation	762 087 500	931 953 500	1 025 700 000	1 144 500 000	1 304 700 000
Oeufs à couver	86 775 000	89 050 000	85 050 000	70 625 000	68 800 000
TOTAL	904 019 000	1 073 124 000	1 160 670 000	1 264 655 000	1 422 000 000

Tableau T. 61 : Nombre de poules pondeuses existant dans les Côtes-du-Nord.

Sources : D.D.A. (Etats VI).

	1967 fusion groupements Argoat + Haut Blavet Côtes d'Armor (Lanrivain)	SICA-PRO (Mûr-de- Bretagne)	Groupements de Saint-Brieuc	Société d'Ar- morique Mor- bihannaise mais travail- le dans le S. O. du départe- ment (Hémons- toir) (un grou- pement pres- que inexistant en fait c'est une firme Glon qui dirige tout
Nbre d'adhérents	51	123	11	85
Nbre de poulets				
- 9 semaines	65 910	664 952	665 938	-
- 9, 10, 11 sem.	1 487 630	1 439 180	234 113	515 632
- + de 11 sem.	119 503	-	-	-
TOTAL	1 673 043	2 104 132	900 051	515 632
Tonnage vif	2 960 t. ¹	3 479 t. ²	1 417 t.	959 t.

Tableau T. 63 : La production des groupements de producteurs (en 1972).

Sources : D. D. A.

- 1 - 2 689 tonnes en 1969. Ce groupement s'étend sur le Finistère et le Morbihan mais fait environ 95 % de son chiffre dans les Côtes-du-Nord.
- 2 - 3 262 tonnes en 1969. Pour avoir le tonnage net, il convient de multiplier le nombre de têtes par 1,42 pour 1968 et pour avoir le tonnage en vif par 1,80. SICA-PRO est morbihannaise. Elle fait le 1/3 de sa production dans le département, soit environ 600 000 têtes.

Exercice	Poulets	Pintades	Dindes	TOTAL
1971/1972	1 495 792	245 173	3 547 966	5 288 931
1972/1973	1 982 792	638 175	3 571 788	6 196 755
1973/1974	2 795 945	772 576	4 481 731	8 050 252

Tableau T. 64 : Evolution de la production du groupement des producteurs de poulets d'Armorique.

Sources : D. D. A. (en tonnes de poids vifs).

Situation de la coopérative des agriculteurs de Bretagne (au 1er avril 1975).

- Nombre d'élevages de pondeuses contrôlées	140
- Nombre d'élevages de poulets de chair	18
- Effectifs en élevages :	
- globalement	1 770 000 pondeuses
dont Côtes-du-Nord	700 000 pondeuses
- globalement	20 000 poulets/semaine
dont Côtes-du-Nord	6 700 poulets/semaine

RAPPEL :

- Nombre de pondeuses contrôlées en 1968	664 000
- Nombre de pondeuses contrôlées en 1973	1 158 000

Secteurs	Livraisons aux sociétaires	Apports des sociétaires
Dinan	26 876 775,28	28 124 430,74
Guingamp	44 730 288,76	52 715 714,73
Lamballe	46 266 765,58	54 845 116,44
Loudéac	28 661 860,86	21 052 515,50
Rostrenen	19 575 301,18	22 596 981,36
Saint-Brieuc	28 109 788,23	40 179 599,91
Trégor	19 481 073,36	37 741 700,53
	213 701 853,25	257 256 059,21

Tableau T. 65 : Chiffre d'affaires, par secteur dans les Côtes-du-Nord (en 1974).

Sources : La C.A.B.

Groupements	Nbre d'adhérents		Nombre de pondeuses	
	en 1968	en 1973	en 1968	en 1973
Coop. émeraude avicole	26	60	228 000	1 500 000
Coop. de Guitté	32	39	80 000	345 000
C.A.B. Landerneau				1 300 000
Coop. Urne et Gouessant		37		350 000
Lamballe				
Unicopa ¹	(pour mémoire)			

Tableau T. 66 : Les groupements de producteurs reconnus.

Sources : D.D.A. (¹:reconnue comme groupement de producteurs en 1973).

	1960	1966	1970	1973	1974
Superficie en hectares	31 250	19 300	10 000	7 025	7 000
Rendement à l'ha (tonnes)	16	26	26	28,7	30,51
Production (en tonnes)	600 000	500 000	260 000	202 106	254 150

Tableau T. 67 : Evolution récente de la production des pommes de terre dans les Côtes-du-Nord.

Sources : D.D.A. (Etats VI).

Années	En culture principale	En culture dérobée	TOTALE
1962	120 hectares	1 200 hectares	1 320 hectares
1963	120 "	1 340 "	1 460 "
1964	150 "	1 350 "	1 500 "
1965	200 "	1 000 "	1 200 "
1966	200 "	1 150 "	1 350 "
1967	200 "	1 200 "	1 400 "
1968	200 "	1 300 "	1 500 "
1969	1 400 "	1 000 "	2 400 "
1970	1 500 "	1 000 "	2 500 "
1971	1 600 "	1 000 "	2 600 "
1972	1 800 "	1 150 "	2 950 "
1973	1 800 "	1 150 "	2 950 "
1974	2 000 "	1 710 "	3 710 "

Tableau T. 68 : Evolution des superficies consacrées aux choux-fleurs dans les Côtes-du-Nord.

Sources : Etats VI.

1961	680 hectares	1968	710 hectares
1962	700 "	1969	950 "
1963	500 "	1970	950 "
1965	725 "	1971	950 "
1966	730 "	1972	1 040 "
1967	740 "	1973	1 008 "
		1974	815 "

Tableau T. 69 : Evolution des superficies consacrées aux artichauts dans les Côtes-du-Nord.

Sources : Etats VI.

1961	180 hectares	1968	190 hectares
1962	350 "	1969	120 "
1963	400 "	1970	125 "
1964	425 "	1971	180 "
1965	240 "	1972	110 "
1966	180 "	1973	239 "
1967	277 "	1974	292 "

Tableau T. 70 : Evolution des superficies consacrées aux petits pois dans les Côtes-du-Nord.

Sources : Etats VI.

Communes	1973 (en ha)	1974 (en ha)	1975 (en ha)
Loudéac (°°)	47,10	78,40	122,85
Glomel	41,00	20,00	30,50
Saint-Caradec (°°)	33,00	40,60	48,70
Mûr-de-Bretagne (°°)	31,60	35,20	39,40
St-Gilles-Vieux-Marché (°°)	22,50	26,00	34,00
Hémonstoir (°°)	17,00	17,00	24,40
St-Guen (°°)	16,00	26,20	32,00
Merléac (°°)	6,00		7,50
La Motte (°°)	5,50	6,70	8,60
St-Mayeux (°°)	5,00	4,00	3,00
Trévé (°°)	4,00	5,00	10,50
St-Thélo (°°)	4,00	3,00	3,00
St-Connec (°°)	4,00	4,00	4,00
Kergrist (Morbihan)	1,50	2,50	2,00
St-Gonnéry	1,00	3,50	3,70
Mellionnec			9,00
Plélauff		7,50	9,00
Lescouët		3,00	5,00
Caurel		2,00	4,00
Ste-Tréphine		4,00	8,00
Rostrenen		3,50	14,50
Bonen			8,00
Plouguernevel			5,00
Le Quillio (°°)			2,00
St-Barnabé (°°)			5,00
Illifaut			4,00
Mellionnec			19,10
Paule			4,00
TOTAL	239,20	292,10	470,75
dont région Loudéac (°°)	195,00	246,00	335,00

Tableau T. 71 : Surfaces couvertes en petits pois dans les Côtes-du-Nord (production sous contrat).

Sources : Etats VI.

	Choux-fleurs (en T.)	Artichauts (en T.)	Haricots (en T.)	P. de terre de primeur (en T.)
Coop. "La Paimpolaise"				
1969	4 500 000	940	1 400	9 000
1973-74	6 859 510	822	-	8 395
1975-76	8 367 195	662,22	1 522	8 227
C. A. B.				
1969	4 000 000	800	1 000	8 000
1973-74				
1975-76	7 730 000	1 900	-	8 490
Perrosienne				
1969	600 000	220	50	3 000
1973-74	1 600 000	375		1 945
1975-76	1 279 000	192	-	1 090
Sica du Goëlle et du Trégor				
1969	3 400 000	600	7 300	7 300
1973-74	5 701 000	700		8 959
1975-76	5 200 000	505		8 340

Tableau T. 72 : Production de légumes dans les Côtes-du-Nord (en 1969, 1973-74 et 1975-76)¹

Sources : D. D. A.

N. B. Pour 1976-77 les chiffres sont peu significatifs à cause de la sécheresse.

- 1 - Il ne faut pas s'étonner de ne pas voir figurer la production des petits pois, dans ce tableau. D'une façon générale, la production des petits pois est en régression en Bretagne alors que la Picardie et la Haute-Normandie ont plus que doublé leur production depuis 1961 :

	<u>Picardie et Haute-Normandie</u>		<u>Bretagne</u>
1962	57 790		44 678
1964	86 500		56 200
1966	92 750		40 540
	<u>Picardie</u>	<u>Haute-Normandie</u>	<u>Bretagne</u>
1968	44 100	64 330	27 560
1970	67 200	74 210	29 430
1972	93 800	69 990	25 930
1974	127 000	82 680	45 900
1976	57 500	42 000	26 800

De toute manière, en Bretagne, en 1967 comme en 1955, c'était le Finistère qui arrivait en tête des départements français avec une surface de 6 000 ha en 1955 et de 5 894 en 1967. En 1955, les Côtes-du-Nord avaient tout juste un peu plus de 500 ha.

Années	Nombre de vaches inséminées	en % du cheptel de vaches	Activités des centres		
			Créhen	Plounévezel	Evran
1961	154 438	61,8			
1962	170 252	60,0			
1963	189 776	75,9			
1964	203 536	83,1	131 121	70 415	
1965	216 590	83,3	136 096	76 987	3 507
1966	234 752	86,0	140 927	81 331	12 494
1967	258 000	90,0	146 128	86 628	16 217
1968	266 214	95,0	154 405	92 028	19 781
1969	269 172	95,0	155 024	93 093	21 055
1970	268 945	96,0	152 990	93 775	22 180
1971	279 594	95,0	157 203	99 730	22 661
1972	296 289	95,0	165 654	107 581	23 054
1973	306 550	95,0	173 880	112 673	20 000

Tableau T. 73 : Evolution de l'insémination artificielle bovine dans les Côtes-du-Nord.

Sources : D.D.A.

		Créhen	Plounévezel	Evran	Total	%
1966	Normande	135 913	66 912	12 098	214 923	91,5
	FFPN	3 056	4 167	240	7 463	3,2
	autres	1 958	10 252	156	12 366	-
	TOTAL	140 927	81 331	12 494	234 752	
1967	Normande	139 286	71 921	15 503	226 710	91,0
	FFPN	4 473	5 730	522	10 725	4,3
	autres	2 369	8 977	192	11 538	-
	TOTAL	146 128	86 628	16 217	248 973	
1968	Normande	144 245	74 131	17 805	236 181	88,9
	FFPN	7 318	8 159	1 004	16 461	6,2
	autres	2 842	9 738	372	12 952	-
	TOTAL	154 405	92 028	19 181	265 614	
1969	Normande	140 571	72 414	18 777	231 762	86,2
	FFPN	10 266	10 449	1 665	22 380	8,3
	autres	3 930	10 230	615	14 775	-
	TOTAL	154 767	93 093	21 057	268 917	
1970	Normande	134 311	69 595	18 899	222 805	82,8
	FFPN	13 374	13 703	2 388	29 465	10,9
	autres	5 305	10 477	893	16 675	-
	TOTAL	152 990	93 775	22 180	268 945	
1971	Normande	132 874	69 770	18 185	220 829	79,0
	FFPN *	19 702	19 577	3 705	42 984	15,4
	autres	4 627	10 383	771	15 781	-
	TOTAL	157 203	99 730	22 661	279 594	
1972	Normande	132 247	68 554	17 218	218 019	73,6
	FFPN *	28 793	26 975	5 053	60 821	20,4
	autres	4 914	12 052	683	17 649	-
	TOTAL	165 954	107 581	23 054	296 589	
1973	Normande	131 647	66 838			69,2
	FFPN *	36 683	31 789			23,9
	autres	5 550	14 046			-
	TOTAL	173 880	112 673			
1974	Normande		63 397			
	FFPN *		36 599			
	autres		14 019			
	TOTAL		114 015			
(*) FFPN et Holstein						

Tableau T. 74 : L'insémination artificielle bovine dans les Côtes-du-Nord
(Inséminations premières).

Sources : D.D.A.

		Production végétale	Céréales	Pommes de terre	Légumes
Côtes-du-Nord	1974	9,5	2,0	3,1	3,9
	1975	8,9	1,7	3,0	3,6
	1976	7,6	1,3	4,1	2,4
Finistère	1974	15,8	0,3	3,8	11,3
	1975	16,3	0,3	4,4	10,9
	1976	15,5	0,2	8,2	7,7
Ile-et-Vilaine	1974	12,4	4,8	2,3	3,0
	1975	12,2	3,7	2,3	3,0
	1976	11,5	2,9	3,9	2,9
Morbihan	1974	10,5	1,4	4,1	4,0
	1975	11,0	1,1	4,1	4,2
	1976	8,5	0,7	6,0	1,5
Bretagne	1974	12,3	2,2	3,3	5,9
	1975	12,2	1,6	3,5	5,7
	1976	11,0	1,2	5,6	3,9
France	1974	47,8	17,9	1,7	6,6
	1975	44,3	15,0	2,1	7,1
	1976	44,3	13,6	4,2	5,8

Tableau T. 75 : Production végétale dans les Côtes-du-Nord et dans les autres départements bretons, par rapport à la production agricole finale totale à l'intérieur de chaque département.

Sources : Service régional des statistiques agricoles.

N.B. : Les pourcentages sont calculés sur les valeurs des productions (en francs courants).

		Produ- tion animale	Bovins	Veaux	Porcs	Lait	Volailles	Oeufs
Côtes-du-Nord	1974	90,5	11,5	4,7	29,0	24,6	8,9	9,8
	1975	91,1	11,7	5,4	31,7	24,3	8,5	7,9
	1976	92,4	11,4	5,5	31,1	23,6	19,3	19,3
Finistère	1974	84,2	15,0	4,6	27,2	21,9	9,9	5,1
	1975	83,7	15,4	5,0	28,5	22,8	7,9	3,5
	1976	84,5	15,2	4,9	28,5	22,5	12,8	12,8
Ille-et-Vilaine	1974	87,6	13,1	11,2	15,3	38,0	4,5	3,0
	1975	87,8	13,8	11,1	16,8	37,6	3,7	2,2
	1976	88,5	13,6	11,2	17,9	37,1	6,0	6,0
Morbihan	1974	89,5	11,3	6,8	18,4	30,5	16,9	3,9
	1975	89,0	12,3	6,9	18,6	31,3	14,9	3,4
	1976	91,5	12,2	7,3	20,4	31,4	18,7	18,7
Bretagne	1974	87,7	12,9	6,6	23,3	28,0	9,7	5,7
	1975	87,8	13,4	6,9	24,8	28,2	8,4	4,4
	1976	89,0	13,2	7,0	25,3	27,8	14,2	14,2
France	1974	52,2	12,7	4,6	6,9	16,3	4,3	2,8
	1975	55,7	13,8	5,1	7,5	17,5	4,4	2,6
	1976	55,7	13,4	5,2	8,1	17,0	7,2	7,2

Tableau T. 76 : Production animale dans les Côtes-du-Nord et dans les autres départements bretons, par rapport à la production agricole finale totale à l'intérieur de chaque département.

Sources : Service régional des statistiques agricoles.

N.B. : Les pourcentages sont calculés sur les valeurs des productions (en francs courants).

Départements + principales uni- tés urbaines	Population sans doubles comptes		Population municipale		Evolution	Excédent naturel	Bilan migratoire	Bilan migratoire
	1968	1975	1968	1975				
Côtes-du-Nord	506 102	524 919	501 577	520 770	+ 19 193	10 794	- 7 735	+ 8 399
Finistère	768 929	804 624	764 725	801 418	+ 36 693	20 975	- 3 960	+ 15 718
Ille-et-Vilaine	652 722	701 509	648 448	698 236	+ 49 788	37 829	+ 8 681	+ 11 959
Morbihan	540 474	566 962	537 421	563 661	+ 26 240	18 813	- 9 535	+ 7 427
TOTAL	2 468 227	2 598 014	2 452 171	2 584 085	+131 914	88 411	- 12 549	+ 43 503
Rennes	192 782	213 351	189 292	210 777	+ 21 485	+ 22 487	+ 17 428	- 1 002
Brest	169 279	186 426	168 881	186 023	+ 17 142	+ 16 668	+ 7 621	+ 474
Lorient	98 655	109 789	98 346	109 691	+ 11 345	+ 7 696	+ 4 058	+ 3 649
Saint-Brieuc	67 121	74 500	66 520	74 171	+ 7 651	+ 5 723	+ 5 570	+ 1 928
Quimper	52 496	56 538	50 967	55 169	+ 4 202	+ 3 413	+ 3 470	+ 789
Saint-Malo	42 297	44 967	42 078	44 765	+ 2 687	+ 2 067	- 217	+ 620
Vannes	36 576	40 326	36 444	39 507	+ 3 063	+ 3 591	+ 4 408	- 528

Tableau T. 77 : Données départementales et urbaines.

Sources : I.N.S.E.E.

Cantons	Nbre com- munes	1968	1975	Evolution	Excédent	Bilan
				1968-1975	naturel	migratoire
01 Bégard	7	7 476	7 327	- 149	+ 1	- 150
02 Belle-Isle-en-T.	7	7 128	6 513	- 615	- 171	- 444
03 Bourbriac	7	5 898	5 203	- 695	- 158	- 537
04 Broons	9	9 801	9 210	- 591	+ 7	- 598
05 Callac	11	10 198	8 936	-1262	- 412	- 850
06 Caulnes	8	5 939	5 692	- 247	- 21	- 226
07 Chatelaudren	8	6 599	6 440	- 159	+ 118	- 277
08 Chèze (La)	9	8 763	8 468	- 295	+ 7	- 302
09 Collinée	6	4 769	4 542	- 227	- 4	- 223
10 Corlay	5	4 166	3 907	- 259	- 37	- 222
11 Dinan Est	5	7 442	8 631	+1189	+ 455	+ 734
12 Dinan Ouest	11	7 676	10 205	+2529	+ 235	+ 2294
13 Etables-sur-Mer	6	9 699	9 910	+ 211	- 368	+ 579
14 Evran	8	6 242	6 003	- 239	+ 67	- 306
15 Gouarec	8	4 787	4 433	- 354	- 122	- 232
16 Guingamp	8	18 739	20 708	+1969	+ 811	+ 1158
17 Jugon-les-Lacs	6	7 619	7 258	- 361	+ 78	- 439
18 Lamballe	11	14 415	14 937	+ 522	+ 482	+ 40
19 Lannion	5	16 294	21 624	+5330	+1564	+ 3766
20 Lanvollon	11	7 135	6 901	- 234	- 184	- 50
21 Lézardrieux	7	9 920	9 234	- 686	+ 30	- 716
22 Loudéac	6	11 749	13 744	+1995	+ 787	+ 1208
23 Maël-Carhaix	8	6 648	5 964	- 684	- 326	- 358
24 Matignon	10	12 535	12 307	- 228	+ 116	- 344
25 Merdrignac	9	8 639	8 237	- 402	- 16	- 386
26 Moncontour	9	10 083	9 873	- 210	+ 8	- 218
27 Mûr-de-Bretagne	5	4 103	3 796	- 307	- 105	- 202
28 Paimpol	7	18 395	18 481	+ 86	+ 99	- 13
29 Perros-Guirec	9	17 958	20 746	+2788	+ 194	+2594
30 Plancoët	9	10 319	10 496	+ 177	+ 190	- 13
31 Plélan-le-Petit	9	4 345	4 381	+ 36	+ 147	- 111
32 Pléneuf-Val-André	5	10 511	10 956	+ 445	+ 12	+ 433
33 Plestin-les-Grèves	9	8 188	8 178	- 10	- 389	+ 379
34 Ploëuc-sur-Lié	6	7 835	8 067	+ 232	+ 278	- 46
35 Plouagat	7	4 991	4 856	- 135	- 41	- 94
36 Plouaret	9	11 525	10 628	- 897	- 250	- 647
37 Ploubalay	7	7 266	7 272	+ 6	+ 71	- 65
38 Plouguenast	5	7 302	6 925	- 377	+ 50	- 427
39 Plouha	5	6 478	6 214	- 264	- 207	- 57
40 Pontrioux	7	7 414	6 978	- 436	- 54	- 382
41 Quintin	8	7 787	7 864	+ 77	+ 318	- 241
42 Roche-Derrien (La)	11	5 801	5 468	- 333	- 109	- 224
43 Rostrenen	6	9 744	9 512	- 232	- 122	- 110
44 St-Brieuc Nord	5	18 157	23 045	+4888	+1247	+ 3641
45 St-Brieuc Sud	7	14 338	20 462	+6124	+1461	+ 4663
46 St-Nicolas-du-P.	8	5 894	5 260	- 634	- 171	- 463
47 Tréguier	10	12 559	12 501	- 58	- 38	- 20
48 Uzel	7	4 780	4 325	- 455	+ 41	- 496
49 Plouer-Langrolay	1	2 693	2 542	- 151	- 47	- 104
98 Dinan Ville	1	13 083	13 408	+ 325	+ 973	- 648
99 St-Brieuc Ville	1	49 752	52 202	+2450	+4299	-1849
Total du département	369	501 577	520 770	+19 193	+ 10 794	+8 399

Tableau T. 78 : Département : Côtes-du-Nord, Evolution de la population municipale 68-75.

"Pays"	Superficie km ² *	1962	1968	1975	Evolution 62-68		Evolution 68-75		Evolution annuelle		Densité 1975
					N	%	N	%	N	%	
Saint-Brieuc	1 186	139 719	149 795	164 374	10 076	7,2	14 579	9,75	1,2	1,39	139
Loudéac	1 108	51 734	50 118	50 098	- 1 616	- 3,12	- 20	- 0,04	- 0,502	- 0,0057	45
Guingamp	813	53 534	52 366	52 588	- 1 168	- 2,18	222	0,425	- 0,364	- 0,0607	65
Rostrenen	1 183	45 986	42 935	39 869	- 3 050	- 6,63	- 3 066	- 7,15	- 1,105	- 1,02	34
Lannion	790	69 936	72 333	79 121	2 397	3,43	6 788	9,40	0,572	1,343	100
Paimpol	379	44 143	42 211	40 913	- 1 932	- 4,375	- 1 298	- 3,4	- 0,73	- 0,485	108
Dinan	1 400	96 871	96 344	98 593	- 527	- 0,545	2 249	2,34	- 0,0907	0,334	70
Côtes-du-Nord	6 859	501 923	506 102	525 556	4 179	0,83	19 454	3,84	0,14	0,548	77

Tableau T. 79 : L'évolution démographique jusqu'en 1975 des "pays" des Côtes-du-Nord.

Sources : I.N.S.E.E.

(* non comprises les surfaces non cadastrées.)

Généralités	1955	% de la S.A.U.	%	1971	% de la S.A.U.	%	Variation 1971/54	Variation en % 1954
- S.A.U. (Surf. agricole utile)	43 273	100		44 236	100		+ 963	+ 2,2
- terres labourables	28 986	67		33 743	76,2		+ 4 757	+ 16,4
- nombre d'exploitations	4 526			3 349			- 1 177	- 26,0
- S.A.U. par exploitation	9,55			13,2			+ 3,65	+ 38,2
<u>Productions végétales</u>								
- Total céréales	17 334	40,0	100	14 723	32,4	100	- 2 611	- 15
. Blé tendre	7 144	16,5	41	2 825	6,4	19,2	- 4 319	- 60
. Orge	1 499	3,5	8,6	8 233	18,6	56,0	+ 6 734	+ 448
. Maïs grain	35	0,08	0,2	76	0,17	0,5	+ 41	+ 117
. Avoine	6 399	14,8	36,8	2 812	6,35	19,1	- 3 587	- 56
- S.T.H.	9 273	21,5		8 115	18,35		- 1 158	- 11,9
<u>Productions animales</u>								
- Total bovins	22 082			37 400			+15 318	+ 69,5
. dont vaches laitières	17 965			24 678			+ 6 713	+ 36,9
-Total porcs	17 113			90 619			+73 506	+430
. dont truies mères	3 626			12 156			+ 8 530	+236
- Total ovins	865			1 504			+ 639	+ 74
- Total équidés	5 059			1 173			- 3 886	- 77
<u>Divers</u>								
- Tracteurs	268			1 927			+ 1 659	+620
- Salariés permanents	181			200			+ 19	+ 10,5

Tableau T. 80 : Comparaison des R.G.A. 1955 et 1971 dans le Mené.

Sources : R.G.A.

	- de 1 ha	1-2 ha	2-5	5-10	10-15	15-20	20-30	30-50	50 ha	Total
<u>Canton de Collinée</u>	1971	21	99	130	143	126	119	21	1	713
	1974	47	82	96	108	122	111	35	2	659
	- Nbre	+ 26	- 17	- 34	- 35	- 4	- 8	+ 14	+ 1	- 54
	- %	+125	- 17	- 26	- 24	- 3	- 7	+ 67	+ 100	- 7,6
<u>Canton de Merdrignac</u>	1971	11	192	213	225	222	273	68	7	1 308
	1974	68	152	158	162	197	275	101	7	1 191
	- Nbre	+ 57	- 40	- 55	- 63	- 25	+ 2	+ 33	0	- 117
	- %	+519	- 21	- 26	- 28	- 11	+0,7	+ 49	0	- 9
<u>Total des deux cantons</u>	1971	32	291	343	368	348	392	89	8	2 021
	1974	115	234	254	270	319	386	136	9	1 850
	- Nbre	+ 83	- 57	- 89	- 98	- 29	- 6	+ 47	+ 1	- 171
	- %	+260	- 19	- 26	- 22	- 8	-1,5	+ 53	+12,5	- 8,5
<u>Répartition en %</u>	1971	1,6	14,4	17,0	18,2	17,2	19,4	4,4	0,4	100
	1974	6,2	12,8	13,7	14,6	17,2	20,8	7,3	0,5	100

Tableau T. 81 : L'évolution des structures d'exploitations dans Le Mené (cantons de Collinée et Merdrignac).

Sources : Mutualité Sociale Agricole.

Départements	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	Total
Côtes-du-Nord	12 006 900	15 339 000	26 175 000	15 541 500	10 387 745	6 397 060	8 739 122	7 747 100	102 333 427
Finistère	16 640 600	14 942 000	30 200 000	39 178 000	5 166 800	7 458 510	7 475 972	6 419 000	127 480 882
Ille-et-Vilaine	11 258 750	15 829 000	25 137 500	35 726 000	6 325 000	10 010 085	7 019 698	7 543 500	118 849 533
Morbihan	10 743 750	18 255 000	23 512 500	36 605 987	8 600 600	8 663 095	10 875 211	10 326 775	121 582 918
Actions régionales							8 903 250	5 987 250	14 890 500
TOTAL	50 650 000	64 365 000	105 025 000	127 051 487	30 480 145	32 528 750	43 013 253	38 023 625	485 137 260

Tableau T. 83 : Les crédits de la rénovation rurale - Récapitulatif par départements.

Sources : D. A. T. A. R. (juillet 1976).

REGION DU MENE (zone d'étude du P.A.R.)	Salariés agricoles					
	Nombre d'explo- tations	Exploitations ayant des salariés permanents		Salariés permanents		Nombre d'explo- tations avec M. de Sai- sonn. 6
Cantons et communes		Total	dont à temps complet	Total	dont à temps complet	
	1	2	3	4	5	6
COLLINEE	699	22	10	24	10	73
Collinée	43	1	1	1	1	1
Le Gouray	181	9	6	9	6	14
Langourla	125	3	3	3	3	18
St Gilles du Mené	84	7	-	9	-	12
St Gouéno	152	2	-	2	-	22
St Jacut du Mené	114	-	-	-	-	6
MERDRIGNAC	1 230	74	21	85	27	71
Merdrignac	264	27	9	32	12	11
Gommené	131	9	-	10	-	4
Ilifaut	143	13	5	15	5	3
Laurenan	147	3	3	3	3	1
Loscouët-sur-Meu	119	8	1	10	3	2
Mérillac	56	3	-	3	-	2
St Launeuc	43	3	2	4	3	2
St Vran	134	2	-	2	-	25
Trémorrel	193	6	1	6	1	21
PLOUGUENAST sur Gausson	1 027	50	27	75	46	56
Plouguenast	254	17	10	37	27	31
Langast	133	4	2	5	2	4
Plémy	277	16	7	18	7	16
Plessala	363	13	8	15	10	5
1/2 MONCONTOUR	390	32	10	42	11	16
Moncontour	4	2	1	3	2	-
St Glen - Penguily	144	13	3	22	3	15
Trébry	156	1	-	1	-	-
Trédaniel	86	16	6	16	6	1
AUTRES COMMUNES	748	37	17	41	20	55
La Ferrière	81	7	-	7	-	8
Plémet	265	12	10	13	11	28
Plénée - Jugon	402	18	7	21	9	19
TOTAL MENE	4 095	215	85	267	114	271
	100	5,25	2,08			6,62
		100	39,8	100	42,7	

Tableau T. 84 : Population des salariés agricoles en 1970 dans Le Mené.

Sources : R.G.A. 1970.

Région du Mené (zone d'étude du P. A. R.)	Popula- tion totale (munic. et comp- tée à part)	Population municipale			Population comp- tée à part		Popula- tion sans les doubles comptes de la colonne M
		Totale	agglomé- rée au chef- lieu	Eparse	Totale	dont appart. à la pop. municip. d'autres commu- nes	
Cantons et communes	h = J+M	J	K	L	M	N	p = h-N
COLLINEE	4 549	4 549	1 632	2 917	-	-	4 549
Collinée	722	722	591	131	-	-	722
Le Gouray	988	988	232	756	-	-	988
Langourla	765	765	232	533	-	-	765
St Gilles du Mené	531	531	175	356	-	-	531
St Gouéno	831	831	134	697	-	-	831
St Jacut du Mené	712	712	268	444	-	-	712
MERDRIGNAC	8 544	8 239	2 405	5 834	305	305	8 239
Merdrignac	3 009	2 704	1 219	1 485	305	305	2 704
Gommené	647	647	116	531	-	-	647
Illifaut	844	844	169	675	-	-	844
Laurenan	869	869	237	632	-	-	869
Loscouët-su-Meu	653	653	98	555	-	-	653
Mérillac	341	341	67	274	-	-	341
St Launeuc	239	239	-	239	-	-	239
St Vran	819	819	271	548	-	-	819
Trémorrel	1 123	1 123	228	895	-	-	1 123
PLOUGUENAST sur Gausson	6 427	6 236	1 553	4 683	191	191	6 236
Plouguenast	2 006	1 865	618	1 247	141	141	1 865
Langast	695	695	114	581	-	-	695
Plémy	1 671	1 621	242	1 379	50	50	1 621
Plessala	2 055	2 055	579	1 476	-	-	2 055
1/2 MONCONTOUR	3 458	3 458	1 274	2 184	-	-	3 458
Moncontour	1 149	1 149	1 149	-	-	-	1 149
St Glen - Pengilly	915	915	125	790	-	-	915
Trébry	758	758	-	758	-	-	758
Trédaniel	636	636	-	636	-	-	636
AUTRES COMMU- NES	6 373	5 977	2 225	3 752	396	372	6 001
La Ferrière	502	502	143	359	-	-	502
Plémet	3 362	3 026	1 497	1 529	336	327	3 035
Plénée - Jugon	2 509	2 449	585	1 864	60	45	2 464
TOTAL MENE	29 351	28 459	9 089	19 370	892	868	28 483

Tableau T. 85 : Population municipale du Mené en 1975 : agglomérée et éparse.

Sources : I. N. S. E. E.

	Nombre de personnes par ménages									
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	Total
OLIDA										
Loudéac agglomération nbre d'immigrants	5	18	12	6	8	1		1	6	57
Supplément de population	5	36	36	24	40	6		8	54	209
Loudéac campagne nbre d'immigrants		2	5	2	1			1		11
Supplément de population		4	15	8	5			8		40
Apport de population à Loudéac	5	40	51	32	45	6		16	54	249
DUQUESNE										
Loudéac agglomération nbre d'immigrants	1	2	4	5	3	3			1	19
dont venant de Loudéac campagne	1	2	3	2	1					9
Supplément de population	1	4	12	20	15	18			9	79
dont venant de Loudéac campagne	1	4	9	8	5					27
Loudéac campagne nbre d'immigrants		1		1	1					3
Supplément de population		2		4	5					11
Apport de population à la commune de Loudéac		2	3	16	15	18			9	63
ENSEMBLE DES DEUX UNITES										
Apport de population - Loudéac agglomération	6	48	48	44	55	24		8	63	296
- Commune de Loudéac	5	42	54	48	60	24		16	63	312

Tableau T. 86 : Evaluation de l'apport net de population à la commune de Loudéac par suite des migrations enregistrées parmi la population.

Sources : Enquête par BERTRAND (Y.) et JEGOUZO (G.), dans "Effets d'implantations industrielles récentes, une enquête dans la région de Loudéac (Côtes-du-Nord) - C.N.R.S., IN.R.A., décembre 1968, voir p. 58.

Distance de Loudéac	Nombre d'ouvriers	Communes de résidence
en kilomètres		
0	354	Loudéac
0 à 8	141	La Motte (39), St-Barnabé (29), St Gonnery (24), Trévé (23), Hémonstoir (18), St Maudan (8).
8 à 10	55	La Chèze (20), St-Caradec (19), La Prénès-saye (12).
10 à 15	156	Plémet (49), St-Samson, Plouguenast, St-Gouvry, Rohan, Gueltas, St-Etienne, La Ferrière, Uzel, St-Thélo, Croixanvec, St-Gérard, St-Hervé.
15 à 20	103	Bréhan-Loudéac (33), La Trinité-Porhoët, Crédin, Plumieux ...
20 à 30	14	
30 à 100	55	

Tableau T. 87 : Zone de recutrement du personnel des trois entreprises décentralisées de Loudéac (en 1971).

Sources : Enquêtes auprès des entreprises (m. de m. F. BOUCHE, op.cit.).

	Superficie	Age	Age moyen
1	+ ou = à 7 ha	58 à 66 ans	62 ans
2	8 à 15 ha	48 à 57 ans	53 ans
3	16 à 30 ha	46 à 51 ans	50 ans
4	31 à 52 ha	42 à 50 ans	44 ans
5	+ de 52 ha	38 à 45 ans	42 ans

Tableau T. 88 : Relation entre les classes de superficies et l'âge des chefs d'exploitations en 1975.

Sources : M.S.A. (en 1975).

		1965	1967	1969	1971	1973	1974
<u>Section d'Investissement</u>							
- dette en capital en fin d'exercice		597 983	622 418	702 410	801 792	1 202 915	1 715 459
- emprunts réalisés		50 000	64 580	43 000	49 000	588 000	390 000
- emprunts réalisés pour la voirie		50 000	64 580	43 000	49 000	92 000	50 000
- dépenses d'investissements directs		63 306	87 573	68 479	83 243	527 013	640 795
<u>Section de Fonctionnement</u>							
- dépenses ordinaires		153 432	144 307	182 108	249 446	387 560	467 785
- frais de personnel		48 244	55 124	70 056	79 463	116 608	140 794
- contingent pour dépenses d'Aide Sociale		7 006	6 385	10 177	13 273	17 230	19 604
- intérêts des emprunts		14 910	16 418	19 706	25 002	53 804	81 957
- recettes fiscales (directes + indirectes)		80 999	95 103	120 208	138 565	189 322	228 768
- taxe locale ou versement représentatif de la taxe sur les salaires		4 025	47 380	64 731	87 543	118 325	202 510

Tableau T. 89 : Budget de Trédrez au cours de la période 1965-1974.

Sources : Mairie de Trédrez.

N. B. - Ce tableau permet de faire quelques constatations, sous réserve, toutefois, de tenir compte que les chiffres indiqués sont en francs courants (c'est-à-dire que les diverses évolutions constatées ne sont pas pondérées par la progression de l'indice des prix pendant la même période).

Il est à noter que la dette en capital a presque triplé (2,87) pendant la période considérée en raison des investissements réalisés. Mais les emprunts contractés de 1965 à 1971 (393 030) restent inférieurs à ceux réalisés pendant chacune des trois dernières années : 1972 (454 000), 1973 (588 000), 1974 (390 000). Cela montre que depuis trois ans un important effort d'investissement est réalisé.

L'investissement, en emprunt, pour la voirie a été de 475 980 F pendant les dix dernières années. Le reste des emprunts contractés (1 349 000 F) étant principalement réparti entre l'achat de la Salle des Fêtes (80 000 F), la réfection de l'église (88 000 F) le terrain des sports (180 000 F), le camping (345 000 F), le lotissement (310 000 F), les bâtiments communaux (246 000 F).

En ce qui concerne la section de fonctionnement, les dépenses ordinaires sont passées de 153 342 F en 1965 à 467 785 F en 1974 soit trois fois plus. Parallèlement, les recettes fiscales ont suivi une progression légèrement moindre (2,85) alors que la participation de l'Etat par l'intermédiaire du versement représentatif de la taxe sur les salaires progresse de 5 fois, grâce surtout à la subvention reçue en tant que commune touristique en 1974 (48 200 F).

Au point de vue fiscal, la commune de Trédrez avait en 1974 une charge moyenne par habitant de 219,43 F, ce qui la plaçait

en 20e position sur les 61 communes de l'arrondissement de Lannion (en 1973 elle était 37e). Il faut préciser, néanmoins, qu'il est tenu compte pour ce calcul, uniquement de la population et non de la matière imposable - résidences secondaires notamment. La moyenne nationale pour les communes identiques à Trédrez était en 1972 de 164 francs par habitant alors que pour Trédrez elle était de 153,35 F et de 166,13 F en 1973.

